

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°492

MARS 2026

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **IRAN : LE RÉGIME DÉCAPITÉ MAIS RÉSILIENT**
- **IRAK : LE KURDISTAN VICTIME COLLATÉRALE DE LA GUERRE**
- **TURQUIE : ERDOGAN MÉNAGE LES MOLLAHS IRANIENS**
- **SYRIE : MORT DE SALIH MUSLIM**
- **CÉLÉBRATIONS DE NEWROZ**

IRAN : LE RÉGIME DÉCAPITÉ MAIS RÉSILIENT

Une campagne d'attaques aériennes d'une intensité inédite depuis des décennies a été menée par la coalition israélo-américaine contre une vaste gamme de cibles militaires, sécuritaires et civiles dans une large partie du territoire iranien. L'Iran, de son côté, a riposté, en lançant ses missiles et drones contre Israël, les pays du Golfe alliés des États-Unis et également contre le Kurdistan irakien dans une stratégie assumée d'étendre et régionaliser le conflit, en augmenter le prix pour les pays voisins abritant des bases américaines, pour Israël et pour l'ensemble de l'économie mondiale dans l'espoir de survivre à la guerre, voire à Trump et de dissuader ses ennemis contre toute nouvelle tentative de guerre contre l'Iran.

Les objectifs de guerre affichés par Washington ont évolué tout au long de ce premier mois de guerre, passant de la capitulation du régime iranien et de la destruction totale de ses capacités nucléaires et balistiques à la neutralisation de son potentiel nucléaire, à la «dégradation substantielle de son arsenal balistique et à la libre circulation maritime dans le détroit d'Ormuz. Israël, de son côté, affirme que sans la fin de la République islamique, qui depuis sa fondation en 1979, prône la destruction de l'État hébreu, il se considère en danger existentiel et poursuivra d'une manière ou d'une autre sa guerre contre Téhéran.

Les épisodes de ce mois de guerre, les déclarations et prises de positions des belligérants mais aussi des pays tiers comme les Européens, la Chine, la

Turquie sont largement repris et commentés dans la volumineuse revue de presse de ce numéro de notre bulletin.

Nous nous bornerons, dans ce résumé, à signaler les faits les plus marquants, notamment dans la perspective kurde. De ce point de vue, l'événement le plus important a, sans nul doute, été la décapitation du régime dès le premier jour de la guerre qui a suscité de faux espoirs de changement parmi la plupart des Iraniens et chez les Kurdes de part et d'autre des frontières. La frappe israélienne du 28 février contre le tentaculaire et stratégique complexe résidentiel du Guide suprême à Téhéran, où se tenait une réunion des principaux chefs militaires du pays, a provoqué la mort de la quasi-totalité de ces derniers ainsi que de l'ayatollah Ali Khamenei et de plusieurs

membres de sa famille. Ces morts ont été confirmées dès début mars par les médias d'État iraniens.

Le régime iranien a semblé ébranlé par l'ampleur du désastre mais a su, dans la confusion, se réorganiser sous la houlette d'un survivant, Ali Larijani, chef du Conseil suprême de défense et proche conseiller de l'ayatollah Khamenei. Un comité ad hoc formé du président Massoud Pezeshkian, du chef de l'autorité judiciaire l'ayatollah Ejei et d'Alireza Araf, un ayatollah membre du Conseil des gardiens de la constitution choisi par le Conseil de discernement. Ce triumvirat avait pour mission d'organiser l'élection par l'Assemblée des experts, du nouveau guide suprême. Celle-ci n'a pas pu tenir de réunion plénière pour entendre et évaluer les candidats à la succession de l'ayatollah Khamenei, notamment pour des raisons sécuritaires, son siège habituel ayant été bombardé et détruit par un raid israélien. Les conciliabules et délibérations se sont déroulés, semble-t-il, en visio ou à l'ancienne par l'envoi des voix et des avis par messagers. Au terme de ces «consultations», le fils de l'ayatollah défunt, Mojtaba Khamenei, 56 ans, a été déclaré nouveau Guide suprême le 8 mars. Peu connu du grand public, le nouvel élu qui servait surtout de proche collaborateur à son père et qui à ce titre entretenait d'étroites relations avec les chefs des gardiens de la révolution, aurait été choisi sous la forte pression de ces derniers même s'il n'avait pas les qualifications théologiques requises et alors même que son père aurait été opposé à une succession dynastique. Grièvement blessé et défiguré lors du raid israélien contre la résidence de son père, il reste invisible. C'est un communiqué lu en son nom par un présentateur de la télévision d'État qui a annoncé : «L'ayatollah Mojtaba Hossein Khamenei (...) est

nommé et présenté comme troisième Guide du système sacré de la République islamique d'Iran, sur la base d'un vote décisif des membres respectés de l'Assemblée des experts».

Peu après, dans un communiqué, les gardiens de la révolution ont déclaré lui faire allégeance. Le corps des gardiens «soutient le choix de l'honorable Assemblée des experts (et) est prêt à une obéissance totale et au sacrifice de soi pour accomplir les commandements divins» du nouveau Guide. Les forces armées et la police ont également fait allégeance (Le Monde, 8 mars). Le candidat modéré et théologiquement mieux qualifié, l'ayatollah Alireza Araf, soutenu par Ali Larijani, a donc perdu la partie dans ce bras de fer entre les radicaux et l'aile modérée du régime incarnée par Larijani et le président Pezeshkian, partisans d'un compromis avec les États-Unis.

Ce choix radical a été annoncé deux jours après une déclaration tonitruante du président américain exigeant la capitulation pure et inconditionnelle de l'Iran (New York Times, 6 mars). Dès le lendemain, le leader de facto de l'Iran pendant la période de transition, Ali Larijani, a répondu que l'Iran ne va pas se rendre ni cesser ses attaques et qu'il était déterminé à «venger la mort du Guide suprême». Cette «détermination» n'a apparemment pas convaincu les autres hauts dirigeants iraniens qui ne l'ont pas suivi dans la désignation du nouveau guide suprême. Elle a en revanche ruiné sa réputation de modéré aux yeux des Américains qui l'avaient jusque-là épargné dans l'espoir d'avoir un interlocuteur iranien assez fort pour imposer à ses troupes un compromis. Dès lors, son sort était scellé et il a été assassiné par un raid israélien le 17 mars.

Lors de son intervention du 5 mars, Donald Trump, répondant à

certaines informations de CNN sur l'armement par la CIA des forces kurdes iraniennes, a affirmé qu'un assaut par des combattants kurdes iraniens basés en Irak serait «merveilleux». On a alors assisté à un véritable emballement dans les médias sur les forces kurdes susceptibles de franchir la frontière irako-iranienne, à entrer en Iran pour lancer une insurrection populaire, libérer des territoires. Des médias occidentaux ont publié des reportages sur les camps d'entraînement des principaux partis kurdes iraniens, à savoir le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Komala, le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK) et le Parti pour une vie libre du Kurdistan (PJAK). La Turquie, par la voie de son ministère des Affaires étrangères est immédiatement intervenue auprès de Washington avec un message clair : un soulèvement des Kurdes en Iran va déstabiliser davantage la région, y compris la Turquie qui n'hésiterait pas à intervenir aux côtés de l'Iran pour le réprimer. Le jour même de cette déclaration, un haut dirigeant iranien s'est rendu à Erbil pour avertir les dirigeants kurdes irakiens qu'en cas de franchissement de la frontière par des forces hostiles à la République islamique, le Kurdistan subira de lourdes conséquences. Le gouvernement régional du Kurdistan irakien a réaffirmé qu'il voulait se tenir à l'écart du conflit en cours et qu'il n'autorisera aucune attaque à partir de son territoire contre un pays voisin. Cela n'a pas empêché les gardiens de la révolution iraniens à bombarder le Kurdistan irakien à coups de missiles et de drones.

De leurs côtés, les partis kurdes iraniens ont affirmé qu'ils n'avaient reçu aucune arme, aucune munition de la part des Américains ou des Israéliens, qu'ils se préparaient à l'éventualité de la chute du régime iranien et qu'ils n'avaient pas l'intention

de servir de «chair à canon» à l'armée américaine. L'exemple récent de l'abandon cynique des forces démocratiques kurdes syriennes par leurs alliés américains est encore très présent dans la mémoire collective kurde.

Cette séquence de l'utilisation éventuelle de forces kurdes iraniennes par les États-Unis s'est achevée au 8e jour de la guerre par une nouvelle déclaration du président américain : «Nous n'envisageons pas l'entrée (en Iran) des Kurdes. J'ai écarté cela». Les journaux ont cependant continué à broder encore quelque temps autour de cette hypothèse. De son côté, les services de renseignements du régime iranien ont envoyé des messages sur les téléphones des citoyens kurdes iraniens leur intimant de ne pas collaborer avec des «mercenaires kurdes» ou des ennemis américains. Des véhicules dotés de scanners ont circulé dans des villes kurdes pour détecter d'éventuelles liaisons internet par satellite, Starlink, arrêter et punir d'éventuels contrevenants. Les attaques israélo-américaines au Kurdistan iranien ont visé des garnisons des gardiens de la révolution, des postes de police, de douanes, des services de renseignements et des milices bas-sidjis qui ont été réduits en ruines.

Les gardiens de la révolution, dans plusieurs villes se sont alors installés dans des complexes sportifs, dans des écoles voire dans des mosquées. À Ourmia, toute une partie de l'hôpital Khomeini, ainsi que les étages supérieurs de l'hôpital Kowsar de

Sanandaj et des bâtiments de l'hôpital de Kermanshah ont été réquisitionnés par les Pasdarans qui ont aussi tenté dans plusieurs villes d'occuper les mosquées. Dans la ville de Marivan, ils ont été chassés par les habitants qui ne voulaient pas que leur mosquée sunnite soit profanée ou devienne une cible à détruire par des attaques aériennes. Nombre de Pasdarans ont aussi cherché refuge dans les forêts, d'autres ont choisi de dormir dans leurs voitures pour éviter d'être pris pour cibles.

Bien qu'affaiblis et souvent condamnés à l'errance, les gardiens de la révolution sont néanmoins restés assez nombreux et organisés pour sévir et intimider la population contre toute velléité de contestation. Des points de contrôle ont été établis sur les principales voies d'accès notamment dans des villes kurdes proches des zones frontalières interdites aux civils sous peine d'être abattus sans avertissement. Ça et là, comme à Mahabad, il y a eu des émeutes dans les prisons. Elles ont été réprimées sévèrement et les prisonniers politiques ont été transférés ailleurs. Les visites aux prisonniers ont été suspendues, l'accès aux soins médicaux restreint dans pratiquement toutes les prisons du Kurdistan iranien placées sous l'étroite surveillance des forces spéciales. Les services de renseignement ont procédé à de nombreuses arrestations dont les détails restent encore à élucider en raison de l'interruption des communications et d'internet.

De la vague de répression massive, le régime n'a laissé filtrer que quelques informations sur quatre exécutions politiques à la veille du Nouvel an kurdo-iranien célébré le 21 mars. Trois des suppliciés étaient des personnes arrêtées lors des manifestations de janvier dernier, tandis que le quatrième, Kourosh Keyvani, un ressortissant irano-suédois, a été exécuté pour «espionnage» au profit d'Israël. La publicité faite par les médias iraniens autour de ces exécutions vise à terroriser les opposants potentiels et au-delà toute la majorité silencieuse hostile au régime.

Fin mars, la guerre battait son plein avec des frappes israélo-américaines incessantes sur Téhéran, sur les lieux de pouvoir et les cibles militaires, des usines et certaines infrastructures militaires et civiles dans tout le pays. De son côté, l'Iran poursuivait ses attaques par missiles balistiques et drones contre l'ensemble des pays du Golfe, Qatar, Émirats arabes unis, Koweït, Bahreïn et Arabie saoudite contre des ports, des aéroports, des raffineries, des bases et des représentations diplomatiques américaines voire contre des hôtels censés héberger des Américains. Plus distant, Israël a reçu, malgré son Dôme de fer, plusieurs missiles à sous-munitions et des drones qui ont provoqué des dégâts matériels et quelques victimes civiles. Les bases et représentations américaines en Irak et au Kurdistan ont subi également plusieurs centaines d'attaques.

IRAK : LE KURDISTAN VICTIME COLLATÉRALE DE LA GUERRE

Les Kurdes irakiens, toutes tendances politiques confondues, étaient convenus de rester à l'écart de la guerre israélo-américaine contre le régime iranien, qui n'était pas

leur guerre. Mais la dynamique de cette guerre tous azimuts menée par l'Iran a fini par affecter lourdement le Kurdistan irakien et son économie, à infliger des dégâts matériels conséquents et la mort de 17 personnes, dont 7

Peshmergas kurdes irakiens, 6 Peshmergas kurdes iraniens, 1 militaire français, 1 agent de sécurité de l'aéroport d'Erbil et deux civils ainsi qu'une trentaine de blessés.

Au premier jour du conflit, le président américain a appelé le leader kurde Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Bafel Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) pour leur exposer les objectifs de son offensive contre l'Iran, complimenter les combattants kurdes sur leur courage et leur bravoure, évoquer l'alliance kurdo-américaine robuste des 35 dernières années et évaluer les possibilités d'une coopération éventuelle dans cette guerre. Les leaders kurdes lui ont poliment répondu qu'ils ne disposaient que de modestes forces pour la défense de leur région et que la guerre menée sur le territoire d'un pays voisin n'était pas la leur, et que pour la sécurité de leur population ils resteraient neutres et à l'écart du conflit.

Donald Trump a également appelé le leader kurde iranien Mustafa Hijri, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI). On ignore s'il lui a proposé une aide militaire ou la participation de ses Peshmergas à d'éventuelles opérations terrestres en Iran. Le PDKI a par la suite affirmé qu'il n'avait reçu aucune arme, aucune munition de la part des Américains contrairement aux rumeurs répandues par certains médias américains dont CNN. L'alliance qui regroupe l'ensemble des partis kurdes iraniens a d'ailleurs décidé de rester dans une position d'expectative, de se tenir prête à intervenir au Kurdistan iranien en cas d'effondrement du régime et en attendant éviter toute aventure militaire afin de ne pas exposer la population kurde iranienne aux massacres et le Kurdistan irakien aux représailles de Téhéran.

Pour écarter tout prétexte d'intervention iranienne, le 3 mars le gouvernement du Kurdistan a massé à la frontière des forces de Peshmergas chargées d'empê-

cher les incursions éventuelles en Iran des combattants kurdes iraniens. Le jour même, des commandants des Gardiens de la Révolution postés de l'autre côté de la frontière irako-iranienne ont appelé les dirigeants kurdes pour leur demander de retirer de suite leurs troupes des zones frontalières pour éviter tout risque de confrontation. Ce qui s'est finalement fait dans un esprit d'apaisement.

Le 5 mars, le jour où le président Trump répondant aux questions de l'agence Reuters sur une « invasion terrestre imminente par des Kurdes iraniens », a dit que « ce serait merveilleux s'ils font cela, je serais tout pour », un haut dirigeant iranien s'est rendu à Erbil pour délivrer en personne l'avertissement suivant aux dirigeants kurdes : « La structure de commande et contrôle de l'Iran a changé. Les hauts commandants à Téhéran ne vont donner nécessairement des ordres. Des commandants des Gardiens de la révolution du terrain et leurs milices alliées en Irak vont opérer de leur propre initiative ». Cela signifiait qu'en cas d'attaques iraniennes, les appels des leaders kurdes irakiens aux dirigeants des Gardiens de la révolution à Téhéran pourraient ne pas avoir d'effet.

Les jours suivants, le Kurdistan a été visé par des salves de missiles des Gardiens de la révolution à partir de l'Iran et des attaques de drones Shahed lancés par des milices chiites irakiennes pro-iraniennes. Depuis le début du conflit Erbil avait déjà été bombardé par 70 missiles et drones, selon le ministre irakien des Affaires étrangères, Dr Fuad Hussein qui a, au nom de son pays demandé un cessez-le-feu pour l'Irak (Rudaw, 3 mars). Les attaques ont, pour la plupart, visé l'aéroport d'Erbil qui abrite une base de la Coalition internationale de guerre contre Daech, ainsi que le consulat général des

États-Unis à Erbil. La défense anti-aérienne de la Coalition a pu neutraliser la quasi-totalité de ces projectiles dont les débris ont cependant fait des dégâts matériels. Le 4 mars, le président français Emmanuel Macron a appelé le président du Kurdistan Nechirvan Barzani pour exprimer la solidarité de la France et souligner l'importance de préserver la paix et la stabilité dans la région.

Le 10 mars, selon un décompte établi par la chaîne d'information kurde Rûdaw, le Kurdistan avait été attaqué par plus de 200 drones et missiles au cours des dix premiers jours de la guerre. 2 Peshmergas du Parti pour la liberté du Kurdistan (PAK) ont été tués dans la province d'Erbil, un Peshmerga de Komala à Suleimaniyeh et un agent de sécurité à l'aéroport international d'Erbil et plusieurs personnes ont été blessées. Le 11 mars, un autre Peshmerga de Komala a été tué à Suleimaniyeh par une attaque de drone.

Le 13 mars, « l'adjudant-chef Arnaud Frion du 7e bataillon de chasseurs alpins de Varcès est mort pour la France lors d'une attaque dans la région d'Erbil, en Irak » a déclaré le président Macron. « Cette attaque contre nos forces engagées dans la lutte contre Daech depuis 2015 est inacceptable » a ajouté E. Macron en précisant que « leur présence en Irak s'inscrit dans le strict cadre de la lutte contre le terrorisme. La guerre en Iran ne saurait justifier de telles attaques » a-t-il insisté. Six autres soldats français ont été blessés au cours de cette même attaque. Le gouvernement irakien a promis une enquête pour identifier et punir les auteurs de ce crime et la France a choisi de ne pas riposter, sans doute pour éviter d'être entraînée dans le conflit iranien (Le Monde, 13 mars). Un hommage national a été rendu à Arnaud Frion le 17 mars en présence de la ministre

de la défense Mme Catherine Vautrin.

Le 24 mars, lors d'une attaque de missile particulièrement meurtrière contre une base des forces kurdes dans la province d'Erbil, 6 Peshmergas ont été tués et plus de 20 autres ont été blessés. Selon un communiqué du commandement de la division 7, il y a eu d'abord une attaque de 5 missiles à 01h50 puis un autre missile à 04h50. Les autorités kurdes ont protesté auprès de Téhéran et appelé Bagdad à mettre une limite aux agissements criminels des milices faisant officiellement partie de l'armée irakienne mais obéissant aux ordres des Gardiens de la révolution.

Assurés d'impunité, les miliciens pro-iraniens ont lancé une attaque de drone contre une résidence secondaire du président du Kurdistan Nechirvan Barzani le 27 mars, attaque qui n'a fait aucune victime et quelques dégâts matériels mineurs, mais hautement symbolique, condamnée par le Premier ministre irakien, l'ensemble de la classe politique ainsi que par les dirigeants européens, dont Ursula von der Leyen et le président Macron. Le 28 mars, les États-Unis ont condamné « avec la plus grande fermeté » les attaques « perpétrées en Irak par des milices terroristes agissant pour le compte de l'Iran » et notamment celle « contre la résidence privée du président de la région du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani » selon un communiqué du Département d'État. « Les actes commis par l'Iran et ses proxys constituent une atteinte directe à la souveraineté, à la stabilité et à l'unité de l'Irak » a ajouté le Département d'État (AFP, 28 mars). Les Américains ne se sont d'ailleurs pas contentés de déclarations. Leur aviation

a bombardé à plusieurs reprises les bases de ces milices dans les provinces de Kirkouk, de Mossoul, d'Anbar ainsi que dans le sud irakien. Ainsi, le 24 mars, 15 miliciens de Hashd al-Shaabi, dont un haut commandant, ont été tués dans une frappe aérienne sur l'ouest de l'Irak. Le 25 mars, au moins 7 soldats irakiens ont été tués dans une nouvelle frappe aérienne. Le 28 mars, 3 autres miliciens de Hashd al-Shaabi ont été tués en riposte aux attaques de drones contre l'ambassade et les bases américaines que le gouvernement de Bagdad est incapable d'arrêter.

Fin mars, l'agence Reuters dénombrait au moins 388 missiles et drones lancés contre les diverses cibles au Kurdistan irakien. De son côté, la chaîne Rudaw en a compté plus de 500, pour la plupart neutralisés par la Coalition internationale.

Dans ce climat d'insécurité, le gouvernement du Kurdistan a décidé de fermer temporairement les écoles et les universités du Kurdistan à partir des vacances de Nouvel An, Newroz. Les cours seront assurés en ligne pour une période indéterminée. Les vols aériens sont suspendus mais ceux qui sont obligés de se déplacer peuvent aller à l'aéroport de la ville frontalière de Şırnak au Kurdistan de Turquie d'où ils peuvent se rendre à Istanbul et de là en l'Europe grâce à des vols réguliers. Toujours en raison de l'insécurité, la production de pétrole et du gaz a été arrêtée dans la région, affectant celle de l'électricité provocantes importantes restrictions. Le Kurdistan, qui voulait se tenir à l'écart de la guerre, en subit ainsi, malgré lui, de nombreuses conséquences impactant la vie quotidienne de ses habitants.

Reconnaissance du génocide des yézidis par la justice française

Le 20 mars, la cour d'assises de Paris a rendu son verdict dans le procès par contumace intenté contre le djihadiste français Sabri Essid en le condamnant à la réclusion à perpétuité pour « génocide » et « crimes contre l'humanité ». Le président de la Cour, Marc Sommerer a considéré que le plan d'extermination des yézidis, élaboré dans un but de « purification religieuse » avait constitué « l'une des expressions les plus extrêmes de l'idéologie de l'État islamique » et que Sabri Essid s'était inscrit dans cette chaîne criminelle « en pleine connaissance du projet génocidaire ». Dans son réquisitoire, le Parquet national antiterroriste avait demandé un verdict « pour l'histoire » afin que la justice nomme « un crime sans nom », le « premier génocide du XXI^e siècle » reconnu comme tel par une instance judiciaire. « Vous avez été confrontés au dévoilement de la barbarie de l'EI à l'égard d'un peuple méconnu. Le génocide des yézidis est l'un des plus douloureux » avait lancé la procureure Sophie Havard, cheffe du pôle crimes contre l'humanité et crimes de guerre du Parquet national antiterroriste (Le Monde, 20 mars).

C'est la première fois que la justice française reconnaît le génocide des yézidis. Elle a suivi l'exemple de l'Allemagne, de la Suède et de la Belgique. Le génocide des yézidis n'a malheureusement jamais fait l'objet d'une enquête internationale. La Cour pénale internationale (CPI) s'est, en effet, déclarée incompétente à juger les crimes perpétrés contre les yézidis, ni l'Irak, ni la Syrie n'étant parties au statut de Rome, qui a fondé cette juridiction pénale internationale.

TURQUIE : ERDOGAN MÉNAGE LES MOLLAHS IRANIENS

La Turquie a déployé des efforts intenses pour empêcher les États-Unis d'entrer en guerre contre la République islamique. Elle a essayé de mobiliser les pétromonarchies du Golfe, l'Égypte, le Pakistan et d'autres pays musulmans pour s'opposer à un nouveau conflit meurtrier dans la région aux conséquences économiques et humaines considérables.

Ces efforts ont été salués par les dirigeants iraniens, mais cela ne les a pas empêchés d'envoyer quatre missiles vers la base américaine d'Incirlik près d'Adana. Ces missiles ont été interceptés et neutralisés par une batterie de Patriot de l'OTAN prêtée par l'Espagne. L'Allemagne, de son côté, a prêté une autre batterie Patriot installée, elle, dans une base de la province kurde de Malatya, plus proche de la frontière iranienne. Ankara ne dispose pas d'une véritable défense anti-missile car Washington a refusé jusqu'ici de lui vendre des Patriots en raison de la politique étrangère non conformiste, jugée peu fiable par les Occidentaux, du président turc. Celui-ci avait décidé d'acheter aux Russes des systèmes de défense S-400 suscitant la colère des Américains qui, par représailles, ont exclu la Turquie du programme F35 et traînent encore les pieds pour leur fournir des F15. Les S400 achetés aux Russes restent donc dans des hangars et en attendant le développement d'un système de défense locale par l'ambitieuse industrie d'armement turque, la Turquie n'a pas d'autre choix que de se tenir sous le parapluie de l'OTAN.

Le régime iranien, par la voix de son président Pezeshkian et de son ministre des Affaires étrangères Araghchi a affirmé, avec aplomb, qu'il n'avait jamais lancé de missiles contre la Turquie et

celle-ci a préféré faire le gros dos, sans demander qui d'autre aurait pu lui envoyer ces quatre missiles de fabrication iranienne et dont la trajectoire a été identifiée par les experts militaires comme venant de l'Iran.

Le président turc a de nombreuses raisons de ménager le régime des mollahs avec lequel, malgré les sanctions américaines et occidentales, il a toujours su entretenir un commerce florissant. L'Iran reste l'un des principaux fournisseurs de gaz naturel de la Turquie, avec la Russie et l'Azerbaïdjan. Une banque d'État turque, Halk Bank, est poursuivie à New York pour avoir blanchi plus de 20 milliards de dollars pour le compte de l'Iran, en violation des sanctions américaines. Le 11 mars, à la demande du gouvernement américain, le juge fédéral de New York, Richard M. Berman, a décidé d'une pause de 90 jours dans le procès de blanchiment et fraude aggravée intenté à Halkbank. Dans sa demande, l'administration américaine invoque le rôle critique de la Turquie dans les négociations pour la libération des otages détenus par le Hamas et dans l'obtention de l'accord de cessez-le-feu (New York Times, 11 mars).

L'opposition iranienne a, à maintes reprises, dénoncé la connivence d'Ankara avec le régime de Téhéran. Par ailleurs, la coopération de ces deux gouvernements contre les Kurdes est de notoriété publique. Même au milieu de la guerre actuelle, le président turc n'a pas hésité à avertir Donald Trump qu'en cas de soulèvements des Kurdes iraniens, la Turquie interviendra aux côtés de l'Iran pour le réprimer. Son ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a, le 8 mars, appelé son homologue américain Marco Rubio pour lui dire : « Nous nous opposons à tous les scénarios visant à déclencher une

guerre civile en Iran, en instrumentalisant les clivages ethniques et religieux ». À l'en croire, le secrétaire d'État américain lui aurait répondu « ne pas être impliqués dans une telle entreprise et n'avoir aucune intention de le faire » (AFP, 8 mars).

L'actualité turque du mois de mars a été marquée également par le énième épisode du procès de l'ancien maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, arrêté le 19 mars 2025. Il risque jusqu'à 2352 ans de prison pour 142 chefs d'accusation distincts. Les audiences des 9 et 10 mars, devant une salle comble, ont été émaillées d'incidents et d' interruptions. « Vous faites du tort à la haute justice turque. Monsieur le juge, si vous voulez accomplir votre devoir, accordez-moi dix minutes de parole, cela vous apaisera. Je vous avertis » a d'emblée interpellé les juges l'édile embastillé depuis un an. Ce procès kafkaïen pourrait durer plus d'un an selon le bon vouloir du président turc, son ennemi juré.

Le « processus de paix » ou de désarmement du PKK n'a guère évolué en mars. Il y a eu des visites réciproques, des échanges d'amabilités entre les parties pour la préparation d'éventuelles mesures législatives censées ouvrir la voie à des réformes. Le débat est renvoyé à l'après-Bayram, la fête religieuse musulmane célébrée à la fin du mois de jeûne de Ramadan. Les appels, réitérés lors des rassemblements de célébration du nouvel an kurde, Newroz, à libérer les prisonniers politiques, dont de nombreux anciens maires et députés kurdes, à réintégrer dans leurs fonctions les maires kurdes élus, destitués et remplacés par des fonctionnaires, sont restés sans réponse.

Le 31 mars à Genève, des experts de l'ONU ont, à leur tour, appelé la Turquie à cesser « la criminalisation » des défenseurs des droits humains. « La criminalisation persistante des défenseurs des droits humains et des avocats qui s'appuie sur les lois antiterroristes en Turquie doit prendre fin », ont exhorté, dans un communiqué de presse, des experts de l'ONU.

La législation antiterroriste turque, régulièrement dénoncée par les défenseurs des droits humains, « ne doit pas servir à restreindre arbitrairement les

droits à la liberté d'expression, d'opinion, de réunion pacifique et d'association, ni autoriser ou justifier une détention arbitraire » ont déclaré cinq experts indépendants mandatés par l'ONU (AFP, 31 mars).

Il n'y a malheureusement guère de chance que leur appel soit entendu par les autorités turques qui continuent de refuser d'appliquer des arrêts pourtant contraignants de la Cour européenne des droits de l'homme qui a, à deux reprises, ordonné la libération immédiate du leader kurde Selahattin Demirtaş, incarcéré

depuis maintenant 10 ans pour délit d'opinion.

Le comité des ministres des Affaires étrangères des pays membres du Conseil de l'Europe devrait en principe se réunir pour constater cette violation flagrante de la Convention européenne des droits de l'homme dont la Turquie est signataire et se prononcer sur les mesures à prendre contre Ankara. Mais, pour des raisons d'opportunité ou d'opportunisme politique, ce comité n'a toujours pas été convoqué. La justice européenne est donc en panne.

SYRIE : MORT DE SALIH MUSLIM

L'une des figures politiques les plus connues du mouvement kurde syrien, Salih Muslim qui a longtemps coprésidé le Parti de l'union démocratique (PYD) est décédé le 11 mars dans un hôpital d'Erbil au terme d'un long combat contre la maladie.

Il était né en 1951 à Kobané, ville symbole de la première victoire de la résistance kurde contre les jihadistes de l'État islamique. Après avoir obtenu son baccalauréat il était parti en Turquie où il a fait des études d'ingénieur. Engagé dès son plus jeune âge dans des activités pour la reconnaissance de l'identité du peuple kurde et de ses droits nationaux en Syrie il a, comme beaucoup de militants de sa génération, été séduit par la lutte armée menée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dont le leader, Abdullah Ocalan et son état-major résidaient jusqu'à leur expulsion en 1998, en Syrie. Plus tard il a joué un rôle important dans la création de la branche syrienne du PKK, le Parti de l'union démocratique (PYD) qu'il a coprésidé longtemps et dont il était devenu une figure politique médiatisée et connue dans l'en-

semble du Kurdistan. Les principaux dirigeants kurdes irakiens dont Massoud Barzani, Nechirvan Barzani, Bafel Talabani, des personnalités kurdes de Turquie comme Leyla Zana et des députés du Parti DEM lui ont rendu hommage. Son parti le PYD a salué dans un communiqué un homme « qui a consacré sa vie à la cause de son peuple et à la défense de ses droits légitimes ». Son corps a été transféré à Kobané où ses funérailles ont rassemblé une foule très nombreuse.

Tout au long du mois, le processus de mise en œuvre de l'accord kurdo-syrien de janvier s'est poursuivi à un certain rythme. Comme convenu, un haut commandant des forces kurdes, Sipan Hamo, a été nommé ministre adjoint à la défense pour « la région de l'Est », c'est-à-dire des territoires à majorité kurde. Hamo est l'un des fondateurs des Unités de protection du peuple (YPG) et il a participé à des négociations en vue de l'intégration des forces kurdes dans l'armée syrienne.

Cependant les modalités de cette intégration restent encore imprécises. L'accord prévoit le regrou-

pement des forces kurdes au sein d'une division de l'armée syrienne constituée de trois brigades, dont une brigade de femmes. Conformément à cet accord, un Kurde, Dr. Ahmed Issa, a été nommé fin février gouverneur de Hassaké, une province à majorité kurde. Un autre Kurde a été nommé sous-gouverneur de Kobané, rattaché administrativement à la province d'Alep.

Début mars, un envoyé spécial du président syrien, Zied al-Ayesh s'est rendu à Hassaké pour engager des discussions sur des questions d'intégration administrative et des établissements scolaires. En mars, les deux parties ont procédé à des échanges de prisonniers, portant sur 300 prisonniers du côté de Damas et 300 de la part des forces kurdes. Mais il reste encore de nombreux prisonniers de guerre en captivité. Le commandant en chef des forces kurdes, le général Mazlum Abdi, lors d'une visite à Kobané, a reconnu que nombre de ses combattants étaient encore détenus par le régime syrien et que leur libération était une question prioritaire tout comme celle du retour dans leurs foyers des déplacés. En mars, un premier contingent

de 400 familles déplacées a pu regagner Afrin. Cependant, de nombreuses maisons kurdes restent occupées par des familles arabes depuis l'invasion turque de 2018. Les problèmes de confiscation des biens kurdes par des milices arabes supplétives de l'armée turque et de changements démographiques attendent toujours des solutions, régulièrement promises par Damas mais qui tardent à se concrétiser.

C'est dans ce contexte d'espoirs mêlés de tensions que les Kurdes syriens ont célébré leur fête de Newroz, reconnue désormais officiellement comme fête nationale. De Qamishli à Kobané, Afrin, Alep et Damas les festivités se sont déroulées dans la joie. Mais, après ces célébrations des civils kurdes ont été attaqués par des milices arabes à Afrin et à Alep. Des véhicules ont été vandalisés. Des hommes et des femmes ont été molestés. Dans plusieurs incidents documentés en vidéo, le drapeau du Kurdistan a été brûlé. Les autorités à Afrin ont finalement imposé un couvre-feu et promis d'arrêter et de traduire en justice les auteurs de troubles. Vaine promesse car les auteurs de crimes beaucoup plus graves et massifs contre les populations civiles n'ont toujours pas été inquiétés car ils appartiennent à des milices islamistes faisant partie de l'armée arabe syrienne.

Le 27 mars, la commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie a affirmé avoir documenté des « exécutions, des actes de torture, des violences sexistes et des incendies de maisons à grande échelle » commis par les forces gouvernementales dans la ville druze de Souweïda en juillet dernier. Le rapport, s'appuyant sur 409 témoignages de survi-

vants et de témoins ainsi que sur des visites de terrain, précise que les forces gouvernementales, accompagnées de combattants tribaux ont commis des « violations généralisées du droit international humanitaire et du droit de l'homme à l'encontre des civils druzes » avec notamment des « meurtres, tortures, détentions arbitraires et pillages ». « Des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité pourraient avoir été commis lors des violences qui ont secoué la province druze syrienne de Souweïda en juillet dernier faisant plus de 1700 morts » souligne le rapport de l'ONU, qui rappelle que la quasi-totalité des quelque 200 000 personnes déplacées en juillet restaient dans l'impossibilité de rentrer chez elles. « Il est urgent de déployer des efforts accrus pour que les auteurs de ces actes rendent des comptes, quels que soient leur affiliation ou leur rang, afin de rétablir la confiance au sein des communautés victimes » a déclaré Paulo Pinheiro, président de la commission d'enquête (Le Monde, 27 mars).

Tous ces crimes non punis n'ont pas empêché le président syrien par intérim Ahmed al-Charaa d'être reçu en grande pompe le 30 mars à Berlin où il a, tour à tour, rencontré le président allemand Frank-Walter Steinmeier, le chancelier Friedrich Merz avant de participer à un forum économique germano-syrien au ministère des Affaires étrangères pour parler de la reconstruction du pays. Il a ensuite rencontré le ministre allemand de l'intérieur Alexander Dobrindt pour aborder la question du rapatriement volontaire des Syriens et les expulsions « en priorité » des délinquants. « Poursuivez sur la voie de l'apaisement, du travail de mémoire et de la réconcilia-

tion » lui a conseillé le chef de la diplomatie allemande. De son côté, al-Charaa a appelé les Syriens ayant étudié et travaillé en Allemagne à « apporter leurs compétences » au pays (AFP, 30 mars).

Près d'un million de Syriens ont trouvé refuge en Allemagne, pour la plupart en 2015. Environ 220 000 d'entre eux sont devenus des citoyens allemands. « Avec la fin de la guerre civile en Syrie, il n'y a désormais absolument aucun motif d'asile en Allemagne. Nous pouvons commencer les expulsions » avait récemment déclaré le chancelier allemand qui souhaiterait renvoyer en Syrie au moins les deux tiers des réfugiés syriens. Mais des partis de gauche, des syndicats et des ONG de défense des droits de l'homme s'opposent à de telles expulsions massives.

Plusieurs manifestations ont été organisées dans la capitale allemande contre la visite d'al-Charaa, à l'appel notamment des associations kurdes et des ONG allemandes. Mais des milliers de Syriens portant les drapeaux de leur pays ont eux aussi défilé dans les rues de Berlin pour apporter leur soutien à leur président.

En Syrie, le régime islamiste prend progressivement ses marques. Après l'interdiction des salons de beauté et de maquillage pour les femmes, la consommation d'alcool a été interdite dans les bars et les restaurants de Damas. Une interdiction « qui va à l'encontre des promesses faites aux Syriens de protéger leurs droits et les libertés fondamentales » souligne le quotidien Le Monde dans un reportage publié dans son édition du 18 mars.

CÉLÉBRATIONS DE NEWROZ

Le nouvel An kurde, Newroz, a été célébré cette année dans un climat de guerre et d'inquiétudes au Kurdistan iranien et irakien. Les rassemblements publics ont été évités pour des raisons de sécurité. En Syrie, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, Newroz a été célébré comme une fête nationale officielle mais les festivités ont été suivies à Afrin et à Alep, d'incidents parfois graves. Des milices arabes ont attaqué et molesté des hommes et des femmes kurdes en costumes traditionnels, brûlé des drapeaux du Kurdistan, commis des saccages.

Au Kurdistan de Turquie, l'évènement principal a, comme chaque année, été la célébration à Diyarbakir, capitale politico-culturelle kurde, où malgré les intempéries plusieurs centaines de milliers de personnes, un million selon les organisateurs, se sont

rassemblées pour entendre des messages de paix et assister à des concerts de divers groupes de musique kurdes. De Van à Şırnak dans toutes les villes kurdes des célébrations ont rassemblé des foules importantes fêtant leur nouvel an, dans une ambiance de paix et de solidarité avec les Kurdes des autres parties du Kurdistan subissant les violences d'une guerre qui n'est pas la leur.

Comme chaque année, les Kurdes d'Istanbul se sont retrouvés sur l'esplanade de Yenikapi. La fête s'est déroulée sans incident mais la police turque a tout de même arrêté une vingtaine de participants accusés de porter des symboles « interdits » comme des drapeaux du Kurdistan.

De Washington à Tokyo, de la Norvège en Australie, les Kurdes de la diaspora ont à peu près par

tout organisé des célébrations de Newroz. En Europe, la célébration la plus importante a rassemblé, le 21 mars, près de 100 000 personnes dans un grand parc de Bonn, vêtues souvent de tenues traditionnelles, venues de toutes les régions, qui ont chanté, dansé, pique-niqué, écouté des musiciens se relayant sur la scène centrale.

En France, l'Institut kurde a organisé le 26 mars, le Newroz traditionnel dans la salle des fêtes de la mairie du 10^e arrondissement de Paris en présence notamment de Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, de nombreux élus parisiens, de personnalités amies des Kurdes et de près de 700 invités kurdes, français, européens. Après quelques prises de parole, les participants ont fêté le Nouvel An, en compagnie de groupes de musique kurdes. D'autres célébrations ont eu lieu à Lyon et à Marseille notamment.

Les bombardements en Iran ravivent les craintes d'un choc pétrolier

La fermeture du détroit d'Ormuz et les frappes américano-israéliennes en Iran font ressurgir le spectre d'une flambée des prix du brut. Mais l'économie mondiale est aujourd'hui moins vulnérable que lors de la crise pétrolière de 1973.

Avec la fermeture du détroit d'Ormuz et les bombardements sur l'Iran menés par Israël et les Etats-Unis, samedi 28 février, le spectre d'un choc pétrolier qui percuterait l'économie mondiale resurgit. Les prix ont flambé de 13 %, lundi 2 mars, à l'ouverture des marchés, plaçant le baril de Brent de la mer du Nord à 80 dollars.

Selon des prévisions de l'agence Bloomberg, publiées le 11 février, « *les conséquences économiques d'un pétrole à plus de 100 dollars seront probablement moins importantes que lors des chocs précédents* », y compris pour les Etats-Unis, deuxième consommateur d'énergie au monde après la Chine. « *Grâce au pétrole de schiste, le pays, qui était importateur à l'époque de la guerre en Irak, est devenu exportateur* », note l'agence, « *ce qui protège sa croissance d'une flambée des prix du pétrole.* »

Les conséquences vont toutefois dépendre de l'ampleur du conflit et de sa durée. Lors des douze jours de bombardements israéliens en Iran, en juin 2025, le cours du baril avait augmenté de 20 % pour atteindre les 79 dollars. Selon Bloomberg, en cas de blocus prolongé du détroit d'Ormuz, soit le pire scénario, le baril pourrait franchir le seuil des 108 dollars, contre 60 dollars début janvier. On est loin du triplement des cours qui s'était produit entre août 1973



Un pétrolier dans les eaux du détroit d'Ormuz, vu de la ville d'Al-Jeer (Emirats arabes unis), le 25 février 2026. FADEL SENNA/AFP

et janvier 1974 lors du premier choc pétrolier.

Des effets atténués

De fait, l'économie mondiale est beaucoup moins dépendante de l'or noir. Sa part dans la demande mondiale est descendue pour la première fois en dessous du seuil des 30 % en 2024, alors qu'elle atteignait les 56 % en 1974. Ensuite, l'intensité énergétique a diminué au cours des dernières décennies : la quantité d'énergie nécessaire pour produire 1 dollar de richesse est deux fois moins importante qu'il y a quarante ans.

La production d'or noir s'est aussi diversifiée. « *Contraire-*

ment aux années 1970, lorsque le marché mondial du pétrole dépendait fortement de quelques producteurs, en particulier au Moyen-Orient, les sources d'approvisionnement se sont multipliées », peut-on lire dans le rapport sur les matières premières de la Banque mondiale, daté d'octobre 2023. De nouveaux gisements ont été découverts en mer du Nord, au Mexique ou encore en Alaska.

En octobre 2023, le chef économiste du Fonds monétaire international (FMI), Pierre-Olivier Gourinchas, avait indiqué qu'une hausse du cours d'environ 10 % pèserait sur le produit intérieur brut mondial de l'année suivante à hauteur d'environ 0,15 %.

Si l'impact sur l'économie mondiale est atténué, c'est grâce à sa structure beaucoup plus intégrée qu'il y a trente ans, comme l'ont montré quatre économistes, Yifan Shen, Ziping Gu, Tilak Abeyasinghe et Xunpeng Shi, dans une remarquable étude publiée à l'été 2025 par la revue *Economic Modelling*. Avec la rapide intégration de l'économie mondiale, un choc pétrolier peut voir son impact atténué par des effets indirects souvent sous-estimés.

Les conséquences directes se divisent principalement en deux catégories, selon que les pays sont importateurs ou exportateurs. Pour les premiers, la hausse du prix fait

baisser le pouvoir d'achat des ménages et limite les investissements, et pour les seconds, elle augmente les recettes fiscales, et donc les dépenses budgétaires, et enrichit tous les secteurs d'activité qui en dépendent.

Or, dans une économie mondialisée, les effets indirects amortissent ce choc. Exemple : une baisse des cours du pétrole peut favoriser la consommation aux Etats-Unis, et donc indirectement ses importations en provenance du Mexique, qui est un exportateur d'or noir. Conclusion des économistes auteurs de l'article : « *Un prix du pétrole plus bas peut en réalité bénéficier aux exportateurs de pétrole par des voies indirectes.* »

Stocks de sécurité

Le monde est aussi mieux

préparé à assurer sa sécurité énergétique. Dans son dernier rapport sur les perspectives énergétiques, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) note qu'avant la première crise pétrolière de 1973 seule une poignée de nations disposaient de stocks de sécurité, alors qu'aujourd'hui la quasi-totalité en dispose. L'AIE recommande à ses pays membres de disposer de réserves pouvant couvrir quatre-vingt-dix jours d'importation d'hydrocarbures.

C'est surtout le blocage du détroit d'Ormuz qui fait craindre le pire. La situation sur place est confuse. Selon la force navale de l'Union européenne, les gardiens de la révolution iraniens auraient prévenu, samedi, par message radio, les navires que le passage « *n'était pas autorisé* » en raison du danger. Chaque jour, 20 millions de

barils de pétrole brut y transitent, soit environ 20 % de l'approvisionnement mondial, ainsi que la grande majorité de la capacité de production de l'OPEP. Ce détroit, large de seulement 55 kilomètres et long de 212, est à portée de missile iranien, et les navires qui y circulent peuvent être facilement arraisonnés par les gardiens de la révolution.

En 2019, ces derniers avaient retenu le *Stena-Impero*, qui battait pavillon britannique, quelques semaines après la capture par le Royaume-Uni d'un pétrolier iranien dans le détroit de Gibraltar. Selon le *Financial Times*, les assureurs maritimes ont fait savoir samedi qu'ils augmenteraient de moitié leurs primes de risque pour tous les navires situés dans le Golfe.

« *Fermer le détroit relève du*

droit de la République islamique d'Iran », avertissait, le 29 janvier, le quotidien *Kayhan*, proche du pouvoir iranien. Même si Téhéran ne cesse de brandir cette menace, le détroit n'a jamais été fermé sur une longue période y compris lors de la guerre avec l'Irak, entre 1980 et 1988. Cela entraînerait des conséquences dévastatrices chez ses plus proches alliés, dont la Chine.

L'Asie est la région la plus exposée à un arrêt des approvisionnements en hydrocarbure provenant du Moyen-Orient. Les trois quarts du pétrole qui transite par le détroit sont destinés à cette région, qui en importe désormais deux fois plus que l'Europe. Selon les calculs de Bloomberg, un cours à 108 dollars le baril pourrait coûter à la Chine 0,5 point de croissance.

Le Monde

01 mars 2026

La guerre choisie de Donald Trump en Iran

Avec une attaque massive, qui ne répondait à aucune urgence, le président des Etats-Unis et le premier ministre israélien visent à provoquer l'écroulement du régime iranien. Mais sa chute pourrait ouvrir une phase de grande instabilité dans le pays

Les cris de joie entendus à Téhéran dès l'annonce de la mort d'Ali Khamenei, Guide suprême de la révolution islamique depuis 1989, samedi 28 février, ont constitué son épitaphe. Son assassinat lors de la première vague de bombardements américano-israéliens a confirmé que l'objectif de Donald Trump et de Benjamin Netanyahu est un changement de régime en Iran. De fait, cette attaque massive lancée ne répondait à aucune urgence. Contrairement à ce qu'a affirmé Donald Trump dans l'allocution qui a accom-

pagné les premières frappes, il n'existait pas de « *menaces imminentes* » pesant sur « *le peuple américain* » pour la justifier.

Depuis avril 2024, le régime iranien avait été profondément affaibli militairement par les trois cycles d'affrontement direct avec Israël, qui avait reçu le renfort des Etats-Unis en juin 2025. A cette occasion, Donald Trump s'était empressé d'affirmer que le programme nucléaire iranien, devenu le cœur d'une confrontation de près d'un demi-siècle entre Téhéran et

Washington, **avait été « anéanti »**. Le réseau des alliés régionaux de l'Iran, patiemment mis sur pied par le régime pour maximiser ses capacités de nuisance, avait été également durablement amoindri par les bombardements israéliens après les massacres du 7-October perpétrés par le Hamas palestinien soutenu par Téhéran.

Convaincu de pouvoir l'emporter aisément, Donald Trump s'est lancé dans une guerre choisie dont il avait enclenché le mécanisme il y a près de huit ans, le

8 mai 2018. **Il avait alors retiré son pays de l'accord international** patiemment négocié par son prédécesseur, Barack Obama, qui visait à répondre par la diplomatie au problème posé par les ambitions nucléaires de l'Iran.

Critiqué sans relâche par le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, cet accord établissait un contrôle strict du programme iranien en échange de la levée des sanctions internationales. Il ouvrait la voie à une réintégration internationale de

l'Iran qui ne pouvait que conforter le courant le plus modéré du régime.

Vagues de répression

En déchirant cet accord tout en prétendant être capable de parvenir à un compromis encore plus contraignant, Donald Trump prenait un pari hasardeux et renforçait au contraire l'aile dure iranienne autour d'Ali Khamenei. L'enfermement du régime avec

pour seul objectif son maintien au pouvoir l'a rendu par la suite incapable d'apprécier le nouveau rapport de force régional. Surtout, il l'a conduit à multiplier les vagues de répression contre un peuple qui payait chaque jour les conséquences de son acharnement à durer. Le bain de sang dans lequel il a noyé, en janvier, le dernier soulèvement en date l'a confirmé dramatiquement. Personne ne regrettera sa chute éventuelle. Mais cette

dernière pourrait ouvrir une phase de grande instabilité en Iran, où une petite caste militaro-sécuritaire a tout à perdre de son renversement, comme dans l'ensemble de la région. La situation qui prévaut partout où l'armée israélienne a frappé au cours des deux dernières années, à Gaza, au Liban et en Syrie, ne peut qu'alimenter l'inquiétude.

Entré en politique en dénon-

çant l'aventurisme guerrier de George W. Bush en Irak, Donald Trump n'a jamais fait la preuve de son goût pour les efforts diplomatiques et militaires de longue haleine, ni de sa capacité à assumer les conséquences d'une décision funeste. C'est dire les risques que comporte sa guerre contre l'Iran, qu'il a déclarée seul, sans aucun mandat des Nations unies, et dont il sera donc seul comptable.

The New York Times

March 1, 2026

Ayatollah Ali Khamenei

Ayatollah Khamenei became Iran's supreme leader in 1989, wielding ultimate religious and political authority over the state and security apparatus.

For more than three decades, Ayatollah Ali Khamenei led Iran with a steady glare and a closed fist. He was killed in U.S.-Israeli strikes on Iran on Saturday.

Ayatollah Khamenei, the Islamic Republic's second supreme leader, hardened the revolution beyond the vision of its founder, Ayatollah Ruhollah Khomeini, who held power for a decade. He blocked reform, dismissed protests as Western "sedition" and answered unrest with arrests and executions. The ayatollah, who was 86 at his death, also strengthened the Islamic Revolutionary Guards Corps, using its intelligence arm to police the streets and silence critics.

Beyond Iran's borders, he armed and trained militias from Gaza to Yemen, pressing Israel and rival Saudi Arabia without courting direct war. He called the United States "the Great Satan," denounced



A giant billboard featuring a portrait of Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, in the center of Tehran's Valiasr Square last year. Nanna Heitmann for The New York Times

Israel in venomous terms and aided Russia's suicide drone attacks in Ukraine. After the Palestinian militant group Hamas attacked Israel

in 2023, he backed anti-Israel fighters in the war that followed. Yet, Iran's advancing nuclear program, paired with Ayatollah Khamenei's blister-

ing rhetoric, drew crippling sanctions, deepening isolation and hardening the nation's standing as a global pariah.

The New York Times March 1, 2026

Big Change Seems Certain in Iran. What Kind Is the Question.

Experts say that Iran's clerical rulers may be too deeply entrenched for Iranians to topple them, and that the U.S. and Israeli strikes risk setting off deeper radicalization or violence

The death of Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, is a watershed moment in the 47-year existence of the Islamic Republic. The scenes that followed — throngs of Iranians taking to the streets to celebrate, others turning out to grieve — signal the deep uncertainty about what comes next.

There are now three key questions: How will protesters respond to President Trump's call to take over the government? Can Iran's authoritarian system survive? And could the attack unleash a chaotic battle for power?

Mr. Trump and Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu, have made public appeals to Iran's people, arguing that they have offered them a historic opportunity to topple their brutal authoritarian government. How they envision an unarmed population facing down a heavily armed, ideologically driven security force is less clear.

Though it has been only two days of strikes, some regional experts are skeptical that an aerial campaign alone could weaken Iran's government enough that Iranians could bring it down with protests.

Nonetheless, Iran is headed toward a transformative mo-



Iranians mourning their supreme leader at a rally in Tehran. Arash Khamooshi for The New York Times

ment, said Farzan Sabet, an analyst on Iran and Middle East politics at the Geneva Graduate Institute in Switzerland.

"Some kind of change will happen in the system," he said. "But in which direction? We don't know."

Could Iranian protesters topple their government?

In some ways, Iranians are ever more defiant after facing a brutal crackdown on nationwide antigovernment protests in January, in which security forces [killed thousands](#). As the violent repression subsided, the risks

were still high even before the bombardment began. Yet [students still protested](#) and held sit-ins, and the families of slain protesters used their memorial services to [voice dissent](#).

After the authorities confirmed Ayatollah Khamenei's death in the attack, many Iranians dared to celebrate publicly — but not to the point of risking bloodshed.

Arian, a resident of a suburb near Tehran, described seeing people "honking in the streets, shouting chants from windows." Like all people interviewed inside the country, he asked to withhold his full name for

fear of retaliation.

On Sunday morning, Arian said, he saw people dancing and singing in the streets — until they noticed the arrival of armed members of Iran's Basij, the volunteer militia force aligned with Iran's Revolutionary Guards. "When the Basij showed up, everyone got scared and quickly scattered," he said.

Even under aerial bombardment, Iran's domestic security apparatus was still making a show of force. Basij forces, estimated to be around one million strong around the country, have already been mobilized around the capital.

"The brutal killing of protesters in January suggests domestic unrest will be met with an iron fist," said Ellie Geranmayeh, deputy head of the Middle East and North Africa program at the European Council on Foreign Relations. "This time under far harsher wartime conditions." Some airstrikes have begun to target Basij and intelligence headquarters, but experts are divided as to whether airstrikes can inflict enough damage to weaken a deeply entrenched and complex network of security forces across such a large country.

"The problem is these are very multilayered targets," said Abdolrasool Divsallar, an Iran expert at the Catholic University of Milan. "You hit one, but there are so many others. I am not sure how long it can be sustained, munitions wise."

Could Iran's current regime survive?

Even as strikes wiped out several of Iran's top political and military leaders, official statements went to great lengths to show the system was prepared for the shock and still functioning.

After Ayatollah Khamenei's death, Iranian officials announced that the government would follow the constitutional framework for selecting the country's next leader, and that a temporary leadership council would be formed.

Ali Larijani, the head of Iran's Supreme National Security Council who is seen as the de facto leader behind the scenes, stressed that idea in televised comments urging

unity after the ayatollah's death.

"Throughout history, the Iranian nation has faced even greater challenges; even the Mongols plowed through the entire country, yet the people stood firm and defended their land," he said. "Such martyrdoms make people resistant and steadfast."

But the system could undergo a transformation from within. Mr. Larijani, seen as a pragmatist, is the type of figure observers say could potentially strike a deal with Washington now that Iran's more ideologically driven supreme leader is gone.

Some ordinary Iranians said that such a deal, if accompanied by an easing of international sanctions on Iran, may be palatable to many residents who have suffered through so many months of instability and a collapsing economy.

"Most people aren't chasing deep meaning," said Payman, 45, a businessman in Tehran. "They just want a normal life: family, work, small goals. If that becomes possible, a lot of people might stop pushing for bigger change."

But there is also the possibility Iran's new leaders would turn the state in the opposite direction — making it even more radical. "The risk is that the more hard-line figures emerge," Mr. Divsallar said.

The fact that the leadership change was brought about by American and Israeli attacks increases that possibility, he said. "That works completely against what people wished for," he said.

Experts point to several appointments that could tip a transition in this direction.

Two of the members of Iran's interim leadership council are hard-liners. One of them, Ayatollah Alireza Arafati, is from Iran's Council of Guardians, a powerful group of jurists. The other is Gholam-Hossein Mohseni-Eje'i, the head of the judiciary. The third member, President Masoud Pezeshkian, is a moderate, but had been largely sidelined before the war.

Another bellwether is the reported appointment of Gen. Ahmad Vahidi to lead the Revolutionary Guards.

"He's an incredibly brutal person. So I think they're not going to hesitate to use extreme violence," said Mr. Sabet, of the Geneva Graduate Institute.

Could Iran descend into chaos?

Beyond toppling or transforming Iran's current system is the possibility that the war unleashes chaos in a country of 90 million people that borders seven countries.

There are many potential opponents who could use violence to challenge a weakened state. Some ethnic minorities, like the Kurds and the Baluchis, already have armed opposition groups.

Mustafa Hijri, the leader of the Kurdistan Democratic Party in Iran, said that his organization was part of an alliance of groups from Iran's ethnic minorities, and that among them were parties that "when necessary, may engage in armed resistance

as part of their struggle." Officials from two Kurdish groups in exile, who asked not to be identified, said they were planning on trying to restart operations inside the country, aiming to encourage an uprising in Iran's Kurdish region.

Even before the war started, many Iranians were bemoaning the increasingly polarized state of the country in the wake of the brutal crackdowns on the protests.

The government retains an ideological and religious support base that, in the current war, would be highly motivated to fight back against perceived threats. That raises the possibility of internal fragmentation and violence that spills beyond Iran's borders.

On Sunday, Ayatollah Naser Makarem Shirazi, an influential cleric in Iran, [called for jihad](#) against Israel and the United States, according to remarks published in the semiofficial Mehr news agency.

All of these factors create a growing risk of a dangerous insurgency should the state collapse, similar to the insurgency that broke out in Iraq after U.S. forces invaded it in 2003, said Ms. Geranmayeh, the analyst.

"This is a holy war for them — and they seem willing to burn down the country and region before surrendering," she said. "If this air campaign succeeds in toppling Iran's leadership, years of chaos probably lie ahead for the country and its people."

Iran : après la mort d'Ali Khamenei, comment va se dérouler la succession du Guide suprême ?

Conformément à la Constitution iranienne, un conseil provisoire a été mis en place dimanche pour assurer la continuité du pouvoir après la mort d'Ali Khamenei dans les bombardements israéliens et américains samedi.

Un temps de forte incertitude s'ouvre en Iran, après les frappes américaines et israéliennes qui ont débuté samedi 28 février. La mort dans ces bombardements du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, après près de trente-sept ans au pouvoir, a enclenché un mécanisme de succession, comme le rapporte l'agence Associated Press.

Le Guide suprême détient l'autorité ultime en Iran. Il est le chef des forces armées et du corps des gardiens de la révolution islamique, pilier sécuritaire et acteur économique majeur du pays, placé au cœur de la stratégie régionale iranienne face aux Etats-Unis et à Israël.

Cette période s'ouvre alors qu'une partie des hauts responsables iraniens ont aussi été tués dans les frappes de samedi. Selon l'armée israélienne « 40 commandants supérieurs » sont morts dans les bombardements. Les forces de l'Etat hébreu assurent, par ailleurs, avoir « démantelé la majorité des systèmes de défense aérienne dans l'ouest et le centre de l'Iran » et disent « ouvrir la voie à l'établissement d'une supériorité aérienne dans le ciel de Téhéran ».

Parmi les hauts dignitaires morts, figurent notamment Ali Shamkhani, conseiller du Guide suprême et secrétaire



Un manifestant brandit une photo du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, tandis que des personnes en deuil se recueillent sur une place de Téhéran, le 1^{er} mars 2026. ATTA KENARE/AFP

du Conseil de défense ; Abdollah Moussavi, chef d'état-major des forces armées ; Mohammad Pakpour, commandant en chef des gardiens de la révolution ; Aziz Nasirzadeh, ministre de la défense ; ou encore Gholamreza Rezaian, chef des services de renseignements de la police.

La question de la succession d'Ali Khamenei n'avait jamais été soulevée publiquement. Pourtant, selon la constitution iranienne, le Guide suprême est nommé par une Assemblée d'experts composée de 88 membres du clergé.

Un conseil provisoire mis en place

Conformément à la Constitution, un conseil provisoire a été mis en place, dimanche, pour assurer la continuité du pouvoir. L'ayatollah Alireza Arafî a été nommé à la tête du conseil des dirigeants, un organe chargé de remplir le rôle du Guide suprême dans l'attente de nouvelles élections, a rapporté l'agence de presse ISNA. Membre du Conseil des gardiens de la Constitution, Alireza Arafî siègera aux côtés du président, Massoud Pezeshkian, et du chef de la justice, Gholamhossein Mohseni Ejei. Dans un message vidéo diffusé dimanche après-midi par la télévision d'Etat iranienne, M. Pezeshkian affirme que « le conseil de direction inté-

rimaire a entamé ses travaux. (...) Nous poursuivrons de toutes nos forces sur la voie tracée par l'imam Khamenei ».

En parallèle, l'Assemblée des experts – l'organe de 88 religieux chiites élus pour huit ans – doit désigner « dans les plus brefs délais » un nouveau Guide suprême, conformément au droit iranien.

Les candidatures à cette assemblée sont validées par le Conseil des gardiens de la Constitution, connu pour écarter des prétendants jugés indésirables. En mars 2024, l'ancien président Hassan Rohani avait ainsi été disqualifié. Les tractations au-

tour de la succession se déroulent traditionnellement dans la plus grande opacité. Longtemps pressenti comme possible successeur, le président ultraconservateur [Ebrahim Raïssi](#) est mort dans un accident d'hélicoptère en mai 2024.

Les noms du président iranien, Massoud Pezeshkian, ou celui d'Ali Larijani, chef du Conseil suprême de sécurité nationale, sont évoqués pour prendre la succession Ali Khamenei. Celui de [Mojtaba Khamenei](#), fils du Guide suprême et religieux chiite de 56 ans, revient également,

selon Associated Press, bien qu'il n'ait jamais occupé de fonction officielle.

Un passage du pouvoir de père en fils pourrait toutefois susciter des critiques, y compris parmi certains soutiens du régime, dans un pays marqué par la chute

en 1979 du chah Mohammad Reza Pahlavi. La République islamique n'a connu qu'une seule transition à ce poste depuis la révolution de 1979 – en 1989, après la mort du grand ayatollah Ruhollah Khomeyni.

The New York Times Steven Erlanger
March 1, 2026

Iran's Regime May Survive, but the Middle East Will Be Changed

A badly weakened Iran will no longer intimidate or threaten its neighbors in the same way. The regional impact could be comparable to the collapse of the Soviet Union.

Iran's supreme leader may be dead, but there will be another. Its slain military commanders will be replaced. A governing system created over 47 years will not easily disintegrate under air power alone. Iran retains the capacity to strike back against American and Israeli airstrikes, and the war's trajectory is unclear.

But the Islamic Republic, already weakened and unpopular, is now further diminished, its power at home and in the region at one of its lowest ebbs since its leaders took power during the revolution that overthrew Iran's American-backed shah in 1978-79.

Even if the regime does not fall, which remains the stated aim of President Trump, this massive attack is likely to have strategic consequences in the Middle East comparable to the collapse of the Soviet Union.

Ayatollah Ali Khamenei, the



Iranians mourning the killing of the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, on Sunday. Arash Khamooshi for The New York Times

supreme leader killed on Saturday morning, maintained a visceral antagonism toward Israel and the United States, which he consistently called "the Great Satan." He built and financed a regional set of proxy militias that surrounded Israel and shared his hatred of it. Hezbollah in

Lebanon, Hamas and Islamic Jihad in Gaza and the West Bank, the Houthis in Yemen — all served both to attack Israeli interests and protect Iran itself.

Iran built up its missile program and enriched uranium to nearly bomb grade, even as it denied ever wanting a

bomb. It became a regional power so strong that Sunni leaders in Saudi Arabia, Egypt and the Gulf sought to keep good ties with a Shia Islamic regime that also threatened them.

Iran's decline began two years ago, with Israel's tough

and sustained response to an invasion by Hamas from Gaza. It accelerated when Israel eroded Iran's air defenses, defeated Hezbollah and profited from the Syrian revolution that overthrew Bashar al-Assad, another ally of Tehran.

But now, with the ayatollah's death and intense destruction from the air, Iran's regional sway has ebbed further, with uncertain consequences that will play out over months and even years.

"The Islamic Republic as we know it will not survive this," said Sanam Vakil, director of the Middle East and North Africa Program at Chatham House, a London-based research group.

"The Mideast won't be the same again," she said. "For 47 years the Mideast has been living with a hostile regime and a destabilizing force that it has tried to first isolate and then manage."

Now, she said, the regime might be dismantled and something new and different might emerge. That leadership may turn out to be even less friendly to Washington, particularly if dominated by the Islamic Revolutionary Guards Corps.

Whoever takes charge, Iran will be badly weakened in the medium term, more inward-looking, and focused on political competition, internal security and economic chaos, Ms. Vakil said.

In the coming days, however, Iran may spread more short-term chaos as its current leadership tries to bring an end to the war while saving the regime.

Iran will try to rapidly increase the cost for Israel, the United States and its Gulf allies "to force them to back down before this succeeds in destabilizing the regime," said Ellie Geranmayeh, deputy head of the Middle East and North Africa program at the European Council on Foreign Relations.

Increasing its attacks on Arab countries in the gulf is risky but may be Iran's best chance to shorten the war — since it could prompt the Arab world to pressure the U.S. and Israel to end their campaign.

"Iran's aim now is to absorb U.S. and Israeli attacks, hold its position and signal expansion of war, and wait for worried regional actors to mediate a cease-fire," said Vali Nasr, an Iran expert at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies in Washington, on [social media](#). "They expect that if Trump does not get a quick win then he will look for an exit, and negotiations afterwards will be different."

Iran's proxies across the Mideast could also come to Iran's defense, increasing the price of an extended war, according to Ali Vaez, Iran project director for the International Crisis Group, a research institution.

"If Hezbollah fully engages from Lebanon, if militias strike U.S. bases in Iraq and Syria, or if the Houthis escalate in the Red Sea, this stops being a bilateral conflict and becomes a regionwide war stretching across the Middle East," Mr. Vaez said. A wider war would have considerable longer-term impact on oil prices and inflation, especially if Iran can shut

the Strait of Hormuz, a key international shipping route. But in the longer term, an Iran that is wrapped up in its own domestic problems — trying to avoid elite fragmentation and consolidate a new leadership or even move toward a more consultative one, with less clerical influence and more power sharing — will not have the energy or the resources to meddle in the region. That could open up new opportunities for Lebanon and the Palestinians, as it has already done for the Syrians.

It leaves Israel ascendant, making it even more of an ineradicable fact in the region that the Sunni nations must accommodate. A new and more moderate government could take office in Israel after elections later this year. With Iran defanged, it may feel it has the mandate to build on the cease-fire in Gaza and negotiate seriously with the Palestinians, under pressure from Washington and the Saudis.

Israel itself would prefer regime change, as Prime Minister Benjamin Netanyahu has made clear, but would be content, analysts say, with a divided, broken and chaotic Iran wrapped up in its own problems, like Syria is now.

Presuming there is no revolution, a reconstituted Iranian government must still grapple with a powerful Israel and a United States it cannot trust. The current regime has made nuclear enrichment a key element in its efforts to cement regional power and deterrence. And it has refused to change course, even as that display of persistence seems to have brought it closer to destruc-

tion than any other policy, whether that be supporting terrorism abroad or massive repression at home.

It is unclear if even a more moderate government would make new concessions over its nuclear program under the pressure of war. It is also unclear if any Iranian leader would feel able to trust President Trump, who tore up President Obama's nuclear deal in 2018, and now has bombed Iran twice in the middle of ongoing negotiations. Would Tehran deem it necessary to give in on the nuclear issue to survive? Or if a hard-line, more security-dominated government emerges, will it try to race toward a nuclear weapon, more convinced than ever of its need?

Despite the fierce crackdown on Iranian protesters in January that left many thousands dead, President Trump continues to encourage the Iranian people to rise up to overthrow the regime.

"Bombs will be dropping everywhere," he said. "When we are finished, take over your government. It will be yours to take."

But it may not go that easily or cleanly, noted Ivo H. Daalder, a former American ambassador to NATO.

In February 1991, during the first gulf war, President George H.W. Bush issued a similar call to the Iraqi people to rise up and oust Saddam Hussein.

"They did," Mr. Daalder noted, "and the U.S. stood by as Saddam's security forces slaughtered them in huge numbers."

Frappes sur l'Iran : les Bourses européennes chutent, les valeurs de la défense s'envolent

Les indices européens perdent autour de 2 % à l'ouverture, subissant la hausse de 10 % du baril de Brent et de 23 % du prix du gaz. Les entreprises de défense et les majors du pétrole bénéficient de la guerre en Iran.

Un recul net mais pas de panique. Les marchés financiers européens ont ouvert lundi 2 mars sur des chutes marquées, suite à l'offensive américano-israélienne contre l'Iran pendant le week-end, et à la mort du guide suprême iranien, Ali Khamenei. Quarante-cinq minutes après l'ouverture, le CAC 40 perdait 1,9 % le DAX 30 en Allemagne 2,2 %, le FTSE 100 au Royaume-Uni 1 %. Plus tôt dans la matinée, les Bourses asiatiques avaient entamé le mouvement, avec un recul de près de 2 % pour l'indice Asia Dow, qui rassemblent les différents marchés de la région.

La chute est la conséquence logique de l'envolée des prix de l'énergie. Le baril de Brent, la référence en Europe, gagnait environ 10 % dans la matinée, frôlant 80 dollars (68 euros). Le prix du gaz s'envolait encore plus nettement de 23 %, sur le cours néerlandais dit TTF, la référence.

La flambée des prix de l'énergie reflète la situation dans le détroit d'Ormuz, situé entre l'Iran et la péninsule arabique, où passe en temps normal près de 20 % du pétrole mondial et 25 % du gaz naturel liquéfié. Lundi matin, les passages de pétroliers étaient presque arrêtés. « Soixante navires » sous pavillon français ou qui appartiennent à des entreprises françaises sont par exemple bloqués « à l'intérieur du Golfe arabo-per-



MeLes cours de l'indice Nikkei 225 à la Bourse de Tokyo, le 2 mars 2026. KAZUHIRO NOGI / AFP

sique », expliquait à l'AFP le délégué général d'Armateurs de France, Laurent Martens. Tous ont reçu une « consigne donnée par la Marine nationale de se mettre à l'abri ».

Une flambée limitée

Pour une région importatrice d'énergie comme l'Europe, qui se remet à peine du choc gazier de 2022 provoqué par la guerre en Ukraine, les conséquences économiques ne peuvent être que négatives. Mais pour l'instant, l'ampleur de la flambée énergétique reste relativement limitée. Le prix du Brent demeure nettement en dessous du niveau qu'il a connu entre 2022 et 2024, quand il dépassait presque constamment 80 dol-

lars et avait même excédé brièvement 120 dollars au printemps 2022. La situation est similaire pour le gaz : le prix aux Pays-Bas était lundi matin de 39 euros, très loin du plafond de plus de 300 euros atteints au pire de la panique de l'été 2022, quand le président russe Vladimir Poutine avait décidé de fermer l'essentiel de l'approvisionnement européen par gazoducs.

Cette réaction relativement limitée des Bourses repose sur un postulat : « Les marchés sont pour l'instant de l'avis qu'il est improbable que le conflit soit très long », expliquait à l'agence Bloomberg Prashant Newnaha, un courtier basé à Singapour pour TD Securities, une banque

d'investissement canadienne. « La perturbation ne devrait pas être trop importante, abondait Stephen Diggle, un ancien gérant de hedge funds. L'Iran est un grand pays mais une petite économie, qui était semi-détachée du reste du monde depuis longtemps. »

Autre facteur qui va dans le sens d'une réaction mesurée : l'Europe est bien moins dépendante du pétrole que lors des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, le second découlant justement de la révolution islamique iranienne. Selon une estimation de la Banque centrale européenne en 2022, une hausse de 1 % des prix du pétrole provoque une chute de 0,02 % du pro-

duit intérieur brut (PIB) à moyen terme. Le choc actuel provoquerait donc une fraction de croissance perdue, et encore uniquement s'il perdurait.

L'or, valeur refuge

Par ailleurs, la guerre en Iran a provoqué une nouvelle poussée de l'or, valeur refuge

habituelle. L'once gagnait 3,4 % dans la matinée, à 5 420 dollars. Le métal précieux continue son envolée historique, commencée il y a deux ans et accentuée depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Face à la politique erratique du président américain, une partie des investisseurs mondiaux évite d'aller sur le dollar, habituelle

valeur refuge, et préfère l'or.

En Europe, toutes les valeurs du secteur de la défense s'envolent. Thales gagne plus de 4 %, Dassault Aviation plus de 3 %, le britannique BAE Systems plus de 7 %, l'italien Leonardo près de 5 %... La réaction est de même positive chez les majors du pétrole : TotalEnergies, BP et Shell

grimpent toutes autour de 5 %. « Les marchés n'ont rien à faire de savoir si quelque chose est bien ou mal, ils veulent juste gagner de l'argent », rappelle Robin Brooks, chercheur au Brookings Institute et ancien courtier de Goldman Sachs.



Benjamin Delille
02 mars 2026

Attaque contre l'Iran : vu des Etats-Unis, le spectre d'une guerre évitable et interminable

L'objectif affiché de Donald Trump de renverser le régime iranien fait craindre l'ouverture d'un conflit sans fin, dicté uniquement par les intérêts personnels du Président, comme le soulignent ses opposants.

On en revient toujours à George Orwell. Entre les lignes des affirmations de Donald Trump ce week-end au sujet de l'attaque contre l'Iran, il y a ce slogan de 1984 : « La guerre c'est la paix. » A écouter le président des Etats-Unis, il n'y avait pas d'autre solution pour pacifier le Moyen-Orient que de le plonger dans un enfer de feu.

Pour justifier l'opération «Epic Fury», lancée ce week-end, le milliardaire a agité la menace d'un Iran doté de l'arme nucléaire – alors même qu'il disait cet été avoir détruit leurs capacités et que les experts jugeaient le programme retardé d'une décennie. Il jure que la république islamique n'a jamais voulu négocier de bonne foi, qu'elle n'a cessé de vouloir détruire les Etats-Unis depuis sa création, et

qu'il est temps que le régime soit renversé.

Rien n'est dit en revanche sur la manière d'y parvenir. Aux Etats-Unis, où le locataire de la Maison Blanche a été élu sur la promesse d'en finir avec l'interventionnisme à l'étranger, la perspective d'une nouvelle «guerre sans fin» inquiète autant qu'elle indigne. Et la mort de trois soldats américains ce week-end ravive les plaies de la «guerre contre la terreur» lancée par George Bush après le 11 septembre 2001, ses centaines de victimes et ses milliers de vétérans traumatisés dont beaucoup voyaient en Donald Trump un isolationniste convaincu, prêt à tourner la page.

«C'est toujours un mensonge et c'est toujours l'Amérique qui passe en dernier, s'est indignée samedi 28 février Marjorie Taylor Greene, élue républicaine démissionnaire après avoir rompu avec Trump en novembre. Mais cette fois-ci, cela ressemble à la pire des trahisons, car cela vient précisément de

l'homme et de l'administration que nous croyions différents et qui avaient promis que cela ne se reproduirait plus.»

Saut dans l'inconnu

Si jusqu'ici l'administration s'est contentée de frappes chirurgicales pour détruire des cibles précises à l'étranger, ou d'envoyer ses forces spéciales pour enlever le président vénézuélien Nicolás Maduro, l'idée de renverser un régime théocratique paranoïaque, obsédé depuis des décennies par sa propre survie, constitue un véritable saut dans l'inconnu.

«La stratégie de la décapitation a peut-être fonctionné. Mais tuer Khamenei, qui était âgé et infirme, n'est pas la même chose qu'un changement de régime, insiste dans le Washington Post l'éditorialiste David Ignatius. S'il existe un plan pour la suite, je n'ai entendu aucun responsable américain ou israélien l'expliquer.»

Et si la mort de l'ayatollah Ali Khamenei a été dans l'ensemble unanimement saluée,

tout au long du week-end, la plupart des élus démocrates au Congrès ont rappelé Donald Trump à ses obligations face à ce qu'ils jugent être une «guerre de choix» puisqu'il n'y avait «aucune menace imminente contre les Etats-Unis», comme l'a répété ce dimanche le sénateur Mark Warner, principal démocrate de la commission du renseignement du Sénat : «Il doit se présenter devant le Congrès et le peuple américain et demander une déclaration de guerre. Il n'a pas le droit de faire cela seul.»

«Corruption flagrante»

L'inquiétude, en creux, c'est que l'ex-magnat de l'immobilier ait déclenché cette guerre plus par intérêt personnel que pour le bien des Iraniens opprimés par les Gardiens de la révolution. Beaucoup y voient une nouvelle distraction à l'heure où Donald Trump est plus impopulaire que jamais, avec une politique économique qui ne convainc pas et l'affaire Epstein qui l'embarasse.

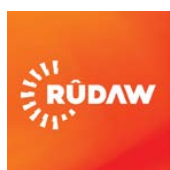
L'historien Timothy Snyder redoute quant à lui que le clan Trump, dont le business au Moyen-Orient fleurit depuis son retour à la Maison Blanche, offre en attaquant l'Iran un retour de faveur aux Etats arabes du Golfe : *«Compte tenu de la corruption stupéfiante et flagrante de l'administration, on est en droit de se demander si les*

forces armées américaines ne sont pas désormais utilisées à la demande.»

Mais rien de tout cela ne saurait tenir l'épreuve du temps. Plus cette guerre, décidée sans les alliés européens et uniquement avec Israël et semble-t-il l'approbation de l'Arabie Saoudite, sera longue, et plus l'indignation

montera aux Etats-Unis. La fermeture du détroit d'Ormuz et la hausse du cours du pétrole risquent d'augmenter le prix de l'essence à la pompe, et d'affaiblir encore le pouvoir d'achat des Américains qui se soucient plus de leur portemonnaie que du destin des Iraniens. Et la perspective d'une disparition du régime seulement grâce à une cam-

pagne aérienne semble illusoire. Ce qui pose une question majeure, à laquelle Donald Trump ne semble pas prêt à répondre : l'envoi de troupes au sol. Peut-être peut-il encore convaincre une partie de sa base que *«la guerre c'est la paix»*, mais cela deviendra difficile s'il envoie leurs enfants mourir au front.



March.02,2026

SDF chief, Syrian presidential envoy discuss integration

ERBIL, Kurdistan Region - Mazloum Abdi, leader of the Kurdish Democratic Forces (SDF), and Syria's recently appointed presidential envoy Ziad al-Ayesh met in Hasaka province on Monday to discuss the integration of the SDF into the Syrian army.

"The meeting took place in a positive atmosphere and addressed joint service and security files, with a particular focus on establishing clear and practical mechanisms to enable the integration process in Hasaka province. The participants also stressed the need to enhance stability and unify efforts to ensure improvements in the security and service situation in the area," the SDF said in a statement.

Hasaka Governor Nour al-Din Issa, who was recently appointed by the SDF and approved by Damascus under the latest agreement between the two sides, also attended the meeting.

The comprehensive January 29 agreement between the SDF and Damascus was



SDF chief Mazloum Abdi receives Syrian presidential envoy on March 2, 2026. Photo: SDF

signed following weeks of clashes between the two sides. The SDF lost around 80 percent of the territory it controlled during the conflict. Under the deal, the civilian, security, and military structures of the Kurdish region in northeast Syria (Rojava) will be integrated into the central government in Damascus. So far, the process has proceeded smoothly, though many provisions of

the agreement have yet to be implemented.

The governor's office said the participants "addressed the mechanism for integrating military and security institutions and discussed the executive steps related to that process."

It added that three military brigades to be established for the SDF, as stipulated in the latest agreement, will be in-

corporated into the army's 60th Division, led by Awad al-Jassem.

The two sides are also working on the release of 60 prisoners, the governor's office said, without specifying who is holding them.

The statement further noted that most of the roads connecting Rojava to the rest of Syria will be reopened, without providing a timeline.

The New York Times

March 2, 2026

How to Think About Trump's War With Iran

To think clearly about Middle East wars, you need to hold multiple thoughts in your head at the same time. It's a complicated, kaleidoscopic region where religion, oil, tribal politics and great power politics interweave in every major story. If you are looking for a black-and-white narrative, you might want to take up checkers. So, here are my four thoughts on Iran — at least for today.

First, I hope this effort to topple the clerical regime in Tehran succeeds. It is a regime that murders its people, destabilizes its neighbors and has destroyed a great civilization. There is no single event that would do more to put the whole Middle East on a more decent, inclusive trajectory than the replacement of Tehran's Islamic regime with a leadership focused exclusively on enabling the people of Iran to realize their full potential with a real voice in their own future.

Second, this will not be easy, because this regime is deeply entrenched and is hardly going to be toppled from the air alone. Israel has not been able to eliminate Hamas in Gaza after over two years of a merciless air and ground war — and Hamas is right next door. That said, even if this U.S.-Israeli attack on Iran does not lead to the uprising by the Iranian people that President Trump has urged, it could have other, unanticipated, beneficial effects, like producing an Islamic Republic 2.0 that is much less threatening to its people and neighbors. But it just as easily could result in unanticipated dangers, like the disintegration of Iran as a single geographic entity.



Illustration by Tam Stockton for The New York Times

Third, we must remember that the timing of the end of this war will be determined as much by the oil markets and the financial markets as by the military state of play inside Iran. Iran is on the edge of economic collapse, with a currency worth little more than wallpaper. Europe has become much more dependent on liquefied natural gas from the Persian Gulf to run its economies, since phasing out purchases of natural gas from Russia. A sustained burst of inflation caused by higher energy prices would anger Trump's base, many of whom already don't like being dragged into another Middle East war. There are a lot of people who will want this war to be short, and that will affect how and when Trump and Tehran negotiate.

Fourth, we must not let this war to bring democracy and the rule of law to Iran distract us from the threats to democracy and the rule of law posed by Trump in America and by Prime Minister Benjamin Netanyahu in Israel. Trump wants to promote those ideals in Tehran, even as his ICE agents operated for two months with limited regard for legal restraints in my home state of Minnesota and as he floats ideas about restricting who can vote in our next election. If the war in Iran enables Netanyahu to win the Israeli elections planned for this year, it will be a major propellant to his efforts to annex the West Bank, cripple the Israeli Supreme Court and make Israel an apartheid state, which would be a major blow to American interests in the region beyond Iran.

Life as an opinion columnist would be easy if every war you had to take a stand on were the American Civil War and every leader were Abraham Lincoln. But they are not, so let's dig a little deeper into these four thoughts on Iran. While you'd never know it if you listened to the campus left in recent years, the Islamic Republic of Iran has been the biggest imperialist power in the region since 1979, cultivating proxies to control four Arab states — Syria, Lebanon, Iraq and Yemen — and undermining liberal reformers in all four by promoting sectarian divisions.

Just the weakening of the Tehran regime, thanks to Israeli and American hammer blows over the past two years, has led to the downfall of the Iranian-bolstered Assad regime in Syria and enabled Lebanon to escape the vise grip of the Iranian-backed Hezbollah militia, which in turn has given space for Lebanon's most decent government in decades — one led by Prime Minister Nawaf Salam and President Joseph Aoun. That is why the death of Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, is being quietly or loudly celebrated across the region.

Also, the Iranian people are among the most naturally pro-Western in the region. If that impulse is allowed to surface and spread, and replace the divisive, radical Islamist poison propagated by the Iranian regime, we have the possibility for a much more inclusive Middle East.

As the Lebanese Emirati strategist Nadim Koteich put it to me: It is not for nothing that one of the most popular chants

of anti-regime protesters in Iran has been: “No Gaza, no Lebanon. My life for Iran.” Many Iranians have been sickened to watch their resources squandered on militias fighting Israel. It is also no accident, Koteich noted, that Iran has just launched rockets against airports, hotels and ports of the modernizing Arab Gulf states.

“They are attacking the infrastructure of openness and integration and the Abraham Accords — it was the old Middle East attacking the new Middle East,” Koteich added. Khamenei’s death, hopefully, “is the death of Khamenei’s idea that the Middle East should be defined by resistance and not inclusion and integration.”

Hopefully it will also end the double game practiced by Khamenei and his predecessors like Mahmoud Ahmadinejad — who served as Iran’s president from 2005 until 2013 and was also [reported dead](#) from an Israeli-U.S. airstrike — that Iran has the right to openly shout “Death to America” and “Death to Israel” and then claim that it also has the right to be treated like Denmark, or to enrich uranium for “peaceful” purposes.

Trump and Netanyahu finally called out that game.

As for the idea that the Iranian people will now come together and topple the regime, it is hard to see that happening anytime soon without a clear leader and a common agenda.

The Iranian analysts I speak to say the more likely outcome is a kind of Islamic Republic 2.0, in which leading regime reformers — like Hassan Rouhani, who served as the seventh president of Iran from

2013 to 2021, and has been an increasingly outspoken critic of Khamenei’s hard line, or the former foreign minister and nuclear negotiator Javad Zarif — press the surviving leadership to negotiate a deal with Trump. That deal could be one that gives up Iran’s nuclear program and accepts limits on its proxy wars and ballistic missiles — in other words, whatever Trump wants — in return for an end to economic sanctions and regime survival.

Such an Islamic Republic 2.0 regime might then be able to oversee a transition to a real Iranian democracy again. But Trump could also face accusations of throwing a life preserver to a dying regime that recently killed at least 6,800 protesters, [according to](#) the U.S.-based Human Rights Activists News Agency, and likely many more. In other words, starting this war was relatively easy. Ending it will not be.

Such a deal might be tempting to Trump, though, to avoid a prolonged war, a recession triggered by soaring oil prices or the disintegration of Iran. Which is why I was not surprised to hear [Trump tell The Atlantic](#): “They want to talk, and I have agreed to talk, so I will be talking to them.”

As this column has noted before, in the Middle East the opposite of autocracy is not necessarily democracy. Often it is disorder. Because when Middle East dictatorships are decapitated, one of two things happens. They either implode, like Libya did, or they explode, like Syria did.

Persians are only around 60 percent of Iran’s population. The other 40 percent is a mosaic of minorities, mainly Azeris, Kurds, Lurs, Arabs and Baloch. Each has links with lands outside of Iran, es-

pecially Azeris with Azerbaijan and Kurds with Kurdistan. Prolonged chaos in Tehran could lead any of them to split off and for Iran to, in effect, explode.

Iran has witnessed the collapse of governments or the fall of rulers throughout its history. Every time, “Iran stayed intact,” said Koteich. “For the first time I am not sure it will stay intact.”

If you want to see \$150-a-barrel oil, that kind of Iranian disintegration would take you there. Iran’s oil exports of 1.6 million barrels a day, which go mostly to China, would be taken completely off the global oil market. Some 20 percent of all global oil trade [moves](#) through the Strait of Hormuz, which Iran can shut down. Insurance rates for oil shippers are already skyrocketing, and some 150 tankers in the Gulf are reportedly frozen in place.

Meanwhile, over in Beijing, President Xi Jinping has to be wondering how his weapons systems would stack up against the U.S.-supplied ones to Taiwan, having seen U.S.-made fighter planes and smart missiles easily evade or destroy Iran’s Russian-supplied antiaircraft systems and assassinate much of Iran’s national security elite in their homes and offices. Maybe this is not the week to invade Taiwan — or even next week.

It might be a good week, though, for Beijing to look at all the Iranian people spontaneously dancing in the streets to celebrate the death of Khamenei and ask itself if the People’s Republic of China should have been propping up his regime with oil purchases all these years. Maybe it should have been on the side of the Iranian people. It

is way too early to predict how this war will affect two critical 2026 elections — one in Israel and one in the United States.

For Trump it is simple. He does not want to see the word “quagmire” in any headline with his name in it ahead of the midterms in November. As for Netanyahu, I could imagine him calling for early elections to use the downfall of the Iranian regime to keep himself in power. But victory over Iran could also complicate his politics. Netanyahu has notched short-term military defeats over Hamas, Islamic Jihad, Hezbollah and Iran, but he has not translated a single one of them into long-term diplomatic or political gains. To do so would require him to agree to negotiate again with the Palestinians based on a framework of two states for two peoples.

The opportunity for Israel could be enormous: If the Islamic Republic of Iran is either toppled or defanged, I have little doubt that Saudi Arabia, Lebanon, Syria, Oman, Qatar, Kuwait and maybe even Iraq would feel much more comfortable normalizing relations with Israel — on the condition that Netanyahu does not annex Gaza or the West Bank, but agrees instead to a plan for separation and a two-state solution. Would Netanyahu rise to that opportunity? Would Israeli voters punish him if he doesn’t?

But I get ahead of myself. I expect by Wednesday there will be at least three more points competing in my head to make sense of it all, because this is the most plastic, unpredictable moment in the Middle East since the Islamic Revolution in 1979. Everything — and its opposite — is possible.

Que dit le droit international sur l'attaque israélo-américaine sur l'Iran, et sur les représailles de Téhéran ?

Agression, légitime défense, frappes préventives...
les Etats-Unis, Israël et l'Iran justifient leurs actes militaires,
mais des experts s'interrogent sur leur légalité.

Agression, légitime défense, frappes préventives... Que dit le droit international sur l'opération militaire israélo-américaine lancée sur l'Iran samedi 28 février ? Et sur les représailles que mène Téhéran contre l'Etat hébreu et les bases américaines présentes dans plusieurs pays du Golfe ?

Des Etats, comme la Finlande, la Norvège, la Colombie et plusieurs pays du Sud ont dénoncé une attaque « *illégal* » lancée contre l'Iran. La Russie a évoqué une « *agression* », le Sénégal a condamné « *l'usage de la force* », des pays comme la Suisse, l'Irlande et l'Espagne ont appelé au respect du droit international. « *Il s'agit d'un emploi de la force sur le territoire iranien qui semble, à première vue, contraire à la Charte des Nations unies* », estime le professeur de droit international à l'université Panthéon-Assas et directeur de la Fondation René-Cassin, Sébastien Touzé. Selon ce texte, « *les membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force* ». En droit international, une telle attaque aurait dû être lancée avec l'aval préalable du Conseil de sécurité des Nations unies ou en légitime défense, c'est-à-dire en réponse à une « *agression armée* ».

Israël comme les Etats-Unis évoquent de leur côté des

frappes « *préventives* », « *afin d'éliminer les menaces pesant sur l'Etat d'Israël* », selon les termes du ministère israélien de la défense. Les deux pays parlent aussi de mesures « *préemptives* », c'est-à-dire destinée à contrer une attaque « *imminente* » ; des négociations entre l'Iran et les Etats-Unis sur le dossier nucléaire iranien étaient en cours à Oman et à Genève.

Pour Alain Pellet, professeur de droit international public à l'université de Nanterre et conseil devant la Cour internationale de justice, « *les frappes américaines et israéliennes sur l'Iran ne sont ni préventives ni préemptives* ». Ces deux notions sont inexistantes ou très discutées en droit international, précise-t-il, ajoutant qu'elles sont « *utilisées le plus souvent pour camoufler des recours illicites en droit international – agressions ou interventions armées* ».

Israël comme les Etats-Unis ont évoqué un conflit vieux de plusieurs décennies. « *Le fait qu'il existe une confrontation prolongée entre Israël et l'Iran ne crée pas, en soi, un droit permanent au recours à la force*, dit Sébastien Touzé. *La légitime défense doit être appréciée à partir de critères précis : existence d'une attaque armée, nécessité de la réponse et proportionnalité. En droit, elle ne se présume pas du seul contexte stratégique.* »

« Légitime défense »

De leur côté, les représailles engagées par l'Iran contre Israël et contre plusieurs pays du Golfe – Qatar, Emirats arabes unis, Koweït, Bahreïn – sont-elles légales ? Devant le Conseil de sécurité de l'ONU réuni samedi, Téhéran a invoqué le droit à « *la légitime défense* ». « *Pour des frappes dirigées contre Israël, l'argument iranien est, en principe, juridiquement défendable si l'on considère que l'Iran a été victime d'une attaque armée imputable à Israël* », explique Sébastien Touzé. Pour les Etats du Golfe, s'ils « *sont restés extérieurs au conflit, ils ne peuvent pas être visés au titre de la légitime défense contre Israël. En revanche, s'ils ont participé de manière effective et opérationnelle à l'action armée dirigée contre l'Iran, leur statut de simples tiers devient plus difficile à soutenir* », notamment si les bases américaines sur leur sol ont été utilisées, s'ils ont apporté un soutien logistique, du renseignement opérationnel et participé directement ou indirectement aux frappes.

Ces Etats du Golfe pourraient eux aussi invoquer la « *légitime défense* » pour répondre aux frappes iraniennes, « *mais leur réponse doit rester strictement nécessaire et proportionnée, et être portée immédiatement à la connaissance du Conseil de sécurité*, dit Sébastien Touzé. *L'article 51 [de la Charte des Nations unies, relatif à la légitime*

défense] n'autorise pas une escalade sans limite, il permet une réponse défensive juridiquement encadrée ».

Dimanche soir, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont dénoncé « *des attaques de missiles indiscriminées et disproportionnées lancées par l'Iran* » visant « *des pays non impliqués dans les opérations lancées par Israël et les Etats-Unis* ». Elles ont ciblé « *nos alliés proches et menacent notre personnel militaire et nos civils dans toute la région* », poursuit le communiqué des trois pays, ce qui pourrait permettre « *des actions défensives nécessaires et proportionnées pour détruire les capacités de l'Iran à tirer des missiles et des drones* ». Des accords de défense existent entre les trois pays et les Etats du Golfe. La France, notamment, a signé un accord de défense avec les Emirats arabes unis en 1995. Elle a aussi des accords de défense et de coopération avec l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn, la Jordanie et l'Irak.

L'existence de ces accords « *ne suffit pas à démontrer une obligation juridique immédiate d'entrer dans le conflit* », explique Sébastien Touzé. S'ils doivent « *aider un Etat victime d'une attaque armée, cette assistance doit être envisagée au titre de la légitime défense collective, à condition d'être demandée ou acceptée par l'Etat concerné et de respecter les exigences* » de la

Charte des Nations unies. Dimanche, le premier ministre britannique, Keir Starmer, a indiqué qu'il signifierait au Conseil de sécurité des Nations unies l'intervention britannique au titre de la défense collective. « Nous avons des jets britanniques en vol dans le cadre d'opérations défensives coordonnées qui ont déjà intercepté avec succès les frappes iraniennes », a-t-il déclaré. « Le Royaume uni a aussi autorisé les États-Unis à utiliser les bases britanniques » à des

fins « défensives » et de façon « limitée ». L'objectif est de « mettre fin à la menace d'attaques aériennes et de missiles contre les alliés de la région attaqués illégalement par l'Iran et qui n'ont pas été impliqués dans les hostilités depuis le début ». Londres n'a pas d'engagement « dans le conflit plus large entre les États-Unis, Israël est l'Iran ».

Sur le plan politique, Donald Trump n'a pas caché sa volonté de créer les conditions

d'un changement de régime. Il n'existe aucune base légale à un tel objectif, « dans la mesure où il serait imposé par les États agresseurs », dit le professeur Pellet. Il serait légal s'il est obtenu par le peuple iranien, « qui exercerait ainsi son droit à disposer de lui-même ».

La mort de l'ayatollah Ali Khamenei dans l'opération « Fureur épicure » pourrait, « en principe, être considérée comme un objectif militaire », dit Sébastien Touzé, précisant

que « ce qui importe est son statut » dans le conflit. « S'il exerce effectivement des fonctions militaires ou participe à la conduite des hostilités, il peut, en principe, être considéré comme un objectif militaire. » Mais si la cible peut être « licite », cela ne rend pas « licite l'opération militaire dans son ensemble », ajoute-t-il. Dès samedi, le Comité international de la Croix-Rouge a rappelé que « le respect des règles de la guerre [était] une obligation et non pas un choix ».



Luc MathieuInfographie Alice Clair
02 mars 2026

Après les bombardements sur l'Iran, des frappes contre Israël et les pays du Golfe

Alors que la guerre s'est violemment poursuivie tout le week-end, les dirigeants des pays du Golfe devaient s'entretenir dimanche soir lors d'une réunion et s'accorder sur l'urgence d'obtenir un cessez-le-feu.

L'armée américaine a beau ne pas avoir envoyé de soldats sur le sol iranien, et annoncé ne pas avoir l'intention de le faire, elle n'est pour autant pas à l'abri de pertes. Le Pentagone a annoncé dimanche la mort de trois soldats américains dans le cadre de l'opération lancée samedi, sans livrer de détails sur l'endroit où ils ont été tués, ni révéler leur identité. Cinq militaires américains ont par ailleurs été gravement blessés et plusieurs autres, légèrement touchés par des éclats.

La guerre s'est poursuivie dimanche tout aussi violemment que la veille, qui avait vu la mort d'Ali Khamenei, tué lors des premiers bom-

bardements. Les frappes israéliennes et américaines se sont enchaînées, avec le même triple objectif : détruire les défenses anti-aériennes iraniennes, limiter les capacités de riposte et tuer les responsables de l'appareil dirigeant et sécuritaire. Dimanche, Téhéran a continué sa contre-attaque, faite de tirs de drones kamikazes et de missiles sur Israël et les pays de la région qui abritent des bases américaines.

Ripostes

La capitale iranienne a été ciblée et lourdement touchée. Une vidéo diffusée par Iran International English montre trois missiles qui s'abattent sur une base militaire du quartier de Majidieh, dans l'est de Téhéran. Un quartier général des Gardiens de la révolution a également été visé, ainsi qu'un site de ses services de renseignements, selon la plateforme de cartographie interactive Livemap. « Nos forces frappent actuellement au cœur de Téhé-

ran avec une intensité croissante, qui s'amplifiera encore dans les jours à venir, a déclaré le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, dimanche après-midi dans un message vidéo. [J'ai] donné des instructions pour la poursuite de la campagne. » Israël mobilise « toute la puissance de [son armée], comme jamais auparavant, afin d'assurer [son] existence et [son] avenir », a-t-il ajouté.

Durant les douze premières heures de la guerre, 900 sites iraniens ont été ciblés, dont 500 par l'armée israélienne, selon le centre de réflexion The Institute for Study of War. Concentrées sur Téhéran et l'ouest du pays, les frappes ont notamment visé Tabriz, Ourmia, Kermanshah, Qom, Isfahan et Bandar Abbas. La liste n'est pas définitive, des bombardements pouvant ne pas être relayés à cause de la coupure d'Internet imposée par le régime.

Des détails ont cependant

émergé quant aux toutes premières frappes, samedi matin, qui ont tué l'ayatollah Ali Khamenei et plusieurs hauts dirigeants. Selon le New York Times, la CIA a appris que Khamenei serait présent à une réunion avec son premier cercle dans un complexe au cœur de Téhéran. L'agence américaine a transmis l'information à Israël qui a décidé de déclencher l'opération. Ses avions ont décollé à 6 heures et tiré leurs missiles à 9 h 40. Ali Khamenei, ainsi que le commandant en chef des Gardiens de la révolution, Mohammad Pakpour, le ministre de la Défense, Aziz Nasirzadeh, le chef d'état-major, Abdolrahim Mousavi, et le conseiller spécial de l'ayatollah, Ali Shamkhani, ont tous péri. Dimanche soir, Donald Trump a affirmé que 48 commandants iraniens avaient été « éliminés d'un coup ».

L'Iran poursuit toutefois ses ripostes. En Israël, huit personnes ont été tuées di-

manche à Bet Shemesh, dans le centre du pays, lors de l'effondrement d'un bâtiment frappé par un missile. Les secours ont précisé que 28 personnes avaient été blessées dont deux gravement. Plus de 20 personnes ont également été blessées à Tel-Aviv.

Négociations

Des explosions ont aussi retenti dimanche à Dubaï (Emirats arabes unis), Doha (Qatar), Riyad (Arabie Saoudite) et Manama (Bahreïn),

où l'armée américaine dispose de bases militaires. Epargné samedi, le sultanat d'Oman, médiateur historique dans la région, a lui été visé pour la première fois. Le chef du Conseil suprême de sécurité nationale, Ali Larijani, a affirmé sur X que seules les bases étaient visées : «Aux pays de la région : nous ne vous attaquerons pas. Mais si des bases situées sur votre territoire sont utilisées contre nous, et si les Etats-Unis mènent des opérations dans la région avec ces forces, nous ciblerons ces bases. Ces

bases ne sont pas sur votre territoire ; elles sont sur le territoire américain.»

Trois civils ont pourtant été tués et 58 blessés depuis samedi aux Emirats. Dimanche, deux drones ont provoqué un incendie dans un entrepôt de la base navale d'Al-Salam, à Abou Dhabi, où sont stationnés des soldats français. Selon le ministère émirati de la Défense, aucune victime n'a été recensée. L'armée française n'a pas commenté.

Les dirigeants du pays du

Golfe, qui avaient plaidé ces dernières semaines auprès de Trump la poursuite des négociations avec l'Iran plutôt que le déclenchement d'une guerre, devaient s'entretenir dimanche soir lors d'une réunion en téléconférence et s'accorder sur l'urgence d'obtenir un cessez-le-feu. Ils ont tout à perdre d'une propagation du conflit, eux qui voulaient projeter une image de calme et de prospérité dans une région plus qu'instable.

The New York Times March 2, 2026

Trump Signals U.S. Is Prepared for Long War Against Iran

President Trump also declined to rule out sending ground troops into Iran as the conflict spread into the Gulf countries and Lebanon and Israel exchanged strikes.

President Trump said on Monday that the United States would continue attacking Iran for as long as it took to leave it incapable of posing a threat, an indication that an expanding war in the Middle East could continue for weeks or more.

"Whatever the time is, it's OK, whatever it takes," Mr. Trump said at an event at the White House, in his first public comments on the war since U.S.-Israeli airstrikes on Iran began on Saturday. "Right from the beginning we projected four to five weeks, but we have the capability to go far longer than that," he added. "We'll do it."

The Trump administration has at times offered [conflicting rationales and expectations](#) or the campaign. While Mr. Trump signaled that the United States was prepared

for a long war and had urged the Iranian people to rise up against the government, the American defense secretary, Pete Hegseth, vowed that the operation would not become another protracted Middle Eastern conflict.

"This is not Iraq," Mr. Hegseth said at a Pentagon news conference on Monday. "This is not endless."

Gen. Dan Caine, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, said at the same news conference that the campaign was in its early stages, with more American forces heading to the Middle East.

"This work is just beginning and will continue," General Caine said, adding that when additional fighter jets arrived in the coming days, the United States would be "just about where we want to be in

terms of total combat capacity and total combat power."

Mr. Trump, in separate news interviews, declined to rule out sending ground troops into Iran and said that still-bigger waves of airstrikes were coming.

Listing his objectives, he said, "We're destroying Iran's missile capability, and we're doing that hourly." He added that the strikes were "annihilating their navy," ensuring that Iran "can never obtain a nuclear weapon" and that it cannot continue to sponsor militant groups across the Middle East.

Internationally, he claimed, "everybody was behind us; they just didn't have the courage to say so." Mr. Trump concluded his remarks at a Medal of Honor ceremony in Washington without taking

questions from reporters. In a sign of the widening conflict, Qatar's Ministry of Defense said its air force had shot down two Su-24 bombers coming from Iran, the first report that Iran — which has fired missiles and drones at its neighbors in the Persian Gulf and Israel in retaliation for the U.S.-Israeli assault — had also sent warplanes into foreign airspace.

As U.S. and Israeli planes pounded targets in Iran for the third day, the fighting expanded into Lebanon, where the Iranian-allied militia Hezbollah fired rockets into Israel, prompting Israel to bombard the militia's strongholds outside Beirut.

Jake Tapper of CNN reported that Mr. Trump told him in a phone call on Monday that the U.S. and Israeli airstrikes against Iran could soon inten-

sify. "We haven't even started hitting them hard; the big wave hasn't even happened," Mr. Trump said, according to CNN. "The big one is coming soon."

The New York Post [reported](#) that the president had said in an interview that he wasn't ruling out putting American ground troops in Iran. "I don't have the yips with respect to boots on the ground — like every president says, 'There will be no boots on the ground,'" Mr. Trump told the tabloid. "I don't say it."

Israeli fighter jets, meanwhile, streaked through the skies over the Iranian capital, Tehran. Their strikes focused on internal security, intelligence and Islamic Revolutionary Guards Corps targets in the city, Brig. Gen. Effie Defrin, an Israeli military spokesman, said in a televised address.

Iran launched explosive drones across the Gulf. And [three U.S. fighter jets were shot down](#) by Kuwaiti air defenses, in what the U.S. military called an "apparent friendly fire incident." All six crew members "ejected safely, have been safely recovered and are in stable condition," the U.S. military said in a statement, extending its gratitude to Kuwait for participating in the operation against Iran.

Six U.S. service members have been killed so far in retaliatory attacks by Iran. Mr. Hegseth said an Iranian weapon had eluded U.S. air defenses and hit a fortified American tactical operations center in Kuwait.

The U.S. military had initially announced three deaths in the strike. On Monday, it said that a fourth service member had died of injuries from the attack and that the bodies of two others had been recently recovered.



People gathering their belongings at their damaged homes on Monday after U.S.-Israeli airstrikes hit a police station in Tehran. President Trump said that still-bigger waves of airstrikes were coming. Arash Khamooshi for The New York Times

"We expect to take additional losses," General Caine said on Monday.

More than 550 people have been killed in the strikes on Iran, the Iranian Red Crescent Society said on Monday. The Lebanese Health Ministry said that at least 31 people had been killed in Israeli airstrikes there. At least 10 people have been killed in Israel, and six, including civilians, have been killed across the Gulf since Saturday, according to the authorities.

The attacks have [rattled global markets](#), sent oil prices soaring and raised fears of a wider, more intensive regional war.

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel said on Monday that the U.S.-Israeli attacks were aimed in part at "forging the conditions for the brave Iranian people to remove the yoke of tyranny." But critics say the Trump administration has no clear endgame in Iran, where [the leaders have remained defiant](#) since Ayatollah Ali Khamenei, the country's supreme leader, was killed in a

U.S.-Israeli attack on Saturday.

Iran's top security official, Ali Larijani, denied news reports that the nation's interim leaders were seeking to negotiate with Washington, and he denounced Mr. Trump for what he called "delusional fantasies" and for plunging the Middle East "into chaos." In a string of fiery social media posts, he wrote, "Iran, unlike the United States, has prepared itself for a long war."

Speaking on Capitol Hill before a briefing for congressional leaders on Monday, Secretary of State Marco Rubio said the United States and Iran were not engaged in any diplomatic talks and "the hardest hits are yet to come from the U.S. military."

The United States and Israel have struck more than 2,300 targets in Iran since Saturday, including military bases and weaponry, military officials said. Civilian infrastructure, including Gandhi Hospital in Tehran, has also been damaged, photos from a news media tour organized by the

Iranian authorities showed.

Tedros Adhanom Ghebreyesus, director general of the World Health Organization, said reports of damage to the hospital were "extremely worrying" and reiterated that health facilities were protected under international law.

Iranian missiles and drone attacks have led to explosions in Kuwait, the United Arab Emirates and other countries where the United States has military bases. Oil and gas facilities across the Gulf have also been hit, increasing worries about global energy supplies.

On Monday, Iranian drones targeted a power plant and an energy facility in Qatar. Soon after, QatarEnergy, one of the world's largest exporters of liquefied natural gas, said that it was [halting production](#), which sent the [price of natural gas](#) soaring. In Saudi Arabia, a small fire broke out at a refinery after drones targeting it were intercepted. Bahrain said that it had intercepted 70 ballistic

missiles and 59 drones launched by Iran and that debris had fallen across the country.

The conflict brought more upheaval to war-weary Lebanon, where the Israeli military said it had targeted more than 70 Hezbollah weapons storage facilities and missile launchers in the southern part of the country.

The attacks have displaced nearly 30,000 people in Lebanon, according to the country's Ministry of Social Affairs. In southern Lebanese villages near the Israeli border, parents bundled sleepy children into cars and crawled through miles of traffic toward Beirut, many clutching little more than a change of clothes. In the Dahiya, the densely populated

Hezbollah stronghold on the southern outskirts of Beirut, residents fled with barely a suitcase among them as explosions echoed nearby.

"This country is beautiful, but we need peace," said Musa Hashem, 50, a municipal worker who had fled Beirut's southern suburbs. He was sitting by the roadside with his twin brother and their eight

children. "We just want this war to stop," he said.

The Lebanese prime minister, Nawaf Salam, said that his government did not support any military actions launched from Lebanese territory. He demanded that Hezbollah, which has been an entrenched force in the country for decades, limit its activities to the political sphere.

Le Monde

Catherine Pacary
02 mars 2026

Iran : trois documentaires pour comprendre les frappes américano-israéliennes

Bien qu'il soit difficile d'y filmer, des reporters ont réussi ces derniers mois à enregistrer des images et des témoignages sur la société iranienne et la sanglante répression qui a précédé l'intervention américano-israélienne.

Ce documentaire contient des scènes d'une atrocité telle qu'elles peuvent heurter des téléspectateurs. Les sacs mortuaires dans la morgue principale de Téhéran, les corps alignés, les mares de sang, sur les trottoirs. L'un a la tête arrachée. L'image est furtive. A l'hôpital, les gémissements de douleur ; la scène poignante d'un père devant son enfant mort, « *Va mon fils, je te rejoins* ». Cette violence montrée n'est pas gratuite. Elle explique la détermination croissante d'une partie de la population iranienne à renverser le régime des mollahs, quitte à ce qu'il y ait des morts (leur nombre était évalué à 38 000 au 1^{er} mars).

Ces vidéos ont été prises par des Iraniennes et des Iraniens avec leurs smartphones, au péril de leur vie, depuis le 28 décembre 2025, quand des commerçants du Grand Magasin de Téhéran se sont mis en grève. Ce mouvement marque le début

de la révolte qui va être réprimée dans le sang par le régime de Khamenei. Les Iraniens vont filmer, y compris lorsque le régime des mollahs va couper l'électricité et Internet, du 10 au 18 janvier. Quelques centaines d'Iraniens vont, toutefois, faire sortir des images. Parmi eux, Reza – le nom a été modifié –, qui entretient un lien privilégié avec la journaliste franco-iranienne Mariam Pirzadeh.

Mariam Pirzadeh, rédactrice en chef à la rédaction de France 24, Bahar Makooi, journaliste à [France24.com](https://france24.com), et Ershad Alijani, journaliste aux Observateurs de France 24, ont recensé et vérifié toutes les vidéos, qu'ils commentent et expliquent. En complément, des entretiens sont menés avec des acteurs ou des victimes de la révolte. Ainsi, à Oslo, la tante de Robina, étudiante tuée par la répression, explique comment les parents de la victime ont dû regarder des centaines de visages morts

avant de retrouver leur fille et de « voler » son cadavre pour l'enterrer. Les scènes qui n'ont pas pu être filmées prennent corps à l'écran grâce à Adel Gastel, auteur de dessins de presse remarquables.

Le scénario suit l'évolution des faits au jour le jour. Dès le 29 décembre, « *les forces de sécurité tirent à balles réelles* ». Les journalistes soulignent les points-clés. Comme la déclaration de Donald Trump le 2 janvier – « *Si l'Iran tire et tue, nous sommes prêts, armés et parés à intervenir* » – qui redonne espoir aux manifestants. Ou celle d'Ali Khamenei le 17 janvier : « *Nous avons brisé le dos de cette sédition, maintenant il faut briser celui des émeutiers !* »

[Iran, la révolte massacrée](#), de Julie Dangelhoeff, avec Mariam Pirzadeh, Bahar Makooi, Ershad Alijani et les illustrations d'Adel Gastel, sur [France 24 Reporters](#).

« **Iran, Israël et la bombe** », sur [France.tv](#)

C'est une guerre invisibilisée, qui se déroule au Moyen-Orient depuis deux décennies. Nous n'en connaissons que les attaques spectaculaires, à commencer par les attentats en Iran, par lesquels tout a commencé dans les années 2000. Pour aboutir à la « [guerre de douze jours menée par Israël contre le même Iran](#) », à partir du 13 juin 2025, et à laquelle Donald Trump mettra fin, après l'opération « [Midnight Hammer](#) » (« marteau de minuit »). Ce que nous découvrons ici, c'est que la situation actuelle est le fruit de vingt années d'espionnage, guidées par l'obsession d'éviter que l'Iran ait la bombe atomique.

Les réalisateurs ont obtenu que des acteurs et des témoins majeurs livrent leurs récits. De Mariam Pirzadeh, ex-correspondante de France 24 en Iran, à Hossein Kanani Moghaddam, ancien

commandant des gardiens de la révolution et seul autorisé à parler du programme nucléaire iranien ; de l'ex-premier ministre israélien Ehoud Barak à John Bolton, ancien haut fonctionnaire américain. Tous deux rappellent ainsi qu'au début des années 1980, c'est l'Irak de Saddam Hussein (1937-2006) qui inquiétait, au point de lancer l'opération « Opéra », le largage de 16 tonnes de bombes sur la centrale d'Osirak, le 7 juin 1981. « A l'époque, on a condamné l'attaque d'Israël, se souvient John Bolton. A la lueur d'aujourd'hui, on aurait dû les applaudir. »

Bis repetita en mars 2007, en Syrie, avec l'opération « Orchard », racontée par Yossi Melman, journaliste à Haaretz. La cible du Mossad est alors le chef de la commission syrienne à l'énergie nucléaire. Après la découverte de l'existence d'un réacteur

nucléaire, sa destruction est planifiée. L'ennemi, dès lors, c'est l'Iran. Sans dévoiler les multiples rebondissements, attentats et opérations relatés ici, les narrateurs estiment que l'Iran n'a jamais été aussi dangereux qu'aujourd'hui.

Iran, Israël et la bombe, documentaire de Miyuki Droz Aramaki et Sylvain Lepetit (Fr., 2026, 90 min). Sur [France.tv](#), jusqu'au 6 janvier 2029.

Les reportages en Iran sont rares. Charles Emptaz et Olivier Jobard ont obtenu en 2025 leur visa en déclarant qu'ils allaient filmer les Iraniens favorables au régime à l'occasion des festivités pour les 46 ans de la révolution islamique. Leur immersion de deux semaines offre une fenêtre exceptionnelle sur la société iranienne d'avant les émeutes, ultra-conservatrice, mais aussi sur sa jeunesse rebelle. Les images de jeunes femmes, sans voile, dans les rues de

Téhéran et de Qom, la ville sainte, suggèrent que, si la répression continue, le régime des mollahs a dû lâcher du lest. Certains tentent même une nouvelle approche pour les remettre dans ce qu'ils estiment être le droit chemin.

Mollah médiatique, avec 1 million d'adeptes sur Internet, et inconditionnel soutien du Guide suprême (tué le 28 février), Farad Fathi en est l'incarnation. Le film s'ouvre sur un dialogue, chez lui, entre ce jeune père et son fils, de 6 ou 7 ans. « Israël, ce sont des gentils ou des méchants ? », demande le père « Des méchants », répond le garçon. « Oui ! Et les gentils ? » « L'Iran et la Palestine, c'est super ! », enchaîne l'enfant sous l'œil ravi du père.

« C'est fondamental de transmettre nos idées aux enfants », affirme Farad Fathi. La caméra le suit à son stu-

dio, où il tourne ses vidéos. Parallèlement, les réalisateurs filment partout où on les accepte – dans une boutique de tchadors, à un mariage. Ils saisissent aussi bien une femme voilée de noir qui accoste Farad Fathi pour lui demander de « faire un post contre les mal-voilées », que des étudiantes tête nue. Beaucoup d'Iraniens voient dans ce comportement irrespectueux de la charia une manifestation d'Etats étrangers. Dans les cortèges émergent des pancartes « A bas les Etats-Unis ! », « A bas Israël ! ». « Nous sommes la lumière dans la noirceur », chante un enfant, en lisant les paroles... sur son smartphone.

Iran : le mollah, les femmes et le voile, de Charles Emptaz et Olivier Jobard (Fr., 2025, 32 min). Sur [Arte.tv](#), jusqu'au 25 mars 2028.



Julien Lecot, Service
02 mars 2026

Guerre contre l'Iran : au moins 31 morts au Liban après des bombardements israéliens, nouvelle réunion de crise au Quai d'Orsay

Au troisième jour de l'offensive américano-israélienne lancée contre Téhéran, la République islamique est toujours massivement visée et continue de riposter sur Israël et les pays du Golfe. Le Liban est désormais également visé par des bombardements israéliens.

Alors que l'Iran a confirmé dimanche la mort du Guide suprême Ali Khamenei, un conseil provisoire a été mis

en place pour assurer sa succession. Téhéran, qui juge que venger l'ayatollah est « un droit et un devoir », entame une période de deuil de quarante jours.

Des personnes fuyant les frappes israéliennes, sur la route entre Beyrouth la ville portuaire de Sidon, dans le sud du pays, ce lundi 2 mars 2026.

Au troisième jour du conflit, les bombardements améri-

cano-israéliens ne faiblissent pas. L'Iran, en représailles, poursuit ses bombardements sur la plupart des monarchies du Golfe et en Israël, où neuf personnes sont mortes dimanche après une « frappe directe » de missile iranien. A Abou Dhabi, une base navale où stationnent des soldats français a été touchée par un projectile.

Donald Trump a déclaré dimanche qu'il « allait parler » aux dirigeants iraniens, mais

sans dire quand, ni avec qui. Emmanuel Macron a de son côté laissé entendre que la France pourrait augmenter ses moyens militaires déployés dans la région.

Dans la nuit de dimanche à lundi, Israël a également bombardé le Liban, jusque-là tenu à l'écart du conflit. Ces frappes ont lieu en représailles d'une attaque du Hezbollah contre l'Etat hébreu.

Retrouvez nos informations

sur les frappes en Iran du dimanche 1er mars ici. Une base aérienne britannique à Chypre touchée par un drone

La ministre britannique des Affaires étrangères, Yvette Cooper, a déclaré lundi qu'aucun détail ne pouvait être fourni immédiatement concernant une frappe de drone survenue dans la nuit et qui a touché une piste d'atterrissage d'une base aérienne militaire britannique à Chypre. La frappe a eu lieu sur la base de la Royal Air Force d'Akrotiri, causant des dégâts limités et aucune victime. *«Toutes les mesures de précaution sont prises autour de la base»*, a déclaré Cooper à Sky News.

«Nous nous trouvons dans une région de particulière instabilité géopolitique, confrontée à de nombreux défis et problèmes, qui traverse une crise sans précédent. Notre patrie ne participe en aucune façon et n'a pas l'intention de prendre part à quelque opération militaire que ce soit», a commenté le président chypriote Nikos Christodoulides

«Les passages des voyageurs à la journée aux trois postes-frontières entre la Turquie et l'Iran sont mutuellement suspendus», a affirmé le ministre turc du Commerce, Omer Bolat, sur X, ajoutant toutefois que la situation sur place était normale. *«L'Iran autorise ses citoyens à entrer sur son territoire via la Turquie. La Turquie autorise également ses citoyens et les ressortissants de pays tiers à entrer sur son territoire en provenance d'Iran»*, a-t-il déclaré, sans préciser si ces passages autorisés sont pour un long séjour.

Secoués par l'élargissement du conflit, les marchés ont encaissé des baisses du cours des actions tandis que le prix du pétrole a bondi. Dans la nuit, Wall Street a déclenché un retrait des actifs risqués vite généralisé sur d'autres

places financières, accentuant en parallèle la progression du cours de l'or et du dollar, portés tous les deux par leur statut de valeurs refuge.

Le pétrole a ainsi bondi de 8 %, dépassant 78 dollars le baril, les investisseurs restant focalisés sur la situation du détroit d'Ormuz — désormais effectivement fermé —, cette voie maritime cruciale pour l'approvisionnement pétrolier du reste du monde. Dans la nuit, le brut avait même atteint jusqu'à 13 % de hausse et la nervosité des investisseurs se reflétait dans les cours de pratiquement toutes les matières premières.

Lire notre analyse

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, préside ce lundi matin une nouvelle réunion de crise *«relative à la situation au Moyen-Orient»* au Quai d'Orsay. Au menu de ces échanges, détaille le ministère : la *«situation politique et sécuritaire dans la région»*, la *«situation de nos emprises et agents»*, la *«situation de nos ressortissants»* et les *«manœuvres diplomatiques»*.

Des bombardements d'Israël et des Etats-Unis ont fait au moins 27 morts dans le nord-ouest de l'Iran en deux jours, rapporte ce lundi Majid Farshi, le directeur général du département de gestion de crise de la province d'Azerbaïdjan oriental : *«Le nombre de martyrs tombés au cours des deux derniers jours dans la province à la suite des attaques israéliennes et américaines a atteint 27.»*

Haidar, 24 ans, habitant du quartier populaire d'Haret Hreik, dans le sud de Beyrouth, raconte à Libération comment il a vécu cette nuit la reprise de la guerre entre le Liban et Israël : *«Nous avons entendu une série de frappes comme nous n'en avions jamais entendu depuis la dernière guerre de 2024.*

Toutes les routes sont bloquées du sud vers Beyrouth et dans la capitale également. On arrive à peine à circuler en voiture à Haret Hreik à cause des gravats. Nos voisins n'ont pas pu partir car leur voiture est complètement écrasée sous les décombres d'un immeuble. Ils ont fui à pied. Aucun ordre d'évacuation n'a été émis. Cela fait plusieurs jours que l'on craint que cela ait lieu, que les attaques contre les civils recommencent... Nous y voilà.»

Des explosions ont été entendues ce lundi matin près de l'aéroport irakien d'Erbil qui abrite des troupes de la coalition emmenée par les Etats-Unis. Des systèmes de défense anti-aérienne proches de l'aéroport ont abattu des drones. Depuis le début de la campagne militaire américano-israélienne contre l'Iran, des drones ont été interceptés à plusieurs reprises au-dessus d'Erbil, ville du nord-est de l'Irak où se trouve un important bâtiment consulaire américain.

Donald Trump a tenté dimanche de justifier l'opération militaire contre l'Iran par le besoin d'assurer la sécurité à long terme des Etats-Unis et a voulu préparer l'opinion publique à des pertes supplémentaires, après le décès de trois militaires. *«Malheureusement il y en aura probablement d'autres avant la fin. C'est comme ça»*, a-t-il déclaré dans une vidéo publiée sur sa plateforme Truth Social. Il a affirmé, dans une courte allocution au ton solennel : *«L'Amérique va venger ses morts et porter le coup le plus sévère sur les terroristes qui ont déclaré la guerre contre, fondamentalement, la civilisation.»* *«Les opérations militaires vont continuer à pleine puissance pour le moment et elles se poursuivront jusqu'à ce que tous nos objectifs soient atteints»*, a encore assuré le président des Etats-Unis depuis sa résidence de Mar-a-Lago en Flo-

ride où il a passé le week-end avant de rentrer dimanche soir à la Maison Blanche. Une épaisse fumée noire s'élève ce lundi matin de l'ambassade des Etats-Unis au Koweït. Des sirènes avaient retenti plus tôt dans la capitale koweïtienne tandis que les autorités ont assuré avoir intercepté un nombre indéterminé de drones visant le pays. *«Ne venez pas à l'ambassade»*, a ordonné l'ambassade américaine dans un communiqué, faisant état d'une *«menace persistante d'attaques de missiles et de drones»* et précisant que le personnel de l'ambassade était *«confiné sur place»*.

Plusieurs explosions ont été entendues ce lundi vers 6 heures puis à 6 h 40 à Jérusalem, où les sirènes ont retenti après l'annonce par l'armée de tirs de missiles iraniens en direction d'Israël. Des explosions ont également été entendues dans la région de Tel-Aviv, dans le centre d'Israël. *«Il y a peu de temps, les forces armées israéliennes ont identifié des missiles lancés depuis l'Iran vers le territoire de l'Etat d'Israël»*, a indiqué l'armée, ajoutant que la défense antiaérienne avait été activée pour les intercepter et appelant la population à gagner les abris. Les services de secours n'ont pas fait état dans l'immédiat de blessés. Dimanche, neuf personnes ont été tuées et 11 portées disparues dans le centre d'Israël quand un bâtiment s'est effondré sur un abri public à la suite d'une frappe directe de missile iranien et sept personnes ont été blessées par une frappe dans la soirée dans la région de Jérusalem.

«Les raids de l'ennemi israélien» sur la banlieue sud de Beyrouth, bastion du Hezbollah, et sur le sud du pays *«ont tué, d'après un premier bilan, 31 citoyens et en ont blessé 149 autres»*, indique le ministère de la Santé libanais dans un communiqué ce lundi matin. Selon le chef de

l'armée israélienne, les bombardements au Liban pourraient durer «*de nombreux jours*».

Le Liban bascule également dans le conflit. Le Hezbollah avait promis de «*faire face à l'agression*» américano-israélienne contre l'Iran après la mort de l'ayatollah Ali Khamenei. Le mouvement armé pro-iranien basé au Liban a mis ses menaces à exécution, affirmant ce lundi avoir tiré des missiles et des drones vers Israël, pour la première fois dans ce conflit. L'armée israélienne n'a pas tardé à répliquer, annonçant frapper des cibles du Hezbollah «*à travers le Liban*» et ordonnant aux habitants d'une cinquantaine de villages d'évacuer. Des explosions ont été en-

tendues à Beyrouth et de nombreux habitants ont fui les zones visées dans le sud du pays.

Sur X, le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a affirmé dimanche soir que l'Amérique, «*qui possède les forces armées le plus puissantes sur terre*», a détruit le quartier général des Gardiens de la Révolution iraniens. «*Le corps iranien des Gardiens de la révolution islamique (IRGC) n'a plus de quartier général*», ajoute le Centcom, accompagnant son message d'une vidéo de missiles lancés depuis des destroyers.

«*Je ne sais pas si vous avez entendu. Ça, c'est un missile*

qui a été intercepté.» La voix de Vincent se coupe quelques instants dans le combiné. Ce Français d'une vingtaine d'années est en déplacement professionnel à Dubaï depuis une dizaine de jours, accompagné par ses parents venus pour des vacances. Depuis samedi leur séjour est perturbé par les explosions : des représailles iraniennes aux frappes américaines et israéliennes. Plusieurs monarchies du Golfe sont visées. Les explosions ont secoué Riyad, Abou Dhabi, Doha, Dubaï, Koweït et Manama. De nombreux touristes ou voyageurs en transit dans la zone sont affectés. *Libé* en a joint quelques-uns par téléphone dimanche 1er mars. Des témoignages à retrouver ici.

Selon le général de brigade Effie Defrin, porte-parole de l'armée israélienne, une centaine d'avions de combat ont «*attaqué des dizaines de postes de commandement opérationnels du régime*» dans la région de Téhéran, dont certains des gardiens de la révolution. «*La vague de frappes achevée porte un coup dur aux capacités de commandement et de contrôle du régime terroriste*», a-t-il estimé dans un communiqué publié dimanche soir. L'armée a «*détruit*» certains des postes de commandement visés, a encore dit le général Defrin, sans en préciser le nombre.

Le Monde

Sarah Belouezzane
03 mars 2026

A la synagogue de la Roquette, à Paris, une fête de Pourim sur fond d'inquiétudes autour de l'intervention d'Israël en Iran

Lundi et mardi, les fidèles juifs commémorent l'épisode biblique de la victoire de la reine Esther sur un haut dignitaire perse qui menaçait son peuple.

Un récit qui résonne avec l'actualité et la guerre en Iran, où Israël est engagé avec les Etats-Unis contre le régime des mollahs. Cette guerre ravive la crainte d'une nouvelle poussée antisémite en France.

Soudain, un formidable fracas remplace le pieux silence qui régnait dans la synagogue de la Roquette, à Paris, en cette soirée du lundi 2 mars. Les fidèles, souriants, joyeux, déguisés pour certains, tapent du pied, font tourner leurs crécelles, poussent des petits cris. Il s'agit, comme le veut la tradition à Pourim, de faire du bruit à chaque fois que le nom d'Haman – un haut dignitaire de l'Empire perse ennemi du peuple juif qu'il a cherché à détruire – est prononcé lors

de la lecture du Livre d'Esther, afin d'effacer son souvenir. A Pourim, est fêté justement la victoire de cette reine, Esther, épouse juive du roi perse Assuérus, contre ce grand vizir, et le sauvetage de son peuple. Alors ce soir-là, parmi les fidèles, on se réjouit, on se salue, on se retrouve en famille et entre amis et on s'offre des cadeaux.

Derrière leurs sourires, beaucoup de personnes présentes lundi rue de la Roquette confient pourtant être in-

quiètes. Samedi 28 février, c'est justement à la synagogue que certains d'entre eux, qui observaient le shabbat et n'avaient donc accès ni à leurs téléphones, ni à leurs radios ou leurs ordinateurs, ont appris l'attaque coordonnée entre les Etats-Unis et Israël contre l'Iran. C'est là aussi qu'ils ont su pour les tirs de roquettes lancés par le régime chiite contre l'Etat hébreu en représailles. «*Beaucoup de personnes, y compris moi, étaient en larmes, mortes d'inquiétude*»,

raconte Juliette, 75 ans, qui a souhaité demeurer anonyme, comme les autres personnes citées par leur prénom.

La retraitée, qui fréquente assidûment ce lieu de culte du 11^e arrondissement a, comme certains autres, une crainte : celle d'une importation du conflit et d'une nouvelle flambée de l'antisémitisme en France. Les actes haineux contre les juifs sont une réalité avec laquelle Juliette et les autres doivent composer de

façon particulièrement intense depuis l'attaque terroriste du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, et la riposte qui a suivi. Si les [chiffres des actes antisémites ont légèrement baissé en 2025](#), ils demeurent, selon le ministère de l'intérieur, à un « *niveau historiquement élevé* » avec 1 320 faits recensés. Lundi, Beauvau a d'ailleurs renforcé la sécurité aux abords des lieux de culte juifs plus fréquentés que d'habitude en cette période de fête.

Juliette, elle, ne rentre d'ailleurs jamais seule de la synagogue. « *Je fais attention, je veux qu'on m'accompagne. On a toujours peur, on est toujours sur nos gardes* », souffle-t-elle. Mais plus que pour elle, c'est pour ses proches en Israël que Juliette s'inquiète dans ce nouveau contexte géopolitique. Sa fille unique y vit, ainsi que des tantes et des cousins. « *Samedi, je n'ai pu appeler ma fille que le soir afin de prendre de ses nouvelles, nous étions plusieurs dans ce cas.* »

« **En permanence sur nos gardes** »

La première pensée de Vé-

ronique Nizard, 65 ans, fidèle assidue de la synagogue de la Roquette, est aussi allée à sa fille aînée et ses proches installés dans l'Etat hébreu. « *Nous sommes forcément inquiets pour eux, samedi nous avons passé la journée avec eux au téléphone, à se réconforter les uns les autres* », raconte-t-elle.

Véronique Nizard a été la première surprise quand sa première-née a décidé de s'installer avec sa famille en Israël, poussée, explique-t-elle, par l'antisémitisme galopant en France et des prises de paroles politiques qu'elle a jugées inquiétantes à l'égard des juifs. « *Ils ont fait leur alya il y a quelque temps en nous disant que les élections arrivaient et qu'ils ne se voyaient pas choisir entre La France insoumise et le Rassemblement national*, explique celle qui est dentiste dans le quartier. *Ils voyaient aussi leurs enfants grandir et ne voulaient pas qu'ils subissent plus tard la haine à l'université.* » A terme, elle-même s'y voit vivre. « *Là-bas, dit-elle, mon petit-fils de 9 ans constate qu'il peut porter sa kippa sans avoir peur.* »

Quelques sièges plus loin,

Patricia Bibas, elle, ne se sent pas plus vigilante que d'habitude depuis le début de la guerre contre l'Iran. « *Inquiets, sur nos gardes, nous le sommes en fait en permanence*, relève-t-elle. *Quand je sors de la synagogue, je me dis toujours que quelqu'un peut entrer.* »

« *La guerre menée actuellement par les États-Unis et Israël contre le régime des mollahs en Iran est bien sûr source d'inquiétude quant à des attentats qui pourraient être menés dans nos sociétés occidentales et notamment sur notre sol*, souligne ainsi Elie Korchia, le président du Consistoire central. *Toutefois, le risque était déjà là et les mesures de sécurité avaient été renforcées à l'occasion des précédentes fêtes juives.* »

« **Menace existentielle** »

Pour sa part, Patricia Bibas pense plus, dit-elle, à ceux qui sont là-bas, notamment une amie française en visite, coincée en Israël à cause de la fermeture de l'espace aérien, avec son fils jeune adulte atteint de trisomie 21 et pour lequel les conditions de la

guerre sont encore plus difficiles à supporter. Elle comme les autres juge tout de même que l'attaque contre Téhéran était nécessaire. « *Cela fait cinquante ans que cette menace dure, il fallait que ça cesse !* »

Un avis partagé par Serge Benhaïm, président de la synagogue, qui lui aussi a de la famille en Israël. « *J'ai mes enfants et mes petits-enfants là-bas, en tant que père je suis inquiet, en tant que juif je ne peux pas accepter qu'on puisse perdre Israël, or l'Iran est une menace existentielle* », affirme-t-il. Plus tôt dans la soirée, il est personnellement allé saluer les policiers postés devant la synagogue. Une présence renforcée dont il se félicite. « *Nous avions mille personnes ce soir, avec des enfants, on ne sait jamais si quelqu'un veut importer le conflit...* », regrette-t-il.

Ce lundi soir, Alicia, 68 ans, chante et applaudit. « *Quand il y a de la joie, il faut la prendre.* » Elle voit dans la coïncidence entre Pourim et l'attaque contre l'Iran, un signe. A la fin de l'histoire, rappelle-t-elle, « *le méchant, qui se trouve être perse, est vaincu* ».

The New York Times

March 2, 2026

How Trump Decided to Go to War With Iran

President Trump's embrace of military action in Iran was spurred by an Israeli leader determined to end diplomatic negotiations. Few of the president's advisers voiced opposition.

President Trump's embrace of military action in Iran was spurred by an Israeli leader determined to end diplomatic negotiations. Few of the president's advisers voiced opposition.

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel walked into the Oval Office on the morning of Feb. 11, determined to keep the American president on the path to war.

For weeks, the United States and Israel had been secretly discussing a military offensive against Iran. But Trump administration officials had recently begun negotiating with the Iranians over the future of their nuclear program, and

the Israeli leader wanted to make sure that the new diplomatic effort did not undermine the plans.

Over nearly three hours, the two leaders discussed the prospects of war and even possible dates for an attack, as well as the possibility — however unlikely — that President Trump might be able to reach a deal with Iran.

Days later, the U.S. president

made clear publicly that he was skeptical of the [diplomatic route](#), dismissing the history of negotiating with Iran as merely years of “talking and talking and talking.”

Asked by reporters if he wanted [regime change](#) in Iran, Mr. Trump said it “seems like that would be the best thing that could happen.”

Two weeks later, the president [took the United States to war](#).

He authorized a [vast military bombardment](#) in conjunction with Israel that [swiftly killed](#) the country's supreme leader, pummeled Iranian [civilian buildings](#) and military nuclear sites, thrust the country into chaos and triggered violence across the region, leading to the deaths so far of six U.S. troops and scores of Iranian civilians. [Mr. Trump has said](#) more American casualties are likely as the United States digs in for an assault that could last weeks.

In public, Mr. Trump appeared to take a circuitous path to military action, alternating between saying that he wanted to strike a deal with Iran's government and that he wanted to topple it. He made little effort to try to convince the American public that a war was necessary now. And the limited case he and his aides made included [false claims](#) about the imminence of the threat that Iran posed to the United States.

But behind the scenes, his move toward war grew inexorably, fueled by allies like Mr. Netanyahu who pushed the president to strike a decisive blow against Iran's theocratic government; and by Mr. Trump's [own confidence](#) after the successful U.S. operation that toppled the Venezuelan leader Nicolás Maduro in January.

This reconstruction of Mr. Trump's decision to launch a sustained attack against Iran is based on the accounts of people with direct knowledge of the deliberations, as well as those on all sides of the debate, including diplomats from the region, Israeli and American administration officials, the president's advisers, congressional lawmakers and defense and intelligence officials. Almost all spoke on the condition of anonymity to describe sensitive discussions and operational details.



Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel visited President Trump at Mar-a-Lago in December, where he asked for Mr. Trump's approval for Israel's military to hit Iran's missile sites. Credit... Tierney L. Cross/The New York Times

The U.S. decision to strike Iran was a victory for Mr. Netanyahu, who had been pushing Mr. Trump for months on the need to hit what he argued was a weakened regime. During a meeting at Mr. Trump's Mar-a-Lago estate in December, Mr. Netanyahu had asked for the president's approval for Israel to hit Iran's missile sites in the coming months.

Two months later, he got something even better: a full partner in a war to topple the Iranian leadership.

In a statement Monday, the White House press secretary, Karoline Leavitt, said Mr. Trump made a "courageous decision" to take on a threat that no previous president had been willing to confront.

Few in the president's inner circle voiced opposition to military action. Even Vice President JD Vance, a longtime skeptic of American military interventions in the Middle East, argued in a White House Situation Room meeting that if the United States was going to hit Iran, it should "go big

and go fast," according to people familiar with his remarks.

In the same meeting, Mr. Trump's top military adviser, Joint Chiefs of Staff Chairman Gen. Dan Caine, told the president that a war could lead to significant American casualties. Days later, Mr. Trump told the public that his military adviser had been far more reassuring. He wrote on Truth Social that General Caine had said that any military action against Iran would be "something easily won."

Other administration officials were similarly misleading in private sessions with lawmakers. During a Feb. 24 meeting with the so-called Gang of Eight — the leaders of the House and Senate and heads of the intelligence committees — Secretary of State Marco Rubio made no mention that the Trump administration was considering regime change, according to people familiar with his comments.

Three days later, while flying on Air Force One to an event in Corpus Christi, Texas, Mr.

Trump gave the order for a sustained attack that would begin with the killing of the supreme leader.

"Operation Epic Fury is approved," Mr. Trump said. "No aborts. Good luck."

The White House insisted that its [diplomatic talks](#) with Iran were not mere theater. But it became clear over the past month that there was never the space for a deal that could satisfy Mr. Trump, Mr. Netanyahu and Iranian leaders at once — or one that could put off a war more than a few months.

The talks delivered nothing, but for Mr. Trump they served a different purpose: time to complete the largest American military buildup in the Middle East in a generation and carry out, in Mr. Trump's words, a war of "overwhelming strength and devastating force."

In [an interview with The New York Times](#) on Sunday, the president said he simply became convinced that Iran would never give him what he wanted.

"Toward the end of the negotiation, I realized that these guys weren't going to get there," he said. "I said, 'Let's just do it.'"

A Rapid Buildup

In the middle of January, when Mr. Trump first threatened to strike Iran in support of the anti-government protests roiling the country, the Pentagon was in no position to wage a lengthy war in the Middle East.

There were no aircraft carriers in the region. Squadrons of fighter jets were sitting in Europe and in the United States. And the bases scattered across the Middle East that are home to roughly 40,000 American troops were low on air defenses to protect them from an expected Iranian retaliation.

Israel was also not ready for the military campaign that Mr. Netanyahu had discussed with Mr. Trump during the Mar-a-Lago meeting in December. It needed more time to bolster its supply of missile interceptors and to deploy air defense batteries across Israel.

On Jan. 14, Mr. Netanyahu called Mr. Trump and asked him to delay any military strike until later in the month, when Israel's defense preparations were complete. Mr. Trump agreed to wait.

The two leaders would speak several times in the weeks that followed. Mr. Netanyahu also conferred with Mr. Vance, Mr. Rubio and Steve Witkoff, the lead White House negotiator with Iran. Top Israeli military and intelligence officials flew to Washington, and Lt. Gen. Eyal Zamir, the chief of staff of the Israel Defense Forces, communicated regularly with Adm. Brad Cooper of U.S. Central Command.

By late January, the protests in Iran had been brutally quashed, but the war planning hummed along. The U.S. mil-

itary presented Mr. Trump with an expanded range of options, including sending in American forces to carry out raids on sites inside Iran.

Two aircraft carriers and a dozen supporting ships sailed toward the Middle East, and the Pentagon sent fighter jets, bombers, refueling tankers and air defense batteries.

By the middle of February, the Pentagon had put into a place a force that could sustain a military campaign of several weeks.

By then, Mr. Witkoff and Jared Kushner, the president's son-in-law, were having indirect nuclear talks with the Iranians, under orders from Mr. Trump.

But there were signs that the administration was wary.

"We have to understand that Iran ultimately is governed and its decisions are governed by Shia clerics — radical Shia clerics, OK?" Mr. Rubio told reporters in Budapest on Feb. 16. "These people make policy decisions on the basis of pure theology. That's how they make their decisions. So, it's hard to do a deal with Iran."

The message was apparent: Even though the talks were about dismantling Iran's nuclear program, the goal could be removing Iran's leadership.

A telling moment came when Mr. Witkoff spoke to Fox News in an interview on Feb. 21 and described Mr. Trump's reaction to the Iranian reluctance to agree to "zero enrichment" — that is, to dismantle its ability to produce nuclear fuel.

"He's curious as to why they haven't — I don't want to use the word 'capitulated,' but why they haven't capitulated," Mr. Witkoff said.

He added: "Why, under this sort of pressure, with the amount of sea power and naval power that we have

over there, why haven't they come to us and said, 'We profess we don't want a weapon, so here's what we're prepared to do'?"

"And yet it's sort of hard to get them to that place," he said.

It was clear to the president's advisers that he was strongly considering some kind of military offensive. The question was the scale of the campaign and exactly what it was trying to achieve.

Assessing the Options

On Feb. 18, on an unseasonably warm day in Washington, Mr. Vance; Mr. Rubio; John Ratcliffe, the C.I.A. director; and Susie Wiles, the White House chief of staff, gathered with Mr. Trump in the Situation Room to discuss military planning.

During the meeting, General Caine discussed an array of options, among them that U.S. forces could carry out a limited strike as a way to push Iran in the negotiations, or a larger campaign with the goal of toppling the government. The latter option in particular, he said, carried high risk of American casualties, could destabilize the region and significantly deplete stocks of American munitions.

General Caine underscored that all of the options under consideration would be much more difficult than the successful capture of Mr. Maduro of Venezuela, an operation that the president viewed as a sign of potential U.S. success in Iran.

Joe Holstead, a spokesman for General Caine, declined to comment, saying that "options and considerations" provided to the president and defense secretary are confidential.

For his part, Mr. Vance, who appeared to personally lean

against military attacks, argued that a limited strike was a mistake. If the United States was going to hit Iran, he told the group, it should "go big and go fast."

A spokesman for Mr. Vance declined to comment.

Before the meeting, Mr. Trump appeared to have been leaning toward a strategy of a smaller strike, followed by a bigger one if Iran did not give up its nuclear enrichment. But Mr. Vance's arguments seemed to resonate. And in the coming days, more officials moved toward the idea that the United States and Israel should jointly take aim not just at the Iranian missile and nuclear programs, but also at the leadership itself.

The C.I.A. had produced a series of scenarios that might play out if Ayatollah Ali Khamenei, the country's supreme leader, were killed in an offensive. They laid out multiple possible outcomes, as the numbers of variables made it difficult for the agency to assess with confidence what might happen.

One envisioned a hard-line cleric replacing Ayatollah Khamenei — perhaps even a leader more bent on acquiring a nuclear weapon. Another scenario predicted an uprising against the government, a possibility many intelligence officials thought was remote, given the weakness of Iran's opposition.

A number of senior Trump administration officials seized on a third scenario: that a faction of the Islamic Revolutionary Guard Corps more pragmatic than the hard-line clerics might take power. Even though a cleric was likely to still be nominally in charge, that group of I.R.G.C. leaders would actually lead the country.

Such a move would be a dramatic turn for an officer corps that had been staunchly anti-

American for four decades and deeply intertwined with Iran's clerical leadership.

But the C.I.A. analysis suggested that as long as the United States did not interfere with the economic activities of this faction, such as its influence in the oil industry, a group of officers might be conciliatory toward the United States. They might even give up Iran's nuclear program or prevent Iran's proxy forces from attacking the United States.

The C.I.A. declined to comment.

There were few voices lobbying against military action. One exception was Tucker Carlson, the right-wing podcaster and close ally of the president, who has met with him in the Oval Office three times in the past month to argue against an attack.

He outlined the risks to U.S. military personnel, energy prices and [Arab partners](#) in the region if the United States went to war with Iran. He told the president that he should not be boxed in by Israel, arguing that its desire to attack Iran was the only reason the United States was even considering a strike. He encouraged Mr. Trump to restrain Mr. Netanyahu.

The president said he understood the risks of an attack, but he conveyed to Mr. Carlson that he had no choice but to join a strike that Israel would launch. After Mr. Carlson left the White House midday on Feb. 23, he told others he thought Mr. Trump was leaning toward military action.

The White House ignored demands by some lawmakers that Mr. Trump get consent from Congress to launch a campaign against Iran, and made few efforts to make the case for war on Capitol Hill.

But on Feb. 24, hours before Mr. Trump's annual State of the Union address, congressional leaders from the so-called Gang of Eight gathered in a secure conference room in the Capitol to speak on video teleconference with Mr. Rubio and Mr. Ratcliffe. The two officials were just down Pennsylvania Avenue at the White House, but security arrangements for the president's speech made the two-mile trip onerous.

Mr. Rubio and Mr. Ratcliffe talked about the intelligence behind the strikes, the possible timing and the potential "off-ramp" — if the Iranians were to give up nuclear enrichment at upcoming talks.

And yet Mr. Rubio never mentioned that the administration was considering a regime-change operation.

In the briefing, Mr. Rubio argued that, no matter if Israel or the United States struck first, Iran would respond with a powerful barrage of weapons against U.S. bases and embassies. It was logical then, Mr. Rubio said, that the United States should act in concert with Israel, since America would be dragged in anyway. And Israel, Mr. Rubio said, was determined to act.

This logic sat poorly with some Democrats, who thought the Trump administration was letting Mr. Netanyahu dictate American policy — and was making a circular argument that the United States had to attack because its military buildup could prompt Iran to strike.

On Thursday, two days after the State of the Union address, Mr. Witkoff and Mr. Kushner traveled to Geneva to negotiate one more time with Abbas Araghchi, the English-speaking, America-savvy foreign minister.

The Iranians presented the Americans with a seven-page

plan with proposed levels of future nuclear enrichment, numbers that alarmed Mr. Witkoff and Mr. Kushner.

The Americans still wanted the Iranians to commit to zero enrichment, and proposed giving them free nuclear fuel for a civil nuclear program, but the Iranians refused, a U.S. official said. After the talks ended, Mr. Witkoff and Mr. Kushner told Mr. Trump they did not think a deal could be reached.

That day, Mr. Trump hosted four Republican senators in the Oval Office for a meeting on his legislative agenda. The conversation eventually turned to Iran.

Senator Lindsey Graham, Republican of South Carolina and a vocal proponent of striking Iran, said the president was frustrated and did not think the Iranians were interested in making a deal.

"I think President Trump really felt like he needed to pursue diplomacy, that he wanted to pursue diplomacy, that the military option was the last option," Mr. Graham said in an interview. He said he told Mr. Trump that he should not let the Iranians drag out the negotiations for too long.

"He was very comfortable with the idea that he tried," Mr. Graham said.

Others believe that the diplomacy was just pantomime — always [doomed to fail](#).

Barbara Leaf, a retired career diplomat who was an assistant secretary of state in the Biden administration overseeing Middle East policy, said it was obvious that Mr. Trump was heading inevitably toward military action, noting he deployed a second carrier strike group to the region in the midst of the talks.

"That was evidence of war planning," she said. "You don't

need that for more leverage in diplomacy. I was never in any doubt he would go for a military strike."

An Intelligence Coup

Mourning Ayatollah Ali Khamenei in Tehran on Sunday. The C.I.A. was able to locate Iran's supreme leader before U.S.-Israeli attacks began on Saturday. Credit...Arash Khamooshi for The New York Times

In fact, the United States and Israel were already discussing a potential strike on Wednesday, the day before the scheduled talks in Geneva. The White House moved it to Thursday night to give the Iranians one last chance to give up their nuclear enrichment ambitions. It was then pushed again until Friday, with the idea of hitting Tehran under the cover of darkness.

The timing was ultimately determined by [a remarkable intelligence coup](#).

The C.I.A., which had been closely tracking Ayatollah Khamenei's movements, learned that the supreme leader was planning to be at his residential compound in central Tehran on Saturday morning. Senior Iranian civilian and military leaders were also set to convene at the same location, at the same time. The C.I.A. passed the intelligence to the Israelis, and leaders of both countries decided to kick off the war with a bold "decapitation" strike in daylight.

As he flew to Corpus Christi on Friday afternoon to deliver a speech about energy, Mr. Trump gave the official go order.

Once on the ground, the president hinted that diplomacy had hit a wall, telling reporters that he was "not happy with the negotiation." For decades, he said, Iran had been "blowing the legs off our people,

blowing the face off our people, the arms. They've been knocking our ships one by one and every month there's something else."

While there were [ample clues](#) that the Americans were preparing a possible assault, the Iranians believed a strike was unlikely to happen in daylight,

according to four Iranian officials.

It was Saturday morning, the beginning of the workweek in Iran, when children were at school and people headed to work.

Those who attended the meeting of the Supreme National

Security Council felt no urgency to meet in underground bunkers or other secret locations that might be unknown to American or Israeli spies.

Ayatollah Khamenei told a close circle that, in the event of a war, he preferred to stay in place and become a martyr rather than be judged by his-

tory as a leader who had gone into hiding, according to the officials.

He was in his office in another part of the compound as senior leaders gathered for their meeting. He asked to get a briefing when it concluded.



March. 03, 2026

CIA working to arm Kurdish forces to spark uprising in Iran, sources say

The CIA is working to arm Kurdish forces with the aim of fomenting a popular uprising in Iran, multiple people familiar with the plan told CNN.

The Trump administration has been in active discussions with Iranian opposition groups and Kurdish leaders in Iraq about providing them with military support, the sources said.

Iranian Kurdish armed groups have thousands of forces operating along the Iraq-Iran border, primarily in Iraq's Kurdistan region. Several of the groups have released public statements [since the beginning of the war](#) hinting at imminent action and urging Iranian military forces to defect. Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) [has been striking](#) Kurdish groups and said on Tuesday that it targeted Kurdish forces with dozens of drones. The CIA support for Iranian Kurdish groups began se-

veral months before the war, one of the sources and a senior Kurdistan Regional Government official said.

Also on Tuesday, President Donald Trump spoke with the president of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI), Mustafa Hijri, according to a senior Iranian Kurdish official. KDPI was one of the groups targeted by the IRGC.

Iranian Kurdish opposition forces are expected to take part in a ground operation in Western Iran, in the coming days, the senior Iranian Kurdish official told CNN.

"We believe we have a big chance now," the source said, explaining the timing of the operation. The source added the militias expect US and Israeli support.

Trump also called Iraqi Kurdish leaders on Sunday to discuss the US military operation in Iran and how the US and the Kurds could work

together as the mission progresses, two US officials and a third source familiar with the conversations said, as first reported by Axios.

Any attempt to arm Iranian Kurdish groups would need support from the Iraqi Kurds to let the weapons transit and use Iraqi Kurdistan as launching ground.

"[It's] very dangerous, but what can we do? We cannot stand against America," said the senior Kurdistan Regional Government official. "We are very frightened."

One person familiar with the discussions said that the idea would be for Kurdish armed forces to take on the Iranian security forces and pin them down to make it easier for unarmed Iranians in the major cities to turn out without getting massacred again as they were during unrest in January. Another US official said the Kurds could help sow chaos in the region and stretch the Iranian regime's military re-

sources thin. Still other ideas have centered around whether the Kurds could take and hold territory in the northern part of Iran that would create a buffer zone for Israel.

On Wednesday, Iraq's national security adviser Qasim al-Araji said in a statement that Iraq will not allow groups "to infiltrate or cross the Iranian border to carry out terrorist acts from Iraqi territory."

"The Kurdistan Region's Interior Ministry has sent Peshmerga security reinforcements to the border strip with Iran," he added.

The CIA declined to comment for this story.

Asked about US support for the Kurds, Secretary of Defense Pete Hegseth told reporters on Wednesday that "none of our objectives are premised on the support of the arming of any particular force. So what other entities may be doing, we're aware

of, but our objectives aren't centered on that."

'Clearly trying to jump-start' an uprising

Alex Plitsas, a CNN national security analyst and former senior Pentagon official under former President Barack Obama, said that the US "is clearly trying to jump-start" the process of Iranians overthrowing the regime by arming the Kurds, a historic US regional ally.

"The Iranian people are generally unarmed as a whole and unless the security services collapse, it'll be difficult for them to take over unless someone arms them," Plitsas told CNN. "I believe the US is hopeful that this will inspire others on the ground in Iran to do the same."

Jen Gavito, a former senior State Department official specializing in the Middle East under former President Joe Biden, said that she is concerned about whether the implications of arming the Kurds have been fully considered.

"We are already facing a volatile security situation, on both sides of the border," Gavito told CNN. "This has the potential to undermine Iraqi sovereignty and essentially empower armed militias with no accountability and with little understanding of what it may set in motion."

In recent days, the Israeli military has been striking Iranian military and police outposts along its border with Iraq, in part to lay the groundwork for the possible flow of armed Kurdish forces into northwest Iran, one of the sources said. An Israeli

source said those strikes are likely to intensify in the coming days.

Still, any US and Israeli support for a Kurdish ground force tasked with helping to dislodge the Iranian regime would need to be extensive, the people familiar with the matter said. US intelligence assessments have consistently indicated that the Iranian Kurds don't currently have the influence or resources to bolster a successful uprising against the government, said one of the people. And Iranian Kurdish parties are looking for political assurances from the Trump administration before committing to join any resistance effort, according to a source familiar with the matter.

Kurdish opposition groups are also fractured with a history of tension, differing ideologies, and competing agendas, and some Trump officials who have been involved in the discussions about supporting the groups have concerns about their motivations in aiding the US.

Officials have raised the question of whether that dynamic could jeopardize a US-Kurds working relationship now, given the amount of trust needed for this type of cooperation.

"It may not be as simple as Americans convincing a proxy force to fight on its behalf," a Trump administration official said. "You have a group of people who are thinking about their own interests, and the question is whether getting them involved aligns with their interests."

The US has a long history

with Kurdish forces

The Kurdish people are an ethnic minority group without an official state. Today, there are [an estimated 25-30 million Kurds](#), the majority living in a region that stretches across parts of Turkey, Iraq, Iran, Syria and Armenia. Most Kurds are Sunni Muslims, but the Kurdish population has diverse cultural, social, religious and political traditions as well as a variety of dialects.

Many Trump administration officials have privately warned of the disillusionment Kurdish forces have felt when working with the US in the past, and their frequent complaints of feeling hung out to dry by the Americans.

The senior Kurdistan Regional Government official said that part of the problem is that "one day Trump says we will overthrow the regime, the next day he says something different. The policy is not clear."

"There is no doubt that the Kurdish people overwhelmingly oppose the regime of the Islamic Republic of Iran," the official said. "They view it as oppressive and destabilizing, and they would welcome meaningful US support aimed at ending its malign influence. Yet they also fear being abandoned once again."

"There is a concern that if an uprising is unsuccessful and the US withdraws, it will add to the narrative of abandoning the Kurds," said Plitsas. Trump's former Secretary of Defense Jim Mattis [re-signed in part](#) because Trump moved to pull US forces out of Syria in his

first term, which Mattis viewed as an unacceptable abandonment of the US' Kurdish allies there.

The CIA has a long, complex history of working with Iraqi Kurdish factions dating back decades as part of the US war in Iraq. The agency currently has an outpost in Iraqi Kurdistan located near the border with Iran, according to two people familiar with the matter. The US also has a consulate in Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan, and US and coalition troops are based there as part of the anti-ISIS campaign.

Some Kurds had hoped that in exchange for working with US forces, the semi-autonomous Kurdistan region of Iraq would win its independence, though that never came to fruition.

The US also leaned heavily on Kurdish forces in recent years as part of its campaign to counter Islamic State forces in Iraq in Syria. That has included taking on the responsibility of guarding thousands of ISIS detainees at makeshift prison camps in the north of that country.

However, earlier this year the new, US-aligned Syrian government launched a swift military campaign to take control of the country's north that included attacks against ISIS and pushing out Kurdish Syrian Democratic Forces. Facing that campaign, Kurdish forces evacuated and stopped guarding the ISIS prisons when US forces pulled out of the country. In January, the US' Special Envoy for Syria Tom Barrack said that the purpose of the US' alliance with the SDF had "largely expired."

Le Monde

Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade, Yann Richard
03 mars 2026

Attaque en Iran : « La République islamique a rompu le lien qu'elle avait voulu établir entre l'Etat et le peuple »

Dans une tribune au « Monde », les chercheurs Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard reviennent sur deux siècles d'opposition entre Iran et Occident, et posent la question de savoir si la situation actuelle doit être lue comme un échec du régime ou de la nation iranienne elle-même.

Les Iraniens ont le privilège de ne jamais avoir été colonisés et de s'être relevés des épreuves de l'histoire en maintenant leur identité nationale. Au début du XX^e siècle, profitant de la rivalité russo-britannique, le peuple iranien a gagné un minimum de droits démocratiques, un Parlement et une Constitution. Mais la nouvelle entente entre Londres et Saint-Petersbourg et l'occupation de l'Iran par des troupes belligérantes entre 1914 et 1918 rendaient caducs les espoirs de réforme.

Après un coup d'Etat patronné par les Anglais en 1921, la dynastie nouvelle des Pahlavi offrait une façade moderne et sécularisée à l'Etat iranien : de nombreuses réformes administratives permettaient d'unifier le pays. Cette survie avait un prix, car les Britanniques, jusqu'en 1951, avaient la mainmise sur les ressources pétrolières. La nationalisation de cette richesse stratégique, après la fin de l'occupation soviéto-britannique pendant la seconde guerre mondiale, redonnait aux Iraniens leur fierté nationale.

La hantise du communisme

mobilisa le clergé chiite avec le soutien américain pour renverser le gouvernement de Mohammed Mossadegh [premier ministre entre 1951 et 1953], un leader de la trempe de Gandhi et de Nasser. Le jeune chah Mohammad Reza Pahlavi, qui le détestait, a joué le rôle du rempart contre l'URSS en utilisant l'aide de Washington et en gouvernant l'Iran de manière despotique. Mis à part l'enrichissement impressionnant que lui a procuré le pétrole, son principal souci était d'équiper une armée pléthorique et ultramoderne. La révolution de 1979, dirigée contre lui et les élites occidentalisées autant que contre la tutelle américaine, a donné l'espoir aux Iraniens de réaliser le rêve de Mossadegh.

Plus encore que dans le renversement du gouvernement nationaliste de 1953, l'intervention du clergé a été décisive. Les intellectuels comme les masses « dépayannées » ont vu l'autorité religieuse comme l'antidote idéal à l'influence occidentale. Les élites nationalistes libérales ont cru qu'une fois la monarchie renversée, Khomeyni et les ayatollahs leur laisseraient la place.

Beaucoup d'Iraniens ont alors espéré fonder une nouvelle légitimité nationale et résoudre l'antagonisme entre l'Etat et la nation. La longue guerre [1980-1988] déclenchée par l'Irak de Saddam Hussein, terminée sans vainqueur, a consolidé la République islamique et donné la légitimité patriotique à la nouvelle armée de miliciens : les

gardiens de la révolution.

Différentes vagues de répression, notamment contre les mossadéghistes, perçus par les khomeynistes comme des « libéraux », et les organisations de gauche marxiste, ont soudé le nouveau régime. Mais la rupture brutale des relations avec Washington, lors de la prise en otage des diplomates américains [durant quatre cent quarante-quatre jours, de novembre 1979 à janvier 1981, à l'ambassade des Etats-Unis, à Téhéran], a mis la République islamique dans la posture d'un pays paria pour l'Occident. Les sanctions économiques l'ont empêchée de tirer du pétrole et du gaz – qui représentaient respectivement les cinquième et deuxième réserves mondiales – de quoi nourrir sa population, rebâtir les infrastructures détruites par la guerre et reconstituer une armée efficace.

Le « Grand Satan »

La politique étrangère de la République islamique a habilement utilisé des failles de la stratégie américaine : en Afghanistan et en Irak, Téhéran s'est curieusement retrouvé allié de Washington contre le radicalisme djihadiste ou taliban. Avec les monarchies arabes, l'Iran a connu des périodes de gel, d'hostilité puis de coopération régionale. Dans les terrains conflictuels, des alliances militantes, au Yémen, au Liban, en Syrie ou en Irak et finalement même en Afghanistan, ont permis à la République islamique de se présenter en force menaçante pour Israël et l'hégémo-

nie américaine.

C'est avec la Russie que le redressement a été le plus spectaculaire : avec l'alignement, dans le Caucase, des autorités iraniennes sur l'effort russe pour rétablir sa loi en Tchétchénie, Géorgie, et Arménie. Mentionnons aussi l'efficacité de la coopération militaire entre Moscou et Téhéran – avec les drones Shahed notamment – et la recherche, par la mer Caspienne, d'une alternative au golfe Persique pour exporter son pétrole vers les pays européens. Avec la Chine, l'Iran trouve à échanger son pétrole contre des biens industriels sans passer par le dollar.

Pourtant, la question nucléaire, dont l'Iran a fait un enjeu stratégique, a compromis ces efforts. En contradiction avec la lettre du traité de non-prolifération, et pour se prémunir virtuellement contre une nouvelle guerre comme celle avec l'Irak, la République islamique a procédé à l'enrichissement clandestin de l'uranium.

Mais, à l'issue de difficiles négociations, Téhéran a accepté, le 14 juillet 2015, de signer le Joint Comprehensive Plan of Action, [un accord permettant la suppression progressive des sanctions économiques](#). Cette signature suscita l'euphorie. Sans aucun doute, son application aurait-elle permis une reprise économique en contradiction avec l'idéologie militante de la République islamique. Seulement, en 2018, le président Donald Trump a retiré la signature américaine et blo-

qué le processus, à la grande satisfaction d'Israël. Les Européens, menacés de représailles juridiques et économiques, ont suivi Washington.

Affaiblie, la République islamique s'est alors lancée dans des combats idéologiques contre Israël ou l'Arabie saoudite en soutenant dans toute la région des groupes armés non étatiques : l'« **axe de la résistance** », avec le **Hezbollah libanais**, les **hou-**

thistes yéménites et les milices irakiennes. Ces coûteux relais d'influence, aujourd'hui affaiblis, ont réduit la marge de manœuvre de la République islamique, et confirmé que le cœur du problème est le règlement de la relation avec les Etats-Unis, le « Grand Satan ».

Restait la question du pacte de confiance entre le régime et le peuple iranien. La République islamique a rompu le lien qu'elle avait voulu établir

entre l'Etat et le peuple et en vient à commettre, en pire, les horreurs que la révolution avait reprochées à la monarchie. Le rêve de rendre la force politique au peuple, la volonté irréductible des Iraniens de se rendre pleinement maîtres de leur destin ne semblent pas compatibles avec les interventions israélo-américaines. Pour autant, cette nouvelle étape douloureuse ne saurait étouffer ces aspirations.

Jean-Pierre Digard est ethnologue et anthropologue, directeur de recherche émérite au CNRS ; **Bernard Hourcade** est géographe, directeur de recherche émérite au CNRS ; **Yann Richard** est professeur émérite à l'université Sorbonne-Nouvelle, spécialiste de l'Iran, il est notamment l'auteur du « Grand Satan, le shah et l'imam. Les relations Iran/Etats-Unis jusqu'à la révolution de 1979 » (CNRS Editions, 2022).



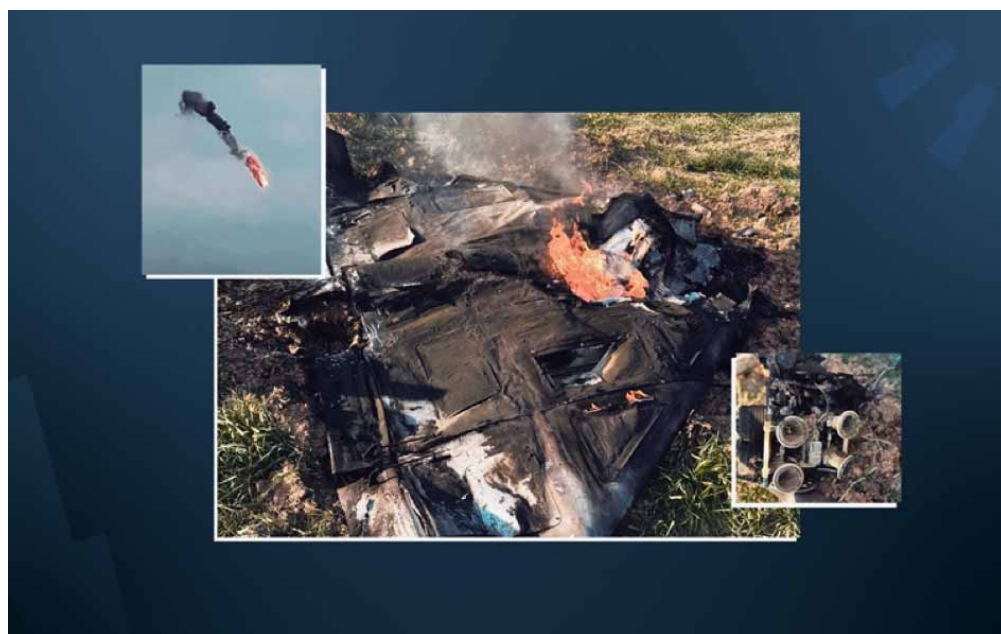
March .03, 2026

Erbil attacked with over 70 missiles, drones

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein said on Monday that Erbil has been targeted with more than 70 missiles and drones as regional tensions continue to spill over into Iraq.

Speaking by phone with his Emirati counterpart, Hussein said Iraq has "become a victim" of Iran's war with the US and Israel, which began on Saturday when Tel Aviv and Washington carried out coordinated strikes on Tehran, killing Iran's long-time Supreme Leader Ali Khamenei.

Iraq "is facing attacks from different parties involved in the conflict, further complicating the security situation. The city of Erbil has been targeted with more than 70 missiles and drones, while other parties have struck locations in southern and western Iraq," Hussein told Abdullah bin Zayed Al Nahyan, according to a statement from his office.



Aftermath of drone attacks in Erbil. Graphic: Rudaw

"The foreign minister reiterated Iraq's firm position calling for a ceasefire and the containment of escalation in order to protect civilians and safeguard the security and stability of the region," the statement added.

Erbil came under a new wave of drone attacks on Monday, most of which were intercepted. Debris from the intercepted drones caused material damage in the city.

The Kurdistan Freedom Party

(PAK), an Iranian Kurdish opposition party, said on Monday that two of its bases in Erbil were targeted by Iran.

Iran has confirmed targeting the Kurdistan Region.

Succession d'Ali Khamenei en Iran : « Alireza Arafî s'est taillé une place de choix dans les rouages de l'institution cléricale au pouvoir »

L'historienne Sabrina Mervin retrace, dans une tribune au « Monde », comment le Guide suprême de la révolution islamique, Ali Khamenei, mort le 26 février, a tissé son pouvoir en Iran et évoque les enjeux relatifs à sa succession.

La carrière d'Ali Khamenei corrobore l'adage voulant qu'en histoire, il n'y a pas d'homme exceptionnel mais des circonstances exceptionnelles. Amoureux des lettres et de la musique, militant anti-Pahlavi [*la dynastie du chah d'Iran*] appliqué, il s'est attaché à l'idéologie de Khomeyni [*Guide de la révolution de 1979 à 1989*] quand, le 27 juin 1981, il réchappe d'un attentat. Le lendemain, une bombe au siège du Parti de la République islamique élimine 70 de ses membres... quelques mois plus tard, Khamenei sera élu président de la République.

Peu avant sa mort, Khomeyni destitue celui qu'il avait désigné comme son dauphin, Hossein Montazeri, et couche Khamenei sur son testament. Le 4 juin 1989, il sera élu Guide suprême de la Révolution islamique par l'Assemblée des experts. Pourtant, ce personnage de second rang dans la hiérarchie du clergé chiite n'a ni le niveau requis en sciences religieuses pour exercer l'autorité suprême, ni le charisme de son maître. Les ayatollahs Khomeini [*mort en 1992*], puis Sistani, à Najaf, dans l'Irak voisin, attirent plus d'adeptes qui se réfèrent à leurs fatwas

parmi les chiites du monde entier. Khamenei a aussi des concurrents dans le clergé, à Qom ou à Machhad, et il est peu suivi en Iran. Alors, au fil des ans, il consolide son autorité religieuse et renforce son pouvoir pour parvenir à ce qu'il est à sa mort, après trente-six ans de règne : la figure tutélaire de la République islamique d'Iran.

Il développe d'abord, grâce à ses moyens financiers, son autorité hors de l'Iran. En islam chiite, les autorités de référence, les *marja*, perçoivent les impôts religieux que leur versent les fidèles et les redistribuent pour développer des institutions religieuses et de bienfaisance. C'est un cercle vertueux : plus ils comptent d'adeptes, plus ils fondent d'écoles ou de mosquées qui leur permettent d'en attirer de nouveaux. Or, selon un adage bien connu des Iraniens, Khamenei reçoit peu d'« argent de l'impôt » mais il capte « l'argent du pétrole », pour financer des activités organisées par ses agents sur place et supervisées par son bureau à Téhéran comptant aujourd'hui 5 000 personnes. Il accroît ainsi son autorité religieuse et implante l'idéologie de la République islamique avec plus ou moins de succès auprès de ses alliés en Irak, au Liban ou au Yémen, et jusque dans les moindres recoins du monde chiite : au Pakistan ou au Cachemire, par exemple, où son assassinat va provoquer des réactions.

Faire perdurer le système
Tout en cultivant la facette

spirituelle de sa fonction, il met le judiciaire sous sa coupe, s'adjoint le réseau des imams du vendredi et s'allie au corps des gardiens de la révolution, dont il est proche depuis la guerre Iran-Irak [*1980-1988*] et qui devient un acteur militaire et économique de premier plan. Ensemble, ils tiennent une bonne partie de l'Etat iranien et s'emploient à préserver l'idéologie de la « révolution » et à l'exporter, mais aussi à s'enrichir. La corruption va bon train. A la tête de ce système juteux, Khamenei a pu résister à toutes les formes d'opposition qui se sont dressées face à lui – des réformateurs aux mouvements de contestation successifs – en exerçant un pouvoir autocratique de plus en plus répressif.

Atteint d'un cancer, âgé de 86 ans, Ali Khamenei préparait sa succession, qui faisait débat en Iran depuis plusieurs années, et **la guerre de juin 2025 menée par les Etats-Unis** l'a mis sous pression. Après sa mort, en attendant l'élection de son successeur – qui requiert la réunion des 88 membres de l'Assemblée des experts –, un conseil de direction provisoire de trois personnes a été formé conformément à la Constitution, avec le président, le chef du judiciaire et un membre du Conseil des gardiens choisi par le Conseil de discernement. Alireza Arafî pourrait être le successeur du Guide susceptible de faire perdurer le système. Il a les compétences religieuses requises et dispose de puis-

sants réseaux à l'étranger puisqu'il a dirigé, de 2009 à 2018, la fameuse université Al-Mustafa qui regroupe 40 000 étudiants issus de 130 pays. Celle-ci a été conçue par Khamenei pour former les clercs chiites étrangers en sciences religieuses, à la manière bureaucratisée de la République islamique.

En 2016, Khamenei l'a nommé à la direction du *hozeh* [*le séminaire*] qui forme le personnel religieux en Iran. En outre, Alireza Arafî s'est taillé une place de choix dans les rouages de l'institution cléricale au pouvoir. En attendant, au sein de ce triumvirat, il manœuvre avec le concours d'Ali Larjani, de retour depuis août 2025 au Conseil suprême de sécurité nationale. Très influent, membre d'une puissante fratrie, il est souvent considéré comme l'homme capable de faire face à la coalition israélo-américaine.

L'objectif de l'équipe de transition en place est d'assurer la poursuite d'un système fortement ancré en Iran – même s'il est honni par la majorité de la population – et qui possède des ramifications hors des frontières nationales. Il va être difficile de le faire tomber à coups d'assassinats ciblés illégitimes au regard du droit international qui, en Iran, privent le peuple de la possibilité de juger ses dirigeants pour les exactions commises et, ailleurs, attise les conflits et ravive les sentiments anti-américains.



March 03, 2026

Kurdish party says attacked in Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Freedom Party (PAK), an Iranian Kurdish opposition party, said on Monday that two of its bases in the Kurdistan Region were targeted by Iran.

"Another base of the Kurdistan National Army in Prde [Altun Kupri] came under a drone attack," said PAK in a statement. Prde is located on the Erbil-Kirkuk border.

"In recent days, the occupying enemy has repeatedly targeted the bases and headquarters of the Kurdistan National Army with drone strikes. The enemy's missile and drone attacks will not weaken our resolve, and the will and faith of the Peshmerga of the Kurdistan National Army are stronger than Iran's missiles and drones," it added, referring to its armed wing. The party said in a separate



PAK forces. File photo: PAK

statement earlier in the day that one of its bases near Erbil's Gomaspan area was targeted. PAK bases in the Kurdistan Re-

gion have been targeted several times since the US and Israel launched a war with Iran on Saturday.

PAK and several other Iranian Kurdish parties announced an alliance late last month.



March 03, 2026

PUK says Trump 'clarified' his objective on Iran war in call with party leader

ERBIL, Kurdistan Region - US President Donald Trump explained the objective of Washington's war against Iran in a phone call with Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Bafel Talabani, the party said on Tuesday. Axios reported on Tuesday that Trump spoke by phone with Talabani and Kurdistan

Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani to discuss America's joint war with Israel against Iran.

Talabani told a politburo meeting on Tuesday that Trump "clarified the objectives of the United States in the current war" with Iran, according to a PUK statement. "In the [politburo] meeting,

President Bafel noted that President Trump offered an opportunity to better understand US objectives and to discuss joint support for building a strong partnership between the United States and Iraq," the statement added.

President Masoud Barzani has yet to confirm the phone call with Trump.

The PUK is the de facto ruler of Sulaimani and Halabja provinces, while the KDP controls Erbil and Duhok. All four provinces share borders with Iran, except for Duhok, which is Iraq's only province that borders Turkey.

The White House has not confirmed the phone calls between Trump and the Kurdish

politicians, but its spokesperson, Karoline Leavitt, told Axios that Trump “has been in contact with many allies

and partners in the region throughout the past several days.” Rudaw has learned that

Trump has also spoken by phone with Mustafa Hijri, leader of the Democratic Party of Iranian Kurdistan

(PDKI), an Iranian Kurdish opposition party based in the Kurdistan Region.

The New York Times

March 3, 2026

Trump Letter to Congress Justifying Iran Strikes Outlines No Imminent Threat

The president told lawmakers that the objective of the assault was to “neutralize Iran’s malign activities,” but did not present evidence of immediate plans by Tehran to attack the United States.

President Trump has told Congress he ordered the United States military to carry out sweeping airstrikes on Iran, killing its top leaders and triggering counterattacks across the region, to advance American national interests and eliminate Iran as a global threat, contradicting his administration’s claim that the attack was necessary to respond to an imminent threat.

In a legally mandated, unclassified letter submitted on Monday, Mr. Trump declared that the military operation was designed to “neutralize Iran’s malign activities.” It was sent amid shifting explanations from senior administration officials about the justification for the strikes, calling into question their legality as the House and Senate prepare for votes this week on whether the president needs congressional authorization to use force in Iran.

The letter said the mission targeted Iran’s missile stockpile, nuclear program and navy, aligning with the objectives outlined by Secretary of State Marco Rubio on Capitol Hill on Monday. And it laid out a sweeping



A letter from President Trump submitted to Congress on Monday said the military attack on Iran was designed to “neutralize Iran’s malign activities.” Tierney L. Cross/The New York Times

range of strategic goals. The president wrote that the strikes were undertaken to protect the U.S. homeland and forces in the region, and “advance vital United States national interests, including ensuring the free flow of maritime commerce through the Strait of Hormuz.”

The letter made no mention of plans to overthrow the current leadership in Tehran, even though the president called on Iranians to “take over your government” as the United States launched its opening salvo on Saturday morning.

It did echo the [rationale put forward by Mr. Rubio on Monday](#) that the United States acted over the weekend because Israel was prepared to strike with or without the Trump administration, and that Iranian counterattacks would target American troops.

The letter said the American-Israeli bombing campaign on Tehran, which killed the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, was carried out “in collective self-defense of our regional allies, including Israel.”

But the president on Tuesday rejected the idea that Israel forced his hand in the lead up to the strikes.

“No, I might have forced their hand,” Mr. Trump told reporters in the Oval Office.

Mr. Rubio also sought on Tuesday [to walk back his own suggestion](#) a day earlier that the strikes had been made to confront the “imminent threat” that an attack by Israel would prompt Iran to target U.S. forces.

Officials with access to U.S. intelligence have said Mr. Trump has exaggerated the immediacy of any threat

Iran posed to the United States.

The letter also affirmed that no ground forces were used in the strikes, but suggested that the United States could be engaged in a prolonged military operation against Iran, an out-

come that top Trump officials including Mr. Rubio [have not ruled out](#).

“Although the United States desires a quick and enduring peace, it is not possible at this time to know the full scope and duration of military operations that may be

necessary,” the letter stated.

The letter specified that the administration sent it to Congress in an effort to keep lawmakers “fully informed” about the operation, in compliance with the war powers law. The

Senate and House are gearing up to [vote in the coming days on resolutions](#) that seek to block Mr. Trump from continuing to attack Iran without approval from Congress under that law, but Republicans are expected to block the bills.



March 03, 2026

Rojhelat security, military bases targeted as strikes intensify along borders

ERBIL, Kurdistan Region - United States and Israeli forces expanded their aerial and missile campaign across western Iran (Rojhelat) on the fourth day of the war between the two sides, striking a growing number of security and military installations, with a particular focus on border regions.

According to confirmed reports, targets across the Kurdish cities of Urmia and Sanandaj, as well as the Kurdish-majority provinces of Kermanshah and Ilam and the predominantly Luri province of Lorestan, included bases belonging to the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) and Border Guard units, both within urban centers and in surrounding villages.

Ilam province

Since early Tuesday



A plume of smoke rises after a strike on the Iranian capital Tehran, on March 3, 2026. Photo: AFP

morning, military bases, missile sites, and air defense positions across Ilam province have been bombarded by aircrafts. The intelligence directorate and the police command center at Beheshti Square in Ilam city were struck multiple times, along with several IRGC facilities, including the provincial

command known as the Amir al-Mu'minin Corps.

A resident told local media that loud explosions were heard and that the IRGC command was hit at least five times.

Official media in Ilam reported that two Iranian soldiers were killed after

military bases in Sirvan were targeted. Provincial outlets also said that a teacher and two students from Ilam province were killed in US and Israeli attacks over the past few days.

Social media posts indicated that residents of Ilam, Mehran, and Sarableh were fleeing

urban areas.

Social media posts indicated that residents of Ilam, Mehran and Sar-ableh were fleeing urban areas.

West Azerbaijan province

Several locations in West Azerbaijan's Kurdish city of Urmia were struck by aircraft and missiles on Tuesday. Media reports, some confirmed by Rudaw, said IRGC headquarters, Basij centers, and Border Guard command facilities were targeted. There were also unconfirmed reports of strikes on the intelligence directorate and the Revolutionary Court building.

The IRGC public relations office said a missile hit a residential home in the Qasimiyeh neighborhood, killing an elderly man and woman. An IRGC barracks at Razhan intersection in the Margavar region was also targeted, with local resi-

dents reporting at least seven IRGC members killed.

In Oshnavieh, IRGC command and intelligence centers, bases in Nalas and the village of Naliwan, and the court building were targeted. The IRGC said a civilian home in Oshnavieh was struck, killing an entire family.

Rudaw confirmed at least one civilian death and several injuries in the province, though casualties among security forces have not been officially disclosed.

Strikes also continued in Mahabad and Piran-shahr, where IRGC and police bases were targeted. Powerful explosions were reported in and around Mahabad, including at a Basij base in the city center and at IRGC positions in the Tapeh Qazi neighborhood and the village of Gok Tapa.

Kurdistan province
Military and security sites in Sanandaj city in Kurdistan province re-

mained under bombardment. On Tuesday night, the provincial police command center at 12 Farvardin Square was hit multiple times. The IRGC command center, a Basij base, and Police Station No. 14 in the Baharan neighborhood were also struck, along with a target in the Sa'adi neighborhood.

Lorestan province

In Lorestan, several sites in Borujerd and Kuhdasht were targeted, including IRGC and Iranian Army bases. State media reported that a Red Crescent emergency station on the Khorramabad-Borujerd road was hit, injuring four people.

The Martyrs Foundation in Borujerd said three IRGC and Army officers were killed. In Kuhdasht, three people were reported dead and another injured.

Some residents of Khorramabad left for nearby villages, though local police denied reports of

a wider evacuation. Kermanshah province

In Paveh, IRGC bases were heavily bombarded, with reports saying the main base was completely destroyed. Published accounts indicated several IRGC members were killed, along with at least two civilians who were near the site.

Explosions were also reported in Kangavar, though the specific targets remain unclear. In Kermanshah city's Darnesh neighborhood, reports suggested that an IRGC ammunition depot was struck.

Iranian authorities have not regularly released casualty figures, making it difficult to verify the total number of victims. Ongoing internet disruptions have further limited the flow of information, raising the possibility that additional details about the strikes may yet emerge.

A Van, en Turquie, le temps suspendu des réfugiés iraniens

Quelques milliers d'Iraniens résident dans cette ville de la Turquie orientale.

Avant d'envisager de retourner dans leur pays, ils attendent, « circonspects », de voir sur quoi débouchera l'offensive israélo-américaine contre le régime de la République islamique

Les passages se font au compte-gouttes, les mines sont fermées et les paroles rares. Au poste-frontière de Kapiköy, l'un des trois points de passage de la frontière turco-iranienne, surplombé de montagnes blanches de neige, les files d'attente qui, autrefois, faisaient partie du décor semblent d'un autre temps, en ce lundi 2 mars. Dans les heures qui ont suivi les premiers bombardements américano-israéliens en Iran, samedi matin, les entrées en Turquie ont été strictement limitées, par les douanes iraniennes, aux seuls détenteurs de visas et de passeports étrangers. La même restriction avait été mise en place lors de la répression massive des manifestants en janvier.

Devant l'imposante grille des douanes turques, les Iraniens rentrant au pays se comptent également sur les doigts d'une main. Seuls sont autorisés les voyageurs à pied, pour une raison non précisée. On y croise trois ouvriers fumant leurs cigarettes à la chaîne et disant sans détour pleurer la mort du Guide suprême, Ali Khamenei. Un jeune étudiant qui, comme beaucoup ici, refuse de donner sa véritable identité, affirmant seulement vouloir rentrer chez lui, auprès de ses parents, à Ourmia, non loin de la frontière, un baluchon à la main et « la peur au ventre ». Et puis il y a cette dame âgée, accompagnée de sa fille, qui, après avoir vu



Des ressortissants iraniens après leur passage au poste-frontière de Kapiköy entre la Turquie et l'Iran, en attente d'un transfert vers le centre-ville de Van (Turquie), le 2 mars 2026. DILARA SENKAYA/REUTERS

quelques jours, à Istanbul (Turquie), son fils, opposant au régime et exilé depuis quatre ans, s'est décidée à retraverser la frontière, malgré les bombardements ininterrompus engagés depuis trois jours.

« Nous vivons en dehors de Téhéran, à la campagne, c'est plus sûr, dit-elle dans un sourire, avant de lâcher d'un trait : Je veux voir ce régime tomber de mes yeux, je le dois à tous ceux qui ont souffert ou qui ne peuvent pas encore rentrer en Iran. »

« Je meurs d'envie d'y aller »

Derrière elle, la ville de Van et sa bonne heure de route. Plus grande agglomération

de l'Extrême-Est turc, cette cité carrefour a toujours été le premier point de chute des Iraniens, exemptés de visa en Turquie. En l'absence de statistiques détaillées, on estime, selon les sources, à quelques milliers, peut-être plus de 10 000, les Iraniens possédant un statut de réfugié temporaire et résidant à Van ; à plus de 750 000 les touristes venus d'Iran en 2025.

C'est ici, d'habitude, que l'on sent au plus près les soubresauts du voisin si proche. Ici que les jeunes Iraniens viennent prendre l'air, faire des courses quand ils en ont les moyens et trouver une connexion Internet. Or, comme la frontière, Van est morne et glaciale, ses ave-

nues sont d'un calme presque total. A déambuler dans le centre, ses hôtels, ses petites discothèques et sa « rue des parapluies », connue pour être avec ses bars et ses restaurants aux menus en farsi l'épicentre de la vie nocturne des Iraniens, tout laisse penser que l'heure n'est pas encore à la mobilisation et au retour en masse au pays.

« Je meurs d'envie d'y aller, mais cela est impossible, il y a non seulement les risques liés aux bombardements, mais aussi le fait que le pouvoir et ses hommes sont toujours en place. Je serais exécuté dans l'instant s'ils m'arrêtaient », souffle un jeune exilé, sous le couvert de l'anonymat, condamné à

mort par le régime pour son activisme au cours de manifestations.

« **Le régime est toujours là** »

« *Docteur Ayaz* », comme on l'appelle, est plus prolixe. Ce dentiste de 56 ans, réfugié depuis sept ans à Van, titulaire d'un permis de séjour renouvelable tous les ans, boit d'un geste lent son thé dans un grand café de l'avenue centrale Fevzi-Çakmak. In-

carcéré pendant cinq ans dans la prison d'Evin, soumis à 160 coups de fouet pour avoir critiqué le pouvoir islamique sur un blog, en 2011, il a fui son pays un jour de juillet 2019 après avoir été poursuivi une seconde fois par les autorités pour participation à un rassemblement non autorisé.

Comme tous ici, il est sans nouvelles de ses proches en raison de la coupure du réseau : « *Comment voulez-*

vous rentrer aujourd'hui en Iran ? Donald Trump appelle au soulèvement et nous demande de "saisir ce moment", mais le régime est toujours là. D'ailleurs, le président américain dit lui-même qu'il compte désormais négocier avec ses représentants. Vont-ils laisser en place ceux qui n'ont pas succombé aux bombes ? Vont-ils s'accommoder avec eux comme ils l'ont fait avec le Venezuela ? »

Le docteur Ayaz ajoute : « *J'ai*

toujours été persuadé que le seul moyen d'abattre ce régime était la force militaire brute, il n'y a pas d'autres options. Cela étant dit, est-ce que les Américains et les Israéliens le font pour les Iraniens ou pour leurs propres intérêts ? Vu le chaos et l'incertitude, permettez-moi d'être comme la majorité ici, c'est-à-dire circonspect. » De grands changements sont en cours, il dit en être persuadé. « *Mais je ne rentre pas. Pas aujourd'hui en tout cas.* »

The New York Times

Steven Erlanger
March 3, 2026

Iran's Strategy: Expand the War, Increase the Cost, Outlast Trump

The Islamic Republic is aiming to draw out the conflict and broaden the fighting. That would force President Trump to risk more casualties and more political capital.

The Islamic Republic of Iran's first priority is to survive. To do that, its leaders will want to [drive up the cost of the war for President Trump](#) — in terms of American casualties, energy costs and inflation — to try to persuade him to declare victory and go home.

Faced with the [overwhelming firepower of the United States](#) and Israel, diplomats and analysts say, Iran is working to enlarge the battlefield from its own territory to the broader region. The goals are to damage oil and gas infrastructure in neighboring countries, shut the Strait of Hormuz to shipping and curtail air traffic — all to disrupt the economies of the Persian Gulf and drive up global energy prices and inflation. Iran will also be trying to exhaust the number of expensive missile interceptors held by its enemies. "The war has become a test of wills and stamina," said Vali Nasr of the Johns Hopkins

School of Advanced International Studies in Washington. "Iran is facing qualitatively superior militaries, so the strategy is to test their will by expanding the battlefield, complicating the war and increasing the danger to the world economy."

The strategy is not complicated.

Ali Vaez, the Iran director of the Brussels-based think tank International Crisis Group, said, "The Iranians want to spread the pain as much as they can, regardless of the cost to themselves and burned relations with their neighbors, hoping to create enough opposition to the war to compel President Trump to back off."

"For the Islamic Republic," he added, "survival is a victory, even if it is a Pyrrhic one." The plan is so-called asymmetric endurance, accepting initial damage to preserve the ability to escalate

when Israeli, American and Persian Gulf air defenses are stretched thin. The thinking behind that strategy is that Mr. Trump, facing midterm elections and a skeptical MAGA movement, will choose to curtail the war before American casualties, and inflation, go much higher.

Already, U.S. and even some European [bases and embassies have been attacked](#), six American troops have been killed and three planes shot down. [Hezbollah has entered the war](#), and the Persian Gulf countries are anxious and running out of expensive interceptors used against cheap Iranian drones. Saudi and Qatari energy installations have been struck. Oil and gas prices have shot up and shipping has practically stopped through [the Strait of Hormuz](#), through which at least a fifth of the world's oil and natural gas normally travels.

Ali Larijani, secretary of the

Iranian National Security Council, [claimed on social media](#) on Monday that Iran, "unlike the United States, has prepared itself for a long war," including plans for gradual escalation and expansion of the battlefield.

Franz-Stefan Gady, a military analyst, called the conflict "a race for and against time." Israel, the United States and their allies are trying to destroy missiles, launchers and communication nodes as quickly as possible, he said, so that more advanced Iranian missiles cannot easily be launched when interceptors are in short supply.

Even the heavily armed Israel, toward the end of the 12-day war against Iran in June, had to limit its use of interceptors, allowing some Iranian missiles to land if they were not deemed to be close to key sites or cities.

If Iran's strategy is clear, so are the risks. And those are

already coming into view.

On Monday, Mr. Trump [vowed to continue](#) the war for at least another month and did not rule out the use of American ground troops. Secretary of State Marco Rubio said, "The hardest hits are yet to come," and [the Pentagon said](#) it would send more soldiers and fighter jets to the war.

And there are suggestions, analysts say, that the United States is encouraging Iranian minorities, like the Kurds and the Baluchis, to rise up against the government, bombing police and army positions in those territories, hoping to create at least the start of a popular uprising.

Although Iran has attacked Persian Gulf countries, including hotels and airports, Tehran has so far failed to drive a wedge between them and Washington.

The nations of the Gulf Cooperation Council, including Saudi Arabia, issued [a statement](#) on Sunday underlining "their unified stance in confronting these attacks, stressing that the security of G.C.C. member states is indivisible" and reserving the right to respond in self-defense.

While calling for a cessation of hostilities, the members have not criticized the U.S.-Israel war against Iran and are likely to allow American forces to have overflight rights, which they denied at the start of the war.

In the past, the Persian Gulf nations have acted as mediators, urging Washington to pursue negotiations with Tehran instead of war. But, under attack from Iran, those countries are now more likely to allow American forces greater operational access to their airspace and territory that would help the United States conduct operations more efficiently, said Hasan T. Alhasan, a Middle East expert at the International



The aftermath of a strike in Doha, Qatar, on Sunday. Iran is working to enlarge the battlefield. Credit...Mahmud Hams/Agence France-Presse — Getty Images

Institute for Strategic Studies, a London research organization. Britain, France and Germany, which have criticized Iran but [did not initially support](#) this war, have also now indicated that they could act to protect their own troops and interests in the Persian Gulf, Mr. Alhasan told the BBC, "because everyone realizes that the collective global interest here is at stake."

But having tried to wean itself off Russian gas, Europe is more dependent than ever on energy from the Persian Gulf, while half of India's oil travels through the Strait of Hormuz. So pressures on Mr. Trump to shorten the war will grow, even if Israel is anxious to force a conclusion to end the threat of the Islamic Republic.

Mr. Trump often talks about wanting to do a deal with Iran and has recently brought up the example of Venezuela, where he was content to capture President Nicolás Maduro but leave his government largely in place. "What we did in Venezuela, I think, is the perfect, the perfect scenario," Mr. Trump [told The New York Times](#) on Sunday.

It may be that Iran, too, will replace the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, killed on the first day of the war, with a less ideological government that could be willing to negotiate a deal on its nuclear program to preserve the system.

As ever, it is hard to know Mr. Trump's mind, said Ellie Geranmayeh, an Iran expert with the European Council on Foreign Relations, a research group. "Trump already took out Khamenei, which no other president dared to do," she said. "He has an off ramp if he wants, even if Israel sees a momentous window to take out this regime."

Matthew Kroenig, a former U.S. defense official under Republican presidents who studies Mr. Trump's foreign policy, agreed. Mr. Trump "is skeptical of long, drawn-out military campaigns" and could be satisfied with a number of outcomes, including the Venezuela model, he said.

"They've already achieved several of their objectives," added Mr. Kroenig, who is vice president of the Atlantic Council

in Washington. Ayatollah Khamenei and much of the leadership of a major American adversary are dead, and Iran's nuclear and missile programs and other military capabilities are badly degraded, Mr. Kroenig noted.

"So I think they could go home almost at any time and declare this a success," he said. Right now, he added, "I think the strategy is more about what they want to avoid than about exactly what they want to achieve."

[Steven Erlanger](#) is the chief diplomatic correspondent in Europe and is based in Berlin. He has reported from over 120 countries, including Thailand, France, Israel, Germany and the former Soviet Union.

A version of this article appears in print on March 4, 2026, Section A, Page 1 of the New York edition with the headline: Iran Aims to Play Long Game And Force U.S. to Pay Dearly. [Order Reprints](#) | [Today's Paper](#) | [Subscribe](#)

La Russie impuissante à aider un allié menacé, alors que l'Iran est sous le feu israélo-américain

Après la chute de Bachar Al-Assad, en Syrie, et de Nicolas Maduro, au Venezuela, Vladimir Poutine n'a pu offrir que des paroles de soutien au gouvernement iranien, un « partenaire stratégique global » de Moscou, après la mort du Guide suprême, Ali Khamenei. Moscou pourrait cependant bénéficier de la hausse des prix des hydrocarbures.

Un soutien verbal, c'est tout ce que Vladimir Poutine a pu accorder à ses alliés, le Syrien Bachar Al-Assad, le Vénézuélien Nicolas Maduro et, désormais, l'Iranien Ali Khamenei, qu'il a vu tomber de leur piédestal, les uns après les autres, sans avoir pu lever le petit doigt pour les défendre. Dans une lettre de condoléances adressée dimanche 1^{er} mars à son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, le président russe rend un hommage vibrant au Guide suprême disparu, « un homme d'Etat exceptionnel, qui a apporté une énorme contribution personnelle au développement des relations amicales entre la Russie et l'Iran, les élevant au niveau d'un partenariat stratégique global ».

Dénonçant une « violation cynique de toutes les normes de la morale humaine et du droit international », M. Poutine s'est gardé toutefois de faire la moindre allusion aux Etats-Unis dans sa missive, tant il apparaît soucieux de ne pas heurter le président américain, Donald Trump, sur lequel il compte pour appuyer ses objectifs dans le cadre des négociations avec l'Ukraine.

A première vue, l'impuissance russe traduit « le déclassement stratégique tant au niveau régional que global », estime Tatiana Kastouéva-

Jean, chercheuse à l'Institut français des relations internationales. « *En Syrie, au Venezuela, à travers la perte d'influence dans le règlement du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, Moscou s'avère incapable de protéger ses partenaires et de peser sur les règlements. A l'été 2025, Donald Trump avait, par exemple, décliné d'une manière grossière la proposition de médiation russe en Iran. L'existence même de ces partenariats et la réaction éventuelle de Moscou ne sont pas un facteur pris en compte par Washington, qui donne ainsi un signal clair de sa vision du rôle stratégique secondaire de Moscou* », note la chercheuse.

« Un soutien discret mais soutenu »

D'ailleurs Moscou n'envisage pas d'apporter une aide militaire concrète à Téhéran. Rien ne l'y oblige puisque le [traité de partenariat stratégique signé avec la République islamique en janvier 2025](#) ne comporte pas de clause de défense mutuelle. « *Il faut se garder de penser la relation Russie-Iran comme une alliance contraignante entre des Etats prêts à s'entraider quoi qu'il arrive. Il s'agit plutôt d'arrangements, de pratiques de donnant-donnant, [drones] Shahed contre technologies par exemple* », explique Ulrich

Bounat, chercheur chez Euro Creative, un groupe de réflexion sur l'Europe centrale et orientale.

A défaut de pouvoir mener une intervention militaire pour sauver le régime iranien, la Russie peut « continuer de permettre au régime de se sauver lui-même. Cela signifie un soutien discret mais soutenu, destiné à renforcer la capacité coercitive de la République islamique tout en préservant une déniabilité plausible », selon Nicole Grajewski, professeure assistante au Centre de recherches internationales de Sciences Po. Dans [un article publié le 14 janvier dans le magazine Foreign Policy](#), la chercheuse rappelle comment, entre décembre 2025 et janvier 2026, alors que les manifestations antirégime s'intensifiaient en Iran, Moscou a fourni à son partenaire du matériel pour réprimer les protestataires, des systèmes d'interception des communications, des outils de contrôle de l'espace numérique.

Maintenir le régime en place coûte que coûte est une priorité pour les autorités russes qui craignent de voir partir en fumée les investissements réalisés dans l'exploitation du gaz et du pétrole iraniens, les projets de Rosatom de construire quatre réacteurs nucléaires dans le sud du

pays, la construction du Corridor Nord-Sud, une voie ferrée d'envergure qui reste à aménager à travers le Caucase du Sud.

Des perspectives réjouissantes

Pour l'instant, et aussi étonnant que cela puisse paraître, les frappes sur l'Iran offrent à Vladimir Poutine des perspectives réjouissantes. En tout premier lieu, l'augmentation des cours du gaz (54 %) et du pétrole (13 %) est certainement une bonne nouvelle pour son économie de guerre, fortement dépendante des exportations d'hydrocarbures. La fermeture d'exploitations gazières tel l'immense gisement Leviathan, situé à proximité des côtes israéliennes, en Méditerranée, ou la mise à l'arrêt de Ras Laffan, le hub d'exportation du gaz naturel liquéfié (GNL) au Qatar, ont propulsé les prix du gaz au-delà des niveaux observés en 2022, au moment de l'invasion russe de l'Ukraine. Aussi, les producteurs russes de GNL, qui continuent d'alimenter les foyers de consommation en Europe, se frottent les mains. Les majors pétrolières russes ne sont pas en reste. Si l'interruption des livraisons de pétrole iranien à la Chine venait à durer, « *celle-ci devra mécaniquement acheter ailleurs, forcément à la Russie* », explique Ulrich Bou-

nat.

Sur le plan réputationnel, la Russie espère tirer son épingle du jeu. Embourbé sur le front ukrainien, confronté au ralentissement de son économie, à couteaux tirés avec l'Europe, Vladimir Poutine voit dans la crise actuelle l'occasion de se repositionner dans le jeu diplomatique. Ces derniers jours, son ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a multiplié les appels téléphoniques avec l'Iran, la Chine, le Qatar. La crainte d'une extension du conflit à

toute la région, la perspective d'une déstabilisation durable des marchés de l'énergie et de la finance sont les messages transmis par les autorités russes à leurs interlocuteurs. « *Même si, par miracle, les efforts américano-israéliens font tomber le régime, les conséquences de ce scénario n'ont pas été entièrement calculées à Washington. Il conduirait très probablement à l'effondrement de l'Etat iranien, ce qui déclencherait une cascade de crises dans les Etats voisins, en Turquie, en*

Irak, mais aussi en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis », analyse le politiste pro-Kremlin Andreï Kortounov, dans un entretien au quotidien russe *Kommersant*, le 1^{er} mars.

Revigoré par l'hubris guerrière de Donald Trump, M. Poutine se pose désormais en faiseur de paix, au point qu'il s'est dit disposé, lundi, après un entretien avec son homologue des Emirats arabes unis, Mohammed Ben Zayed, à transmettre à Téhéran les craintes

des Emirats à propos des frappes iraniennes sur le pays. La Russie « *est prête à apporter toute l'aide possible afin de stabiliser la situation générale dans la région* ». Pour ce faire, « *un cessez-le-feu immédiat* » est nécessaire au Moyen-Orient, a-t-il souligné, lui qui est résolument hostile à la moindre idée de trêve dans la guerre que son armée mène en Ukraine. Une guerre que les frappes sur l'Iran ont fait passer à l'arrière-plan, ce qui joue aussi en faveur de Moscou.



04 mars 2026

Les obsèques de l'ayatollah Ali Khamenei vont se tenir pendant trois jours en Iran

Les obsèques nationales du défunt guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, se tiendront mercredi soir à Téhéran et dureront trois jours. L'ancien dirigeant de 86 ans a été tué samedi par les frappes israélo-américaines. Israël a, de son côté, affirmé que son successeur serait «une cible».

Les obsèques nationales de l'ayatollah Ali Khamenei commenceront mercredi 4 mars au soir et pendant trois jours en Iran, selon l'agence de presse officielle Irna. Le guide suprême iranien, qui a dirigé l'Iran depuis 36 ans, a été tué samedi lors d'une at-

taque israélo-américaine.

«À partir de 22 h mercredi (18 h 30 GMT), les fidèles pourront rendre un dernier hommage à la dépouille du martyr guide de la nation en se rendant à la grande mosquée Imam Khomeini» à Téhéran, a indiqué Irna, citant un communiqué du Conseil islamique de coordination du développement.

«La Mosalla (salle de prière) accueillera les visiteurs et le cher peuple pourra assister et participer à la cérémonie d'adieu et marquer une fois de plus sa forte présence», a déclaré Hojjatolislam Mah-

moudi, secrétaire du comité de la Décade de l'aube de la Révolution islamique de la province de Téhéran, dans des commentaires relayés par les médias iraniens.

Le déroulement des funérailles sera annoncé ultérieurement, précisent les médias d'État.

Ali Khamenei, mort à 86 ans, doit être inhumé dans la ville sainte de Machhad (nord-est), d'où il était originaire.

À lire aussi La mort de Khamenei va «beaucoup déstabiliser les Gardiens de la révolution et le clergé chiite» Tout successeur sera «une

cible»

Le ministre de la Défense israélien, Israël Katz, a affirmé mercredi que tout successeur au guide suprême iranien serait destiné à être assassiné, selon un communiqué de son bureau.

«Tout dirigeant nommé par le régime terroriste iranien sera une cible sans équivoque pour élimination», a affirmé Israël Katz. «Le Premier ministre et moi-même avons ordonné à l'armée de se préparer à agir par tous les moyens pour accomplir cette mission», a-t-il ajouté.

The New York Times March 4, 2026

As Attacks Spread, War With Iran Reaches Far Beyond Mideast

NATO downed a missile fired by Iran at Turkey, and a U.S. sub sank an Iranian Navy ship off Sri Lanka, thousands of miles from the war zone.

The five-day-old war with Iran spread far beyond the Middle East on Wednesday as an American submarine torpedoed an Iranian Navy ship off Sri Lanka and NATO air defenses shot down an Iranian ballistic missile that was heading toward Turkish airspace.

The Iranian warship, the IRIS Dena, with a crew of 180, sank in international waters in the Indian Ocean, more than 2,000 miles from Iran. The Sri Lankan Navy rescued 32 critically injured sailors and was searching for more survivors but had encountered only bodies floating in the water near an oil slick and empty lifeboats, a spokesman said.

Defense Secretary Pete Hegseth said it was the first time a U.S. submarine had fired a torpedo at a ship since World War II. But it was NATO's introduction into the conflict that made clear the widening scope of the fight.

"Iran is broadening the war to countries that did not attack it," Radosław Sikorski, the Polish foreign affairs minister, said at a news conference with European Union leaders in Warsaw. He said, "There is a well-known saying: It's worse than a crime; it's a mistake."

In Washington, Senate Republicans on Wednesday blocked a measure that would have limited President Trump's power to continue the war against Iran without congressional authorization. The 53-



Damage in Tehran has been extensive, including at the police station in the background on Wednesday. Arash Khamooshi for The New York Times

to-47 vote against taking up the measure fell largely along party lines. Democrats had insisted that Congress weigh in on the open-ended military campaign.

The Iranian missile that was heading toward Turkish airspace flew over Iraq and Syria before NATO shot it down over the eastern Mediterranean, according to a Turkish Defense Ministry [statement](#). It did not say what the missile's target was believed to have been, but since first coming under attack on Saturday, Iran has launched hundreds of missiles and drones at countries that host U.S. military facilities.

People in Hazmat suits moving bodies of Iranian sailors who died when their warship

was torpedoed on Wednesday by U.S. forces in the Indian Ocean near Sri Lanka. Eranga Jayawardene/Associated Press

Turkey's [Incirlik Air Base](#) hosts a sizable U.S. Air Force contingent, but Turkey has said that it would not allow its airspace to be used for attacks on Iran. A senior U.S. military official and a Western official said the Iranian strike had targeted that air base. Both officials said the missile had been shot down by an interceptor fired from a U.S. warship in the eastern Mediterranean.

An attack on Turkey, a NATO member that shares a 300-mile border with Iran, could activate NATO's mutual defense clause, potentially drawing the alliance's 32 member

states into the war.

NATO condemned the Iranian incursion.

"NATO stands firmly with all allies, including Turkey, as Iran continues its indiscriminate attacks across the region," Allison Hart, a spokeswoman for the military alliance, said in a statement. "Our deterrence and defense posture remains strong across all domains, including when it comes to air and missile defense."

Turkey's foreign minister, Hakan Fidan, spoke by phone with his Iranian counterpart about the missile and said that any action that could cause the conflict to spread should be avoided, Turkey's foreign ministry said.

The Turkish defense ministry said it would consult with its NATO allies and protect the country from any attacks. "All necessary steps to defend our territory and airspace will be taken resolutely and without hesitation," it said.

As Mr. Hegseth warned that the war was still in its early stages, Israeli forces bombed command centers of the Basij, the powerful Iranian state paramilitary group, on Wednesday after [striking Iran's police stations](#), detention centers and intelligence offices alongside U.S. forces. Analysts said the goal might be to weaken the Iranian government's ability to crack down on protests and encourage Iranians to overthrow their leaders, one of Mr. Trump's stated goals.

A photo released by the satellite imaging company Vantor showing damage at the Garm-darah missile base in northern Iran on Wednesday. Vantor

Mr. Hegseth and Gen. Dan Caine, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, said that there would be no letup in the American and Israeli strikes, which they said were devastating Iran's ballistic missile program, its naval fleet and its military and security leadership.

Mr. Hegseth said that the leader of an Iranian covert unit that once plotted to assassinate Mr. Trump had been killed in a U.S. strike on Iran. He provided few details, but in 2024, American officials said they had uncovered an [Iranian plot](#) to kill Mr. Trump

— an attempt at revenge for the U.S. drone strike that killed a prominent Iranian military figure, [Maj. Gen. Qassim Soleimani](#).

Mr. Hegseth said that American and Israeli warplanes would soon gain total control of Iranian airspace, allowing them to pick off targets and deliver "death and destruction all day long."

But Iran still has the capacity to fire on other countries, and Saudi Arabia, the United Arab Emirates, Qatar and Kuwait all announced new Iranian strikes on Wednesday. Some of them have drawn in European countries that had hoped to avoid being entangled in the war.

Britain and France, neither of which is part of the assault on Iran, announced they would deploy their navies and air forces to help repel Iranian attacks. And Greece sent planes and warships to neighboring Cyprus, where a British military base was hit by a drone on Sunday.

The Netherlands said that it was weighing a request from France to use its military to help secure international shipping routes, where attacks on tankers and merchant vessels have [choked off international oil and gas shipments](#). On Wednesday, a Maltese-flagged container ship was struck by an unknown projectile while trying to transit the Strait of Hormuz, the narrow waterway off Iran's southern coast, which carries a fifth of the world's oil.

A blaze in Tyre, Lebanon, on Wednesday at a solar farm and electricity generation station that was bombarded. Kawant Haju/Agence France-Presse — Getty Images

The Iran war is "rapidly widening" and has created a "dangerous moment" for Europe, Kaja Kallas, the European Union's top representative for foreign affairs and security policy, said at the news conference in Poland on Wednesday. Iran, she said, is trying to "sow chaos and set the region on fire by indiscriminately attacking" other countries.

Pakistan, a nuclear-armed nation, warned Iran that it had a mutual defense pact with Saudi Arabia, which deems an attack on one nation to be an attack on both. "It is a sovereign agreement, and we are bound by that," the Pakistani foreign minister, Ishaq Dar, told the Pakistani Senate. Iranian leaders, he said, "should keep that in mind."

Iran sought on Wednesday to assuage neighboring Persian Gulf countries angered by its attacks.

Abbas Araghchi, the Iranian foreign minister, told the Qatari prime minister, Sheikh Mohammed bin Abdulrahman al-Thani, that Iranian strikes were directed at "American interests and did not target the State of Qatar," the Qatari foreign ministry said.

Mr. al-Thani "categorically rejected" that argument, the ministry said. Iran, he said, is "seeking to inflict harm on its

neighbors and drag them into a war that is not theirs."

Sri Lanka has not taken a public stance on the war and has long maintained friendly relations with Iran, analysts said. The country said it had responded to the sinking of the Iranian ship in line with its commitment to an international maritime search-and-rescue treaty.

Shepherd boys inspected an unexploded Iranian projectile that landed in a field on the outskirts of Qamishli, eastern Syria, on Wednesday. Baderkhan Ahmad/Associated Press

More than 870 people have been killed in the fighting in the Middle East since Saturday, officials said. The vast majority of them have been in Iran, but Iranian strikes have also killed people in Bahrain, the United Arab Emirates, Lebanon, Israel and Kuwait, where six U.S. service members were killed.

There has been little sign of any international diplomacy aimed at brokering an end to the conflict. But China said it would send a [special envoy to the Middle East](#) to help mediate, according to Xinhua, the state news agency.

In [public statements](#), the Chinese government has condemned the U.S.-Israeli strikes against Iran, calling it "unacceptable" to "kill the leader of a sovereign country" and urging an immediate diplomatic solution to the conflict.

Turquie : un missile tiré depuis l'Iran vers l'espace aérien turc a été détruit par l'Otan

Un missile balistique tiré d'Iran se dirigeant vers l'espace aérien turc après avoir survolé les espaces aériens irakien et syrien, a été intercepté et neutralisé à temps par les éléments de défense aérienne et antimissile de l'Otan», a affirmé le ministère turc.

Un missile tiré depuis l'Iran qui se dirigeait vers l'espace aérien turc a été détruit par les systèmes de défense de l'Otan basés en Méditerranée orientale, a affirmé mercredi le ministère turc de la Défense.

«Un missile balistique tiré d'Iran se dirigeant vers l'espace aérien turc après avoir survolé les espaces aériens irakien et syrien, a été inter-

cepté et neutralisé à temps par les éléments de défense aérienne et antimissile de l'Otan déployés en Méditerranée orientale. (...) L'incident n'a fait ni victimes ni blessés», a affirmé le ministère turc dans un communiqué publié sur X. «Toutes les mesures nécessaires à la défense de notre territoire et de notre espace aérien seront prises avec fermeté et sans hésitation. Nous vous rappelons que nous nous réservons le droit de répondre à toute action hostile contre notre pays», a ajouté le ministère.

L'Otan «condamne le ciblage» de la Turquie, a indiqué mercredi sa porte-parole Allison Hart. «L'Otan se tient fermement aux côtés de tous les Alliés, y compris la Tur-

quie, au moment où l'Iran poursuit ses attaques indiscriminées dans toute la région», a-t-elle ajouté.

La Turquie met en garde l'Iran

La Turquie a mis en garde l'Iran contre toute mesure susceptible d'entraîner l'extension du conflit, après l'interception d'un missile se dirigeant vers l'espace aérien turc, a affirmé mercredi une source du ministère turc des Affaires étrangères. Le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan a déclaré à son homologue iranien lors d'un appel téléphonique que «toute mesure susceptible d'entraîner une escalade du conflit devait être évitée», a ajouté la source.

Un débris appartenant à une

munition de défense aérienne est tombé dans le district de Dörtyol, dans la province de Hatay, dans le sud-est du pays, a précisé le ministère. «Toute action hostile recevra la réponse appropriée dans le cadre du droit international. La consultation et la coopération avec l'OTAN et nos alliés se poursuivront tout au long de ce processus», a de son côté affirmé sur X le directeur des communications de la présidence turque Burhanettin Duran. «Nous réitérons notre avertissement à toutes les parties : elles doivent s'abstenir de toute action susceptible d'exacerber les tensions dans la région», a-t-il conclu.

Bombardement d'une école en Iran : l'enquête du « Monde » atteste la présence de nombreuses victimes civiles, dont des enfants

EnquêteLes vidéos obtenues et analysées par « Le Monde » démontrent la présence d'enfants et de victimes civiles lors du bombardement d'une école à Minab, en Iran, au premier jour des frappes américano-israéliennes dans le pays.

Soixante-seize petites filles et

jeunes femmes sont agenouillées dans la salle de prière d'une école, la plupart vêtues d'un uniforme vert turquoise et coiffées d'un voile blanc. La scène authentifiée par Le Monde a lieu avant la guerre dans l'école Shajareh-Tayebeh, à Minab, dans le sud de l'Iran. En ligne, des images montrent les salles de classe

de l'établissement décorées de dessins et collages d'enfants ; les murs peints en rose et vert ; la célébration de l'anniversaire du douzième imam chiite, Mahdi – on y voit les écolières disposer des boisons et de la nourriture sur un tapis vert avec leurs professeurs.

Le 28 février 2026, le même

tapis vert est visible dans les vidéos des ruines de l'école, d'où sont extraits des corps d'enfants. La salle de prière et plusieurs salles de classe, soit les deux tiers du bâtiment, ont été complètement détruites, à peine quelques heures après le début de la campagne de bombardement américano-israélienne en Iran.



Vidéos Vidéos Iran

L'enquête du *Monde*, fondée sur des dizaines de photos et de vidéos authentifiées, malgré la coupure quasi complète d'Internet en Iran, prouve qu'il s'agissait d'un établissement scolaire. Et que des jeunes enfants ont bien été tués dans son bombardement.

Une brigade des gardiens de la révolution ciblée

Le 28 février, [une vidéo](#) publiée peu après midi, heure locale, montre des colonnes de fumée s'élever du site, dans le sud de la ville de Minab. Si l'école vient d'être frappée, aucune des images que nous avons consultées ne montre toutefois le moment du bombardement, ni l'arrivée initiale des secours.

A quelques centaines de mètres de l'école se trouve un complexe appartenant aux gardiens de la révolution, bras armé idéologique du régime iranien. Il accueillerait « *l'une des plus importantes brigades de missiles* » de la marine des pasdarans, [selon des médias iraniens](#), mais aussi [une clinique](#) et un [centre culturel](#).

Une image satellite du 4 mars obtenue par *Le Monde* montre que plusieurs bâtiments ont été détruits ou endommagés,

en plus de l'école, transformée en gravats. Les impacts localisés au centre des bâtiments témoignent d'un ciblage précis.

Dès les premières heures, des cartables ensanglantés et des affaires de classe sont entassés et triés à côté de l'école, d'après les images que nous avons consultées. Les opérations de recherche et de secours ont duré vingt-huit heures, [selon le Croissant-Rouge iranien](#). Les vidéos tournées sur place montrent des secouristes de l'ONG et des civils fouiller, de nuit comme de jour, les débris du bâtiment. On les voit en extraire des corps, et parfois des restes humains d'enfants. Sur ces images, *Le Monde* a recensé quatre corps différents. Sur l'une des vidéos, une victime inanimée porte le même uniforme vert turquoise que les écolières de Shajarah-Tayebeh. Les élèves avaient classe ce jour-là, selon les médias iraniens et plusieurs témoignages.

Des centaines de tombes creusées à Minab

Des [vidéos](#) montrent l'arrivée d'ambulances dans l'hôpital voisin d'Hazrat Abolfazl, et de dizaines de corps dans une

morgue, alors que les recherches sont toujours en cours. *Le Monde* y a compté huit corps d'enfants différents, visibles dans des sacs mortuaires ouverts. Plusieurs d'entre eux sont vêtus du même uniforme vert turquoise et du voile blanc que les écolières portaient à l'école dans les vidéos filmées avant la guerre.

Des corps de garçons sont également présents. Selon le [témoignage filmé](#) d'un enfant présenté comme rescapé, un groupe de jeunes garçons se trouvaient dans la cour au moment des bombardements.

Lundi 2 mars, une centaine de tombes ont été creusées sur un vaste terrain vierge du cimetière de Minab, à quatre kilomètres de l'école. Les images analysées par *Le Monde* ne permettent toutefois pas, à ce stade, de distinguer les victimes tuées à l'école de celles atteintes dans le complexe des gardiens de la révolution, également touché par des frappes.

Depuis le 1^{er} mars, une liste manuscrite des [57 noms de personnes présentées comme victimes](#) est massivement partagée en ligne. Certains de ces patronymes figurent également sur les linceuls,

les sacs mortuaires ou les cercueils photographiés à la morgue, ou lors des funérailles célébrées devant des milliers de personnes, a pu constater *Le Monde*. Les noms de cinq institutrices, sur la quinzaine qu'aurait compté l'école, figurent également sur cette liste.

Au total, 168 personnes auraient perdu la vie dans le bombardement, [selon les autorités iraniennes](#) qui accusent Israël et les Etats-Unis d'être responsables de ce bombardement. L'armée israélienne a déclaré « *ne pas être au courant* » d'une frappe américaine ou israélienne contre l'école. L'armée américaine a pour sa part annoncé « *prendre au sérieux ces déclarations et enquêter sur les faits* ».

Pourquoi les journalistes du « Monde » ne peuvent pas être en Iran

La couverture éditoriale des événements en cours en Iran, depuis les premières frappes américano-israéliennes du 28 février, est particulièrement difficile. Comme lors des précédents conflits survenus ces derniers mois entre le régime iranien d'un côté et Israël et les Etats-Unis de l'autre, *Le Monde* ne peut être présent

sur place. Depuis juin 2021, date des derniers reportages réalisés en Iran par l'un des journalistes du service International à l'occasion de l'élection présidentielle, nos demandes de visas ont été refusées ou n'ont pas été prises

en compte par les autorités de Téhéran. Les entretiens et témoignages sont donc recueillis de Paris par téléphone ou en visio, et les informations en sources ouvertes vérifiées et validées par nos journalistes spécialisés. Nous documen-

tons aussi la situation par le biais d'images satellites et la vérification des vidéos amateurs tournées sur place. Depuis les manifestations anti-gouvernementales de janvier et la répression massive à laquelle elles ont donné lieu,

ce travail est rendu encore plus complexe par la coupure, totale ou très large, d'Internet et des communications sur place, décidée par les autorités iraniennes.

LE FIGARO

John Timsit
04 mars 2026

Guerre en Iran : mort de Khamenei, stratégie de défense, rapatriements... Ce qu'il faut retenir de l'allocution télévisée d'Emmanuel Macron

Au quatrième jour de l'offensive israélo-américaine contre la République islamique, le président s'est adressé ce mardi soir aux Français, alors que l'embrasement régional se poursuit, de Téhéran à Ryad en passant par les Émirats et Bahreïn.

À son tour. Dans la lignée des prises de parole solennelles du président américain, Donald Trump, et du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu - les deux dirigeants à l'origine d'une offensive coordonnée contre l'Iran depuis samedi, au cours de laquelle l'ayatollah Ali Khamenei a été tué -, **Emmanuel Macron** s'est exprimé ce mardi soir à la télévision, lors d'une allocution d'une dizaine de minutes. Sa parole était attendue. À l'heure où le Moyen-Orient s'embrase, de Téhéran à Beyrouth jusqu'à Chypre, la République islamique multipliant ses frappes contre des sites militaires liés aux États-Unis dans le Golfe, le président s'était jusque-là contenté d'indiquer que la France allait rehausser sa « posture » de défense compte tenu du risque « d'embrasement à nos frontières ».

Objectif : protéger les ressortissants français présents dans la douzaine de pays concernés par le conflit et sécuriser les emprises militaires tricolores dans la région. Il faut dire que la menace s'est matérialisée à **Abou Dhabi**, lorsqu'une attaque de drones iraniens contre une base navale a endommagé un hangar voisin d'une installation accueillant des forces françaises, sans faire de blessés. Une autre installation a également subi des frappes limitées, causant des dégâts matériels.

L'occasion pour le chef de l'État de rendre un costume qu'il affectionne, celui de chef des armées, garant de l'engagement des forces armées à l'étranger. L'occasion, aussi, de rassurer une opinion gagnée par l'inquiétude face à l'ouverture d'un nouveau conflit aux ramifications tentaculaires, d'autant plus troublée par ses premières déclarations. Samedi soir, en ouverture du premier Conseil de défense, Emmanuel Macron s'était montré passablement agacé que la France n'ait « ni été informée ni prévenue » de l'opération. *Le Figaro* vous résume ce

qu'il faut retenir de l'allocution du président de la République.

«L'Histoire ne pleure jamais les bourreaux de leur peuple» : Macron réagit à la mort de Khamenei

Trois jours après la mort du guide suprême iranien, Ali Khamenei - à la tête du régime des mollahs depuis 1989 - information jusqu'ici seulement commentée par la porte-parole du gouvernement, Emmanuel Macron a finalement corrigé le tir ce mardi soir. Dans le sillage des déclarations de **Maud Bregeon**, affirmant dimanche lors du «Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat» que la France ne pouvait que «se satisfaire» de la chute d'un «dictateur sanguinaire», le président a rappelé que «l'Histoire ne pleure jamais les bourreaux de leur peuple. Et aucun ne sera regretté.» Sans pour autant citer le nom de l'ayatollah.

Car s'il estime que les frappes des États-Unis et d'Israël ont «été conduites en dehors du droit international» - «ce que nous ne pouvons pas approuver» - il rejette

néanmoins la responsabilité «première» sur l'Iran. «C'est la République islamique qui a développé un programme nucléaire dangereux et des capacités balistiques inédites, qui a armé et financé des groupes terroristes dans les pays voisins, le Hezbollah au Liban, les Houthis au Yémen, les milices chiites en Irak, et qui a soutenu le Hamas et a toujours affirmé son objectif de détruire l'État d'Israël», a-t-il accusé. «C'est la République islamique qui a une nouvelle fois, en janvier dernier, donné l'ordre de tirer sur son propre peuple», a-t-il encore chargé, en référence à la répression sanglante du début d'année en Iran, dont le bilan est estimé à plus de 30 000 morts.

Il n'empêche. Eu égard à l'extension de la guerre au Liban, d'où «le Hezbollah a commis la faute majeure de frapper Israël et de mettre les Libanais en danger», Emmanuel Macron a mis en garde l'État hébreu contre «une opération terrestre». Une telle initiative constituerait «une escalade dangereuse et une erreur stratégique», a-t-il alerté, appelant «Israël à respecter le territoire libanais et son inté-

grité». Dans ce contexte, la France, aux côtés de «l'Allemagne et du Royaume-Uni», plaide pour «un arrêt au plus vite des frappes» et pour «une paix durable dans la région». Paix qui ne passera, à ses yeux, «que par la reprise de négociations diplomatiques». Quant au peuple iranien, le président a «formé le vœu qu'il puisse lui-même librement décider de son destin.»

Porte-avions Charles de Gaulle, frégate Languedoc... Le dispositif français de défense renforcé au Moyen-Orient

De quelle façon la France va-t-elle intervenir sur le plan militaire, alors que Paris, Londres et Berlin se disent prêts à des «actions défen-

sives» afin de «neutraliser à la source» les capacités de **Téhéran** ? Plus tôt ce mardi, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a fait savoir que des avions Rafale stationnés aux Émirats arabes unis avaient procédé à des «opérations de sécurisation du ciel» au-dessus des bases françaises au Moyen-Orient. Un élément confirmé à 20 heures par Emmanuel Macron, auquel s'ajoute l'activation «de systèmes de défense anti-aérienne». Et pour cause : la France a abattu des drones «en légitime défense dès les premières heures» du conflit, a-t-il précisé.

Certains alliés de la France étant pris pour cible par l'Iran, le chef de l'État a alors annoncé l'envoi de la frégate

Languedoc et de moyens anti-aériens à Chypre. Même décision pour le porte-avions Charles de Gaulle, dont il a ordonné le déploiement vers la Méditerranée.

Rapatriements : deux vols arriveront dès ce soir à Paris

Parallèlement, la France afrète des vols pour évacuer ses ressortissants «les plus vulnérables» parmi les 400.000 Français présents dans les pays du Moyen-Orient touchés par le conflit. «Deux premiers (arriveront) à Paris dès ce soir», a indiqué Emmanuel Macron, avec à l'esprit «l'angoisse, l'impatience qui existent» à cet égard. «Les équipes sont pleinement mobilisées, dans les pays concernés comme à

Paris, pour organiser les retours dans les meilleures conditions», a-t-il voulu rassurer.

Le dispositif militaire Sentinelle renforcé

Les services de renseignement redoutant des **actions terroristes** téléguidées par Téhéran contre des opposants, des mesures de protection policière ont été décidées en début de semaine pour des personnalités et des associations opposées à la République islamique d'Iran présentes sur le territoire national. De même, «le gouvernement a renforcé le dispositif de protection militaire Sentinelle et la vigilance autour des lieux et des personnes les plus exposés», a prévenu le président.



04 march 2026

Iran: les funérailles du Guide suprême Ali Khamenei débutent à Téhéran

L'armée israélienne évoquait le matin du 4 mars «des dizaines» de frappes sur des cibles en Iran, incluant des centres de commandement à Téhéran. De son côté, un responsable de l'armée américaine affirmait que près de 2 000 frappes ont été effectuées par les États-Unis en Iran depuis le lancement des opérations militaires, le 28 février dernier. Téhéran où le régime iranien s'apprête, lui, à nommer le successeur de l'ayatollah Ali Khamenei. Le guide suprême iranien dont les funérailles doivent avoir lieu ce 4 mars.

Les autorités iraniennes ont annoncé que les funérailles d'Ali Khamenei, le Guide suprême iranien qui dirigeait l'Iran depuis 36 ans avant d'être tué le 28 février par des frappes israélo-américaines, auraient lieu ce 4 mars au soir. Les fidèles pourront rendre un dernier hommage à la dépouille du «martyr Guide de la nation à la grande mosquée Imam Khomeini à Téhéran». C'est ce qu'a indiqué l'agence officielle iranienne Irna.

Le régime iranien a également demandé à la population de se réunir dans une

très grande mosquée qui dispose d'un très grand parc dans le centre de Téhéran. Des obsèques nationales, selon les termes de l'agence Irna, qui interviennent après des rassemblements sur les grandes places de la capitale ces deux derniers jours. Les cérémonies pour le deuil du **Guide suprême** doivent se dérouler sur trois jours.

Cette grande mosquée où doit avoir lieu le rassemblement ce 4 mars s'appelle le Mosalla. Lorsque l'ancien Guide, notamment, prononçait la prière à l'occasion de célébrations religieuses, elle

était organisée dans le Mosalla de Téhéran, qui a une capacité d'accueil de plusieurs centaines de milliers de personnes.

Par cette cérémonie, le pouvoir entend montrer le soutien de ses partisans et sa capacité à les mobiliser pendant trois jours. Selon l'autre agence iranienne Fars, l'ayatollah Khamenei, mort à 86 ans, sera enterré dans la ville sainte de Mashhad, sa ville d'origine située au nord-ouest de l'Iran, dans quelques jours. La date n'a pas été précisée.



March.04,2026

President Barzani holds talks with French leaders amid rising regional tensions

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Tuesday held a phone call with French Foreign Minister Jean-Noel Barrot, who expressed Paris' solidarity with Erbil amid ongoing attacks on the Region, the French foreign ministry said.

In a statement, the ministry said Barrot expressed Paris' solidarity with the Region "in the face of attacks carried out by Iran and affiliated armed groups."

The two top officials also "discussed the ongoing regional escalation and the prospects for resolving the crisis, and agreed to remain closely coordinated."

The call followed a separate conversation between President Barzani and French President Emmanuel Macron, who earlier in the day discussed "the latest developments in the region," expressing "concern over rising tensions and stressing the importance of preserving peace and stability," the Kur-



French Foreign Minister Jean-Noel Barrot's joint press conference with Kurdistan Region President Nechirvan Barzani in Erbil on February 5, 2026. File photo: Rudaw
Kurdistan Region Presidency said in a statement.

The statement added that the two leaders "highlighted the importance of intensifying international efforts to de-escalate the situation and address the issues through peaceful and diplomatic avenues."

Amid the ongoing conflict be-

tween the United States and Israel and Iran, the Kurdistan Region, particularly Erbil, has been targeted by repeated drone and missile attacks in recent days.

Erbil Governor Omed Xoshnaw said around 100 drones and missiles had been launched, adding that an "advanced" defense system in-

tercepted all incoming projectiles before they reached their intended targets.

The latest engagements come as US and Israeli airstrikes continue across multiple Iranian cities, with tensions posing a continuing threat to the stability of the wider region.

Pour Donald Trump, la guerre en Iran opère un tri entre bons et mauvais pays européens

En visite à Washington, le chancelier allemand, Friedrich Merz, s'est dit en phase avec la volonté américaine de faire tomber le régime à Téhéran.

Donald Trump a l'habitude d'évaluer les dirigeants étrangers, à commencer par ceux qu'il reçoit. Le chancelier allemand, Friedrich Merz, a bénéficié de cette coutume, mardi 3 mars, en prenant place à la Maison Blanche aux côtés du président américain. « Un ami » qui « fait du très bon boulot », « forte affinité » : l'invité a été gâté.

En retour, M. Merz a fait preuve d'une grande retenue dans ses commentaires sur la guerre déclarée le 28 février contre l'Iran. Alors que le président français, [Emmanuel Macron a mentionné rapidement, mardi, dans son allocution solennelle, le droit international](#), cette référence a été négligée par le chancelier. Son approche pragmatique dit, en creux, un mélange de réalisme et de faiblesse européenne. Au stade avancé de l'offensive américaine et israélienne, il semble contre-productif de faire des objections de principe, alors que l'appui de Washington demeure indispensable face à la Russie.

Friedrich Merz s'est dit « sur la même longueur d'onde » avec les Etats-Unis, quant à la nécessité de se débarrasser d'un « régime terroriste terrible ». Il a aussi insisté sur le besoin de réfléchir ensemble au jour d'après. Donald Trump, lui, s'est montré confiant sur le déroulé de l'opération militaire, estimant que l'Iran perdait ses couches de protection. Quant



Le chancelier allemand, Friedrich Merz, et le président américain, Donald Trump, lors d'un entretien dans le bureau Oval de la Maison blanche, à Washington, le 3 mars 2026. ANDREW CABALLERO-REYNOLDS/AFP

à la suite, le milliardaire semble l'aborder avec un mélange d'improvisation et de nonchalance. « J'imagine que la pire hypothèse serait de faire tout ça et puis que quelqu'un prenne la place [pour diriger l'Iran] et soit aussi mauvais que la personne précédente », a-t-il dit.

Le magnat assure qu'au sein du régime iranien, « de nombreuses personnes auxquelles on s'attend le moins veulent renoncer. Elles veulent l'immunité. » Interrogé au sujet du fils de l'ancien chah d'Iran, Reza Pahlavi, qu'il s'est gardé de recevoir à la Maison Blanche, Donald Trump lui a réservé le même

traitement qu'à Maria Corina Machado, la prix Nobel de la paix et opposante vénézuélienne. « Il me semble qu'une personne de l'intérieur [du régime iranien] serait peut-être plus appropriée. J'ai dit qu'il a l'air d'être une personne très sympathique », ajouta-t-il au sujet de Reza Pahlavi. Pour Washington, la transition vénézuélienne, coproduite avec Delcy Rodríguez, la numéro deux du pouvoir à Caracas, est le modèle recherché.

Trump s'en prend au Royaume-Uni et à l'Espagne

Lors de sa rencontre avec

Friedrich Merz, Donald Trump a pris pour cible deux pays européens. [Le premier est pourtant un allié historique des Etats-Unis, le Royaume-Uni.](#) « On n'a pas affaire à Winston Churchill », a-t-il lancé avec mépris, au sujet du premier ministre travailliste, Keir Starmer. Ce dernier n'a pas autorisé les avions américains, dans un premier temps, à utiliser les bases britanniques dans leurs missions contre l'Iran. Immigration, politique énergétique : Donald Trump a attaqué Londres sur tous les plans.

« L'Espagne a été terrible », s'est aussi plaint le président,

annonçant que les Etats-Unis allaient « rompre tous les échanges commerciaux » avec ce pays. « Nous ne voulons rien avoir à faire avec l'Espagne », a-t-il ajouté. Ce pays est membre de l'OTAN. A ce titre, il suscite le courroux de la Maison Blanche en raison de son refus de réévaluer ses dépenses militaires

à 3,5 % de son produit intérieur brut, ce qu'a regretté le chancelier allemand. « Nous essayons de les convaincre que cela fait partie de notre sécurité commune », a-t-il dit.

Lors d'une rencontre avec la presse allemande, Friedrich Merz a justifié son approche prudente. Le chancelier a re-

connu qu'il n'y avait pas actuellement de « stratégie pleinement développée pour la direction civile future de l'Iran ». Interrogé au sujet de son mutisme, au moment des attaques de Donald Trump contre l'Espagne, le dirigeant allemand a expliqué qu'il ne voulait pas causer une « escalade » dans les tensions.

« Au cours de la conversation privée, j'ai dit clairement : d'abord, l'Espagne est membre de l'Union européenne, et à ce titre, nous conduisons les négociations sur un accord en matière commerciale avec les Etats-Unis seulement ensemble, ou pas du tout. »

The New York Times

March 4, 2026

U.S. Campaign in Iran Is 'Far From Over,' Joint Chiefs Chairman Says

Defense Secretary Pete Hegseth said responsibility for a strike on an Iranian girls' school was under investigation.

A devastating air campaign is pounding the Iranian military and leaving it nearly incapable of mounting any resistance, Defense Secretary Pete Hegseth told reporters on Wednesday.

"They are toast, and they know it, or at least soon enough, they will know it," Mr. Hegseth said of the Iranian government and military.

Mr. Hegseth appeared alongside Gen. Dan Caine, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, who offered a more modest assessment of the U.S.-Israeli military campaign against Iran that began on Saturday.

"It's still very early," General Caine said. "But the balance is shifting. We've always got to remember that these operations are complex, dangerous and far from over."

So far the U.S. military has hit more than 2,000 targets, a barrage that appears to have severely degraded Iran's ability to fight back by firing missiles at Israel, U.S. bases or

other American allies in the region. The number of ballistic missiles fired by Iran is down 86 percent from the first day of fighting, General Caine said.

The Iranian military's ability to fire one-way attack drones, among its most potent weapons, also appears constrained. Such launches are down 73 percent from the opening days of the conflict, General Caine said.

The destruction of Iran's air defense should allow the Pentagon to bolster its attack by shifting away from standoff missiles, which are expensive and in relatively short supply, and using cheaper and more plentiful precision-guided gravity bombs.

"The throttle is coming up," General Caine said.

"It's still very early," Gen. Dan Caine said. "But the balance is shifting." Eric Lee for The New York Times

Mr. Hegseth and General Caine declined to address responsibility for a [strike on an](#)

[Iranian girls' school](#) on Saturday, which killed at least 175 people, many of them students. "All I can say is that we're investigating, and that we, of course, never target civilian targets," Mr. Hegseth said, adding that an investigation into the strike was continuing.

Many of the victims were attending class at the Shajarah Tayyebah school, in the southern town of Minab, according to local health officials and Iranian state media. Several videos and images verified by The New York Times showed that at least half of the two-story building was destroyed in the explosion.

Mr. Hegseth also played a video of a U.S. attack submarine sinking an Iranian vessel in the Indian Ocean with a torpedo, the first such sinking of an enemy ship by U.S. forces since World War II. In total, the United States has destroyed 20 Iranian ships.

"We've taken control of Iran's airspace and waterways without boots on the ground," Mr.

Hegseth said. "We control their fate."

It remains murky, though, exactly how much longer the bombing will continue or how the war will end. General Caine said the U.S. military's objectives were clear: "Dis-mantle Iran's ability to project power outside of its borders, both today and in the future."

Less clear is what it will take to make that goal a reality. President Trump has suggested that the goal of the operation is to replace the current Iranian government with one that is more moderate or, at a minimum, more willing to accede to his demands regarding nuclear enrichment, its missile capabilities and its funding of proxies in places like Lebanon and Yemen.

Mr. Hegseth suggested that these largely political outcomes could be achieved by an unrelenting barrage from the air. "We are fighting to win," he said.

Iran : la France s'engage dans le conflit dans une logique « strictement défensive »

Dans une allocution solennelle, mardi soir, Emmanuel Macron a annoncé l'envoi du porte-avions « Charles-de-Gaulle » en Méditerranée orientale, confirmant le scénario d'un embrasement régional au Moyen-Orient

Cette guerre, la France ne l'a pas voulue. Mais voici le pays plongé, presque à son corps défendant, dans un conflit régional au Moyen-Orient à l'issue incertaine, déclenché par l'opération « Fureur épique » lancée samedi 28 février par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran.

Lors d'une allocution solennelle, prononcée à 20 heures, mardi 3 mars, Emmanuel Macron a annoncé l'implication de la France dans des opérations militaires effectuées dans une logique « strictement défensive », a-t-il précisé. « C'est en effet notre responsabilité (...), elle vise à protéger et à restaurer le plus vite possible la paix », a justifié le président de la République, qui s'exprimait depuis son bureau de l'Elysée où était posé un petit soldat de plomb de la garde napoléonienne, en joue.

Depuis le lancement des hostilités, le régime iranien, qui joue sa survie, s'est attaqué en retour à Israël et aux intérêts américains de la région tout en visant les pays du Golfe et l'Europe. Lundi, la base militaire britannique d'Akrotiri, dans le sud de Chypre, a été frappée. Une « nouvelle situation est en train d'apparaître », a assuré Emmanuel Macron. « Les frappes devraient continuer dans les prochains jours pour affaiblir l'Iran et détruire ses capacités de riposte. Et en représailles, les frappes de l'Iran dans toute la région de-



Le porte-avions français « Charles-de-Gaulle » au large des côtes de Toulon, en Méditerranée, le 5 juin 2021. NICOLAS TUCAT/AFP

vraient alors se poursuivre », a-t-il prévenu, confirmant le scénario d'un embrasement régional.

Avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, la France promeut « la reprise de négociations diplomatiques » avec l'Iran. Vaine prière alors que les rapports de force et les logiques impériales s'imposent un peu partout dans le monde. Emportée, de facto, par le cours des événements, la France ne peut toutefois rester inactive quand ses intérêts et ceux de ses alliés sont touchés. « Il en va de [sa] crédibilité d'être ce partenaire de confiance qui honore ses engagements, surtout dans ces temps troublés », a expliqué

le président français.

Pour soutenir Chypre, pays de l'Union européenne avec lequel la France a signé un partenariat stratégique en décembre 2025, Emmanuel Macron a annoncé l'envoi de moyens supplémentaires de défense antiaérienne et d'une frégate française, le *Langue-doc*. Le navire devait arriver au large de l'île dans la soirée de mardi.

L'heure est au pragmatisme

Paris, lié par des accords de défense avec le Qatar, le Koweït et les Emirats arabes unis, prendra part à des opérations défensives si nécessaire. « Nous leur devons so-

lidarité », a argué le chef de l'Etat. « Nous sommes aussi liés par des engagements solides avec la Jordanie, l'Irak, et notamment, là-bas, nos alliés kurdes », a-t-il énoncé, rappelant que la France a abattu « en légitime défense » des drones dès les premières heures du conflit pour défendre l'espace aérien de ces pays amis. Pour renforcer les moyens déjà présents, des avions Rafale, des systèmes de défense antiaérienne et des radars aéroportés ont été déployés ces dernières heures, a précisé M. Macron. « Et nous continuerons autant que de besoin cet effort », a-t-il prévenu.

Enfin, pensant aux intérêts

économiques du pays, la France entend bâtir une coalition pour réunir des moyens « y compris militaires », a dit le président, afin de reprendre et sécuriser le trafic de pétrole et de gaz dans le détroit d'Ormuz, actuellement fermé. « J'ai donné ordre au porte-avions Charles-de-Gaulle, ses moyens aériens, son escorte de frégates, de faire route vers la Méditerranée », a annoncé M. Macron.

Un effet de domino potentiellement vertigineux semble s'être amorcé depuis le 28 février. L'atteinte manifeste au droit international est déplorée. « Les Etats-Unis d'Amérique et Israël ont décidé de lancer des opérations militaires. Elles ont été conduites en dehors du droit international, ce que nous ne pouvons pas approuver », a indiqué Emmanuel Macron.

Mais le temps de 2003 où, de la tribune des Nations unies, la France brandissait le respect du droit international

pour s'opposer à la guerre en Irak voulue par les Etats-Unis, est révolu. L'heure est au pragmatisme face à une opération militaire qui pourrait, en cas de succès, faire tanguer un régime jugé criminel. « L'histoire ne pleure jamais les bourreaux de leur peuple. Et aucun ne sera regretté », a estimé Emmanuel Macron, en référence aux agissements du régime iranien qui, en janvier, a encore réprimé dans le sang des manifestations, tuant des milliers de ses concitoyens.

« La République islamique d'Iran porte la responsabilité première de cette situation », a conclu le président français, rappelant que Téhéran a ignoré les mises en garde de l'Europe et de ses partenaires, en poursuivant ces dernières années le développement clandestin de son programme nucléaire, tout en étoffant son arsenal balistique à même de menacer le Vieux Continent. L'Iran est également coupable d'avoir « financé des groupes

terroristes dans les pays voisins, le Hezbollah au Liban, les [rebelles houthistes] au Yémen, les milices chiïtes en Irak », et d'avoir « soutenu le Hamas [tout en persistant dans sa volonté] de détruire l'Etat d'Israël », a énuméré Emmanuel Macron.

La France n'est plus maîtresse des événements

Depuis ces dernières heures, la guerre s'étend au Liban. « Le Hezbollah a commis la faute majeure de frapper Israël et de mettre les Libanais en danger », a grondé Emmanuel Macron qui s'en est aussi pris à l'Etat hébreu, qui envisage, en représailles, une opération terrestre dans le pays. « Ce serait là aussi une escalade dangereuse et une erreur stratégique », a averti le président, appelant Israël « à respecter le territoire libanais et son intégrité ».

Admettant implicitement que la France n'est plus maîtresse des événements, le président s'est posé en protecteur des

Français. « Face à cette guerre en train de s'étendre et dont nul ne sait dire aujourd'hui le terme, ma responsabilité est d'agir pour protéger notre pays, garantir la sécurité de nos compatriotes, et défendre l'intérêt national », a-t-il insisté sur un ton martial.

Le rapatriement des 400 000 Français présents au Proche-Orient qui souhaiteraient être évacués s'est enclenché dans la soirée de mardi. Un premier vol est arrivé tôt, mercredi matin, à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle en provenance d'Oman, a constaté l'Agence France-Presse. Enfin, face aux craintes d'opérations terroristes qui pourraient être orchestrées directement ou indirectement par le régime iranien, le président réclame le renforcement du dispositif de protection militaire « Sentinelle ».

The New York Times

March 4, 2026

Pro-American Kurdish Forces Are Preparing Possible Iran Incursion

The C.I.A. has given small weapons to Iranian Kurdish forces in Iraq in a covert program that began before the current war.

Pro-American, Iranian Kurdish forces based in Iraq are preparing armed units that could enter Iran, creating a potential new front in an already expanding conflict, according to Iraqi officials and senior members of Iranian Kurdish groups.

The C.I.A. has previously given small arms to the Iranian Kurdish forces as part of a covert program to destabilize Iran, an effort that began before the current war, according to people

familiar with the effort. But in a briefing on Wednesday, Karoline Leavitt, the White House press secretary, said reports that President Trump had agreed to any plan for the Kurds to launch an insurgency in Iran were "completely false."

The U.S.-Israeli bombing campaign in Iran that began on Saturday has killed the country's supreme leader and other top officials. It has also targeted government and security facilities around the country, includ-

ing on the Iran-Iraq border. American officials are debating the utility of a Kurdish incursion as fighting intensifies, according to the people briefed on the situation.

Any U.S. effort to assist the Kurds in beginning an incursion into Iran, or any sort of insurgency there, would be a surprising twist in the war. If large enough, the incursion could force Iranian army units to respond, allowing American or Israeli planes to target them.

The United States has a long history of working with Kurdish militia forces in Iraq and Syria. But America also has a reputation of abandoning the Kurds, an ethnic group that stretches across parts of Turkey, Syria, Iraq and Iran. After the 1991 Persian Gulf war, the United States encouraged a Kurdish uprising in Iraq, but then stood by as the Iraqi army slaughtered Kurdish forces.

Some people familiar with the planning for any potential Kur-

dish incursion into Iran voiced a note of caution. There is no way that any Kurdish force could topple the Iranian government, they say, or even significantly influence who might take power. The C.I.A. has provided only small arms to the Kurdish forces, which do not have tanks or heavy weaponry to launch an invasion or to plausibly threaten the theocratic government in Tehran.

Former officials also said Iran's Persian majority would not welcome an armed Kurdish incursion. There are an estimated 6 million to 9 million Kurds in the country of 90 million people.

The people familiar with the deliberations echoed Ms. Leavitt, saying the White House had not yet decided whether to send the Kurds into Iran. And some of the people said the decision may not be up to Israel or the United States, and the Kurdish leadership might make its own call.

Iran has been pressuring Iraq to prevent the Kurdish fighters from crossing the border, the Iraqi officials and Iranian Kurdish leaders said.

This week, Mr. Trump asked two Iraqi Kurdish leaders, Masoud Barzani and Bafel Talabani, to enable Iranian Kurdish fighters based in Iraq to move into Iran, according to two Iranian Kurdish leaders and two Iraqi security officials.

One of the Iranian Kurdish officials said Mr. Trump had a separate call on Tuesday to discuss sending forces over the border with the head of one of those Kurdish groups, Mustafa Hijri, of the Kurdistan Democratic Party of Iran. All the officials spoke on the condition of anonymity because of the sensitivity of the issue.

Neither the security officials nor the group members elaborated on what form the U.S. support might take.

Ms. Leavitt said that she would not comment on Mr. Trump's calls with foreign officials but that the president "did speak to Kurdish leaders with respect to our base that we have in northern Iraq."

The C.I.A. declined to comment on the effort to support the Kurds.

It is not clear precisely when the C.I.A. began arming the Kurds, but it is part of a long-term covert campaign by the agency to destabilize the Iranian government, according to those familiar with the effort. Former officials said it was never meant to topple the government in Tehran, but aimed at distracting leaders or potentially creating a security crisis.

The C.I.A. effort to arm the Kurdish forces [was earlier reported by CNN](#). [Axios reported](#) on a call between Kurdish leaders in Iraq and Mr. Trump to discuss the war in Iran.

Since the beginning of the joint U.S.-Israeli war campaign, bombs and missiles have struck targets in western Iran, apparently focused on Kurdistan Province, according to an analysis by The New York Times. It is unclear from imagery if the United States, Israel or both forces have hit those targets.

Several Iranian Kurdish leaders described the strikes in western Iran as part of an effort to support an infiltration from Iraq.

The strikes have hit Islamic Revolutionary Guards facilities, police stations and, critically, border guard posts and communications towers. The strikes also have hit civilian administrative buildings, and damaged nearby residential areas.

An analysis of video footage and satellite imagery shows that the strikes have been concentrated on locations near highways that run from the Iraq-Iran border into Iran. The bom-

bardments have come at a huge cost to civilian lives in the area, Iranians who have relatives there told The Times.

Where strikes hit along the Iran-Iraq border

The bombing campaign would make any incursion by Iranian-Kurdish forces from Iraq easier, reducing the strength of Iranian forces that could seek to stop the invasion.

In Sanandaj, the provincial capital of Iran's Kurdistan region, the strikes flattened security facilities and administrative offices. One verified video captured a large explosion at a police headquarters already surrounded by smoke, with later images showing the destroyed complex, including a broadcast tower.

In Marivan, a smaller city closer to Iraq's border, a prison and adjacent jail were heavily damaged, satellite imagery and video posted online show. Other targeted locations included Baneh, where a video verified by The Times showed extensive destruction in the city's center.

Since the opening salvos of the war on Saturday, Mr. Trump has framed the attacks as a "historic opportunity" for Iranians to overthrow their authoritarian clerical rulers.

Iran's Kurds have often faced the brunt of the authoritarian government's repression. Their political leaders have long sought to create a national homeland, either as a state or through self-governing federal regions within their current countries.

"We are fighting for freedom and of course we are fighting against the military that is harming our people," said Siamand Moani, a veteran leader of the Kurdistan Free Life Party, one of the Iranian Kurdish groups in Iraq that officials say plan to send fighters into Iran. Mr. Moani would not confirm nor deny that effort, but said the

mililitants had "broadened" their operations.

Since the war began, proxy militias aligned with Iran have struck a U.S. base in Iraq's northern Kurdistan region. They have also hit the region's international airport, oil and gas facilities, and at least two bases used by Iranian Kurdish fighters there.

Iraq's central government, which has close ties to Iran, has ordered officials in the Iraqi Kurdistan region not to allow Iranian Kurdish militants to cross the border, according to two senior Iraqi officials. Regional officials in Iraqi Kurdistan seem to have complied with the request, the officials said.

On Tuesday, the deputy prime minister of Iraqi Kurdistan, Qubad Talabani, said in a statement that he had stressed in a security meeting that the region "is not a part in the regional conflict, and adopts a neutral stance."

Some Iranian Kurdish leaders said they were hesitant to work with the United States to launch operations in Iran, given the potential costs to their people if the effort failed.

Still, one of those officials said that some Iranian Kurdish forces based in Iraq have decided to go forward with a plan to send forces into Iran.

Their hope is that once an insurgency is launched, local residents will join them — though there is no guarantee of that, as many Kurds in the region are not loyal to these groups.

Iranian Kurdish regions, however, were some of the most restive during a nationwide protest movement against Iran's government in January, which authorities crushed in a deadly crackdown.

Un missile tiré d'Iran en direction de la Turquie intercepté par l'OTAN

Le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, a déclaré à son homologue iranien lors d'un appel téléphonique que « toute mesure susceptible d'entraîner une escalade du conflit devait être évitée », selon la diplomatie turque.

Un missile balistique tiré depuis l'Iran et qui se dirigeait vers l'espace aérien turc, après avoir survolé les espaces aériens irakien et syrien, a été détruit par les systèmes de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) positionnés en Méditerranée orientale, a affirmé, mercredi 4 mars, le ministère de la défense turc.

« L'incident n'a fait ni morts ni blessés », a affirmé le ministère turc dans un communiqué publié sur le réseau social X. « Toutes les mesures nécessaires à la défense de notre territoire et de notre espace aérien seront prises avec fermeté et sans hésitation. Nous vous rappelons que nous nous réservons le droit de répondre à toute action hostile contre notre pays », a ajouté le ministère.

« Comme lors de l'incident de ce matin, nous prenons toutes les précautions nécessaires en étroite concertation avec nos alliés de l'OTAN. (...) Nous effectuons nos avertissements avec la plus grande clarté afin d'éviter que de tels incidents ne se reproduisent », a réagi le président turc, Recep Tayyip Erdogan. « Si nous voulons, en tant que nation, vivre en paix et en toute tranquillité sur ces terres, notre patrie éternelle, nous devons sans cesse renforcer notre capacité de dissuasion », a-t-il ajouté. La Turquie a convoqué mer-



Des débris d'un système de défense aérienne de l'OTAN ayant intercepté un missile lancé depuis l'Iran, à Dörtyol (province de Hatay) dans le sud de la Turquie, le 4 mars 2026. IHLAS NEWS AGENCY VIA REUTERS

credi soir l'ambassadeur d'Iran pour exprimer sa « préoccupation » après cet incident, a rapporté une source diplomatique turque.

Un débris appartenant à une munition de défense aérienne est tombé dans le district de Dörtyol, dans la province de Hatay, dans le sud-est du pays, a précisé le ministère.

L'OTAN condamne l'incident

« Les attaques contre le territoire souverain de la Turquie sont inacceptables », a réagi le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, lors d'un entretien téléphonique avec son homologue turc, Hakan

Fidan, selon un communiqué du département d'Etat qui « promet le soutien total des Etats-Unis » à leur allié.

« Toute action hostile recevra la réponse appropriée dans le cadre du droit international. La consultation et la coopération avec l'OTAN et nos alliés se poursuivront tout au long de ce processus », a, de son côté, déclaré sur le réseau social X le directeur des communications de la présidence turque, Burhanettin Duran.

Le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, a déclaré à son homologue iranien lors d'un appel télépho-

nique que « toute mesure susceptible d'entraîner une escalade du conflit devait être évitée », selon la diplomatie turque.

La Turquie « n'était pas la cible du missile » qui se dirigeait vers l'espace aérien turc, a, pour sa part, assuré un responsable turc à l'Agence France-Presse. « Nous pensons qu'il visait une base militaire » à Chypre, « mais qu'il a dévié de sa course », a-t-il ajouté, après avoir requis l'anonymat.

L'OTAN a, quant à lui, affirmé condamner l'incident. « L'OTAN se tient fermement aux côtés de tous les Alliés, y

compris la Turquie, au moment où l'Iran poursuit ses attaques indiscriminées dans toute la région », a déclaré sa porte-parole, Allison Hart.

Recep Tayyip Erdogan a par

ailleurs déclaré mardi que son pays déployait d'« intenses » efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre qui secoue le Moyen-Orient depuis le début de l'offensive israélo-américaine

contre l'Iran.

Les attaques de représailles menées sans discernement par l'Iran contre de nombreux pays du Moyen-Orient constituent une « extrêmement mauvaise stratégie », a es-

timé mardi le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, dans une interview télévisée.

Le Monde

Luc Bronner
04 mars 2026

En Israël, la satisfaction sur le bilan des premiers jours de la guerre

L'Etat hébreu a continué de pilonner l'Iran avec des vagues massives et incessantes d'avions militaires tout en attaquant le Hezbollah au Liban. Le système antimissiles a permis de limiter les dégâts sur son territoire.

Le rythme et le nombre de missiles envoyés depuis l'Iran vers Israël se sont fortement ralentis depuis lundi 2 mars après-midi. Au point que les autorités envisagent de rouvrir partiellement l'aéroport Ben-Gourion à Tel-Aviv. « Nous avons réussi à réduire leur capacité à tirer des missiles vers nous et vers la région. Nous avons réussi à détruire des centaines de missiles balistiques, et nous constatons que leur rythme de tir ralentit », a indiqué, mardi, une source militaire officielle. L'armée n'exclut pas complètement, toutefois, que le régime iranien tente de gérer son stock d'armements pour conserver des capacités offensives.

Israël et les Etats-Unis considèrent avoir pris le contrôle du ciel iranien. Conséquence : près de 300 lanceurs de missiles auraient ainsi été détruits depuis le début des bombardements, ce qui a réduit drastiquement les capacités du régime chiite. Le stock de missiles balistiques capables de voler jusqu'à Jérusalem ou Tel-Aviv a aussi été partiellement détruit. A ce stade, l'Etat hébreu reste relativement épargné d'un point de vue militaire, malgré les

quelque 200 missiles lancés par l'Iran. Seuls une poignée d'entre eux n'ont pas été interceptés par le système de défense antiaérien. Dix personnes sont décédées jusqu'à présent, auxquelles s'ajoutent deux blessés graves, six blessés sérieux et 396 blessés légers, dont 288 en raison de chutes au moment de se précipiter dans les abris. Lors de la « guerre de douze jours », en juin 2025, 32 personnes avaient été tuées. D'après le Croissant-Rouge, cité par l'Agence France-Presse, les bombardements auraient fait 787 morts en Iran, un chiffre invérifiable.

L'armée n'a par ailleurs annoncé le décès d'aucun soldat engagé dans les opérations militaires – les Etats-Unis en comptabilisent six –, alors que les forces aériennes ont procédé à des centaines de vagues d'attaques. « Tout se passe très bien, voire mieux que prévu », notait lundi, devant des journalistes, Sima Shine, ancienne spécialiste de l'Iran au Mossad. Avec les Etats-Unis, Israël a pu frapper directement les principaux dirigeants du pays, dont le Guide suprême, Ali Khamenei, tué le premier jour, ainsi que des dizaines de cadres du ré-

gime et d'officiers grâce à la qualité de son renseignement. « Malgré tous les efforts et toutes les tentatives déployés par les services de renseignement iraniens pour tenter de lutter contre l'infiltration de leurs services, ils ont échoué », a relevé Raz Zimmt, directeur du programme de recherche sur l'Iran au cercle de réflexion Institute for National Security Studies, lors d'un briefing avec des journalistes. Le *Financial Times* a raconté que le Mossad avait réussi à pirater les caméras de vidéosurveillance de Téhéran pour amasser des données sur les dirigeants.

Vagues incessantes

Mardi, l'armée a affirmé qu'elle avait identifié, bombardé et détruit un centre nucléaire secret près de Téhéran. « Au sein de ce quartier général, un groupe clandestin de scientifiques nucléaires spécialisés en physique exploitait des capacités secrètes dans le but d'obtenir des armes nucléaires », a indiqué un porte-parole – des affirmations invérifiables de manière indépendante. L'immeuble de la présidence, du Conseil national de sécurité et celui de l'Assemblée des experts, qui

réunit les imams chargés de désigner un nouveau Guide suprême, ont également été bombardés, ce qu'ont confirmé des images satellites. « Les forces combinées ont continué à cibler les sites industriels de défense iraniens », note, pour sa part, l'Institut pour l'étude de la guerre, un cercle de réflexion américain, en établissant une liste de zones stratégiques touchées. Dans la nuit de mardi à mercredi, des vagues incessantes d'avions ont continué de survoler le ciel israélien pour aller attaquer l'Iran. Les Etats-Unis ont précisé, de leur côté, avoir effectué plus de 2000 bombardements depuis samedi ; l'Etat hébreu avait donné, mardi, de son côté le chiffre de 2 500.

L'entrée dans le conflit du Hezbollah, l'allié de l'Iran au Liban, n'est pas perçue comme une mauvaise nouvelle par l'appareil militaro-sécuritaire. Au contraire, en réalité : les tirs de roquettes et les envois de drones par le Hezbollah depuis lundi ouvrent une fenêtre de tir pour l'armée israélienne afin de frapper en profondeur l'organisation au Liban sud, dans la banlieue de Beyrouth et dans la plaine de la Bekaa. Des troupes au

sol ont ainsi pris position sur le sol libanais, le long de la frontière, avec l'objectif annoncé de créer une zone tampon et de protéger le nord du pays, que 60 000 habitants avaient dû fuir lors des précédents affrontements, fin 2024. L'armée israélienne dit avoir visé des centaines de cibles ou de cadres de l'organisation avec l'objectif de l'affaiblir au maximum, sinon de la détruire. « *Le Hezbollah a commis une grave erreur* », a commenté le chef d'état-major, Eyal Zamir.

Incertitudes considérables

Autre information analysée positivement : si le Hamas n'a pas été éliminé de la bande de Gaza, contrairement aux promesses de Benjamin Nétanyahou après l'attaque du 7 octobre 2023, celui-ci a choisi de rester passif face aux attaques subies par son allié. Tout comme, pour l'heure, les houthistes au Yémen. L'« axe de la résistance », qui devait à la fois menacer Israël et protéger l'Iran depuis des décennies, de Damas à Beyrouth, en passant par Gaza, n'existe plus de fait. Pour Benjamin Nétanyahou, dont le destin

politique semblait menacé après le choc du 7 octobre 2023, cela commence à ressembler à la « *victoire totale* » qu'il avait annoncée, même si, par ailleurs, l'ensemble du Moyen-Orient a été entraîné dans la guerre.

Les incertitudes n'en demeurent pas moins considérables pour l'Etat hébreu. D'abord sur l'évolution de la nature des ripostes iraniennes en direction d'Israël, des Etats-Unis et des pays du Golfe, plus proches et donc particulièrement touchés, notamment par des drones. Ensuite, sur

les capacités des mouvements d'opposition iraniens à menacer à leur tour, de l'intérieur, le régime au pouvoir, comme les ont incités à le faire Donald Trump et Benjamin Nétanyahou. Enfin, sur le calendrier et le temps disponible, du point de vue des Israéliens, pour continuer à détruire, le plus rapidement et le plus profondément possible, l'appareil militaire et le régime iranien si jamais Donald Trump venait à considérer qu'il a rempli ses objectifs et ordonnait l'arrêt des combats.



Djamel BELAYACHI
05 mars 2026

Irak : que sait-on de la mobilisation des factions kurdes contre le régime iranien ?

Depuis le début de la guerre, le 28 février, l'Iran mène régulièrement des frappes sur l'Irak. La cible ? Les quartiers généraux de groupes d'opposition kurdes iraniens basés dans la région du Kurdistan irakien. Ces groupes sont accusés par l'Iran de préparer une infiltration à la frontière iranienne afin de mener des opérations terrestres contre le régime dans la région du Kurdistan iranien.

Le 22 février 2026, cinq partis d'opposition kurdes iraniens exilés au Kurdistan irakien ont annoncé la création d'une coalition dont l'objectif principal est de renverser la République islamique d'Iran.

Il s'agit du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), dirigé par Mostafa Hejri, du Parti de la liberté du Kurdistan (PAK), du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) lié au PKK, de l'Organisation de

la lutte du Kurdistan iranien (Khabat), et de Komala des Travailleurs du Kurdistan. Une autre branche de Komala, le Parti Komala du Kurdistan iranien, a annoncé rejoindre cette coalition le 4 mars, portant ainsi à six le nombre de formations qui la composent.

Depuis le début de la guerre, le 28 février, l'Iran a de son côté multiplié les frappes contre les bases de ces partis.

Les bases du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), notamment le camp Azadi à Koysinja, près d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, ont été frappées à de multiples reprises, faisant au moins un blessé.

مشاهد من قصف مخيم «آزادي» في كويسنجق وتصادم السنة الدخان، حيث قال قائممقام القضاء لرووداو: أصيب شخص واحد بجروح طفيفة pic.twitter.com/KA003MSNfc— Ru-

daw عربية (@rudaw_arabic)
March 3, 2026

Les bases du Parti de la liberté du Kurdistan (PAK) ont aussi été visées, notamment près de Duhok. Une frappe a causé la mort d'un garde et en a blessé un autre, le 4 mars selon un porte-parole. Les Gardiens de la révolution ont confirmé avoir ciblé les groupes d'opposition. «Des bases et quartiers généraux des groupes Komala et anti-révolutionnaires ont été touchés avec succès par trois missiles» lit-on dans un communiqué de l'organisation.

Dans la nuit de mercredi 4 à jeudi 5 mars, une autre attaque au missile et au drone a visé un camp hébergeant des familles de membres du parti Komala. Aucune victime n'a été signalée, a indiqué un responsable du parti, Mohammed Hakimi.

A military base of the Komala has been attacked by Iranian forces near Dukan in the Slemmani governorate. pic.twitter.com/cl95w1rcMI— ScharoMaroof (@ScharoMaroof) March 4, 2026

Dans un article du 3 mars, le site de CNN a indiqué que la CIA travaillerait à armer ces forces kurdes iraniennes dans le but de «fomenting un soulèvement populaire» en Iran. Les sources citées par le média américain précisent que ce soutien a commencé plusieurs mois avant le début de la guerre. CNN évoque en outre une conversation entre le président Donald Trump et Mustafa Hijri, le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), sans en révéler la teneur.

«Ces responsables kurdes ne font pas confiance aux États-Unis» Chirwan al-Chimrani, journaliste kurde indépendant basé

à Erbil, invite toutefois à la prudence, même s'il y a des signes qui pointent vers une potentielle opération transfrontalière des militants kurdes exilés en Irak.

Ces partis n'étaient pas unis par le passé. Ils n'avaient pas de vision commune, chaque parti s'opposant à l'autre, affirmant être le seul représentant légitime. Mais cette unité nouvelle avec la création de la coalition est un indice que quelque chose est en train de se passer. Autre élément : les Iraniens ont immédiatement menacé et lancé des bombardements contre les kurdes iraniens en Irak, comme s'ils sentaient que quelque chose se tramait. Troisième point : Ali Larijani [Secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale d'Iran], juste après l'assassinat du Guide suprême, a déclaré : "Nous ne permettrons pas la division du territoire iranien." Cet avertissement indique également qu'ils savent et sentent quelque chose. Sur cette base, les forces de sécurité iraniennes utilisent désormais des missiles et des drones pour bombarder les quartiers généraux de ces partis. Cela peut être interprété comme un signe que quelque chose est en train de se passer. En revanche, il faut rester prudent, car ces responsables kurdes ne font pas confiance aux États-Unis et à leur politique sur cette question.

En 2019, les États-Unis, lors du premier mandat de Donald Trump, ont retiré leurs troupes du nord de la Syrie alors sous contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par des Kurdes syriens. Le retrait américain a ouvert la voie à une intervention offensive

turque à leur rencontre dans la région. Le leader kurde syrien Mazloum Abdi avait alors qualifié ce retrait de "trahison".

La coalition américano-israélienne frappe des cibles du régime dans le Kurdistan iranien

Depuis le début de sa campagne, la coalition américano-israélienne a ciblé des sites militaires et sécuritaires du régime dans le Kurdistan iranien (qui inclut les provinces de Kurdistan, Kermanshah, Ilam et l'Azerbaïdjan de l'ouest), région frontalière du Kurdistan irakien. Cité par The Guardian, un porte-parole militaire israélien a déclaré que leur force aérienne est "activement engagée dans l'ouest de l'Iran pour diminuer les capacités iraniennes et faciliter les opérations vers Téhéran".

Cette stratégie viserait donc à affaiblir les forces de sécurité du régime pour permettre aux groupes kurdes iraniens exilés en Irak de traverser la frontière, et à ceux qui sont déjà présents en Iran de se mobiliser, pour lancer une offensive contre le régime.

Chirwan al-Chimrani explique :

La nature des bombardements, le type de cibles et leur intensité au cours des deux derniers jours [3 et 4 mars] en particulier, et aujourd'hui surtout, tout cela suggère que des préparatifs sont en cours, car l'attention se concentre actuellement sur tous les quartiers généraux de la police, les forces Basij [force paramilitaire], les Gardiens de la révolution, et l'armée iranienne. C'est-à-

dire que toutes les principales forces armées iraniennes sont désormais prises pour cible même dans les petites villes kurdes de l'ouest de l'Iran.

Breaking: Multiple planes dropped a large number of bombs on the Kermanshah's Shahrak Pardis ballistic missile site
— Dr. Eli David (@DrEliDavid) February 28, 2026

Toutes les analyses indiquent que ces attaques ciblées visent à empêcher les forces militaires iraniennes d'arrêter tout mouvement que les partis kurdes pourraient initier à l'intérieur du pays, s'ils le souhaitent." C'est la seule interprétation possible, car ces attaques dans la région kurde d'Iran ne se produisent pas dans d'autres régions iraniennes. Par exemple, dans l'est de l'Iran, à la frontière pakistanaise, il existe des forces armées sunnites iraniennes d'opposition, qui ont mené à plusieurs reprises des opérations contre le régime, notamment des attentats à la bombe contre le quartier général des Gardiens de la révolution.

The Border Guard Unit base in Sanandaj, Kurdistan Province (Iran), was heavily damaged following U.S./Israeli strikes.

Geolocation: 35.25335, 47.01543 @GeoConfirmed @FaytuksNetwork 1/2
pic.twitter.com/RR9ZxnMoop — Zaryon OSINT (@zar-GEOINT) March 2, 2026

مشاهد من قصف مخيم «آزادي» في كويسنجق وتصادع ألسنة الدخان، حيث قال قائممقام القضاء لرووداو: أصيب شخص واحد بجروح طفيفة
pic.twitter.com/KA003MSNfc

— Rudaw عربية (@rudaw_arabic) March 3, 2026

Aucune preuve d'un franchissement de la frontière

Plusieurs médias, dont le site américain Axios, ont indiqué, jeudi 5 mars, que les forces kurdes iraniennes exilés en Irak avaient dans les dernières semaines envoyé des centaines de leurs membres vers le côté iranien de la frontière en vue de préparer une offensive. Cependant, la plupart des partis de la coalition (PDKI, Komala, PAK, Khabat) ont démenti tout franchissement de la frontière à ce stade, qualifiant ces rapports de rumeurs.

En revanche, des partis de la coalition kurde initialement basées à Erbil, - comme le PAK et Komala - ont annoncé s'être repositionnés vers des zones plus proches de la frontière irano-irakienne dans la province de Sulaymaniyah, en vue d'une possible opération transfrontalière.

Soutenir des factions kurdes armées risque aussi d'inquiéter la Turquie, l'Irak et la Syrie, où vivent des populations kurdes importantes. "Si l'administration envisage sérieusement de s'engager avec les Kurdes en Iran, elle remue un nid de guêpes. Le président turc, Recep Erdogan, et d'autres, dont le Premier ministre irakien, Mohammed Shia al-Sudani, et le président syrien, Ahmed al-Sharaa, réagiront fortement. Les leaders du Golfe seront aussi très inquiets", a déclaré Barbara Leaf, ancienne secrétaire d'État adjointe des États-Unis, citée par The Guardian.

Les Kurdes d'Iran, possibles acteurs d'un front intérieur pour affaiblir le régime de Téhéran

Alors que les frappes américano-israéliennes se poursuivent, les regards se tournent vers les factions kurdes d'Iran. Réunies au sein d'une coalition inédite, elles pourraient tenter de profiter de l'affaiblissement du régime. Mais l'histoire des Kurdes, jalonnée d'alliances fragiles et d'abandons, nourrit autant d'espoirs que de prudence.

Rumeurs, opacités, erreurs et démentis. La situation aux marges occidentales de l'Iran fait toujours l'objet de spéculations, jeudi 5 mars au matin, alors que les groupes armés kurdes ont démenti leur implication dans des opérations rapportées la veille par des médias israéliens et américains. Ces organisations, basées au Kurdistan irakien voisin et qui entendent représenter une minorité comptant pour 10 % de la population iranienne, sont perçues comme les seuls acteurs susceptibles de constituer une opposition armée structurée à la République islamique.

Dès mercredi soir, dans un contexte marqué par une forte confusion informationnelle, une série de rumeurs a commencé à circuler selon lesquelles leurs combattants auraient franchi la frontière iranienne depuis leurs positions au Kurdistan irakien. Aucune confirmation, indépendante ou officielle, n'est toutefois venue étayer ces allégations à ce stade. Plus tôt, le site Axios, connu pour ses liens avec l'appareil de sécurité israélien, avait rendu compte du financement et de l'armement par la CIA du mouvement national kurde dans une logique de prise de contrôle du Kurdistan iranien.



Un membre des peshmergas kurdes iraniens du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) dans le camp d'Azadi du PDKI après une attaque transfrontalière iranienne dans la ville de Koye, en Irak, le 3 mars 2026. SAFIN HAMID/AFP

Des rapports allant en ce sens ont été relayés par CNN, Fox News et des médias israéliens, accompagnés de déclarations confuses de soutien aux forces kurdes venues de personnalités républicaines. Ils semblent plutôt créer l'embarras au sein des forces kurdes. Le doute s'installait donc alors que dans tout l'Iran, selon l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA), au moins 1 114 civils, dont 181 enfants, ont été tués dans les frappes américano-israéliennes. A ce

bilan pourraient s'ajouter 926 morts supplémentaires, en cours de vérification et de classification.

Conflits fratricides

Dans l'ouest du pays, la répartition des bombardements commencés au cours des jours précédents évoquait la carte d'une zone d'opération future dans les régions kurdes de l'Iran, du sud d'Ourmia, ville proche de la frontière turque, à Kermanshah, voisine de l'Irak. Mais le

brouillard de guerre restait épais au-dessus des montagnes du Kurdistan jeudi matin. Seule certitude : six factions kurdes, marquées par une longue histoire de conflits fratricides et de scissions, forment officiellement une coalition, déclarée le 22 février.

Leurs positions, du côté irakien de la frontière, ont déjà été frappées par des drones et des missiles, y compris dans la nuit de mercredi à jeudi. « *Nous ne pouvons to-*

lérer ces attaques indéfiniment », a déclaré Kerim Pervizi, membre de la direction du Parti démocratique du Kurdistan iranien. Or, contrairement aux rumeurs diffusées mercredi, l'appareil militaire kurde iranien n'est pas encore sur le pied de guerre. « *La formation d'une chambre d'opération commune est encore en cours, mais ne pourra être finalisée que si nous avons l'assurance que le régime a perdu sa capacité de répression*, indique Ali Ranjbari, membre du comité central du parti Komala du Kurdistan, une des formations impliquées, alors que les premières rumeurs bientôt démenties circulaient déjà. *Nous avons toutefois atteint un point de non-retour et des régions pourraient changer de mains.* » A ce stade, aucune organisation kurde n'a confirmé un début d'opération militaire.

Ahwan Chiako, membre du conseil de direction du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), a confirmé que l'alliance ne disposait pas, à ce stade, de représentant unique, allant jusqu'à nier tout soutien extérieur. « *Sans contrôle du ciel, une opération kurde serait un massacre* », a-t-il ajouté. Le PJAK est l'émanation iranienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), chassé de Syrie cette année et engagé dans un processus de négociation heurté avec la Turquie, qu'il combat depuis 1984.

Histoires d'abandons

Malgré l'espoir d'une occasion historique, l'inquiétude reste de mise pour les Kurdes : pourront-ils rallier les intérêts des ennemis de Téhéran et y trouver leur compte, même si la guerre américano-israélienne n'a pas abouti, à ce stade, à une chute du régime ? Ou ris-

quent-ils de nouveau de nourrir le récit d'une histoire kurde qui serait faite d'épisodes récurrents d'instrumentalisation suivis d'abandons fatals ? La reprise en main, en janvier, des zones sous contrôle kurde en Syrie par Damas et les forces d'Ahmad Al-Charaa, avec la bénédiction des Occidentaux, est encore dans tous les esprits.

D'après Shamal Bishir, analyste kurde iranien basé à Stockholm et ancien responsable des relations extérieures du PJAK, qui entretient un réseau de contacts sur place, « *les derniers rapports font état de villes kurdes abandonnées par les forces du régime, où les populations attendent avec espoir les prochains développements* ». Le commandement du PJAK a appelé, mercredi dans un communiqué, les Kurdes à mettre en place une auto-organisation politique et militaire locale.

La question du rôle des autorités du Kurdistan irakien, historiquement liées à Téhéran malgré leur proximité avec Washington et dont le territoire servirait de base de lancement d'une telle opération, reste par ailleurs entière. « *La stabilité du Kurdistan irakien autonome a toujours dépendu de ses bonnes relations avec les puissances régionales. Cet équilibre est aujourd'hui menacé* », avertit Maria Luisa Fantappie, de l'Istituto affari internazionali, à Rome, qui suit les questions politiques et sécuritaires kurdes depuis 2010. « *Les crises régionales servent toujours d'accélérateurs à l'histoire des Kurdes. Pour l'instant, le temps est de leur côté, puisque les Etats-Unis et Israël ont besoin d'eux, mais il leur faut de véritables garanties ou une catastrophe est à craindre* », précise la spécialiste.

Nationalisme

Frappées d'anathème car accusées de séparatisme par certains Iraniens, notamment par le courant monarchiste réuni autour de Reza Pahlavi, le fils de l'ancien chah d'Iran, les factions kurdes en lutte contre la République islamique pourraient aussi subir le courroux du reste de l'opposition iranienne. « *Une offensive kurde pourrait obscurcir la perspective d'un changement de régime, renforçant en sa faveur le nationalisme à l'intérieur du pays, tandis que la guerre se transformerait en conflit ethnique, mobilisant les forces terrestres iraniennes sans modifier l'équilibre militaire face aux frappes* », explique Arman Mahmoudian, chercheur au Global and National Security Institute de l'université de Floride du Sud.

Vu de l'intérieur de l'Iran, le mouvement kurde est perçu de manière ambivalente. Les montagns du Kurdistan, avec leurs guérilleros et leurs contrebandiers, ont souvent été la voie obligée des opposants à la République islamique vers la Turquie, l'Irak puis l'Occident. Les Kurdes ont participé en première ligne à la révolution de 1979, avant que les partisans de l'ayatollah Khomeyni, éliminant leurs alliés contre la monarchie, n'orchestrent contre cette minorité une répression meurtrière qui dure jusqu'à ce jour.

Toutefois ce qui se joue dans l'ouest de l'Iran a des implications au-delà des frontières du pays. « *Le Kurdistan iranien est le foyer d'un nationalisme pankurde. Les Kurdes d'Iran, d'Irak, de Turquie et de Syrie célèbrent toujours la mémoire de la République de Mahabad, de 1946, considérée comme seul Etat kurde de l'histoire moderne* », rappelle Boris James, historien de référence des

mondes kurdes et enseignant à l'université Paul-Valéry de Montpellier. Après la reconnaissance de l'autonomie du Kurdistan irakien dans le sillage de l'intervention américaine en Irak en 2003, la montée en puissance puis la répression politique et militaire du mouvement kurde en Turquie à partir de 2015, et l'expansion à partir de 2011 puis l'effondrement, en 2026, de l'expérience kurde en Syrie, les développements en Iran pourrait marquer un nouveau chapitre de cette longue histoire.

La couverture éditoriale des événements en cours en Iran, depuis les premières frappes américano-israéliennes du 28 février, est particulièrement difficile. Comme lors des précédents conflits survenus ces derniers mois entre le régime iranien d'un côté et Israël et les Etats-Unis de l'autre, *Le Monde* ne peut être présent sur place. Depuis juin 2021, date des derniers reportages réalisés en Iran par l'un des journalistes du service International à l'occasion de l'élection présidentielle, nos demandes de visas ont été refusées ou n'ont pas été prises en compte par les autorités de Téhéran. Les entretiens et témoignages sont donc recueillis de Paris par téléphone ou en visio, et les informations en sources ouvertes vérifiées et validées par nos journalistes spécialisés. Nous documentons aussi la situation sur place par le biais d'images satellites et la vérification des vidéos amateurs tournées sur place. Depuis les manifestations antigouvernementales de janvier et la répression massive à laquelle elles ont donné lieu, ce travail est rendu encore plus complexe par la coupure, totale ou très large, d'Internet et des communications sur place, décidée par les autorités iraniennes.

The New York Times

March 5, 2026
Luke Broadwater

Trump Wants a Quick Victory in Iran. But the War May Be Costly.

The opening days of the conflict are challenging the idea that President Trump can project force abroad while safeguarding American lives and the economy.

As President Trump uses U.S. military force overseas, his calculation has been that he can launch military operations with the loss of few American lives and minimal disruption to the economy.

The opening days of the war in Iran are challenging that assumption.

Already, six Americans have been killed. Gulf allies are under attack. The stock market wobbled. Gas prices are rising. The U.S. military is spending, by some estimates, hundreds of millions of dollars per day. In Iran, [an airstrike on a girls' elementary school killed 175 people](#), according to local health officials and Iranian state media, and the Trump administration says it is [investigating who was responsible](#).

While no American ground troops have yet been sent to Iranian soil, the administration has not ruled out deploying soldiers. Defense Secretary Pete Hegseth on Wednesday suggested the conflict might not be short.

"We are accelerating, not decelerating," Mr. Hegseth told reporters, adding: "More bombers and more fighters are arriving just today."

Before deciding to launch a new round of missile strikes against Iran that began on Saturday, Mr. Trump had been emboldened by what his administration views as a string of swift military achievements.



Heavy smoke rising from Tehran on Tuesday after U.S.-Israeli airstrikes. Arash Khamooshi for The New York Times

Under Mr. Trump's leadership, the U.S. military captured Venezuela's president, Nicolás Maduro, in a quickly executed operation; struck Iran's nuclear facilities in a surprise attack; targeted Houthi militants in Yemen; blew up a succession of suspected drug boats in the Caribbean; and bombed targets in Iraq, Nigeria and Somalia as part of counter-terrorism operations.

All of these operations were carried out quickly, and, in the administration's view, successfully, with little cost to American lives or treasure.

But the war the United States and Israel have launched against Iran runs the risk of spiraling beyond those quick-strike operations, particularly

if the administration further involves itself in regime change.

Representative Jason Crow, a Colorado Democrat and former Army Ranger who served in Iraq and Afghanistan, warned Wednesday that the United States was headed down the same path of endless war that he had seen firsthand and that Mr. Trump had campaigned against.

"After trillions of dollars, thousands of American lives, decades of endless conflict, my entire adult life, a quarter of a century of American war — here we go again," Mr. Crow said. "Donald Trump campaigned on ending the wars because he knew at the time that that's what Americans

wanted, and still want, and yet, here we go again."

Mr. Trump has encouraged the people of Iran to "take over" their country, but he has not [backed any specific entity](#) to lead the fight against the government.

Since launching strikes, Mr. Trump has spoken with Kurdish leaders, but has not agreed to any plan to arm them to overthrow the Iranian government, Karoline Leavitt, the White House press secretary, said Wednesday.

"Trump is an individual who likes low costs and flashy what he considers victories," said Jon Hoffman, a research fellow in defense and foreign policy at the Cato Institute.

“Everything that I hear from folks in the administration and around the administration is that after Maduro, he was running high. He felt untouchable in many ways. But this is fundamentally different than Venezuela. The costs are already racking up.”

Mr. Hoffman pointed to the dead U.S. service members and the spiking of [oil and natural gas prices](#).

“I think Europe’s natural gas prices went up about 40 percent, and this is only going to get worse,” he said. “These prices are going to continue to rise.”

Still, Elliott Abrams, a senior fellow for Middle Eastern studies at the Council on Foreign Relations who worked for three Republican presidents, including Mr. Trump, said he believed there were many benefits to killing the leaders of Iran and dismantling the country’s military capacity.

“The costs so far are the lives lost to American service members,” he said. “The benefits are, I think, enormous. This regime has been trying and sometimes succeeding in killing Americans for more than 40 years.”

Mr. Abrams said that if Mr. Trump declines to send in ground troops, American deaths may remain low. But a decimated Iranian regime, he said, was ultimately in the interests of America and its allies. “Even if regime remnants remain in power, they’ll have no nuclear program, essentially no ballistic missile program and no ability to project power in the region,” he said.

But Mr. Hoffman isn’t so sure, arguing a destabilized Iran could pose a high risk to America and its allies.

“If it really is the plan to start arming ethnic separatist groups and try to Balkanize Iran,” he said, “not only would that be a proxy war at a scale at which the United States has never engaged before in the Middle East, that will impose incredible costs on the region.”

In that scenario, Mr. Hoffman said, “you’re likely talking mass refugee flows, you’re likely talking about time and space for groups like ISIS to start taking a foothold.” He added: “These are groups that just thrive on chaos. You’re opening Pandora’s box.”



05 mars 2026

L'Iran vise les Kurdes en Irak, le FMI alerte sur l'économie mondiale, la Chine met un coup de frein sur sa croissance... Ça s'est passé cette nuit

L'Iran affirme avoir visé des groupes kurdes en Irak, la patronne du FMI prévient que l'économie mondiale est « de nouveau mise à l'épreuve », la Chine prévoit un nouveau coup de frein sur sa croissance.

L'Iran affirme avoir visé des groupes kurdes en Irak, la patronne du FMI prévient que l'économie mondiale est « de nouveau mise à l'épreuve », la Chine prévoit un nouveau coup de frein sur sa croissance.

L'Iran affirme avoir visé des groupes kurdes en Irak

L'Iran a affirmé ce jeudi avoir tiré des missiles visant les quartiers généraux de forces

kurdes dans la région autonome du Kurdistan en Irak, qui accueille des troupes américaines, laissant craindre une extension du conflit. « Nous avons visé les quartiers généraux de groupes kurdes opposés à la révolution au Kurdistan irakien avec trois missiles », indique un communiqué militaire cité par l'agence Irna. Ces frappes ont tué un membre d'un groupe kurde iranien en exil, selon un porte-parole.

L'économie mondiale « de nouveau mise à l'épreuve », alerte la patronne du FMI

L'économie mondiale est « de nouveau mise à l'épreuve » par la guerre au Moyen-Orient, a affirmé ce jeudi de-

puis Bangkok la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Kristalina Georgieva. « Nous vivons dans un monde où les chocs sont plus fréquents et plus inattendus, et nous prévenons nos membres depuis un certain temps que l'incertitude est désormais la nouvelle norme », a-t-elle déclaré à l'occasion d'une conférence sur l'Asie en 2050. « Ce conflit, s'il était amené à durer, pourrait évidemment affecter les prix mondiaux de l'énergie, le sentiment des marchés, la croissance et l'inflation », a ajouté la patronne du FMI.

La Chine prévoit un nouveau coup de frein sur sa croissance

La Chine se fixe un objectif de croissance de 4,5 à 5 % en 2026, le plus bas depuis plus de trois décennies, dans un contexte intérieur et extérieur incertain, indique un rapport gouvernemental publié ce jeudi. Le géant asiatique a par ailleurs annoncé que son budget de la Défense, le deuxième mondial loin derrière les Etats-Unis, augmenterait de 7 % en 2026, dans la ligne des années précédentes face à des défis stratégiques multiples, en mer de Chine méridionale ou vis-à-vis de Taïwan.

Pour vous abonner au Brief du matin de Challenges.

Iran : Les Moudjahidin du peuple comptent participer à la chute du régime

Retirés de la liste des organisations terroristes de l'Union européenne en 2009, les Moudjahidin du peuple affirment avoir attaqué le Guide suprême avant la frappe américano-israélienne qui a tué Ali Khamenei.

Ali Khamenei n'est pas mort ce jour-là. Mais les murs de la résidence de Téhéran du Guide suprême iranien ont tremblé, signalant, déjà, les failles sécuritaires d'un régime aux abois. Lundi 23 février, cinq jours avant l'attaque américano-israélienne qui a provoqué le décès du dirigeant, enseveli sous un déluge de bombes dans sa *beit-e rahbari*, son bureau situé rue Pasteur, une première alerte avait effrayé le régime au sein de ce quartier, pourtant réputé parmi les plus sûrs de la capitale.

Ce lundi-là, alors que Donald Trump ne cesse de menacer la République islamique de frappes imminentes, une explosion et des coups de feu retentissent dans la rue, selon le récit fait par des Iraniens sur les réseaux sociaux. L'opération est revendiquée par l'Organisation des moudjahidin du peuple iranien (OMPI ou MeK en persan), groupe d'opposition au régime, en exil. Selon l'Agence France-Presse, des habitants de Téhéran reçoivent sur leur téléphone portable un texto affirmant que la résidence du Guide suprême et le Conseil de sécurité nationale ont été « *attaqués* ». « *A mort Khamenei* » et « *salutations Radjavi* », indique le message, en référence à [la responsable de l'OMPI, Maryam Radjavi](#).

« *Les sympathisants de l'OMPI ont diffusé ces messages aux abonnés. Le régime a été tellement en*



Le portrait de Maryam Radjavi, dirigeante de l'Organisation des moudjahidin du peuple iranien, brandi par une manifestante, devant les bureaux des Nations unies, à Genève (Suisse), le 23 février 2026. FABRICE COFFRINI/AFP

colère qu'il a arrêté un groupe d'employés des télécommunications, les soupçonnant de collaboration avec l'OMPI », avance Mohammad Mohadessin l'un des porte-parole de l'Organisation des moudjahidin assurant que Khamenei était sur les lieux au moment de l'attaque. Selon M. Mohadessin, l'OMPI a perdu une centaine de ses combattants, sur les deux cent cinquante impliqués dans la bataille.

« Opposition sur place »

Prouesse militaire ? Bluff ? Aucune information officielle ne corrobore les affirmations de l'OMPI. Une source diplomatique iranienne atteste auprès du Monde qu'une attaque a eu lieu, mais reste

vague sur l'implication, ou non, des Moudjahidin.

Des médias, décrits par les experts iraniens comme proches des cercles militaires, ont pourtant trahi, peu après l'opération, l'émoi du pouvoir théocratique. « *Les explosions successives de la nuit dernière (...) ont posé une question sérieuse à tous les responsables et sympathisants du régime. Que nous est-il arrivé pour que l'ennemi convoite désormais le cœur de Téhéran et ose y porter atteinte ?* », écrivait, mardi 24 février, Bultinnews relatant, sur X, la revendication de l'OMPI. Le site *Rouyad24* a également raconté que, le jour de l'attaque, des élèves d'établissements proches de la place Pasteur et de l'avenue Jomhour

avaient été renvoyés chez eux, alors que « *la présence des forces spéciales de la police dans la zone suscit[ait] de vives inquiétudes parmi les familles* ».

« *Le régime refuse d'admettre qu'il y a une opposition sur place prête à le combattre* », avance M. Mohadessin qui est aussi président de la commission des affaires étrangères du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), une coalition d'organisations opposées au pouvoir iranien et comptant, de manière cosmétique, des représentants de minorités ethniques et religieuses comme les Kurdes et les Baloutches ; elle est présidée par M^{me} Radjavi.

L'opération, dont les dégâts restent, à ce jour, inconnus, serait la preuve que l'OMPI peut être un acteur de la chute du régime, selon M. Mohadessin. « Nous sommes parvenus à mobiliser 250 hommes et des armes pour attaquer l'un des endroits les plus protégés de Téhéran », dit-il, sans détailler les effectifs et le matériel militaire dont disposerait, sur place, l'OMPI.

Intense travail d'influence

En revendiquant cette attaque, les Moudjahidin cherchent à parler indirectement aux Américains et aux Israéliens pour leur signifier qu'ils pourraient être des combattants locaux afin de précipiter la chute du pouvoir théocratique. Assez pour être pris au sérieux par Donald Trump ? « Que les Moudjahidin aient participé à l'opération contre la résidence de Khamenei est possible. Mais il n'y a aucune preuve et l'OMPI a tout intérêt à propager cette rumeur pour se positionner en leader de l'opposition », constate Ross Harrison, chercheur résident au Middle East Institute.

Groupe dissident armé fondé en 1965, l'OMPI, qui prône un islam libéral, fut qualifiée

d'organisation terroriste par les Etats-Unis jusqu'en 2012 et par l'Union européenne jusqu'en 2009. En exil depuis 1980, les Moudjahidin sont quelque 3 000 à vivre reclus dans le camp d'Achraf, en Albanie, après avoir été chassés d'Irak. Décrite par ses anciens membres comme une secte, l'organisation est dotée de financements opaques et est peu populaire en Iran, notamment du fait de la participation de ses troupes lors de la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988) dans l'armée de Saddam Hussein. Depuis l'étranger, notamment en France, les Moudjahidin mènent un intense travail d'influence pour se poser en recours politique en cas de chute du régime.

A diverses reprises, Donald Trump a évoqué son souhait de voir la « dictature radicale et cruelle » en Iran, selon ses mots, s'effondrer. Mais aucune opération terrestre américaine, à même de raviver le souvenir traumatique de l'invasion irakienne de 2003, n'est envisagée dans le cadre de l'opération « Fureur épique ». Le locataire de la Maison Blanche serait, en revanche, ouvert à l'idée de soutenir des groupes en Iran

prêts à prendre les armes pour renverser le régime, indiquent des responsables américains cités mardi par le *Wall Street Journal* qui rapporte, comme une partie de la presse américaine, les conversations que le magnat aurait eues, dès dimanche 1^{er} mars, avec différents leaders kurdes iraniens.

Aucun contact n'a été établi entre la Maison Blanche et les Moudjahidin. « Le renversement doit se faire par le peuple iranien et sa résistance n'a pas besoin d'une force étrangère », veut croire M. Mohadessin. « Mais nous serions absolument prêts à combattre avec les Kurdes pour renverser le régime », précise-t-il. « Le problème des Moudjahidin est qu'ils n'ont pas d'assise populaire en Iran, mais ils manient royalement les armes », souligne Azadeh Kian, professeure émérite de sociologie à l'université Paris Cité, spécialiste de l'Iran.

Pourquoi les journalistes du « Monde » ne peuvent pas être en Iran

La couverture éditoriale des événements en cours en Iran, depuis les premières frappes américano-israéliennes du

28 février, est particulièrement difficile. Comme lors des précédents conflits survenus ces derniers mois entre le régime iranien d'un côté et Israël et les Etats-Unis de l'autre, *Le Monde* ne peut être présent sur place. Depuis juin 2021, date des derniers reportages réalisés en Iran par l'un des journalistes du service International à l'occasion de l'élection présidentielle, nos demandes de visas ont été refusées ou n'ont pas été prises en compte par les autorités de Téhéran. Les entretiens et témoignages sont donc recueillis de Paris par téléphone ou en visio, et les informations en sources ouvertes vérifiées et validées par nos journalistes spécialisés. Nous documentons aussi la situation par le biais d'images satellites et la vérification des vidéos amateurs tournées sur place. Depuis les manifestations antigouvernementales de janvier et la répression massive à laquelle elles ont donné lieu, ce travail est rendu encore plus complexe par la coupure, totale ou très large, d'Internet et des communications sur place, décidée par les autorités iraniennes.



Leela JACINTO
05 mars 2026

Les États-Unis tendent la main aux Kurdes d'Iran, mais seront-ils «abandonnés à leur sort» ?

Tandis que l'opération «Fureur épique» bouleverse l'équilibre géostratégique au Moyen-Orient, les États-Unis ont pris contact avec les groupes dissidents kurdes iraniens basés dans la zone semi-autonome d'Irak. Les Kurdes d'autres pays ont

déjà connu une situation similaire, mais sous l'administration Trump, ceux d'Iran sont confrontés à des défis colossaux.

La veille du bombardement aérien mené par les États-Unis et Israël en Iran, Reza

Pahlavi, fils de l'ancien shah et résidant aux États-Unis, a publié un message sur les réseaux sociaux. Il y modère ses précédents propos qualifiant une coalition kurde irannienne de «séparatistes» aux objectifs «méprisables», mettant comme ligne rouge «l'in-

tégrité de l'Iran» face à l'autodétermination réclamée par les Kurdes. Le tollé suscité par le prince héritier en exil l'avait poussé à faire amende honorable face aux Kurdes.

We are all members of the great family of Iran. We are

committed, in a united and democratic Iran, under the Lion and Sun flag, to end all discrimination and to guarantee individual freedoms and the equality of citizens before the law. We stand for Iran's freedom and security. <https://t.co/ZKGV3oXZ1Y>—Reza Pahlavi (@PahlaviReza) February 27, 2026

Une polémique qui semble désormais lointaine, puisque l'opération «Fureur épique» a plongé le Moyen-Orient dans l'incertitude. Désormais, les États-Unis cherchent un plan d'action pour l'Iran. Au quatrième jour de la guerre, mardi, les Kurdes d'Iran ont d'ailleurs reçu une proposition aux implications bien plus conséquentes que celle du fils du shah.

Mardi, le président Donald Trump s'est ainsi entretenu par téléphone avec le chef du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), le plus important des cinq partis de la coalition kurde. Deux jours auparavant, Donald Trump avait parlé à des dirigeants kurdes irakiens situés dans la région semi-autonome depuis laquelle des groupes armés kurdes iraniens déploient des combattants peshmerga le long de la frontière irano-irakienne. La CIA s'emploie également à armer les forces kurdes, dans le but de fomenter un soulèvement populaire en Iran, selon CNN.

Mobilisée, armée et dotée de structures de leadership cohérentes, la minorité kurde d'Iran, autrefois négligée, est désormais sous les feux de la rampe, alors que l'avenir du pays est en jeu. Les Kurdes du Moyen-Orient ont été courtisés par Washington à différentes époques, de part et d'autre des frontières qui les séparent – en Turquie, Syrie, Irak et Iran –, avec des résultats divers. Certaines tentatives ont été désastreuses. La question qui se pose maintenant aux Kurdes d'Iran est de savoir si l'histoire va se

répéter, ou si les leçons du passé seront retenues.

À lire aussi La guerre au Moyen-Orient ravive le spectre d'une crise pétrolière et gazière

Mobilisés et prêts à être déployés

Originaires de terres montagneuses situées à la frontière nord-ouest de l'Iran, les Kurdes – soit environ 10 millions de personnes sur les 93 millions d'habitants du pays – ont une longue tradition de résistance à Téhéran. Leur opposition au régime actuel remonte à la révolution de 1979, lorsque cette communauté majoritairement sunnite a lancé un soulèvement armé contre le régime islamiste chiite.

Pendant près d'un demi-siècle, des partis kurdes aux noms et idéologies variés, dont beaucoup disposaient de branches armées basées du côté irakien de la frontière, ont réussi à résister aux efforts de Téhéran pour anéantir toute opposition politique. «La différence entre le Kurdistan iranien et le reste du pays réside dans le lien qui unit ces partis à la population. Dans la région kurde d'Iran, la plupart des familles ont perdu au moins un membre dans la guerre contre le régime islamique. Elles font donc déjà partie intégrante de ce mouvement», explique Shukriya Bradost, experte en sécurité au Moyen-Orient et spécialiste de l'histoire des Kurdes d'Iran à l'université de Virginia Tech, aux États-Unis.

L'efficacité de la mobilisation kurde a été visible lors des manifestations de décembre-janvier. Les rues de villes et villages iraniens se sont transformées en véritables bains de sang face à la répression d'une ampleur sans précédent menée par le régime. Alors que des vagues de manifestants ont été pris pour cibles par des armes de type mili-

taire, sept partis politiques kurdes se sont unis pour lancer un appel commun à la grève générale le 8 janvier. D'autres provinces abritant des minorités ethniques ont rejoint cet appel, paralysant l'économie.

La mobilisation kurde s'est poursuivie dans les semaines et les mois qui ont suivi, les dirigeants des partis menant des pourparlers de coalition. Au moment où l'armée de Trump s'est déployée dans la région, cinq des sept partis kurdes ayant organisé la grève du 8 janvier étaient parvenus à former une coalition dotée d'une plateforme et d'un programme politique.

La Coalition des forces politiques du Kurdistan iranien, lancée le 22 février, regroupe le plus grand parti kurde, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), et le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK), dont les combattants ont participé aux combats en Irak contre le groupe État islamique (EI). Elle comprend également le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), un groupe armé qui a rejoint les Unités de protection du peuple (YPG) kurdes syriennes, liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), basé en Turquie, et qui ont intégré les Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par les États-Unis, dans leur lutte contre le groupe EI en Syrie.

Leur expérience des relations avec les États-Unis et des négociations avec les communautés majoritaires aspirant à des États centralisés leur a permis d'acquérir de précieux enseignements. Mais sur le théâtre iranien actuel, les défis sont énormes et, avec Israël qui cherche à redessiner la carte du Moyen-Orient, les résultats sont loin d'être certains.

À lire aussi Pourquoi la guerre au Moyen-Orient perturbe le trafic aérien mondial

«La seule option restante, après avoir écarté toutes les autres»

Selon plusieurs sources, les efforts de Donald Trump pour approcher l'opposition kurde iranienne basée au Kurdistan irakien ont commencé dimanche, quelques heures après le lancement de l'opération «Fureur épique», par un appel téléphonique aux dirigeants des deux principales factions kurdes d'Irak, Massoud Barzani et Bafel Talabani. Le lendemain, il s'est également entretenu avec Mustafa Hijri, chef du PDKI, d'après CNN.

Si ces appels téléphoniques ont fait les gros titres, les experts restent prudents. «Il s'agit plus d'une activation tactique que d'un partenariat stratégique», estime Guney Yildiz, conseiller principal en géopolitique et analyse stratégique au sein du groupe Anthesis-Wallbrook. «La CIA a d'abord exploré toutes les autres pistes : les Moudjahidine du peuple (MEK), les monarchistes, les groupes de la diaspora, etc. Aucun d'entre eux ne dispose d'une véritable structure organisationnelle à l'intérieur du pays. Les Kurdes et les Baloutches, en revanche, en ont une. C'est donc la seule option restante après avoir écarté toutes les autres», précise-t-il.

L'Iran, vaste pays multiethnique, partage des frontières terrestres avec sept autres pays et abrite des groupes minoritaires dans les zones frontalières. Les Perses, qui constituent la majorité de la population (plus de 50 %), sont principalement installés dans la région centrale, tandis que les Azéris (environ 24 %) et les Kurdes sont implantés dans le nord. Parmi les autres minorités figurent les Lurs (environ 17 %) et les Arabes (2 %) dans le sud-ouest du pays, notamment dans la province pétrolière du Khouzestan, frontalière de l'Irak. Les Baloutches (2 %) représentent

un autre groupe important dans la province du Sistan-et-Baloutchistan, à la frontière du Pakistan.

«Au moins quatre d'entre eux possèdent des groupes armés : les Kurdes, les Baloutches, les Arabes et les Lors. Et l'on constate très clairement, au sein de ces différentes minorités ethniques, une réflexion, voire une préparation, en vue d'une situation où l'Iran serait davantage déstabilisée», décrit James Dorsey, chercheur associé principal à l'École d'études internationales S. Rajaratnam à Singapour.

À lire aussi Objectifs flous, dommages collatéraux... L'attaque de l'Iran «piétine le droit international»

Le début de la répression par un régime affaibli

Pour les Kurdes d'Iran, la guerre israélo-américaine contre le régime islamiste pourrait constituer un tournant de leur histoire. «Ils attendent ce moment depuis quarante ans. Mais ils s'inquiètent aussi de l'avenir de la guerre et de ce qui va se passer après la mort de l'ayatollah Khamenei», constate Shukriya Bradost. Leur principale préoccupation est le lancement d'une répression brutale dans les zones kurdes si le régime, affaibli mais pas vaincu, recourt à ses tactiques habituelles. «Si le régime iranien riposte contre une partie du pays, la région kurde sera la première visée», estime l'experte.

À lire aussi Mojtaba Khamenei, le «fils de» futur pilier d'une dynastie théocratique de Guides suprêmes ?

Ce scénario se dessine déjà depuis les premiers jours de la guerre. Jeudi 5 mars, l'armée iranienne a annoncé avoir ciblé des quartiers gé-

néraux des forces kurdes au Kurdistan irakien, après des frappes contre des régions kurdes en Iran et en Irak, selon les médias d'État du pays. «Des bases et quartiers généraux des groupes Komala et antirévolutionnaires ont été touchés avec succès par trois missiles», ont indiqué dans un communiqué les Gardiens de la révolution.

Dans un communiqué publié jeudi, le ministère iranien du Renseignement a également déclaré que les forces iraniennes coopéraient avec les «nobles Kurdes» pour contre-carrer le plan «israélo-américain» visant à attaquer le territoire iranien et à diviser la nation. Ce communiqué souligne les tentatives, menées de l'intérieur comme de l'extérieur de l'Iran, de diviser les communautés et une population qui s'est soulevée à maintes reprises pour réclamer ses droits et libertés fondamentaux dans un cadre démocratique représentatif.

La situation pourrait tourner au désastre pour les Kurdes. C'est la raison pour laquelle leurs dirigeants au Kurdistan irakien ont insisté auprès de l'administration Trump pour obtenir des garanties, selon James Dorsey. «Les Kurdes iraniens ont déclaré, entre autres, qu'ils voulaient des troupes au sol. Mais, surtout, qu'ils exigeaient une zone d'exclusion aérienne. Ils veulent un engagement concret, car, par le passé, le soutien américain et israélien s'est déjà terminé par des Kurdes laissés à leur sort», affirme-t-il.

Dans leur longue lutte, les Kurdes ont pris conscience des dangers liés à la revendication d'un État indépendant. De l'autre côté de la frontière, en Turquie, le PKK a abandonné ses objectifs sépara-

tistes et se concentre désormais sur une plus grande autonomie et une meilleure reconnaissance des droits des Kurdes. Considéré comme une organisation terroriste par Ankara, Washington et plusieurs capitales européennes, le PKK est aujourd'hui engagé dans un long processus de paix avec les autorités turques. Cela n'a toutefois pas empêché la Turquie de soutenir la récente campagne militaire du gouvernement syrien visant à chasser les Forces démocratiques syriennes (FDS) kurdes du nord de la Syrie. L'envoyé spécial de Trump pour la Syrie, Thomas Barack, a même déclaré que la mission des FDS était «largement devenue obsolète», anéantissant les espoirs des Kurdes syriens d'établir une zone semi-autonome, à l'instar de celle que les États-Unis avaient contribué à créer en Irak.

«Ce n'est pas de la confiance, c'est du calcul»

L'expérience syrienne pèse aujourd'hui sur les calculs des groupes kurdes iraniens, les rendant plus intransigeants, selon Guney Yildiz. «Ils comprennent les choix opérés par les États-Unis en Syrie, même s'ils ne les partagent pas. Ils nourrissent peu d'espoir. Ils constatent qu'un régime a été décapité à trois reprises en neuf mois et estiment ne pas pouvoir rester les bras croisés. Leurs options sont les suivantes : collaborer avec un partenaire peu fiable, ou laisser passer sans réagir le moment le plus crucial de leur vie politique. Ce n'est pas de la confiance, c'est du calcul», analyse-t-il.

À lire aussi Guerre au Moyen-Orient : l'administration Trump en pleine zone de contradictions

Alors que l'administration Trump s'est joint aux efforts israéliens pour renverser un régime islamiste radical sans prévoir de plan à long terme pour l'Iran, le pays risque de se diviser selon des lignes de fracture ethniques, notent les experts. «Par principe, tout résultat en Iran – qu'il s'agisse de la fragmentation de l'État, du renversement du régime ou d'un changement de l'intérieur –, qui aboutit à un gouvernement moins menaçant pour Israël est une victoire», note James Dorsey. «Israël encourage la fragmentation, mais ce n'est pas le seul résultat qu'il jugerait acceptable. Et il en va de même pour certains éléments aux États-Unis.»

Guney Yildiz souligne par ailleurs que la variable déterminante pour les semaines et les mois à venir réside dans la manière dont l'appareil sécuritaire résistera – ou non – à l'épreuve actuelle. La différence entre un «partenariat stratégique» et une «activation tactique», d'après lui, réside dans le fait que «les activations tactiques prennent fin lorsque le besoin tactique disparaît. Si la situation évolue vers une voie diplomatique ou si le régime se stabilise, l'intérêt des Kurdes pour Washington chutera rapidement.»

Dans ce cas, les Kurdes d'Iran adopteront un vieil adage selon lequel leurs seuls amis sont les montagnes. Alors qu'Israël accroît son influence dans la région, cette fois sans que la Maison Blanche ne puisse l'en empêcher, les Kurdes d'Iran vont probablement tirer de nouvelles leçons sur les faux amis, en phase avec l'air du temps. Cet article a été adapté de l'anglais par Stéphanie Trouillard. L'original est à retrouver ici.

The New York Times

March 5, 2026

Iranian Kurdish Forces Say They May Enter Iran. Who Are the Kurds?

Spread across Iran, Iraq, Syria and Turkey, the ethnic group of 40 million has long sought, and fought for, greater autonomy.

Iranian Kurdish forces, based in Iraq, are preparing armed units that could be sent into Iran, potentially with U.S. support, in an insurgency that would open a new front against the Iranian government.

Though the White House has denied that it agreed to any plan for the Kurds to launch an insurgency in Iran, the United States has a long history of working with Kurdish militias around the region.

It also has a reputation for abandoning them: After the 1991 Persian Gulf war, the United States encouraged a Kurdish uprising in Iraq then stood by as the Iraqi army slaughtered Kurdish forces.

Who are the Kurds?

The Kurds are an ethnic group of roughly 40 million people spread largely across four countries: Iran, Iraq, Syria and Turkey. They have long sought either a state of their own or greater autonomy, and are often considered to be the largest contiguous ethnic group in the world without an independent state.

In the aftermath of World War I and the collapse of the Ottoman Empire, Kurds across the Middle East were promised a nation of their own by world powers, but it never came to be.

Many Kurds blame the Sykes-Picot Agreement of 1916 — a secret deal between Britain and France that carved up the Middle East along often illogical boundaries — for



Iranian Kurdish fighters from the Kurdistan Freedom Party (PAK) take part in a training session at a base on the outskirts of Erbil, Iraq last month. Thaier Al-Sudani/Reuters

denying them a country of their own and dividing them among states that have, at times, proved hostile.

Since then, Kurdish people have faced varying degrees of discrimination, including bans on speaking their own language, celebrating their culture or even receiving citizenship.

Those measures fueled calls for greater Kurdish autonomy. Some countries saw the rise of armed groups, such as the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which is considered a terrorist organization by Turkey, the United States and other countries.

How big is Iran's Kurdish minority?

Kurds make up 10 percent of

Iran's population and are concentrated in the northwest, along its border with Iraq. They have at times been at the forefront of protest movements against Iran's theocratic government.

In 2022, a 22-year-old Kurdish Iranian woman, **Mahsa Amini**, died after she was arrested by the country's morality police, accused of violating the country's strict codes on modest dress for women. Her death sparked a nationwide protest movement, which was centered around women's rights and freedoms in Iran but also touched on long-standing grievances held by the Kurdish minority.

At one point, Kurdish protesters seized control of Oshnavieh, a city in the Kurdish region of Iran, though it was

soon retaken by government forces.

"This is not all about the head scarf," Hana Yazdanpana, a spokeswoman for the Kurdistan Freedom Party, an Iranian paramilitary group based in Iraq, said at the time. "The Kurds want freedom."

Some Iranian Kurdish armed groups are based in Iraqi Kurdistan, a region in the north of Iraq that broke away from the central government's control in 1992 with U.S. support. It is recognized as a semi-autonomous region by the United Nations and the United States, among others.

Will the Kurds join the fighting in Iran?

Kurdish militias have previously crossed borders to aid

one another, most notably in Syria's civil war. Kurds from Turkey, Iraq and Iran came together to fight there alongside Syria's minority. It is unclear to what extent an armed uprising in Iran's Kur-

dish region would galvanize other Kurds around the region.

For more than a decade, Kurdish forces were the United States' closest allies in Syria,

fighting against ISIS, guarding American bases and running internment camps and prisons that held tens of thousands of ISIS fighters and their relatives.

That alliance has been dis-

integrating, however, as the United States has thrown its support behind the new government of Syrian President Ahmed al-Sharaa.



05 mars 2026

Le Sénat américain refuse de limiter les pouvoirs de Donald Trump contre l'Iran

Une résolution visant à limiter les pouvoirs de Donald Trump dans la guerre contre l'Iran a été rejetée mercredi 4 mars au Sénat américain, en raison du soutien robuste de la majorité républicaine pour l'opération américano-israélienne.

Fin janvier, avant même le déclenchement du conflit, le sénateur démocrate Tim Kaine avait introduit une résolution pour « ordonner le retrait des forces armées américaines des hostilités contre la République islamique d'Iran qui n'ont pas été autorisées par le Congrès ». Mais son initiative a été rejetée avec 53 voix contre et 47 pour. Comme prévu, les sénateurs républicains ont donc fait bloc derrière **la Maison Blanche**, rapporte notre correspondant à Washington, **Vincent Souriau**. Un seul élu conservateur, Rand Paul, le libertarien du Kentucky, s'est rangé du côté démocrate en faveur de cette résolution. Mais ça n'a pas suffi à inverser le rapport de force.

Face à un président qui a étendu l'emprise du pouvoir exécutif sur le législatif depuis son retour à la Maison Blanche en janvier 2025, Tim Kaine, aux côtés de nombreux autres parlementaires démocrates, assurait vouloir réaffirmer l'autorité du Congrès, seul habilité par la Constitution des États-Unis à déclarer la guerre.

« Les Américains veulent que le président Trump fasse baisser les prix – pas qu'il nous entraîne dans des guerres inutiles et éternelles », avait déclaré le sénateur de Virginie dans un communiqué mardi, qui dénonce depuis samedi un conflit lancé de manière « illégale » par le républicain.

À l'issue mardi d'un briefing classé secret défense entre les sénateurs et notamment le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, sur la guerre contre l'Iran, Tim Kaine avait assuré à l'AFP qu'aucune preuve n'avait été présentée par le gouvernement sur l'exis-

tence d'une « menace imminente de l'Iran » contre les États-Unis.

Une question au cœur du débat

Cette question de « menace imminente » est au cœur du débat sur la légalité du déclenchement du conflit par Donald Trump. Car si le Congrès est le seul habilité à déclarer la guerre, une loi de 1973 permet au président de déclencher une intervention militaire limitée pour répondre à une situation d'urgence créée par une attaque contre les États-Unis. Dans sa vidéo annonçant l'opération samedi, **Donald Trump** avait justement évoqué une menace « imminente » posée selon lui par l'Iran, mais n'a pas convaincu l'opposition démocrate à ce sujet.

À la Chambre des représentants, une résolution similaire à celle de Tim Kaine au Sénat devrait être soumise au vote jeudi, mais un échec est là aussi attendu. « L'idée que nous retirions ce pouvoir à notre comman-

dant en chef, le président, de finir le boulot est une perspective effrayante pour moi », avait affirmé lundi le président républicain de la Chambre des représentants, Mike Johnson. « C'est dangereux, et j'espère et je crois que nous avons suffisamment de voix pour rejeter cela », avait-il ajouté devant la presse au Capitole.

Un seul scénario semble pouvoir faire bouger les lignes : l'hypothèse de mobiliser des troupes au sol. Les Républicains indiquent que ce dans ce cas-là, ils seront particulièrement vigilants et qu'ils attendront de sérieuses explications de l'exécutif.

Après le Sénat, c'est à la Chambre des représentants de se prononcer à son tour ce jeudi sur les pouvoirs de guerre du président.

À lire aussi Donald Trump «se conduit comme un dictateur planétaire», estime l'écrivain Yasmina Khadra

Le Point

05 mars 2026

EN COUVERTURE

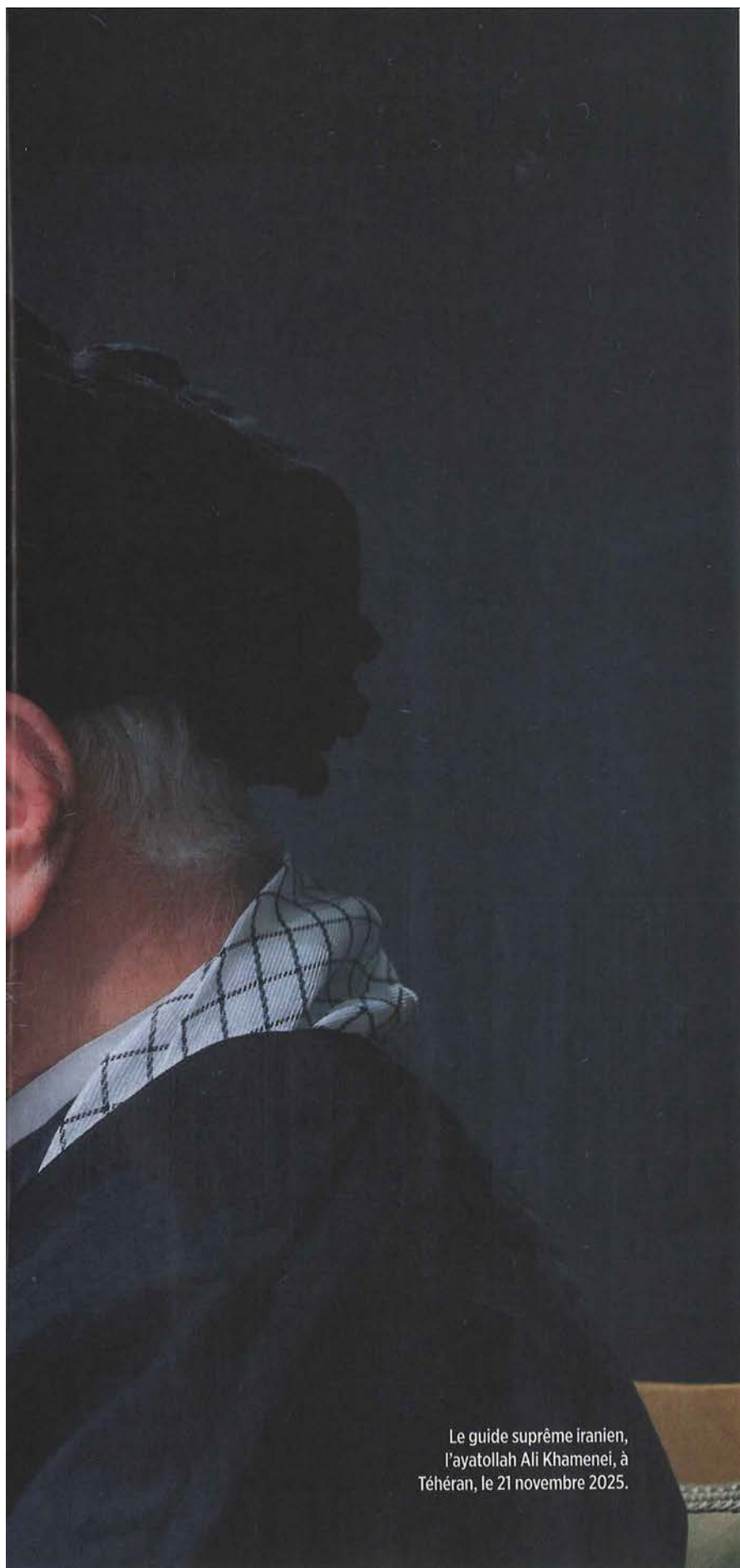
Le livre noir des mollahs

Tyrannie. La mort du guide suprême Khamenei annonce le crépuscule d'un régime à l'existence ponctuée de massacres, fondé sur la terreur, la corruption et la coercition.



Ali Khamenei (à g.) est intronisé troisième président de la République islamique d'Iran par l'imam Ruhollah Khomeyni, le 9 octobre 1981.

36 | 5 mars 2026 | Le Point 2797



Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, à Téhéran, le 21 novembre 2025.

PAR FRANÇOIS-GUILLAUME LORRAIN

À la fin du XVII^e siècle, le cheikh-al-Islam Majlessi avait placé sous la coupe d'un diktat islamique le chah Hossein ainsi que la population perse, persécutée dès lors qu'elle ne se conformait pas à la loi de son islam. Sa disparition en 1699 déclencha une insurrection qui mena à l'incendie de sa maison pour effacer toute trace de cette période maudite. Après la mort de l'ayatollah Khamenei, les Iraniens, qui connaissent leur histoire, se souviennent du cheikh Majlessi. Mais ils ne sont pas près d'oublier les quarante-sept années d'abominations auxquelles le nom de Khamenei, élu président de la République dès 1981, est associé. Comme souvent dans l'Histoire, tout a débuté par un immense malentendu. « En 1979, face au blocage de la société iranienne, toutes les classes, même les femmes, ont été enthousiastes à l'arrivée de Khomeyni, qui avait tout promis, jusqu'à une alliance avec la gauche, les communistes », rappelle Yves Bomati, spécialiste de l'Iran, coauteur de *L'Iran face à ses défis* (Armand Colin, 2026). Comme souvent aussi, trop peu de monde avait lu de près son programme, ses intentions.

La première année, la répression s'abat surtout sur les cadres de l'ancien régime du chah, leurs familles, y compris celles qui ont fini par se rallier. « La violence est la même que ces derniers mois : on arrache les yeux des victimes, on les traîne dans la rue, on les torture. Il n'y a pas eu de gradation, la violence est dans l'ADN de ce régime », poursuit Yves Bomati. D'emblée aussi émerge un personnage terrifiant comme les dictatures savent en engendrer : Sadeg Khalkhali, le chef des tribunaux révolutionnaires. Dit aussi « le Boucher » ou « le Juge qui pend ». Ce Fouquier-Tinville iranien, qui n'hésite pas à exécuter lui-même les accusés, forge la très singulière notion de « culpabilité évidente ». « Sa réputation macabre planait sur chaque foyer, rappelant que personne n'était à l'abri », écrit Davoud ●●●

AFP - ZUMA/ABACA

EN COUVERTURE

Le chef des tribunaux révolutionnaires, Sadeg Khalkhali, dans le désert iranien, après le crash d'un hélicoptère américain lors de l'opération, Eagle Claw, en avril 1980.



Des gardiens de la révolution exécutent des rebelles kurdes iraniens, le 28 octobre 1979.

« Il n'y a pas eu de gradation, la violence est dans l'ADN de ce régime. » Yves Bomati



Ali Khamenei (à dr.) s'adresse aux membres des forces armées de la République islamique pendant la guerre Iran-Irak, le 4 octobre 1981.

... Pahlavi dans *L'Iran face à ses défis. Être recherché par Khalkhali, c'était sentir l'épée de Damoclès au-dessus de sa tête.* Viscéralement antimonarchique, cet Azéri d'origine, ex-pensionnaire d'un hôpital psychiatrique, fait détruire le mausolée de Reza Chah, tente d'en faire de même avec Persépolis ou le tombeau de Cyrus le Grand, qu'il avait qualifié de sodomite dégénéré. Durant ses deux années de règne, ses cibles désignées par Khomeyni sont aussi les baha'is, la minorité religieuse dont il détruit le site sacré à Chiraz, et les Kurdes iraniens, qui ont cru pouvoir réclamer leur autonomie à la faveur de la révolution. Ses malversations financières, prélude à une dérive mafieuse du régime, lui valent d'être écarté de son poste fin 1980. « Khalkhali a mis en place jusque dans les campagnes le régime de la peur, de la délation et de l'autocensure. Naît en Iran la conviction que même les murs ont des oreilles », résume Bomati.

Après le fiasco de l'opération « Eagle

Claw » de Jimmy Carter pour libérer les otages de l'ambassade à Téhéran, c'est Khalkhali qui pousse devant les caméras les corps brûlés des militaires américains. L'affaire des otages, déclenchée le 4 novembre 1979, va clarifier et radicaliser le régime, qui sort alors de l'ambiguïté. Mehdi Bazargan, nationaliste libéral, est encore le Premier ministre alibi d'un gouvernement transitoire : il souhaite une normalisation avec les puissances occidentales. Khomeyni instrumentalise cette prise d'otages pour permettre aux forces islamistes de confisquer un thème fédérateur, l'antiaméricanisme, et d'en déposséder les forces de gauche. La démission de Bazargan, deux jours après la prise d'otages, sonne le glas des espoirs occidentaux.

Quelques semaines après la prise d'otages, fin novembre 1979, une autre chute de plomb s'abat sur le pays, en même temps que le voile sur les femmes. La nouvelle Constitution place la vie de chaque Iranien sous le contrôle de la loi

islamique. « Tout découle de cette Constitution qui aura demandé près de neuf mois de discussions. Chaque aspect de la vie des Iraniens sera enrégimenté », explique Bomati. Des étudiants, des femmes protestent. Les manifestations sont réprimées, les arrestations se multiplient. De nombreuses universités seront fermées entre 1980 et 1983. Cette Constitution offre une démocratie en trompe-l'œil. Dans les textes, un président de la République, un Parlement. Mais les candidats à la présidence sont choisis par le Conseil des gardiens, dont les membres sont chapeautés et nommés par le guide suprême.

Théocratie. La Constitution provoque la rupture avec la gauche marxiste, qui s'estime flouée. Les moudjahidine du peuple (OMPI), disciples d'Ali Shariati, sociologue mort en 1977, proche de Sartre et de Foucault, ont cru à la possibilité d'un socialisme à l'iranienne, à une alliance entre islam et marxisme.

AFP (X2) - MANOCHER/SIPA

Un groupe de femmes manifeste contre le port du voile islamique devant les bureaux du Premier ministre, à Téhéran, le 6 juillet 1980.



Pendaisons publiques à Chiraz, le 5 septembre 2007.

Khomeyni lui-même s'est réclamé de Shariati. Un leurre. Il leur impose une théocratie. « La notion fondamentale est le velayat-e faqih, la tutelle ou la gouvernance du jurisconsulte, qui place le religieux au sommet de l'État. » Débutent alors les persécutions contre les moudjahidine, qui recrutent parmi les étudiants. La guerre contre l'Irak en septembre 1980 va les faire basculer dans le camp irakien, ce que beaucoup d'Iraniens leur reprochent aujourd'hui. En août 1981, l'un des leurs assassine le président iranien, Mohammad Ali Radjaï, ce qui déclenche une répression contre leurs membres restés en Iran. En 1988, après qu'une de leurs unités a mené la dernière attaque de la guerre depuis l'Irak, Khomeyni émet une fatwa, ordonne l'exécution de tous les membres déjà arrêtés. En deux semaines, 8 000 hommes, femmes, enfants sont pendus, y compris en public, parfois à des grues de chantier.

Cette guerre a conduit aussi au sacrifice d'une partie de la jeunesse iranienne désignée pour le martyre. Avant leur départ, on leur offre une clé en plastique à accrocher au cou et censée leur donner accès au paradis. Pour traverser les

marais, ils sont désignés pour porter sur les épaules un combattant plus aguerri. Ils sont ainsi les premiers à se noyer et à rejoindre le paradis promis. Le bilan de cette guerre, très approximatif, oscille pour l'Iran entre 250 000 et 600 000 morts. Auxquels il faut ajouter près de 100 000 civils, tués notamment par les bombardements irakiens – parfois

En 1988, 8 000 hommes, femmes, enfants liés aux moudjahidine du peuple sont pendus.

chimiques – qui ont visé en particulier le Kurdistan iranien, en réplique aux attaques des peshmergas, les Kurdes irakiens, qui affrontèrent les forces de Saddam Hussein.

L'année 1979 a vu naître une autre institution appelée à prospérer : le corps des gardiens de la révolution. Les dé-



Des policiers en civil frappent un manifestant lors d'un rassemblement contre les résultats des élections, à Téhéran, le 14 juin 2009.

sormais fameux pasdarans. Cette milice de 5 000 hommes, instituée le 5 mai 1979, fut créée comme contrepoids à une armée régulière peu fiable pour sécuriser un pays encore très instable. Une garde de militants purs et durs, assez lettrés, qui avaient fréquenté des camps d'entraînement clandestins. Selon Mohsen Sazegara, l'un de ses fondateurs repentis, interviewé par Emmanuel Razavi pour son livre *La Face cachée des mollahs* (Cerf), « c'est un dragon à sept têtes : la première est militaire, la deuxième répressive, la troisième mafieuse, la quatrième terroriste, la cinquième financière, la sixième est liée aux affaires de missiles et au nucléaire, et la septième est connectée à la mafia russe. Ces monstres forment un syndicat du crime, une énorme organisation qui détient la moitié des richesses et du produit intérieur brut de l'Iran, avec à sa tête un parrain : l'ayatollah Ali Khamenei. » Une mutation confirmée par Yves Bomati. « Des gardes du guide suprême, ils deviennent des hommes d'affaires à la tête de groupes financiers qui confisquent une large partie des revenus du pays. Ils résument la transformation d'un régime spirituel en régime mafieux, qui transfère ses fonds aussi à l'étranger, aux Émirats ou au Venezuela. » L'évolution passe aussi par un élargissement du recrutement. La première génération, lettrée, a cédé le pas à des gens en majorité d'origine rurale ●●●

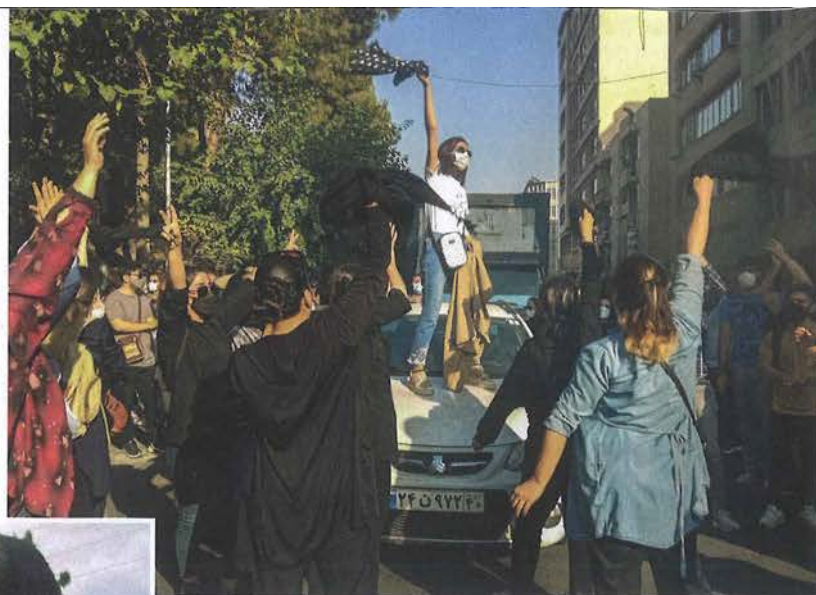
AFP (X2) - GETTY IMAGES

EN COUVERTURE

... ou périurbaine, issus des couches populaires, imbibés de la culture du bazar et d'un discours empreint de masculinité. Quant à leur milice civile, les bassidjis, « elle est composée d'hommes parfois très jeunes (13-14 ans), de toutes les origines régionales, venus de quartiers défavorisés, et rattachés à une mosquée locale », précise la sociologue Firouzeh Nahavandi, citée par Razavi. Une pieuvre intérieure, dont les tentacules aboutissent à des millions d'informateurs et qui répond à la pieuvre extérieure des organisations ou des États proxys.

Paranoïa autoritaire.

Un homme a orchestré cette mutation: l'ayatollah Khamenei. Après huit ans passés à la tête de la présidence, il a remplacé en 1989 Khomeyni comme guide suprême. Ce Khomeyni au carré, qui a survécu à une tentative d'assassinat en 1981 alors qu'il était l'imam de la prière du vendredi à Téhéran, a tiré les leçons de la chute de l'URSS, qui s'était ouverte au libéralisme. Ils s'enferme dans une paranoïa autoritaire. Sur le plan religieux, c'est un dur: après les excuses de Salman Rushdie, à la suite de la fatwa émise contre lui en 1989 par Khomeyni, Khamenei déclare: « Même s'il se repent au point de devenir l'homme le plus pieux de notre temps, il n'y aura aucun changement dans ce décret divin. » Il renforce ses pouvoirs de guide suprême, opère une militarisation du régime, réoriente le pays vers l'option nucléaire dès 1990 et un contrat avec la Russie, renouvelé en 1995, qui doit permettre d'achever la centrale de Bouchehr. Mais il transforme aussi l'usage du Setad, ce conglomerat chargé à l'origine de gérer les biens des soutiens du chah abandonnés dans le pays. « Sous Khamenei, cette structure s'est arrogé le pouvoir de saisir tous les biens au nom du guide suprême. Ses revenus, dont l'estimation oscille entre 100 et 200 milliards de dollars, ne sont pas contrôlés par le Parlement », souligne Bomati. La nomination de Khamenei a coïncidé avec la fin de la guerre contre l'Irak, qui avait offert un ciment patriotique à la société iranienne. Le conflit terminé, le nouveau ciment est un tour de vis gouvernemental sous couvert de présidents à



Rue Enghelab (Révolution), à Téhéran, des Iraniennes agitent leurs foulards après le meurtre de Mahsa Amini (ci-contre), le 1^{er} octobre 2022.

l'étiquette parfois réformiste, comme Khatami (1997-2005).

Mais les premiers signes de fissure du pays surgissent en 2009 après la réélection de l'ultraconservateur Ahmadinejad, imposée par Khamenei. Éclate la première grande manifestation des classes moyennes urbaines, en majorité des jeunes, des femmes, des étudiants, qui ont voté pour le réformateur Mous-

« Sous Khamenei, un conglomerat s'est arrogé le pouvoir de saisir tous les biens iraniens au nom du guide suprême. »

savi, qui s'estime volé de sa victoire. Cette année 2009 est le révélateur du profond mal-être du pays, qui va s'exprimer de nouveau en 2022, après le meurtre de la jeune Kurde Mahsa Amini pour « mauvais port de voile ». « Déjà en 2009, en raison de la corruption généralisée, les nombreux diplômés du pays n'avaient plus accès au marché du travail, étaient privés des bénéfices de l'éducation reçue, exclus des grands marchés d'État, des comités vérolés qui décidaient de leur attribution. On a retrouvé le même blocage qu'à la fin du régime du

chah », souligne Bomati. La « révolution verte » de 2009 – la couleur de la campagne de Moussavi – a aussi déclenché un processus de répression qui s'est répété, amplifié, en 2022, lors du mouvement Femmes, vie, liberté, puis en janvier 2026. Locaux incendiés, opposants emprisonnés ou tués, sites Internet fermés... Les pasdarans en profitent pour étendre leur emprise sur les services de renseignement dans le pays. La montée en puissance des proxys permet aussi de faire appel en 2022 à des mercenaires venus du Yémen allié pour tuer des Iraniens. « Ce cynisme, la surenchère des inégalités, ce dévoiement du projet spirituel ont une conséquence dont on ne mesure pas encore l'abomination: la fin d'une civilisation très brillante, tant les jeunes aujourd'hui, écœurés par ce régime hypocrite, refusent toute spiritualité pour se tourner vers le matérialisme », conclut Bomati. Ils ont mené aussi à ce que Khamenei et ses sicaires se sentent à la fois assez acculés et intraitables pour en venir ces derniers mois à fusiller leur peuple sans états d'âme.

La scène finale de l'exécution à distance par les Israéliens de Khamenei et de ses proches, religieux, militaires, juristes, lors d'une seule et même réunion, résume bien l'essence de ce régime. Une clique de dignitaires qui avaient confisqué un pays et qui ont obéi à leur chef pour répondre à ce rendez-vous de la mort, persuadés de leur impunité, de leur invulnérabilité, convaincus dans leur aveuglement qu'aucune force extérieure ne saurait détenir la clé pour les envoyer en enfer ●

MIDDLE EAST IMAGES/ABACA - ZUMA/ABACA

Le chant du cygne de l'« axe de la résistance » iranien

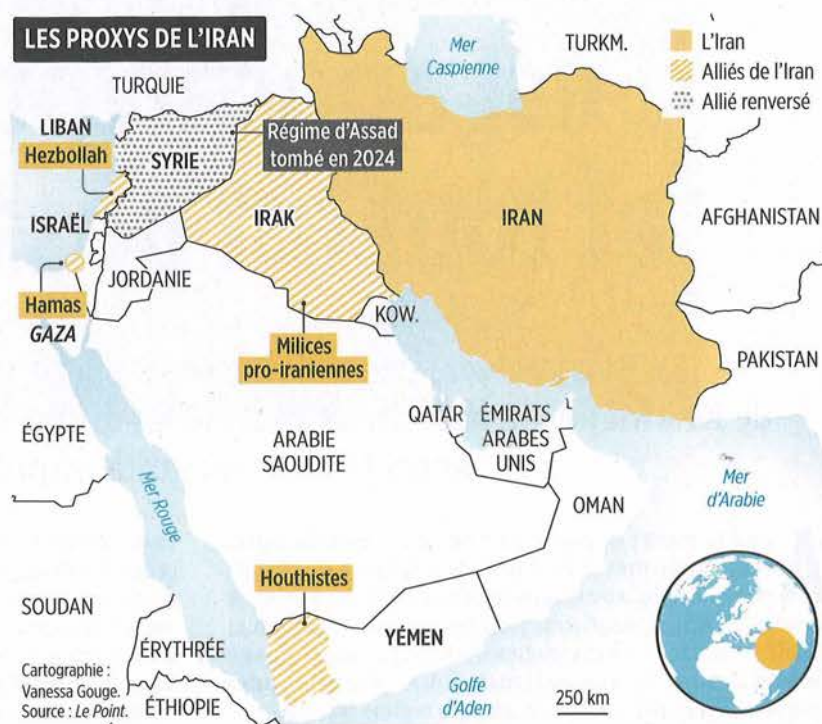
Guérilla. Du Liban au Yémen, la République islamique a tissé pendant quarante ans un réseau d'organisations islamistes terroristes.

PAR ARMIN AREFI

La mort de l'ayatollah Khamenei a réveillé un acteur que l'on croyait enterré depuis plus d'un an. En représailles à l'élimination par Israël et les États-Unis du guide suprême iranien le 28 février dans sa résidence à Téhéran, le Hezbollah s'est manifesté en tirant plusieurs salves de missiles et de drones contre l'État hébreu. Une première depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en novembre 2024, qui a entraîné la création par l'armée israélienne d'une « zone tampon » à l'intérieur du Liban.

Ces attaques, qui n'auraient pas eu lieu sans le feu vert de Téhéran, constituent le chant du cygne de l'« axe de la résistance », le réseau de milices pro-iraniennes – Hamas, Hezbollah, houthistes, milices chiites – savamment mis en place par la République islamique au cours des quarante-sept dernières années contre les États-Unis et Israël au Moyen-Orient. « La philosophie était d'attiser les tensions dans la région afin de maintenir l'ennemi occupé à combattre les organisations révolutionnaires loin des frontières de l'Iran, plutôt que d'attaquer le territoire iranien », explique Ali Alfoneh, chercheur à l'Arab Gulf States Institute à Washington.

Passés maîtres dans l'art de la guerre asymétrique, ces mouvements islamistes de guérilla ont perpétré de nombreux attentats contre des citoyens israéliens, mais aussi des Occidentaux. C'est le Hezbollah qui est par exemple derrière l'attentat du



Drakkar le 23 octobre 1983 à Beyrouth, lorsqu'un camion piégé fonce sur un bâtiment abritant des militaires de la Force multinationale de sécurité au Liban, faisant 58 morts parmi le contingent français. C'est encore le mouvement islamiste chiite libanais qui perpétue, pour le compte de Téhéran, l'attentat antisémite contre l'Association mutuelle israélite argentine à Buenos Aires le 18 juillet 1994, faisant 85 morts et plus de 300 blessés. « Le recours à ces formations permettait à l'Iran d'agir [...] tout en lui évitant une confrontation directe », pointe l'historien militaire Pierre Razoux, directeur académique à la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques.

À la veille des massacres du 7 Octobre en Israël, « l'arc chiite » pro-iranien est à son apogée. En privé, des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, se vantent de contrôler pas moins de quatre capitales arabes – Bagdad, Damas,

Beyrouth et Sanaa – par le biais de ses mandataires dans la région, les encourageant à passer à l'action contre Israël. « D'après nos renseignements, il n'y a pas eu d'instructions de la part des Iraniens au Hamas pour commettre les attentats du 7 Octobre », pointe néanmoins le général Tamir Hayman, ancien chef des renseignements de l'armée israélienne. « Mais indirectement, en fournissant des moyens de combat au Hamas, les gardiens de la révolution lui ont donné la confiance nécessaire pour agir. »

Reflux. La riposte militaire israélienne à Gaza, au Liban et au Yémen a eu pour effet de briser l'« axe de la résistance ». Et a sonné le début de son inexorable reflux. Plus de deux ans après les pires attentats de l'histoire d'Israël, le Hamas palestinien est aujourd'hui aux abois, le Hezbollah libanais est au tapis, le Syrien Bachar el-Assad a été renversé. Quant aux houthistes yéménites, ils restent marginalisés.

EN COUVERTURE

Mehdi Khalaji

« L'époque est apocalyptique et tout est possible »

Décryptage. Spécialiste de l'islam chiite et biographe de Khamenei, le chercheur analyse les différents scénarios possibles après la mort du guide suprême.

Après la mort de l'ayatollah Khamenei, un triumvirat composé du président Massoud Pezeshkian, du chef du pouvoir judiciaire Gholamhossein Mohseni Ejei et de l'ayatollah Alireza Arafî a été chargé d'assurer la transition. Ancien étudiant en jurisprudence islamique au séminaire de la ville sainte de Qom, en Iran, Mehdi Khalaji est l'un des meilleurs connaisseurs des arcanes du régime iranien.

Le Point: La mort de l'ayatollah Khamenei est-elle un tournant pour l'histoire de l'Iran et de la région ?

Mehdi Khalaji: Sa mort est un tournant dans l'histoire du monde de cette première partie du XXI^e siècle, de la même manière que la révolution iranienne a représenté un tournant important dans la seconde moitié du XX^e siècle. Cela va affecter l'ensemble des mouvements et organisations fondamentalistes islamiques à travers le monde, notamment le réseau religieux chiite. Le guide suprême a permis le soutien et le financement de sphères fondamentalistes chiites en Afrique, mais aussi en Europe et au Moyen-Orient. Par exemple, dans la ville sainte de Qom, l'université Al-Mostafa accueille des jeunes gens de tous les pays pour étudier ce qui est censé être la religion, mais demeure en réalité un centre de formation idéologique qui possède des antennes dans plus de cent pays. Au cours des vingt dernières années, l'université a formé des dizaines de milliers de personnes.

La République islamique iranienne peut-elle survivre à la mort de Khamenei ?

Tout dépend du cercle de pouvoir au sein de l'appareil militaire et sécuritaire. Il existe de nombreux conflits d'intérêts

entre les différentes factions, et nous ignorons comment celles-ci vont les gérer. Pour l'heure, ces groupes font preuve de retenue et n'ont pas commencé à s'entretuer, étant d'abord préoccupés par l'ennemi extérieur. Mais la mort du guide les a en réalité très surpris.

Le guide n'a-t-il pas commis une grave erreur

d'appréciation en participant à une réunion fatale dans sa résidence, alors qu'il se trouvait déjà dans le viseur d'Israël et des États-Unis ?

Oui, c'était manifestement une erreur de calcul, et cela vient à mon avis de son excès de confiance. Vous savez, les dictateurs finissent par perdre leur sens de la réalité en érigeant une barrière entre eux et la population. L'expérience ne corrige plus leurs convictions et n'affecte plus leurs croyances.

Un conseil de transition a été formé dans la foulée. Quel est son poids ?

La formation de ce conseil de transition n'est pas une surprise car il est inscrit dans la Constitution. En dépit de son caractère totalitaire, le régime a besoin d'un vernis de légalité dans le but de légitimer le processus de transition. Mais à mon sens, il s'agit d'une façade. Ce sont les gardiens de la révolution qui décideront.

Que pensez-vous, au sein de ce conseil, d'Alireza Arafî, jusqu'ici assez méconnu ?

Je le connais et c'est une personne assez sinistre, qui a passé toute sa vie au sein de l'appareil sécuritaire. À Qom, il était chargé du contrôle des universités. Il a ensuite été nommé président fondateur de l'université Al-Mostafa. C'est quelqu'un de très dur, mal-aimable et toujours renfrogné.

Pourrait-il devenir le prochain guide ?

C'est une possibilité car il est connecté aux pasdarans, ce qui



Mehdi Khalaji a publié *The Regent of Allah: Ali Khamenei's Political Evolution in Iran* (Rowman & Littlefield, non traduit).



Des députés ont revêtu l'uniforme des gardiens de la révolution au Parlement, à Téhéran, le 1^{er} février.

en fait le candidat parfait. Le simple fait qu'il fasse partie de ce conseil est dû aux gardiens de la révolution, qui l'ont promu à cette position, à la différence des deux autres personnalités qui y figurent de par leur poste. Maintenant, même s'ils entendent nommer le prochain guide suprême, celui-ci ne sera pas aussi puissant que le précédent. Nous allons faire face à une gouvernance totalement nouvelle en Iran, du moins en termes de modèle. Je pense que le prochain guide suprême jouera davantage un rôle symbolique dans le seul but de maintenir la légitimité du régime, si l'on s'en tient à la direction actuelle.

Que pensez-vous de l'option Reza Pahlavi, le fils du dernier chah ?

Nous vivons une époque apocalyptique et tout est possible. Maintenant, si je dois le juger sur ses actions et sa condition politique, je le trouve peu expérimenté malgré son âge. Je pense que les slogans que l'on a entendus en sa faveur dans les manifestations en Iran sont moins dus à sa personne qu'aux nombreux documentaires idéalisant la période du chah, celle de son père Mohamad-Reza Pahlavi.

Après la mort de l'ayatollah Khamenei, sommes-nous face à un risque de coup d'État des gardiens de la révolution, véritable « État dans l'État » iranien ?

L'ensemble du système va devenir plus militarisé, car le régime lui-même n'a pas de base de pouvoir social et la population demeure extrêmement en colère, surtout après le niveau de violence élevé qui a été utilisé lors des récentes manifestations. Les dirigeants iraniens subissent donc une pression sérieuse, en particulier de Donald Trump et de Benyamin Netanyahu, et doivent prendre des décisions concernant les grandes politiques militaires et internationales. Ils se trouvent par consé-

quent dans une position très délicate. Ils ne peuvent pas facilement entamer des négociations avec Trump, car on peut se demander qui va parler au nom de l'Iran...

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, par exemple ?

Abbas Araghchi n'est pas quelqu'un en qui tous pourraient avoir confiance. C'est un diplomate controversé. On peut également citer le diplomate et ancien candidat ultraconservateur à la présidentielle, Saïd Jalili, ou Ali Larijani, chef du Conseil suprême de sécurité nationale, ainsi que certains commandants des gardiens de la révolution très proches de Vladimir Poutine. Je suis d'ailleurs sûr que la Russie jouera un rôle dans ce processus.

« Je suis sûr que la Russie jouera un rôle. »

Quel rôle la population iranienne, farouchement antisystème, peut-elle jouer selon vous dans la période qui s'annonce ?

La population n'est pas organisée autour d'un leader. Elle n'agit pas en véritable mouvement et il est donc très facile de la réprimer. Après une telle répression de la part du gouvernement, je ne suis pas sûr que l'on puisse assister à un nouveau mouvement d'ampleur. Il est plutôt attendu que le peuple reste discret dans un futur proche et observe la manière dont la transition va se dérouler. Peut-être certaines formes de concessions seront-elles accordées sur des sujets comme le voile obligatoire afin de contenter les gens et montrer que les nouveaux dirigeants sont différents et prêts à ouvrir davantage les libertés sociales. On a déjà pu percevoir un changement dans le discours d'une personnalité comme Mohammad Bagher Ghalibaf, l'actuel président du Parlement iranien et ancien gardien de la révolution, qui a admis que le système avait commis « beaucoup d'erreurs » ● PROPOS RECUEILLIS PAR ARMIN AREFI

EN COUVERTURE

L'aveuglement de la France

PAR ABNOUSSE SHALMANI

Mollahrchie. La réaction de l'Élysée après l'intervention contre l'Iran révèle à quel point Paris peine à saisir les enjeux de la révolution perse contre quarante-sept ans de tyrannie.

À la lecture de la première réaction d'Emmanuel Macron à la salubre intervention israélo-américaine contre la mollahrchie, le 28 février – « *Le déclenchement de la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran emporte de graves conséquences pour la paix et la sécurité internationale. [...] L'escalade en cours est dangereuse pour tous. Elle doit cesser. [...] Le peuple iranien doit aussi pouvoir construire son avenir librement. Les massacres perpétrés par le régime islamique le disqualifient et nécessitent que la parole soit rendue au peuple. [...] Fidèle à ses principes et consciente de ses responsabilités internationales, la France demande une réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies* » –, j'ai senti monter en moi une colère purement émotionnelle en même temps qu'une fatigue intellectuelle.

La première image qui m'est venue est celle du président français serrant la main de feu le président iranien Ebrahim Raïssi, surnommé « le boucher de Téhéran » (pour avoir présidé à la mise à mort de milliers d'opposants à la mollahrchie dans les années 1980-1990), à l'ONU, en septembre 2022, alors que la jeune Mahsa Amini venait d'être assassinée par la police des mœurs – ouvrant ce que je continue d'appeler « la révolution perse contre les mollahs ».

Puis, j'ai pensé à la paix et à la sécurité internationale que bafoue directement, depuis quarante-sept ans, la République islamique, en Iran, au Liban, en Israël, au Yémen, en Syrie, en Irak, mais aussi en Occident, à travers des attentats aveugles et des exécutions d'opposants.

Et j'ai encore pensé au droit international piétiné depuis quarante-sept ans par les mollahs, à la population iranienne exsangue, aux cris de liberté, au désespoir face aux massacres de masse, à la parole que les Iraniens n'ont cessé de prendre et que l'Occident n'a pas voulu entendre, j'ai pensé aux mains vides face aux armes de guerre déployées par la mollahrchie, et

j'ai quand même souri en imaginant le Conseil de sécurité rappeler que la guerre, c'est mal.

Je me suis demandé comment le président d'une démocratie occidentale pouvait écrire ça sans sentir la honte lui monter au visage, sans se souvenir des quelque 50 000 morts de janvier, sans compter les arrestations quotidiennes et les exécutions en catimini, sans se rappeler que le chaos au Moyen-Orient trouve son origine en Mollahrchie, pourvoyeuse idéologique et financière de toutes les tensions, de tous les attentats, de toutes les déstabilisations, de tous les morts, de l'impossibilité de la paix.

L'art de rater l'Histoire en marche. Je m'interrogeais sur cette erreur diplomatique qui disqualifie déjà la France aux yeux de la Perse de demain, en gardant les yeux et les oreilles grands ouverts sur tous les canaux d'information possibles. Et ce fut un festival de grand n'importe quoi.

Là, un chercheur, plutôt sérieux d'habitude, qui imaginait qu'il serait possible de négocier avec le président iranien Massoud Pezeshkian, qui ferait partie des « gentils » – je rappelle, pour les distraits, que si Pezeshkian a été élu, c'est par la grâce de feu le guide suprême Ali Khamenei, et qu'il lui a laissé commettre des massacres de la population depuis son arrivée au pouvoir en 2024, tout en appelant régulièrement à la destruction d'Israël; ici, une autre chercheuse, toujours très idéologue, qui comparait l'avenir de l'Iran à celui de l'Irak, de la Libye, de la Syrie ou encore de l'Afghanistan – je rappelle, pour les distraits toujours, que la Perse est vieille de près de 4 000 ans, que lorsque le chah Abbas 1^{er} (1588-1629) parvient au pouvoir il fut le premier souverain au monde à distinguer pouvoir religieux et pouvoir politique, et instaura un mécénat royal qui a laissé à la postérité les plus beaux exemples d'innovation architecturale qui soient, telle la Grande

J'ai pensé au droit international, piétiné depuis quarante-sept ans par les mollahs.



Mosquée d'Ispahan ou la cathédrale arménienne Saint-Sauveur d'Ispahan dans la Nouvelle-Djoulfa.

Les enluminures iraniennes et la calligraphie étaient alors à leur firmament, et son plus célèbre représentant, l'artiste Reza Abbasi, peignait des scènes érotiques où l'androgynie des personnages ne cesse d'interpeller par sa modernité – il fut également l'un des premiers artistes orientaux à représenter des Européens sans les caricaturer.

Une Perse éclairée. La Perse d'Abbas 1^{er} le Grand fut le premier exemple de globalisation culturelle, aux confluent des cultures ottomane, mongole, chinoise et occidentale, dont le rayonnement perdure jusqu'aujourd'hui dans les arts mais aussi dans l'art de vivre, et si j'insiste sur le chah Abbas 1^{er}, c'est qu'on retrouve cette laïcité originelle dans la Constitution iranienne de 1906, et que les arts ont toujours constitué un solide rempart contre le fondamentalisme religieux.

C'est ce qui explique qu'en Iran, après la révolution islamique, les œuvres d'art n'ont pas été détruites – cachées aux regards, oui, mais jamais détruites, à la différence des talibans, qui ont fait exploser les bouddhas de Bamiyan; ce qui explique la qualité et la modernité du cinéma iranien malgré les mollahs; ce qui donne son sens au travail des photographes, peintres, architectes, stylistes et sculpteurs iraniens, qui n'ont cessé de briller sur tous les continents... bref, ce qui explique que la démocratie en Iran ne serait pas une importation occidentale, mais des retrouvailles historiques.

Là encore, un journaliste, sur la radio publique, qui parle de « *quasi-pouvoir absolu* » de Khamenei, comme si l'on pouvait relativiser son pouvoir

Emmanuel Macron et Massoud Pezeshkian au siège de l'ONU, à New York, le 24 septembre 2025. Les présidents français et iranien se sont entretenus en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

total, tenant entre ses griffes tous les leviers du pouvoir depuis trente-sept ans; et partout, sur les lèvres d'un trop grand nombre de Franco-Iraniens et de Français de gauche exclusivement, l'« *anti-impérialisme* » et l'« *antisémitisme* » qui confinent à l'hystérie, reprenant en écho les mêmes arguments que dans les années 1970, minimisant les crimes de la mollaharchie par détestation compulsive de l'Amérique et d'Israël, jouant l'association funeste entre la gauche et les islamistes qui ont accouché de la mollaharchie.

Comme si cela ne suffisait pas; et la fureur contre le fils du dernier chah d'Iran, qui ne serait qu'une fabrication médiatique occidentale, le tout dit d'un air de dégoût, comme si les Iraniens étaient trop idiots pour comprendre ce que représente Reza Pahlavi, continuité historique et garant démocratique, et la relativisation infantilisante de la joie des Iraniens à l'annonce de la mort du tyran Ali Khamenei, parce que, comprenez – et tu excuseras ma familiarité, cher lecteur –, les Iraniens sont trop cons pour admettre qu'une intervention extérieure ne peut pas, ne doit pas réussir.

Ce serait donner raison à ceux qui, comme moi, pensent qu'une ingérence extérieure est indispensable pour bêtement sauver des vies humaines, qui valent toujours plus que des idéologies qui ne sont bonnes qu'à tisser des sacs mortuaires.

« *Mourir pour des idées, d'accord, mais de mort lente* », chantait Georges Brassens. Et si l'on cessait de mourir pour nourrir des idéologues qui n'ont jamais mené qu'au désespoir et qu'on célébrait enfin la vie et la démocratie retrouvées, dès demain ? ●

LUDOVIC MARIN/AFP

EN COUVERTURE

Cette gauche qui préfère Khamenei vivant à l'Iran libre

PAR KAMEL DAOUD

Abîme. Ce que révèle la mort du guide suprême ?
Une fracture mondiale entre ceux qui tremblent pour le peuple iranien
et ceux qui protègent la doctrine de leurs bourreaux.

Toute une nuit passée à surveiller la seule actualité qui vaille pour le moment. Le reste du monde garde ses tragédies, certes, mais c'est bien la mort (ou non) de Khamenei qui importa toute une journée, parce que la disparition du guide a du sens partout. D'abord pour les Iraniens et les Iraniennes, qui ont rêvé de ce moment pendant des décennies et qui l'ont payé d'avance de leur sang, de leurs années de jeunesse, de leurs enfants. Ils le paient encore aujourd'hui et le paieront demain à gérer cette théocratie et ses conséquences. Pour eux, la mort du mollah en chef marque le début d'un pays qui reviendra aux siens. Du désir de l'Iran de redevenir la Perse.

Ensuite, pour ceux qui vivent sous d'autres dictatures ou ont été chassés de chez eux par elles. Ceux qui ont fui, nus et appauvris par l'exil, leurs propres « mollahs » sunnites, l'islamisme en conquête, les guerres civiles menées au nom d'Allah et au prénom de ceux qui se prennent pour lui. Pour ces peuples-là aussi, ce décès signifie quelque chose, réactive le rêve.

La mort de Khamenei et la théocratie qui chancelle ont encore un sens dans le reste du monde dit « arabe et musulman ». Elles ont du sens face à la vague islamiste mondiale nourrie par les contritions occidentales et par ces idiots utiles qui pullulent en démocratie faute de vivre, d'apprendre des métiers décents et de gagner leur vie sans cultiver les rancunes de classes.

La République islamique, fossoyeuse de la Perse millénaire, constitua le premier projet islamiste abouti, le premier califat moderne. Il donna des ailes à tous ceux qui en rêvaient : « frères musulmans », Daech démultiplié, faux loups so-

litaires islamistes en Occident, extrêmes gauches d'aujourd'hui qui recrutent à la sortie des mosquées et veulent parler au nom de ceux qui se revendiquent de la communauté et non du commun. Tout a fait frémir, patienter, veiller jusqu'à ce que la nouvelle tombe.

Maladie de l'âme. Mais la mort de Khamenei prend un autre sens encore lorsqu'on observe les réactions de ceux qui ont grimacé à l'annonce de la disparition du mollah en chef. On va, caricaturalement, de l'étudiante américaine désorientée dans sa sexualité comme dans sa vision du monde au parti trotskiste ridicule en Algérie et aux populismes d'extrême gauche : la planète de ces « assimilés » aux mollahs se révèle énorme.

Dans l'esprit de celui qui lit leurs fariboles, la question reste entière : pourquoi ceux qui prétendent défendre la justice, les valeurs universelles, l'« équité », le « droit », font-ils éternellement passer l'idéologie avant le vivant ? Vieux paradoxe qui date de l'invention des totalitarismes, ou d'avant encore. Pourquoi ces familles politiques préfèrent-elles l'« idée » à la chair des vivants ?

Une des thèses s'énonce là, simple : l'idéologie prime trop souvent sur la vie humaine pour ceux qui parlent au nom de l'humain, mais détestent le voir libre d'eux. Ainsi, aujourd'hui, ces mêmes familles politiques défendent « le droit international », une belle « idée », même au prix d'une vie prolongée de terreur, de torture et de pendaisons pour les Iraniens et les Iraniennes. Alors, on s'interroge encore : d'où vient cette maladie de l'âme qui fait préférer sa propre

**Certains, en France, crient
que l'élimination de Khamenei
est un « crime ».**

conviction à la fraternité avec celui qui souffre ?

On la voit surgir à nouveau, cette pathologie insupportable. Certains, ici en France, crient que l'élimination de Khamenei est un « crime ». Ils rêpent qu'on aurait dû laisser advenir le droit et la démocratie en Iran sur le corps des Iraniens, même si cela prenait encore des décennies.

On regarderait alors ces Iraniens depuis nos écrans, en scrollant sur les vidéos de fusillés dans les rues, et on leur demanderait de veiller à ne pas déranger nos conceptions du « droit international ». Les Iraniens mourraient, qu'importe : « l'idée », l'idéologie resterait sauve.

Lorsqu'on vit en dictature, on désespère souvent. On désespère du temps lent, de l'aide qui ne vient pas, des lâchetés des plus proches, des trahisons des amis, des impasses et de la terreur qui se répand dans le ventre. Alors on verse dans l'héroïsme brusque et dans l'idée folle que tout ce qui peut faire tomber la tête du monstre est le bienvenu. C'est dans cette logique du moindre mal qu'on doit comprendre ce qui suit.

Aujourd'hui, si Trump a réussi à faire dégringoler ce monstre, on ne se trompera ni sur ses raisons ni sur les difficultés à venir. On peut

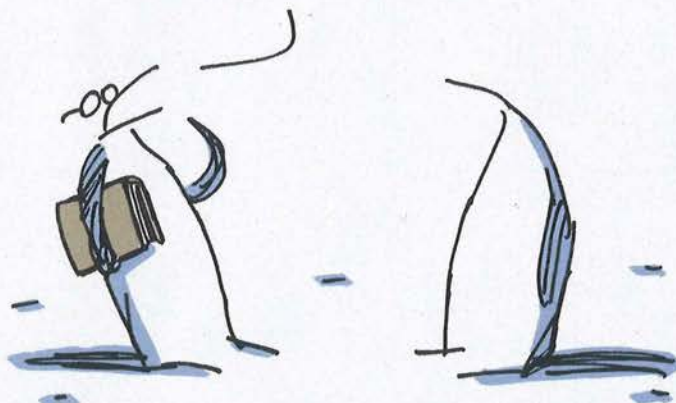
discuter ses motivations, mais on ne confondra pas la main qui frappe avec la joie de ceux qui étaient condamnés à subir. Dans cette impasse, Trump vaut mieux qu'un avocat du « droit international » installé dans un arrondissement de Paris ou qu'un trotskiste minuscule qui vivote à Alger à l'ombre de l'insignifiance.

Dans sa pièce de théâtre, *Les Justes*, Albert Camus a mis le doigt sur cette attitude monstrueuse qui fait passer l'idée avant l'homme dans sa fable sur saint Dimitri. « Il avait rendez-vous dans la steppe avec Dieu lui-même, et il se hâtait lorsqu'il rencontra un paysan dont la voiture était embourbée. Alors saint Dimitri l'aida. La boue était épaisse, la fondrière profonde. Il fallut batailler pendant une heure. Et quand ce fut fini, saint Dimitri courut au rendez-vous. Mais Dieu n'était plus là. [...] Il y a ceux qui arriveront toujours en retard au rendez-vous parce qu'il y a trop de charrettes embourbées et trop de frères à secourir. »

En Iran, aujourd'hui, ces charrettes embourbées ont des visages et des noms. Et il y a ceux qui préféreront un Dieu, une idée, un calcul électoraliste ou leur rancune à la main tendue vers ceux qui, en Iran, ont souffert et peinent encore, et qui, pourtant, nous obligent par leur courage ●

Pourquoi ceux qui prétendent défendre la justice, les valeurs universelles, font-ils passer l'idéologie avant le vivant ?

Selon des rapporteurs de l'ONU,
nous sommes sans doute face à
un terrible génocide de mollahs
et de généraux sanguinaires.



xavier gonce-

EN COUVERTURE

Peshmergas iraniens, l'insur



Des peshmergas du Parti de la liberté du Kurdistan s'entraînent dans la région d'Erbil, au Kurdistan irakien, le 14 février.

50 | 5 mars 2026 | Le Point 2797

rection en embuscade



Résistance.

Retranchés dans le nord de l'Irak, les combattants kurdes iraniens se préparent à franchir la frontière. Reportage.

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX AU KURDISTAN IRAKIEN, BORIS MABILLARD (TEXTE) ET ADRIEN VAUTIER (PHOTOS)

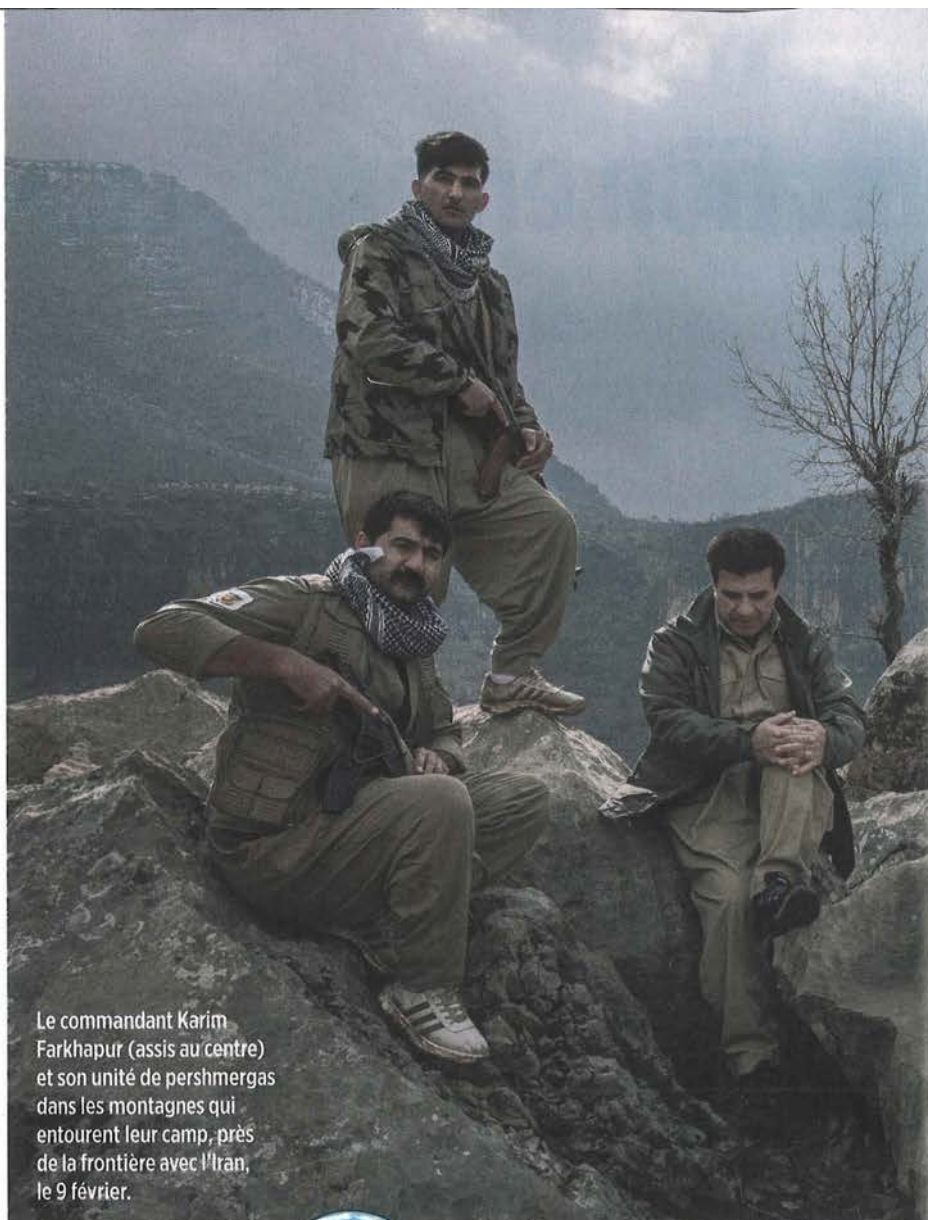
Une voiture calcinée, des tôles arrachées et des barres d'acier tordues surplombent les eaux sombres du Grand Zab, qui serpente entre les collines basses du Kurdistan irakien. Il ne reste que des gravats du poste de commandement frappé le 21 janvier par un drone iranien de type Shahed, faisant un mort et un blessé. C'est ici, dans les plis du terrain, le long du cours d'eau, que le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK) a établi l'un de ses camps pour accueillir des combattants iraniens qui ont fui leur pays. Le gouvernement du Kurdistan irakien tolère la présence de ces derniers à condition qu'ils ne fassent pas de vagues, c'est-à-dire qu'ils n'utilisent pas le territoire kurde irakien pour mener des actions hostiles ou terroristes en Iran. Les peshmergas (terme signifiant en kurde «celui qui brave la mort») iraniens du PAK jouent la carte de la discrétion. Ils n'en poursuivent pas moins un entraînement intensif dans l'attente du «jour d'après»: celui de l'effondrement de la République islamique. Pour eux, l'opération israélo-américaine et la frappe ayant coûté la vie à l'ayatollah Ali Khamenei sont le signe que leur heure est proche. Ils ont récemment reçu un appel de Trump en personne. Les forces kurdes se préparent à passer la frontière ●●●

EN COUVERTURE

... et se venger d'un régime qui a commis contre eux des atrocités. Le dimanche 1^{er} mars, à l'aube, des missiles iraniens les ont visés, sans faire de victimes, précise un chef du PAK. Peu de temps après, c'est l'aéroport d'Erbil et le périmètre du consulat américain, l'un des plus grands du monde, qui ont été pris pour cible.

À Koya, le camp d'Azadi accueille la branche politique du PDKI en exil et les familles des peshmergas mobilisés dans la montagne. École, dispensaire, bureaux : tout a été reconstruit après les bombardements iraniens de 2018 et 2022. Les « martyrs » de la guerre reposent dans un cimetière en bordure de clôture. « Nous avons subi des dizaines d'attaques en Iran, où sont nos militants, comme en Irak, où le parti s'est retranché. Mais nous n'avons pas peur : la fin de la République islamique approche, explique Mustafa Mauloudi, secrétaire général adjoint du PDKI, dans son QG de Koya. Puisque les mollahs sont un problème pour la région et le monde entier, l'intervention militaire extérieure est justifiée. Tout ce qui peut contribuer à faire tomber ce régime est le bienvenu. »

Positions perchées. Dans le nord du Kurdistan irakien, non loin de la frontière, des baraquements blancs abritent un QG peshmerga niché entre les cimes. C'est la base centrale d'où les combattants sont déployés vers des positions perchées, que la neige rend presque inaccessible. En



Le commandant Karim Farkhapur (assis au centre) et son unité de peshmergas dans les montagnes qui entourent leur camp, près de la frontière avec l'Iran, le 9 février.

LES ZONES DE PEUPEMENT KURDE



tenue traditionnelle – *chalouar* vert-de-gris retenu par une large ceinture de tissu, gilet à cartouchières et keffieh en écharpe –, les hommes sautillent en espadrilles d'un rocher à l'autre. Les femmes, un cinquième des effectifs, sont logées à la même enseigne, vêtues à l'identique pour l'entraînement. L'atout de ces combattants : une connaissance parfaite du terrain et une endurance qui leur permet de franchir les massifs à pied. En plus des kalachnikovs et des lance-roquettes, ont-ils des drones ? Karim Farkhapur, le commandant du camp, évacue la question d'un sourire entendu : « Je ne peux pas parler de notre armement. »

Via ses émissaires en Europe et

ADRIEN VAUTIER POUR « LE POINT »



vie, liberté, en 2022. « Avant cela, j'étais peu politisée, raconte-t-elle, mais j'avais déjà connu la répression. Une photo de moi dévoilée avait suffi pour me valoir des menaces. » Lors des obsèques de Mahsa Amini, alors que les autorités bouclent les accès, Shahla guide les manifestants par les chemins de traverse. La cérémonie vire à l'insurrection. « Le nom du PDKI revenait sans cesse dans les slogans. C'est pour cela que j'ai rejoint le parti: c'est le plus populaire. » Arrêtée, torturée, menacée, elle finit par fuir pour protéger sa fille de 13 ans, qu'elle n'a plus revue. À cet instant, son visage perd sa dureté. Elle essuie une larme: « Ma fille voudrait que je lui couse un costume de peshmerga... »

Bakchichs. À Penjwen, l'un des trois postes-frontières avec l'Iran, le trafic était anémique avant l'offensive israélo-américaine. Malgré les mines, les contrebandiers continuent de passer par la montagne, chargés de cigarettes et d'alcool. Un business juteux sur lequel autorités kurdes et pasdaran ferment les yeux contre des bakchichs. Faire passer des hommes est une autre affaire. « C'est devenu compliqué, explique Karim Farkhatur, car le gouvernement kurde veut éviter l'incident diplomatique avec Bagdad, allié de Téhéran. Quant aux pasdaran, ils ont verrouillé la frontière par crainte des incursions. Mais dès qu'il faudra y aller, nous passerons. Par les chemins des contrebandiers. » ●

aux États-Unis, le PDKI plaide pour un soutien international. « Téhéran fait courir la rumeur que nous sommes soutenus par Israël et Washington pour nous discréditer, assène Karim Farkhatur. Notre force, c'est notre ancrage en Iran. Mahabad reste notre bastion historique, mais nous avons des centaines de milliers de sympathisants dans toutes les zones kurdes et des milliers de cellules dormantes. Sur un signal, nos agents peuvent se réunir en petits groupes autonomes de cinq ou six combattants. »

Shahla dirigeait l'une de ces cellules clandestines avant sa fuite. Elle a grandi à Saqqez, la ville de Mahsa Jina Amini, l'étudiante dont la mort sous les coups de la police des mœurs a déclenché le mouvement Femme,

L'union sacrée face à la République islamique

Les maquisards kurdes ne sont pas les seuls à défier le régime – à la frontière pakistanaise, les groupes baloutches font régulièrement le coup de feu. Mais ils constituent la menace principale grâce à leurs réseaux clandestins et à un soutien populaire (les Kurdes représentent 10 à 15% des Iraniens). Le PDKI, fondé en 1945, s'est opposé au chah avant de lancer sa guérilla contre la République islamique. Le 22 février, les principaux partis kurdes en exil ont décidé de faire front commun

après des années de rivalité. Sous l'impulsion du PDKI, ils ont fondé la Coalition des forces politiques du Kurdistan iranien, appelant à la fin du régime. Refusant de reconnaître la légitimité de Reza Pahlavi, le fils du chah, ils disent vouloir dialoguer avec toute l'opposition. « Nous pouvons mieux faire entendre nos revendications sur le fédéralisme et l'autonomie du Kurdistan, confie au Point Mustafa Mauloudi, du PDKI. Cela nous donne plus de poids sur la scène internationale. »

EN COUVERTURE



Donald Trump discute avec Susie Wiles, cheffe de cabinet de la Maison-Blanche, sous les yeux du secrétaire d'État, Marco Rubio.

Les frappes sur l'Iran sont-elles « illégales » ?

Droit. L'opération « Fureur épique » divise les juristes, qui se gardent de trancher.

PAR GÉRALDINE WOESSNER

Depuis plus de quarante ans, la République islamique d'Iran exploite les failles du droit international – financement de groupes armés, enrichissement nucléaire clandestin, flotte fantôme pour contourner les sanctions. Faut-il pour autant tolérer que ce même droit soit aujourd'hui « piétiné » ? Plusieurs États, de la Finlande à la Colombie, dénoncent une attaque « illégale », la Russie évoquant une « violation cynique » du droit international. Les juristes spécialisés se montrent beaucoup plus prudents. « En droit pur, la situation est loin d'être claire », résume Yann Jurovics, maître de conférences en droit international, ancien juriste auprès de la chambre d'appel des tribunaux pénaux internationaux. Le cadre de départ ne fait pas débat : l'article 2 paragraphe 4 de la charte des Nations unies interdit le recours à la force, sauf autorisation du Conseil de sécurité ou légitime défense, prévue par l'article 51. En l'absence de

résolution onusienne, Israël et les États-Unis ont immédiatement invoqué ce second fondement.

La légitime défense n'est pas un blanc-seing : elle exige de démontrer la nécessité, la proportionnalité et l'imminence de la menace. Une confusion récurrente brouille ici la discussion, entre frappes préventives – frapper un adversaire susceptible de devenir dangereux, interdites – et frappes préemptives – empêcher une attaque jugée certaine et imminente,

L'imminence de la menace est difficile à établir juridiquement.

admissibles sous conditions. « En France, les deux notions sont souvent confondues », rappelle Sarah Scialom, avocate spécialisée en droit des conflits armés. La distinction repose sur l'affaire Caroline de 1837, reprise par la Cour internationale de justice, qui encadre toute action anticipée par les critères de nécessité et de proportionnalité. En juin 2025, lors de la « guerre des douze jours », Yann Jurovics souligne que la légalité d'une frappe préemptive ne faisait guère de doute selon le gouvernement israélien : « Les rapports

de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) signalaient un programme nucléaire proche du point de rupture, tandis que les dirigeants iraniens affirmaient leur volonté de détruire Israël. » Aujourd'hui, l'analyse est plus délicate : l'Iran ayant annoncé la suspension d'une partie de son enrichissement et des négociations étant engagées, l'imminence de la menace est plus difficile à établir juridiquement. « Tout repose sur cette notion, qui n'est pas définie de manière objective », note le juriste.

D'où le second argument avancé par Israël et les États-Unis : celui des proxys. L'Iran finance, arme et entraîne le Hamas ainsi que le Hezbollah ou les houthistes, impliqués dans les massacres du 7 Octobre, des tirs de roquettes sur le territoire israélien et des frappes en mer Rouge. Ces attaques, menées par des groupes non étatiques, peuvent-elles être juridiquement imputées à Téhéran ? La Cour internationale de justice a fixé, dans l'arrêt Nicaragua de 1986, un seuil élevé : il faut prouver un « contrôle effectif » sur chaque opération spécifique. Financer ou armer un groupe ne suffit pas. « Nous sommes aux limites du droit international », reconnaît Yann Jurovics. Pour Sarah Scialom, l'ampleur de l'encadrement iranien permet néanmoins de soutenir que le Hezbollah fonctionne comme un relais direct de Téhéran. Cette lecture n'est pas unanime. Céline de Roany, maîtresse de conférences à l'université Griffith, rappelle que deux écoles s'affrontent : les « restrictifs », fidèles à la jurisprudence de la CIJ, et les « permissifs », qui s'appuient sur le critère du « contrôle global », utilisé par le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie en 1999, avant d'être rejeté par la CIJ en 2007. « Deux visions coexistent dans le droit international, sans réconciliation en vue. »

Les juristes convergent sur un point : qualifier l'offensive de « manifestement illégale » relève davantage du jugement politique. Le cadre de la légitime défense existe. Les arguments de la préemption sont reconnus, sous conditions. La question des proxys reste disputée. Et les éléments décisifs – imminence de la menace, degré de contrôle iranien – reposent sur des faits non encore établis publiquement. « Ceux qui tranchent aujourd'hui, dans un sens ou dans l'autre, ne font pas du droit, conclut Sarah Scialom. Ils font de la politique. » ●

THE WHITE HOUSE/AFP

EN COUVERTURE

Erdogan à l'affût

PAR CHRISTIAN MAKARIAN

Équilibriste. Afflux de réfugiés, menace kurde et relation avec Trump : la guerre à sa frontière orientale place la Turquie sur une ligne de crête.



Recep Tayyip Erdogan et le guide suprême Ali Khamenei, à Téhéran, le 7 septembre 2018.

Si la Turquie de Recep Tayyip Erdogan a manifesté la plus grande inquiétude dès les premières minutes des bombardements américano-israéliens sur l'Iran, ce n'est pas par sympathie pour la République islamique. Sur plusieurs dossiers, on assiste depuis des années à une rivalité affirmée entre Erdogan et le régime des mollahs ; en particulier en Syrie, où l'emprise des Turcs sur Ahmed al-Chareh et les milices djihadistes qui l'entourent a eu le dessus sur le soutien sanglant des forces iraniennes à Bachar el-Assad. Autre obstacle de taille entre les deux anciens empires, perse et ottoman : l'appartenance de la Turquie à l'Otan souligne l'orientation proaméricaine d'Ankara. À ce titre, la Turquie a cessé ses achats de pétrole iranien en 2019 pour se conformer aux sanctions imposées par les États-Unis. Par-dessus

tout, la relation individuelle entre Recep Tayyip Erdogan et Donald Trump s'est révélée excellente dès le premier mandat du président américain ; le style autoritaire du dirigeant turc a tout pour plaire au maître de l'Amérique, qui tolère même que son homologue turc le déränge au téléphone lorsqu'il joue au golf... Erdogan a beaucoup évoqué les risques d'une opération de grande envergure contre le régime iranien et sa parole a eu du poids dans les atermoiements de Trump avant le déclenchement de l'offensive du 28 février. Mais, malgré la proposition d'une médiation turque (téléphonique) entre les États-Unis et l'Iran, Washington a pris la décision définitive d'attaquer.

La grande crainte actuelle de la Turquie réside dans le chaos qui pourrait s'emparer de toute la région. Avec plus de 550 kilomètres de frontière

IRANIAN SUPREME LEADER'S WEBSITE/AFP

commune avec l'Iran, la première préoccupation est celle d'une arrivée massive de réfugiés, comme en Syrie à partir de 2011 avec l'installation progressive de 3,5 millions de réfugiés sur le territoire turc. Cette « hospitalité » n'a cessé d'engendrer un mécontentement populaire qui a valu de nombreuses remontrances aux élus locaux du parti présidentiel AKP. Or, après les tueries de masse organisées par les mollahs contre leur propre peuple, les 8 et 9 janvier, un afflux de réfugiés a été enregistré, notamment au poste-frontière de Kapıköy, l'un des quatre points de passage (les franchissements journaliers sont d'ores et déjà suspendus). Ces colonnes de déracinés se concentrent en général à Van, où s'agglomère déjà, sous la supervision – débordée – de l'ONU, une masse de migrants en provenance d'Asie, du Pakistan, d'Afghanistan... À ce jour, la Turquie accueille plus de 74 000 résidents iraniens et environ 5 000 réfugiés (depuis janvier 2026); parmi ces derniers, beaucoup vivent dans l'insécurité, sous la menace d'une expulsion et sous une étroite surveillance policière qui font de la Turquie un refuge précaire.

Parallèlement, en cas de dislocation du régime iranien, la Turquie redoute plus que tout que les groupes kurdes iraniens – qui s'affranchiraient subitement et en profiteraient pour se structurer davantage – n'étendent leur influence rebelle sur son territoire. Auquel cas les groupes liés aux combattants du mouvement kurde PKK deviendraient vraisemblablement plus actifs.

Sentiment islamiste national viscéralement anti-israélien. L'autre source d'inquiétude des dirigeants turcs est à rechercher dans la réaction de l'opinion publique. La presse progouvernementale dépeint unanimement Trump comme ayant été manipulé par Israël pour déclencher ce conflit, ce qui alimente le courant, déjà très puissant, d'un sentiment islamiste national viscéralement anti-israélien et sans cesse nourri par la situation catastrophique de Gaza. Sur ce point, Erdogan récolte les fruits amers de l'idéologie qu'il a engendrée. En soutenant le Hamas, comme il l'a fait depuis des années (de même que l'Iran), le président turc a de nouveau fait le choix de dégrader ses relations (pour le moins chaotiques) avec Benjamin Netanyahu. De fait, le grand dessein du « reis » turc, qui consiste à faire de la Turquie le « phare de l'islam », va directement à l'encontre des relations apaisées (voire fructueuses) que la Turquie kémaliste avait toujours su entretenir avec Israël. Erdogan se rêve en Atatürk islamiste, en refondateur de la République turque sur des bases néo-impériales reposant sur une lecture de la religion musulmane qui fait d'Israël l'ennemi fondamental.

La riposte iranienne a visé la plupart des pays du golfe Persique, mais en aucun cas la Turquie.

Résultat, en dépit de tout ce qui peut opposer Ankara à Téhéran, la Turquie n'est pas perçue par l'Iran comme un adversaire stratégique aligné systématiquement sur Washington ou Jérusalem – contrairement à certains États du Golfe délibérément orientés contre le chiisme. Un indice très sûr en est fourni par un fait frappant : depuis le commencement des bombardements américains et israéliens sur l'Iran, la riposte iranienne a visé la plupart des pays du golfe Persique, mais en aucun cas la Turquie. Alors que ce pays abrite notamment la base d'Inçirlik, utilisée par les forces américaines et intégrée au dispositif de l'Otan, Téhéran semble s'interdire de frapper le sol turc : atteindre une base américaine en Turquie aurait sans doute mis Ankara dans une position intenable et transformé un partenaire pragmatique en adversaire déclaré.

De même, les ambitions pan-turquistes d'Erdogan, qui barrent l'accès de l'Iran à la mer Noire via l'Arménie puis la Géorgie, paraissent tolérées comme un moindre mal alors qu'elles portent atteinte à un axe essentiel pour Téhéran. Par le truchement de l'administration Trump, Erdogan est parvenu à tracer une route à travers le Caucase qui relie Istanbul à Bakou, en Azerbaïdjan, en traversant le sud de l'Arménie : l'Iran n'a plus d'échappatoire par le nord, mais semble s'y résoudre en raison d'intérêts plus larges.

Manœuvre diplomatique. Une autre explication à la façon dont Téhéran semble ménager Ankara se trouve dans la manœuvre diplomatique générale de l'Iran vis-à-vis des États-Unis : malgré les destructions massives et les éliminations très ciblées qu'il subit, le régime des mollahs montre un certain contrôle dans la riposte mesurée – et très stratégique – qu'il entend réserver à Israël et à ses adversaires du Golfe. L'objectif, mal maîtrisé, est de viser la présence militaire américaine sans élargir la guerre. À cet égard, la Turquie représente un théâtre très sensible. Une attaque sur son sol impliquerait l'Otan, mais ouvrirait aussi un nouveau front diplomatique et militaire dans un moment où le régime de Téhéran considère qu'il n'a toujours pas dit son dernier mot. Les mollahs cherchent à laisser une porte ouverte à la négociation finale, préapocalyptique, de quoi leur permettre encore une fois de gagner du temps. Rien ne dit que leur calcul aboutira au moindre résultat, mais leur logique est à rebours de toute prise en compte des sacrifices endurés ; ils tiennent à préserver une certaine marge de manœuvre régionale – tant la République islamique est obsédée par sa propre survie ●

« Sur le nucléaire, la République islamique d'Iran a toujours campé sur une posture ambiguë »

Le projet nucléaire iranien devait être une assurance-vie. Mais l'incompatibilité entre la rhétorique de combat de Téhéran et le flou entretenu sur la finalité de ce programme pourrait conduire à la chute du régime et au démantèlement de son statut de superpuissance moyen-orientale, relève Alain Frachon, éditorialiste au « Monde », dans sa chronique.

La République islamique d'Iran voulait « la bombe » pour se protéger ; sa quête obstinée de l'arme atomique pourrait signer sa perte. Le projet nucléaire de Téhéran devait être une assurance-vie ; il peut provoquer la chute de la théocratie militarisée qui règne sur l'Iran depuis quarante-sept ans. Rien n'est encore acquis. Le régime est sans doute plus solide qu'on ne l'imagine à Washington et capable de survivre à un mois de bombardements américano-israéliens. Mais la question est là, qui doit tararder les dirigeants iraniens : à quoi a servi l'effort, continu et ruineux, mené pour doter le pays de la capacité à assembler une arme nucléaire ?

Maîtresse du sens caché des mots, la République islamique a toujours campé sur une posture ambiguë. Dès le début des années 1970, l'Iran a adhéré au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) – qui lui interdit l'accès à « la bombe » mais lui ouvre les portes du nucléaire civil. Après avoir brièvement abandonné un projet lancé du temps du chah Mohammad Reza Pahlavi, renversé en 1979, les dirigeants iraniens le reprennent à l'issue de l'affrontement qui, de 1980 à 1988, oppose leur pays à l'Irak.

Ils jurent que leur programme n'a d'autres fins que civiles, mais,

dans le même temps, prennent soin de laisser entendre qu'ils acquièrent le savoir-faire et les moyens de maîtriser la fabrication d'une arme nucléaire – ce qui vaudra à Téhéran, au début du siècle, la première d'une série ininterrompue de sanctions jusqu'à nos jours. Puis, tout au long d'une saga mouvementée où vont alterner négociations et confrontations, l'Iran maintiendra la même approche : proclamation de sa fidélité à ses engagements au titre du TNP, mais développement parallèle d'un arsenal de missiles et d'installations d'enrichissement de l'uranium qui vont bien au-delà de ce que requiert un programme civil. Conclusion : l'Iran veut sa bombe – un jour.

Bataille asymétrique

Pour autant, il n'y avait pas danger imminent. Il y a moins d'un an encore, la CIA, dressant le tableau des menaces pesant sur la sécurité des Etats-Unis et de leurs alliés, écrivait que l'Iran n'était nullement sur le point de déployer un engin nucléaire. Pas de danger pressant de ce côté-là quand le président américain, Donald Trump, interrompant une négociation engagée avec Téhéran, se lance, samedi 28 février, dans une guerre menée conjointement avec Israël.

Il la justifie en évoquant des raisons sans cesse changeantes : faire tomber la République islamique, l'empêcher de toute urgence d'acquiescer « la » bombe, diminuer son arsenal de missiles et sa capacité à produire des drones. A moins qu'il ne se soit agi, en intervenant aujourd'hui, de défendre de façon préventive les alliés arabes du Golfe pour le cas où ils seraient visés par Téhéran en réponse à une attaque israélienne sur l'Iran... Comprenez qui peut !

Pour la République islamique, peu importent les raisons de Donald Trump. Dans une bataille aussi asymétrique, il lui suffit de ne pas s'effondrer pour ne pas perdre. Mais, capable de se maintenir au lendemain de l'assaut américano-israélien, elle en ressortira plus affaiblie que jamais. Déjà durement touchée en juin 2025, lors d'une précédente attaque américano-israélienne, la République islamique voit se désagréger l'essentiel des instruments de sa domination régionale.

Tout ce qui constitue, ou constituait, son statut de superpuissance moyen-orientale portant haut et fort anti-américanisme et cause palestinienne, tout cela est en voie de démantèlement. Les milices arabes qui fournissaient à Téhéran les filières d'un réseau terroriste et lui donnaient un droit de regard sur le Liban, l'Irak, le Yémen, le territoire palestinien de Gaza sont au plus mal. L'Etat arabe allié, la Syrie, a changé de mains. Les protecteurs éloignés de l'Iran, Chine et Russie, ne bougent pas.

Jouer avec les règles

Le nucléaire avait son rôle dans l'image que la République islamique cultivait d'elle-même et à l'adresse de ses voisins arabes. Cette façon qu'avait le pays de laisser entendre qu'il pouvait devenir une puissance dite « du seuil », capable de déployer en quelques mois une arme nucléaire, ajoutait à son statut – notamment face à Israël, Etat nucléaire en violation ouverte du TNP. Mais le profil des installations iraniennes était d'autant plus inquiétant que le régime n'a cessé de proclamer sa volonté de voir l'Etat hébreu disparaître de la carte. Incompatibilité de la rhétorique de combat de la République islamique avec le flou

entourant son projet nucléaire. Né avec l'ancien régime, ce programme renaît durant le terrible conflit que déclenche l'agression irakienne de 1980 contre la jeune République islamique. Il est la réponse à l'emploi massif des gaz de combat par l'armée de Saddam Hussein. L'Iran adopte une stratégie en forme de triptyque : des missiles, des milices pour constituer en terre arabe une première ligne de défense, enfin le programme nucléaire. L'invasion de l'Irak par les Etats-Unis en 2003 confortera les Iraniens dans leur conviction : si Saddam Hussein avait disposé d'une arme nucléaire, Washington n'aurait pas attaqué.

A l'instigation de Barack Obama, l'accord conclu avec la République islamique en juillet 2015 à Vienne place le projet de Téhéran sous contrôle international – mais ne dit rien des milices ni des missiles. Alors que l'ONU juge que l'Iran respecte les contraintes de Vienne, Donald Trump retire, en 2018, les Etats-Unis dudit accord. Téhéran s'estime libéré de tout engagement et constitue un stock d'uranium enrichi à des teneurs qui se rapprochent du niveau requis pour une arme. C'est conforme à la façon qu'a toujours eue la République islamique de jouer avec les règles, de les enfreindre, de revenir en arrière, d'installer un site secret, puis un autre encore, bref n'abandonnant jamais vraiment le chemin de « la bombe ». Au bout de cette aventure nucléaire, quel bilan pour la République islamique ?

Post-scriptum : La tyrannie iranienne vue par un Français emprisonné à Téhéran : *La Révolution intérieure*, de Louis Arnaud (Equateurs, 352 pages, 21 euros).

Comment Israël et les Etats-Unis mènent en Iran une guerre aérienne d'une intensité inédite depuis des décennies

Pour établir leur domination militaire sur leur adversaire iranien, détruire ses lanceurs et ses usines de missiles et maîtriser le ciel du pays, les forces américano-israéliennes ont mis au point un « rouleau compresseur opérationnel ».

Jamais les pilotes et les officiers de renseignement de l'armée israélienne n'avaient mené une opération d'une telle ampleur, et il faut remonter des décennies dans la mémoire de l'armée de l'air américaine pour trouver un équivalent. Depuis cinq jours, les deux armées développent une puissance colossale contre le régime iranien. « [Les Iraniens] sont *cramés* », affirmait, mercredi 4 mars, le secrétaire à la défense américain, Pete Hegseth, en vantant ce « *rouleau compresseur opérationnel* », sans clarifier cependant l'objectif de l'administration Trump.

Dans une posture viriliste et explicitement cruelle, M. Hegseth donnait encore « *quelques jours* » à l'armée pour maîtriser le ciel iranien – d'autres voix officielles évoquaient « *quelques heures* ». Une fois cette domination établie, l'Etat hébreu et les Etats-Unis auront toute liberté pour poursuivre la course qu'ils mènent, depuis le samedi 28 février, afin de détruire les lanceurs et les usines de missiles de l'Iran.

« *Nous pourrions utiliser des bombes à gravité de précision guidées par laser de 500, 1 000 et 2 000 livres [jusqu'à environ 900 kilos] ; nous en avons un stock presque illimité* », affirme M. Hegseth – y compris contre des cibles politiques à

Téhéran. Ce qui pose de sérieuses questions sur le nombre de victimes civiles que l'administration Trump est prête à assumer, elle qui prétend, certains jours, « *libérer* » le pays, en convainquant la population de se soulever contre le régime après-guerre.

Mardi, Israël a avancé que 300 lanceurs de missiles avaient été détruits depuis le début de la guerre. Ce résultat se fait sentir à Tel-Aviv, où les habitants vauquaient dans les rues, mercredi, après avoir passé un premier jour dans les abris. L'Iran était parvenu à tirer à peine quelque 350 missiles, samedi, toutes portées confondues, sur Israël et les pays du Golfe. Ce rythme s'est réduit, mercredi, des deux tiers.

Répartition des tâches

« *Une centaine d'avions sont prêts à décoller d'Israël toutes les six heures. Il y en a probablement plusieurs centaines à toute heure dans le ciel iranien. C'est une usine* », affirme un général de réserve israélien. Mercredi soir, l'armée chiffrait à 5 000 le nombre de munitions tirées par Israël, soit un millier de plus que la veille, mardi 3 mars, date à laquelle l'aviation israélienne avait réalisé pas moins de 1 600 sorties (400 par jour en moyenne).

Les avions sont ravitaillés en

vol par des appareils américains, pour des rotations de six heures, ce qui leur ménage un long temps de survol de l'Iran. C'est beaucoup, pour une force aérienne dotée de quelques centaines d'avions, « *et il faut bien que les pilotes dorment* », ajoute cet ancien officier.

A Tel-Aviv, une autre « *usine* » renouvelle leurs cibles constamment. Une unité de contrôle du trafic aérien attribue ces pilotes, parfois pour quelques minutes, à des « *cellules d'attaque* », qui réunissent des officiers du renseignement et de la force aérienne. Celles-ci gèrent des « *banques de cibles* » régulièrement mises à jour grâce, notamment, à l'information recueillie en vol par les chasseurs F-35.

Les deux armées, qui s'entraînent conjointement depuis trois décennies et disposent d'un même matériel, se sont réparti le ciel, les tâches et les couloirs d'entrée dans l'espace aérien iranien. L'aviation israélienne se charge de Téhéran et du nord du pays, où elle a multiplié les frappes contre des centres de commandement, poussant les forces armées iraniennes à déléguer à des officiers de province pleine autorité sur leurs actions, selon Israël et le gouvernement iranien.

Elle effectue aussi des assas-

sinats ciblés dans la capitale et pilonne les institutions politiques et sécuritaires, tout en frappant l'arsenal de missiles ailleurs. Les sites nucléaires n'apparaissent pas comme une priorité. Israël a annoncé, mardi, avoir détruit un laboratoire à Téhéran, jusqu'ici inconnu des experts, et a mené des frappes, mercredi, contre le régiment frontalier de Sanandaj, contre des bases de gardes-frontières dans l'ouest du pays, ainsi que contre des commandements des forces de l'ordre dans plusieurs villes, dont Marivan, où Washington agite la possibilité d'une insurrection de la minorité kurde.

« Lanceurs abandonnés »

L'armée américaine, elle, concentre sa puissance de feu supérieure dans le sud et en mer. Elle tâche de protéger les monarchies alliées du Golfe contre les missiles à courte et moyenne portées et contre la marine iranienne (20 navires détruits, selon Washington, dont l'un par un sous-marin). En cinq jours, elle a frappé quelque 2 000 cibles, par la mer et les airs, y compris des quartiers généraux des gardiens de la révolution et de leur division aérospatiale (chargée des missiles balistiques), ainsi que des centres de communication.

L'armée de l'air américaine a déjà envoyé des chasseurs

furtifs F-22, capables de pénétrer profondément dans le territoire iranien. Ainsi que des bombardiers B-2, équipés de munitions à très forte pénétration, qui peuvent détruire des lanceurs et des usines de missiles souterraines, qu'Israël n'avait pas la capacité d'atteindre lors de la guerre de juin 2025. Des images satellites révèlent que des silos de tir ont notamment été touchés à Hajjiabad (Sud). Le chef d'état-major des armées américain, Dan Caine, a annoncé, mercredi, la poursuite, dans les prochains jours, des opérations à l'intérieur des terres.

« Les Iraniens paraissent très déstabilisés. Des vidéos des bombardements tendent à montrer des lanceurs abandonnés : cela signifie que les unités qui les opèrent deviennent nerveuses et que les

cibles sont plus faciles à frapper », estime Jeffrey Lewis, expert à l'Institut d'études internationales de Middlebury à Monterey (Californie). Ce spécialiste relève que les forces iraniennes tirent nombre de missiles de tunnels et sortent des lanceurs mobiles à proximité de leurs bases, ce qui en fait des cibles faciles. « En 1991, lors des bombardements américains, l'Irak les avait au moins dispersés et cachés sous des ponts ou dans des tunnels », rappelle-t-il.

Cependant, l'institut confirme que les forces iraniennes ont coordonné leurs efforts pour frapper au moins deux sites de radars et de communication américains dans le Golfe, cherchant à briser ces défenses – le *New York Times* a documenté, mercredi, les dommages de sept infra-

structures de ce type. Dans la journée, l'administration américaine a, par ailleurs, reconnu que les drones Shahed iraniens posaient plus de difficultés qu'anticipé, et qu'elle n'était pas en mesure de tous les intercepter dans le Golfe.

Pourquoi les journalistes du « Monde » ne peuvent pas être en Iran

La couverture éditoriale des événements en cours en Iran, depuis les premières frappes américano-israéliennes du 28 février, est particulièrement difficile. Comme lors des précédents conflits survenus ces derniers mois entre le régime iranien d'un côté et Israël et les États-Unis de l'autre, *Le Monde* ne peut être présent sur place. Depuis juin 2021, date des derniers reportages réalisés en

Iran par l'un des journalistes du service International à l'occasion de l'élection présidentielle, nos demandes de visas ont été refusées ou n'ont pas été prises en compte par les autorités de Téhéran. Les entretiens et témoignages sont donc recueillis de Paris par téléphone ou en visio, et les informations en sources ouvertes vérifiées et validées par nos journalistes spécialisés. Nous documentons aussi la situation par le biais d'images satellites et la vérification des vidéos amateurs tournées sur place. Depuis les manifestations antigouvernementales de janvier et la répression massive à laquelle elles ont donné lieu, ce travail est rendu encore plus complexe par la coupure, totale ou très large, d'Internet et des communications sur place, décidée par les autorités iraniennes.

The New York Times

March 6, 2026

Trump Demands Iran's 'Unconditional Surrender' as Israel Pounds Tehran and Lebanon

Israel's air forces shifted their focus back to Iran on Friday after a night of heavy bombardment in Lebanon, which was quickly becoming one of the largest fronts in the regional conflict.

President Trump on Friday demanded Iran's "unconditional surrender," the latest and broadest expansion of his goals for the war, while Israeli jets pummeled Tehran and other parts of Iran with a fresh wave of airstrikes.

The Israeli military also pounded Beirut and issued more evacuation warnings in Lebanon as it intensified its campaign there against the Iranian-backed militant group

Hezbollah. About [300,000 people](#) in Lebanon have fled their homes since the bombing began, according to an estimate by the Norwegian Refugee Council, a humanitarian group.

Mr. Trump wrote on Truth Social that there "will be no deal with Iran except UNCONDITIONAL SURRENDER!" He wrote the post after Masoud Pezeshkian, the Iranian president, said that some countries had begun "mediation efforts," without

elaborating on who was involved.

Mr. Trump's comments were the latest in the shifting goals he has laid out for the war, which have left his aides and congressional allies struggling to keep up and, at times, contradicting him. Indeed, just a few hours after his comments, Karoline Leavitt, the White House press secretary, tried to temper them by saying that Iran's "unconditional surrender"

would come when Mr. Trump "determines that Iran no longer poses a threat to the United States of America and the goal of Operation Epic Fury has been fully realized."

As the war has gone on for seven days, the fallout for American consumers has been increasing. The fighting has effectively throttled tanker traffic in the Strait of Hormuz, the narrow channel off Iran where one-fifth of the world's oil is transported. The

average cost of a gallon of regular gasoline has climbed about 34 cents since the start of the war, to about \$3.32 on Friday, according to AAA.

Gas prices have spiked in the wake of the bombing campaign against Iran and its Hezbollah allies in Lebanon. Frederic J. Brown/Agence France-Presse — Getty Images

The increase could become a political problem for Republicans heading into the midterm elections. Mr. Trump has frequently boasted about — and greatly exaggerated — falling gas prices, but they are now higher than they were when he started his second term.

The price of jet fuel, one of the biggest operational costs for airlines, has risen 58 percent since the start of the war, the chief executive of United Airlines, Scott Kirby, said on Friday. He warned that ticket prices may soon increase.

Energy Secretary Chris Wright told Fox News on Friday that the U.S. military would “escort ships through the straits and get the energy moving again” as soon as it was “reasonable” to do so.

The top humanitarian official at the United Nations, Tom Fletcher, warned on Friday that the Middle East was in “grave peril,” with millions of civilians caught in the cross-fire on multiple fronts.

When maritime corridors like the Strait of Hormuz are disrupted, he said, “food prices will rise, health systems will be squeezed and basic commodities, including our humanitarian supplies, will become much harder to access.”

It is not clear when shipping in the strait will return to pre-war levels amid ongoing attacks.

On Friday, Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps

launched another wave of drones and missiles at Israel, according to a statement from the force reported by IRNA, an Iranian state news agency. Air-raid sirens went off in Tel Aviv, and the Israeli military said that it had detected missile launches from Iran, though there were no immediate reports of major damage.

A bomb shelter in Tel Aviv on Friday. Amit Elkayam for The New York Times

Iranian state television reported attacks on a compound in Tehran where the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, lived until he was killed in the initial bombing on Saturday. Hours later, Israel published video showing a series of airstrikes in roughly the same area as the compound, and said that 50 Israeli fighter jets had destroyed an underground bunker that was used by the ayatollah and other senior officials. Israel also released graphics that it said illustrated the layout of the facility, with meeting rooms for Iranian officials.

Two Israeli officials, speaking on condition of anonymity to discuss sensitive details, said the bunker was beneath Ayatollah Khamenei’s residence, which had already been bombed. It was unclear whether anyone was killed in the attack. Ayatollah Khamenei’s son, Mojtaba Khamenei, 56, has [emerged as a top contender](#) to succeed his father. But Iran has delayed naming a new supreme leader out of concern that he could be targeted, according to two Iranian officials, who also spoke on condition of anonymity to discuss sensitive issues.

Israel issued an evacuation warning on Friday for an industrial area in Iran’s Qom region, about 10 miles from the Fordo nuclear site, a [heavily fortified uranium-enrichment facility](#) that was bombed by the United States last year.

The United States has sharply increased the number of airstrikes it has carried out against Iran, and has attacked more than 3,000 targets since the war began, according to U.S. Central Command. The strikes, it said, have damaged or destroyed 43 Iranian ships. U.S. military officials have said they are also targeting Iranian missile sites and military command centers.

The Iranians trickling across the border into neighboring Turkey this week described the destruction and fear hanging over their cities under U.S.-Israeli bombardment.

Hasan Sadrae, a 55-year-old retired airport worker from Tabriz, in northwest Iran, arrived on Friday with his wife and two children in the Turkish city of Van, near the Iranian border.

“They hit day and night,” Mr. Sadrae said. “It felt like a big earthquake in all of Tabriz.”

Hazal Alizade, 31, fled to Turkey after her city, Urmia, in northwestern Iran, was bombed.

“We are scared of everything,” Ms. Alizade, a pharmacist, said. “I am in constant fear.”

Supporters of Iran’s government marching and chanting after Friday Prayer in Tehran, in protest of the killing of the country’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. Arash Khamooshi for The New York Times

Israel’s air forces shifted their focus back to Iran on Friday after a night of heavy bombardment in Lebanon, which was quickly becoming one of the largest fronts in the regional conflict. With smoke plumes rising from new strikes in and around Beirut, the capital, the Israeli military on Friday told more villagers in the Bekaa Valley, a Hezbollah bastion in southern Leba-

non, to move north, indicating airstrikes were imminent.

Israeli strikes in Dahiya, a densely packed neighborhood on the outskirts of Beirut that is a stronghold of Hezbollah, were the most intense since Israel and the militant group agreed to a cease-fire in late 2024. At least three buildings collapsed, and thousands who live in the area have fled.

On Friday, some who had left Dahiya huddled under roundabouts or in empty parking lots in downtown Beirut, or slept in cars parked along a seaside promenade. Some said they had left home with only thin mattresses or a few utensils and were unable to afford food, water, milk and diapers for their children.

“Look at my eyes,” said Sameer Hjoula, 50, who fled with his four children to Beirut’s waterfront promenade. “I have not slept since I left home. We have nothing.”

People who had fled Dahiya resting in a square in downtown Beirut on Friday. Diego Ibarra Sanchez for The New York Times

Hezbollah claimed a string of attacks on Friday against Israeli forces in Lebanon, and the Israeli military said that five soldiers had been severely wounded by projectile fire.

Hundreds of people have been killed in Iran since the start of the U.S.-Israeli attacks, according to the Red Crescent Society, Iran’s main humanitarian relief organization. At least 175, including many children, died in the bombing of [a girls’ elementary school](#). More than 200 people in Lebanon have been killed, according to the Lebanese health ministry.

When and how the hostilities will end remain unclear, as do Mr. Trump’s ultimate goals. Last Saturday, in the opening hours of the U.S. attack, the

president said that Iranians should rise up and overthrow their government.

In the following days, both Secretary of State Marco Rubio and Defense Secretary

Pete Hegseth pivoted away from the emphasis on regime change.

But Mr. Trump keeps returning to that goal.

In a Truth Social post on Fri-

day, Mr. Trump suggested, once again, that he wanted a hand in picking Iran's next leader. After that, he wrote, "many of our wonderful and very brave allies and partners, will work tirelessly to

bring Iran back from the brink of destruction." He signed the post "MIGA!" — Make Iran Great Again.



Thomas Legrand
06 mars 2026

Etre contre la guerre en Iran, ce n'est pas être pro-mollahs ou antisémite !

Soutenir le Premier ministre Pedro Sánchez et estimer que l'opération américano-israélienne est une insondable bêtise, c'est aujourd'hui prendre le risque d'être perçu et décrit comme en défense des mollahs. Dans ce débat, violence, outrance et mensonge sont malheureusement de mise.

Pour ne rater aucun billet de Thomas Legrand, inscrivez-vous aux newsletters de nos chroniqueurs politiques.

Il est des mots que l'on entend parfois dans la bouche d'un dirigeant d'un autre pays d'Europe et qui provoque — c'est le cas des propos de Pedro Sánchez s'opposant à Donald Trump sur la question iranienne — un sentiment contradictoire. Un pesant regret que ce ne soient pas les mots du président français, puis, mêlé, de la satisfaction rassurante que ce soient les mots d'un Européen.

Emmanuel Macron, lui, autorise l'aviation américaine à se ravitailler sur le territoire français dans le cadre

de la défense des pays du Golfe. Certes, il ne s'agit officiellement que d'une coopération défensive et non pas d'une aide à participer aux bombardements en Iran. Position un brin hypocrite parce que la défense des pays avec lesquels nous avons des accords dans la péninsule arabe n'est rendue nécessaire que du fait de l'attaque des avions israéliennes et américaines sur l'Iran. Cette position en deçà du soutien allemand et au-dessus du refus espagnol, place la France dans un entre-deux peu lisible, dans un chèvrechou diplomatique et militaire moyennement glorieux. Heureusement, après les menaces trumpiennes de couper toutes relations commerciales entre l'Amérique et la «méchante Espagne», Emmanuel Macron et le reste des dirigeants européens ont apporté leur soutien à Pedro Sánchez.

Un nouvel impérialisme particulièrement agressif

Mais le débat en France, s'agissant des positions de chacun, devient particuliè-

rement pénible et clivé. Et, cette fois-ci, ce sont parmi les commentateurs et les politiques de droite, du centre et de la dite «gauche républicaine et libérale» que la violence, l'outrance et le mensonge sont de mise. Ainsi, soutenir Pedro Sánchez, estimer que l'opération américano-israélienne est une insondable bêtise, sans buts de guerre précis, qui risque de plonger la région dans un chaos plus meurtrier sans aucune assurance de renverser le régime des mollahs, c'est aujourd'hui prendre le risque d'être perçu et décrit, sur certains plateaux télé, ou sur les comptes X de quelques grandes voix, bien au-delà de CNews, comme «mollahrchien» ou même «antisémite».

Pourtant on peut tout à fait détester le régime théocratique et tyrannique en place en Iran depuis 1979, souhaiter sa chute le plus vite possible, et estimer que l'offensive meurtrière telle qu'elle a été décidée à Tel-Aviv et à Washington a très peu de chance de faire progresser la démocratie dans la région. Donald Trump ne

s'intéresse pas à la démocratie et impose un langage et une action brutale, hors du droit international et qui s'inscrit plutôt dans un nouvel impérialisme particulièrement agressif et bas de plafond.

Emettre de sérieuses réserves sur l'opération en cours ne devrait pas être confondu avec une quelconque complaisance envers les fachos islamistes de Téhéran. De la même façon, on peut tout à fait estimer que l'action d'Israël à Gaza constitue une série de crimes de guerre sur une pente génocidaire sans être un «suppôt du Hamas» ou même «antisémite». Le faire croire c'est, en réalité, donner bien du crédit aux mollahs, au Hamas et aux antisémites véritables. La polarisation n'est plus le seul fait des «extrêmes», elle devient un système de débat, une facilité rhétorique désastreuse dans laquelle sombrent aussi nombre d'intervenants médiatiques et de responsables politiques de partis et sensibilités dites «modérée».

Iran : des eurodéputés soulagés par la décapitation du régime et inquiets face au « chaos » et à « l'escalade »

Alors que les gouvernements et les différentes institutions européennes sont restés particulièrement timides depuis le déclenchement des hostilités – à part le premier ministre espagnol –, au Parlement européen, les groupes politiques « cherchent encore le bon équilibre » à l'approche d'un débat en session plénière, prévu mercredi 11 mars.

Ce n'est pas au Parlement européen que s'élabore la politique étrangère de l'Europe, néanmoins, c'est bien l'Assemblée européenne qui abritait les plus importants soutiens en Europe du peuple et de la société civile iranienne. Depuis trois ans, pas moins d'une dizaine de résolutions ont été votées pour demander à durcir les sanctions contre le régime de Téhéran, ou pour célébrer les citoyennes iraniennes se soulevant contre la République islamique.

L'attaque, samedi 28 février, des Etats-Unis et d'Israël contre le pays a néanmoins sidéré et secoué non seulement des capitales européennes, non prévenues, mais également un hémicycle qui est profondément divisé sur la ligne que le Vieux Continent devrait désormais suivre. Si certains applaudissent sans hésitation la décapitation d'un régime honni depuis des dizaines d'années, qui s'en est pris non seulement à son peuple, à ses voisins du Moyen-Orient et à l'Europe, d'autres s'interrogent sérieusement sur la manière et les conséquences d'une telle action.

Alors que les chefs d'Etat et de gouvernement européens et des différentes institutions européennes sont restés particulièrement timides depuis le déclenchement des

hostilités, à part la prise de position clairement anti-guerre, voire anti-Trump, du premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, au Parlement européen, les groupes politiques « cherchent encore le bon équilibre » à l'approche d'un débat en session plénière, prévu mercredi 11 mars.

Conséquences économiques et migratoires

Entre les groupes politiques et certaines délégations nationales, plusieurs lignes de fracture se dessinent, entre la défense des principes et le soutien à la realpolitik américaine, entre engagement transatlantique ou pro-Trump ou pro-Israël et la nécessité de faire face aux conséquences économiques et, potentiellement, migratoires, pour l'Europe, de cette guerre qui est en train de dégénérer en conflit régional. « *Les climats de 2003 – au moment de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et une coalition internationale – remontent entre ceux qui pensent qu'on peut imposer la démocratie à la pointe du fusil et les autres* », résume l'eurodéputée libérale Nathalie Loiseau.

L'extrême gauche de l'hémicycle s'est d'emblée insurgée contre « *l'intervention illégale* » américano-israélienne. Aucun responsable européen n'a condamné cette action,

déplore Marc Botenga, eurodéputé belge de The Left. Or, les « *Etats européens qui dénoncent (à juste titre) la violation du droit international en Ukraine justifient, voire soutiennent carrément aujourd'hui, la violation totale du droit international par les Etats-Unis de Trump et leur allié, le criminel de guerre Benjamin Netanyahu* » [le premier ministre israélien].

Evénement

Chez les sociaux-démocrates, ce deux poids deux mesures est aussi inacceptable. Dans la droite ligne du premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, les socialistes européens estiment que « *cette intervention américano-israélienne bafoue totalement le droit international* », assure l'Espagnol Nacho Sanchez Amor. A ce titre, le deuxième groupe politique du Parlement a décidé d'apporter son soutien au président du gouvernement espagnol, qui a refusé aux Etats-Unis l'utilisation de bases militaires dans la péninsule pour attaquer l'Iran.

Face aux menaces de Donald Trump de sanctionner commercialement Madrid, proférées le 4 mars, le président Emmanuel Macron, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, Antonio Costa, le président du Conseil euro-

péen, ont apporté leur soutien à Pedro Sanchez, salue M. Sanchez Amor, qui regrette néanmoins l'absence de soutien public de Roberta Metsola, la présidente du Parlement, issue du groupe conservateur. Dans l'entourage de cette dernière, on assure néanmoins qu'elle a bien appelé le premier ministre espagnol pour lui apporter son soutien. Sans rendre publique cette initiative.

Sur le fond, néanmoins « *les frappes menées par les Etats-Unis et Israël soulèvent de sérieuses questions au regard du droit international, notamment en ce qui concerne la souveraineté et l'interdiction du recours à la force, reconnaît l'écologiste Hannah Neumann, grande spécialiste de la région. Dans le même temps, le régime iranien a violé le droit international et déstabilisé la région pendant des décennies par le biais de guerres par procuration, d'une escalade nucléaire et d'une répression brutale à l'intérieur du pays* ».

Face à ce dilemme, Mounir Satouri, le président écologiste de la sous-commission chargée des droits de l'homme, estime : « *Nous devons tenir une ligne claire. L'Union européenne est en train de subir les conséquences d'une guerre qui peut avoir des effets régionaux et mondiaux majeurs,*

sans l'avoir décidée ni même approuvée. Nous ne pouvons pas, au nom de l'hostilité – largement partagée – au régime iranien, justifier l'injustifiable : la remise en cause du multilatéralisme, du droit international et de toute architecture collective de sécurité. »

Le risque d'« une escalade régionale majeure »

Au groupe Renew, les euro-députés libéraux sont plus hésitants. Entre les élus transatlantistes, qui défendent une approche réaliste, et donc l'action américaine, et ceux qui s'inquiètent de la plongée dans l'inconnu décidé par Donald Trump et Benjamin Nétanyahou, faute de plan de sortie par les Etats-Unis et Israël. « A chaque fois que les Etats-Unis sont intervenus sans scénario de sortie, en Libye, en Afghanistan,

en Irak, cela s'est traduit par du chaos et non pas la création d'un monde plus sûr », rappelle Nathalie Loiseau.

Or, confirme Hannah Neumann, « le risque immédiat est une escalade régionale majeure. Nous constatons déjà des répercussions autour du détroit d'Ormuz, au Liban et en Irak. Les risques humanitaires sont réels et immédiats. » Dès lors, assure-t-elle, « l'Europe ne doit pas réagir de manière émotionnelle. Elle doit insister sur deux points : la protection des civils et la clarté du plan politique. Sans cela, nous risquons de sombrer dans une nouvelle crise régionale sans issue. »

A droite de l'hémicycle, c'est clairement « la fin qui justifie les moyens », glisse une source au sein du Parti populaire européen (PPE).

« Seule une intervention extérieure pouvait laisser aux Iraniens une occasion de se libérer de ce régime inhumain », confirme le Français François Bellamy, vice-président du PPE, dans une tribune au Point. « Bien sûr, il faut défendre le principe d'un monde ordonné par des règles, assure-t-il. Mais les affaires internationales n'ont jamais été décidées par la seule application du droit. Et, en l'espèce, il est absurde de le revendiquer devant un régime qui n'a cessé de violer le droit international... »

De fait, confie une source au sein du groupe PPE, « il n'est pas dans notre intérêt de critiquer les Etats-Unis sur cette intervention, afin d'avoir une chance d'avoir un peu d'influence après la fin des combats, sachant, que ce sont bien les Européens qui devront faire face aux consé-

quences de cette guerre, en matière d'énergie, de commerce, d'éventuels mouvements migratoires... » Le groupe Conservateurs et réformistes européens (ECR), très aligné sur les Etats-Unis de Donald Trump, sont sur cette même ligne.

En revanche, les autres groupes d'extrême droite, comme les Patriotes pour l'Europe et Europe souveraine des nations, n'ont pas communiqué sur leur analyse de la situation. Dans ces groupes rassemblant des partis nationalistes, qui mettent en valeur la souveraineté de leur nation vis-à-vis de Bruxelles, soutenir l'attaque et la remise en cause de la souveraineté de l'Iran apparaît pour beaucoup trop problématique.



06 mars 2026

Après un suicide politique interne, l'Iran est engagé dans un suicide diplomatique régional

En cherchant à régionaliser le conflit, la république islamique a en réalité produit l'effet inverse : une accélération de son isolement au Moyen-Orient, analyse Clément Therme, chercheur à l'Université de Montpellier Paul-Valéry.

La question centrale posée par la séquence stratégique ouverte au Moyen-Orient par l'offensive israélo-américaine est simple : l'Iran dispose-t-il encore de la profondeur

stratégique régionale qui lui permettait, depuis quarante-sept ans, d'absorber les chocs militaires tout en externalisant les coûts de la confrontation ?

Depuis la guerre Iran-Irak dans les années 1980, la république islamique avait construit une architecture d'influence reposant sur des partenaires armés non étatiques : Hezbollah au Liban, milices chiites en Irak, forces alliées en Syrie – jusqu'à leur affaiblissement à partir de dé-

cembre 2024 – et mouvement houthi au Yémen. Ce réseau constituait ce que les idéologues khomeynistes iraniens appelaient un « axe de la résistance », destiné à dissuader toute attaque directe contre le territoire iranien.

En cas de confrontation, les coûts pouvaient être répartis sur plusieurs théâtres périphériques. Cette architecture apparaît aujourd'hui profondément fragilisée. Les revers accumulés depuis la guerre

déclenchée après le 7 Octobre ont réduit la capacité de ces partenaires à servir de bouclier stratégique. Le Hezbollah voit son rôle dans la politique étrangère directement remis en cause par les autorités du Liban et son jusqu'au-boutisme militaire conduit à des destructions massives dans le pays, confronté aujourd'hui à une crise politique interne majeure.

Etat pivot

En Irak, les milices

proches de Téhéran disposent d'une réelle capacité de nuisance, mais elles évoluent dans un système politique où l'Etat cherche à éviter que le pays ne devienne le théâtre principal d'une guerre régionale. Quant aux Houthis, ils constituent un instrument efficace de pression maritime et de diversion stratégique, mais ils ne peuvent servir de véritable bouclier territorial pour l'Iran.

Face à l'affaiblissement de cette profondeur stratégique, la république islamique semble avoir opéré un tournant. Depuis les frappes israélo-américaines du 28 février, la stratégie iranienne repose de plus en plus sur l'exploitation de sa position géographique d'Etat pivot du Golfe. L'objectif consiste à faire peser le coût d'une confrontation non seulement sur Israël et les Etats-Unis, mais aussi sur l'ensemble des Etats riverains du Golfe ainsi que sur les principaux corridors énergétiques régionaux. Les représailles iraniennes ont ainsi touché ou visé plusieurs pays voisins : l'Arabie saoudite, le Bahreïn, le Qatar, Oman, les Emirats arabes unis, le Koweït, l'Irak, la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Au total, neuf des quinze Etats voisins de l'Iran ont été affectés par les ripostes de Téhéran depuis l'intervention militaire israélo-américaine. Sur le plan régional, il faut ajouter la Jordanie et Israël ce qui fait un total de onze pays ciblés par les forces

armées iraniennes en riposte à la guerre israélo-américaine.

Bases militaires, infrastructures énergétiques, installations de transport et représentations diplomatiques ont été menacées ou touchées par des frappes de missiles et de drones. Parallèlement, Téhéran a fermé le détroit d'Ormuz, point de passage stratégique par lequel transite près d'un cinquième du commerce mondial de pétrole.

Logique d'usure

Ce choix stratégique constitue un pari risqué. En cherchant à régionaliser le coût du conflit, l'Iran a en réalité produit l'effet inverse : une accélération de son isolement diplomatique. Les Etats du Conseil de coopération du Golfe, qui avaient amorcé depuis quelques années une phase de désescalade prudente avec Téhéran, se retrouvent désormais directement exposés aux représailles iraniennes. Même les Etats traditionnellement prudents, comme Oman ou le Qatar, voient leurs marges de médiation se réduire face à une stratégie qui transforme les voisins arabes en cibles militaires des Gardiens de la révolution islamique (pasdaran).

En d'autres termes, après un suicide politique interne, marqué par la radicalisation du pouvoir et l'écrasement par la force des contestations populaire depuis plusieurs années, la république islamique semble dés-

ormais engagée dans une forme de suicide diplomatique régional. Cette évolution est d'autant plus préoccupante qu'elle comporte un risque d'internationalisation rapide du conflit. La présence militaire et navale de puissances européennes dans le Golfe – notamment la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne – ainsi que leur alliance stratégique avec les Etats-Unis pourraient transformer des attaques contre des installations ou des personnels occidentaux en facteur d'escalade directe.

La stratégie militaire iranienne repose désormais largement sur la saturation balistique et l'usage massif de drones, destinés à contourner les systèmes de défense adverses et à imposer des coûts élevés à l'ennemi. Mais cette logique d'usure, efficace dans un cadre asymétrique, comporte une limite majeure : elle multiplie les cibles et élargit potentiellement le cercle des adversaires.

L'Iran conserve des capacités militaires importantes, notamment grâce à l'économie de guerre développée par les Gardiens de la révolution et à un arsenal balistique conséquent. Toutefois, ces instruments ne compensent pas l'isolement croissant du pays dans son environnement régional. La profondeur stratégique iranienne n'a pas disparu. Mais elle fonctionne désormais davantage comme un multiplicateur d'incertitude que comme un véri-

table bouclier.

Dans ces conditions, la république islamique peut encore prolonger la confrontation militaire à l'échelle régionale, mais elle n'en maîtrise plus véritablement les frontières. C'est peut-être là le paradoxe stratégique de la séquence actuelle : en cherchant à transformer l'ensemble de la région en zone de pression, Téhéran risque surtout d'élargir la coalition des Etats désireux de contenir sa puissance et de neutraliser sa capacité de nuisance, perçue comme une menace pour la stabilité et la prospérité régionales, ainsi que pour l'équilibre de l'économie mondiale.

Clément Therme, spécialiste du monde iranien, est chercheur associé au laboratoire CRISES de l'Université de Montpellier Paul-Valéry. Il est également non-résident fellow à l'Institut international d'études iraniennes (Rasanah). Il est l'auteur des ouvrages *Idées reçues sur l'Iran*. Un pouvoir à bout de souffle ? (Le Cavalier Bleu, 2025) et *Téhéran-Washington 1979-2025 : Le Grand Satan à l'épreuve de la Révolution islamique* (Hémisphères, 2025).

Vous souhaitez publier une tribune dans *Libération* ? Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions, rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en bas de cette page puis écrivez à idees@liberation.fr.

Voisins de l'Iran, l'Azerbaïdjan et l'Arménie redoutent une régionalisation du conflit

Deux drones iraniens ont frappé la région azerbaïdjanaise du Nakhitchevan, jeudi, faisant craindre une extension des hostilités dans le sud du Caucase, alors que Bakou entretient des relations étroites avec Israël.

La guerre a débordé sur l'Azerbaïdjan, jeudi 5 mars, quand deux drones iraniens ont frappé la région du Nakhitchevan, l'exclave azerbaïdjanaise qui jouxte la Turquie, l'Iran et l'Arménie. L'un des drones s'est écrasé sur le terminal de l'aéroport, situé à 10 kilomètres environ de la frontière iranienne, blessant quatre personnes et endommageant des infrastructures, l'autre est tombé près d'une école dans le village de Shakarabad, selon le ministère de la défense azerbaïdjanaise. « Ces actes d'agression ne resteront pas sans réponse », informe le communiqué du ministère.

L'incident menace de raviver les tensions entre l'Iran et l'Azerbaïdjan. La République islamique, qui compte une importante minorité azérie (entre 20 millions et 25 millions de personnes), ne voit pas d'un bon œil les relations étroites que l'Azerbaïdjan (10 millions d'habitants) entretient avec Israël. Il est vrai que l'Azerbaïdjan est un balcon idéal pour surveiller l'Iran voisin. « Par cette frappe, l'Iran ne visait pas seulement les Azerbaïdjanais, mais aussi les Israéliens. Téhéran perçoit en effet l'Azerbaïdjan comme un proxy israélien, quand bien même cela n'est pas dit publiquement », explique Tigrane Yégavian, professeur de relations internationales à l'Institut Schiller à Paris.

« Après la deuxième guerre du Karabakh en 2020, cette

perception s'est intensifiée en raison du renforcement de la présence israélienne dans le pays. Par exemple, il existe une hypothèse stratégique sur l'usage militaire possible des aéroports de Fizouli et de Zangilan dans le dispositif israélo-azerbaïdjanais face à l'Iran. De plus, Israël dispose de stations d'observation radar dans le sud du territoire azerbaïdjanais, et Bakou, la capitale, est une station du Mossad par laquelle sont filtrés les agents actifs en Iran », explique l'enseignant.

Partenaire diplomatique

Ces dernières années, l'Azerbaïdjan s'est imposé comme le partenaire diplomatique incontournable des Etats-Unis et d'Israël, au point d'avoir été invité à signer les accords d'Abraham, de normalisation avec l'Etat hébreu (conclus avec quatre pays arabes), ce qu'il n'a pas encore fait. Bakou est désormais un lieu de dialogue pour les rencontres diplomatiques et sécuritaires. En 2025, des responsables turcs et syriens, y ont rencontré leurs homologues israéliens.

Téhéran craint surtout que le sol azerbaïdjanais soit utilisé par Israël pour lancer des attaques contre le territoire iranien. « Jamais », avaient déclaré les autorités de Bakou au moment de la « guerre de douze jours », en juin 2025. Depuis, leur position n'a pas varié. « Le président, Ilham Aliév, ne veut certainement pas voir son pays entraîné dans la guerre,

et les relations avec l'Iran sont plutôt moins mauvaises que par le passé », développe Altay Goyushov, historien azéri, chercheur invité au CERI de Sciences Po. Justement, mardi, Ilham Aliév s'était rendu en personne à l'ambassade d'Iran à Bakou pour y signer le registre de condoléances d'Ali Khamenei, le défunt Guide suprême iranien.

Evénement

Depuis l'incident de jeudi, les autorités azerbaïdjanaises ont durci le ton. Mais, selon le chercheur, « il s'agit d'un message à usage interne, destiné à montrer à la population que le chef est fort. En réalité, Ilham Aliév veut à tout prix éviter une escalade dont les conséquences seraient fatales pour le pays ». Elles seraient négatives aussi pour l'Iran qui, en cas d'attaques répétées contre son voisin, risquerait de trouver la Turquie sur son chemin. Bakou et Ankara sont liés par une alliance indéfectible, ainsi que par un partenariat militaire éprouvé, notamment lors des récentes guerres (2020 et 2023) pour la conquête du Haut-Karabakh.

Les frappes révèlent à quel point le Nakhitchevan est un maillon faible. Coupé du reste du pays, ce territoire est habituellement approvisionné, par camion, de Bakou via l'Iran. « Si cette route est coupée, les habitants du Nakhitchevan ne pourront plus vivre normalement. A moins que

l'Arménie n'accepte le passage des livraisons par son territoire, mais la route existante est petite, peu adaptée. Certes, il y a une liaison aérienne entre Bakou et Nakhitchevan, mais le gros des marchandises circule par la route », poursuit Altay Goyushov.

Autre maillon faible, les gisements azerbaïdjanais d'hydrocarbures en mer Caspienne. « Trois gros gisements d'hydrocarbures offshore sont tout proches de l'Iran. Imaginons qu'ils soient visés par des attaques, cela serait terrible, entre autres pour le budget, qui dépend étroitement des exportations de gaz et de pétrole. Or, ces plateformes, exploitées conjointement avec BP, Total et d'autres, sont dépourvues de systèmes de défense, rappelle l'historien. La guerre se fait à coups de missiles et de drones et, de ce point de vue, l'Iran est plus fort, car il les fabrique. L'Azerbaïdjan en revanche ne produit pas de drones, il les achète à la Turquie et à Israël. »

Relation interdépendante

Entre l'Etat hébreu et l'Azerbaïdjan, la relation est interdépendante. « Les Azerbaïdjanais exportent en moyenne un tiers de leur pétrole vers Israël, via la Turquie ; les Israéliens leur vendent des drones et du matériel militaire. En Azerbaïdjan, les infrastructures critiques ne sont pas protégées par un "dôme de fer" [nom du système de défense

aérienne mobile israélien], mais une partie est protégée par un système de défense aérienne multicouche comprenant des technologies israéliennes. Ce partenariat est bien ancré, les autorités azerbaïdjanaises ne peuvent pas s'en écarter, mais la perspective d'affronter l'Iran est une autre paire de manches », précise Tigrane Yégavian.

Ces dernières années pourtant, l'Iran et la Russie ont vu leur influence s'éroder dans le sud du Caucase. Longtemps, Moscou a joué les médiateurs dans le conflit (1988-2023) qui a opposé l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Une fois les hostilités terminées, son poids dans cette région stratégique, au croise-

ment de l'Europe et de l'Asie, a diminué, tout comme celui de son allié iranien. Récemment, les relations extrêmement tendues avec le président russe, Vladimir Poutine, ont incité Ilham Aliév à rechercher une plus grande autonomie de sa politique étrangère. Même chose pour l'Arménie, qui, sous la houlette du **premier ministre**, Nikol Pachinian, s'est éloignée elle aussi de la Russie. Une réalité qui a conduit à un alignement des intérêts entre Bakou et Erevan, lesquels cherchent à s'entendre sur un traité de paix, après s'être affrontés militairement pendant plus de trente ans.

L'administration américaine pousse à la paix avec, en prime, un « deal ». Au terme

d'un **accord signé à la Maison Blanche, le 8 août 2025, entre Bakou, Erevan et Washington**, une route, doublée d'une voie ferrée et dotée d'infrastructures de fret, devrait relier l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan par le sud de l'Arménie. Nommée « voie Trump pour la paix et la prospérité internationale » (la Tripp, selon l'acronyme anglais), elle devrait permettre aux Etats-Unis, dont les entreprises disposeront de droits de développement, d'avancer leurs pions dans une aire stratégique, riche en hydrocarbures. Un rêve qui pourrait s'évaporer si la guerre venait à durer. « Ça serait dommage, car toute l'architecture de sécurité dans la région repose sur

cette route », estime Tigrane Yégavian

Pour l'Arménie aussi, les frappes sur l'Iran sont une source d'inquiétude. Selon Tigrane Yégavian, « il y aura un coût, car les échanges avec l'Iran comptent. En croissance constante, ils avoisinent le milliard de dollars par an. La frontière arméno-iranienne, longue de 40 kilomètres seulement, est un axe de commerce important. Jusqu'ici de nombreux touristes iraniens la traversaient sans avoir besoin d'un visa. Erevan est une destination prisée, ils y donnaient rendez-vous à leurs familles en exil, fêtaient Norouz, le Nouvel An iranien. Désormais, les autorités arméniennes craignent un afflux de réfugiés ».

Le Monde

Piotr Smolar
06 mars 2026

La guerre en Iran, une épreuve politique aussi bien pour l'isolationniste J. D. Vance que pour l'interventionniste Marco Rubio

Ni le vice-président ni le secrétaire d'Etat ne profitent d'une projection de puissance militaire sans stratégie claire et contraire à la doctrine MAGA.

Le conflit est d'abord celui de Donald Trump, qui ne semble guère préoccupé par sa descendance politique.

Une guerre n'est pas seulement un exercice militaire. Elle représente aussi un révélateur politique. Tous deux candidats à l'héritage trumpiste, le vice-président américain, J. D. Vance, et le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, gèrent de façon très différente l'offensive contre l'Iran. Le premier, gêné par cette aventure militaire incertaine, se tient en retrait comme jamais depuis le début de ce mandat. Le second, partisan de la décapitation du régime iranien, s'est pris les pieds dans le tapis

sur lequel il s'avance avec assurance.

Le 2 mars, Marco Rubio a commis sa première faute politique importante, dans les couloirs du Congrès. Devant les journalistes, il a défendu l'idée d'une guerre préventive contre l'Iran, en raison des intentions israéliennes. « *Nous savions qu'il y aurait une action israélienne, nous savions qu'elle précipiterait une attaque [iranienne] contre les forces américaines, et nous savions que si nous ne les visions pas préventivement*

avant le déclenchement de ces attaques, nous subirions plus de pertes. » Fureur dans les rangs MAGA (Make America Great Again). Les Etats-Unis entraînés dans une guerre imprévisible par Israël ?

Le lendemain de sa bourde inhabituelle, Marco Rubio, visiblement irrité, répondait à nouveau aux journalistes au Capitole. Ils auraient déformé ses propos ; ce qui n'est pas le cas. « *Le président avait déjà pris la décision d'agir* », assura-t-il, en précisant que

la coproduction de l'opération avec Israël assurait les « *plus hautes chances de succès* ». Le rôle exact de Marco Rubio dans la décision d'entrer en guerre demeure incertain. Mais lorsqu'il était sénateur, très impliqué dans les questions de politique étrangère, il avait toujours défendu des positions pro-israéliennes et plaidé pour une ligne intransigeante par rapport au régime iranien.

En temps ordinaire, le secrétaire d'Etat est d'une maîtrise rare dans son expression pu-

blique, en contraste avec le reste de l'administration. Sa connaissance des dossiers se voit lors de ses auditions au Congrès ou à l'occasion de ses échanges avec la presse. Depuis l'enlèvement de Nicolas Maduro au Venezuela, puis la transition imposée à la numéro deux du régime vénézuélien, Delcy Rodríguez, le rêve d'une Amérique latine remodelée focalise l'attention de Marco Rubio ; notamment le rêve d'une chute du régime cubain. [Son passage, mi-février, à la Conférence de Munich sur la sécurité](#) a confirmé à la fois sa compatibilité avec la ligne et les méthodes de Donald Trump, et sa capacité à s'en distinguer sur la forme.

Rubio, un « partisan pas-sif »

Pour Curt Mills, directeur exécutif de la revue *The American Conservative*, opposée aux aventures militaires américaines à l'étranger, Marco Rubio a peu de chances de figurer à l'élection présidentielle de 2028. « *Il est perçu comme un faucon traditionnel, et sa base électorale est de toute façon bancale. Je ne pense pas qu'il ait été un décideur dans cette guerre, plutôt un partisan passif. C'était l'initiative du président Trump* », assure M. Mills au *Monde*. Pour autant, juge cette figure intellectuelle de la nouvelle droite, il serait prématuré de parler d'une victoire du camp des interventionnistes, auquel appartient M. Rubio. « *Je vois ce moment comme une super-nova. C'est le dernier sursaut, une étoile qui explose. Les faucons sont tous plutôt âgés. Il y a un énorme fossé générationnel sur cette question. Et il y a très clairement le sentiment que ce sont les Américains plus âgés qui mènent cette guerre : des présentateurs de Fox News, des sénateurs de 70 ans. Je ne*

veux pas minimiser leur pouvoir. Ils viennent de faire tuer six Américains et des centaines d'Iraniens. Mais le temps joue contre eux. »

La « *trahison* », selon M. Mills, par le président du contrat MAGA, fondé sur le principe « *America first* » (« *l'Amérique d'abord* »), place aussi J. D. Vance dans une équation politique périlleuse. Le vice-président a déjà commencé sa campagne informelle pour 2028, en veillant à incarner la nouvelle génération de la droite américaine : anti-immigration, antimondialiste, anti-interventionniste. Il était confronté à la focalisation de l'opinion publique sur le coût de la vie.

Voilà que cette guerre contre l'Iran, si mal justifiée par l'administration, représente un handicap supplémentaire, surtout si elle dure. « *On a appris une chose de la campagne 2024*, note M. Mills. *Ce fut une erreur stratégique pour Kamala Harris [la vice-présidente et candidate démocrate] de s'aligner complètement sur Joe Biden. Si J. D. Vance se présentait, mon conseil gratuit serait de commencer à se distancer [de la guerre en cours].* »

La solitude de Vance

Pour l'heure, ce dernier traîne des pieds, mais ne s'épanche pas. La veille du déclenchement du conflit, le vice-président a rencontré le ministre des affaires étrangères d'Oman, Badr Al-Boussaïdi, qui tentait une ultime médiation à Washington, pour convaincre l'administration que l'offre iranienne sur son programme nucléaire était sérieuse et inédite. Au moment du déclenchement de l'offensive, la nuit suivante, J. D. Vance n'était pas aux côtés de Donald Trump dans sa propriété de Mar-a-Lago (Floride). Le président était entouré de la cheffe de cabinet, Susie Wiles, et de Marco

Rubio. Une photo, diffusée par la Maison Blanche, montrait le vice-président dans la salle de crise (*Situation Room*) à Washington. Sa solitude, sur un plan politique, était claire.

Sur X, J. D. Vance est resté silencieux, alors qu'il y apprécie d'habitude les joutes, comme lors des opérations de police controversées à Minneapolis (Minnesota). Le 3 mars, il est réapparu brièvement sur Fox News, au micro complaisant du présentateur Jesse Watters, pour fustiger une nouvelle fois « *vingt années de tentative d'instauration de la démocratie libérale en Afghanistan* » et la guerre en Irak. Dans l'offensive actuelle, a expliqué le vice-président, la différence majeure serait que Donald Trump a « *clairement défini ce qu'il voulait accomplir* », soit empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. Sa façon de répéter que tout était « *clair* » et « *simple* » semblait témoigner de l'inverse.

Peu avant l'élection de 2024, au micro du podcasteur Tim Dillon, J. D. Vance expliquait sa préoccupation au sujet des ambitions nucléaires de Téhéran, jugées inacceptables, mais ajoutait : « *Notre intérêt (...) est de ne pas entrer en guerre contre l'Iran, n'est-ce pas ? Ce serait un énorme détournement de ressources. Un coût massif pour notre pays.* » Le 27 février, à la veille de l'offensive, M. Vance, qui a servi en Irak comme soldat, se confiait au *Washington Post* : « *L'idée que nous allons nous retrouver dans une guerre au Moyen-Orient pendant des années, sans fin en vue, il n'y a aucune chance que cela arrive.* »

A peine arrivé au Sénat, en janvier 2023, J. D. Vance avait imprimé sa marque, en prenant position contre un soutien américain illimité et sans conditions à l'Ukraine

sous l'administration Biden. Il avait alors signé une tribune dans le *Wall Street Journal*, intitulée : « *La meilleure politique étrangère de Trump ? Ne pas commencer de guerres* ». A cette période, le chroniqueur américain d'origine iranienne Sohrab Ahmari avait cosigné dans [la revue Compact une tribune enthousiaste au sujet de M. Vance](#), estimant qu'il montrait la « *voie* » aux républicains, en incarnant un « *populisme sérieux* ». Cet auteur est devenu un interlocuteur familier du sénateur de l'Ohio.

Son [article du 2 mars, dans la revue britannique UnHerd](#), dont il est le rédacteur en chef aux Etats-Unis, est d'autant plus significatif. Il sonne une défaite. « *Apparemment, contre toute attente, ce sont les faucons néoconservateurs qui ont émergé comme les gagnants de l'ère Trump, tandis que les intellectuels trumpistes se retrouvent les mains vides (...). Le Vance qui, autrefois, critiquait vivement une politique étrangère de "moralisation" supervise désormais des frappes explicitement destinées à libérer le peuple d'Iran* », regrette M. Ahmari.

A ce stade, ni Marco Rubio ni J. D. Vance ne profitent de cette projection de puissance militaire contre l'Iran, sans stratégie claire. La guerre à tâtons est d'abord celle de Donald Trump, qui semble peu préoccupé par sa descendance politique. Le milliardaire n'a jamais eu de goût pour les débats idéologiques et fait mine de mépriser l'onde de choc suscitée par le conflit dans son propre camp. La priorité de M. Trump, à huit mois des élections de mi-mandat, demeure l'idée d'être seul en scène, sans que personne lui fasse de l'ombre. Les succès sont les siens. Pour les échecs, le déni suffira, ou bien d'autres fautifs seront identifiés.



Hamdam Mostafavi
06 mars 2026

Iran: La guerre interne de la désinformation

Pris de parole rassurantes, coups portés aux ennemis amplifiés, pertes civiles instrumentalisées... Le régime de Téhéran, avec ses médias officiels, matraque son narratif, d'autant plus que, sans Internet, le pays est sous cloche.

La république islamique est en train de gagner la guerre. C'est du moins ce qu'on déduit en lisant les médias officiels iraniens, où c'est l'unique mot d'ordre. A la télévision, les figures connues du régime multiplient les interventions rassurantes sur les capacités du pays, les destructions infligées à l'ennemi et minimisent les pertes humaines, tout en envoyant des messages aux pays voisins, cibles des ripostes. «Les Emirats et le Qatar ne vont pas pouvoir continuer longtemps à se défendre : ils tirent chaque jour des missiles intercepteurs équivalents à la production annuelle des usines américaines», veut croire le site Tabnak. «L'Iran ne vise pas les pays voisins, mais les bases américaines dans la région», titre l'agence Mehr News, reprenant les propos du ministère des Affaires étrangères. «L'état-major iranien dément avoir envoyé un missile vers l'Azerbaïdjan», précise pour sa part l'agence Tasnim, avant de raconter «ce que Nétanyahou ne dit pas : les effets des attaques sur Tel-Aviv».

Cette ligne officielle ne se limite pas à des déclarations tonitruantes. Le New York Times fait état de plusieurs images générées par l'intelligence artificielle, exagérant les réussites militaires de l'armée iranienne. Ces vidéos et images sont largement diffu-

sées sur les réseaux sociaux proches du régime ou sur la chaîne de télévision PressTV, un média en anglais et en français qui vise à diffuser la vision officielle à l'étranger. Les Israéliens cherchent d'ailleurs à maîtriser cette guerre informationnelle : les locaux de la télévision et de la radio d'Etat à Téhéran ont été bombardés dès dimanche.

Bilan civil dénoncé

«La vie quotidienne est fortement perturbée en Israël», assure aussi Tasnim. Mais de la vie quotidienne en Iran, on ne sait toujours pas grand-chose. La presse ne fait pas totalement l'impasse sur l'impact des attaques sur le pays, mais choisit ce qui est mis en avant. Une vidéo diffusée sur Tasnim montre le plus grand stade dévasté, Azadi, situé dans le nord de Téhéran. La plupart des journaux mettent également en exergue les images des funérailles de l'école de Minab, où une frappe israélo-américaine aurait tué 168 personnes, en majorité de jeunes écolières. «Un crime de guerre» dénoncé par les autorités et que l'Iran entend bien faire reconnaître devant les instances internationales, précise la presse. Les autorités de la république islamique ne cachent pas le bilan civil qui s'alourdit. Les journaux avancent des statistiques selon lesquelles les plus âgés et les plus jeunes sont les premières victimes de l'offensive lancée samedi. Le Croissant-Rouge iranien annonce un bilan de 1 045 morts, et les services de santé font état de 6 000 blessés. Par ailleurs, 3 646 «unités résidentielles» ont été bombardées ou détruites selon ces bilans. Quatorze centres médicaux ont été endommagés et trois

hôpitaux ne sont plus fonctionnels. Pour les médias iraniens, ce bilan prouve que les Américains et les Israéliens bombardent des zones civiles sans distinction.

Ce qui complique cette bataille médiatique, c'est la quasi-impossibilité d'obtenir des sources directes depuis l'Iran. Les autorités du pays bloquent toujours Internet et menacent de poursuites ceux qui tentent de contourner les restrictions. A de rares occasions, des journalistes et des citoyens réussissent à transmettre des informations vers l'extérieur. Le réseau est toujours «autour de 1 % de ses niveaux habituels» sur le territoire, a indiqué jeudi l'observatoire NetBlocks, qui surveille la liberté de communiquer en ligne. «Le black-out d'Internet dépasse désormais les 120 heures, avec une connectivité qui reste au point mort», a-t-il résumé dans un message publié sur X. Le contexte favorise la diffusion de rumeurs et de fausses informations. Mercredi soir, CNN annonçait par exemple que la CIA chercherait à armer les forces kurdes iraniennes dans le but d'attiser un soulèvement. Le média israélien i24News affirmait pour sa part que des combattants kurdes venus d'Irak se trouvaient déjà sur le territoire iranien. Ces informations conjuguées ont pu donner le sentiment d'une mobilisation imminente des séparatistes kurdes.

La présence de combattants venus d'Irak a été rapidement démentie par les autorités du gouvernement régional kurde irakien. Même si une potentielle insurrection semble encore loin, les autorités iraniennes prennent les devants : dans leur riposte, les

Gardiens de la révolution ont visé des camps militaires kurdes situés du côté de la frontière irakienne.

Pendant ce temps, la pression monte autour de la désignation du futur Guide suprême iranien. Mercredi, les funérailles annoncées du guide ont été annulées. Des dissensions semblent apparaître autour du nom de Mojtaba Khamenei, le fils du Guide suprême assassiné au premier jour de la guerre.

«Pas un poids lourd»

Soutenu par les Gardiens de la révolution, il ne ferait pas l'unanimité chez les religieux, qui ne le considèrent pas assez expérimenté et s'opposent par ailleurs au caractère dynastique d'une succession en Iran. L'élection est en outre rendue difficile par la quasi-impossibilité de réunir les 88 experts religieux, comme l'a prouvé la frappe contre le bâtiment qui devait les réunir dans la ville de Qom.

Tout ce processus électoral pourrait se révéler inutile, tant Donald Trump entend peser sur l'avenir du pays. «Ils perdent leur temps, le fils de Khamenei n'est pas un poids lourd. Je dois être impliqué dans le choix, comme cela a été le cas avec Delcy Rodríguez au Venezuela», a déclaré le président américain dans une interview à Axios jeudi. Il a ajouté qu'il refuserait un nouveau dirigeant iranien qui poursuivrait les politiques de Khamenei. «Nous souhaitons quelqu'un qui amènera la paix et l'harmonie en Iran», a-t-il affirmé. Pour l'instant, les rares informations qui filtrent d'Iran laissent penser qu'on en est loin.

The New York Times

March 7, 2026

‘Designed to Wreak Havoc’: The Cheap Drones Shaping the War With Iran

Iran has launched waves of Shahed drones to menace Persian Gulf nations. The U.S. has unleashed its own copycat on Iran. It’s a sign of how war is changing.

Long before Iranian drones rained down on airports, skyscrapers and embassies across the Persian Gulf this past week, the United States military was busy trying to find cheap ways to shoot them down.

In 2024, the military’s research and development effort reverse-engineered the Shahed drone to use for target practice, aiming to develop new defenses against a weapon that Iran had been sharing with allies including Russia, Venezuela and Hezbollah.

Then came an idea. If the Iranian drone was so cheap and effective, why not just copy it?

Thus was born the United States low-cost unmanned combat system, or LUCAS. Over the past week, [American forces](#) used the drone for the first time in combat to hit infrastructure and overwhelm Iranian air defense systems.

“These low-cost drones, modeled after Iran’s Shahed drones, are now delivering American-made retribution,” the U.S. Central Command said [in a social media post](#).

An Iranian Shahed drone in a military exhibition at Baharestan Square in Tehran in October. Arash Khamooshi for The New York Times

The dueling drones have become a [defining feature](#) of the war with Iran. It is a glimpse of a future in which



The Low-cost Unmanned Combat Attack System, or LUCAS, drones can be built at a small fraction of the price of earlier drones and are modeled after Iranian drones. U.S. Central Command

the ability to use new technologies, rapidly copy adversaries and mass-produce cheap weapons matters as much as the ability to build the most advanced ones. The fast-innovation style is more familiar to Silicon Valley than to the Pentagon’s procurement bureaucracy.

The lower-cost drones reaching the battlefield range in size, cost and abilities. The Shahed and LUCAS, which each cost about \$35,000, are roughly 10 feet long with an eight-foot wingspan, and carry an explosive payload in their nose that detonates on impact. After a target’s coordinates are entered, the drones can travel hundreds of miles autonomously.

Looking something like a miniature fighter jet, they occupy a middle ground between the tiny hobbyist quadcopters retooled as human-guided bombs in Ukraine and the multimillion-dollar American Predator and Reaper drones, which can loiter in the sky for a day and carry missiles.

Bombardments that once required salvos of expensive missiles can now be carried out for the cost of a car lot full of Honda Accords. Places that once seemed insulated from conflict, like the Gulf’s glitzy cities, are easily within range.

Those abilities are proliferating quickly, said Michael C. Horowitz, a Pentagon official during the Biden administration. Software advances for auton-

omous systems, speedier manufacturing and the spread of precision guidance targeting will make low-cost drones a lasting reality of warfare, he said.

“You get the increasing ability for any country or militant group around the world to now do sensing, short-range strikes and even long-range strikes,” said Mr. Horowitz, who worked on the LUCAS program. “This is really changing the character of war.”

The LUCAS was produced by SpektreWorks, a small startup in Arizona, and defense analysts believe it is using a military version of Starlink in Iran called Starshield to navigate, or another satellite communication system. It is a sign

of how advances in commercial technology can yield simple new weapons as useful as the complicated systems that defense contractors have spent decades building.

"This is the first case in a long time, really since the early days of the Cold War, where the U.S. has seen a capability produced by an adversary and decided that it fills a gap we have and produced it," said Lauren Kahn, a former Pentagon policy adviser who is now a senior research analyst at Georgetown University's Center for Security and Emerging Technology.

SpektreWorks and SpaceX, the Elon Musk-owned company that operates Starshield, did not respond to requests for comment. Mr. Musk said in a social media post that Starshield was operated by the U.S. government and "not under SpaceX control."

The tit-for-tat innovation echoes the war in Ukraine, where a nonstop weapons innovation race has come to define frontline combat.

American officials say LUCAS's real achievement is not the technology itself but the speed of its development. The military reverse-engineered a competitor's weapon and fielded its own version in roughly 18 months. The \$35,000 price tag, compared with a \$2.5 million Tomahawk cruise missile, makes the economics hard to argue with.

The low-cost drones come with downsides. They are slow and buzz loudly, making an attack easy to detect. At such a small size, they can carry only a modest ammunition load, limiting the damage they can produce. And electronic warfare can be used to jam their navigation capabilities.

Even so, more drone designs are coming. Featuring a modular setup and malleable software, the LUCAS can be

tweaked and upgraded as new technologies, like artificial intelligence, grow in capability. President Trump's [tax and domestic policy bill](#) last year included \$1.1 billion for a ["drone dominance program"](#) to build thousands of low-cost one-way attack drones.

The American military has signed contracts with private military technology companies, including Anduril and Skydio, for more sophisticated drones designed to work alongside the cheap ones. The goal is an arsenal with both precision and mass. Some plans call for fighter pilots to fly along their own squadron of drones, according to Ms. Kahn.

"Right now, these systems tend to be remotely piloted, or fire-and-forget systems," said Mr. Horowitz, now the director of the Perry World House, a think tank for global affairs at the University of Pennsylvania. "It's easy to see how continuing advances in artificial intelligence, if it proves reliable, will be a very attractive option to make these systems even more effective."

'A Broader Terror Objective'

Over the past week, Iranian drones have produced some of the most terrifying images of the conflict.

Video shows a Shahed-136 drone hitting a building in Manama, Bahrain, on Feb. 28.

Videos have spread online [showing Shaheds](#) slamming into a high-rise in Bahrain and Fairmont the Palm, a hotel in Dubai, United Arab Emirates. Others showed a smoke-filled Dubai airport and an expensive radar facility in Bahrain collapsing under an explosion. Iranian drones also hit the U.S. Embassy in Riyadh, Saudi Arabia, and Amazon data centers in the Emirates, though it was not immediately verifiable that those attacks were with Shaheds. Air traffic across the

region has been paralyzed, with tourists and business travelers stranded.

"They're designed to wreak havoc," said Anna Miskelley, a defense analyst at Forecast International. "It plays really well in the media, too, when you have these videos of explosions."

The ability to rain terror on populations, destabilize economies and upend everyday life is a core part of Iran's drone strategy, said Farzin Nadimi, an Iran security expert and senior fellow at the Washington Institute. Inside Iran, he added, the attacks serve as needed propaganda for the government to show "success stories."

Video shows a Shahed-136 drone hitting an area behind Fairmont the Palm, a hotel in Dubai, on Feb. 28.

Iran has stored thousands of the drones in caves and other hideaways, Mr. Nadimi said. He believes the Iranians have enough to continue to fly swarms of hundreds of the drones in daily attacks for at least several weeks. The drones are easy and fast to fire, often requiring just a truck-mounted container to launch. American and Israeli forces have targeted Shahed manufacturing hubs and launching zones.

One of the first believed uses of the Shahed design was a [2019 attack](#) on Saudi oil installations. The new weapon featured a design stitched together from existing technology, including a reverse-engineered simple German engine designed for light aircraft.

So crude are the drones that their slow speed and low altitude make them difficult for modern air defense systems to detect. Radar software often filters out such slow objects. If it is adjusted, it can pick up false positives like birds and civilian Cessnas. Defending

against the Shahed attacks is also expensive, costing as much as [\\$3 million per shot](#). "It's small enough to hide from radar. Cheap enough to be launched en masse. And lethal enough to force us to use more expensive tech to stop it," Ms. Miskelley said.

Video shows a Shahed-136 drone hitting an area inside a U.S. base in Manama, Bahrain, on Feb. 28.

Lessons From Kyiv

In Ukraine, swarm attacks of Shaheds are so common that the drone has become a household term. In online channels warning about air attacks, it even has its own emoji.

In many ways, the Iranian conflict is an evolution of what has been happening in Ukraine since 2022. Russia, which now has its own Shahed production facilities, has made a number of modifications that have flowed back to Iran, like better sensors, automated navigation and targeting abilities, said Bryan Clark, a senior fellow at the Hudson Institute.

A Russian Shahed-style drone lying at a "graveyard" for war ordnance in the Kharkiv region of Ukraine last year. David Guttenfelder/The New York Times

Ukrainian forces have also developed detection systems that use cameras and acoustic devices to listen for the whizzing lawn-mower sound of the drone. Experiments in intercepting the drones have ranged from machine guns and electronic weaponry to nets and even other drones.

Some of Ukraine's defense techniques are making their way back to those involved in the Iranian conflict. In comments on Wednesday, the Ukrainian president, Volodymyr Zelensky, [said he had spoken](#) with American officials and leaders in the Emirates and Qatar about providing technology to protect against

the drones, as supplies of other costly defense systems fall. "Ukraine's expertise in countering 'Shahed' drones is currently the most advanced

in the world," he wrote, adding, "It is clear why so many requests are directed to Ukraine." As American and Israeli strikes increasingly obliterate Iran's

drone production facilities, many are watching to see if Russia provides Iran with reinforcements of Shaheds, potentially escalating the war further.

"Russia right now has the larger manufacturing facilities," Mr. Clark said. "After Iran offered production support during the Ukraine war, is Russia going to return the favor?"

The New York Times

March 7, 2026

Iran's De Facto Leader Says Iran Will Not Surrender or Stop Its Attacks

Ali Larijani, the head of Iran's Supreme National Security Council and a close confidant of Ayatollah Ali Khamenei, said Iran was determined to avenge the killing of the leader.

Iran's top national security official, speaking on national television as the war entered a second week, said Tehran would not surrender or let up on retaliatory strikes and vowed to hold President Trump responsible for killing Ayatollah Ali Khamenei.

Ali Larijani, the head of Iran's Supreme National Security Council and a close confidant of Ayatollah Khamenei, said Iran was determined to avenge the killing of the leader, who died last Saturday on the first day of the American-Israel campaign of airstrikes against Iran. Mr. Larijani said the United States "must pay the price."

"Americans must know that we will not let them go," Mr. Larijani said. "Our people are with us, our leadership is united, there is no division in fighting Israel and America."

After the death of Ayatollah Khamenei, a three-person council comprising Iran's president, the head of the judiciary and a jurist [were placed in charge](#), following the constitution's directives for succession. But Mr. Larijani is widely acknowledged as Ayatollah Khamenei's pre-

ferred caretaker of the government as the top authority in national security and foreign policy.

Ayatollah Khamenei turned to Mr. Larijani earlier in the year amid nationwide protests that convulsed Iran for weeks and snowballed into a broader antigovernment movement. Iran's government crushed the protests with lethal force, killing at least 7,000 people, according to rights groups.

In his comments on Saturday, Mr. Larijani sought to reassure Iran's citizens and enemies alike that the country's leadership was united in the war effort.

Earlier in the day, some divisions appeared to surface following a video message by Iran's president, Masoud Pezeshkian. He apologized to Arab countries in the Persian Gulf for the wave of retaliatory attacks they have faced from Iran and pledged to stop. Later in the day he walked back his comments, after facing criticism from hard-line elements in the Iranian government.

President Trump, however,

appeared to take credit for pressuring Iran into contrition, saying in a social media post that Tehran had "surrendered to its Middle East neighbors." However, Mr. Trump added, Iran would have to surrender to him in order for the war to end, saying there would be "no deal with Iran except UN-CONDITIONAL SURRENDER."

Mr. Larijani, a pragmatic veteran politician, also sought to counter the president's comments, responding to a backlash from conservatives accusing Mr. Pezeshkian of appearing weak.

Ayatollah Khamenei had sidelined the president when he authorized Mr. Larijani [to take over running the country](#) and steer it during a time of crisis in early January when protests erupted across Iran and Mr. Trump threatened military attacks.

"When the enemy attacks us from military bases in the region, we will respond, this is our right and our policy," said Mr. Larijani. "We don't want the region to be destabilized but the essence of this war will destabilize the region."

As Mr. Larijani spoke on state media, multiple explosions rocked the capital Tehran and neighboring city Karaj and residents said they could see huge balls of fire and smoke billowing in the air.

Iran's Ministry of Oil said in a statement that Israel had struck multiple oil depots belonging to the ministry in Tehran and Karaj. Israel's military confirmed the attacks.

The Islamic Revolutionary Guards Corps announced it had launched a new wave of attacks on Israel, targeting a refinery in Haifa, in retaliation for attacks on Iran's oil industry. Earlier on Saturday, Iran launched drone attacks on a hotel in Dubai's marina, a building it said belonged to Warner Brothers, and a seaport in Bahrain. The Guard said the American military was using the hotel and the seaport as a logistics hub for attacks on Iran.

Mr. Larijani said the United States waged a war on Iran to split it apart and instigate civil unrest but that it had failed. He urged Mr. Trump to "accept he made a mistake and was fooled by Israel."

Iran : Mojtaba Khamenei, fils d'Ali Khamenei et proche des conservateurs, nommé nouveau Guide suprême

Les gardiens de la révolution ont déclaré faire allégeance au nouveau dirigeant, âgé de 56 ans, dont la nomination avait été écartée par son père.

Mojtaba Khamenei, parmi les personnalités les plus influentes de la République islamique d'Iran, succède, dimanche 8 mars, à son père comme Guide suprême.

Ce religieux de 56 ans, considéré comme proche des conservateurs en raison de ses liens avec les gardiens de la révolution, a été choisi par l'Assemblée des experts, composée de 88 membres du clergé. Son père, qui était au pouvoir depuis 1989, a été tué le 28 février lors de l'offensive américano-israélienne comme d'autres hauts dignitaires. Ali Khamenei avait lui-même succédé en 1989 au fondateur de la République islamique, l'ayatollah Ruhollah Khomeini.

« L'ayatollah Mojtaba Hoseini Khamenei (...) est nommé et présenté comme troisième Guide du système sacré de la République islamique d'Iran, sur la base d'un vote décisif des membres respectés de l'Assemblée des experts », affirme l'instance religieuse dans un communiqué relayé par les médias iraniens. L'Assemblée « invite la noble nation entière d'Iran, particulièrement les élites et les intellectuels des séminaires et des uni-



Mojtaba Khamenei, fils de l'ayatollah Ali Khamenei, à Téhéran, le 30 octobre 2024. KHAMENEI.IR/AFP

versités, à faire allégeance au Guide et maintenir l'unité autour » de lui, a ajouté l'institution.

« Une cible » pour Israël, « poids plume » pour Trump

La nouvelle a été annoncée solennellement à la télévision d'Etat par un présentateur lisant le communiqué officiel de l'Assemblée des experts, pendant qu'une photo de Mojtaba Khamenei apparaissait à l'écran. Des images ont ensuite montré des scènes de liesse aux quatre coins du pays, avec des Iraniens agitant de nuit des drapeaux de la République is-

lamique ou les lampes de leur téléphone portable.

Peu après, dans un communiqué, les gardiens de la révolution ont déclaré lui faire allégeance. Le corps des gardiens « soutient le choix de l'honorable Assemblée des experts [et] est prêt à une obéissance totale et au sacrifice de soi pour accomplir les commandements divins » de Mojtaba Khomeini, ont-ils déclaré. Les forces armées et la police ont également fait allégeance au nouveau guide. Les rebelles houthistes, au Yémen, soutenus par Téhéran, ont aussi salué sa no-

mination.

Depuis une semaine, son nom circulait pour endosser ce poste dévolu à un religieux. Ali Khamenei avait pourtant écarté, en 2024, un tel scénario, alors que la Révolution islamique a mis fin en 1979 à des siècles de monarchie héréditaire.

Événement

Israël a d'ores et déjà annoncé, mercredi, que le nouveau Guide suprême – qui est désigné à vie et garde en pratique le dernier mot sur les grandes orientations, tant en politique

intérieure qu'extérieure – serait « *une cible* ».

Quant à Donald Trump, qui, au début de la guerre, avait exhorté le peuple iranien à renverser la République islamique, il a déclaré, dimanche, que le nouveau Guide suprême iranien « *ne tiendra pas longtemps* » sans son aval, et ce avant même que son nom soit rendu public. Jeudi, il avait déjà affirmé qu'il n'accepterait pas que Mojtaba Khamenei, qualifié de « *poids plume* », prenne la relève.

Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, a réaffirmé que le choix du successeur d'Ali Khamenei incombe au « *peuple iranien* » et à « *personne d'autre* ».

Les infrastructures pétrolières iraniennes visées

Cette désignation survient alors que l'Iran, toujours visé par d'intenses frappes, assure être prêt à « *au moins six mois de guerre* », faisant fi des appels à la « *capitulation inconditionnelle* » lancés par Donald Trump. Le président américain a évoqué un possible envoi futur de troupes au sol en Iran pour contrôler les stocks d'uranium enrichi du pays.

Dimanche après-midi, des explosions ont été entendues dans la capitale, déjà plongée au petit matin dans l'obscurité et enveloppée d'un voile noir, selon les journalistes de l'Agence France-Presse (AFP).

L'armée israélienne a déclaré avoir frappé « *plusieurs* » réservoirs de car-

burant utilisés, selon elle, pour faire fonctionner les infrastructures militaires, avant d'annoncer dans l'après-midi avoir frappé le QG de la force aérospatiale des gardiens de la révolution, force d'élite de la République islamique. Il s'agit de la première attaque rapportée contre des infrastructures pétrolières iraniennes depuis le 28 février.

La distribution d'essence est désormais limitée à 20 litres par véhicule, et des files d'attente s'étirent le long des stations-service de Téhéran, a constaté l'AFP, dimanche, jour de reprise en Iran après une semaine fériée décrétée pour la mort d'Ali Khamenei. « *L'air est devenu irrespirable*, témoigne une habitante jointe par téléphone depuis Paris. *La guerre est en train de s'étendre. Ce n'est pas ce que nous voulions. Nous ne voulions pas qu'ils bombardent nos richesses nationales pour nous rendre encore plus pauvres que nous ne le sommes déjà.* »

Selon le dernier bilan du ministère de la santé iranien, plus de 1 200 personnes ont été tuées et plus de 10 000 civils blessés, des affirmations que l'AFP n'a pas pu vérifier.

Flambée des cours du pétrole

Parallèlement, au Liban, de violents combats faisaient rage dans la nuit de dimanche à lundi dans l'est du pays, près de la frontière syrienne, où des troupes israéliennes ont atterri à bord d'hélicoptères. Le bilan des frappes israéliennes menées dans le

pays contre le Hezbollah s'élève à 394 morts, ainsi qu'à quelque 517 000 déplacés, selon les autorités libanaises.

Les Etats-Unis ont, de leur côté, annoncé la mort d'un septième militaire américain tué dans les frappes iraniennes dans le Golfe le 1^{er} mars. Depuis le début de la guerre, en riposte aux bombardements, l'Iran tire en effet des missiles et des drones vers des infrastructures dans le Golfe, riche en hydrocarbures et qui abrite plusieurs bases militaires américaines.

Le conflit paralyse une grande partie des flux d'hydrocarbures en provenance du Golfe. Le détroit d'Ormuz est au centre des inquiétudes, avec quelque 20 % de la production mondiale de pétrole et près de 20 % du gaz naturel liquéfié (GNL) qui y transite habituellement. Le prix du baril de pétrole a dépassé 100 dollars lundi, atteignant son plus haut niveau depuis l'été 2022, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La flambée des cours du pétrole est un « *tout petit prix à payer pour la paix et la sécurité des Etats-Unis et du monde* », a écrit dimanche Donald Trump sur son réseau, Truth Social. « *Il n'y a que les imbéciles pour penser autrement !* », a ajouté le président américain, assurant que les prix de l'or noir allaient « *rapidement chuter lorsque la destruction de la menace nucléaire iranienne sera achevée* ».

Lire la précédente chronique de Jean-Pierre Filiu | Article réservé à nos abon-

nés [En Iran, l'ayatollah Ali Khamenei ou le crépuscule d'un tyran](#)

« Attaques sans précédent » dans le Golfe

Bahreïn a fait état, dimanche soir, de civils blessés, dont un grièvement, par une attaque de drones iraniens, après avoir déploré plus tôt les dégâts subis par une station de dessalement. Dans une rare intervention publique, le roi de Bahreïn, Hamad Ben Issa Al Khalifa, s'est dit « *profondément attristé* » par ces « *attaques sans précédent* » qui « *ne sauraient être justifiées par aucun prétexte de la part de l'Iran* ».

Le Koweït a rapporté, dimanche, des frappes contre des réservoirs de carburant de son aéroport. En Arabie saoudite, deuxième producteur mondial de pétrole derrière les Etats-Unis (l'Iran étant dans les dix premiers), c'est le quartier diplomatique de Riyad qui a été visé par une attaque de drones, déjouée selon le gouvernement. Une autre frappe a ciblé le gisement de pétrole de Shaybah, tandis qu'un « *projectile* » tombé sur une zone résidentielle au sud de la capitale saoudienne a fait deux morts. Des explosions ont également été entendues à Abou Dhabi, ainsi qu'en Israël, où les secours ont fait état de six blessés.

La Ligue arabe a qualifié d'« *irresponsables* » les attaques de l'Iran contre ses voisins. La Chine et la Russie restent, quant à elles, en retrait malgré leurs liens étroits avec Téhéran.

Katell Faria, autrice : « Dire qu'autrefois nous encensions ces combattantes kurdes que nous laissons massacrer aujourd'hui »

A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, l'autrice dénonce, dans une tribune au « Monde », le sort des Yapaja, combattantes kurdes de la région syrienne du Rojava, abandonnées par leurs anciens soutiens européens et américains face à l'offensive du nouveau pouvoir syrien.

« *Femme, vie, liberté* ». Ce slogan, je ne l'ai pas découvert en 2022, après le meurtre de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini, assassinée par la police des mollahs pour avoir mal porté son voile. Je l'ai découvert en 2019, dans le nord-est de la Syrie, durant mon immersion au sein des Yekînen Parastina Gel (YPG) – les « unités de défense de la femme » –, aux côtés de combattantes kurdes qu'on appelle Yapaja. Quelques mois après la chute de l'organisation Etat islamique.

Pendant des semaines, l'été de cette même année, j'ai partagé le quotidien de ces femmes qui, avec leurs camarades masculins du YPG, avaient combattu Daech [*l'acronyme arabe de l'organisation Etat islamique*] et montré un héroïsme dont tous les médias occidentaux s'étaient, un temps, fait l'écho. Comme nous leur étions reconnaissants, alors, d'avoir lutté pied à pied contre les terroristes islamistes qui, de Rakka, nous avaient frappés jusque sur nos terrasses de café ! A cette époque, nous trouvions ces femmes admirables, et nous avions raison. Non seulement elles avaient combattu au corps à corps nos ennemis, mais elles portaient, pour le nord-est de la Syrie, un projet de société inspiré de va-

leurs et de penseurs occidentaux : démocratique, laïque, socialiste, respectueux des minorités et, surtout, féministe. Ainsi, le Parti de l'union démocratique, dont elles sont le fer de lance, avait réussi à mettre en place, dans cette région minée par un patriarcat aussi brutal qu'implacable, des mesures telles que l'interdiction de la polygamie et des mariages forcés de mineures, mais aussi la possibilité, pour une femme, de demander le divorce et d'hériter.

« *Femme, vie, liberté* ». Ce slogan, mes camarades le prononçaient souvent. Avec force et conviction. Il résumait le combat qu'elles menaient en tant que Kurdes, mais aussi en tant que femmes : un combat pour ne plus vivre sous l'oppression, qu'il s'agisse de celle de Bachar Al-Assad, de Recep Tayyip Erdogan, de Daech ou du patriarcat. Le droit de vivre libres, elles l'avaient payé très cher, car nombre d'entre elles avaient péri dans la lutte contre le califat d'Abou Bakr Al-Baghdadi. Quant à celles qui avaient survécu, elles en étaient revenues tellement abîmées qu'à 30 ans à peine, elles semblaient en avoir 40, voire 50. Oui, leur liberté, elles l'avaient plus que méritée. Et pourtant, rien n'était gagné – elles le savaient. Sans doute pressentaient-elles que nous les trahirions un jour. Mais pas de manière si indigne...

Elles se battent encore

En effet, en décembre 2024, lorsque Ahmed Al-Charaa, soutenu par la Turquie, a chassé Bachar Al-Assad du pouvoir, c'est avec consternation qu'elles ont appris que les médias occidentaux applaudissaient ce

remplacement d'un tyran raciste par un tyran djihadiste.

Puis, un an plus tard, en janvier, c'est avec écœurement qu'elles ont découvert que les gouvernements américains et français, qui les soutenaient autrefois, les abandonnaient totalement au profit du nouveau pouvoir syrien. En faisant ainsi, nos dirigeants donnaient à Al-Charaa – qui avait déjà massacré des milliers d'alaouites et de Druzes – le feu vert pour attaquer les Kurdes.

Evénement

Ainsi, c'est le cœur serré que j'ai découvert, il y a quelques semaines, la vidéo sur laquelle les sbires de la nouvelle armée syrienne jettent la dépouille d'une Yapaja du haut d'un immeuble pendant les affrontements d'Alep ; celle où d'autres fracassent la statue d'une Yapaja au moment de la prise de la ville d'Al-Tabqa ; sans compter celle où une petite brute cruelle exhibe joyeusement une tresse de cheveux qu'il s'enorgueillit d'avoir découpée sur un cadavre. Comment pouvons-nous approuver une telle ignominie ? Dire qu'autrefois nous encensions ces femmes que nous laissons massacrer aujourd'hui. En les abandonnant ainsi, nous commettons une grave faute morale autant qu'une faute politique.

Mais il y a pire encore : il semble qu'à la trahison nous ajoutons désormais la calomnie. En effet, depuis quelques semaines monte une petite musique répétant que, finalement, les islamistes ne seraient pas si méchants, et les Kurdes ne seraient pas si gentils. Certains

sous-entendent même qu'au fond les seconds ne vaudraient pas mieux que les premiers. On croit rêver, tant ce relativisme confine au cynisme. Non seulement nous avons réussi l'exploit, après des années de guerre contre le terrorisme islamiste, de laisser s'installer au pouvoir un ancien cadre d'Al-Nosra et fondateur de Hayat Tahrir Al-Cham ; mais en plus nous voudrions soulager notre culpabilité en faisant croire que nos alliés kurdes, qui nous ont défendus contre le mal absolu et ont porté des valeurs qui nous sont chères, ne valent pas mieux que nos ennemis ! Voilà qui manque cruellement de courage et de noblesse.

Une chose est sûre : Al-Charaa, le roi de la taqiya [*l'art de la dissimulation*], peut nous dire merci. En reprenant sa propagande, divulguée par ses affidés, nous lui rendons un grand service. La fin est proche, pour mes camarades Yapaja. Elles le savent. Et pourtant, elles se battent encore. Quant à leurs sœurs iraniennes, nul ne sait ce que l'avenir leur réserve. Pourtant, elles aussi se battent encore, à leur manière. Au cœur de l'horreur. En pleine tragédie. En cette Journée internationale des droits des femmes, j'aimerais que nous pensions à ces combattantes de la liberté : celles qui sont déjà mortes, celles qui vont bientôt mourir. Nous leur devons au moins ça. **Katell Faria** est autrice engagée auprès des Kurdes de Syrie depuis 2018. Elle a publié notamment « L'appel du Rojava » dans l'ouvrage collectif « Femmes d'aventures » (Points, 2022).

March 9, 2026

The New York Times

Trial of Erdogan's Top Rival Begins in Turkey

Ekrem Imamoglu, the former mayor of Istanbul who stands accused of corruption, clashed with the judge and criticized the trial as baseless.

The top political rival of President Recep Tayyip Erdogan of Turkey clashed with the head judge of a mass trial for him and hundreds of other defendants on corruption charges, just minutes after the first hearing began on Monday.

"Judge, I want to speak," the politician, Ekrem Imamoglu, the former mayor of Istanbul, told the three-judge panel hearing the case.

The head judge threatened to remove him from the court if he kept speaking out of turn, and Mr. Imamoglu criticized the trial before returning to his seat in the dock.

The outcome of the trial could have wide-ranging effects on Turkey's political scene, potentially eliminating the opposition's best hope of defeating Mr. Erdogan in Turkey's next presidential election before the race even begins.

Prosecutors have accused Mr. Imamoglu of leading a vast criminal operation inside Istanbul's city hall in order to enrich himself and fund his political ambitions.

Mr. Imamoglu has denied all wrongdoing, and rights groups, experts on Turkey and his supporters have [called the trial politically motivated](#) to block him from challenging Mr. Erdogan.

The government insists that the courts are independent of political pressure. Security was heightened in front of the Silivri prison and



Supporters of Ekrem Imamoglu, the former mayor of Istanbul, protesting outside the Silivri prison and courthouse on Monday. Burak Kara/Getty Images

courthouse complex on Monday. Umit Bektas/Reuters

Mr. Imamoglu, 54, won an upset victory against a candidate backed by Mr. Erdogan to become mayor of Istanbul, Turkey's economic capital, in 2019. He won a new term in 2024 and made clear his intention to challenge Mr. Erdogan, Turkey's predominant politician for more than two decades, for the presidency.

Last March, just days before Turkey's main opposition party designated him its presidential candidate, he was arrested at his home as part of a broad investigation into suspected corruption in his municipal administration.

In the trial, which opened in a large courtroom in the town

of Silivri, west of Istanbul, he and 401 co-defendants face charges that include corruption, bribery, bid-rigging and extortion.

The trial opened in a large courtroom packed with defense lawyers, opposition party members, journalists and relatives of the defendants, some of whom are still detained.

Supporters clapped, cheered and waved as the defendants were led into the dock. Applause filled the hall when Mr. Imamoglu entered, wearing a suit and tie, and turned to wave.

In written responses to questions sent by The New York Times before the trial began, Mr. Imamoglu wrote from jail

that he did not expect a fair trial.

"I am not being judged fairly in front of an independent and unbiased judiciary," he wrote.

His lawyers would address the legal accusations, he wrote, but he would speak during his testimony to the people of Turkey.

"I will defend the will of the nation, democracy, the republic and the future of the country," he wrote.

Mr. Imamoglu addressed the judges on Monday after the head judge announced that he would be among the last defendant to testify because he was accused of being the leader of the suspected criminal conspiracy.

As Mr. Imamoglu spoke, the head judge told the clerks to mute Mr. Imamoglu's microphone. Mr. Imamoglu continued to speak for several minutes before returning to his seat among his co-defendants.

The hearing proceeded and a defense lawyer complained to the judges that a list of defendants and the order in which they were to testify had not been shared with the defense but claimed they had been leaked to a pro-government newspaper. Supporters of the defendants yelled for the judge to respond.

He did not but called a recess so order could be restored.

The hearing resumed later, with defense lawyers criticizing the proceedings as unlawful and the judges as biased. The judges said little.

The trial poses dilemmas for Mr. Erdogan's opponents, who must decide how much to engage with the government's accusations and how much to cast doubt on the legal process itself.

Seated in the audience, Ozgur Ozel, the head of Mr. Imamoglu's party, the Republican

People's Party, accused the prosecutor of acting on orders from Mr. Erdogan and said he did not expect the judges to handle the case fairly.

"The whole world should know that this is a formality," he said. "They have already made their verdict," he added.

Turkey's next presidential election is scheduled for 2028, when Mr. Erdogan's term ends and a constitutional term limit would prevent him from running again. But if he can amend the Constitution or if Parliament calls an early election, he could run again. Most

experts expect that he will.

Seated in the courtroom, Songul Karaoglu covered her mouth and wept when her husband, Mustafa Karaoglu, entered to take his place in the dock.

Mr. Karaoglu, a media relations official in the Istanbul municipality, stands accused of bid-rigging and has been detained for 294 days, Ms. Karaoglu said.

"This is all so heavy on us," she said. "I have never been apart from my husband, even for a day."



Belga Belga
09 mars 2026

Tensions politiques en Turquie - Le procès du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, arrêté un an plus tôt, a débuté

Arrêté le 19 mars 2025 et détenu depuis, M. Imamoglu a commencé à comparaître à 11h05 (09h05 HB) devant le tribunal de Silivri, situé à 80 kilomètres à l'ouest d'Istanbul, à côté du complexe pénitentiaire où M. Imamoglu est détenu.

Mais l'audience a été suspendue après à peine 15 minutes suite à un conflit verbal entre M. Imamoglu, les avocats et le juge, selon le compte Istanbul

en Procès sur X (anciennement Twitter), géré par l'équipe du maire d'Istanbul.

Le juge a refusé la demande de M. Imamoglu de prendre la parole et a suspendu l'audience jusqu'à 13h30 (11h30 HB) après avoir ordonné l'évacuation de la salle.

Plus tôt dans la matinée, des applaudissements ont retenti lorsque M. Imamoglu et des dizaines d'autres accusés sont entrés dans la salle d'au-

dience bondée, sous les cris «Nous sommes fiers de vous !».

M. Imamoglu a été emprisonné le jour où il a été désigné candidat du principal parti d'opposition, le CHP (Parti républicain de peuple, social-démocrate), à la prochaine élection présidentielle turque. Il est considéré comme l'un des rares hommes politiques capable de vaincre Erdogan à ce scrutin prévu avant mi-2028.

Le procureur a inculpé cet homme de 54 ans de 142 chefs d'accusation qui pourraient lui valoir une peine allant jusqu'à 2.430 ans de prison. Il est accusé d'avoir dirigé un vaste réseau criminel sur lequel il exercerait une influence «telle une pieuvre». M. Imamoglu fait face à des accusations allant de la corruption au détournement de fonds et à l'espionnage, au côté de plus de 400 autres accusés.

Guerre en Iran : la polémique monte sur l'impréparation de la Royal Navy britannique

L'un des destroyers devant rallier Chypre pour protéger la base britannique déjà visée par des attaques iraniennes n'a toujours pas quitté le Royaume-Uni, alors que des renforts espagnols et français sont sur place depuis plusieurs jours.

Au Royaume-Uni, la réponse du gouvernement de Keir Starmer à la guerre en Iran suscite des réactions critiques. Outre les questionnements, surtout à droite, sur le refus initial du dirigeant travailliste britannique de s'engager immédiatement aux côtés d'Israël et des États-Unis, l'allié privilégié depuis un demi-siècle, les reproches se multiplient sur l'apparente impréparation de la **Royal Navy**. Le *Dragon*, un de ses six destroyers attendus pour sécuriser la base militaire britannique d'**Akrotiri**, à Chypre, visée par plusieurs drones iraniens les 1^{er} et 2 mars, n'avait toujours pas quitté la base de Portsmouth (Hampshire), dimanche 8 mars.

Il s'agit pourtant d'un des navires de guerre les « plus performants au monde » pour la défense aérienne, s'enorgueillit le ministère de la défense britannique – il peut lancer huit missiles en moins de 10 secondes –, mais il ne devrait pas lever l'ancre avant une semaine, précisait la BBC, samedi 7 mars. En comparaison, la Grèce a envoyé des renforts au large de Chypre juste après les attaques de drones. Madrid n'a pas hésité longtemps, pas plus que la France : le porte-avions fran-

çais **Charles-de-Gaulle** se trouve en Méditerranée depuis vendredi 6 mars, et la frégate *Languedoc* a atteint le large de Chypre, dès le 3 mars. Le président de la République française, Emmanuel Macron, se rend sur l'île, lundi 9 mars, pour exprimer la « *solidarité de la France* » avec ce pays de l'Union européenne.

Akrotiri est pourtant la plus importante base du Royaume-Uni à l'étranger, et elle est stratégique pour la projection des forces armées britanniques au Moyen-Orient. Elle fait partie, comme la **base de Diego Garcia** dans l'archipel des Chagos, d'un des derniers reliquats de l'Empire britannique. Le pays a conservé la souveraineté d'Akrotiri (et d'une autre base, Dhekelia, également sur l'île) quand Chypre a accédé à l'indépendance, en 1960. Les autorités chypriotes ont fait savoir leur mécontentement ces derniers jours, les habitants des localités proches des bases britanniques craignant de devenir des cibles collatérales de tirs iraniens ou de frappes du Hezbollah provenant du Liban.

Interrogé par la BBC le 5 mars, le ministre des affaires étrangères chypriote, Constantin Kombos, a ainsi assuré que les officiels du pays étaient « *mécontents* » que les Britanniques n'aient pas anticipé le conflit au Moyen-Orient, en envoyant préventivement des renforts au large de la base, alors même que les États-Unis accumulaient des forces

navales en Méditerranée. Il a même avancé que des « *questions* » étaient posées à propos de la souveraineté britannique sur les bases militaires et que des discussions à ce sujet devraient avoir lieu entre Londres et Nicosie.

« *Des avions de chasse F-35 ont été prépositionnés [avant le début du conflit en Iran], ainsi que des systèmes de radar et antimissiles* », assurait Keir Starmer, le 5 mars. A en croire le syndicat d'ingénieurs et de techniciens Prospect, la lenteur dans la préparation du *Dragon* serait due à des coupes budgétaires au sein de la Navy, le contrat de maintenance et de préparation du destroyer ayant été accordé à une société effectuant des heures de travail réduites. Le ministère de la défense a démenti ces informations, mais le retard de la Royal Navy à réagir illustre l'affaiblissement de celle-ci au cours des dernières décennies.

« Incompétence » de Keir Starmer

En 1996, elle était encore considérée comme la force la plus prestigieuse des armées britanniques, et comptait trois porte-avions, 12 destroyers, 24 frégates et 12 sous-marins d'attaque. Aujourd'hui, elle ne compte plus que deux porte-avions, six destroyers, sept frégates et cinq sous-marins d'attaque. Et, malgré l'augmentation des budgets militaires promise par Keir Starmer (2,5 % du produit

intérieur brut d'ici à 2027), le ministère de la défense alerte depuis des mois sur le fait qu'il lui manque 28 milliards de livres sterling (32 milliards d'euros) pour boucler les financements de ses programmes des cinq prochaines années.

« *Quand les Français viennent à notre secours, nous savons que nous ne sommes pas là où nous voudrions être* », a confié une source militaire à Fraser Nelson, éditorialiste au *Times*, dans un article paru le 6 mars. « *Ce qui fut la plus grande puissance navale au monde pendant des siècles est désormais immobilisée pendant près de deux semaines pour envoyer un destroyer à Chypre afin de défendre, je le rappelle, un territoire souverain britannique* », a relevé **Nigel Farage**, le chef de file du parti de droite radicale Reform UK, le 4 mars.

La lenteur à venir au secours de Chypre est « *un des pires échecs de planification militaire des récentes années* », estime Robert Jenrick, qui fut un ministre du dirigeant conservateur Rishi Sunak et a récemment rejoint les rangs de Reform UK. M. Jenrick a fustigé aussi, sur la BBC, dimanche, l'« *incompétence* » de Keir Starmer, omettant de préciser que les tories n'ont pas fait grand-chose non plus pour restaurer les budgets militaires et la gloire de la Royal Navy, lors leur passage au pouvoir, entre 2010 et 2024.

The New York Times

Erika Solomon, Kiana
Hayeri, Farnaz Fassihi
March 9, 2026

Fear and Hope for Iranians Trapped Between Bombs and Defiant Rulers

When Israel and the United States first dropped bombs on Tehran, his native city, Aryan was elated. He was convinced he was witnessing the end of nearly five decades of brutal theocracy.

A week into the onslaught, he watched the midnight sky light up under ferocious bombardment and saw dawn darken as toxic black smoke choked the Iranian capital and burned his skin.

The shock of those scenes left him wondering if his hopes for the U.S.-Israeli campaign were “just my own illusion.”

“They’ve hit everywhere. The night turned into morning, and morning into night,” said Aryan, 33, who like all those interviewed by The New York Times, asked not to be identified by his full name, fearing retaliation. “People are becoming more discouraged, like I am.”

Across Iran, more than 90 million people are trapped between two terrifying realities. American and Israeli leaders, whose bombs are razing ever more parts of their infrastructure, have called on Iranians to use this as an opportunity for liberation. And their rulers, determined to cling to power, have threatened more bloodshed against whoever dares answer that call.

“A society worn down by authoritarianism suddenly



Many in Iran feel helpless in the face of their entrenched system, and some are becoming increasingly embittered by the fierce American and Israeli bombardment. Apocalyptic scenes of bombardment, like at an oil-storage facility in the Tehran area on Sunday, have contributed to many Iranians’ gloominess about their nation’s future. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

finds itself in the middle of a fire that has flared from outside,” Mohammad Maljoo, a well-known economist in Iran, wrote on social media, adding, “War opens neither a door to reform nor a horizon of liberation.”

For Iranians, apocalyptic scenes of bombardment — street gutters ablaze in Tehran, mothers huddling with children in shaking bathrooms and a school obliterated in the first hours of the war — are the most terrifying episodes in a string of devastations to grip their country over the last nine months.

A deepening economic crisis was already exhausting an Iranian populace still

recovering from the 12-day war last June with Israel, briefly joined by U.S. warplanes.

In January, security forces crushed a nationwide protest movement with deadly force, leaving thousands dead and an entire country polarized and traumatized by the crackdown.

When U.S. and Israeli forces began to pummel the capital on Feb. 28, President Trump called on Iranians to topple their government, vowing that “freedom is at hand.” A week after the U.S.-Israeli strikes that killed Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, Mr. Trump expressed his desire to [play a role in selecting](#) the country’s new leader —

perhaps from the very authoritarian system that he has urged Iranians to rise against. The authorities responded by appointing the dead leader’s son, [Mojtaba Khamenei, a hard-line cleric](#), as the successor.

At the same time, Iranian security officials have taken to the airwaves to warn their opponents. On state television on Thursday, one Revolutionary Guards official uttered stark language rarely used by the authorities in public, threatening that protesters would be viewed as agents of Israel.

“The shoot to kill order has been issued,” he said. “Nobody has spoken to you about this directly.”

After the war began, Asoo, a Persian-language publishing house, invited residents of Tehran to publish anonymous notes about their feelings. Often, these were a jumbled mix of persistent hopes that the chaos could still bring down the current system and despair over the destruction that was being wrought.

"We are living in a space filled with fear and hope, but my fears are greater than my hopes," one respondent said.

For days, American and Israeli bombardments have pulverized Iranian military, intelligence and police sites across the country. And yet, there is no clear indication of a collapse in the government's deeply entrenched and ideologically motivated security forces.

Many residents describe seeing large crowds of Basij, the plainclothes militia linked to the Revolutionary Guards, wandering the streets on motorcycles and shouting religious slogans as they pass.

Intelligence and security services still seem to be monitoring signs of dissent.

A resident of one wealthy high-rise in Tehran, Farzad, said that in the hours after the announcement that Ayatollah Khamenei had died, his neighbors loudly celebrated on their balconies, shouting cheerfully into the streets.

Days later, he said, the building's administration informed them that it had been warned by the security services that their apartments would be raided

should any further outbursts occur.

Checkpoints have proliferated around the city, and many Iranians' phones have been inundated with state messages urging them to join pro-government rallies and to report anyone taking photographs.

Other texts come with tacit threats of violence. "Any movement that disrupts security will be considered direct cooperation with the enemy and will be met with the firm response of your sons in the IRGC Intelligence Organization," one text message shared with The Times said, referring to the Islamic Revolutionary Guards Corps.

While surrounded by these dangers, most ordinary Iranians are cut off from the internet, and several residents interviewed said it was maddening to have almost no way to understand what was happening in their own country.

Amir Hossein Bagheri, an engineer in Iran, wrote on his Facebook page that he was as wary of state media as he was of foreign news outlets, saying that it rarely covered how deadly and terrifying the war has been for Iranian civilians. "None of them are trustworthy," he wrote.

Recent attacks — and the responses U.S. military officials have offered — appear to have only deepened the mistrust.

Over the past two days, attacks have [blown up fuel storage facilities](#), sending oily smoke and black rain down upon Tehran. Strikes have also [blown up a](#)

[desalination plant](#) as Iran grapples with a looming [water crisis](#).

A [statement from U.S. Central Command on Sunday](#) urged residents to stay home for their safety, even as it accused Iranian forces of using civilian areas to shield military operations and indicated that it would strike them.

The state of uncertainty has left Iranians helpless and confused.

Kazem, a merchant in Tehran's bazaar, said that he had witnessed a highway full of cars suddenly turn around and drive in the wrong direction when they noticed a traffic jam. The blockage was caused by a new checkpoint, not an attack, he said, but "people were terrified, they thought bombs were about to fall."

Mahsa, a 39-year-old with a start-up business in Tehran, said she and her friends felt so lacking in control that they did not even bother to make personal plans, let alone imagine how to try to topple their government.

"We've mostly accepted that we're living in a situation where so many factors affecting our fate are beyond us," she said.

Some Iranians still express hope that the war could eventually lead to the end of the Islamic Republic — particularly in areas like Iran's marginalized Kurdistan region, where ethnic Kurds have long suffered heavy discrimination and where some militant groups have expressed [ambitions to launch an insurgency](#).

Omid, 28, an artist in the Kurdish region, said he and his neighbors still were "quietly glad" when government sites were hit, as long as civilians were not hurt. "Freedom has a price," he said, "and it's a price that has to be paid."

But Peyman, a digital entrepreneur in Tehran, worries that the price has grown too high.

Like many Iranians interviewed, he said he spent his days at home, unable to work, watching the destruction with increasing fear and unease.

He wondered how locals could prevent even petty crime with police stations bombed out — let alone how any government could pick up running the country after so much had been destroyed.

"We need police. We need intelligence services. We need military universities," he said. "If we are going to live in Iran in the future, no matter what government we have, we still need institutions."

When the war began, Peyman imagined an indirect collaboration between the U.S. and Israeli militaries and Iranian protesters on the ground, envisioning an uneasy partnership akin to that of Moscow and Washington's fight against Nazi Germany in World War II.

"The situation today is not like that," he said. "The U.S. and Israel are not actually cooperating with us."

Instead, he said, "Iran is gradually turning into ruins."

Mojtaba Khamenei, nouveau Guide suprême de l'Iran, une figure peu connue proche des gardiens de la révolution

La nomination du fils d'Ali Khamenei, soutenue par les gardiens de la révolution, traduit la consolidation du pouvoir des factions conservatrices et le maintien du statu quo politique iranien, alors que la guerre contre Israël et les Etats-Unis se poursuit.

Du père au fils. Après plusieurs jours de rumeurs et de tractations, le nom de Mojtaba Khamenei, 56 ans, a été annoncé comme celui du prochain Guide suprême de l'Iran, dans la nuit de dimanche 8 à lundi 9 mars. Il succède donc à son père, [Ali Khamenei, 86 ans, tué lors de frappes conjointes israélo-américaines, le 28 février](#), au premier jour de la guerre en cours.

Ces dernières années, à mesure qu'Ali Khamenei vieillissait, les spéculations quant à sa succession se sont multipliées, et Mojtaba Khamenei était devenu l'un des candidats dont le nom était régulièrement évoqué par les observateurs de la politique iranienne. La nomination de cette personnalité peu connue du grand public, mais proche des gardiens de la révolution, par l'Assemblée des experts, l'instance religieuse chargée de choisir le Guide suprême, semble avant tout signaler la volonté de maintenir la continuité des politiques de la République islamique, alors que la guerre se poursuit et qu'Américains et Israéliens tablaient, entre autres objectifs, sur un changement de régime.

« Mojtaba Khamenei entretient depuis des années des liens très étroits avec les gardiens de la révolution et les



Mojtaba Khamenei, nouveau Guide suprême d'Iran, sur un écran, à Téhéran, le 9 mars 2026. MAJID ASGARIPOUR/WANA VIA REUTERS

forces de sécurité, explique Mehrzad Boroujerdi, politologue spécialiste de l'Iran et professeur à l'université des sciences et technologies du Missouri (Etats-Unis). Il travaillait au bureau de son père, connaît parfaitement les rouages du système et entretient des relations avec un très large spectre d'acteurs politiques et sécuritaires. Pour la continuité de la

République islamique, il peut donc apparaître comme une figure utile. »

Intermédiaire et coordinateur

Dans un communiqué annonçant la nomination de Mojtaba Khamenei comme « troisième Guide du système sacré de la République islamique d'Iran », l'Assemblée

des experts a appelé la nation iranienne, « particulièrement les élites et les intellectuels des séminaires et des universités », à lui prêter allégeance et à maintenir l'unité autour de lui. Peu après, le corps des gardiens de la révolution islamique a déclaré être prêt à faire preuve « d'une obéissance totale et d'un sacrifice de soi pour accomplir ses comman-

dements divins ». La télévision d'Etat iranienne a également diffusé des images de scènes de liesse nocturnes dans plusieurs villes du pays, montrant des partisans du régime agitant les drapeaux de la République islamique.

Lors des frappes du 28 février, Mojtaba Khamenei aurait perdu plusieurs membres de sa famille. Outre son père, sa mère, son épouse et son fils, il aurait également perdu une nièce, un neveu, une sœur et un beau-frère.

de 56 ans, Mojtaba Khamenei est le deuxième enfant d'Ali Khamenei. A 17 ans, il participe à plusieurs périodes de mobilisation au cours de la guerre Iran-Irak (1980-1988). En 1999, à l'âge de 30 ans, il se rend dans la ville religieuse de Qom pour poursuivre des études religieuses. Il porte le titre d'hodjatolislam, un rang intermédiaire dans la hiérarchie cléricale chiite.

Contrairement à de nombreux responsables iraniens, Mojtaba Khamenei n'a jamais occupé officiellement de fonction exécutive. Jusqu'à présent, il n'a fait que de très rares apparitions publiques. Pourtant, au fil des années, il a acquis une grande influence au sein du bureau de son père, où il a joué un rôle d'intermédiaire et de coordinateur entre différents réseaux politiques, religieux et sécuritaires. Mojtaba Khamenei s'est donc imposé comme un homme de l'ombre, discret mais puissant. L'entourage du Guide suprême en Iran détient un pouvoir économique considérable, qualifié d'« empire » par certains médias et observateurs.

Le nom de Mojtaba Khamenei est apparu publiquement pour la première fois lors de l'élection présidentielle de 2005. Il a été accusé par certains réformateurs d'avoir favorisé, par des manipulations électorales, l'élection du can-

didat ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, président de l'Iran de 2005 à 2013.

Il est également soupçonné d'avoir joué un rôle dans l'organisation de la [répression des manifestations du « mouvement vert »](#), en 2009, lorsque des millions d'Iraniens sont descendus dans la rue pour contester la réélection d'Ahmadinejad. Cette année-là, des manifestants scandaient : « *Mojtaba, que tu meures avant de devenir Guide !* » En 2019, les Etats-Unis ont imposé des sanctions contre lui, estimant qu'il exerçait une influence politique importante et participait à la mise en place de la répression du régime.

Sur le plan religieux, Mojtaba Khamenei était donc jusqu'à sa nomination un hodjatolislam. « *C'est un rang relativement bas*, précise M. Boroujerdi. *Son père l'était également au moment où l'élite politique a décidé de le nommer Guide suprême, en 1989. Il a ensuite été élevé au rang d'ayatollah pratiquement du jour au lendemain. Pour Mojtaba, ils pourraient probablement faire la même chose.* » Effectivement, dans son communiqué officiel, l'Assemblée des experts désigne déjà Mojtaba Khamenei par le titre d'ayatollah.

Jusqu'à présent, aucune interview ni aucun discours public important de Mojtaba Khamenei n'ont été diffusés. Bien que les positions politiques du nouveau Guide suprême restent publiquement inconnues, sa nomination est largement interprétée comme le maintien du statu quo dans les grandes orientations iraniennes. L'accord sur le nom du fils du Guide suprême marque aussi un ralliement de toutes les composantes du régime autour de cette figure et ne laisse apparaître aucune division à ce stade.

Pour Hamzeh Safavi, analyste politique à Téhéran, « *Mojtaba Khamenei est avant tout celui qui veut poursuivre l'héritage et les principes de l'ancien Guide* ».

L'ascension de Mojtaba Khamenei marque également un nouveau déplacement de l'équilibre du pouvoir interne en faveur des gardiens de la révolution, aujourd'hui la force la plus influente sur les plans économique et politique en Iran. « *Contrairement au fondateur de la République islamique, Ruhollah Khomeyni, qui bénéficiait du soutien du clergé traditionnel et d'une légitimité révolutionnaire, ou à Ali Khamenei, qui avait été président et disposait d'un soutien politique plus large, Mojtaba, lui, ne possède pas de base politique indépendante* », explique Arman Mahmoudian, chercheur au Global and National Security Institute de l'université de Floride du Sud (Tampa, Etats-Unis). Par conséquent, si l'homme survit aux tensions actuelles et parvient à consolider son pouvoir, l'influence des gardiens de la révolution dans le système politique iranien pourrait s'en trouver encore renforcée.

Fortes menaces

Même avant sa nomination, les menaces israéliennes et américaines contre lui avaient été particulièrement fortes. Dans une interview accordée à ABC News, le président américain Donald Trump avait déclaré, le 8 mars, que le prochain Guide suprême de l'Iran devrait obtenir son « *approbation* ». « *S'il ne l'obtient pas, il ne durera pas longtemps* », avait-il affirmé. Dans un [entretien avec le média en ligne Axios](#), le locataire de la Maison Blanche avait également exclu toute coopération avec Mojtaba Khamenei, évoquant l'éventualité de sa nomination. « *Ils*

[le régime iranien] *perdent leur temps. Le fils de Khamenei est un poids plume* », avait déclaré Donald Trump, le 5 mars.

Les réactions israéliennes ont été encore plus menaçantes. Plusieurs responsables israéliens ont affirmé que toute personne impliquée dans la désignation d'un successeur à Ali Khamenei pourrait devenir une cible militaire. Dans ce contexte, le 8 mars, l'armée israélienne a publié sur son compte en farsi, sur X, un avertissement clair : « *La main de l'Etat d'Israël continuera de poursuivre tout successeur et toute personne participant à sa désignation* », ciblant directement le futur Guide suprême iranien et les membres de l'Assemblée des experts.

Alors que circulaient des rumeurs sur la nomination imminente d'un nouveau Guide suprême, à Téhéran, le bâtiment de l'ancien Parlement iranien, utilisé comme lieu de réunion pour les sessions de l'Assemblée des experts, a été visé, le 3 mars, par des frappes aériennes. Moins de vingt-quatre heures plus tard, le bâtiment du secrétariat de l'assemblée, à Qom, aurait également été bombardé. En raison de la coupure d'Internet et des communications par le régime de Téhéran, les informations sont difficiles à obtenir et à confirmer. Les autorités iraniennes ont affirmé que le bâtiment était vide au moment de l'attaque. Cependant, des images montrant les funérailles de plusieurs employés du secrétariat ont ensuite été diffusées.

On ignore encore combien de fois l'Assemblée des experts s'est réunie depuis la mort d'Ali Khamenei et si les membres de celle-ci étaient physiquement présents lors des délibérations ou s'ils ont participé à distance pour des raisons de sécurité.

Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul, en prison depuis un an, comparaît devant la justice lors d'un procès hors norme

Il est considéré comme l'un des rares hommes politiques capables de vaincre Recep Tayyip Erdogan, depuis vingt-trois ans au pouvoir.

Arrêté pour corruption, il risque jusqu'à 2 352 ans de prison pour 142 chefs d'accusation distincts.

Vous faites du tort à la haute justice turque. Monsieur le juge, si vous voulez accomplir votre devoir, accordez-moi dix minutes de parole, cela vous apaisera. Je vous avertis. » La première audience vient à peine de commencer devant une salle pleine à craquer que le ton est rapidement monté entre le maire d'Istanbul, [Ekrem Imamoglu, détenu depuis mars 2025](#), et la cour.

Comparaissant, lundi 9 mars, dans une vaste affaire de corruption qualifiée par l'opposition de tentative pour saboter ses chances de défier le président, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2003, l'édile a tenté de prendre la parole contre l'avis du tribunal, qui venait d'annoncer qu'il serait l'un des derniers accusés à s'exprimer. Quelque 106 personnes sont incarcérées dans cette procédure.

Dès le matin, un périmètre autour du centre pénitentiaire de Silivri, situé en lointaine banlieue d'Istanbul et où se déroule le procès, a été déclaré « zone de sécurité spéciale », avec des restrictions pour la presse et les avocats. La préfecture de la ville est allée jusqu'à interdire de filmer et de faire des déclarations à moins de 1 kilomètre du tribunal.

Rival et bête noire du chef de l'Etat, Ekrem Imamoglu a été arrêté dans le cadre d'enquêtes et de poursuites visant

des élus du parti auquel il est affilié, le Parti républicain du peuple (CHP), principal parti d'opposition de Turquie. L'édile est accusé d'avoir utilisé ses fonctions publiques, de 2014 à 2025, pour créer une « organisation criminelle », dans le but de s'enrichir personnellement, de permettre à cette organisation de prendre le contrôle du CHP et d'accéder à la présidence de la Turquie. Le ministre de l'intérieur a suspendu ses fonctions de maire. S'il est reconnu coupable de tous les chefs d'accusation, lui et ses coaccusés encourent des peines allant de 828 à 2 352 ans de prison pour 142 chefs d'accusation distincts.

A l'instar de nombreux procès d'opposants politiques en Turquie, l'essentiel des preuves repose sur les déclarations de témoins (15) dont l'identité est tenue secrète – des « témoins secrets » – et d'accusés (76) ayant accepté de témoigner en échange d'une éventuelle réduction de peine, selon le système appelé en droit turc « repentir effectif ». L'acte d'accusation et ses annexes forment un corpus de 80 000 pages remis à Ekrem Imamoglu sur six DVD. En tant que détenu, il n'est autorisé à utiliser un ordinateur que deux heures par semaine.

« Atteinte à la démocratie »

« Le procès du maire Ekrem Imamoglu fait suite à plus d'un an d'instrumentalisation

du système judiciaire contre son parti et d'autres élus du CHP, alors qu'il est incarcéré, a déclaré Benjamin Ward, directeur adjoint de la division Europe et Asie centrale de Human Rights Watch. *Au vu de l'ensemble de ces affaires, il est difficile d'échapper à la conclusion que les procureurs cherchent à écarter Imamoglu de la vie politique et à discréditer son parti, ce qui porte atteinte à la démocratie.* » Même Mehmet Pehlivan, l'avocat d'Ekrem Imamoglu, a été arrêté en juin 2025, inculpé pour appartenance à une organisation criminelle, sur la base de témoignages vagues et contradictoires.

Pour comprendre les ressorts de cette affaire hors norme, et les conséquences qu'elle engendre, il faut revenir deux ans en arrière. Lors des élections locales de mars 2024, le CHP obtient 37,8 % des voix, dépassant le Parti de la justice et du développement (AKP) du président Recep Tayyip Erdogan, qui recueille 35,5 % des suffrages. L'écart est infime, mais le revers est cuisant pour la formation islamico-conservatrice au pouvoir depuis 2002. Pour la première fois en vingt-deux ans, elle n'occupe plus la tête du paysage politique turc.

Les premières enquêtes visant le CHP débutent après la nomination, en octobre 2024, du vice-ministre de la justice, Akin Gürklek, au poste de procureur général d'Istanbul. Cet

ancien juge devenu procureur était alors déjà connu pour avoir été associé aux procédures visant des figures de l'opposition ou critiques du gouvernement, comme l'ancien coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde) Selahattin Demirtas ou le philanthrope Osman Kavala, tous deux sous les verrous.

L'enquête du parquet d'Istanbul coïncide ensuite avec l'ascension politique du maire. Le 22 février 2025, au lendemain de l'annonce de la candidature à la présidence d'Ekrem Imamoglu et du dépôt officiel de sa candidature auprès du CHP, le parquet d'Istanbul ouvre une enquête pour falsification présumée de son diplôme universitaire. Selon la Constitution, tout candidat aux fonctions de chef de l'Etat doit justifier de quatre ans d'études supérieures.

Le 18 mars 2025, quatre jours avant la date prévue pour son investiture par les membres du parti, l'université d'Istanbul annule le diplôme et le parquet ordonne l'arrestation d'Ekrem Imamoglu le 19 mars. L'enquête parle de crime organisé, de corruption et de liens présumés avec le terrorisme. L'arrestation provoque une vague de protestations inédite depuis [les manifestations antigouvernementales de Gezi en 2013](#). Mahmut Tanal, député du CHP, dira : « Dans ce pays, où même un meurtre est prescrit au bout de vingt ans, trans-

former un diplôme obtenu il y a trente-cinq ans en preuve d'un crime montre que c'est la politique, et non le droit, qui règne en maître. »

« Affrontez-moi seul »

En octobre 2025, le parquet d'Istanbul ouvre une troisième enquête contre Ekrem Imamoglu, pour espionnage cette fois, l'accusant d'avoir divulgué des données électorales à des pays étrangers. En parallèle, les procédures judiciaires se multiplient contre la direction du CHP. Des requêtes en annulation sont déposées pour contester la validité des élections à la direction de la formation. Dans le même élan, plusieurs chaînes d'information indépendantes, perçues comme proches de l'opposition, font l'objet d'amendes, d'interdictions de diffusion,

d'enquêtes et de détentions de journalistes pour leur couverture critique de l'arrestation du candidat du CHP et de la répression de l'opposition.

Il faudra attendre novembre 2025 pour que l'acte d'accusation sur lequel repose le principal dossier contre Ekrem Imamoglu soit rendu public. Celui-ci reproche à Ekrem Imamoglu d'avoir dirigé une organisation criminelle pendant dix ans, dans le but d'accéder au pouvoir. Parmi les 18 infractions de corruption retenues, la plupart concernent des manipulations présumées d'appels d'offres (70 chefs d'accusation), les autres incluant des détournements de fonds publics, des actes de corruption, des extorsions et du blanchiment d'argent. Le procureur avance que l'« organisation Imamo-

glu » a escroqué les services publics de 160 milliards de livres turques (3,1 milliards d'euros).

Six des coaccusés ont été inculpés en tant que membres influents de l'organisation criminelle et 92 en tant que membres, les autres étant accusés de complicité. Sur les 407 personnes visées par l'acte d'accusation, 102 sont en détention provisoire et 170 ont été remises en liberté sous contrôle judiciaire.

Chose étonnante, Recep Tayyip Erdogan n'a pu s'empêcher de tenir en personne et à plusieurs reprises des discours accusant directement le maire d'Istanbul et la direction de son parti pour leurs supposés crimes. Les 26 mars et 25 mai 2025, il a même utilisé l'expression « une

pieuvre aux multiples tentacules » pour décrire l'organisation criminelle pour laquelle son rival aurait œuvré. La description a été reprise à l'identique dans l'acte d'accusation de novembre. Le procureur général Akin Gürk, lui, a été nommé ministre de la justice début février.

Après une interruption de séance, une demande de récusation du juge rejetée par les avocats, Ekrem Imamoglu a lâché en fin de journée face au juge : « *Si vous avez un peu de courage, laissez partir ces gens [les codétenus] et affrontez-moi seul.* » L'allusion est à peine voilée. Prochaine audience mardi 10 mars, à 10 heures. Selon les experts, la procédure pourrait durer plus d'un an.



Anne Andlauer
9 mars 2026

Turquie: première journée d'audience tendue au tribunal à l'ouverture du procès d'Ekrem Imamoglu

Un procès hors norme et très attendu s'est ouvert lundi 9 mars en Turquie : celui d'Ekrem Imamoglu, l'ancien maire d'Istanbul emprisonné depuis près d'un an pour des allégations de corruption. Le principal rival du président Recep Tayyip Erdogan accuse le pouvoir d'utiliser la justice pour saboter ses chances de se présenter aux prochaines élections. La première journée d'audience a surtout été marquée par une altercation

verbale entre Ekrem Imamoglu et le président du tribunal.

Ce fut un début chaotique et extrêmement tendu pour un **procès** qui s'annonce fleuve. Dès l'ouverture de l'audience, Ekrem Imamoglu a voulu prendre la parole. « Tu l'as demandé, moi j'ai refusé », a rétorqué le président du tribunal, le tutoyant systématiquement. Le public, qui avait copieusement applaudi le principal accusé, s'est mis à crier « Vous ! Vous ! Vous ! »

pour corriger le juge... qui a fini par quitter la salle et suspendre la séance 15 minutes après le début. « Tu ne t'en sortiras pas en fuyant ! », lui alors a crié Ekrem Imamoglu. Ce dernier, emprisonné depuis presque un an, voulait contester l'ordre dans lequel les 402 accusés du procès seront appelés à la barre. Le maire déchu d'Istanbul est inscrit en dernier, alors qu'il risque à lui seul plus de 2 300 ans de prison. À la reprise de séance, plusieurs avocats de

la défense ont mis en doute l'impartialité et la compétence des juges, et demandé leur récusation. Demande encore rejetée par le président du tribunal, qui a ajourné l'audience.

Cette première journée pourrait bien donner le ton des débats à venir, qui reprennent dès mardi 10 mars. Selon la défense, les audiences devraient se poursuivre à raison de quatre par semaine.



Javad Djavahery
09 mars 2026

Iran : «C'est ainsi que nous sommes réduits à regarder le ciel, d'où est censé tomber notre salut», par Javad Djavahery

L'Iran n'était pas seulement en péril parce qu'un dictateur le gouvernait ; il l'était aussi parce que les consciences iraniennes — celles de la minorité dominante comme celles de la majorité dominée — n'ont pas voulu ou pu, voir le désastre qui venait, analyse le romancier Javad Djavahery.

Il y a des fenêtres qui s'ouvrent dans le mur de l'histoire pour un temps donné, puis se referment — parfois à jamais. Pour la minorité qui gouverne l'Iran, la dernière chance de se sauver, même partiellement, et de sauver le pays s'est ouverte, très paradoxalement, en juin dernier, au lendemain de la «guerre de douze jours» menée par Israël.

Elle aussi fulgurante et meurtrière, comme celle en cours en ce moment, elle aussi assortie d'incitations à la révolte pour renverser le régime ; mais les gens, malgré tous leurs griefs, sont restés silencieux, voire solidaires du pouvoir face à ce qu'ils considéraient comme une agression.

C'était l'ultime brèche pour qu'un vrai changement s'opère en Iran ; que Khamenei (87 ans), ainsi que ses proches — Jannati, à la tête de l'Assemblée des experts (99 ans), Mohseni Ejei, chef du pouvoir judiciaire, Ghalebaf, président du Parlement iranien, les juges malfamés et beaucoup d'autres — tous détestés par la majorité des Iraniens, quittent le pouvoir ; que les prisonniers politiques soient libérés ; que la chape

de plomb se lève ; que la liberté de parole et d'information soit restituée ; que, la main du Conseil des gardiens coupée, de vraies élections deviennent possibles ; et enfin qu'un référendum, maintes fois demandé par le peuple, s'organise pour repenser, après plus d'un demi-siècle, la même question aux habitants de ce pays : Gouvernement islamique, Oui ou Non ? Et ainsi réorienter l'avenir de l'Iran.

Mais le régime, corrompu, entravé par sa camisole théocratique et ses préceptes usés, a laissé passer cette occasion et s'est précipité vers le chaos que voici.

Ce qui a suivi — les 8 et 9 janvier, le massacre de dizaines de milliers de manifestants pacifiques et la répression sans bornes — n'est pas seulement la faillite de la minorité qui détient le pouvoir. C'est aussi celle de la majorité dominée, et peut-être même celle d'un pays tout entier qui n'a pas pu, malgré le courage et sacrifice de ses femmes et ses hommes, à des instants décisifs, prendre son destin en main.

Car un tyran n'est tyran que tant qu'on lui obéit.

La répression n'explique pas tout

L'infamie de cette guerre est le résultat de tous les rendez-vous manqués, de toutes les ouvertures gâchées dans la fenêtre de l'histoire. L'Iran n'était pas seulement en péril parce qu'un dictateur le gouvernait ; il l'était aussi parce

que les consciences iraniennes — celles de la minorité dominante comme celles de la majorité dominée — n'ont pas voulu ou pu, voir le désastre qui venait.

J'ai la faiblesse de croire que tous, dans ce pays, quel que soit leur bord ou leur obédience, doivent penser à l'avenir de leurs enfants. Les premiers devaient contenir, d'une manière ou d'une autre, leur guide entêté ; les seconds devaient se construire et se solidariser pour faire face à la tyrannie.

Les premiers, avec leurs réformateurs mous et leurs dignitaires religieux cupides, ont fermé les yeux lorsqu'on écrasait dans le sang la révolte du «Mouvement vert» (2009), puis les soulèvements de 2017, puis encore en 2019 lors de la crise causée par l'augmentation du prix du carburant, et ensuite l'extraordinaire soulèvement «Femme, vie, liberté» (2022), puis enfin en janvier 2026, lorsqu'on tira à l'arme lourde sur les manifestants pacifistes.

Les seconds ont laissé les activistes, les féministes, les avocats, les journalistes, seuls, payer le prix de la lutte pour la démocratie — au crédit de leur liberté et au péril de leur vie. Et ils le paient encore aujourd'hui, enfermés dans les geôles, et désormais sous les bombes.

La répression n'explique pas tout. Pour permettre aux femmes d'accéder aux stades malgré l'interdiction imposée par le régime, il aurait suffi que les hommes ces-

sent de s'y rendre — ne serait-ce qu'une fois — et que les musiciens refusent de jouer ou de chanter sans elles pour faire plier le pouvoir et lever l'interdit sur le chant féminin en public. Nous n'avons même pas été capables de déclencher une grève d'envergure nationale lorsqu'elle était nécessaire. La liste serait longue à exposer ici.

Une schizophrénie collective

La diaspora iranienne porte aussi sa part de responsabilité, par son apathie, ses divisions et ses contradictions. Pendant longtemps, longtemps nous étions quinze, toujours les mêmes, à manifester contre les dernières incarcérations ou les exécutions dans notre pays, alors qu'au même moment Googoosh faisait salle comble au Zénith. Sans parler de la ahurissante montée de Reza Pahlavi, et de ses supporters qui, dans une totale inversion des valeurs, fleurissent l'ambassade des pays qui assaillent le nôtre, et portent aux nues Donald Trump, lequel continue à les humilier à chacune de ses sorties.

C'est ainsi que nous sommes réduits à regarder le ciel, d'où est censé tomber «notre salut», dans le grondement des avions et la déflagration des bombes. Nous assistons à la destruction des infrastructures militaires, puis à celle de toutes les infrastructures de notre pays, en applaudissant, en ricanant. Nous attendons la délivrance du ciel alors même que la terre se défait sous nos

pieds.

N'est-ce pas dans cette schizophrénie collective que réside toute l'absurdité d'un pouvoir despotique qui se suicide en entraînant avec lui un pays et ses habitants ?

Donald Trump, une fois de plus, piétine le droit international et détourne le faisceau des projecteurs des

dossiers qui lui sont gênants à titre personnel ; Benyamin Nétanyahou tamponne son mandat de Premier ministre pour un autre tour de manège ; ni l'un ni l'autre ne se soucient de la démocratie en Iran ni de l'avenir des Iranien-nes.

Mais le despote Khamenei est mort. Je mets en pause mes principes pour un instant et je danse avec mes compa-

triores. Je danse et je chante à tue-tête, dans la furie générale, avec les mères endeuillées, avec les pères anéantis, avec la rage des dominés, même si je sais que nous n'allons pas danser longtemps. Car bientôt nous aurons d'autres morts à pleurer : les bombes sont là pour nous le rappeler. La guerre propre n'existe pas. Puis nous aurons un pays dévasté

comme héritage.

Un Iran exsangue, empêtré dans des conflits internes, convient parfaitement à Nétanyahou comme à Trump.

Javad Djavahery : L'ayatollah aimait sa femme plus que Dieu, à paraître le 26 mars aux éditions Gallimard.

Le Monde

Blog de billet

Libérons les crayons, par Cartooning for Peace

10 mars 2026

Iran : dans la famille des Guides suprêmes, je veux le fils

Mojtaba Khamenei a été nommé dimanche 8 mars nouveau Guide suprême de l'Iran, pour succéder à son père Ali Khamenei, mort dans des bombardements.

Mojtaba Khamenei a été nommé dimanche 8 mars nouveau Guide suprême de l'Iran, pour succéder à son père Ali Khamenei, mort dans des bombardements. S'il n'a jamais occupé de fonction exécutive officielle, Mojtaba Khamenei est connu comme une figure de l'ombre influente du régime, proche des gardiens de la révolution. Malgré les bombardements américains et israéliens et les mouvements de contestation en Iran, ce choix écarte pour le moment tout espoir de changement. Israël et les Etats-Unis ont déjà mis une cible sur la tête de Mojtaba Khamenei, qui n'est pour l'instant pas apparu en public. Le peuple iranien, qui appelle en grande partie à un renversement du régime, désespère de cette décision qui donne désormais une dimension héréditaire à la dictature religieuse.



Jiho (France) - Cartooning for Peace

The New York Times

Alissa J. Rubin
March 10, 2026

Boots on the Ground — but Whose?

The Kurds have been let down time and again by the U.S. Here's why they might still partner with Americans in Iran.

The U.S. has avoided putting American troops on the ground in Iran so far — but what about Kurdish ones?

It's an option that's been floated in recent weeks. Last week, my colleagues reported that Iranian Kurds based in Iraq, who have been armed by the U.S., are preparing to possibly join the volatile mix in Iran, much as Syrian and Iraqi Kurds partnered with the U.S. in their countries.

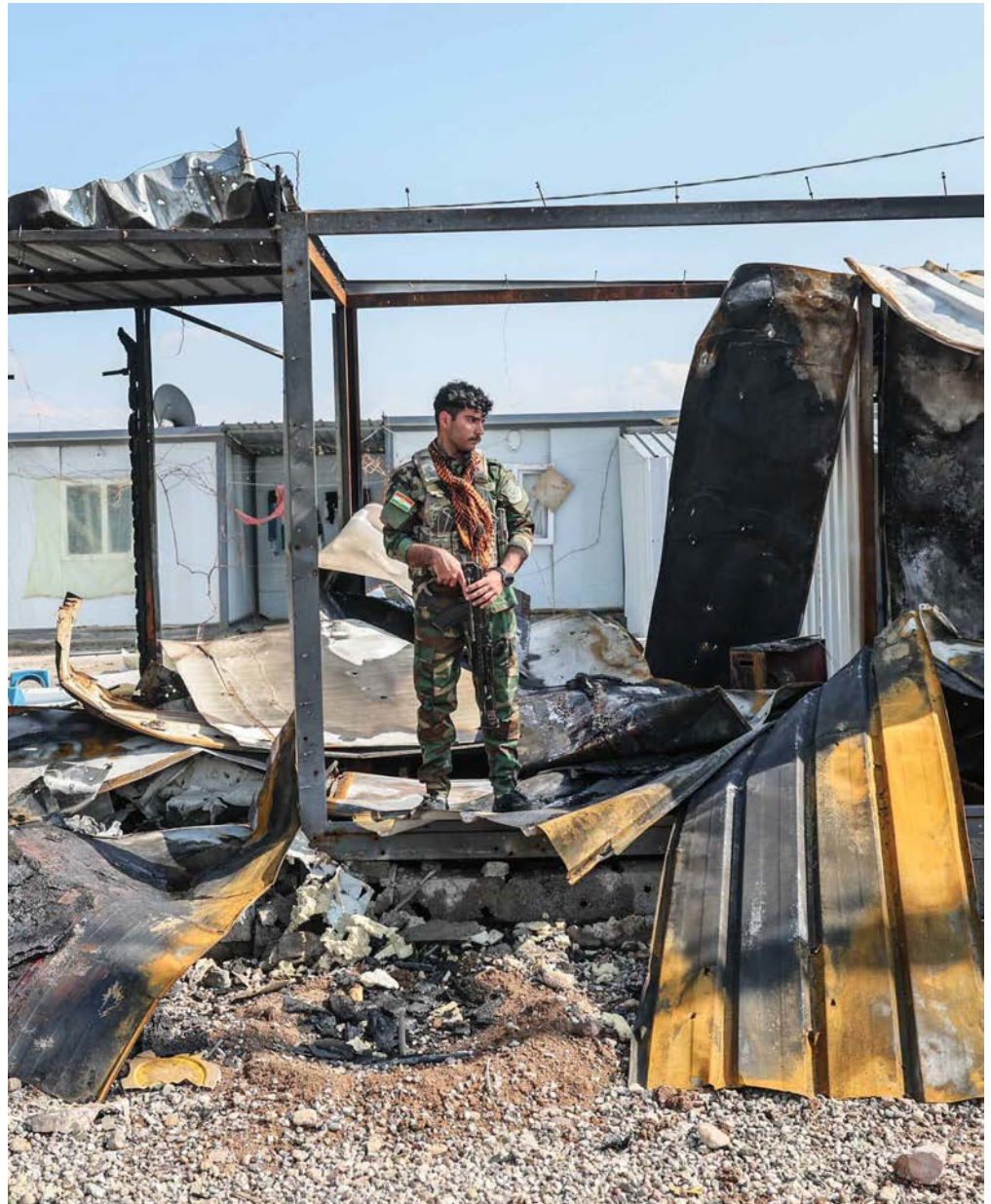
Today my colleague Alissa Rubin, who has reported from across the Middle East, writes about why the Kurds, a stateless ethnic group that stretches across parts of Turkey, Syria, Iraq and Iran, may be prepared to help the U.S. — even though they have been let down in the past.

Why the U.S. and the Kurds can't quit each other

High in the snowy Zagros Mountains, on Iraq's border with Iran, well-camouflaged camps of Iranian Kurdish fighters are preparing to potentially become [the first American-armed "boots on the ground"](#) against the Iranian regime.

Whether they'll ultimately enter the fray is not clear. The White House has denied it is working with or arming the Kurds. In the last week, President Trump publicly welcomed the idea, only to reject it a couple of days later.

But if they were to enter, it would be in keeping with the U.S.'s approach to the region. The U.S. has a fraught six-decade history with the Iraqi



A Kurdish fighter in Erbil, Iraq, this month after an Iranian drone attack. Sedat Suna/Getty Images

Kurds, and more recently, with the Syrian Kurds. In each case, the U.S. looked to partner with local forces who had experience with the enemy and the terrain; in each case, the Kurds fought alongside the U.S. in the hopes of gaining support for autonomy within their respective countries, only to be disappointed.

There are risks for each side this time around as well. But each is contemplating the partnership for the same reasons that have brought the U.S. and Kurdish groups together before.

For the Kurds, a partnership with the U.S. remains their best chance at a long-held —

if aspirational — dream to have their own country. For the U.S., the Kurds are so often the partner of choice in the region partly because of their prowess as fighters, but also because their very status as a people without a state makes them convenient allies who can be dropped when necessary.

"The U.S. remembers the Kurds in situations when they need an ally," because the Kurds have experience and arms, said Yunus Abakay, a Turkish Kurd and a fellow at the Institute of Arab and Islamic Studies at the University of Exeter. But they're also non-state actors, who have no protection under international law, he said. "The U.S. can ask them to do something and when it's done, walk away."

The Kurds, he said, are "inexpensive political assets."

Iranian Kurdish fighters have maintained a base in Iraq. Sedat Suna/Getty Images

Betrayals and resentments

That the U.S. is considering the tactic of using Iranian Kurdish fighters in exile in Iraq has echoes from history. In the early 1970s, the [U.S. worked with the C.I.A. and Iran](#) — then ruled by the shah — to smuggle arms through the mountains to Iraqi Kurds, to bolster an internal rebellion against Saddam Hussein. It did so again in the 1990s,

when the U.S. began efforts to oust Hussein.

What came in 1991, however, is viewed by many Kurds as a profound betrayal: After the Persian Gulf war, the U.S. urged the Iraqi people to rise up to overthrow Hussein's regime — and then stood by as the Kurds staged uprisings and were killed by the tens of thousands. Eventually, the U.S. and its allies imposed a no-fly zone in northern Iraq, and the Iraqi Kurds won some of what they set out to achieve — a semiautonomous area — but at the cost of thousands of lives.

In Syria, the U.S. turned to the Kurds in 2014-15 to help in the dangerous fight against the Islamic State. The Syrian Kurds hoped that this U.S. trust signified broader support for their de facto rule of their patch of northeast Syria. But after 12 years of working together, the U.S. abruptly ended the relationship in January, [deciding to back the new Syrian government instead](#). Syrian Kurds I've spoken to are still deeply resentful.

Some advice from Syrian Kurds

We don't know that much about the thinking behind the C.I.A.'s previous help to arm the Iranian Kurds, or what the administration might be thinking about encouraging a broader Kurdish incursion.

One Iranian Kurdish official told my colleagues that the hope is, once an insurgency is launched, inside Iran, it will embolden local residents to rise up against the government — especially now that it has been battered by relentless Israeli and American bombing.

For the U.S., the risk is that the gambit backfires and rather than inspiring the opposition, the Iranian Kurdish presence splits it. The Kurds' aspiration to self-determination within Iran might be embraced by other ethnic minorities, but it is viewed with suspicion, if not hostility, by most of the Iranian opposition to the regime, the majority of whom are Persian. [Two weeks ago](#), Reza Pahlavi, the former Shah of Iran's son, who has promoted himself as a poten-

tial new leader, charged the Kurds with being "separatists" and endangering Iran's "territorial unity."

It's also not just a matter of getting the Iranian Kurds on board. The Kurds are not a monolith; depending on where they live — in Syria, Turkey, Iraq or Iran — they have very different priorities. Iraqi Kurds are wary about drawing the ire of the Iranian regime by allowing the Iranian Kurds to use Iraqi territory. For Syrian Kurds, bitter about the U.S.'s recent abandonment, there is little talk of any official collaboration, despite a deep cross-border sympathy.

But there is nothing to stop individuals from joining and many I've spoken to seem torn between their loyalty to fellow Kurds and anger at the Americans. They had some advice for the Iranian Kurds for the weeks to come.

"Don't make the mistakes we made," said one Syrian Kurd, Fidan Kobani, 30, adding, "Which was to believe in the Americans, and depend on them."

Le Monde

Ghazal Golshiri, Madjid Zerrouky
10 mars 2026

Iran : le bombardement des infrastructures civiles vise à mettre le pays à genoux

Les frappes américano-israéliennes, qui endommagent les infrastructures de transport et les sites industriels et pétroliers de l'Iran, en plus de ses installations militaires, visent à dégrader sa puissance régionale, sans chercher un effondrement complet du régime.

Nuit après nuit, les habitants de Téhéran qui ont choisi de rester dans la capitale décrivent des bombardements d'une grande intensité. Dans la nuit du 9 au 10 mars, sur des images diffusées sur

les réseaux sociaux, une lueur bleutée apparaît brièvement dans le ciel. Certains internautes estiment qu'elle pourrait être liée à des attaques contre des installations électriques. L'électricité est ensuite coupée dans

certaines quartiers de Téhéran et de la ville de Karadj, avant d'être rétablie. Depuis le 28 février, date du premier jour de la guerre, les frappes américano-israéliennes se sont intensifiées, touchant non seule-

ment des cibles militaires, mais aussi des infrastructures civiles. Cette stratégie est désormais assumée par Israël. Lundi 10 mars, le compte persan des forces armées israéliennes annonçait une « vaste vague d'at-

taques contre les infrastructures du régime terroriste iranien à Téhéran ». Ecoles, hôpitaux et dépôts de carburant sont désormais au cœur d'un conflit qui dépasse de loin le seul objectif de démantèlement du programme nucléaire iranien.

Ce même jour, après onze jours de guerre, l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA) recensait au moins 1 262 civils tués par les bombardements américano-israéliennes, dont 200 enfants. Les services d'urgence de la capitale ont comptabilisé 460 morts et 4 309 blessés à Téhéran. Un bilan provisoire, en hausse quotidiennement. Jamais le pays n'avait été confronté à une campagne de bombardements aussi meurtrière sur une période aussi courte. La « guerre de douze jours », déclenchée le 13 juin 2025 par une attaque israélienne contre l'Iran et conclue le 24 juin par un cessez-le-feu, avait causé la mort de 1 060 personnes à travers le pays, selon les autorités.

Le Croissant-Rouge iranien fait état, lui, de quelque « 10 000 structures civiles endommagées à travers le pays ». Le patrimoine historique n'est pas épargné. A Téhéran, le palais du Golestan, une résidence royale bâtie au XVI^e siècle et classée au patrimoine mondial de l'Unesco, a été endommagé par une frappe. A Ispahan, le palais Tchahel-Sotoun (Quarante Colonnes) et plusieurs sites situés sur la place Naghche Djahan (bâtie au XVII^e siècle) ont également été endommagés par un bombardement qui a visé le bâtiment du gouvernement provincial, selon des images publiées par des médias locaux.

Au moins 13 hôpitaux touchés

Après la mort de 165 personnes – en majorité des écolières et leurs parents, selon les autorités – dans le bombardement par un missile Tomahawk américain d'une école de la ville de Minab au premier jour de la guerre, le

28 février, le Conseil de coordination des associations professionnelles d'enseignants iraniens (CCITTA), un syndicat d'enseignants opposé au régime, a appelé les Etats-Unis et Israël à veiller à ne pas viser les infrastructures scolaires et médicales : « *Les écoles et les hôpitaux doivent être des zones sûres et non militaires ; des lieux d'éducation, de soins et d'assistance, pas des cibles de guerre.* » Interrogé par la presse américaine, Pete Hegseth, le secrétaire à la défense, a annoncé qu'une enquête serait menée sur le cas de l'école de Minab.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au moins 13 hôpitaux et autres établissements de santé en Iran avaient été touchés le 5 mars, au cours de la première semaine des attaques américano-israéliennes. L'OMS a indiqué qu'elle vérifiait des rapports selon lesquels 4 secouristes auraient été tués et 25 autres blessés.

Dans la nuit du 7 au 8 mars, ce sont des dépôts de carburant qui ont été attaqués à travers tout le pays. A Téhéran, celui de Shahrân, dans le Nord-Est, et celui de Chahr-e-Rey, dans le Sud, continuaient de brûler le 9 mars. La veille, les habitants s'étaient réveillés sans être en mesure de distinguer le jour de la nuit, la ville ayant été enveloppée d'un voile de fumée. Dans un mélange de suie et de fines particules issues des explosions, une pluie noire tombait sur Téhéran. Ce 8 mars, l'agence environnementale iranienne et le Croissant-Rouge ont appelé les habitants de Téhéran à rester chez eux, les avertissant que les produits chimiques toxiques libérés par les frappes aériennes sur cinq installations de combustibles fossiles autour de la ville pourraient provoquer des pluies acides et endommager la peau et les poumons.

« *Les dégâts causés aux installations pétrolières en Iran risquent de contaminer la nourri-*

ture, l'eau et l'air – des dangers qui peuvent avoir de graves impacts sanitaires, en particulier pour les enfants, les personnes âgées et celles présentant des conditions médicales préexistantes », a mis en garde, lundi 9 mars, Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. Le vice-ministre iranien de la santé, Ali Jafarian, a, lui, déclaré à Al-Jazira que le sol et les sources d'eau autour de Téhéran commençaient déjà à être contaminés par les retombées des explosions du week-end. Dans un rare aveu d'inquiétude, le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a, lui, averti, le 8 mars, qu'un conflit prolongé pourrait paralyser la production pétrolière de l'Iran : « *Si la guerre continue ainsi, [nous n'aurons] ni les moyens de vendre le pétrole ni la capacité d'en produire* »

Transport civil et militaire

Outre les écoles, les hôpitaux et les dépôts pétroliers, les frappes ont également touché d'importantes infrastructures de transport civil et militaire. L'aéroport de Mehrabad à Téhéran, utilisé tant par l'aviation civile que militaire, a été ciblé à plusieurs reprises et a subi de lourds dommages. Les frappes s'étendent aussi au littoral. Selon des analyses et des images satellitaires, des bases navales iraniennes et les chantiers navals situés dans le sud du pays, notamment à Bandar Abbas-e Abbas et à Konarak, bordant le golfe Arabo-Persique, ont été à plusieurs reprises bombardés.

Au fil des frappes, la nature des cibles s'élargit, passant des installations militaires à des infrastructures industrielles, civiles et économiques, ce qui pourrait affaiblir durablement les capacités de l'Etat iranien. Selon Abdolrasool Divsallar, professeur à l'Université catholique de Milan, « *Israël ne cherche pas seulement un changement de régime, mais un affaiblissement profond de l'Etat, le maintenant absorbé par ses crises*

internes, une instabilité politique, des conflits civils, une émergence de groupes armés, pour limiter sa puissance régionale ».

Dans le même temps, « *l'objectif de Washington est la dégradation de la projection de puissance iranienne plutôt que l'effondrement de l'Etat ou même le changement de régime* », soutient le chercheur. Pour les Etats-Unis, l'Europe et les pays du Golfe, un effondrement total de l'Etat serait, selon Abdolrasool Divsallar, « *trop risqué, comme l'ont montré les exemples de la Syrie et de l'Irak* ».

Pourquoi les journalistes du « Monde » ne peuvent pas être en Iran

La couverture éditoriale des événements en cours en Iran, depuis les premières frappes américano-israéliennes du 28 février, est particulièrement difficile. Comme lors des précédents conflits survenus ces derniers mois entre le régime iranien d'un côté et Israël et les Etats-Unis de l'autre, *Le Monde* ne peut être présent sur place. Depuis juin 2021, date des derniers reportages réalisés en Iran par l'un des journalistes du service International à l'occasion de l'élection présidentielle, nos demandes de visas ont été refusées ou n'ont pas été prises en compte par les autorités de Téhéran. Les entretiens et témoignages sont donc recueillis de Paris par téléphone ou en visio, et les informations en sources ouvertes vérifiées et validées par nos journalistes spécialisés. Nous documentons aussi la situation par le biais d'images satellites et la vérification des vidéos amateurs tournées sur place. Depuis les manifestations antigouvernementales de janvier et la répression massive à laquelle elles ont donné lieu, ce travail est rendu encore plus complexe par la coupure, totale ou très large, d'Internet et des communications sur place, décidée par les autorités iraniennes.



Zoé Vezyroglou
10 mars 2026

Guerre en Iran : cinq footballeuses iraniennes obtiennent l'asile en Australie après avoir refusé de chanter l'hymne national

Guerre en Iran : cinq footballeuses iraniennes obtiennent l'asile en Australie après avoir refusé de chanter l'hymne national

Désignées «traîtres en temps de guerre» par la télévision iranienne, les cinq joueuses et leurs coéquipières risquaient de sévères persécutions si elles revenaient sur le sol iranien dans les prochains jours.

L'asile pour certaines, après des jours d'inquiétude. Cinq footballeuses iraniennes, membre de la délégation nationale envoyée disputer la Coupe d'Asie en Australie, ont obtenu l'asile dans l'île continent, a annoncé le ministère australien de l'Intérieur lundi 9 mars. Une annonce qui fait suite aux demandes formulées par le président américain Donald Trump un peu plus tôt dans la journée, alors que l'inquiétude grandissait quant au sort réservé à la délégation lorsqu'elle reviendrait en Iran.

Les cinq joueuses, dont la capitaine de l'équipe Zahra Ghanbari, se sont vues accorder un visa humanitaire après avoir échappé à leurs gardes du corps et réussi à fuir leur hôtel dans la ville de Gold Coast dans la soirée de lundi, relate le média australien The Age.

«Comble du déshonneur»

Le sort des autres membres de la délégation demeure incertain. Les Australiens «s'occupent déjà de cinq

d'entre elles et le reste suivra», a développé Trump lundi. «Certaines toutefois ont le sentiment qu'elles doivent retourner [en Iran] parce qu'elles ont peur pour la sécurité de leur famille», a-t-il précisé, en ajoutant que le dirigeant australien faisait «un très bon boulot dans cette situation assez délicate». Mardi 10 mars, le ministre de l'Intérieur australien, Tony Burke, a assuré lors d'une conférence de presse que l'«offre reste valable aux autres membres de l'équipe», tout en prévoyant qu'il «est tout à fait possible, voire probable, que toutes les femmes de l'équipe ne décident pas de saisir l'opportunité que l'Australie leur offre».

Restées silencieuses alors que retentissait l'hymne iranien avant leur premier match du tournoi face à la Corée du Sud, lundi 2 mars, deux jours après l'assassinat du Guide suprême Ali Khamenei, les 26 membres de la délégation iranienne avaient été désignées «traîtres en temps de guerre» par un présentateur de la télévision d'Etat iranienne, Mohammad Reza Shahbazi, qui a vu dans ce mutisme le «comble du déshonneur». Ajoutant la menace à l'insulte, il enchaînait : «Qui-conque prend des mesures contre le pays en temps de guerre doit être traité plus sévèrement.»

Depuis, alors que l'inquiétude augmente autour de leur situation, organisations humanitaires et supporters ont tenté de joindre les joueuses mais en ont été empêchés

par les membres des Gardiens de la révolution qui, rappelle la chaîne ABC, accompagnent l'équipe depuis le début de la compétition. Selon le média américain, les membres du bras armé du régime iranien surveillent toute communication des joueuses avec l'extérieur, les forcent à rester dans leur hôtel et les escortent partout où elles se rendent. Dimanche, des centaines de supporters se sont ainsi réunis autour du bus de l'équipe féminine devant le stade de Gold Coast, où elle avait disputé son dernier match, pour appeler à «sauver nos filles» et à les «laisser sortir» du véhicule, et témoigner leur «soutien» tout en demandant un «changement de régime pour l'Iran».

«Elles risquent de graves conséquences»

Les menaces de la télévision d'Etat à l'encontre des joueuses ont été prises très au sérieux par Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran et figure de l'opposition en exil, qui a dénoncé de «fortes pressions» et des «menaces de la République islamique». Les joueuses, qui ont été forcées de chanter l'hymne lors des deux matchs suivants (contre l'Australie puis les Philippines) selon CNN, «risquent de graves conséquences si elles retournent en Iran», a alerté sur X le fils du chah déchu, appelant le pays organisateur «à assurer leur sécurité et à leur apporter tout le soutien nécessaire».

En effet, toute opposition au

régime des mollahs étant fermement réprimée sur le sol iranien, comme en témoigne la répression sanglante des manifestations anti-gouvernement au mois de janvier, le geste de l'équipe féminine aura probablement de lourdes répercussions, alerte Amnesty International. Militant de l'ONG, Zaki Haidari a averti du risque de persécution auquel elles seraient confrontées de retour chez elles, déclarant que «certaines des membres de l'équipe ont probablement déjà vu leur famille menacée».

Alors qu'il affirme que «les autorités iraniennes les arrêteront et les poursuivront en justice dès leur arrivée, comme elles l'ont toujours fait», le militant a ainsi appelé auprès d'ABC à ce que «l'asile leur soit accordé» en Australie. De son côté, Donald Trump a également prié le Premier ministre australien de ne pas renvoyer les joueuses sur le sol iranien : «Ne le faites pas, accordez leur l'asile. Les Etats-Unis les accueilleront si vous ne le faites pas», avait-il promis lundi sur son réseau Truth Social.

«Nous avons hâte de rentrer»

L'entraîneuse de l'équipe, Marziyeh Jafari, qui n'a pas commenté la situation durant le tournoi et préféré «se concentrer sur le match lui-même», avait pour sa part finalement déclaré vouloir «rentrer en Iran dès que possible». «Je veux être avec mon pays et avec tous les

Iraniens qui y vivent. Nous avons hâte de rentrer», avait-elle déclaré au nom de toute son équipe.

En réaction, la Fifpro, organisation mondiale en charge de représenter les footballeurs

professionnels, a déclaré qu'il «se peut que certaines joueuses souhaitent rentrer, mais également que d'autres souhaitent demander l'asile ou rester plus longtemps en Australie», en assurant faire

le nécessaire pour placer en premier plan «les intérêts des joueuses». Les cinq joueuses iraniennes qui se sont évadées sont désormais sous la protection de la police australienne.

Mise à jour à 10h12 avec ajout d'informations sur la fuite des cinq joueuses auxquelles un visa a été accordé en Australie



March.10,2026

Kurdistan Region hit by over 200 drones, missiles in 10 days of war

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region has been targeted by 210 drones and missiles in the first 10 days of the war involving Israel and the United States against Iran, killing four people and wounding 19 others, according to monitoring by Rudaw, and data from a human rights organization operating in the Region.

The attacks began on February 28, the first day of the conflict, and have continued through early Tuesday, striking multiple locations across the Region.

Figures provided to Rudaw by the human rights organization Community Peacemaker Teams (CPT) show that four people were killed between February 28 and Monday due to the war and related attacks.

Kamaran Osman, head of the human rights department for CPT in the Kurdistan Region, said the casualties included members of Iranian Kurdish political opposition groups and a security worker.

“Due to the attacks, two Peshmerga from the Kurdistan Freedom Party (PAK) in Erbil province, one Peshmerga from the Komala party in Sulaimani province, and one security member at Erbil International



Iranian Kurdish Peshmerga of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) inspect damage at Azadi Camp after an Iranian cross-border attack in Koya, east of Erbil, on March 3, 2026. File photo: AFP

Airport have lost their lives,” Osman told Rudaw on Monday.

CPT said 19 people were wounded during the attacks, including 12 in Erbil province, six in Sulaimani, and one in Duhok.

Among the injured were security personnel and civilians.

Most attacks targeting Iranian Kurdish opposition parties in the Region were carried out by Iran, while Iranian-backed

armed groups have claimed responsibility for the majority of attacks launched against other locations in the Region.

Rudaw's tracking shows that Erbil province was the most heavily targeted, with 183 drones and missiles, followed by Sulaimani with 23, Duhok with four, and Halabja with two.

As of late Monday, the 10th day of the conflict, 181 drone and missile attacks had been directed at Erbil province alone, most of them targeting areas

around the provincial capital.

In the province, drones and missiles landed in several residential areas and near Erbil International Airport. Other locations included Degala, Choman, and Soran.

According to Erbil governor Omed Khoshnaw, many of the projectiles were intercepted “destroyed by air defense systems.”

Sulaimani province experienced fewer attacks, with 23

drones and missiles launched between March 3 and Monday night. The heaviest bombardment occurred on Friday, when six drones targeted the city center.

Impacts in Sulaimani province were recorded in the city itself

as well as some towns and areas, in addition to areas near Peshmerga command forces Unit 70.

In Duhok province, Rudaw recorded three attacks involving four drones. One strike on

March 5 targeted the Sarsang oil field, operated by the US-based HKN Energy, forcing the suspension of oil production at the site.

Halabja province saw the fewest attacks. On Friday, two

drones struck Shinwe Mountain, targeting communication towers belonging to Asiacell and Korek Telecom, according to Rudaw information.

Le Monde

Nicolas Bourcier,
Pauline Gauer
10 mars 2026

Depuis l'Irak, les combattants kurdes iraniens espèrent la chute de la « dictature honnie » à Téhéran

Les faitsEntre 4000 et 5000 soldats kurdes iraniens sont basés au Kurdistan irakien. Ils attendent beaucoup de l'opération américano-israélienne en Iran.

Il a le regard du soldat persuadé que l'heure de la victoire est proche. Assis devant une voiture calcinée et un amas de tôle broyée, surplombant les eaux grises du Grand Zab, le fleuve qui serpente les larges vallées du Kurdistan irakien, Rebaz Sherifi parle de la chute du régime iranien comme d'une évidence : « *L'heure est à la guerre depuis le ciel, celle d'une attaque au sol viendra en son temps et balayera d'un trait cette dictature honnie par toute la population, quelles que soient sa confession ou ses origines.* »

A 38 ans, l'homme est commandant militaire de la base des combattants du Parti de la liberté du Kurdistan (PAK), une des formations kurdes de l'op-

position iranienne, avec près de 1 000 soldats sous ses ordres.

Le camp est un des principaux centres de recrues parmi les Kurdes iraniens qui ont fui leur pays. Situé à une trentaine de kilomètres d'Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan en Irak, ce camp a été ciblé quotidiennement depuis le [28 février, date du début de l'opération militaire des Etats-Unis et d'Israël contre l'Iran](#). Huit drones kamikazes Shahed et un missile balistique se sont abattus ici en l'espace de neuf jours. « *Les drones nous laissent une vingtaine de secondes, prévient le responsable militaire. Les missiles, on ne les entend pas arriver.* »

Face aux risques encourus, Rebaz Sherifi a repositionné ses soldats ailleurs, certains en ville, d'autres dans des camps alentour. « *Mais ils restent prêts. Depuis le temps de l'exil, ils sont plus qu'affûtés.* »

« **C'est nous qui avons poussé Trump à agir !** »

Rebaz Sherifi a fui sa ville natale de Boukan à l'âge de 16 ans, après avoir été repéré par les services de renseignement iraniens. Il distribuait dans les boîtes aux lettres des tracts contre le régime. En Irak, il est devenu responsable jeunesse de son parti. Sa vie a basculé en août 2014, lors de la prise de Mossoul par l'organisation Etat islamique. Le jeune Rebaz a alors rejoint les peshmergas (les combattants kurdes), et combattu en première ligne les djihadistes.

Par deux fois, il a été pris pour cible par des drones iraniens, en 2022, et en juillet 2025, où il a été blessé. Le 21 janvier, en l'espace d'une heure, trois drones sont venus frapper la base, tuant un soldat. « *Peu avant et pendant les massacres de masse commis par le pouvoir iranien à partir des 8 et 9 jan-*

vier, nos agents infiltrés du PAK se sont livrés à des attaques dans différentes villes du pays », dit-il, avant d'ajouter, en souriant : « *C'est nous qui avons poussé Donald Trump à agir !* »

Lorsqu'on évoque, devant lui, les revirements de la Maison Blanche au sujet des Kurdes – jeudi, le président américain a déclaré qu'il serait « *formidable* » s'ils envisageaient d'attaquer l'Iran, avant de se raviser en expliquant que le « *conflit [était déjà] suffisamment compliqué* » –, le commandant hausse à peine les épaules. « *La situation ne se gère pas sur un tweet de Trump.* »

Il l'assure néanmoins : « *On l'aime beaucoup, le président américain.* » Selon lui, la Maison Blanche a conscience du fait que « *si les opérations américano-israéliennes s'arrêtaient, l'Iran deviendrait la puissance dominante dans tout le Moyen-Orient* ». Pour cette raison, il se dit per-



PAULINE GAUER POUR « LE MONDE »

suadé que Washington ne reculera pas. Pour l'heure, admet-il cependant, son unité n'a reçu aucune aide, ni des Américains ni des Israéliens, que ce soit en matière d'armement, de logistique ou de renseignement militaire.

Unifier l'opposition à Téhéran

Même son de cloche, une demi-heure de route plus loin, à Tobzaoua, sur la base des combattants kurdes iraniens du parti Sazman-e Khabat, l'Organisation de lutte du Kurdistan d'Iran qui, avec le PAK, a formé, le 22 février, une alliance inédite de six forces politiques kurdes, avec l'objectif d'unifier l'opposition au régime iranien. Ici, c'est un drone tiré depuis la région de Mossoul, où s'infiltrèrent des milices pro-iraniennes, qui a atterri sur les cuisines, jeudi 5 mars vers 19 heures, juste après le dîner de rupture de jeûne (iftar) du ramadan. L'explosion a fait deux blessés et des dégâts matériels. La frappe est

venue s'ajouter au décompte effectué par les équipes communautaires de maintien de la paix locales, qui ont recensé, depuis le début du conflit, 196 attaques (drones, missiles balistiques et roquettes) contre la région du Kurdistan irakien. Parmi celles-ci, 162 (82,65 %) ont eu lieu dans le gouvernorat d'Erbil.

Commandant de la base, Shorsh Hazy, est venu lui aussi très jeune en Irak. Trois de ses oncles ont été exécutés par le régime de Téhéran. Il se souvient très bien des effusions de joie qui ont éclaté, en 2003, à la chute de Saddam Hussein et de son régime, renversés par les troupes américaines. On venait enfin de mettre un point final à des décennies d'horreur et de répression contre les Kurdes. Des portraits du président américain George W. Bush (2001-2009) étaient même brandis dans les rues du Kurdistan irakien, d'Erbil à Souleimaniyé.

« Les Américains nous ont

aidés à survivre, c'est aussi simple que cela, dit Shorsh Hazy. *Certes, ils nous ont lâchés à de nombreuses reprises, mais ils sont les seuls à avoir agi en notre faveur.* » A 47 ans, ce soldat en habit traditionnel des peshmergas sait que, depuis plus d'un demi-siècle, les Kurdes ont été utilisés pour des actions militaires, puis trahis par les Etats-Unis. Ce fut le cas en 1975, quand les Américains les ont laissés sans protection face à l'offensive irakienne. En 1991, lorsque George Bush père a appelé à un soulèvement sans leur venir en aide. Et de nouveau cette année, quand Donald Trump a coopéré avec le gouvernement de Damas, lâchant les forces kurdes du Rojava. « *Nous sommes contents quand ils aident et, quand ils ne le font pas, on se dit qu'ils doivent avoir leurs propres intérêts ailleurs* », glisse Shorsh Hazy, dans une sorte de fatalisme.

Le 28 février, lors des premières frappes sur l'Iran,

lui et ses hommes ont explosé de joie. Plus d'une semaine après, Shorsh Hazy est, lui aussi, convaincu que le régime ne tient plus qu'aux pas-darans, les gardiens de la révolution, et que tous les Iraniens souhaitent sa disparition. Toutefois, comme le commandant du PAK, il refuse de franchir la frontière toute proche et d'engager ses hommes en l'état : « *Il faut attendre, ce n'est pas encore le moment. Si on y va, il y aura un génocide de notre peuple en Iran.* »

Une manière implicite de reconnaître l'infériorité en armes et en nombre des groupes kurdes en Irak, estimés entre 4 000 et 5 000 combattants et combattantes. Bien trop peu pour renverser le régime encore en place. Et même s'il y avait un effondrement du pouvoir dans les régions de l'ouest de l'Iran, où vit la minorité kurde du pays, Téhéran serait encore loin, trop loin pour être ainsi renversé.

En Syrie, un haut commandant kurde nommé ministre adjoint à la défense

Sepan Hamo a participé aux négociations ayant abouti à l'accord entre l'Etat syrien et les Kurdes, conclu fin janvier, qui vise à intégrer les forces et les institutions kurdes à l'Etat central.

Le gouvernement syrien a nommé, mardi 10 mars, un haut commandant des forces kurdes, Sepan Hamo, au poste de ministre adjoint à la défense, en application de l'accord conclu entre l'Etat syrien et les Kurdes fin janvier.

Sepan Hamo a été l'un des fondateurs et a dirigé les puissantes Unités de protection du peuple (YPG). Il a participé aux négociations avec Damas ayant abouti au texte qui vise à intégrer les forces et les institutions kurdes à l'Etat central.

Il a été nommé « *adjoint au ministre de la défense pour la région Est* », qui correspond aux zones sous contrôle kurde, a déclaré un responsable du ministère, Assem Ghalioun, cité par les médias officiels. Les YPG constituent l'ossature des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui ont été le fer de lance de la lutte contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI), défaits en Syrie en 2019.

Gouverneur kurde à Hassaké

L'accord de janvier, annoncé après des mois d'impasse et



Des passants près du Palais des congrès, le jour où le président syrien, Ahmed Al-Charaa, assiste à la conférence du ministère des biens religieux intitulée « L'unité du discours islamique », à Damas, le 16 février 2026. KHALIL ASHAWI / REUTERS

de violents combats, porte un coup aux espoirs d'autonomie des Kurdes, qui contrôlaient de vastes zones du nord et du nord-est de la Syrie, avant de se retirer d'une partie.

Il prévoit que les forces de sécurité de Damas se déploient dans la zone autonome kurde, établie par cette minorité au cours de la guerre

civile (2011-2024), et que les FDS soient regroupées au sein d'une division de l'armée syrienne, constituée de trois brigades.

En vertu de l'accord, les Kurdes devaient en outre proposer des candidats pour les postes de ministre adjoint de la défense et de gouverneur de leur bastion de Hassaké.

Fin février, Damas avait nommé un gouverneur kurde pour cette province, Nour Al-Din Ahmad Issa.

Le président syrien, Ahmed Al-Charaa, qui a renversé à la tête d'une coalition islamiste Bachar Al-Assad en décembre 2024, est déterminé à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire syrien.

The New York Times

March 10, 2026

New Supreme Leader Inherits Sprawling, Secretive Office That Dominates Iran

His father, Ayatollah Ali Khamenei, had turned what was traditionally a religious affairs office into a shadowy national security juggernaut.

In the political annals of the Islamic Republic of Iran, one of the first notorious public episodes involving Mojtaba Khamenei, the man just named as the country's new supreme leader, occurred during the 2005 presidential election.

After a dark-horse candidate, Mahmoud Ahmadinejad, surged abruptly into a runoff and eventual victory, the reformist politician who unexpectedly lost wrote an open letter to the supreme leader accusing his son Mojtaba of manipulating the vote.

"You are well aware that the unwise intervention of the relatives and aides of some religious and political officials in the past has had a very negative consequence," the opposition candidate, Mehdi Karubi, wrote in the letter, published by two newspapers that were forced to suspend publication afterward.

Ever since, Mr. Khamenei has had the reputation of operating in the shadows, using the power of his father's office to manipulate events in the Islamic republic in favor of the hard-line faction.

That headquarters of the supreme leader, which he is now inheriting from his father, Ayatollah Ali Khamenei, has always played an outsize role in the country's affairs.

Iranians holding posters of Mojtaba Khamenei and his father to show their support for the new supreme leader in Tehran on Monday. Arash Khamooshi for The New York Times



Mojtaba Khamenei, the son of the former supreme leader Ayatollah Ali Khamenei, in Tehran in 2019. Rouzbeh Fouladi/Agence France-Presse — Getty Images

In the 37 years that the elder Mr. Khamenei ruled before being killed in an American and Israeli attack, he transformed the office from a traditional religious affairs bureau with a political cast into a national security juggernaut with oversight of the military, intelligence, the economy, foreign affairs and, of course, the clergy.

"Under Khamenei, it became a complete security, political and economic state within a state," said Saeid Golkar, a political science professor at the University of Tennessee who coauthored [a report](#) by United Against Nuclear Iran last January about the transformation.

Mojtaba Khamenei, 56, the second of four sons, was al-

ready considered the "mini supreme leader" advising his father on the office's web of operations, Mr. Golkar added. His three brothers also worked there in advisory roles.

President Trump has said that his assault on Iran should give him a role in picking the country's next leader. Asked about the younger Mr. Khamenei on Monday, Mr. Trump said, "We think it's going to lead to more of the same problems for the country, so I was disappointed." Analysts considered the choice a sign of the regime's seeking continuity amid the tumult of the war.

The name of the office is Bayt-e Rahbari in Farsi, meaning the House of the Supreme Leader, often known simply as the Bayt.

In Shiite Islam, tradition dictates that an ayatollah should establish a bayt to interact with followers on religious questions and to organize matters like charity. A son is often delegated to run it.

Ayatollah Ruhollah Khomeini, the founder of the Islamic Revolution, added a political element to that model. When the ayatollah began fading before his death in 1989, his son Ahmad Khomeini became his gatekeeper. That prompted considerable grumbling about excessive interference by the Bayt, especially after Ahmad was accused of torpedoing as too liberal the main candidate expected to succeed Ayatollah Khomeini.

The secretive Bayt that the next leader, Ayatollah Khome-

nei, established was on a different order of magnitude. While the previous Bayt had dozens of employees, said Mr. Golkar, 4,000 people now work there, and 40,000 more are affiliated throughout the government.

Ayatollah Khamenei created mirror offices for every government ministry, appointing powerful deputies for foreign affairs, education, cultural affairs and other departments who were all given a mandate to ensure that government policy conformed to his wishes. Other teams steer military and intelligence matters. Mr. Trump imposed [sanctions](#) on the supreme leader's office in 2019.

Lacking venerable religious credentials or popular support when he became supreme leader in 1989, Ayatollah Khamenei set about consolidating his power through the security services and his Bayt.

Given his reliance on the security services to crack down on increasingly frequent waves of dissent, including fatally shooting thousands of street protesters months ago, Ayatollah Khamenei had surrounded himself with the military commanders of the [Islamic Revolutionary Guards Corps](#).

The religious weight of the office declined further with the younger Mr. Khamenei's appointment, said Behnam Ben

Taleblu, a senior fellow at the Foundation for Defense of Democracies in Washington. The son is a mid-ranking cleric, even if official statements immediately started referring to him as an "ayatollah."

"Neither Khamenei was religiously qualified for the position, and it is almost certain that the new supreme leader will emulate his father and cultivate security ties," said Mr. Taleblu.

The son is considered even more entwined with the Guards, particularly since he vetted the appointments of the latest generation of commanders and his history with them goes back to his teenage

years, when he served in a noncombat role toward the end of the Iran-Iraq war, said Mr. Golkar.

Mojtaba Khamenei, who was 22 when his father took over as supreme leader, matured within the Bayt. Throughout those years, the regime's authoritarian bent has increasingly overshadowed the theocracy that first emerged from the 1979 Islamic Revolution.

"Iran has already moved from a theocratic regime to the theocratic security system under Khamenei, and now it is moving toward a more complete security state under Mojtaba," said Mr. Golkar.

Le Monde

Piotr Smolar
10 mars 2026

Pete Hegseth, incarnation de la guerre de Donald Trump en Iran

Le secrétaire d'Etat à la défense, ancien présentateur de Fox News, défend avec ardeur l'opération contre la République islamique. Sans expérience du commandement militaire, il fait fi des règles d'engagement et met en avant la toute-puissance américaine.

S*Béni soit l'Eternel, mon rocher, qui exerce mes mains au combat et mes doigts à la bataille.* » Personne ne s'est étonné, mardi 10 mars, lorsque le secrétaire à la défense, Pete Hegseth, cite le livre des Psaumes au terme de son propos introductif devant les journalistes. Il s'agissait de la troisième conférence de presse commune avec le chef d'état-major des forces armées, le général Dan Caine, sur la guerre commencée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran. A écouter Pete Hegseth, la langue anglaise manque de superlatifs pour caractériser l'écrasement de l'ennemi, tant

il les épuise.

Le contraste entre les deux hommes est flagrant. Le général Dan Caine apparaît sobre, courtois et factuel, sans aucune emphase. Il trouve les mots pour parler des soldats disparus, et reconnaît la résistance iranienne. A ses côtés, Pete Hegseth, 45 ans, apparaît agité, belliqueux, confondant la polémique partisane avec la pédagogie d'une guerre rejetée par une majorité de la population américaine. « Joe Biden [l'ancien président américain] ne savait même pas ce qu'il faisait », lançait-il le 2 mars, après avoir expliqué que Donald Trump avait

« toute la latitude du monde » pour décider du calendrier des combats. « Pas de règles d'engagement stupides, pas d'enlèvement dans la construction d'un Etat, pas d'entreprise de construction de la démocratie, pas de guerres politiquement correctes, résumait-il. Nous combattons pour gagner, et nous ne gaspillons ni temps ni vies. »

Quelques semaines plus tôt, à Nashville (Tennessee), lors d'une convention de médias conservateurs, le secrétaire à la défense vantait la « tradition chrétienne occidentale », dans un monde « assailli par des idéologies étrangères dan-

gereuses et impies qui sèment le doute, le péché, la confusion et la mort ». Le régime iranien lui en fournit aujourd'hui une illustration. S'étant défini dans le passé comme un « néo-conservateur en rémission », Pete Hegseth défend avec ardeur la plus grande opération militaire américaine depuis l'invasion de l'Irak en 2003. Il est, avec Donald Trump, le visage d'une guerre dépourvue de justification pressante, d'objectifs clairs et de stratégie.

Assassinats extrajudiciaires

Jusqu'alors, Pete Hegseth avait brillé par des vidéos vi-

rales où il faisait des pompes et soulevait des haltères, au milieu de soldats. Au département de la guerre – nouvelle appellation affichée, mais non confirmée par le Congrès –, les choses ont changé en un an. Plus de facteur climatique, plus de « saletés woke », plus de programmes d'inclusion et de diversité. Seule compte la « culture guerrière », promue par l'ancien présentateur de Fox News. Sans état d'âme, Pete Hegseth a mis le Pentagone au service de la politique migratoire répressive de Donald Trump. Il a déployé des forces à la frontière mexicaine pour la rendre hermétique, puis facilité l'envoi de la garde nationale à Los Angeles (Californie) et à Washington.

Le secrétaire à la défense a surtout piloté avec un plaisir évident, à l'automne 2025, la campagne de frappes contre des embarcations de trafiquants de drogues dans les Caraïbes. Aucune preuve de chargements et de l'identité des passagers n'a été fournie. Plus de 150 personnes ont été tuées sur une quarantaine de bateaux. Mais Pete Hegseth a défendu ces assassinats extrajudiciaires en arguant du fait qu'il s'agissait de « narcoterrorisme » menaçant l'Amérique. Le 8 mars, le secrétaire à la défense était sur la chaîne CBS, pour parler de l'Iran. Interrogé sur les risques accrus pour les soldats américains, il répondait : « *Les seuls qui devraient s'inquiéter en ce moment sont les Iraniens qui pensent qu'ils vont vivre.* » Les Iraniens, en général. « *Tuer pour le plaisir est une chose maléfique, et Pete Hegseth est un nouvel ange de la mort sinistre que les fascistes MAGA [Make America Great Again] ont lâché au bord de l'abîme* », écrivait, mardi, Steve Schmidt, ancien conseiller républicain du président George W. Bush, puis du sénateur John McCain, dans sa lettre quotidienne. En décembre 2025, l'inspec-



Le secrétaire américain à la défense, Pete Hegseth, et le président américain, Donald Trump, lors du sommet « Bouclier des Amériques » à Miami (Floride), le 7 mars 2026. KEVIN LAMARQUE/REUTERS

teur général (indépendant) supervisant les actions du département à la défense a rendu son rapport sur l'un des scandales ayant marqué cette première année de Pete Hegseth aux manettes : le « Signalgate », du nom de cette messagerie privée sur laquelle de hauts responsables de l'administration ont échangé en mars 2025 au sujet de la campagne de frappes contre les houthistes au Yémen. Un [journaliste de The Atlantic y avait été ajouté par erreur](#). Le conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, fut ensuite remercié par Donald Trump. Mais c'est Pete Hegseth qui partagea des données opérationnelles sur les moyens et les cibles, sans doute pour se vanter.

Purges sans précédent

Cheveux grisonnants peignés vers l'arrière à renfort de gel, un drapeau américain dépassant de la pochette de sa veste, Pete Hegseth est un secrétaire à la défense de podium. Outre son passé de soldat, qui l'a amené notamment en Afghanistan et en Irak, il n'a jamais dirigé la moindre administration, ni même un

déploiement important de troupes, avant de devenir le patron du Pentagone, au budget de 961 milliards de dollars (827 milliards d'euros). Donald Trump l'a choisi d'abord pour ses qualités télévisuelles et ses envolées sur Fox News, dont le président est un consommateur assidu. Il avait promu Pete Hegseth en dépit des nombreux scandales révélés par la presse sur son alcoolisme, ses rapports aux femmes ou la gabegie financière des associations de vétérans qu'il avait dirigées.

Pendant près d'un an, le Pentagone a tourné le dos aux journalistes. Les conférences de presse ont été rarissimes, tandis que Pete Hegseth menait des purges sans précédent parmi les hauts gradés, à la recherche du moindre indice de supposé gauchisme ou déviance « woke ». De nouvelles règles, inacceptables, ont été fixées aux médias traditionnels pour rester accrédités au Pentagone. En octobre 2025, ils ont refusé de signer le document officiel de 21 pages et ont fait leurs cartons. Ils ont été remplacés par des influenceurs, idéologiquement compatibles. Parmi

eux : l'ancien représentant Matt Gaetz (Floride), tombé en disgrâce pour scandale sexuel, devenu présentateur de la chaîne en ligne One America News Network, ou bien l'islamophobe conspirationniste Laura Loomer.

La guerre en Iran a contraint le Pentagone à renouer avec une communication plus traditionnelle. Les journalistes sont revenus dans le bâtiment. Soudain, les questions sont redevenues incisives, et Pete Hegseth, irritable et agressif. Le 4 mars, il accusait la presse de distorsion, en se focalisant sur les premiers morts américains. « *Lorsque quelques drones [iraniens] passent ou que des choses tragiques surviennent, ça fait la une des journaux. Je comprends, la presse ne veut qu'une chose, donner une mauvaise image du président, mais pour une fois essayez de rapporter la réalité. Les termes de cette guerre seront fixés par nous à chaque étape.* » Comment ne pas voir un signe d'arrogance ou d'aveuglement, dans ce sentiment de pouvoir tout maîtriser : l'entrée dans un conflit, son déroulement et sa conclusion.



March.10,2026

Baghdad says will export oil to Turkey 'without passing through Kurdistan Region'

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi Oil Minister Hayyan Abdul-Ghani said on Monday that within "one week" Iraq will begin exporting oil "directly" from Kirkuk to Turkey "without passing through the Kurdistan Region," according to the state-run Iraqi News Agency (INA).

"The Iraqi-Turkish pipeline for transporting Kirkuk oil, with a capacity of 200,000 to 250,000 barrels per day, is currently undergoing final testing and qualification," Abdul-Ghani said.

Abdul-Ghani was referring to the 48-inch Baiji-Fishkhabour pipeline, which has the capacity to export up to one million barrels of oil per day. The pipeline has been out of service since suffering extensive damage in 2014 when the Islamic State (ISIS) seized

large areas of northern Iraq. It stretches from Salahaddin and Kirkuk provinces to Fishkhabour, where it connects to Turkey's section of the Iraq-Turkey Pipeline (ITP).

"Only about 100 kilometers remain to undergo hydrostatic testing within a week, which will allow oil to be pumped directly from the Kirkuk fields into the pipeline without passing through the Kurdistan Region," the federal oil minister said.

Disputes between Baghdad and the Kurdistan Regional Government (KRG) have intensified in recent days over Iraq's request to export oil through the Kurdistan Region's pipeline to Turkey, as well as long-standing financial disagreements and recent security concerns in the Region. Baghdad earlier accused Erbil of refusing a request to

export up to 300,000 barrels of oil per day through the pipeline, in addition to roughly 200,000 barrels produced in the Kurdistan Region.

The KRG's Ministry of Natural Resources on Sunday dismissed Baghdad's claims, accusing the federal oil ministry of «distorting facts» regarding the export of oil through the Region's pipeline to Turkey's Ceyhan port.

The Kurdish ministry insisted Baghdad is maintaining a "suffocating embargo" on the Kurdistan Region and has failed to "confront" attacks by Iran-aligned armed groups in Iraq targeting the Region's energy infrastructure.

The dispute comes as oil exports from the Kurdistan Region have largely halted following repeated drone and missile attacks on energy infrastructure. The strikes have

been blamed on pro-Iran armed groups in Iraq, which say the attacks are linked to Tehran's confrontation with Washington and Tel Aviv.

Abdul-Ghani added that Iraq's crude oil production currently stands at about 4.4 million barrels per day, in line with its OPEC quota. However, he said "military operations in the Gulf and the closure of the Strait of Hormuz led to the cessation of Iraqi oil exports days after the outbreak of war in the region."

"Current production ranges between 1.5 and 1.6 million barrels per day to meet the needs of refineries and power plants," the oil minister said. "Oil and gas products are currently meeting domestic demand despite the halt in exports and the impact on oil revenues."



Laurent Perpigna Iban
11 mars 2026

«Nous refusons de servir de chair à canon» : en Iran, les Kurdes pris entre deux feux

Pressée par Washington d'engager ses forces contre la république islamique, l'opposition kurde se voit entraînée dans une guerre qui pourrait bien se retourner contre elle, notamment en cas de rétropédalage américain et de maintien du régime des mollahs.

C'est un scénario qu'ils espéraient autant qu'ils le redoutaient. Massés à la frontière occidentale de la république islamique, les 8 à 10 millions de Kurdes d'Iran se retrouvent, depuis le début de cette nouvelle séquence guerrière, pris en étau : d'un côté, les forces armées d'un pouvoir vacillant solidement implanté

dans la région ; de l'autre, les bombardements américains et israéliens massifs sur les positions du régime.

Si les Kurdes sont habitués à vivre sous état de siège – les intéressés rappellent à l'envi qu'ils subissent une situation d'oppression et d'effacement de leur identité bien anté-

rieure à l'établissement de la république islamique en 1979 –, l'absence d'opposition structurée en Iran fait d'eux un maillon clé dans les calculs stratégiques d'Israël et des Etats-Unis. Et, par conséquent, une cible de choix pour le régime.

Difficilement joints par télé-

phone, des habitants évoquent des scènes «*terifiantes*» dans les villes de l'ouest iranien. «*Les bombardements sur leurs bases sont continus, donc les forces armées du régime évitent au maximum d'y rester et ont envahi nos rues. Nous sommes cloîtrés chez nous, nous ne sortons plus, presque tous les commerces sont fermés*», explique Rojda*, 40 ans, habitante de Saqqez.

«Cet endroit était un abattoir»

Pour autant, l'espoir semble, en dépit de peurs tenaces, irriguer les cœurs : «*Lorsque le bureau des services de renseignements a été touché dans ma ville, j'ai ressenti une profonde joie, comme si une rage accumulée pendant des années s'était enfin apaisée en moi. Cet endroit était un abattoir, dans lequel j'ai été moi-même détenu*», explique un habitant de Mahabad, joint également par téléphone.

Comme le précise toutefois Jila Mostajer, cofondatrice de l'organisation de défense des droits humains Hengaw, ces bombardements mettent surtout en péril la vie des locaux : «*Selon notre décompte, plus d'une cinquantaine de civils ont déjà été tués dans les bombardements. Les provinces kurdes sont surmilitarisées depuis longtemps, elles sont donc particulièrement ciblées*.»

La région est devenue ligne de front, non sans raison : le pouvoir iranien, extrêmement méfiant et véhément envers les minorités, n'a pas oublié que l'incendie national provoqué par la mort de la jeune Mahsa Jina Amini, en septembre 2022 dans un commissariat de Téhéran, a été allumé au Kurdistan ira-

nien. Un mouvement porté par un slogan désormais planétaire, «Femme, vie, liberté», et qui s'est structuré politiquement depuis l'Irak, où une myriade d'organisations politiques se sont exilées à partir du début des années 1980.

Parmi elles, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI, créé en 1945), les formations communistes de Komala, le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK, d'inspiration nationaliste), ou encore le très puissant PJAK, franchise iranienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Une multiplicité de groupes armés qui traduit davantage la forte politisation de la société kurde que de profondes divergences idéologiques : tous aujourd'hui se disent en faveur d'une solution démocratique et fédérale pour l'Iran, renvoyant dos à dos le régime iranien et le fils du chah défunt, Reza Pahlavi. Après des décennies en ordre dispersé, ils ont fini par faire front commun avec un accord historique de coopération signé le 22 février, afin d'apporter une réponse collective aux enjeux brûlants.

Quel rôle pour l'opposition armée ?

La dynamique est davantage politique que militaire, bien que ces formations n'aient jamais renoncé à un armement à vocation défensive. Mais c'est bien sur ce point que s'est opéré ces derniers jours un revirement majeur, l'administration américaine, toujours sans stratégie claire dans sa guerre, voyant dans la présence de ces milliers d'hommes et de femmes un possible facteur de déstabilisation du régime. Donald Trump l'a d'ailleurs claire-

ment exprimé – par surprise, selon nos sources – revendiquant l'ouverture de canaux de communication et laissant envisager un retour des groupes armés sur le territoire iranien.

«*Ces fuites exercent une pression sur les Kurdes afin de les pousser à choisir un camp, tout en signalant à Téhéran que les régions kurdes constituent un levier stratégique*», estime Kamal Chomani, doctorant à l'université de Leipzig et fondateur du média en ligne *The Amargi*. Un jeu particulièrement dangereux, qui en plus de nourrir une hostilité chez de nombreux Iraniens qui pourraient y voir une volonté séparatiste, exposerait les Kurdes en cas de revirement américain. «*Ces puissances ont tendance à prioriser leurs propres intérêts une fois la menace écartée, laissant souvent les Kurdes de côté*», poursuit Kamal Chomani. *Cela risque de reproduire un schéma bien connu : les Kurdes sont considérés comme stratégiques en période de crise, puis abandonnés lorsque les grandes puissances ont atteint leurs objectifs.*»

Les partis kurdes semblent néanmoins bien conscients du péril, comme l'explique Ehwen Chiako, membre du conseil du PJAK : «*Nous avons le droit de chercher un soutien international et de profiter de l'affaiblissement de la république islamique pour atteindre notre objectif, qui est l'établissement d'un Iran démocratique et décentralisé. Cependant, il nous faut agir avec vigilance et lucidité. Nous ne voulons pas servir de chair à canon.*»

La crainte d'un nouveau bain de sang

Face à ces réticences, Donald Trump a effectué samedi 7 mars un rétropédalage en règle, expliquant que l'entrée des groupes kurdes ne se ferait finalement pas, la situation en Iran étant déjà «assez complexe». Un discours contredit par une réalité plus crue : les groupes kurdes, sans aucune garantie et échaudés par le «lâchage» récent de leurs pairs en Syrie n'ont pas consenti à suivre le président américain dans sa stratégie pour le moins aventureuse.

Reste que le point de non-retour semble néanmoins atteint : considérés par Téhéran comme des traîtres à la solde des Etats-Unis et d'Israël, sans qu'une quelconque aide logistique soit prouvée, ils sont désormais au cœur de la tempête. «*La répression pourrait s'intensifier fortement, avec une véritable punition collective*», prévient Kamal Chomani. *Souvenons-nous qu'au cours des années 80, Saddam Hussein a accusé les Kurdes de soutenir l'Iran pendant la guerre Iran-Irak, et a utilisé une force brutale pour écraser la résistance kurde, allant jusqu'à employer des armes chimiques. Un scénario similaire pourrait se produire en Iran.*»

Une perspective glaçante, pour Rojda, à Saqqez : «*Nous avons très peur. Nous espérons que le régime tombera, sinon nous risquons de vivre un nouveau cycle de meurtres et de pendaisons.*» Quelle serait alors la réponse des groupes armés ? «*Si notre peuple au Kurdistan est massacré, nous le défendons : ce sera de la légitime défense*», prévient un cadre du PDKI.



Patrice Franceschi
11 mars 2026

Les Kurdes se méfient aussi de Trump

Les Kurdes d'Iran se disent prêts à appuyer les Américains, à la condition d'obtenir enfin certaines garanties, comme nous l'explique notre spécialiste.

La politique a souvent un goût d'amère ironie... Alors qu'en janvier les Américains trahissaient les Kurdes de Syrie au profit de l'exécutable pouvoir islamiste installé à Damas, les voilà songeant aux Kurdes d'Iran pour les aider à abattre le non moins détestable pouvoir théocratique de Téhéran. Chat échaudé craint l'eau froide. Cette fois, les Kurdes comptent bien ne pas se laisser berner ; ils tiennent à être de la partie pour faire chuter le régime des mollahs et obtenir enfin une forme d'autonomie, mais pas à n'importe quel prix. Leurs militants, nombreux et entraînés, pèsent suffisamment pour faire la différence s'ils se lancent dans la bataille, mais se méfient à juste titre du véritable « état final » recherché par Washington : quel pouvoir futur à Téhéran ? Telle est la question qu'ils posent, comme beaucoup, sans obtenir de réponse pour le moment. Ils sont donc en train de négocier pied à pied leur intervention, comme leur place dans un pouvoir de transition, en se donnant le temps de cette négociation. À leurs yeux, le moment n'est pas

venu d'attaquer. Téhéran est encore trop puissant. Trump les inquiète aussi par ses volte-face ; d'un jour sur l'autre il change d'avis quant au moment opportun du « soulèvement » kurde. Alors qu'il avait souhaité les voir entrer en guerre peu après le début des bombardements sur l'Iran, il est revenu sur ses propos le 7 mars, leur demandant d'attendre - « *Je ne veux pas que vous entriez en Iran, la guerre est déjà assez compliquée* », a-t-il lancé aux Kurdes d'Irak - avant sans doute de changer bientôt d'avis. Un erratisme préoccupant. On peut traduire ce flou décisionnel par une prise de conscience progressive du très complexe imbroglio politico-militaire représenté par les multiples oppositions armées en Iran depuis des années. Penser qu'elles sont unies est une vue de l'esprit. Manipuler ces organisations revient à jouer avec le feu. Toute précipitation mènerait à la catastrophe. Celle-ci est d'autant plus à craindre que les Américains ne semblent pas l'avoir suffisamment anticipée. Il faut se rappeler que l'Iran est très hétérogène d'un point de vue eth-

nique. Les Perses représentent au mieux la moitié de la population. En dehors des Kurdes, les minorités sont nombreuses et parfois puissantes, comme les Azéris, les Baloutches, les Louris et les Turkmènes. Leurs antagonismes sont notoires, leurs luttes internes fréquentes. Ces facteurs centrifuges conduiront à la guerre civile et au chaos si vacance du pouvoir il y a.

Au sein même des Kurdes, les divisions existent. Leurs quatre composantes luttent jusqu'ici séparément, l'Irak leur servant de zone refuge. Elles viennent de nouer une alliance qui n'est pas de façade. Les combattants du PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan), frères jumeaux des Kurdes de Syrie, sont redoutablement aguerris. Les femmes sont nombreuses dans ce parti laïque, fédéraliste et plutôt à gauche. Même chose pour le Komala, organisation issue d'anciens mouvements marxistes. La troisième entité, le PAK (Parti pour la liberté du Kurdistan) est davantage nationaliste. Enfin, le PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) s'est toujours voulu

plus conservateur que ses rivaux, mais a évolué vers une forme de social-démocratie. Entre le 28 juillet et le 7 mars, ces quatre partis sont parvenus à rallier à leurs vues la totalité des groupes armés kurdes des pays où vit leur peuple : Turquie, Syrie, Irak et Iran. Du jamais-vu dans leur histoire.

Parmi les organisations avec lesquelles les Kurdes devront composer pour aider à la chute du régime et partager le pouvoir, on trouve surtout les moudjahidines du peuple et les partisans du fils de l'ancien shah d'Iran. Les premiers posent problème du fait de leur nationalisme chiite et de leur fonctionnement sectaire, le second se méfie malheureusement comme son père du « séparatisme kurde » et risque de faire entrave à leur retour en cherchant l'appui des Turcs (leurs pires ennemis). La route est encore longue avant de voir émerger une situation satisfaisante pour l'ensemble des Iraniens. Pour les Kurdes, il s'agit surtout d'attendre le *kairos* grec, ce moment favorable où tout devient possible. □



March.11,2026

Drone attacks on Erbil continue for eleventh consecutive night

ERBIL, Kurdistan Region - Drone attacks targeting the Kurdistan Region continued for the eleventh consecutive night early Wednesday as US-Israel war with Iran continues to destabilize the region.

Residents of Erbil's Khabat district and surrounding areas said they alert relatives and acquaintances in Erbil whenever they see drones heading toward the city so people can take precautions.

Drone and missile attacks carried out by Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) and Iraqi pro-Tehran militia groups have repeatedly targeted the Kurdistan Region in recent days, with Erbil remaining the primary focus of the strikes. The highest number of incidents overnight occurred within the borders of the Soran administration in Erbil province.

Drone explosion in Sebiran

At around 1:30 am, a drone exploded in the sky over Sebiran village, northwest of Erbil and near the city's international airport, lighting up the area. Shrapnel from the drone landed on the roof of a house belonging to a resident identified as Shakhawan Omar, who was not at home at the time.

The area has been a frequent target of drone and missile strikes.

An eyewitness who said he arrived immediately after the incident described the moment of the explosion.

"I heard a sound; I was the



The moment drones crashed in Erbil province on March 11, 2026. Graphic: Rudaw

first person to reach the site. I took photos. The sound of two explosions came from above the house," the witness told Rudaw early Wednesday.

Residents of the Sebiran said they often receive warnings from relatives living in nearby areas when drones are launched.

"We have relatives in Khabat and Khazir; when a drone comes, they alert us. They sent us a video of the drone," one resident told Rudaw.

The resident added that the launch sites of the drones are visible and said the repeated attacks have disrupted daily life and prevented them from sleeping. He called on authorities to stop those responsible for launching the drones.

Local resident Nurhat Harki said the constant threat has

put civilians at risk.

"Drones, drone debris, and missiles are constantly falling around us, so our lives are in danger," Harki told Rudaw.

Drones intercepted in Harir

Elsewhere in Erbil province, three drones were shot down early Wednesday in the village of Sarkand Khailanyan in the province's northeastern Harir subdistrict, an area that hosts Harir Air Base, belonging to the US forces.

Saadi Khailani, a Kurdistan Parliament member from the Kurdistan Democratic Party (KDP) bloc and the village's chieftain (mukhtar), said the drones were intercepted shortly after midnight.

"Fortunately, there were no casualties or material damages," Khailani told Rudaw.

Soran mountains targeted

For the fifth consecutive night, drones were also directed toward the mountainous areas of the Soran administration. Seven drones fell within the administration's territory.

A Rudaw reporter said five drones landed on Bani Harir Mountain while two others crashed in the Bradost mountain range in Khalifan district.

The drones were not intercepted but instead crashed on their own, most of them near the Harir military base.

Since the start of the tensions, 33 drones have fallen within the Soran administration's borders. Four civilians - residents of Choman district - have been injured in these incidents.

Regional escalation

The attacks come amid escalating regional tensions. On Wednesday morning, the IRGC announced a new wave of missile strikes targeting what it described as Israeli and US targets across the Middle East.

In a statement, the IRGC de-

scribed the operation as the “most intense and heaviest” attack since the start of the conflict on February 28 and said the strikes lasted for three hours.

According to the statement, cities including Tel Aviv, Haifa, and Jerusalem were bom-

barded, while “several American targets in the city of Erbil” and a US naval base in Bahrain were also targeted with ballistic missiles.

Iranian media reported that a “massive” salvo of ballistic missiles was used against the base in Bahrain and three fa-

cilities in the Kurdistan Region.

According to Rudaw’s tracking, 231 drones have been directed toward the Kurdistan Region. Of those, 201 drones and missiles targeted Erbil province, leaving four people dead and 19 others injured.

The New York Times

Ellie Geranmayeh
March 11, 2026

Opinion | A Kurdish Rebellion in Iran Could Be a Disaster

Ms. Geranmayeh is the deputy head of the Middle East and North Africa Program at the European Council on Foreign Relations.

The United States may once again be poised to turn the Kurds into its foot soldiers in a Middle East war, this time inside Iran. Regime change is seemingly one of the American goals in the latest U.S.-Israeli attack. But the air campaign alone, while devastating, is unlikely to bring that about, so Washington appears to be assessing if it should use Kurdish fighters in Iran.

This will most likely backfire terribly — both on the Kurds and on other U.S. allies in the region. It could also set in motion the nightmare scenario of a civil war.

Although President Trump has flip-flopped about supporting the deployment of armed Iranian Kurds, [saying on Saturday](#) that he did not want them to go in,

several developments suggest that such U.S.-Israeli plans exist.

The country’s Kurdish region in the west has been [heavily targeted](#) during the bombing campaign in an apparent [effort](#) to weaken Iranian security forces there. The United States has also made a political push to rally Kurdish factions. On the second day of the war, Mr. Trump spoke to senior Kurdish leaders in the semiautonomous region of Iraqi Kurdistan, considered U.S. allies. He reportedly [pressed them](#) to allow armed Iranian Kurds — long operating out of Iraqi Kurdistan — to cross the border into Iran. There have also been [leaks to the media](#) that the C.I.A. and Israel have increased the arming of Iranian Kurds in recent months.

Like Kurds who fought Saddam Hussein in Iraq and Bashar al-Assad in Syria, the Iranian Kurdish minority has been harshly treated throughout history

and has long sought self-rule. Since the brutal crackdown on Iranian protesters in January, [six Iranian Kurdish](#) dissident [groups](#) running operations from Iraqi Kurdistan have come together for the first time. According to the groups, they were considering the proposal to join the fight [on the condition](#) that a no-fly zone would be imposed and enforced by the United States to protect Kurdish troops. Iranian Kurds will no doubt also want stronger U.S. political assurances that they will have autonomy in whatever version of Iran emerges after the regime falls.

At first glance, it seems plausible that an Iranian Kurdish deployment could help the United States and Israel weaken the regime and possibly bring about its collapse. In Syria, local Kurds, backed by the United States, helped to loosen Mr. Assad’s grip, assisted America’s fight against ISIS and gained control of oil-rich territory.

Iranian Kurds may adopt a similar blueprint regarding Iran’s mineral-rich region and use their land as a safe haven to launch ground attacks against Iranian security forces farther afield. If the United States and Israel were to deploy ground troops of their own — [as has been broached](#) — they could use Kurdish positions as a buffer zone to operate from.

But short-term gains for the Iranian Kurds risk betrayal. They have no guarantees that Mr. Trump — as he demonstrated in Syria, when he effectively withdrew support from Kurds there — will not discard their aspirations for self-rule. The United States encouraged a Kurdish uprising against Saddam Hussein in Iraq following the 1991 gulf war but failed to help as Hussein crushed the rebellion.

Like Turkey, Iran has long treated armed Kurdish groups as [terrorists](#). In the January nationwide protests, deadly clashes in

Iran's Kurdish region **re-reportedly** made the area seem like a war zone. If Tehran loses local control over that part of the country, it is likely to use heavy munitions from afar, possibly missiles and drones, to target the Kurds.

Kurdish militancy is also likely to be met by resistance from other opposition groups and the wider Iranian population. Over the course of Iran's history, central authorities have been viscerally opposed to giving Kurds, as well as Iran's other ethnic minorities, independence or extensive local control.

Like all other Iranians, the Kurds rightfully deserve a place in the country's future. However, a U.S.-Israeli move to back them would also no doubt damage the chances of bringing cohesion to a fractured exiled opposition. Even the prospect of Mr. Trump's backing Kurdish militants is likely to push some ordinary Iranians to rally around the flag and dampen their opposition to the regime on the streets of Iran.

At worst, this emerging dynamic risks plunging the country into an ethnic civil war, especially if other Iranian minorities, such as the Azeri Turks in bordering Azerbaijan or the **Baloch** next to Pakistan, start an armed resistance. This may speed the collapse of the Iranian state, which could be a U.S.-Israeli goal, judging from recent bombings of critical infrastructure such as **oil facilities** and **water desalination plants**.



Credit... Hawre Khalid/ Getty Images; Ellie Geranmayeh

Mr. Trump also undermines the interests of two regional U.S. allies. The region of Iraq dominated by Kurds, which houses Iranian dissident groups, has already been **targeted** by Iran and by Iraqi groups allied with it in recent days. Such attacks **have halted** some oil production in Iraqi Kurdistan, including operations run by a U.S. firm.

An Iranian Kurdish uprising also could force the hand of Turkey, which borders Iran. The Kurdistan Free Life Party, Iran's most heavily armed Kurdish group, is closely affiliated with the Turkish-based Kurdistan Workers' Party, which Turkey sees as a bitter enemy. An eruption of militancy next door will no doubt undermine the fragile peace process underway between Ankara and its Kurdish population.

Turkey will surely **push** the White House hard against moving ahead with supporting a Kurdish ground offensive in Iran. If the situation inside Iran spirals downward, Turkey may feel compelled to mobilize its own military against the Kurds fighting in Iran as a matter of national security. The Iranian Kurds would suffer, and this would place the United States and Turkey, two NATO allies, on opposing sides of the war.

These huge costs should be weighed against the potential rewards. Using the Kurds may provide America and Israel with an initial boost, but it would be a temporary and limited one. The ultimate outcome is more likely to be a prolonged civil war than a Kurdish-led or Kurdish-inspired national uprising.

Mr. Trump has tried to re-

assure the markets and the American public that this conflict may soon wind down. The risk remains, however, that after the bombs stop falling, the U.S. and Israel may pivot to a new phase, by supporting and arming ethnic groups to rise up against a weakened Islamic republic.

Mr. Trump seems to understand these grave risks: he recently acknowledged that a map of Iran will "probably not" look the same after the war. But such an outcome would fundamentally stain America's reputation for generations of Iranians.

President Trump should pull back from this reckless gamble and instead focus on reaching a political off-ramp before the United States loses control over how this war plays out.



Sami Zaïbi
11 mars 2026

«Le régime est encore trop fort» : dans le nord de l'Irak, les Kurdes attendent leur heure pour prendre les armes en Iran

Des groupes de combattants kurdes, exilés en Irak depuis des décennies, se préparent à combattre le régime iranien affaibli par la guerre. Bombardés par le régime de mollahs, les moyens militaires des peshmergas sont faibles et les promesses américaines suscitent encore la méfiance.

Après avoir cheminé pendant deux heures le long de prairies vertes et molles, la route s'arrête sec au pied d'une montagne noire. Derrière ces crêtes dénudées qui semblent se fondre dans le gris du ciel, à seulement 60 kilomètres à vol d'oiseau, se trouve l'Irak. Amir Khaled toise les sommets d'un regard mélancolique. Ce combattant kurde iranien de 27 ans, exilé depuis presque une décennie, ne rêve que du grand soir : prendre les armes, franchir la montagne et, enfin, combattre ce régime sanguinaire, affaibli par les frappes israélo-américaines, qui réprime la minorité kurde depuis sa création. En prévision, il s'est fait encre tout son bras droit, jusque sur le dos de la main : «*Les guerriers maoris se faisaient ce tatouage quand ils revenaient chez eux après une longue campagne militaire victorieuse. Comme moi, bientôt, j'en espère.*»

Mais l'heure de gloire, ce n'est pas pour tout de suite. Il suffit de jeter un regard alentour pour s'en convaincre. Dans ce camp du PAK (parti de la liberté du Kurdistan, une formation de peshmergas iraniens en exil), près de la ville de Gomaspan, il n'y a personne sauf Lucy, une petite

chatte blanche tachée de roux, qui se balade entre les parpaings d'une maison éventrée. «*C'était la maison de notre chef Hussein Yazdan Pana, elle a été bombardée il y a quatre jours [jeudi 5 mars, ndlr], à 11 heures du matin, raconte Amir en exhibant les fragments d'un missile iranien. Trois missiles sont tombés et ils ont tout soufflé.*»

En prévision des attaques, le leader et la plupart des 80 peshmergas (ce qui signifie «*prêt à mourir*», en kurde) ainsi que leurs familles avaient déjà évacué, dont les propriétaires de Lucy. Mais pas Amir et son unité, chargée de surveiller le site. Trois d'entre eux ont été blessés par la frappe et un a trouvé la mort. Il s'appelait Jelal, avait 38 ans et quatre enfants.

La maison du leader du parti de la liberté du Kurdistan, Hussein Yazdan Pana, a été visée par des missiles iraniens, le 5 mars.

Nébuleuse de groupes armés

Suite au déclenchement de la guerre israélo-américaine en Iran, les espoirs d'un changement de régime se sont rapidement focalisés sur les groupes armés kurdes iraniens exilés en Irak. Poursuivant des buts similaires – l'autonomie du Kurdistan, la chute du régime, le rejet de la monarchie –, mais historiquement divisées par des divergences idéologiques, ces factions ont décidé, fin février, de s'allier pour la première fois de leur histoire.

La Coalition des forces politiques du Kurdistan iranien, nouvellement créée, compte ainsi une nébuleuse de six

groupes armés d'inspiration socialiste, communiste ou islamique : le PAK, le PJAK, le PDKI, Khabat, le Komala et le Komala des travailleurs. Financés par la diaspora, pour certains créés au temps de la monarchie, ces partis se sont progressivement exilés en Irak pendant les années 1980 et 1990.

Alors que tous les experts s'accordent à dire qu'aucun changement de régime ne se fera par les airs, cette nouvelle coalition kurde suscite l'intérêt des Etats-Unis. La semaine dernière, les médias américains ont fait état de plusieurs appels du pied. Selon le *New York Times*, Washington a discrètement fourni des armes légères aux groupes armés kurdes au cours des derniers mois, avant l'éclatement de la guerre, tandis que CNN évoque des discussions entre la CIA et les dirigeants de la coalition kurde pour fomenter un soulèvement dans le Nord iranien. Et selon le *Washington Post*, Donald Trump leur aurait proposé une «*couverture aérienne étendue des Etats-Unis*». Mais le président américain, après avoir appelé publiquement les Kurdes à se soulever et avoir sondé les chefs des principales factions exilées, a rapidement retropédalé.

Méfiance face à Washington

Sur le terrain, ces rumeurs d'opération kurdo-américaine ont déclenché une recrudescence des frappes. Presque chaque nuit, des drones et des missiles s'abattent sur les positions des partis de la coalition autour d'Erbil et de

Souleimaniye en Irak. Selon la CPT-IK, une ONG de défense des droits de l'homme dans le Kurdistan irakien basée aux Etats-Unis, 196 attaques ont visé le nord de l'Irak entre le début de la guerre et le 8 mars, faisant au moins 4 morts et 19 blessés.

Ces bombardements visent également une base américaine située près de l'aéroport d'Erbil. Vendredi 6 mars, un employé kurde de l'aéroport est mort dans une de ces frappes, dont la plupart sont interceptées par les systèmes de défense américains. Pour échapper à ces attaques, certains groupes se sont réfugiés dans des bunkers souterrains, d'autres se sont divisés en petites unités mobiles. Des guetteurs ont été envoyés dans la montagne avec pour mission de surveiller le ciel et prévenir en cas d'arrivée de drone.

Le grand soir semble donc encore lointain. Premièrement, parce que les Kurdes se méfient plus que jamais des promesses américaines. Rencontré dans le QG du PAK à Erbil, Xelil Nadry, porte-parole de cette formation, la plus grande de l'alliance, qui revendique 4 000 hommes, prévient : «*Si les Américains viennent nous aider, tant mieux. Mais cette fois on veut des garanties, pas seulement une alliance contractuelle au terme de laquelle on se fera trahir. On a bien vu ce qui s'est passé en Syrie, où les Américains, après nous avoir soutenus face à l'Etat islamique, nous ont lâchés et ont laissé les troupes d'Ahmed Al-Charaa*

s'emparer du Rojava.»

Deuxièmement, parce que les moyens humains de la nouvelle coalition sont dérisoires en regard de celles du régime iranien. L'ensemble des groupes armés kurdes en Irak comptent moins de 10 000 peshmergas, un chiffre largement insuffisant pour espérer déstabiliser le régime iranien, où aucune défection ne semble avoir cours au sein des divers corps armés. Surtout que le nord du pays, où se trouve la majorité des 8 à 12 millions de Kurdes iraniens, est davantage militarisé que le reste du territoire. «*Le régime est encore trop fort*», assurent les responsables du PAK, du PDKI et de Khabat, avec lesquels *Libération* s'est entretenu. Ils envisagent une attaque seulement si le régime est considérablement affaibli.

Frappes en provenance d'Iran... et d'Irak

Les missiles qui s'abattent

chaque nuit sur le Kurdistan irakien ne viennent pas tous d'Iran. Une part importante d'entre eux est tirée depuis le territoire irakien par les milices chiites pro-iraniennes. Dans un pays multiconfessionnel (environ 60 % de la population est chiite), multiethnique (environ 30 % des Irakiens sont kurdes) et en situation de blocage politique (les partis ne s'accordent pas sur le nom du Premier ministre depuis les élections législatives de novembre), la guerre chez le grand voisin risque de faire basculer les équilibres précaires.

Dimanche 8 mars, Masoud Barzani, ancien président du Gouvernement régional du Kurdistan irakien, a prévenu que «*la patience à ses limites*» et condamné ces attaques. Il a appelé Bagdad à «*intervenir sérieusement*», s'adressant surtout au Cadre de coordination, la coalition sortie vainqueur des élections de novembre et dominée par les partis chiites proches de l'Iran. Le lendemain, des

frappes visaient une base du Hachd Al-Chaabî, une ancienne milice paramilitaire désormais intégrée aux forces régulières irakiennes. Selon deux responsables de la milice, le bombardement a été mené par l'aviation américaine et a touché une base près de Mossoul. C'est de ce secteur, situé non pas dans le Kurdistan autonome, mais en territoire irakien fédéral, à une petite centaine de kilomètres d'Erbil, qu'ont été envoyés les missiles ces derniers jours, selon les combattants kurdes.

Pour autant, les autorités d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, ne souhaitent pas une entrée en guerre des factions iraniennes, malgré la cause commune d'un Kurdistan unifié, ou du moins autonome. «*Depuis l'arrivée des formations iraniennes dès les années 1970, les autorités kurdes irakiennes les tolèrent, mais ne veulent pas les voir impliquées dans des activités armées contre l'Iran. Elles ont*

peur que Téhéran se venge, et ne veulent pas se faire embarquer dans cette guerre sans garantie de protection des Américains», souligne Wladimir van Wilgenburg, chercheur spécialiste du Kurdistan basé à Erbil.

Au-dessus des montagnes kurdes, les étoiles ne sont donc pas encore alignées, mais l'espoir est grand. Au sommet d'une colline couverte de pins, à quelques encablures d'un camp, visé une semaine auparavant par un drone iranien, Rasool, peshmerga de 63 ans exilé en Irak depuis 1980, a les yeux qui brillent. Malgré la vie qu'il s'est construite en Irak, où il est marié et père de cinq enfants, la lutte lui tend les bras : «*Je n'arrive pas à vous dire à quel point je suis heureux depuis que la guerre a éclaté. Le jour où on lance l'assaut, je veux être le premier à combattre, quitte à mourir. La libération n'a jamais été aussi proche, je ne pense plus qu'à aller embrasser ma terre.*»



March 11, 2026

Iran drone attack on Kurdistan Region leaves one opposition Peshmerga dead

ERBIL, Kurdistan Region - Iran has continued to fire drones and ballistic missiles at its neighbouring countries on the 12th day of war with the US-Israel coalition, including five Kamikazi drones early Wednesday on a Kurdish opposition group in the Kurdistan Region, leaving one Peshmerga dead and another seriously injured.

A Peshmerga from the Komala Party of Iranian Kurdistan was killed in Sulaimani province on Wednesday as a result of a

drone attack by Iran, a party official told Rudaw English.

Afshin Dadvand, media coordinator for Komala, said Iran used five one-way attack drones in the attack in Sulaimani's Zrgwezala area that killed the Peshmerga Omid Veysi. Another member was seriously injured in the attack but is currently in stable condition.

The strike marked the second attack on the party in the area on Wednesday, with the other one involving one drone, according to the official.

Iran and its proxy forces in Iraq have carried out dozens of missile and drone attacks on the US consulate in Erbil as well other military and civilian targets in the Kurdistan Region, including bases of the Iranian Kurdish parties.

Dadvand said Komala has been attacked four times since the start of Iran's war with the US and Israel on February 28. A Peshmerga was killed and another injured in the previous attack in Zrgwezala early Sunday.

The bulk of the attacks by Iran and its Iraqi proxies have targeted Erbil. The attacks on the capital city continued early Wednesday. The highest number of incidents overnight occurred within the borders of the Soran administration in Erbil province. According to Rudaw's tracking, at least 245 drones have been directed toward the Kurdistan Region since the start of the war. Of those, 205 drones and missiles targeted Erbil province, leaving five people dead and 23 others injured.

Guerre en Iran : avec le G7, Donald Trump espère desserrer la pression des marchés pétroliers

Les grandes puissances occidentales, réservées sur la guerre en Iran menée par Israël et les Etats-Unis, se sont retrouvées, mercredi 11 mars, pour tenter de minimiser les effets du conflit sur l'économie mondiale. La nervosité persiste sur les marchés pétroliers alors que Donald Trump multiplie les déclarations contradictoires sur le conflit.

Habituellement, Donald Trump méprise les réunions du G7, ce club des grandes puissances majoritairement occidentales (Etats-Unis, Canada, France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Japon). Il fuit ces sommets qu'il juge inutiles et ennuyeux où chaque virgule d'un communiqué conjoint fait l'objet d'intenses négociations. Il insulte ses hôtes, comme en 2018 où il avait qualifié le premier ministre canadien, Justin Trudeau, de « malhonnête et faible », ou s'en va précipitamment, comme en juin 2025, en pleine offensive israélienne contre l'Iran, déjà, expliquant qu'il a mieux à faire à Washington.

Pourtant, mercredi 11 mars, le président américain est sorti enchanté de la réunion du G7 qui s'est tenue en visioconférence à l'initiative du président français, Emmanuel Macron, qui en assure la présidence cette année. « Nous avons un impact formidable, tout simplement incroyable, sur le monde », s'est ébloui le chef de la Maison Blanche.

Les membres du G7 n'ont, en réalité, abouti à aucun communiqué commun. Quelques minutes avant leur rencontre, l'annonce avait été faite par l'Agence internatio-

nale de l'énergie (AIE) et ses 32 Etats membres, de libérer 400 millions de barils de pétrole des réserves stratégiques. Cette décision, préparée notamment dans le cadre du G7, ajoutée aux déclarations du chef de la Maison Blanche assurant la veille que la guerre en Iran, conduite main dans la main avec Israël depuis le 28 février, était « quasiment » finie, aurait pu contribuer à faire baisser les prix de l'or noir sur les marchés mondiaux. Il n'en a rien été : le baril de Brent est remonté, jeudi matin, au-dessus de 100 dollars (86,60 euros).

Débloquer le détroit d'Ormuz

« Trump cherche à rassurer les marchés. Il y a une volonté de montrer que tout est business as usual. Il doit faire mentir l'idée que les Etats-Unis et Israël s'enliseraient », constate David Khalfa, chargé des rencontres géopolitiques de la Fondation Jean Jaurès, à Paris. Le régime iranien, tenace, oppose une riposte tous azimuts aux frappes américano-israéliennes, qui déstabilisent la région et l'économie mondiale. Le détroit d'Ormuz, par où transitent 20 % du pétrole et du gaz mondial, est, de facto, fermé. [Mardi, CBS News rapportait que les services de renseignement amé-](#)

[ricain suspectaient l'Iran de déployer des mines dans le détroit](#), contribuant à effrayer les marchés.

La flambée des prix du pétrole, qui nourrit l'inflation aux Etats-Unis, pousse l'administration Trump à faire cesser ce conflit au plus vite. Le G7, né pour affronter les premiers chocs pétroliers des années 1970, partage les préoccupations du milliardaire. Au-delà de la libération des réserves stratégiques, les pays membres tâchent de se coordonner pour débloquent le détroit d'Ormuz. Leurs marines pourraient intervenir pour escorter les tankers. La question a été abordée mercredi. Mais, à ce stade, aucun compromis n'a été conclu. « Les conditions, aujourd'hui, ne sont pas remplies. Le détroit est un théâtre de guerre. Ce travail doit être organisé. C'est ce que nous avons proposé de préparer, avec, en parallèle, un travail avec les compagnies maritimes, les transporteurs et les assureurs », a expliqué Emmanuel Macron au sortir de la réunion. Les partenaires de Washington ne veulent pas laisser penser qu'ils soutiennent l'offensive américano-israélienne en intervenant au côté des Etats-Unis pour sécuriser la navigation dans le détroit tant que la guerre n'est pas terminée.

La France prend aussi ses distances avec l'idée, formulée mardi par le président américain, de lever les sanctions américaines sur le pétrole étranger pour faire baisser les prix mondiaux. Le magnat n'a pas précisé quels pays seraient concernés, mais la mesure pourrait viser la Russie, que l'Europe entend affaiblir depuis l'invasion en Ukraine. « Les dirigeants du G7 ont réaffirmé leur unité et leur détermination à poursuivre les sanctions à l'égard de la Russie », écrit l'Elysée.

Cette visioconférence était la première réunion internationale organisée depuis le lancement de l'opération « Fureur épique ». Pour la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou l'Italie, qui n'ont, pas plus que le Canada ou le Japon, été informés de ces frappes, l'enjeu était de trouver un minimum de consensus sur les questions énergétiques, quitte à occulter les divergences de fond sur cette intervention dont personne ne parvient à identifier l'objectif.

Objectifs à « clarifier »

Donald Trump cultive une forme d'ambiguïté, répétant qu'il voudrait voir le régime iranien s'effondrer, tout en laissant dire que ses buts de guerre sont militaires : affai-

blir drastiquement les capacités balistiques et nucléaires du pays. Ce brouillard renforce l'impuissance de l'Europe, plongée dans l'ignorance. Les leaders du Vieux Continent, qui espèrent la fin rapide des hostilités, vivent au rythme des déclarations, parfois contradictoires, de M. Trump et de son administration.

« C'est [M. Trump] qui clarifiera dans les heures ou les jours qui viennent [ses buts

de guerre]. Il est évident pour tous qu'aujourd'hui, il faut pouvoir définir des objectifs clairs sur le plan militaire et politique », commentait M. Macron après la visioconférence, comme s'il sermonnait le président américain. Il appartient à M. Trump de « clarifier à la fois ses objectifs finaux et le tempo qu'il veut donner aux opérations », ajoutait le président français. Dans la nuit, le président américain a jugé que les opérations menées par les États-

Unis n'étaient « pas encore finies ».

A plusieurs reprises, la France a fait part de ses réserves à l'égard d'une offensive qui chercherait à renverser le régime iranien. Poursuivre un tel dessein ferait planer le risque d'une guerre sans fin. L'histoire recense nombre de tentatives en ce sens qui se sont soldées par des échecs, à commencer par l'Irak en 2003, rappelle régulièrement M. Macron.

Le chef de l'Elysée apporte aussi des nuances au discours triomphaliste du chef de la Maison Blanche. « Des dommages considérables ont été portés aux capacités balistiques et militaires de l'Iran. L'Iran, néanmoins, continue d'agresser plusieurs pays de la région. Et donc, ses capacités ne sont pas réduites à zéro », expliquait M. Macron. Quelques heures plus tard, lors d'un meeting au Kentucky, M. Trump lançait à la foule : « Nous avons gagné. »



12 mars 2026

Guerre au Moyen-Orient: Trump assure que «l'Iran est proche de la défaite» alors que les frappes se poursuivent

Après avoir promis que la guerre serait bientôt terminée, le président américain Donald Trump est allé plus loin mercredi 11 mars, en affirmant qu'elle était déjà finie. Pourtant les bombardements et attaques se poursuivent. Le président américain tenterait de temporiser face à une opération militaire impopulaire auprès de l'électorat américain - 53 % d'opinions négatives - et facteur d'instabilité pour les marchés financiers.

Pour la énième fois, devant un public conquis, **Donald Trump** s'attarde sur le nom de code de sa guerre en Iran : « Fureur épique ». Selon lui, le nom confirme sa victoire, et c'est déjà fait, assure le président américain : « Ce n'est pas un nom génial, ça ? Mais ça ne marche que si on gagne, et on a gagné, croyez-moi, on a gagné. On n'a ja-

mais envie de le dire trop tôt, mais a remporté notre pari. Dès la première heure c'était fini »

Le président tenterait de rassurer les marchés financiers et son électorat, qui ne veut pas d'un nouvel enlèvement et éviter les expériences en **Irak** ou en Afghanistan, rapporte notre correspondant à Washington, **Vincent Souriau**. Mais il y a un bémol... Si le conflit est gagné, pourquoi continuer ? « On n'a pas envie de partir trop tôt, n'est-ce pas ? Il faut terminer le travail, pas vrai ? », lance-t-il à la foule dans le Kentucky, estimant que « l'Iran est proche de la défaite ».

Trump a ajouté que les États-Unis avaient la capacité de rendre toute reconstruction de l'Iran « presque impossible », tandis que le conflit entre dans son 13e jour. « On peut frapper des zones de Téhé-

ran et d'autres endroits (...). Si on le fait, il leur sera presque impossible de reconstruire leur pays », a affirmé le président américain à son atterrissage à proximité de Washington, de retour d'un déplacement dans l'Ohio et le Kentucky.

L'Iran se dit prêt à une « guerre d'usure »

Contrairement à Washington, son allié israélien ne s'est fixé « aucune limite dans le temps » et assure disposer encore d'un « vaste réservoir de cibles ». En face, les Gardiens de la Révolution iraniens se disent prêts à une longue campagne pour forcer Washington à la retraite en pillonnant les intérêts occidentaux : Ali Fadavi, un représentant de cette armée idéologique, a brandi la menace d'une « guerre d'usure » à même de « détruire l'éco-

nomie américaine entière » et « l'économie mondiale ».

En attendant, le prix du pétrole s'envole de nouveau et les États-Unis vont mettre sur le marché 172 millions de barils issus de leurs réserves stratégiques pour tenter de rectifier le tir. Des réservoirs de carburant ont été touchés à Oman et un champ pétrolier a été visé en Arabie saoudite. Israéliens et Américains ont touché 13 fois des sites énergétiques iraniens, et au moins 25 attaques iraniennes ont visé des sites américains dans la région, selon des décomptes de l'AFP.

À lire aussi[En direct] Guerre au Moyen-Orient: une frappe israélienne fait au moins 7 morts dans le centre de Beyrouth.

En Irak, à la frontière avec l'Iran, les Kurdes en « état d'alerte permanent »

Reportage Dans les montagnes du Kurdistan irakien, les habitants observent le survol des drones dans un mélange de résignation et d'incertitude.

Un drone passe... et personne ne lève les yeux. Depuis le 28 février, date du début de l'intervention américano-israélienne et des frappes iraniennes en représailles, les habitants de Haji Omeran, village d'Irak à la frontière avec la République islamique, ne prêtent plus attention aux survols des nombreux engins passant au-dessus de leur tête.

Voilà dix jours que la frontière est fermée. Dix jours que des drones kamikazes et des missiles balistiques sont envoyés par les gardiens de la révolution islamique iraniens sur cette région du Kurdistan irakien, plus précisément sur sa capitale Erbil, située à moins de 100 kilomètres à vol d'oiseau. Dix jours durant lesquels ce ballet aérien n'a cessé de survoler cette vallée encaissée de la rivière Choman.

Comme tout le monde ici, Massoud (tous les noms ont été changés pour des raisons de sécurité) ne prête plus aucune attention au ciel. À peine une fois, au cours de la discussion, l'homme a froncé les sourcils lorsque son plus jeune fils est allé à la fenêtre pour voir le vol d'un hélicoptère de l'armée américaine, masqué par un épais brouillard neigeux. « *Ils viennent et repartent, parfois ils lancent des roquettes* », raconte-t-il d'un air détaché. Son fils reprend : « *Trump hélicoptère, good !* »

Massoud, 49 ans, marié avec une Kurde iranienne, est un



Des logements sociaux touchés par un drone le 7 mars 2026. A Choman (Irak), le 10 mars 2026. PAULINE GAUER POUR « LE MONDE »

soldat du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dirigé par l'actuel président du gouvernement régional du Kurdistan, Nechirvan Barzani. Vétéran des combattants kurdes toujours d'active, il porte fièrement son uniforme même dans son salon. Tous les dix jours, il part suivre dix jours d'entraînements dans une base voisine de son unité.

De toutes les guerres

Engagé à 20 ans, il a été de toutes les guerres, de toutes les crises qui ont marqué cette région stratégique, au cœur du Moyen-Orient. Djihadistes de Daech et d'Al Qaida, guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), troupes de Damas ou encore pasdaran iraniens : « *Tous sont venus, tous ont essayé de nous supprimer, en vain.* »

En avril 2003, il assiste de loin, avec ses hommes, depuis la banlieue de Bagdad, à la chute du dictateur Saddam Hussein. À leur retour au village, les gens leur lancent des fleurs. « *On a vécu un état de grâce, glisse-t-il. Cela n'a pas duré. On est très vite revenu à un niveau d'alerte permanent, jusqu'à aujourd'hui.* »

À l'évidence, l'alliance réalisée quelques jours à peine avant les frappes entre six formations kurdes iraniennes opérant principalement en exil dans la région autonome du Kurdistan d'Irak le ravit. Comme elles, il se dit convaincu que le temps n'est pas encore mûr pour une intervention au sol des forces kurdes.

« *Laissons encore faire les Américains et leurs alliés.* » Et puis ceci, sur le ton de l'expertise de la chose militaire : « *Ils ne renverseront pas le régime de cette manière, il faudra à un moment ou un autre une intervention terrestre pour les déloger définitivement.* » Massoud évoque une large coalition entre les Américains, les alliés européens et les forces kurdes. « *C'est le seul moyen et, ce jour-là, je serai en première ligne.* » De ce qu'il prétend, plusieurs milliers de peshmergas issus des partis kurdes iraniens seraient positionnés dans la République islamique.

Son épouse, elle, arrive à communiquer tous les jours avec sa famille restée en Iran. Les hautes montagnes et la proximité lui permettent d'avoir le réseau iranien Norma. « *Ils vont bien* », dit-elle. Dans sa

ville, un jeune a publié une photo sur les réseaux sociaux d'un impact de missile américain. Il a été arrêté il y a trois jours par la police. Depuis, plus personne n'a de nouvelles de lui. Certaines maisons, ajoute-t-elle, ont été réquisitionnées par les gardiens de la révolution.

Impact de l'explosion d'un drone

À une dizaine de kilomètres, en surplomb de la petite ville de Choman, un complexe de logements sociaux vide entouré de hauts grillages donne l'impression aux rares promeneurs d'être arrivés sur une ligne de front. L'endroit tient du refuge alpin autant que d'une cité-dortoir. Sur une des façades, l'impact de l'explosion d'un drone est nettement visible. Vitres, éclats et petit cratère au pied de l'immeuble : l'attaque a eu lieu le 7 mars, tôt le matin. Aucune victime n'a été à déplorer.

Deux jours plus tôt, quelque 300 à 400 peshmergas avaient investi ces bâtiments. Ils ont quitté les lieux, la veille au soir de l'explosion, pour une raison inconnue. Ce même 7 mars, le président américain Donald Trump, qui se disait encore ouvert quelques jours auparavant à soutenir une offensive des forces kurdes iraniennes contre Téhéran, a déclaré qu'il ne voulait finalement pas qu'ils interviennent directement, estimant que cela pourrait compliquer la guerre.

Ferhad hausse les épaules et lâche d'un fatalisme amer : « *Il y a les prises de décisions en haut lieu et les actions sur le terrain. Visiblement, les Iraniens ont eux aussi de bons rensei-*

gnements. » Membre depuis plus de quarante ans de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'autre grand parti qui règne en maître avec le PDK depuis des décennies sur la politique kurde en Irak, il dit avoir choisi la formation la plus proche de ses idées sociales-démocrates.

Père de six enfants, il n'est pas une histoire des violences subies dans la région qu'il ne connaît pas. A peine adolescent, il a vu brûler son village,

situé encore un peu plus haut, au-dessus de Choman, par les soldats irakiens. Ce hameau a fait partie des premières cibles de la campagne de destruction systématique des villages kurdes par Saddam Hussein commencée progressivement à la fin des années 1970.

Il se répète ce dicton : « *Les ennemis de nos ennemis sont nos amis.* » Seul moyen de s'en sortir, dit-il, dans cet environnement hostile. « *Tous*

les pays alentour nous en veulent, les Turcs, les Arabes, les mollahs iraniens, tous. »

Le regard porté au loin sur les montagnes enneigées d'une chaîne qui s'étend jusqu'aux sommets de Kandil, Ferhad repense à ces années qui ont suivi la chute de Saddam. C'est à ce moment-là que le PKK s'est installé sur ces monts rocheux imprenables.

D'un ton simple, il fait remarquer que leurs combattants ne

se sont pas mêlés au conflit en cours. « *Pour l'heure, ce sont les mollahs qui gagnent, ajoute-t-il. Ils perdront un jour, mais à ce moment-là ce sont les Américains et leurs alliés qui seront embarrassés, étant donné le nombre élevé de morts de civils et l'ampleur des destructions.* » Comme un air de déjà-vu.



Romain Karouks
12 mars 2026

Missiles, réfugiés iraniens, insurgés kurdes... Pourquoi le conflit en Iran inquiète Ankara

La Turquie, visée à deux reprises par des missiles iraniens ces derniers jours, craint de subir les contrecoups de la guerre américano-israélienne contre la république islamique.

Lundi 9 mars, dans la soirée, sur les écrans de télévision turcs, le leader islamo-nationaliste turc, Recep Tayyip Erdogan, le visage dur, grimaçant même, adressait à l'Iran un message : « *Malgré nos avertissements sincères, des mesures graves, injustes et provocatrices qui mettent à l'épreuve l'amitié avec la Turquie continuent d'être prises* », s'indignait-il. Le matin même, un missile iranien avait été abattu par les forces de l'Otan, volant en direction du sud du territoire turc. Le deuxième, après un premier missile intercepté le 4 mars.

Visaient-ils la base de radar Otan de Kürecik, importante pour détecter le lancement et la direction des fusées iraniennes, ou alors la grande

base d'Incirlik qui abrite près de 2 000 militaires américains et une cinquantaine de bombes nucléaires ? A moins que leur cible n'ait été, toujours dans la même région, le terminal de l'oléoduc de Ceyhan, par lequel transite le pétrole de l'Azerbaïdjan, vers l'Europe mais aussi vers Israël qui en tire près de la moitié de son approvisionnement ? En réponse, une batterie d'intercepteurs américains de haute précision, les Patriot, ont été déployés mardi 10 mars par l'Otan dans la région de Malatya, non loin de la base de Kürecik.

Efforts vains d'Erdogan

Mais les missiles iraniens ne sont pas la seule crainte d'Ankara. Longtemps très opposé à la politique de Téhéran de soutien au régime du président syrien Bachar al-Assad, déchu en décembre 2024, la Turquie avait amélioré ses relations avec le régime des mollahs. Ankara était allé jusqu'à déclarer, lors

de la répression des manifestations contre le régime qui auraient fait jusqu'à 30 000 victimes en janvier 2026, que les protestataires étaient télé-guidés par le Mossad, les services de renseignement israéliens.

Recep Tayyip Erdogan a tenté d'user de toute son influence auprès de Donald Trump pour le convaincre de renoncer à la guerre, en vain. « *Nos efforts n'ont fait que reporter la date du début du conflit* », déplorait ainsi le ministre des Affaires étrangères, l'influent Hakan Fidan, auprès de la presse turque.

Cet ambitieux ancien chef des services secrets turcs est néanmoins parvenu, selon lui, à obtenir de son tout aussi ambitieux homologue américain Marco Rubio l'assurance que les Etats-Unis n'entendaient pas armer les groupes kurdes iraniens pour en faire la pointe avancée d'une insurrection destinée à faire tomber le régime de Téhéran. « *Il m'a assuré qu'ils n'avaient*

pas une telle intention », a voulu rassurer Hakan Fidan samedi 7 mars.

Perspective d'un afflux de réfugiés

La perspective de voir les Kurdes iraniens, dont la vaste coalition comprend le PJAK, une branche de la guérilla kurde du PKK, acquérir une forme d'autonomie territoriale en Iran est un cauchemar pour Ankara. Voyant son rival iranien très affaibli après la réponse israélienne aux attaques du Hamas du 7 octobre, la Turquie avait anticipé le scénario catastrophe d'un effondrement du régime iranien au profit, notamment, des Kurdes. C'est notamment pour cette raison qu'elle s'était lancée, dès l'automne 2024, dans un processus de négociation avec la guérilla kurde du PKK, qui reste encore au point mort.

Enfin, la question, si la guerre venait à se prolonger ou à s'intensifier, d'un éventuel afflux de réfugiés est aussi un

motif d'inquiétude. Les autorités turques ont annoncé, puis démenti, réfléchir à mettre en place, du côté iranien de la frontière, une zone tampon destinée à accueillir ces possibles arrivées, comme elle l'avait fait dans le nord de la Syrie. Le ministre de l'Intérieur a également annoncé

qu'un camp de tentes de 90 000 places pourrait être déployé en urgence au besoin.

Cette perspective d'un afflux de réfugiés pourrait être problématique pour Ankara mais elle renforce également l'importance de la Turquie aux yeux des Européens. «J'ap-

précie les efforts de préparation du président [Erdogan] pour faire face à l'impact potentiel de cette crise sur les migrations», a applaudi la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à l'issue d'un appel téléphonique avec le leader turc le 1er mars. Lors de la

guerre civile en Syrie, la présence massive des réfugiés en Turquie avait créé des tensions au sein du pays, mais permis également de débloquent des financements et surtout de gagner la mansuétude des Européens face aux dérives autocratiques du pouvoir d'Ankara.

The New York Times March 12, 2026

New Iranian Leader Vows to Keep Global Oil Gateway Blocked

Oil prices surged on Thursday after ships came under attack in the Persian Gulf, and Iran's supreme leader vowed revenge for U.S. and Israeli airstrikes.

Iran's new supreme leader struck a defiant tone on Thursday in his first public comments since succeeding his dead father, vowing to continue blocking the Strait of Hormuz, a choke point for the world's oil supply, on a day when multiple vessels came under attack in the Persian Gulf.

The attacks on shipping sent panic through oil markets as they digested what the International Energy Agency called "the largest supply disruption in the history of the global oil market." The price of oil rose sharply on Thursday, hovering around \$100 a barrel, despite a plan by the agency, a coalition of 32 nations, to release 400 million barrels of oil from strategic reserves, including 172 million by the United States.

Images and reports from across the Gulf pointed to widespread attacks. Two oil tankers were burning off the coast of Iraq early Thursday. Saudi Arabia said it had destroyed two drones that were heading toward the kingdom's huge Shaybah oil field. Kuwaiti authorities said Ku-

wait Airport was damaged in several drone strikes.

In Oman, an important oil export terminal, the Mina al Fahal port near the capital, Muscat, closed early Thursday for security reasons, the port's operator said. Images from Bahrain showed a gray miasma drifting across the landscape after fuel tanks were struck, sending the toxic cloud of smoke into the air. And in Dubai, pictures circulated of a gaping hole in the modern, glassy facade of a skyscraper after what authorities said was an Iranian drone strike.

In a statement read on Iranian state television, the new supreme leader, Mojtaba Khamenei, mourned the Iranians dead in the conflict and vowed to avenge "the blood of martyrs." He especially dwelled on the schoolchildren killed in a strike that an ongoing Pentagon investigation has [determined](#) was probably a mistaken attack by the U.S. military.

And he warned that Iran was studying the "opening of other fronts where the enemy has little experience."

"Dear brother combatants!" Mr. Khamenei added. "The will of the masses is for continued effective and punishing defense."

Mourners holding up pictures of the new supreme leader, Mojtaba Khamenei, and his dead father during a funeral ceremony in Tehran on Wednesday for military officials who were killed by airstrikes. Arash Khamooshi for The New York Times

In a news conference later on Thursday, Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel was asked whether Israel would target Mr. Khamenei. He did not answer directly, but said, "I wouldn't sign off on life insurance" for him. Mr. Netanyahu appeared to scale back his language about overthrowing Iran's theocratic government. "We are creating the optimal conditions for the overthrow of the regime," he said, "but I can't say for certain that the Iranian people would topple it. A regime is toppled from within."

On the 13th day of a war that

has put on display the overwhelming military power of the United States and Israel, Mr. Khamenei's address appeared to underline that the Iranian leadership believes it has found an effective pressure point, choking off oil and gas to the rest of the world. Iran's military has warned that no ships can transit the Strait of Hormuz — the portal to the Gulf, through which one-fifth of the world's oil supply passes — without Iran's permission.

"The lever of blocking the Strait of Hormuz must undoubtedly continue to be used," Mr. Khamenei said according to a translation by the Tasnim News Agency, which is affiliated with the country's powerful Revolutionary Guards.

In response to U.S. and Israeli attacks, Iran's military has launched missile and drone attacks across the Persian Gulf region and Israel, and even at Cyprus and Turkey, particularly targeting U.S. military bases and American interests, though it has also hit civilian infrastructure. It has generally not

taken responsibility for specific attacks, but it did claim one of the tanker strikes on Thursday, and another on a cargo ship on Wednesday.

Red Crescent Society volunteers and other people at the site of a destroyed building in Tehran on Thursday. Arash Khamooshi for The New York Times

Mr. Khamenei, whose father was killed by an Israeli airstrike at the start of the war, appeared to issue a warning to Iran's neighbors to sharply curtail their military cooperation with the United States.

"I recommend that they shut down those bases as soon as possible, because by now they must have realized that America's claim of establishing security and peace has been nothing more than a lie," he said.

Hamidreza Azizi, a visiting fellow at the German Institute for International and Security Affairs and an expert on Iranian security issues, said Mr. Khamenei's statement was even more defiant in tone than his father's utterances, particularly in how explicit he was about military strategy.

"He gets right to the point," Mr. Azizi said. "It tells a lot, I think, about the direction of the country."

The International Energy Agency said Thursday that gasoline prices would rise for consumers around the globe, but that diesel and jet fuel supplies were especially at risk because of the war. Rising jet fuel prices add to a crisis among airlines based in the Gulf, where tens of thousands of flights have already been canceled because of the war. Airlines that once relied on airspace over Iran and nearby countries have been scrambling to find alternatives.



Mourners holding up pictures of the new supreme leader, Mojtaba Khamenei, and his dead father during a funeral ceremony in Tehran on Wednesday for military officials who were killed by airstrikes. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

Rising oil prices have also helped push interest rates up, with rates for 30-year mortgages in the United States rising two weeks in a row. They are now above 6 percent.

President Trump on Thursday shrugged off the rising oil prices, arguing that preventing Tehran from acquiring nuclear weapons was more important and claiming the United States would profit.

"The United States is the largest Oil Producer in the World, by far, so when oil prices go up, we make a lot of money," he wrote on social media, adding that "of far greater interest and importance to me, as President, is stopping an evil Empire, Iran, from having Nuclear Weapons."

Workers inspecting damage caused by a drone strike overnight at a hotel in Dubai, United Arab Emirates, on Thursday. Fatima Shbair/Associated Press
Days after Mr. Trump floated the idea that U.S. Navy could

escort ships through the Strait of Hormuz, Chris Wright, the U.S. energy secretary, said Thursday that the Navy was not ready to take on that duty.

"It'll happen relatively soon, but it can't happen now. We're simply not ready," Mr. Wright said in an interview with CNBC, adding that "all of our military assets right are focused on destroying" Iran's military assets and its ability to manufacture them in the future.

The death toll continued to rise across the region. Iran's representative to the United Nations, Amir Saeed Iravani, told the Security Council on Wednesday that more than 1,348 civilians had been killed; he did not cite a figure for military personnel. Dozens have also died in Iranian drone and missile attacks on Gulf countries and Israel.

In Lebanon, Israeli bombardment has killed more than 680 people and displaced over 800,000, according to Lebanese officials. Israel

launched a new wave of strikes on central Beirut on Thursday evening, saying it was targeting infrastructure belonging to the militant group Hezbollah.

The heavy bombardment, in a neighborhood of hip bars, high-end restaurants and high schools, came within a few hundred yards of the government's headquarters. It crystallized fears that the conflict was expanding in the Lebanese capital beyond its southern outskirts, where Hezbollah has long held sway. It also deepened the sense that corners of the city once considered comparatively safe were so no longer.

Prime Minister Nawaf Salam gave a televised speech on Thursday evening, shortly after Israeli airstrikes rained on central Beirut. "We cannot, under any circumstances, accept that Lebanon once again becomes an open arena for the wars of others," he said.

« Face à l'Iran, quand Trump aura annoncé la victoire, la question du "jour d'après" restera entière »

Il est probable que le président américain proclame rapidement la réussite de l'opération « Fureur épique ». Dans sa chronique, Alain Frachon, éditorialiste au « Monde », esquisse alors trois scénarios pour la République islamique : l'autodissolution, le chaos, ou encore l'avènement d'un modèle dit « vénézuélien ».

Bien sûr, il a déjà crié victoire. En onze jours de bombardements américano-israéliens sur l'Iran, les résultats sont là, disait Donald Trump en début de semaine : stock de missiles et lanceurs en voie d'épuisement ; aviation détruite, marine coulée ; centres de commandement démolis. Face à l'extérieur, la République islamique d'Iran est désarmée. A l'intérieur, elle a perdu nombre de ses dirigeants, mais elle contrôle toujours le pays. Et maintenant ? Que se passera-t-il « le jour d'après » la proclamation définitive de la victoire par le président américain ?

Trump a pris ses précautions. Il n'a cessé de varier dans les objectifs fixés à l'opération « Fureur épique ». La seule destruction du potentiel militaire de la République islamique peut lui suffire pour proclamer une victoire d'ampleur historique. C'est un résultat qui modifie le profil stratégique du Moyen-Orient et dont aucun de ses prédécesseurs n'aurait osé rêver, dirait-il. Pas de changement de régime à Téhéran ? Il s'en est expliqué dès le 28 février dans son adresse aux Iraniens : « Fureur épique » terminée, « c'est à vous qu'il re-

viendra de s'emparer du gouvernement, ce sera votre tâche et probablement une occasion qui ne se reproduira pas avant des générations ».

Bon tacticien, Trump jure que « Fureur épique » peut durer longtemps encore. Rien n'est moins sûr. La guerre ne dépasse pas les 30 % de soutien dans l'opinion américaine ; elle fait exploser le prix de l'énergie ; l'emploi se dégrade à grande vitesse ; les élections de mi-mandat, début novembre, s'annoncent serrées : autant de contraintes domestiques.

Nouvelle ère

Un rendez-vous important attend le président à l'étranger : fin mars-début avril, une rencontre à Pékin avec Xi Jinping. En meilleurs termes avec la République islamique, la Chine vitupère l'attaque américaine contre un pays, l'Iran, qui est l'un de ses principaux fournisseurs d'hydrocarbures, un relais important dans les « routes de la soie » chères à Xi et un partenaire qualifié de « *stratégique* » auquel l'industrie de défense chinoise vend nombre de matériels. Difficile d'imaginer la tenue du sommet de Pékin si « Fureur épique » gronde encore. Sans doute faudra-t-il annoncer la victoire d'ici à la fin mars. Ce qui laisse entière la question du « jour d'après ». Esquissons, prudemment, trois scénarios.

Le premier est celui rêvé par Trump : on bombarde, vous manifestez ; vous prenez le pouvoir, une nouvelle ère commence pour l'Iran. Ver-

sion un tantinet irénique, même si la popularité de la République islamique est au plus bas. Démoralisés, les quelque 200 000 gardiens de la révolution abandonneraient le combat, ainsi que les 600 000 bassidji, miliciens tabasseurs à la sinistre réputation. Le régime s'autodissoudrait sous la pression de la rue. Le « script » comprend une version monarchiste : Reza Pahlavi, le fils du dernier chah, revient à Téhéran, assure l'intérim d'un gouvernement qui promet des élections pour 2027-2028. Un peu comme son père, Mohammad Reza Pahlavi, qui, un temps réfugié en Europe, retourna au pouvoir en 1953 après qu'un coup d'Etat fomenté par la CIA eut chassé le populaire premier ministre Mohammed Mossadegh.

Ainsi, après quarante-sept ans d'un pouvoir tyrannique, disparaîtrait la République islamique, dans un Iran dévasté par les bombes américaines et israéliennes. Et, sur les décombres d'infrastructures en ruine, un grand et vieux pays naîtrait à la démocratie. Crédibilité ?

Guerre civile rampante

On est en droit d'évoquer un scénario plus sombre, celui de lendemains chaotiques. La République islamique, qui se confond avec les structures de l'Etat, vacille, mais elle ne se rend pas. Nommé à la vaine en remplacement de son père [au poste de Guide suprême, Mojtaba Khamenei](#), 56 ans, représente l'aile dure du régime. Il est contesté. Uni

sous les bombes, le pouvoir se divise en camps opposés. Même si le sentiment national iranien est fort, les minorités non perses – arabes, kurdes, baloutches – revendiquent plus d'autonomie. Les armes circulent. Avec l'affaiblissement du pouvoir central s'installe une manière de guerre civile rampante dans un pays de 92 millions d'habitants, trois fois grand comme la France, disposant des plus fortes réserves d'hydrocarbures de la planète.

Le troisième registre, dans le spectre des scénarios possibles, pourrait s'appeler le « modèle vénézuélien ». Le régime tient bon et passe un marché informel avec les Etats-Unis : plus de nucléaire – plus du tout. En contrepartie, levée conditionnelle et progressive des sanctions au fil d'autres évolutions – limitation de l'arsenal de missiles, libération de prisonniers politiques. Difficile à avaler pour la théocratie militarisée de Téhéran, mais si sa survie est à ce prix... Dans le rôle de l'homme fort capable de négocier un tel pacte, le nom d'Ali Larijani, un des grands politiques de la République islamique, revient souvent. Est-ce envisageable avec Mojtaba Khamenei, intimement lié aux gardiens de la révolution et aux pires moments de la répression contre les Iraniens ? Mais le nouveau Guide se cache : pas une photo, pas une vidéo. A-t-il été blessé ? Outre son père, tué dès le 28 février, il aurait perdu sa mère, sa femme et son fils dans les bombardements.

Proclamation forcément unilatérale, sauf pour Téhéran à reconnaître sa défaite, la déclaration de victoire devait se faire à deux, Etats-Unis et Israël, a laissé entendre Trump. Mais à la montagne d'incon-

nues liées à cette « guerre sans stratégie », d'après l'hebdomadaire britannique *The Economist*, s'ajoutent des divergences sur les objectifs entre Américains (désireux d'une sortie de guerre rapide)

et Israéliens (qui veulent épuiser le régime). Une seule certitude : quoi qu'il arrive après « Fureur épique », la République islamique, déjà diminuée par la « guerre de douze jours » en juin 2025, sera plus

affaiblie encore sur la scène moyen-orientale. Mais sans doute tout aussi dangereuse pour les Iraniens.



Antoine Rondel,
12 mars 2026

Guerre au Moyen-Orient : Israël annonce mener des frappes «de grande ampleur» en Iran

L'armée israélienne a mené mercredi soir des frappes «à grande échelle» dans la banlieue sud de Beyrouth, tandis que de l'autre côté de l'Atlantique, le président américain assure que Téhéran, pourtant toujours sur le pied de guerre, sera bientôt défait.

Les autorités libanaises ont fait état ce jeudi de huit morts dans une frappe israélienne sur le front de mer à Beyrouth, une nouvelle attaque au cœur de la capitale au moment où le Hezbollah tirait un barrage de missiles supplémentaire vers Israël.

Plusieurs explosions ont par ailleurs retenti ce jeudi matin dans le centre de Dubaï, au-dessus d'un quartier résidentiel de la capitale commerciale des Emirats arabes unis, rapporte l'AFP. Des fortes explosions ont également été entendues du côté de Jérusalem, après la détection par Israël de tirs de missiles iraniens.

Le président russe, Vladimir Poutine, à Moscou, le 9 mars 2026.

Alors que les conséquences de la guerre se font de nouveau ressentir sur les marchés – le baril de pétrole a de nouveau repassé la barre des 100 dollars – le ministre de l'Économie reçoit, ce jeudi matin, les distributeurs et les raffineurs. Roland

Lescure attend que ces derniers «corrigent les anomalies» dans les prix.

Donald Trump a assuré mercredi soir que les Etats-Unis avaient frappé jusqu'ici «28 navires poseurs de mines» iraniens. Il a de nouveau décrit l'offensive israélo-américaine contre l'Iran comme une «excursion», assurant qu'elle était «très en avance» sur le calendrier prévu.

Retrouvez ici toutes les informations du mercredi 11 mars sur le conflit.

Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a averti dans un message publié sur X que toute attaque contre les îles iraniennes dans le Golfe inciterait Téhéran à «abandonner toute retenue» et à faire «couler le sang des envahisseurs». Plusieurs îles iraniennes sont en effet des terminaux d'exportation d'énergie essentiels, tandis que d'autres abritent des bases militaires iraniennes. Et selon le média Axios, une attaque sur la stratégique île de Kharg, hub pétrolier de l'Iran, est désormais envisagée.

La frappe israélienne sur le front de mer à Beyrouth, où dorment de nombreux Libanais déplacés sans abris ni toit, a fait huit morts et 31 blessés, selon un nouveau bilan du mi-

nistère libanais de la Santé. Un premier bilan faisait état de sept morts. Il s'agit de la troisième attaque au cœur de la capitale depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, après une frappe contre un hôtel en bord de mer dimanche et un raid contre un appartement mercredi.

Les Gardiens de la Révolution iraniens ont annoncé avoir frappé dans le nord du Golfe un navire battant pavillon des Îles Marshall, qu'ils ont présenté comme appartenant aux États-Unis. Sur leur site internet Sepah News, les Gardiens ont déclaré que le navire Safesa était «un bien de l'armée terroriste américaine» et qu'il «a été touché» dans le nord du Golfe après avoir «ignoré les avertissements et les alertes».

Tsahal annonce ce jeudi dans un message publié sur Telegram avoir lancé une vague de frappes de «grande ampleur contre des infrastructures du régime terroriste à travers l'Iran». Les forces israéliennes avaient lancé plus tôt dans la journée une série de frappes sur le Liban, tuant au moins sept personnes sur le front de mer du centre de Beyrouth.

Les perturbations sur les marchés du pétrole et du gaz provoquées par le conflit au Moyen-Orient permettent à Moscou de vendre son pétrole plus cher

et à davantage de clients, tout en desserrant l'étau des sanctions économiques qui pèsent sur le régime.

«La plus importante perturbation» de l'approvisionnement en or noir de l'histoire : les pays du Golfe réduisent actuellement leur production pétrolière d'au moins 10 millions de barils par jour, en raison du blocage du détroit d'Ormuz, a annoncé ce jeudi l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans un rapport. Il y a en particulier «d'importantes réductions d'offre» en Irak, au Qatar, au Koweït, aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite, ajoute-t-elle.

L'aéroport international du Koweït a été touché par plusieurs drones ce matin, rapporte l'agence de presse nationale du pays, citant les autorités de l'aviation civile. L'attaque n'a causé que des «dégâts matériels», précise la même source.

Au treizième jour de la guerre au Moyen-Orient, l'armée iranienne a annoncé ce jeudi avoir ciblé des bases militaires israéliennes et le Shin Bet, l'Agence de la sécurité intérieure du pays. «Les bases aériennes de Palmachim et d'Ovda, appartenant au régime sioniste, ainsi que le quartier général du Shin Bet ont été visés par des drones de l'armée de la République islamique d'Iran», a in-

diqué cette dernière dans un communiqué diffusé par la télévision d'État.

Une mesure pour protéger ses clients «face à ce choc pétrolier mondial» et pour prendre en compte la «situation très fluctuante des marchés pétroliers depuis le début du conflit dans le Golfe». Ce jeudi matin, le géant TotalEnergies annonce dans un communiqué maintenir le plafonnement des prix de l'essence dans ses stations-service de France métropolitaine jusqu'à la fin du mois de mars. Dans le détail, le prix de l'essence ne pourra pas dépasser 1,99 euro du litre. Le groupe relève toutefois le plafond du diesel à 2,09 euros le litre, alors que l'entreprise avait promis en février un «plafond à 1,99 euro /L du prix du diesel pour toute l'année 2026». Cette mesure, annoncée juste avant une réunion avec le ministre de l'Economie Roland Lescure, concerne 1 830 stations parmi les 3 300 du réseau TotalEnergies, précise le groupe.

La tension ne retombe pas au Moyen-Orient. Plusieurs explosions ont retenti ce jeudi matin dans le centre de Dubaï, au-dessus d'un quartier résidentiel de la capitale commerciale des Emirats arabes unis, rapporte l'AFP. Des fortes explosions ont également été entendues du côté de Jérusalem, après la détection par Israël de tirs de missiles iraniens. Selon le Haaretz, des débris de missiles sont tombés aux alentours de la ville, sans faire de victimes.

La France avait annoncé mercredi tripler son soutien humanitaire au Liban, en y dépêchant 60 tonnes d'aide pour les réfugiés quittant le sud du pays. Dans le détail, le chef de la diplomatie française avait annoncé l'envoi de «kits sanitaires, des kits d'hygiène, des matelas, des lampes, mais aussi un poste sanitaire mobile». Ce jeudi matin, ce soutien promis par Paris s'apprête à partir de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle.

Alors que les conséquences

de la guerre se font de nouveau ressentir sur les marchés – le baril de pétrole a de nouveau repassé la barre des 100 dollars – le ministre de l'Économie reçoit, ce jeudi matin, les distributeurs et les raffineurs. Roland Lescure attend que ces derniers «corrigent les anomalies» dans les prix quand il y en a et «fassent des propositions» pour atténuer les effets de la guerre au Moyen-Orient. Le ministre se dit «dans une logique de collaboration» mais souhaite que «les brebis galeuses rentrent dans le rang».

Les six premiers jours de guerre au Moyen-Orient ont coûté plus de 11 milliards de dollars aux États-Unis, note le New York Times, en s'appuyant sur des sources parlementaires. Selon le journal, ce chiffre exclut pourtant de nombreux coûts liés à la préparation des frappes, laissant penser que le montant final pourrait être, en réalité, bien plus élevé.

Le ministre italien des Affaires étrangères Antonio Tajani a déploré ce jeudi l'«attaque» d'une base italienne à Erbil, au Kurdistan irakien, sans faire de blessé. «Je condamne fermement l'attaque d'une base italienne à Erbil. Je viens juste de m'entretenir avec notre ambassadeur en Irak, et heureusement, tous nos militaires sont sains et saufs dans leur bunker», a-t-il déclaré sur X. Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, la région du Kurdistan autonome et sa capitale Erbil (nord) ont essuyé de multiples attaques imputées à des factions pro-iraniennes, pour la plupart neutralisées par la défense antiaérienne.

Pendant ce temps-là, les frappes iraniennes se poursuivent sur les autres pays du Golfe. Le ministère de l'Intérieur du Bahreïn a appelé jeudi les habitants de plusieurs localités à rester chez eux après avoir dénoncé «une attaque iranienne visant des réservoirs de carburant dans une installation du gouvernorat de Muharraq».

500 kilomètres plus au nord,

c'est le Koweït qui a été frappé dans la nuit après qu'un drone a ciblé un immeuble résidentiel au sud du pays, faisant deux blessés. Au Sud, c'est un porte-conteneurs qui a été touché jeudi par un «projectile inconnu» au large des Emirats arabes unis, provoquant un «petit incendie» à bord, a indiqué l'agence maritime britannique (UKMTO).

Les perturbations sur les marchés du pétrole et du gaz provoquées par le conflit au Moyen-Orient permettent à Moscou de vendre son pétrole plus cher et à davantage de clients, tout en desserrant l'étau des sanctions économiques qui pèsent sur le régime, à l'instar de la levée des sanctions américaines sur l'Inde pour racheter son énergie à Moscou. Notre analyse

Si l'alliance israélo-américaine domine de toute évidence le conflit enclenché contre l'Iran, cette donne n'est de toute évidence pas suffisante pour terminer le conflit enclenché par les deux pays contre le régime de Téhéran et éviter ses conséquences sur les cours énergétiques mondiaux. Alors Donald Trump ressort les grosses ficelles, assurant depuis l'Ohio et le Kentucky, que le régime des mollahs était «proche de la défaite» et poursuivant les menaces. «On peut frapper des zones de Téhéran et d'autres endroits [...]. Si on le fait, il leur sera presque impossible de reconstruire leur pays», a affirmé le président américain à son atterrissage à proximité de Washington, de retour d'un déplacement dans l'Ohio et le Kentucky.

Le baril de Brent est repassé jeudi au-dessus des 100 dollars et les marchés asiatiques déclinent après l'attaque de deux pétroliers au large de l'Irak, en pleine guerre au Moyen-Orient, malgré les déclarations fanfaronnes de Donald Trump assurant que la fin du conflit se rapprochait, aussitôt contredite par celles de Téhéran, qui s'est dit prêt à une guerre qui «détruirait» l'économie mondiale.

Au milieu de ces deux sorties à l'opposé l'une de l'autre, la stratégie consistant à débloquer les barils de réserves stratégiques de l'AIE n'a pas suffi à calmer les marchés et le Brent s'est envolé de 9,3 %, à 100,5 dollars. L'apaisement n'est pas plus de mise à la Bourse de Tokyo où le Nikkei a perdu dans la nuit 1,5 %, son cousin hongkongais 1,2 %. Les autres bourses d'Asie du Sud-Est ou d'Océanie étaient à l'avenant.

Les autorités du Liban ont fait état jeudi de sept morts et 21 blessés dans une frappe israélienne sur le front de mer à Beyrouth, une nouvelle attaque au cœur de la capitale au moment où le Hezbollah tirait un barrage de missiles supplémentaire vers Israël. La frappe a notamment touché la plage de Ramlet al-Bayda, où dorment de nombreux Libanais déplacés sans abris ni toit. C'est la troisième fois que le centre de la capitale est visé, une offensive israélienne en réplique à une opération conjointe des Gardiens de la Révolution et du Hezbollah visant une base du renseignement militaire israélien dans la banlieue de Tel-Aviv. L'armée israélienne a assuré de son côté avoir visé et atteint dix cibles liées au Hezbollah.

L'Iran a assuré mercredi être prêt pour une guerre longue, alors que le conflit régionalisé menace l'approvisionnement en pétrole de l'économie mondiale. Alors que les prix du baril augmentent, que des sites énergétiques sont frappés dans le Golfe, tout comme des navires dans le détroit d'Ormuz, passage stratégique pour le brut du Moyen-Orient, le président américain a, pour la deuxième fois cette semaine, estimé que la guerre pourrait se terminer «bientôt». L'armée israélienne, qui avait déjà jugé qu'«aucune limite dans le temps» n'était fixée, a pris le contre-pied de son allié, assurant disposer encore «d'un vaste réservoir de cibles».



Par Nazand Begikhani,
Publié le 09/03/2026

Les femmes kurdes, piliers de la liberté dans un Moyen-Orient en crise

Les Kurdes, en particulier les femmes, incarnent un potentiel important pour l'établissement de sociétés fondées sur les principes universels des droits humains en s'opposant à l'obscurantisme religieux qui empoisonne la région.

Le 2 mars, Yanar Mohammed, figure féministe kurde majeure en Irak, a été abattue devant son domicile par deux hommes appartenant à des milices chiites pro-iraniennes. Défenseuse infatigable de l'égalité de genre, elle menait depuis des années des campagnes contre les crimes d'honneur, les mariages précoces et forcés, ainsi que contre toutes les formes de violences faites aux femmes. Son assassinat s'inscrit dans une montée alarmante des violences de genre, que l'on pourrait qualifier de «féminicide», et qui touche aujourd'hui l'Irak comme d'autres pays du Moyen-Orient.

Cette intensification de la violence contre les femmes ne peut être dissociée du contexte de guerre et de chaos politique qui ravage actuellement la région. Depuis plus d'un siècle, les femmes kurdes, historiquement connues pour leur participation politique et militaire, mènent une lutte intersectionnelle contre les différentes formes d'oppression patriarcale et étatique. Si elles sont largement connues pour leur rôle déterminant dans la lutte contre l'Etat islamique, notamment au sein des forces combattantes en Syrie et en Irak, elles sont tout autant engagées dans la défense des droits des femmes, de l'égalité et de la liberté.

Au Kurdistan d'Irak, depuis le soulèvement de 1991, les

femmes se sont engagées activement dans des campagnes de sensibilisation contre l'inégalité structurelle et les pratiques discriminatoires inscrites à la fois dans certaines traditions et dans le système juridique baassiste hérité des années 1960. Grâce à leur mobilisation civique et à leur persévérance, ainsi qu'au soutien de certains membres progressistes du gouvernement régional, tels que le président Nechirvan Barzani, elles ont obtenu plusieurs avancées importantes : la reconnaissance des crimes d'honneur comme des meurtres ne bénéficiant d'aucune circonstance atténuante, l'abolition de la polygamie dans plusieurs juridictions, ainsi que le droit au divorce accompagné de dispositions plus équitables en matière de garde des enfants.

Montée de l'islamisme

Pour faire face aux violences domestiques, elles ont aussi été derrière les élites politiques et les ont mobilisés en faveur des droits des femmes. Cette mobilisation a conduit à l'ouverture de centres de refuge pour les femmes en danger et à la mise en place de programmes de formation destinés aux juges, aux forces de l'ordre et aux cadres gouvernementaux. Par ailleurs, elles ont initié la création de centres de recherches en études de genre afin de conceptualiser ces enjeux sociétaux et de produire un savoir fondé sur des enquêtes

de terrain menées, selon des méthodes féministes et éthiques. En 2011, le Parlement régional du Kurdistan a ainsi promulgué une loi progressiste sur les violences domestiques, unique dans la région. Malgré les obstacles - notamment la montée de l'islamisme depuis l'émergence de l'EI en 2014 - les femmes continuent à repousser les limites, et Yanar en était un exemple emblématique. Au Kurdistan syrien, le Rojava, les femmes ont aussi été essentielles dans la défaite de l'EI, lors des batailles de Raqqa et de Kobané. Mais elles ont aussi joué un rôle fondamental dans la gouvernance de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie pendant près d'une décennie. Elles ont intégré l'égalité dans les structures politiques et sociales et ont réformé des lois inspirées de la charia afin d'abolir la polygamie, le mariage précoce et certaines inégalités en matière d'héritage.

Sous leur impulsion, l'institutionnalisation du système de coprésidence - imposant qu'un homme et une femme partagent les responsabilités politiques - est devenue une pratique courante, non seulement au Kurdistan syrien, mais aussi dans certaines structures politiques kurdes en Turquie.

Principes universels

Ces acquis sont menacés. Le régime syrien a lancé, en jan-

vier, une offensive qui a provoqué des massacres et l'occupation d'une grande partie de la région autonome kurde. Les femmes continuent néanmoins à se mobiliser pour préserver leurs acquis politiques. Leur vigilance s'explique par le risque d'une intégration de leurs institutions dans le système gouvernemental syrien, conformément à l'accord conclu le 29 janvier entre le président syrien Ahmed al-Charaa, ex-jihadiste, et les Forces démocratiques syriennes.

En Iran, les femmes kurdes ont été à l'origine du mouvement Jin, Jiyan, Azadî «Femme, vie, liberté» après l'assassinat de la jeune étudiante kurde Jina Mahsa Amini en 2022. Ce slogan est devenu, pour de nombreux Kurdes, l'équivalent symbolique de «Liberté, égalité, fraternité» en France : un appel universel. Le mouvement, qui a dépassé les frontières ethniques en Iran, a ébranlé le régime des ayatollahs. Aujourd'hui, repris par des femmes et des défenseurs des droits humains dans le monde entier, ce slogan est devenu un symbole global de résistance et d'émancipation. Ces exemples suffisent à démontrer que les Kurdes ne sont pas simplement des «milices séparatistes» cherchant à remettre en cause les frontières héritées des accords coloniaux du XXe siècle - comme certains médias les ont récemment décrits. Au contraire, ils incarnent un po-

tentiel important pour le progrès et pour l'établissement de sociétés fondées sur la liberté, l'égalité et les principes universels des droits humains. Il ne fait guère de doute que ces principes s'opposent frontalement aux dérives idéologiques et pratiques islamistes radicales qui empoisonnent le Moyen-Orient depuis la fondation de la république islamique d'Iran.

Au lieu de réduire les Kurdes à un imaginaire unidimensionnel de «guerriers courageux», le monde gagnerait à recon-

naître et à valoriser les principes qu'ils défendent et mettent en pratique dès qu'une brèche de liberté le permet. Ils sont devenus, bien souvent, les garants de valeurs qui dépassent leurs propres frontières : la démocratie locale, l'égalité entre les sexes, la lutte contre l'obscurantisme religieux et la protection des minorités. Mais dans un ordre mondial dominé par les rapports de force plutôt que par les valeurs, les Kurdes ont été - et restent en grande partie - trahis par les puissances occidentales, au pre-

mier rang desquelles les Etats-Unis. Les Kurdes sont conscients que ces mêmes puissances n'hésitent pas à faire appel à eux lorsque cela sert leurs intérêts stratégiques pour ensuite les abandonner dès que l'équilibre géopolitique l'exige.

Cette lucidité suffira-t-elle à protéger leur projet politique et à préserver leur inspiration pour l'égalité et pour la justice dans le contexte géopolitique turbulent du Moyen-Orient ? L'assassinat de Yanar nous rappelle que la démocratie

est fragile et que l'émancipation et la liberté peuvent susciter de nouvelles formes de domination et de répression.

Reconnaître l'importance stratégique du combat des femmes kurdes pour la liberté et pour l'égalité n'est pas un simple geste symbolique. C'est affirmer que, dans une région secouée par la violence et les idéologies totalitaires, elles représentent l'une des forces les plus cohérentes, courageuses et visionnaires pour la liberté et la dignité humaine.



Hamdam Mostafavi
12 mars 2026

Pinar Selek, au nom des Kurdes

Dans «Lever la tête», la sociologue exilée en France, harcelée depuis vingt-sept ans par l'Etat turc, recrée près de trente ans plus tard ses travaux sur les Kurdes avec pour seule arme sa mémoire. Un acte de justice pour elle et pour le peuple kurde.

«J'ai sauvé ma recherche», souffle Pinar Selek, en exprimant des sentiments contrastés sur la publication de son nouvel ouvrage *Lever la tête*. La recherche interdite sur la résistance kurde, aux éditions Université Paris-Cité Editions. Epuisée, mais confiante, elle sort d'un marathon d'écriture et se lance dans la promotion de ce livre qui fait renaître des travaux anciens. Comment décrire ce travail entrepris par Pinar Selek, trois décennies après le séjour au Kurdistan de Turquie, qui a fini par la conduire en prison ? Une exploration de la mémoire du cœur et du corps, un défi intellectuel, une œuvre sociologique et personnelle...

«La Danse à mille têtes»

Retour en arrière : en 1995, la jeune sociologue turque, habituée à travailler sur les populations dites des marges - les prostituées, les personnes trans... - décide de s'atteler à un sujet totalement ostracisé par l'université de son pays : la question kurde.

Dans cette Turquie de l'avant-Erdogan, la machine d'Etat la traite déjà sans nuance : les Kurdes sont «l'ennemi», des terroristes et tout mouvement autonomiste ou indépendantiste est condamné comme tel.

Mais la jeune Pinar, élevée dans une famille d'avocats, veut voir de ses yeux qui sont ces gens auxquels on mène une guerre sans merci. Prisonniers politiques, tortures, disparitions, acculturations forcées, langue interdite : rien ne semble venir à bout de la résistance kurde. Cela intrigue la jeune chercheuse, qui se sent une «responsabilité» d'aller au-delà des formules ré-

ductrices sur ce peuple composé de 13 millions d'individus dans le pays et de 45 millions dans toute la région.

Mais elle sait que le travail ne sera pas simple : au nom de la cause kurde, le PKK, (Parti des travailleurs du Kurdistan) commet des attentats. Elle rencontre à l'université des Kurdes, qui lui ouvrent les portes de cette société tribale. Ainsi introduite, elle veut comprendre les dynamiques qui empêchent l'assimilation des Kurdes, malgré la politique répressive de l'Etat turc contre «toute une population minorisée et criminalisée», comme elle l'écrit en introduction.

Cette publication, près de trente ans plus tard, elle la vit comme un acte de justice pour elle et pour le peuple kurde. Mais elle n'osera pas vraiment le dire ainsi lors de son échange avec Libération. Après de trois décennies sous la menace de l'Etat turc, libre Pinar Selek, exilée à Strasbourg en 2011 et française depuis neuf ans, ne l'est pas

complètement. Accusée à tort par le régime d'avoir commis un attentat, elle et sa famille restée en Turquie font face à un acharnement judiciaire ininterrompu.

Sa capacité à explorer sa mémoire reste néanmoins intacte. En la torturant en prison, les Turcs pensaient lui arracher son travail. Ils l'ont paradoxalement ancré dans sa chair. «Il ne s'agit pas de revisiter des archives, mais de faire face à leur absence», affirme-t-elle. Au-delà de l'aspect personnel et profondément émouvant de ce combat, l'ouvrage de Pinar Selek, publié dans une collection universitaire, constitue une recherche riche sur les populations kurdes de l'est de la Turquie à la fin des années 90, leurs structures traditionnelles, la préservation des valeurs et de la culture de ces communautés.

Elle aborde aussi le rapport au mouvement armé et sa place dans la résistance politique, ainsi que le chemin fait par la direction du PKK pour

reconnaître la violence comme une impasse. Pinar Selek livre un témoignage sociologique rare de ce que sont les sociétés kurdes et leurs structures de résistance, notamment le «serhildan» qui donne son nom à l'ouvrage «lever la tête», une forme de soulèvement populaire déclenché lors des funérailles des combattantes et combattants kurdes.

Elle analyse l'action collective à travers la métaphore de «la Danse à mille têtes», une résistance basée sur de multiples actions individuelles po-

litiques, culturelles, violentes. Un corps à mille têtes dont le caractère protéiforme rend inopérantes les actions de l'Etat turc pour le tuer.

Nourrir l'optimisme de la volonté

La parution de cet ouvrage intervient à un moment particulier pour les Kurdes. En Syrie, l'expérience du Rojava, région autonome conquise dans les affres de la guerre civile syrienne, a été brisée par le nouveau pouvoir. En Turquie, le PKK a fini par rendre les armes et à se replier

vers l'Irak voisin. En Iran, les Kurdes ont subi la répression au même titre que le reste des Iraniens et aucune perspective politique n'existe.

Seule l'expérience irakienne subsiste. «Je n'ai rien à apprendre aux Kurdes, mais je souhaite qu'à travers ce livre, le monde entier voie cette expérience émouvante, qui donne aussi un espoir», explique la sociologue. Malgré une situation géopolitique peu favorable, elle veut voir les avancements de la cause kurde. «En Irak et dans la diaspora, les Kurdes sont en

convergence avec d'autres mouvements sociaux», assure-t-elle.

Citant Antonio Gramsci (1891-1937), elle s'attache à assurer nourrir l'optimisme de la volonté malgré le pessimisme de la pensée.

Et d'en référer aux Arméniens, qu'elle a aussi beaucoup étudiés et qui ont subi un silence de plusieurs décennies avant d'être reconnus. «Le fait que les Kurdes continuent à se mobiliser sans baisser les bras est une évidence qui va s'imposer.»

Le Monde avec AFP
12 mars 2026

Mort de Salih Muslim, figure de l'autonomie politique de la minorité kurde en Syrie

Le dirigeant kurde syrien a longtemps coprésidé le Parti de l'Union démocratique (PYD). Il s'est éteint mercredi « au terme d'un long combat contre la maladie », a fait savoir la formation politique.

Le dirigeant kurde syrien Salih Muslim, figure de l'autonomie politique acquise par la minorité kurde en Syrie, est mort, mercredi 11 mars, au Kurdistan d'Irak, au terme d'un long combat contre la maladie, a annoncé son parti dans un communiqué.

Il a longtemps coprésidé le Parti de l'Union démocratique (PYD), principale formation politique kurde de Syrie, qui a joué un rôle central dans l'avènement

d'une région autonome avec ses forces de sécurité et ses propres institutions dans le nord-est du pays.

Les Kurdes syriens ont toutefois été contraints en janvier de signer un accord douchant leurs espoirs d'autonomie, après avoir été attaqués par les forces du président syrien, Ahmed Al-Charaa, déterminé à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire.

Une vie consacrée « à la cause de son peuple »

Le PYD a salué dans un communiqué un homme qui « a consacré sa vie à la cause de son peuple, et à la défense de leurs droits légitimes. » Il est mort à Erbil, capitale du Kurdistan autonome d'Irak, « au terme d'un long combat contre la maladie ».

Des amis et membres du parti se sont rassemblés devant un hôpital de la pé-

riphérie d'Erbil après avoir appris la nouvelle de sa mort, a constaté un journaliste de l'Agence France-Presse. Son corps sera transféré jeudi en Syrie pour y être enterré.

Né en 1951 en Syrie, M. Muslim est originaire de la ville de Kobané, symbole de la première victoire des forces kurdes contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique en 2015.

Arnaud Frion, un soldat français, a été tué et plusieurs autres blessés dans une frappe de drone au Kurdistan irakien

La présence en Irak de ces militaires « s'inscrit dans le strict cadre de la lutte contre le terrorisme » et « la guerre en Iran ne saurait justifier de telles attaques », a affirmé Emmanuel Macron. L'état-major des armées avait fait état auparavant de six blessés.

Un militaire français a été tué « lors d'une attaque » au Kurdistan irakien dans la nuit de jeudi 12 à vendredi 13 mars, a déclaré Emmanuel Macron. « L'adjudant-chef Arnaud Frion du 7e bataillon de chasseurs alpins de Varcès est mort pour la France lors d'une attaque dans la région d'Erbil, en Irak », a-t-il écrit, confirmant que plusieurs militaires français avaient été blessés.

Il est le premier soldat français tué depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, déclenchée par des frappes israélo-américaines sur l'Iran, le 28 février, et qui s'est propagée à plusieurs pays de la région.

« Cette attaque contre nos forces engagées dans la lutte contre Daech depuis 2015 est inacceptable », a écrit le président français, en référence à l'organisation Etat islamique (EI), précisant que « leur présence en Irak s'inscrit dans le strict cadre de la lutte contre le terrorisme ».

« La guerre en Iran ne saurait justifier de telles attaques », a-t-il insisté.

Six soldats français ont été blessés dans une « attaque de drones dans la région d'Erbil », avait appris l'Agence France-Presse, jeudi, auprès de l'état-major français des armées. Ces militaires étaient « engagés dans des actions de formation à la lutte contre le terrorisme auprès de partenaires irakiens », avait ajouté l'état-major sans plus de précision.

Coalition internationale antidjihadiste

Selon le gouverneur d'Erbil, la frappe ayant blessé ces soldats impliquait deux drones et s'est produite sur une base située à Mala Qara, à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest d'Erbil.

Tôt vendredi, le groupe armé pro-iranien Ashab Al-Kahf a annoncé prendre pour cible « tous les intérêts français en Irak et dans la région » après le

déploiement du porte-avions français *Charles-de-Gaulle* dans le Golfe. « Nous annonçons à partir de cette nuit que tous les intérêts français en Irak et dans la région seront sous le feu de nos attaques », a déclaré le groupe irakien sur Telegram, exhortant les habitants à rester à au moins 500 mètres de la base au Kurdistan irakien où se trouvent des militaires français, sans revendiquer directement l'attaque qui a fait un mort et plusieurs blessés.

Dans le cadre d'une coalition internationale antidjihadiste dirigée par Washington, des militaires de plusieurs pays, dont l'Italie et la France, entraînent au Kurdistan irakien des membres des forces de sécurité kurdes.

Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, la région autonome du Kurdistan irakien et Erbil ont essuyé de multiples attaques imputées à des factions pro-iraniennes et pour la plupart neutralisées par la défense anti-

aérienne.

Plus tôt dans la journée, jeudi, le ministère de la défense italien a annoncé retirer temporairement tout son personnel d'une base militaire d'Erbil, à la suite d'une attaque de drone. Un retrait était déjà prévu, et ce dernier ne sera que « temporaire », a déclaré le ministre de la défense, Guido Crosetto, à la chaîne de télévision italienne TG1. Ce retrait a été confirmé par le ministre des affaires étrangères, Antonio Tajani.

Emmanuel Macron a mis en avant ces derniers jours le « rôle défensif » de la France dans la guerre au Moyen-Orient. Paris a dépêché pour cela un important dispositif aéronaval autour du porte-avions *Charles-De-Gaulle*. Il est, selon le chef de l'Etat, appelé à mobiliser huit frégates et deux porte-hélicoptères amphibies dans une vaste zone incluant également la mer Rouge et le détroit d'Ormuz, dans le Golfe.

« L'Iran a riposté en ouvrant la géographie des représailles, et accepte des dommages collatéraux élevés »

Face à l'asymétrie des moyens militaires, la stratégie iranienne consiste à prolonger le conflit et à l'étendre, afin que les pays du Golfe fassent pression sur Washington en faveur d'un cessez-le-feu et pour empêcher un chaos économique, analyse Julia Tomasso, spécialiste des questions de défense iraniennes, dans une tribune au « Monde ».

« Une guerre, on sait toujours comment elle commence, jamais comment elle se termine. » Cet adage résonne depuis le 28 février et aura rarement été autant invoqué pour décrire un conflit dont la source est visible, mais dont le mécanisme de propagation échappe à tout contrôle.

La confrontation ouverte opposant l'Iran à Israël et aux Etats-Unis, déclenchée par l'élimination du Guide suprême Ali Khamenei, semble, en effet, loin de se terminer. L'appareil politico-militaire iranien, sommé de prouver qu'il survit à une frappe de décapitation, a riposté en ouvrant la géographie des représailles, et accepte des dommages collatéraux élevés, au nom de sa résilience. Pour Téhéran, plus la supériorité aérienne adverse s'impose, plus la dissuasion iranienne se déplace vers d'autres cibles et plus l'intensité des frappes semble être économisée. Plus le théâtre s'étend, plus les coûts militaires deviennent asymétriques et plus le temps devient la variable maîtresse.

Pour l'Iran, la riposte était décisive narrativement : elle dit de l'appareil de commandement qu'il fonctionne encore,

qu'il peut coordonner, désigner et frapper rapidement, en ciblant des infrastructures qui symbolisent l'immunité occidentale. Pourtant, la dissuasion iranienne ne repose pas uniquement sur le nombre de frappes. Elle est aussi matérielle : montrer que le coût du conflit ne sera pas localisé et que le chaos sera, aussi, économique – la contrainte pour faire pencher les calculs des capitales.

Dissuasion politique

Et au-delà de la dissuasion adressée à l'extérieur, la riposte iranienne vise aussi la population du pays. Depuis 1979, la République islamique s'est construite sur une mémoire collective profondément marquée par la crainte du « *démantèlement territorial* », pour reprendre le terme du chercheur Pierre Pahlavi.

L'histoire du XXe siècle a nourri un imaginaire durable d'encerclement et de dépossession. Toute contestation dans les régions périphériques est ainsi interprétée non comme une simple dissidence locale, mais comme le possible prélude à une fragmentation encouragée de l'extérieur. Dès lors, l'évocation d'une possible [rébellion ethnique dans les régions kurdes](#) par les dirigeants américains a renforcé la perception d'une stratégie occidentale de fragmentation du pays et ravivé ce réflexe obsidional. Enfin, la nomination de Mojtaba Khamenei comme nouveau Guide suprême s'inscrit, elle aussi, dans une logique de dissuasion politique : la continuité du système est assurée, les alliances internes ne seront

pas remises en cause et la frappe de décapitation n'a pas produit l'effet escompté.

La transformation de ce conflit trilatéral en un conflit régional n'a rien d'un débordement accidentel. En février, le Guide suprême avait prévenu qu'une attaque sur l'Iran déclencherait une « *guerre régionale* ». Ainsi, pour l'Iran, l'élargissement ne signifie pas nécessairement augmenter la puissance de feu, il signifie diluer et complexifier l'équation. Le message iranien est donc frontal : si l'espace de projection américain sert de plateforme, il devient espace d'exposition. L'Iran frappe là où l'adversaire est présent, mais vise aussi les pays du Golfe, qui cherchent à renvoyer une image prospère, sûre et tournée vers l'avenir.

En impliquant le Golfe, le régime iranien semble vouloir augmenter le coût collectif du conflit et rendre ses propres problèmes indissociables des problèmes des autres. C'est un vieux principe de négociation : pour obtenir une sortie, il faut que la douleur devienne partagée, afin que les pays du Golfe fassent pression sur Washington en faveur d'un cessez-le-feu, car leur prospérité économique dépend de la stabilité régionale. Néanmoins, cette logique produit un paradoxe. Le régime prend le risque de se fabriquer des ennemis. D'autant plus que les frappes sur l'usine de désalinisation ont récemment fait surgir un front redouté, celui de l'eau comme arme de guerre.

Téhéran ne semble pas chercher une victoire militaire,

parce qu'il sait qu'il ne fait pas le poids. Cette logique se lit dans le choix des munitions : le régime a d'abord utilisé ses moyens les « *moins précieux* » pour économiser son arsenal balistique, plus dissuasif. Le calcul est celui d'une épreuve d'endurance : on n'épuise pas d'emblée ses cartes maîtresses quand la partie doit durer. Mais toute guerre d'usure est aussi, par définition, une guerre d'inventaires et de l'asymétrie coût-effet. Les dépenses iraniennes sont plus faibles que les systèmes de défense de ses voisins. Ce calcul est une forme d'économie politique de la guerre : faire payer cher la défense, et bon marché l'attaque. Même avec un taux d'interception élevé, l'attrition financière et industrielle peut devenir une contrainte stratégique.

Enfin, si l'« *axe de la résistance* » ne peut pas renverser l'équilibre militaire, il peut néanmoins étendre la durée et la géographie de la guerre. Les proxys ne seraient donc pas un levier de victoire mais un levier d'usure. Et, dans une guerre d'usure, le temps devient l'arme principale. Ainsi, le cœur de la stratégie iranienne semble-t-il tenir en une formule : ne pas gagner par domination, mais imposer un coût et prolonger le conflit. Cette logique d'usure a toutefois un prix humain élevé, supporté avant tout par les populations civiles de la région, prises dans l'extension progressive du théâtre de guerre. Et c'est là que se loge l'ironie de la situation : pour les plus puissants militairement, frapper fort ne suffit plus et pour le plus faible, la

capacité à durer peut déjà constituer, en soi, une forme de résultat stratégique. Entre ces logiques de puissance,

ce sont pourtant les sociétés civiles qui continuent d'en porter le poids le plus lourd.

Julia Tomasso est enseignante-chercheuse au sein des programmes industrie de défense et de haute techno-

logie et Moyen-Orient/Afrique du Nord à l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Le Monde

Asia Balluffier, Claire Gatinois, Louis Imbert
13 mars 2026

Iran : la dangereuse hypothèse d'un commando américain pour récupérer 440 kilos d'uranium enrichi toujours enfouis près d'Ispahan

L'option avait été écartée lors de la « guerre de douze jours », en juin 2025. Même au sein de l'état-major américain, des voix s'élèvent pour s'inquiéter d'une opération jugée trop complexe et risquée.

Près de 440 kilos d'uranium enrichi à 60 % gisent toujours en Iran, enfouis à quelque 200 mètres de profondeur, sous la roche. Scellé dans des cylindres de métal de la taille de bonbonnes d'oxygène pour la plongée sous-marine, ce stock radioactif, à l'état gazeux, tiendrait dans les coffres d'une dizaine de voitures. Pour s'emparer de ce matériau à même de permettre au régime iranien de produire une arme nucléaire, les Etats-Unis et Israël envisagent de déployer des soldats au sol, avant la fin de la guerre.

« *Peut-être qu'à un moment donné nous le ferons. Ce serait une excellente chose* », a lancé Donald Trump, dimanche 8 mars, à bord d'Air Force One, l'avion présidentiel américain. Selon le [New York Times](#), une opération commando avait déjà été envisagée par Washington durant la « guerre de douze jours », en juin 2025, puis jugée trop risquée. L'option était encore évoquée en janvier, durant la planification de cette nouvelle guerre.

Pour Donald Trump, ce stock d'uranium serait un trophée qu'il pourrait offrir à sa base

électorale, inquiète de la flambée des prix du pétrole provoquée par la guerre. « *Ce qui est beaucoup plus important pour moi [que le pétrole], c'est d'empêcher un empire du mal, l'Iran, de se doter d'armes nucléaires et de détruire le Moyen-Orient, voire le monde entier* », écrivait, jeudi 12 mars, le locataire de la Maison Blanche sur son réseau, Truth Social.

Les analystes imaginent déjà les photos des bonbonnes barrées de la mention « *mission accomplie* », à l'image de ce qu'avait fait George W. Bush en 2003, depuis le porte-avions USS *Abraham Lincoln*, annonçant la fin des opérations de combats en Irak. La guerre avait encore duré huit ans après cette mise en scène.

« Israël fait pression pour cette opération »

« *Il semble que nous soyons en voie de déployer des troupes américaines au sol en Iran pour atteindre les objectifs potentiels* », s'est affolé, le 10 mars, le sénateur démocrate du Connecticut Richard Blumenthal, au sortir d'un briefing confidentiel sur l'Iran.

Au sein même de l'état-major américain, les voix s'élèvent pour modérer les élans en faveur de ce raid. « *Israël fait pression pour cette opération, mais l'armée américaine la juge dangereuse et en a informé la Maison Blanche. Il serait compliqué de détruire le matériel sur place ; il faudrait probablement l'emporter ailleurs* », commente Ian Bremmer, fondateur du think tank Eurasia Group.

Une source israélienne indique au *Monde* que l'uranium serait transportable. Selon le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, interrogé le 9 mars, en marge d'un sommet à Paris, un peu plus de 200 kilos d'uranium hautement enrichi avaient été identifiés, avant la « guerre de douze jours », sur le site d'Ispahan. Ce stock demeurerait bloqué dans un complexe de tunnels. Les frappes menées par Israël et Washington en juin 2025 n'avaient fait que s'attaquer aux entrées de ce site. En l'absence d'inspecteurs de l'AIEA en Iran, le reste de l'uranium enrichi à 60 % demeure dans l'ombre. Il pourrait s'en trouver encore sur les sites de production de

Fordo et Natanz bombardés en profondeur en 2025.

Une opération sur ces sites, situés au cœur de l'Iran, nécessiterait une domination aérienne totale de l'aviation américaine sur une large part du pays, la capacité de déployer hélicoptères et drones, et des frappes préalables sur les forces de sécurité de la ville d'Ispahan, à 15 kilomètres du principal site de stockage.

Un tel déploiement rappelle la tentative échouée de libération des otages de l'ambassade américaine à Téhéran, en 1980. Baptisée « *Eagle Claw* » (« serre d'aigle »), l'opération, ordonnée par Jimmy Carter dans un pays en pleine agitation révolutionnaire, avait fait intervenir une force d'assaut de 120 militaires, complétée par six avions Lockheed C-130 Hercules, des avions ravitailleurs, des hélicoptères et des camions. Elle s'était soldée par un échec cuisant, faisant huit morts parmi les forces américaines.

« Il faudrait des milliers de soldats »

« *Pour s'emparer du stock d'uranium hautement enrichi,*

il faudrait des milliers de soldats, qui devraient acheminer des engins de chantier et sécuriser le terrain possible-ment durant plusieurs jours, le temps que les excavatrices fassent leur travail », présume Danny Orbach, historien militaire à l'Université hébraïque de Jérusalem.

Les images par satellite consultées par *Le Monde* montrent que les trois entrées connues des tunnels d'Ispahan ont été obstruées peu avant la guerre, entre le 24 janvier et le 2 février. Ces travaux font suite au déploiement d'autres engins de chantier, visibles notamment autour de l'entrée nord entre fin septembre et décembre 2025.

Une fois les commandos parvenus à l'intérieur, « *une explosion ne brûlerait pas*

l'uranium enrichi. Mais elle pourrait le disperser d'une telle manière qu'il serait long et difficile de le récupérer », avertit Jeffrey Lewis, expert à l'Institut d'études internationales Middlebury à Monterey (Californie).

Pour les responsables de sécurité israéliens, il est difficilement envisageable de mettre un terme à la guerre avant que le stock d'uranium hautement enrichi n'ait été rendu inexploitable ou sorti du pays. Mais le risque nucléaire est aussi un moyen de pression et un pari pour Israël. Il contribue à tenir Donald Trump impliqué dans le conflit, que l'Etat hébreu souhaite poursuivre jusqu'à laisser le régime iranien en ruines, vulnérable à des manifestations populaires.

« *On s'approche de nos buts*

de guerre », avance Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël en France. Les Etats-Unis et Israël assurent être en mesure de détecter toute tentative iranienne d'accéder au stock d'uranium pour le déplacer.

Pourquoi les journalistes du « Monde » ne peuvent pas être en Iran

La couverture éditoriale des événements en cours en Iran, depuis les premières frappes américano-israéliennes du 28 février, est particulièrement difficile. Comme lors des précédents conflits survenus ces derniers mois entre le régime iranien d'un côté et Israël et les Etats-Unis de l'autre, *Le Monde* ne peut être présent sur place. Depuis juin 2021, date des derniers reportages réalisés en Iran par l'un des journalistes

du service International à l'occasion de l'élection présidentielle, nos demandes de visas ont été refusées ou n'ont pas été prises en compte par les autorités de Téhéran. Les entretiens et témoignages sont donc recueillis de Paris par téléphone ou en visio, et les informations en sources ouvertes vérifiées et validées par nos journalistes spécialisés. Nous documentons aussi la situation par le biais d'images satellites et la vérification des vidéos amateurs tournées sur place. Depuis les manifestations antigouvernementales de janvier et la répression massive à laquelle elles ont donné lieu, ce travail est rendu encore plus complexe par la coupure, totale ou très large, d'Internet et des communications sur place, décidée par les autorités iraniennes.

Le Monde

13 mars 2026

« Nous ne sommes pas engagés en guerre contre qui que ce soit », réaffirme Emmanuel Macron, après la mort d'un soldat au Kurdistan irakien

Interrogé sur une éventuelle riposte, le chef de l'Etat a refusé d'envisager toute « forme de scénario » et a promis que la France continuerait à protéger ses ressortissants.

« *J'ai rappelé la position de la France. Elle est claire dans la région, elle est défensive. Nous ne sommes pas engagés en guerre contre qui que ce soit »,* a déclaré, vendredi 13 mars, le président de la République, après [la mort d'un soldat français au Kurdistan irakien](#).

Selon le ministère des armées, sept soldats ont été

blessés dans une « *attaque de drone »,* jeudi soir, et l'adjudant-chef Arnaud Frion « *a succombé à ses blessures ».*

Le chef de l'Etat a jugé « *inacceptable »* que des soldats français aient été pris pour cibles, alors qu'ils « *luttaient dans le cadre d'une coalition internationale contre les résurgences du terrorisme dans la région et au*

service de la souveraineté irakienne ».

Emmanuel Macron, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse durant la visite du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a affirmé avoir demandé aux armées « *une analyse consolidée des faits, de leurs circonstances »,* qu'il espère obtenir « *dans les prochaines heures ».*

« **Sang-froid, calme et détermination** »

Interrogé sur une éventuelle riposte, il a refusé d'envisager toute « *forme de scénario »* ou d'entrer dans une « *politique-fiction sur ce sujet ».*

The New York Times

March 11, 2026

New Iranian Leader Was Wounded Early in the War, Iranian and Israeli Officials Say

Officials say Mojtaba Khamenei's legs were hurt, but the circumstances as well as the extent of his injuries were unclear. He has remained out of view since being announced as leader three days ago.

Three days after Mojtaba Khamenei was proclaimed to have [succeeded his slain father](#) as Iran's supreme leader, he has not appeared on video or in public nor issued any written statements.

One reason is concern that any communication could reveal his location and put him in danger, according to three Iranian officials speaking on condition of anonymity to discuss a sensitive subject in Iran.

But another factor is that Mr. Khamenei, 56, was injured on the opening day of the attack by Israel and the United States, they said.

The three Iranian officials said they were told by more senior figures in the government over the past two days that Mr. Khamenei had suffered injuries, including to his legs, but that he was alert and sheltering at a highly secure location with limited communication.

Two Israeli military officials said information gathered by Israel had also led the defense establishment to believe that Mr. Khamenei

suffered leg injuries on Feb. 28, a conclusion they reached even before he was selected as the new supreme leader on Sunday. The Israeli officials spoke on condition of anonymity.

The full circumstances and extent of Mr. Khamenei's injuries were unclear.

His father, Ayatollah Ali Khamenei, was killed in Israeli airstrikes on a leadership compound in the heart of Tehran, also on Feb. 28. The new supreme leader's mother, wife and a son as well as several top Iranian defense officials were also killed in that daytime attack.

One hint of Mr. Khamenei's condition has been references on state television and the state news agency IRNA, which called him the "wounded war veteran" supreme leader. Also, a statement from Komiteh Emdad, a powerful government religious charity, congratulating Mr. Khamenei calls him a "janbaz jang," the Persian term for a veteran wounded in war.

On Tuesday, local media in Iran asked Esmail Baghaei, the spokesman of Iran's foreign ministry, if

Mr. Khamenei had taken charge and assumed his new role as the country's top religious and political figure and the commander in chief of armed forces.

Mr. Baghaei would not answer the question directly and said, "those who have to receive the message have received the message."

Mr. Khamenei has remained a mysterious figure. He has seldom, if ever, delivered public speeches or attended public events. Iranian media began circulating a half-minute-long video with just still photographs of him and a short biography.

On Friday, when it emerged that Mr. Khamenei was the front-runner in the succession selection, Israeli fighter jets dropped bunker-busting bombs on the remaining structure of the supreme leader's office and living compound, shattering it into rubble, satellite photographs showed.

Iranian officials said they believed that the target of the strikes was Mr. Khamenei but that he was not there. Israel's defense minister, Israel Katz, had said

in a social media post that any successor to Ayatollah Khamenei would be a target. President Trump said he was not happy with Mr. Khamenei's ascent but would not address whether or not the U.S. planned to try to kill him.

In Iran, Mr. Khamenei may be physically out of public view, but his face is already on large banners installed around the capital Tehran, and on a gigantic mural showing his late father handing him the flag of Iran.

Mr. Khamenei, who has deep ties to the Islamic Revolutionary Guards Corps, was a power player in the shadows for years. He coordinated security and military affairs for his father's office. But little is known about his personality or plans for ruling Iran other than his deep ties to the Guards and the hard-line faction.

Government supporters have been holding ceremonies of "pledging alliance" to Mr. Khamenei in town squares across the country, waving flags and holding his photographs.

The New York Times

March 13, 2026

Turkey Says NATO Defenses Shot Down a Third Iranian Missile

Turkey did not say where the missile was intercepted. But residents near Incirlik Air Base, which hosts U.S. troops, reported hearing sirens and a loud boom.

NATO air defenses intercepted a missile fired from Iran and entering Turkey's airspace on Friday, the Turkish defense ministry said in a [statement](#).

It was the third such interception of an Iranian missile over Turkey in 10 days.

The defense ministry did not say where the missile was shot down. But residents near the Incirlik Air Base in southern Turkey, which houses Turkish, U.S. and other NATO forces, reported hearing air raid sirens, followed by a loud boom at around 3:30 a.m. that rattled windows.

In a statement, Allison Hart, a spokeswoman for NATO, confirmed the interception of a ballistic missile "heading to Turkey." Iran did not comment.

A successful attack on Turkey, which has long maintained diplomatic and trade ties with Iran, could mark an escalation in the war because Turkey is a member of NATO and a strike on its territory could activate the alliance's mutual defense clause.

Since the United States and Israel began attacking Iran, it has retaliated with



Turkish combat drones at the Incirlik Air Base, in southern Turkey, in 2021. Leszek Szymanski / EPA, via Shutterstock

attacks on U.S. partners around the region, and its leaders have called for attacks on U.S. military bases. Most of these attacks have hit oil-rich countries in the Persian Gulf.

Turkey has said it will not allow its airspace to be used in attacks on Iran. But that has not shielded it from Iranian missiles.

Western officials said the first missile shot down over Turkey, on March 4, had [targeted the Incirlik base](#). In that case, [Iran denied](#) that it had fired at Turkey. A second missile was [shot down on March 9](#).

On Monday, the State Department [ordered the departure of U.S. diplomats](#) and their families from Adana, a city in southern Turkey where the United States maintains a consulate. It also warned Americans not to travel to southeastern Turkey "due to risk of terrorism and armed conflict."

On Tuesday, Turkey's Defense Ministry said NATO had deployed a Patriot air defense system in the eastern Turkish city of Malatya to bolster the country's protection. The Patriot is the United States' most ad-

vanced ground-based missile defense system.

Zeki Akturk, a spokesman for the Turkish defense ministry, told journalists on Thursday that the Incirlik base houses Turkey's F-16 fleet, as well as refueling aircraft and drones.

All of the base's facilities belong to Turkey, he said, adding that military personnel from the U.S., Spain, Poland and Qatar are currently deployed there.



March.13, 2026

Kurdistan Region hit by nearly 300 drones, missiles in two weeks of war

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region has been targeted by 294 drones and missiles during two weeks of war involving Israel and the United States against Iran, killing six people and wounding 35 others, according to monitoring by Rudaw.

Drone and missile attacks on the Kurdistan Region continued on Friday, with at least two people injured in a series of strikes in Erbil province after a Peshmerga force came under attack near the Hawraza Nafta area, a few miles east of Erbil city.

"Two drones and a missile targeted our headquarters at around 2:00 pm today," Abdullah Hama Rashid, head of the Peshmerga force's operations, told Rudaw. "Two of our members were injured

but are in good condition."

Around five missiles struck Azadi Camp in Erbil's Koya district, a facility that houses members and families of the Iranian Kurdish opposition Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI).

At around noon, two drones also struck KDPI positions in the Akoyan Valley in Erbil province. A party official told Rudaw the attack was carried out by Iran but caused no casualties.

Another drone strike targeted the Saraw area of Koya later on Friday.

According to Rudaw's monitoring, a total of 294 drones and missiles have struck the Kurdistan Region since February 28, up to 4:00

pm on Friday. Of these, 247 targeted Erbil province, 41 struck Sulaimani province, four hit Duhok province, and two landed in Halabja province.

Erbil Governor Omed Khoshnaw has said many of the projectiles were "intercepted and destroyed by air defense systems."

Overall toll

According to compiled statistics, six people have been killed and 35 others injured since the start of the US-Israeli war with Iran on February 28.

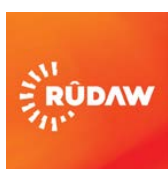
Those killed include a security employee at Erbil International Airport, four Peshmerga fighters affiliated with Iranian Kurdish opposition parties - two in Erbil and

two in Sulaimani province - and a French soldier killed in Erbil on Thursday.

Among the injured are three security personnel at Erbil International Airport, two guards at the former UN headquarters in Sulaimani, and a guard at the Titanic Hotel in Sulaimani.

Seven civilians were also wounded, including a delivery motorcyclist in Erbil, a resident of Bajd Kandala camp in Zakho, a nurse in Azadi Camp in Koya, three civilians from western Iran in Zawi Spi camp in Koya, and a child in the Qalawa neighborhood of Sulaimani.

Fourteen Peshmerga fighters and six French soldiers were also wounded in the attacks.



March.13, 2026

Six French soldiers injured in Erbil drone attack

ERBIL, Kurdistan Region - Six French soldiers were injured late Thursday in a drone attack targeting a joint Kurdish Peshmerga-French military base outside the city of Erbil, an official confirmed to Rudaw.

"In the attack on the Mala Qara front, six French soldiers were injured," Erbil Governor Omed Xoshnaw said, adding that the injuries were not critical. The town of Mala Qara is situated around 60 kilometers southwest of Erbil.

Xoshnaw noted that no Peshmerga personnel were harmed in the attack.

Senior Peshmerga commander Sirwan Barzani told Rudaw that seven French personnel were injured at the base, which hosts French military advisors and trainers.

"The French who were there have nothing to do with war and conflict and are only military advisors who are legally in Iraq and the Kurdistan Region," he said.

Barzani described the attack as unlawful and called on Baghdad to take action. "The terrorist acts that are being carried out against the Kurdistan Region and even Iraq are very unlawful, and the Iraqi government must set limits for them," he said.

France maintains hundreds of troops in the Kurdistan Region, where its forces train Peshmerga fighters as part of the global coalition against the Islamic State (ISIS).

The Kurdistan Region has been targeted by repeated drone and missile attacks since the start of Iran's war with the US-Israel coalition on February 28.

Italian officials said on Thursday that their base in the Kurdish capital was targeted by an explosive-laden drone late Wednesday. However, Xoshnaw said the reported attack was actually debris from an intercepted drone that fell near the base.



14 mars 2026

"Ils sont utilisés avant d'être abandonnés": les Kurdes iraniens, un atout dans la manche de Donald Trump dans la guerre contre l'Iran?"

En Irak, à la frontière avec l'Iran, des milices de Kurdes iraniens se préparent à affronter les forces armées de la République islamique. Les États-Unis voient d'un bon œil cette minorité, depuis longtemps "instrumentalisée" par les Occidentaux, dans le cadre de leur guerre menée aux côtés d'Israël contre Téhéran.

La guerre qui embrase tout le Moyen-Orient a fait [un mort et six blessés parmi les soldats français déployés en Irak](#) pour des actions de formation à la lutte contre le terrorisme. Ces soldats étaient présents dans la région d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien. Une région ciblée par des drones de faction pro-régime des mollahs car elle abrite des Kurdes iraniens.

Quelques milliers de combattants de cette minorité ethnique, discriminée par la République islamique, s'entraînent au maniement des armes dans les montagnes situées à la frontière avec l'Iran. Car ils n'attendent qu'une chose: la fin de [la République islamique, frappée par les États-Unis et Israël](#). Avec l'espoir d'enfin accéder à l'autodétermination, souhaitée depuis des décennies.

Les Kurdes sont un peuple sans État principalement réparti entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. En Iran, ils représentent 10% de la population, à majorité perse, et constituent la minorité la plus importante. À l'image des Kurdes irakiens, les Kurdes iraniens qui vivent

surtout dans l'ouest de l'Iran, aimeraient obtenir leur autonomie. Une volonté que Washington et l'État hébreu pourraient être tentés d'exploiter dans leur offensive contre Téhéran.

"Les Américains se sont rendus compte qu'en l'absence de troupes au sol faire tomber le régime serait particulièrement difficile. Comme ils ne sont pas prêts à envoyer eux-mêmes des troupes pour des tas de raisons liées à la politique intérieure, et au risque de voir des victimes revenir dans des corbillards aux États-Unis, ils ont eu cette idée d'instrumentaliser les Kurdes", explique à BFM Karim Emile Bitar, chercheur associé à l'IRIS, spécialiste du Moyen-Orient et de la politique étrangère des États-Unis.

"Ils renouent avec une vieille tradition occidentale qui consiste à jouer sur les angoisses existentielles des minorités, d'essayer de leur promettre une certaine autonomie s'ils contribuent à faire chuter le régime", abonde l'enseignant à Sciences Po Paris.

Les Kurdes iraniens, armés par les États-Unis?

Quelques jours après le début de la guerre, Donald Trump a déclaré être "tout à fait favorable" à une offensive des combattants kurdes iraniens en Iran avant de rétro-pédaler et d'expliquer que "le conflit (était déjà) suffisamment compliqué". Plusieurs médias américains ont relevé que les États-Unis

comptaient armer ces milices pour susciter un soulèvement. Une information démentie par la porte-parole de la Maison Blanche.

"Les articles suggérant que le président a donné son accord pour un tel plan sont complètement faux et ne devraient pas être écrits", a déclaré Karoline Leavitt le 4 mars dernier. Elle a en revanche confirmé que le président américain avait "parlé avec des dirigeants kurdes" à propos de la base dont disposent les États-Unis dans le nord de l'Irak.

L'un des responsables du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) à l'étranger, Asso Hassan Zadeh, a affirmé [à nos confrères de RFI](#) que "des contacts et des discussions sans précédent à un niveau exceptionnel ont eu lieu entre l'administration américaine et la coalition des forces politiques kurdes du Kurdistan iranien".

La professeure de sociologie politique à l'université de Paris-Cité et spécialiste de l'Iran, Azadeh Kian, nous assure "que les Israéliens et les Américains ont armé une partie des Kurdes iraniens afin qu'ils puissent, le jour J, attaquer l'Iran avec des armements". En revanche, [auprès de nos confrères du Monde](#), un commandant militaire d'un camp de combattant kurde, Rebaz Sherifi, situé à une trentaine de kilomètres d'Erbil - la capitale de la région autonome du Kurdistan - réfute avoir reçu une quelconque aide, que ce soit en matière d'armement, de

logistique ou de renseignement militaire.

Une minorité ethnique militairement structurée utilisée par Washington depuis des décennies

Si en Iran les Kurdes représentent 10% de la population, ils sont la frange la plus organisée du [mouvement d'opposition au régime](#). Et c'est pour cela que ses combattants, les peshmergas qualifiés de "terroristes" et de "séparatistes" par Téhéran, plaisent à Washington. "Les Kurdes ont une longue tradition de lutte militaire. Ils sont une organisation militaire mais aussi politique", rappelle la spécialiste Azadeh Kian.

Différents groupes kurdes iraniens basés en Irak se sont d'ailleurs unis le 22 février dernier après la [répression dans le sang du mouvement de contestation](#). Quelques jours, donc, avant le début de l'opération américano-israélienne, devenue une guerre qui embrase tout le Moyen-Orient. "Les partis kurdes se sont réunis pour la première fois autour de la même revendication officielle - le fédéralisme pour le Kurdistan et la démocratie pour l'Iran - alors qu'il y a encore quelque temps, ils s'entre tuaient", souligne Azadeh Kian qui se demande jusqu'à quand ce rassemblement va tenir.

C'est loin d'être la première fois que les États-Unis se tournent vers les Kurdes pour des actions militaires. "Ils sont utilisés avant d'être abandonnés", constate le chercheur Karim Emile Bitar.

"Depuis près d'un siècle, toutes les promesses qui leur ont été faites sont restées lettres mortes".

En 1991, par exemple, George Bush père a incité les Kurdes irakiens au soulèvement contre le dirigeant Saddam Hussein, sans les protéger de ses troupes. Plus récemment, les Kurdes de Syrie qui ont œuvré [aux côtés de la coalition internationale menée par les États-Unis contre Daesh](#) ont été lâchés après la [chute de Bachar Al-Assad](#) en décembre 2024. Au début de l'année, Donald Trump a coopéré avec [le nouveau gouvernement de Damas](#) lui permettant de [mener une offensive contre eux](#).

"Donc comment voulez-vous que les Kurdes iraniens puissent faire confiance à Trump?", s'interroge Azadeh Kian. "D'autant plus que Trump n'a pas de stratégie claire vis-à-vis de l'Iran".

"Ça peut se payer cher dans les urnes": pour Donald Trump, la guerre en Iran est un sérieux risque politique

"Les informations qui nous remontent du terrain sont assez confuses: certains disent que ce sont les Kurdes iraniens qui ont demandé à Trump de les aider, alors qu'officiellement, les Kurdes disent que ce n'est pas le cas car ils ne veulent pas devenir les proxys de Trump et de Netanyahu", relève-t-elle.

Dans les médias occidentaux, des voix favorables à une aide américaine se font entendre. "Nous pensons que cette guerre va créer une opportunité pour le peuple du Kurdistan de vivre librement", a déclaré à l'AFP Kalel Kani Sanani, porte-parole du Parti pour la liberté du Kurdistan (PAK). Si les États-Unis "nous aident à renverser ou à affaiblir le régime au Kurdistan iranien et à nous protéger comme ils l'ont fait au Kurdis-



Dans les montagnes du Zagros, qui séparent l'Iran et l'Irak, des centaines de jeunes exilés kurdes iraniens rêvent de rentrer chez eux. © LAURENT PERPIGNA IBAN / HANS LUCAS / HANS LUCAS VIA AFP

tan irakien en 1991, nous accepterons".

"Les Américains nous ont aidés à survivre, c'est aussi simple que cela. Certes, ils nous ont lâchés à de nombreuses reprises, mais ils sont les seuls à avoir agi en notre faveur", a relevé [auprès du Monde](#) le commandant d'une autre base de kurdes iraniens, Shorsh Hazy. "Nous sommes contents quand ils aident et, quand ils ne le font pas, on se dit qu'ils doivent avoir leurs propres intérêts ailleurs".

Des combattants qui ne font pas le poids à ce stade face aux Gardiens de la révolution

À ce stade, les Kurdes iraniens ne sont pas assez puissants pour tenter une incursion en Iran et faire face aux appareils sécuritaires de la République islamique, dont ils attendent l'affaiblissement complet. Ils sont seulement quelques milliers à s'entraîner dans les montagnes irakiennes. Et les instruments de répression du régime restent solides malgré les attaques israélo-américaines. Des Gardiens de la révolution veillent à la frontière.

Même si les Kurdes iraniens arrivaient, imaginons, à reprendre le pouvoir sur les terres de l'ouest de l'Iran où vit leur minorité, comme ils le souhaitent, ils auraient encore du chemin à parcourir avant d'atteindre Téhéran.

"Je ne pense pas que les partis kurdes iraniens se lancent dans une telle aventure sans être sûrs que par la suite, il y aura une garantie de la protection des civils en Iran", avance à RFI le juriste franco-iranien, Asso Hassan Zadeh.

Pour Stefano Ritondale, responsable chez une entreprise spécialisée dans l'analyse du renseignement, Artoriaks, interrogé par l'AFP, les États-Unis n'ont pas pour objectif de pousser les Kurdes iraniens à renverser le régime mais à les utiliser "comme une opposition armée". Et ce, "afin de remettre suffisamment en cause le pouvoir en place pour créer un effet en cascade qui pousserait les gens à redescendre dans la rue et à manifester".

Un obstacle de taille se dresse toutefois sur la route des Américains face à un tel

dessein: le refus du gouvernement central irakien, et par conséquent du gouvernement de la région autonome du Kurdistan irakien.

Bagdad a affirmé sa détermination à respecter l'accord de sécurité avec Téhéran pour protéger leur frontière commune. Les autorités kurdes ont de leur côté nié toute implication dans des projets visant à armer ou à envoyer des forces de l'opposition en Iran. Toute intrusion entraînerait des frappes sur "toutes les installations" du Kurdistan autonome irakien a prévenu Téhéran. Les bases américaines dans la zone sont déjà confrontées à des attaques de drones et de missiles de la part de groupes chiites pro-régime.

"Je pense que cette idée sera remise au placard, sauf si les États-Unis se lancent dans une fuite en avant sans mesurer les conséquences que pourrait avoir cette décision", estime l'enseignant à Sciences Po, Karim Emile Bitar.

La Turquie, pilier du réarmement européen

DÉCRYPTAGE : Le président Erdogan a réussi à placer son pays au cœur de la défense du Vieux Continent, en exploitant les angoisses nées du conflit en Ukraine et en suivant une stratégie d'autonomie et d'innovations militaires.

C'était bien avant que les bombardements américano-israéliens ne s'abattent sur l'Iran. Pendant des mois, industriels de l'armement et diplomates turcs ont enchaîné les rencontres discrètes avec leurs homologues européens. Au sein de petits cercles, ils ont abordé le sujet qui obsédait tout le monde : le réarmement accéléré des pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dans un climat de tensions régionales croissantes. Peu à peu, ces échanges confidentiels ont débouché sur des résultats tangibles : accords, contrats d'armement et missions confiées à Ankara, d'un bout à l'autre du continent.

En juin 2025, le géant italien de la défense Leonardo et le turc Baykar lançaient LBA Systems, une joint-venture consacrée aux drones de combat Bayraktar. Quelques mois plus tard, en décembre, la Roumanie annonçait l'achat d'une corvette de classe Hisar, soit le premier navire de guerre turc jamais acquis par un membre de l'OTAN. Le 6 janvier, à Paris, lors du sommet de la « coalition des volontaires », 35 pays attribuaient à la Turquie le leadership maritime de la force multinationale appelée à opérer lorsqu'un cessez-le-feu sera établi en Ukraine. Quelques jours plus tard, l'OTAN demandait à Ankara d'envoyer ses avions de combat F-16 dans les pays baltes plusieurs mois avant la rotation prévue, face à la multiplication des incursions russes.

Si les dirigeants turcs n'ont



© MURAD SEZER/REUTERS

pas encore répondu officiellement, ils peuvent d'ores et déjà savourer cette séquence exceptionnelle. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 et la réélection de Donald Trump aux Etats-Unis en 2024 ont propulsé la Turquie au centre d'un complexe militaro-industriel européen en pleine recomposition. En exhortant ses alliés de l'OTAN à augmenter leurs budgets de défense tout en réduisant ses propres engagements, Washington a créé l'occasion que l'industrie turque attendait : devenir un fournisseur clé sur plusieurs segments stratégiques et un partenaire que Bruxelles ne peut plus ignorer.

Et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Comme ne cessent de le rappeler les chaînes de télévision progouvernementales, les exportations d'armes turques ont atteint un niveau inédit : 10 milliards de dollars (8,6 milliards d'euros) en 2025, soit une hausse de près de 50 % par rapport à l'année précédente – déjà un record.

La Turquie s'est hissée à la 11e place du classement mondial des exportateurs d'armement, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. Encore loin derrière les Etats-Unis et la France, elle talonne désormais l'Espagne et la Corée du Sud.

La progression est saisissante : pour la première fois, cinq de ses fleurons figurent parmi les 100 plus grandes entreprises de défense au monde. En tête de ce peloton, Baykar. Avec un chiffre d'affaires de 2,2 milliards d'euros en 2025, le constructeur de drones constitue la vitrine technologique du régime. Autre poids lourd, Turkish Aerospace Industries peut se targuer d'avoir conclu un accord avec Airbus prévoyant la livraison à l'Espagne d'une trentaine d'avions d'entraînement militaire Hürjet. L'entreprise Aselsan, pépite nationale de l'électronique militaire, développe quant à elle un « Steel Dome » (« dôme d'acier »), un système de défense aérienne multicouche, compa-

tible avec les infrastructures de l'OTAN.

Investissements massifs

L'époque où la Turquie dépendait à 80 % des importations occidentales pour assurer ses besoins militaires est révolue. Depuis le début des années 2000, la tendance s'est inversée : les importations ne représentent plus qu'environ 20 %, tandis que la production nationale s'exporte désormais à l'échelle planétaire. Aujourd'hui, Ankara tire sa force de cette capacité stratégique que, précisément, les Européens ont longtemps négligée. Le pays a investi massivement dans la recherche et la production d'armement de pointe, privilégiant l'innovation et la maîtrise technologique. Le président Recep Tayyip Erdogan a très tôt perçu l'enjeu politique et militaire d'une base industrielle nationale, capable de produire munitions et drones sur son propre sol. Il a aussi fait preuve d'habileté diplomatique en jouant l'équilibriste, notam-

ment entre l'Ukraine et la Russie.

Ce souci d'autonomie stratégique trouve ses racines dans un épisode fondateur : l'embargo décrété par les États-Unis après l'invasion du nord de Chypre par l'armée turque en 1974. Privé du matériel occidental, Ankara découvre alors brutalement la vulnérabilité de sa dépendance. Pour en atténuer les effets, les autorités décident de bâtir une industrie de défense nationale capable de subvenir à ses propres besoins.

En quelques semaines, une Fondation pour le renforcement des armées voit le jour, financée par une vaste campagne de dons publics. Son slogan, « *Fabriquez vos propres chars, fabriquez vos propres armes !* », résume l'esprit patriotique de ses concepteurs. Dès 1975, la fondation pose la première pierre de l'usine Aselsan, chargée à l'origine de développer les systèmes de communication des forces armées turques.

La suite est une lente mais constante montée en puissance. Au fil des décennies, chaque gouvernement poursuit la même ambition : développer une défense « indigène », fondée sur la diversification des fournisseurs et l'émancipation technologique. Le coup d'accélérateur se produit avec l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan et de sa formation islamo-nationaliste, l'AKP (Parti de la justice et du développement), en 2003.

Dans la continuité de cette stratégie d'émancipation, la Turquie d'Erdogan érige la souveraineté militaire en instrument de puissance régionale et de fierté nationale. Une fois solidement installé au sommet de l'État, le nouveau maître d'Ankara fait de cette revendication un axe central de sa politique étrangère.

De manière explicite, le pouvoir rappelle que, malgré son statut de membre historique de l'OTAN, la Turquie demeure soumise à des restrictions imposées par ses propres alliés. Celles-ci concernent notamment le transfert de technologies sensibles et la vente de certains armements. Depuis les années 1970, la Suède s'est ainsi opposée à plusieurs livraisons, tout comme l'Allemagne à partir des années 1990, invoquant les exactions de l'armée turque contre [les populations kurdes](#).

Exportations vers 170 pays

Le pouvoir islamo-conservateur ne poursuit qu'un objectif : projeter l'image d'une Turquie forte, autonome et capable d'agir sans contrainte extérieure sur la scène internationale. Mobiliser des secteurs technologiques nationaux vers des programmes à haute valeur ajoutée devient alors une priorité d'État. Pour y parvenir, le gouvernement met en place un arsenal de mesures incitatives : avantages fiscaux, subventions ciblées. Les structures de défense sont centralisées, les procédures simplifiées. Cette mobilisation concertée des moyens publics et privés propulse des entreprises comme Baykar, Roketsan, Turkish Aerospace Industries ou Otokar du rang de sous-traitants sous licence à celui de concepteurs et exportateurs à part entière de systèmes d'armes sophistiqués.

En quelques années, le slogan « *Yerli ve milli* » (« local et national »), martelé ad nauseam par les cercles progouvernementaux, devient le mot d'ordre de la stratégie de défense. De cette rhétorique naît une forme de « techno-nationalisme » – selon l'expression des chercheurs – qui gagne peu à peu l'ensemble de la société. Sa vitrine la plus éclatante est, depuis 2018, le Teknofest, grand-messe annuelle de l'armement turc ouverte au public.

Les exportations d'armement poursuivent leur ascension. D'abord concentrées sur quelques pays musulmans – Turkménistan, Oman, Qatar –, elles s'étendent désormais à plus de 170 pays. L'industrie de défense turque, qui rassemble aujourd'hui quelque 3 500 entreprises publiques et privées, affichait en 2025 plus de 1 100 projets en cours.

Le tournant symbolique intervient avec les drones armés Bayraktar produits par Baykar. Fondée en 1986, l'entreprise connaît un essor décisif au milieu des années 2000, lorsque ses premiers mini-drones de reconnaissance sont testés par l'armée turque lors d'opérations contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les montagnes du sud-est du pays, autour de Sirnak et Cizre.

Selon un responsable de la sécurité nationale, cité par le journaliste spécialiste des questions de défense Barin Kayaoglu sur le site d'information *Al-Monitor*, la Turquie n'a jamais connu les « *dividendes de la paix* » dont a bénéficié l'Europe occidentale après la guerre froide. « *Nous étions confrontés au terrorisme intérieur et transfrontalier, explique-t-il, et nos relations avec Moscou sont restées tendues tout au long des années 1990, ce qui nous a incités à moderniser nos forces armées.* »

Le drone TB2, « cauchemar des Russes »

Dans ce contexte, les Bayraktar TB2 (Taktik Blok 2) vont changer la donne. Après un vol inaugural en 2014, ces drones armés sont massivement déployés par l'armée turque, dès 2019, dans le Kurdistan irakien, en Syrie et lors de la seconde guerre civile libyenne (2014-2020). Leur efficacité s'avère déterminante en 2020 [au Haut-Karabakh](#), où l'armée azerbaïdjanaise neutralise 535 cibles sur

772 grâce aux TB2. En Ukraine, ils stoppent l'avancée des blindés russes vers Kiev en février 2022. Surnommé le « cauchemar des Russes » ou la « Kalachnikov des airs » en raison de son coût modique, le TB2 inspira même aux soldats ukrainiens une chanson devenue virale.

Sur les 69 transactions d'exportation de drones armés recensées dans le monde entre 2018 et 2023, les deux tiers émanent de la Turquie. Facturés entre 2 et 4,3 millions d'euros l'unité, les TB2 coûtent quatre fois moins cher que leurs rivaux américains ou israéliens. Ils jouissent, en outre, d'une réputation de supériorité sur les modèles chinois. En une décennie, le drone turc s'est imposé comme l'emblème du savoir-faire militaire d'Ankara. L'histoire est aussi familiale : Selçuk Bayraktar, directeur technique de Baykar, a épousé en 2016 la fille cadette du président Erdogan, Sumeyye.

Le premier État membre de l'OTAN à commander des Bayraktar TB2 est la Pologne en 2021, suivie par la Roumanie et la Croatie. L'Europe de l'Ouest finit par se convertir à son tour en 2024. Le ton est alors donné, de Berlin, par le chancelier Olaf Scholz, qui amorce à l'automne une inflexion diplomatique majeure. Prenant acte du rôle stratégique d'Ankara face aux menaces régionales, le social-démocrate travaille à assouplir les restrictions allemandes sur les exportations d'armement vers la Turquie – à l'exception notable de l'avion de chasse Eurofighter, dont la vente reste suspendue aux réticences de la Grèce. En décembre de la même année, la marine portugaise marque un nouveau jalon en commandant deux navires de ravitaillement à l'entreprise publique turque STM.

Sur la scène internationale, le président Erdogan sait exploiter l'anxiété européenne

face à l'interminable guerre en Ukraine. « *La sécurité européenne est impensable sans la Turquie* », déclare-t-il, en mars 2025, lors d'un repas de rupture du jeûne, à Ankara. Dans les capitales européennes, l'affirmation est prise au sérieux.

Les mois suivants confirment ce rapprochement. Ni le [virage autoritaire du régime](#) ni l'arrestation spectaculaire d'[Ekrem Imamoglu](#) – maire d'Istanbul et figure de proue du Parti républicain du peuple (CHP, opposition), plus ancienne formation politique du pays –, survenue le même mois, n'y changent quelque chose. Le 23 juillet 2025, Berlin lève son [opposition aux livraisons d'Eurofighter](#) réclamées par Ankara depuis 2023. Cet avion, produit par un consortium réunissant l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne, ne pouvait être exporté sans l'accord allemand.

Ankara fanfaronne, annonce la livraison de 40 avions de chasse Eurofighter, évoquant « *le début d'une nouvelle ère* ». Cette décision consacre aussi le retour d'un pragmatisme assumé dans la politique étrangère allemande. Fini, les leçons de morale sur la démocratie et les droits humains. [Lors d'une visite à Ankara](#), à l'automne 2025, le nouveau chancelier, Friedrich Merz, au pouvoir depuis mai, déclare vouloir « *voir la Turquie dans l'Union européenne* », sans formuler la moindre condition.

En quelques jours, Ankara devient une destination prisée des dirigeants occidentaux, à l'image du premier ministre britannique, Keir Starmer, et du ministre des affaires étran-

gères estonien, Margus Tsahkna. Les sujets sensibles sont soigneusement éludés : pas un mot sur le système de défense antiaérienne russe S-400, reçu par la Turquie en 2019 et toujours [source de tensions](#) au sein de l'OTAN.

Les tensions avec Paris s'apaisent

Ce revirement permet à la presse progouvernementale d'attiser la flamme nationaliste. « *Les dirigeants européens qui naguère nous snobaient viennent aujourd'hui frapper à notre porte, les uns après les autres, sans pour autant renoncer à leur arrogance* », raille un éditorialiste du quotidien *Yeni Safak*. Certains rappellent toutefois que la Turquie peine encore à intégrer les cercles décisionnels européens en matière de sécurité. Ankara est ainsi absent de la liste des huit accords de partenariat sécurité-défense conclus par l'Union européenne (UE) en 2024 et 2025 avec des Etats partageant « *valeurs et intérêts communs* » : des pays voisins (Norvège, Moldavie, Royaume-Uni...), mais aussi à l'autre bout du monde (Japon, Corée du Sud...).

« *Dotée de la [deuxième] armée de l'OTAN [en nombre d'hommes], la Turquie n'assure pourtant pas de commandement interarmées au sein de l'Alliance*, note Amélie Zima, spécialiste de l'OTAN au sein de l'Institut français des relations internationales. *Les choses changent, mais le pays reste à l'écart, notamment du fait que la Grèce se sente régulièrement menacée par Ankara, ce qui place les Européens dans une sorte*

de conflit de loyauté. »

Malgré tout, le rapprochement se confirme. [Les passes d'armes](#) entre les présidents Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdogan se sont raréfiées, tandis que Paris multiplie les rencontres au niveau politique et militaire. A l'été 2025, le président français a publiquement salué Ankara comme un partenaire susceptible d'apporter des garanties de sécurité à l'Ukraine. Récemment, il a aussi été l'un des premiers à appeler son homologue turc après [l'interception par l'OTAN](#), le 4 mars, d'un missile iranien dans l'espace aérien de la Turquie (deux autres missiles ont également été interceptés les 9 et 13 mars).

Hulusi Akar – ancien chef d'état-major, ex-ministre de la défense et actuel président de la commission de défense du Parlement – s'est rendu à Paris, le 11 octobre 2025, à la tête d'une délégation. Sollicité par *Le Monde*, il n'a pas répondu à nos demandes d'entretien. « *La reprise du dialogue était à notre initiative*, affirme le sénateur (Les Républicains) Cédric Perrin, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat. *Nos interlocuteurs se montrent très directs. Ils sont notamment venus discuter d'une participation au programme SAFE.* » [Adopté en 2025](#), Security Action for Europe (Agir pour la sécurité de l'Europe) est le mécanisme de prêts de l'UE pour financer les acquisitions conjointes d'équipements militaires. Il demeure, pour l'heure, inaccessible à Ankara, en raison du veto d'Athènes. « *Les coopérations ne pourront se concrétiser que si un*

véritable lien de confiance est rétabli, assure Cédric Perrin. *La Turquie dispose, en effet, de compétences importantes en matière de défense, et ses parlementaires sont particulièrement actifs au sein des instances multilatérales. Une fenêtre s'ouvre aujourd'hui pour des échanges plus constructifs que par le passé.* »

A Berlin, la tonalité est la même. « *En Allemagne, même s'il n'existe pas de large consensus sur le degré de rapprochement souhaitable avec la Turquie, on peut dire qu'il y a un socle commun sur le caractère inévitable d'une collaboration en matière de sécurité et de défense. On assiste à un véritable changement d'état d'esprit dans les relations avec Ankara* », insiste Sinem Adar, chercheuse associée au Centre d'études appliquées sur la Turquie de la Stiftung Wissenschaft und Politik (« fondation pour la science et la politique »). Et la spécialiste d'ajouter : « *L'ordre des priorités a changé ; c'est bien la sécurité qui domine.* »

Les 7 et 8 juillet, dans la capitale turque, se tiendra le sommet de l'OTAN. Deux jours pour normaliser et renforcer un peu plus encore les relations avec les Occidentaux, mais aussi pour rappeler que la Turquie est devenue indispensable à la défense du flanc sud de l'Alliance, stratégique et aujourd'hui fragilisé par la guerre en Iran.

Le drone Shahed, symbole de la coopération entre l'Iran et la Russie

Exporté par Téhéran vers Moscou, puis produit sur place sous licence, le drone-suicide a été enrichi de technologies de navigation et de brouillage russes, comme certains missiles utilisés par l'Iran dans la guerre lancée par les Etats-Unis et Israël.

A première vue, la Russie apparaît comme la grande bénéficiaire de la guerre américano-israélienne contre l'Iran. L'envolée des prix du pétrole et du gaz, ses principales sources d'exportation, risque de durcir, offrant à son budget la possibilité d'absorber sans problème les dépenses exorbitantes – soit 10 % du produit intérieur brut (PIB) du pays – affectées à la guerre en Ukraine.

Pour autant, Moscou s'exprime très peu sur le conflit, dont il est ostensiblement « *le grand absent* », soulignent de nombreux experts. « *Les autorités russes sont très attentives ; au moindre signe d'un effondrement du régime, elles prépareront très rapidement la transition vers l'après-République islamique* », soulignait Clément Therme, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales, lors d'un point de situation, mercredi 11 mars.

« *Pour Moscou, Téhéran n'est pas un allié, mais un partenaire. Et une République islamique qui devient un Etat zombie, c'est d'abord un fardeau* », a insisté ce spécialiste des relations entre les deux pays.

Moscou tire parti de la situation

D'après lui, la Russie « *joue sur tous les tableaux* ». D'une part, elle tire parti de la situa-

tion pour se rapprocher de l'administration Trump, encline à desserrer l'étau des sanctions sur le pétrole russe – surtout, elle savoure le fait que la résolution du conflit en Ukraine soit passée au tout dernier plan – ; d'autre part, Moscou aide le régime iranien à cibler les installations américaines dans le Golfe, avec de l'imagerie, tout comme Washington aide Kiev à cibler les installations russes.

Une réalité à laquelle Steve Witkoff refuse de croire. Le président russe ayant nié toute coopération avec l'Iran lors de son dernier entretien téléphonique avec Donald Trump, survenu à la demande de la partie américaine, lundi 9 mars, l'envoyé spécial des Etats-Unis auprès de M. Poutine prend les dénégations du Kremlin pour argent comptant. « *Les Russes ont dit qu'ils ne partageaient pas, c'est ce qu'ils ont dit, donc nous pouvons les prendre au mot* », a indiqué M. Witkoff lors d'une interview donnée mardi à la chaîne CNBC.

Hormis l'aide apportée à Téhéran en matière de renseignement, Moscou n'a pas effectué de livraisons massives d'armes. Longtemps, l'Iran a cherché à acquérir des S-400, l'un des systèmes sol-air parmi les plus avancés de l'arsenal russe. Conçu pour tirer plusieurs types de missile, chacun avec une portée différente, il est très per-

formant contre différentes sortes de menaces aériennes, dont les avions. Cependant, les négociations, non reconnues publiquement, n'ont jamais abouti et Téhéran doit se contenter des S-300, bien plus anciens, ou de ses propres systèmes, moins efficaces.

Des armes ont certes été promises, mais elles ne seront pas livrées avant au moins un an. C'est le cas des Verba, système portatif de défense aérienne à la pointe de la modernité en Russie. Signé en décembre 2025, le contrat prévoit, d'après le *Financial Times*, que Moscou livre à Téhéran 500 lanceurs portatifs et 2 500 missiles sur trois ans, à partir de 2027.

Ce système, porté à l'épaule et guidé par infrarouge, est capable de cibler des missiles de croisière, des avions volant à basse altitude et des drones. Utilisé par de petites équipes mobiles, il permet aux forces terrestres de mettre rapidement en place des défenses dispersées sans dépendre d'installations de radar fixe, plus vulnérables aux frappes. Téhéran a aussi commandé à son partenaire russe au moins seize Su-35, les avions de combat les plus performants de l'armée russe, mais les premiers n'ont toujours pas été livrés.

Système antibrouillage

Il en va tout autrement des drones, pour lesquels la coo-

pération est plus avancée. Peu après l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, l'Iran a [commencé à livrer des Shahed-136 à la Russie](#). Par la suite, un accord de licence a été signé avec un complexe industriel étatique situé à Ielabouga, au Tatarstan, à 900 kilomètres à l'est de la capitale russe, où les Shahed sont produits selon une version améliorée. Rebaptisé Guéran-2, ou 3 ou 5, ou encore Gerbera, ce drone est celui que l'armée russe tire actuellement par salves de plusieurs centaines chaque nuit sur les grandes villes d'Ukraine.

Au design iranien du Shahed basique s'est ajoutée la technologie russe, notamment le système de navigation Komet-M, un récepteur satellite insensible au brouillage, ce qui lui permet de résister aux défenses électroniques modernes. D'autres innovations, iraniennes celles-là, sont venues renforcer les capacités de cet aéronef. Selon une enquête de l'agence Associated Press, publiée en juin 2025, la version récente de ce drone est équipée de huit antennes au lieu de quatre, et l'analyse des débris suggère que l'unité antibrouillage a été fabriquée en Iran au cours de l'année écoulée. Ces améliorations ont d'ailleurs été retrouvées sur des missiles iraniens destinés [aux rebelles houthistes soutenus par l'Iran au Yémen](#).

Plus étonnant encore, des modules de brouillage russes ont été décelés dans les débris du Shahed iranien lancé sur la base britannique d'Akrotiri, à Chypre, dans la nuit du 1er au 2 mars. Selon les premières analyses effectuées par des experts britanniques, le drone en question était équipé du système russe Kometa-M, d'où son aisance à percer les défenses antiaériennes de l'île.

D'autres composants électroniques russes ainsi que des microprocesseurs occidentaux, [obtenus de façon détournée par la Russie en dépit des sanctions](#), ont été retrouvés dans les reliquats de l'engin. C'est dire combien les innovations tactiques russes ont été intégrées par les Iraniens et inversement.

Transmission d'expérience aux Iraniens

A force d'analyser les car-

casses de drones et de missiles russes retrouvés sur le champ de bataille, les Ukrainiens sont parfaitement au fait des améliorations apportées par Moscou aux Shahed pour affiner leur brouillage et leur ciblage. Au moins trente et un composants électroniques étrangers ont été trouvés dans des débris du drone Shahed/Gueran-1, selon la base de données de la direction du renseignement de la défense ukrainienne.

Autre signe de la coopération irano-russe, Moscou, qui sait comment utiliser ses drones pour épuiser les défenses aériennes ukrainiennes ou pour ouvrir la voie à ses missiles, a transmis son expérience aux Iraniens. Ce schéma se retrouve aujourd'hui dans les attaques menées par l'Iran contre les pays du Golfe. Il y a aussi cette tactique commune, qui consiste à envoyer une vague de leurres suivie d'un ou deux drones équipés d'ogives pour mieux

déjouer les défenses ennemies.

« *Les schémas d'attaque iraniens sont caractéristiques de la façon dont la Russie attaque l'Ukraine* », a pointé le secrétaire à la défense du Royaume-Uni, John Healey, lors d'un briefing militaire, jeudi 12 mars, à Londres. « *Personne ne sera surpris de voir la main cachée de Poutine derrière certaines des tactiques iraniennes* », a-t-il ajouté, soulignant « *à quel point cette alliance d'agression a grandi au cours des dernières années* ».

En effet, depuis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, les liens entre le Kremlin et la République islamique se sont considérablement resserrés. En janvier 2025, Vladimir Poutine et son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, [ont signé un pacte de coopération militaire](#), sans clause de défense mutuelle toutefois. Un an plus tard,

Moscou livrait au régime iranien des véhicules anti-émeute, un logiciel de reconnaissance faciale et une expertise en cybersécurité pour l'aider à réprimer les manifestations antigouvernementales.

Partageant la même détestation des Etats-Unis et de leurs alliés, les deux poids lourds pétroliers des pourtours de la mer Caspienne ont beaucoup appris l'un de l'autre, notamment sur le détournement des sanctions dont ils sont l'objet. Comble de l'ironie, Moscou, tout comme Téhéran, fabrique actuellement ses drones grâce à des composants occidentaux obtenus en sous-main et acheminés par des pays intermédiaires, au rang desquels figurent les Emirats arabes unis, qui se retrouvent aujourd'hui visés par les attaques de ces mêmes drones.

Le Monde

Yann Richard
15 mars 2026

Comment l'Iran est devenu chiite en 1501

En imposant violemment le chiisme à sa population, jusque-là sunnite, au début du XVI^e siècle, le souverain Ismaïl a défié ses voisins ottomans et isolé l'Iran du reste du monde musulman.

L'identité iranienne est tant marquée par le chiisme qu'on oublie qu'avant la dynastie des Safavides (1499-1722), la culture persane – un patrimoine venu de la plus haute Antiquité – avait été majoritairement sunnite. Les poètes persans classiques, et même les plus mystiques, à commencer par Roumi, Hafez, Saadi et Jami, étaient sunnites.

La première étape de la

« conversion » des Iraniens au chiisme remonte à 1501, lorsque dans sa capitale, Tabriz, le chah Ismaïl fit proclamer la prière au nom du douzième imam. Il s'agit du dernier des imams du chiisme, réputé caché depuis le IX^e siècle et identifié au Mahdi, le messie dont on attend la venue sur Terre avant la fin du monde. Le nouveau souverain venait d'une famille de chefs soufis des rives de la mer Caspienne, les Safavides. Dès

le XIV^e siècle, la tendance à se rapprocher du chiisme était fréquente parmi les groupes soufis les plus rigoureusement sunnites. Une convergence doctrinale naturelle rapprochait le soufisme, courant mystique de l'islam qui montre le chemin vers la béatitude à partir de l'exemple des saints et autour de leur mausolée, et le chiisme, qui valorise l'intercession des imams, successeurs du Prophète, et de leurs descendants.

Même dans la puissante confrérie sunnite des Naqshbandiyya, on retrouve la tendance à honorer les imams et à célébrer le martyr d'Hussein, petit-fils de Mahomet – dont la mort à Kerbala, en 680, sous les coups des armées du calife omeyyade constitue le point de départ de la scission entre sunnisme et chiisme. Cette tendance, au cœur du chiisme, se manifeste dans des écrits en persan peu avant l'avènement des

Safavides : Vaez Kashafi (mort en 1504), qui composa le recueil le plus populaire de martyrologie chiite, *Le Jardin des martyrs*, est naqshbandi. Le philosophe chiite du nord de l'Iran Haydar Amoli (mort en 1385) avait théorisé le rapprochement entre la pensée du sunnite Ibn Arabi et le chiisme, ouvrant la voie de certaines confréries à l'imamisme, mouvement chiite qui se démarqua en arrétant la lignée des imams à douze, et à l'acceptation du nouveau régime. Grâce à lui, la lecture d'Ibn Arabi est restée une vivante tradition en Iran.



Dans une mosquée de Tabriz (Iran), le 24 avril 2018. ATTA KENARE/AFP

Rivalités avec les Ottomans

La dynastie safavide, devenue chiite vers 1450, se forgea une ascendance imamite qui lui donnait un grand prestige. Ses croyances religieuses, jusqu'à la consolidation du pouvoir politique sur l'Iran, n'étaient pourtant pas conformes à l'imamisme qui s'est imposé par la suite. Le chah Ismaïl n'hésitait pas, dans ses poèmes extatiques, à se dire lui-même imam, voire fils de Dieu ou parcelle de Dieu. Il ne refusait pas le culte qui lui était rendu, puisqu'il était le Mahdi (le messie) attendu. Ses partisans adhéraient à des croyances héritées des cultes chamaniques : la métempsychose (une variante de la réincarnation qui désigne le passage d'un corps à un autre, et non d'une âme qui va d'un corps à un autre), le millénarisme, le pouvoir spirituel attribué au chef de la tribu, les rites expiatoires et les libations faites dans la calotte crânienne des ennemis, voire le fait de manger leur dépouille... Les Safavides eurent à se défaire de cette religion syncrétiste pour obtenir l'adhésion d'un clergé chiite conventionnel.

En obligeant les populations à faire publiquement allégeance à la nouvelle religion, les Safavides se démarquaient nettement des dynasties turkmènes voisines et défiaient ouvertement les Ottomans, qui défendaient l'orthodoxie sunnite. Depuis les origines de l'islam, les chiites avaient vécu comme une minorité discriminée ou persécutée. Ainsi, l'établissement officiel du chiisme par un souverain qui s'en disait le protecteur modifiait radicalement la situation de cette communauté, jusqu'à très minoritaire, dans le monde musulman.

Les tensions confessionnelles étaient alimentées par les guerres avec les Ottomans. Peu après son avènement, le chah Ismaïl enjoignit aux populations soumises de faire allégeance au chiisme en maudissant publiquement les trois premiers califes de l'islam. Tous les moyens – fiscaux, politiques et physiques (massacres de populations récalcitrantes) – furent mobilisés pour inciter à se déclarer chiite. Non content

de violer les sépultures de sunnites célèbres, le chah Ismaïl fit brûler vifs ceux qui refusaient la conversion. On rapporte qu'en passant dans une contrée restée sunnite à la fin du XVI^e siècle le chah Abbas – autre grand souverain safavide – taxa lourdement les récalcitrants et leur fit manger le nez et les oreilles de leurs chefs religieux...

Conversions de force

Après deux siècles de domination chiite, malgré l'adhésion solide d'une majorité d'Iraniens, des poches sunnites subsistaient, justifiant de cruelles répressions, comme dans la vallée du Larestan, vers le golfe Persique. Face à cette violence, le recours par les « crypto-sunnites » à la dissimulation mentale était recommandé par les muftis. Le refuge dans le soufisme ou dans les formes déviantes d'ésotérisme permettait d'échapper à l'abjuration, au risque d'autres poursuites.

L'idéologie qui légitimait le pouvoir safavide à ses débuts reposait sur l'immi-

nence de la parousie : le retour du messie à la fin des temps. Pour organiser la société et confirmer la légitimité du pouvoir safavide alors que le retour de l'imam n'était plus d'actualité, et pour réguler les groupes extrémistes devenus gênants, une autorité religieuse était nécessaire.

En l'absence de l'imam, seul souverain des chiites, aucun pouvoir n'est absolument légitime. Les Safavides ont donc accordé aux oulémas, interprètes de la volonté de l'imam, la reconnaissance de leur suprématie religieuse en échange d'une délégation de pouvoir temporel : face au pouvoir civil se trouve donc un magistère complice mais non inféodé. Certains chiites récusèrent ce compromis au nom des traditions (*akhbâr*).

Bien qu'une partie non négligeable de l'islam iranien eût intégré des éléments du culte des imams, et que le soufisme eût souvent préparé le développement d'une théologie de l'intercession, de la pratique des pèlerinages et d'une sensi-

bilité doloriste, il manquait une institution rationnelle et systématique pour légitimer et pérenniser le pouvoir de la nouvelle dynastie.

Mais comme le chiisme imamite n'avait jamais joui d'une pleine liberté d'enseignement en Perse, aucune école théologique n'avait formé les juristes dont les Safavides eurent besoin. Il fut bien difficile de trouver à Tabriz un traité juridique permettant de juger selon le droit jafarite (chiite). On fit donc appel aux oulémas des pays connus pour leur fidélité au chiisme, du Jabal Amil (Syrie), mais aussi du sud de l'Irak et de Bahreïn. Venant de l'extérieur, ils incarnaient une autorité indépendante des tribus et familles iraniennes qu'il fallait administrer.

Suspensions de coloration sectaire

Au début, notamment pendant le règne du chah Ismaïl, marqué par la guerre et la conversion forcée des sunnites, les oulémas du Jabal Amil rechignèrent. Ils ne vinrent qu'après avoir constaté la solidité du régime et son réel ancrage dans la doctrine imamite. De véritables dynasties de théologiens extérieurs, de langue arabe, les Ameli, Karaki, Bahai, occupèrent des postes centraux de légitimation : juges, gardiens du dogme, enseignants dans des écoles fondées pour eux. Ils contribuèrent à standardiser une nouvelle théologie et à définir les rapports entre l'autorité cléricale et la dynastie régnante.

Dès le milieu du XVI^e siècle, le chah Tahmasp (1514-1576), qui avait abandonné

l'extrémisme de son père Ismaïl, réprima durement les soufis qui voulaient le proclamer Mahdi. Son successeur, le chah Ismaïl II (mort en 1577), tenta de revenir au sunnisme, mais trop tard. Le chah Abbas (1588-1629) va stabiliser la monarchie, établir sa capitale à Ispahan et consolider les rapports avec les oulémas, auxquels il concéda symboliquement la légitimité de représenter l'imam en échange d'une reconnaissance de sa souveraineté temporelle. Quand, en 1722, les Afghans mirent fin à la dynastie chiite, ils ne purent pas rétablir la suprématie sunnite : l'Iran avait réussi sa conversion.

Le prestige de la littérature et de la civilisation persanes fut gelé par le traumatisme de la rupture religieuse : en confessant sa propre version de l'islam, l'Iran perdait, dans le monde musulman, l'audience universelle des croyants. Désormais, ce qui venait de Perse était suspecté de coloration sectaire. Ainsi, quand Seyyed Jamal Asadabadi (1838-1897), un clerc iranien, lança le premier l'idée d'une union de tous les musulmans contre les visées impérialistes des Européens, il dut se faire passer pour un Afghan sunnite afin d'être écouté.

L'Iran s'est coupé du reste du monde musulman : à l'ouest, avec pour capitale Istanbul, les musulmans ottomans de langue turque ou arabe défenseurs de l'orthodoxie sunnite ; à l'est, les musulmans de l'Inde et d'Asie centrale. Entre les deux groupes, le prestige de la langue persane restait immense, facilitant l'exil à Istanbul ou à Delhi pour

ceux des poètes ou théologiens iraniens qui ne supportaient pas la pression des Safavides.

Folklore et histoire sainte

Inversement, de nouveaux foyers de culture se développèrent à Tabriz, à Ispahan, à Chiraz et à Mashhad. Des architectes, des peintres, des musiciens reprirent les traditions des cours timourides – une dynastie qui régna sur l'Asie centrale de 1370 à 1506 –, de Herat et de Samarcande, voire des modèles importés d'Europe ou d'Istanbul. Si la poésie a souffert des pressions qui obligeaient à remplacer le lyrisme amoureux ou mystique par la dévotion aux imams, la philosophie, ou « théosophie », connut, en revanche, un essor nouveau en Perse, alors que les grandes capitales du savoir islamique, Le Caire ou Istanbul, avaient cessé depuis longtemps toute spéculation métaphysique. Autour de Molla Sadra (1571-1635), lui-même originaire de Chiraz, dans les écoles d'Ispahan ou de Qom se formèrent des penseurs aujourd'hui encore enseignés en Iran et en Occident.

Plus remarquable encore a été la fusion réussie entre le folklore iranien et l'histoire sainte du chiisme : entre Siavash, le héros innocent injustement puni, et Hussein, l'imam martyr ; entre Hussein et la lignée des rois sassanides, entre les rituels expiatoires anciens et les pèlerinages aux mausolées de l'imam Reza et des descendants d'imams... Combien de dévotions et de croyances du chiisme qui furent tellement acculturées qu'on a de la peine,

aujourd'hui, à dissocier l'Iran de son adhésion au culte des imams. Plusieurs centres théologiques importants furent fondés à l'époque safavide, notamment à Qom et à Mashhad, deux pèlerinages chiites importants. En soutenant les théologiens et en protégeant leurs écoles, les souverains iraniens se gardaient des contestations et des querelles de légitimité.

La situation fut autre quand l'Empire ottoman allait attirer, à partir du XVIII^e siècle, les Iraniens qui désiraient un enseignement libre dans les lieux saints chiites de Mésopotamie. L'exil temporaire des étudiants en théologie dans les écoles de Najaf ou de Samarra donnait au clergé chiite iranien une autonomie que les oulémas sunnites n'ont jamais pu connaître. C'est là que se dessine le réseau spirituel unissant les chiites du Liban, d'Irak, de la péninsule Arabique, d'Afghanistan ou du sous-continent indien autour du noyau iranien : les chiites libanais tenaient le chah pour leur protecteur ; aujourd'hui, ils prennent la défense de [l'ayatollah Khamenei, tué lors des frappes israélo-américaines, le 28 février](#).

Yann Richard est professeur émérite à l'université Sorbonne-Nouvelle, spécialiste de l'Iran. Il a notamment écrit « Le Grand Satan, le chah et l'imam. Les relations Iran – Etats-Unis jusqu'à la révolution de 1979 » (CNRS, 2022). Cet article a initialement été publié dans le hors-série du « Monde des religions » n° 24, « Les 20 dates clés de l'islam », et a été mis à jour le 12 mars 2026.

The New York Times

March 15, 2026

A Timeline of the Tensions Between the Islamic Republic of Iran and the U.S.

The governments of both countries have repeatedly cast the other as evil, perpetuating a cycle that has culminated in the present war.

While President Trump has used a scattershot approach to explain the goals of his war on Iran — one day it's regime change, the next stopping an immediate nuclear threat — he has been relatively consistent in framing the conflict as the culmination of historic grievances.

"For 47 years, the Iranian regime has chanted 'Death to America' and waged an unending campaign of bloodshed and mass murder, targeting the United States, our troops and the innocent people in many, many countries," Mr. Trump said in his first speech about the war on Feb. 28, stressing repeatedly that it was time to end the threat.

His comments fit into a long-standing narrative. No country has bedeviled the United States quite like Iran ever since the Islamic Revolution in 1979 toppled Shah Mohammed Reza Pahlavi, a brutally repressive, staunch American ally. A fundamental clash in political agendas has repeatedly brought the two countries to the brink of war.

Iran cast the United States as the "Great Satan," with habitual chants against America and Israel at virtually every officially sanctioned prayer gathering or demonstration. All that might seem like agit-prop. But the ritual underscored that a cornerstone of the Muslim Shiite theocracy was to undermine American influence in the Middle East and beyond.



Iranians hammering nails in a mock coffin draped with an American flag on Friday at the annual Jerusalem Day rally in Tehran. Arash Khamooshi for The New York Times

"I don't think Americans actually care that much about Iran, but Iran deeply cared about America and deeply cared about its commitment to overturning what it saw as the American-led global order," said Afshon Ostovar, the author of "Wars of Ambition: The United States, Iran and the Struggle for the Middle East."

"Israel was a huge piece of that," he added, with Iran encircling it by empowering a rogue's gallery of hostile organizations, including Hezbollah, Hamas and the Houthis. Iran "advanced its agenda but also stayed on the radar of the United States," he said.

The Birth of a Rogue State

For Washington, Iran became something of a permanent boogeyman starting within months of the revolution, when militants seized the U.S. Embassy in Tehran and held 52 employees hostage for 444 days. Iran's refusal to follow diplomatic protocol cemented the U.S. perception of it being a rogue state.

Iran would say the bad relationship began further back, in 1953, when the C.I.A. engineered a [coup](#) to empower the shah as an absolute ruler by overthrowing Mohammad Mosaddegh, the prime minister who had moved to nationalize the oil industry.

Burning the American flag on top of the U.S. embassy wall in Tehran in 1979. Bettmann

Both sides have repeatedly sought to reshape the region through force.

Col. Charles A. [Beckwith](#), the founder of the Army's elite Delta Force unit, was compelled to abort a commando raid inside Iran to rescue the American hostages in 1980 after a string of blunders, leaving eight American servicemen dead.

Asked later why military force outweighed diplomacy, Colonel Beckwith made an oblique reference to the Muslim belief that martyrdom in battle leads directly to heaven. "I am not interested in wooing terrorists," he said. "I am interested in speeding them on their way to meet their maker."

The hostage crisis set the tone for the ensuing decades, each marked by a cycle of confrontation.

Violence Through the 1980s

In 1983, with Iran building proxy forces across the region, the nascent Hezbollah militia drove a [truck bomb](#) into a U.S. Marine barracks in Beirut, Lebanon, killing 241 U.S. servicemen.

The site where a truck bomb detonated in a U.S. Marine barracks in Beirut, Lebanon, in 1983. Philippe Bouchon/Agence France-Presse — Getty Images

During the Iran-Iraq war, which lasted eight years after Saddam Hussein invaded in 1980, the United States provided intelligence and other support to Baghdad. When Iran began [sowing mines](#) and attacking shipping in the Persian Gulf, the U.S. Navy escorted oil tankers through the narrow waterway and the [Strait of Hormuz](#).

In 1988, after the U.S.S. Samuel B. Roberts, a missile frigate, hit an Iranian mine and nearly sank, U.S. forces attacked Iranian oil platforms and its navy. That year, another American warship, the U.S.S. Vincennes, mistakenly shot down a [civilian Iranian airliner](#) over the Strait of Hormuz, killing all 290 people aboard. Iran has never forgotten that event.

The 1990s and the New Century

During the 1990s, Iran's proxy forces continued to wreak havoc on American interests. Suicide bombers repeatedly attacked Israelis to undermine the 1993 Israeli-Palestinian peace treaty. Iran also targeted the growing

U.S. military presence in the Gulf after the 1991 war to liberate Kuwait. In the worst example, a group linked to Iran blew up a U.S. Air Force dormitory in Dhahran, Saudi Arabia, in 1996, killing 19 U.S. servicemen.

A terrorist group linked to Iran blew up a U.S. Air Force dormitory in Dhahran, Saudi Arabia, in 1996. U.S. NAVY, via Associated Press

In 2002, about a year before invading Iraq, President George W. Bush denounced Iran together with Iraq and North Korea as an "axis of evil." After the United States overthrew Saddam Hussein, Iranian-supplied Shiite militias killed and maimed hundreds of U.S. soldiers with lethal roadside bombs.

Iran's secretive nuclear development program was also revealed in 2002, and although Tehran denied seeking a weapon, that prompted a new cycle of confrontation and coercion, including years of harsh Western economic sanctions.

The confrontation often operated in the shadows, including cyberspace, with joint American-Israeli weapons like the [Stuxnet computer worm](#), which was deployed to destroy the centrifuges used to enrich uranium.

The Nuclear Deal

In 2015, Iran reached an international agreement to limit its nuclear enrichment program, but Mr. Trump withdrew from the deal in 2018, in his first administration, prompting renewed tensions.

In 2020, Mr. Trump propelled the fight into the open. An American drone strike in Baghdad killed Maj. Gen. Qassim Suleimani, the

powerful head of the Quds Force, the overseas arm of Iran's Islamic [Revolutionary Guards Corps](#).

Outside the Baghdad airport, where an American drone strike assassinated Maj. Gen. Qassim Suleimani, the head of the Quds Force, the overseas arm of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps. Sergey Ponomarev for The New York Times

After Hamas, an Iranian ally, attacked Israel in October 2023, the ensuing Gaza war led to a 12-day confrontation in June 2025 with American and Israeli warplanes bombing Tehran, killing at least 20 senior military commanders. They also attacked the country's nuclear development facilities, while Iran struck Israel with missiles. Afterward, the Trump administration initially sought to bridge differences through negotiations but ultimately went to war.

A Stumbling Block for American Presidents

Over the years, U.S. presidents have found themselves entangled with Iran in ways that influenced their domestic political fortunes.

The nagging hostage crisis contributed to Jimmy Carter losing a second term. His successor, Ronald Reagan, withdrew U.S. peacekeeping forces from Lebanon in 1984 after a series of bloody attacks by Iranian-backed militants. Then there was the Iran-Contra scandal, the revelation that Mr. Reagan's national security team was selling arms to Iran in order to free U.S. hostages held by Iranian-backed groups in Lebanon, while using the proceeds to fund Nicaraguan insurgents.

The scandal led to public hearings, high-level resignations and a sharp plunge in Mr. Reagan's [approval rating](#).

Although Mr. Bush presented the war in Iraq as the springboard to greater democracy in the Middle East, Saddam's overthrow incited a [grueling civil war](#) that fortified Iran's regional influence.

Throughout the decades, Washington has maintained some hope that a more moderate ruling faction might pursue détente. But the regime's twin pillars — both the former supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, the authoritarian ruler for nearly 37 years who was killed in an Israeli air raid on Feb. 28, and the Islamic Revolutionary Guards Corps — have remained staunchly hostile toward the United States.

Attacks by Israel and the United States in Tehran earlier this month. Arash Khamooshi for The New York Times

"Those who want to make amends with America cannot deliver, while those who may be able to deliver do not want to make amends," Karim Sadjadpour, an Iran policy analyst at the Carnegie Endowment for International Peace in Washington, wrote in an [article](#) in The Atlantic.

The current crisis, the first open war, is the most violent, sustained confrontation yet. Overall, American presidents might have preferred to ignore Iran starting decades ago if Tehran had not constantly upped the ante, said Mr. Ostovar, the political scientist.

"Iran has been picking a fight for 47 years, and it finally got that fight," he said.



16 mars 2026

Guerre en Iran : l'UE envisage d'étendre la mission navale Aspides au détroit d'Ormuz

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE devaient discuter, ce lundi, de l'extension de la mission Aspides au détroit d'Ormuz, alors que la guerre contre l'Iran a fait grimper les prix mondiaux de l'énergie.

Plus de deux semaines après le début de la guerre en Iran, le détroit d'Ormuz, passage crucial pour le commerce du pétrole et du gaz naturel, est toujours bloqué par Téhéran. Pour tenter de limiter la hausse des prix, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne vont se réunir, ce lundi 16 mars à Bruxelles, où ils devraient discuter de l'extension de la mission navale Aspides.

Le ministre allemand des Af-

aires étrangères, Johann Wadephul, a confirmé, sur la chaîne publique ARD, qu'une prolongation de cette opération allait être débattue. Cependant, il a exprimé son scepticisme quant à l'opération et a exclu la participation de l'Allemagne. Il a déclaré qu'il ne voyait pas la nécessité immédiate d'une telle opération et a appelé les États-Unis et Israël à clarifier leurs objectifs dans la guerre contre l'Iran.

Aspides est une opération navale de l'UE lancée en mer Rouge en février 2024, en réponse aux attaques des Houthis contre le trafic maritime international.

Related

Les États-Unis traitent les Vingt-

Sept de "profiteurs", l'UE dégage 17 millions d'euros pour sécuriser la mer Rouge

Le commandant de l'opération Aspides appelle au renforcement des forces en mer Rouge

Washington critiqué par les Européens

La pression exercée par Washington sur les partenaires européens et asiatiques pour qu'ils contribuent à sécuriser le transit du pétrole est de plus en plus forte. Au cours du week-end, le président américain Donald Trump a exhorté le Royaume-Uni, la France, la Chine et le Japon à déployer des navires dans la zone pour protéger le passage.

La prise de position de Johann Wadephul fait écho aux critiques formulées par les Européens, qui estiment que les États-Unis n'ont pas partagé suffisamment d'informations sur la guerre, son calendrier ou ses objectifs.

Le secrétaire américain à l'Énergie, Chris Wright, a déclaré, ce dimanche, que la guerre contre l'Iran prendrait "probablement" fin dans quelques semaines.

Mais les efforts de Washington pour apaiser les craintes sur le marché de l'énergie n'ont guère empêché les prix du pétrole de s'envoler au-delà de 100 dollars le baril, suscitant des inquiétudes quant à l'inflation et au ralentissement de la croissance.



16 mars 2026

L'Iran annonce une augmentation de 60% du salaire minimum

Des manifestations avaient été déclenchées en décembre dernier par le coût élevé de la vie et la dépréciation de la monnaie nationale.

Le ministre iranien du Travail a annoncé une hausse de plus de 60% du salaire minimum, ont rapporté dimanche des médias locaux, plusieurs mois après des [manifestations anti-gouvernementales](#) déclenchées initialement par la mauvaise situation économique du pays.

Le pays ajuste tous les ans le salaire minimum en fonction de l'inflation, qui a explosé sous l'effet des sanctions internationales dans les mois qui ont précédé la guerre déclenchée par des frappes israélo-américaines le 28 février.

Selon l'agence iranienne Tasnim, citant le ministre du Travail, «avec l'accord du gouvernement», le salaire minimum mensuel va passer de 103 millions de rials à 166 millions au cours de la prochaine année du ca-

lendrier persan, qui commence dans quelques jours.

Coût élevé de la vie

Le gouvernement a aussi annoncé une hausse similaire des allocations familiales. La monnaie iranienne s'échange à environ 1,47 million de rials pour un dollar, selon le site Bonbast.

Des manifestations avaient été déclenchées en décembre dernier par le coût élevé de la vie et la dépréciation de la monnaie

nationale. Elles avaient toutefois rapidement évolué en un vaste mouvement de contestation d'une ampleur inédite appelant à la chute du pouvoir iranien, en place depuis la Révolution islamique de 1979.

Les autorités avaient brutalement [réprimé la contestation](#), tuant des milliers de personnes dans le pays, selon des groupes de défense des droits humains.

Au Kurdistan irakien, le traumatisme du massacre chimique de Halabja ravivé par la guerre en Iran

Reportage Le 16 mars 1988, le régime de Saddam Hussein attaquait au gaz moutarde et au sarin cette localité kurde soupçonnée de collusion avec Téhéran, provoquant la mort de milliers de personnes. Trente-huit ans plus tard, ce souvenir revient hanter les survivants.

A chaque fois que la télévision diffuse des images des frappes aériennes en Iran, il détourne la tête. A chaque fois, une impression de vertige le saisit et le replonge dans l'effroi de son enfance. Hochyar Omer, 44 ans, est un survivant des bombardements ordonnés par l'ancien dictateur Saddam Hussein, le 16 mars 1988, sur sa ville de Halabja, cité kurde nichée aux confins de l'Est irakien et des hautes montagnes iraniennes.

Ce jour-là, l'usage massif d'armes chimiques, notamment de gaz moutarde et de sarin, a tué en quelques heures entre 4 000 et 5 000 habitants de cette localité et des villages alentour, selon une enquête de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW). Halabja avait été ciblée par l'aviation de Bagdad parce qu'elle était accusée de collusion avec l'Iran, alors en guerre depuis près de huit ans contre l'Irak. L'attaque, longtemps dissimulée par le régime, est restée un symbole du « martyr kurde ». Pour Hochyar Omer, elle a été



PAULINE GAUER POUR « LE MONDE »

le fil de sa vie, une mémoire traumatique inscrite dans sa chair, prête à se réveiller aussitôt qu'un événement rappelle les bombes.

Il avait 6 ans et y a perdu toute sa famille, sa mère, ses six frères et sa sœur auxquels s'ajoutent 47 cousins et proches. Blotti entre les morts, il a passé un jour et une nuit de terreur avant que des secouristes iraniens ne l'extraient de Halabja pour l'emmener à Téhéran. Hochyar Omer souffre alors de brûlures et ne voit plus rien. Il a fini par recouvrer la vue, mais garde d'importantes séquelles cutanées. « *L'Iran m'a sauvé* », dit-il aujourd'hui d'une voix

sans apprêt. Conscient que Téhéran avait à l'époque tout intérêt à exposer à la face du monde les atrocités de Saddam Hussein, il rappelle néanmoins que les Iraniens étaient alors les premiers à leur venir en aide.

Après deux ans à Téhéran, le jeune Hochyar rentre à Halabja. La guerre est finie, mais la répression s'abat de plus belle sur la région kurde. Il faudra attendre l'intervention américaine de 2003 sur le sol irakien pour assister à la chute du régime.

« **Ali le chimique** »

Quatre ans plus tard, Hochyar Omer est appelé

comme témoin au procès contre « **Ali le chimique** », [Ali Hassan Al-Majid](#), l'ex-commandant suprême du Kurdistan, qui avait obtenu les pleins pouvoirs pour « *tuer tout être humain ou animal présent* » dans cette région insurrectionnelle, selon un décret signé de la main de son cousin, le président Saddam Hussein. D'après l'acte d'accusation, c'est lui qui est tenu pour responsable de la mort de 180 000 Kurdes, entre 1987 et 1988, au cours de grandes opérations militaires baptisées « Anfal » (« butin ») qui ont ravagé le nord du pays – et que les Kurdes appellent le « génocide d'Anfal ». Devenu électricien, em-

ployé municipal de Halabja, il admet avoir un jour caressé l'idée de quitter sa ville avant de se raviser. « *C'est dur d'être en vie ici, mais où qu'on aille, cette histoire reste avec nous*, dit-il avant d'ajouter : *le plus difficile, c'est de voir aujourd'hui des images d'enfants iraniens sous les bombes.* »

Visible de loin, le monument-mémorial de Halabja, qui honore les victimes du massacre et de l'Anfal, a été érigé à l'entrée de la cité, dès 2004. Ses hauts murs noirs sont couverts des noms des victimes. Dans une partie musée, derrière des vitres, on y voit la corde qui a pendu « Ali le chimique », l'acte de décès de Saddam Hussein, en 2006, ainsi qu'une galerie de photos insoutenables, où les corps sans vie s'entassaient dans les rues de la ville. L'une d'elles montre les cadavres de la famille de Hochyar Omer, à l'arrière d'un pick-up.

Guide et responsable des lieux, Mohammad Saed avait 11 ans au moment de l'attaque. Quatre membres de sa famille ont péri ce jour-là. L'enfant est surtout touché aux voies respiratoires. Avec sa petite sœur, ils sont eux aussi transportés par des secours iraniens de l'autre côté de la frontière. A Téhéran, ils sont séparés. Jusqu'à aujourd'hui, il dit ne l'avoir jamais revue : « *Elle avait 2 ans, et elle a*

certainement été vendue à une riche famille de la capitale. »

Trente-huit ans plus tard, ce passé le hante toujours : « *On n'aime pas la guerre ici, on sait qu'aucun bonheur n'en sort.* » C'est après avoir passé six ans parmi les peshmergas (combattants kurdes) qu'il a décidé, en 2011, de venir travailler, ici, au mémorial. « *Nous sommes tous évidemment contre le régime des mollahs, mais les bombardements vont reproduire de mêmes souffrances.* »

Les enfants perdus

Des souffrances, Chawnm Abdoullah, 60 ans, en a connu elle aussi. Le jour du tapis de bombes chimiques (plus de 400 selon les sources), elle a perdu ses deux premiers enfants. Enceinte de neuf mois, elle avait dû les laisser en urgence à sa sœur pour aller accoucher dans la ville de Souleimaniyé, où elle réside depuis. Il ne lui reste qu'une photo jaunie de sa fille Sara, qui lui avait demandé de ne pas partir.

Dans sa quête contre l'oubli, elle collabore avec Hania Mufti, l'enquêtrice de HRW qui a constitué, en grande partie, le dossier d'accusation contre Saddam Hussein lors du procès de ce dernier, à Bagdad, en 2004. Elle a aussi créé, en 2018, une association dont le nom signifie « les enfants dispa-

rus du génocide de Halabja ».

Selon ses calculs, ils seraient encore 211. Chawnm Abdoullah parle de kidnappings, d'enfants fuyant à travers champ ou franchissant les montagnes et recueillis ici et là. Opiniâtre, elle a porté des listes de noms aux autorités iraniennes qui n'ont jamais répondu. Elle a interpellé les députés du Parlement, à Bagdad, qui ont promis d'intervenir. Sans résultat à ce jour.

Réaliser des tests ADN dans les fosses communes creusées à la hâte après le drame coûterait trop cher, rappelle-t-elle. Sur les 16 emplacements répertoriés, certains dépassent le millier de cadavres. En 2004, des habitants ont tenté d'ouvrir une de ces fosses. Huit sont tombés malades après avoir touché les corps, deux sont morts. Chawnm Abdoullah est allée jusqu'à traverser la frontière pour tenter de localiser d'autres fosses communes. Dans plusieurs localités, de nombreux survivants de l'attaque ont succombé les jours suivants en raison des effets chimiques.

Des sépultures vides

Un jour, peu avant la chute de Saddam Hussein, une source lui dit avoir vu sa sœur et ses deux enfants à Bagdad dans une voiture officielle du régime. Chawnm Abdoullah attend

la chute du pouvoir et décide de s'installer dans la capitale. Plusieurs semaines, elle errera dans les rues, en vain.

A ce jour, 18 enfants ont été retrouvés. L'une d'entre eux, qui a grandi à Téhéran, a découvert par une connaissance que sa famille iranienne n'était pas celle qu'elle prétendait être. La jeune femme est retournée à Halabja. Elle y a retrouvé son père. Un cancer l'a emportée peu de temps après son mariage.

Sur les hauteurs de la ville martyre, à côté d'un vieux cimetière, 1 100 pierres tombales ont été alignées en mémoire de l'Anfal. Ils portent les noms des défunts, mais les sépultures sont vides en raison de l'absence des corps. Dos à l'Iran, distant à peine d'une quinzaine de kilomètres, face à la vallée et au lac étincelant de Darbândikhan, l'endroit invite au recueillement en mémoire des victimes, n'étaient-ce ces passages de drones kamikazes iraniens filant droit vers Souleimaniyé et Erbil.

Lundi 16 mars, à 11 heures, comme chaque année, les habitants de la région autonome kurde ont observé une minute de silence. Une minute à peine perturbée par des vrombissements venus du ciel.

Ile de Kharg : les frappes américaines sur ce point névralgique de l'industrie pétrolière de l'Iran font craindre des perturbations durables

L'attaque américaine, vendredi, sur le terminal d'exportation du brut iranien fait craindre une escalade dans le conflit. En attendant une hypothétique réouverture du détroit d'Ormuz, verrouillé par l'Iran, l'offre d'hydrocarbures se raréfie de jour en jour.

Si le verrouillage du détroit d'Ormuz est devenu un point de crispation majeur de la guerre au Moyen-Orient, il ne vaut pas pour tout le monde. L'Iran continue d'expédier son pétrole via [cette étroite voie navigable](#) reliant les pays du golfe Arabo-Persique aux marchés mondiaux. Tout en dissuadant les pays voisins, à coups d'attaques de drones ou de missiles, d'y faire passer leur production, Téhéran poursuit ses activités presque normalement.

Depuis le début de l'offensive américano-israélienne contre l'Iran, le 28 février, au moins dix navires-citernes ont chargé du pétrole au niveau de l'île de Kharg, principal terminal d'exportation du brut iranien, selon des données de la société d'analyses Kpler. « *Les pétroliers iraniens traversent le détroit d'Ormuz sans difficulté, car les gardiens de la révolution ne ciblent pas ces navires* », indique Homayoun Falakhahi, analyste de Kpler.

Mais pour combien de temps encore ? Le sort de cet îlot stratégique semble plus incertain que jamais [depuis les frappes américaines qui l'ont visé, vendredi 13 mars](#). Ainsi que la tournure du conflit, promis à l'escalade en cas de nouveaux bombardements qui cibleraient les infrastructures pétrolières de Kharg. Confrontés à ces risques, les marchés pétroliers ont ouvert en hausse, lundi. Le baril de

brent s'échangeait 106 dollars (92,73 euros) dans les premiers échanges asiatiques, après avoir flambé de près de 50 % depuis le début de la guerre.

Point névralgique de l'industrie pétrolière iranienne, Kharg voit transiter 90 % des barils que Téhéran vend à l'étranger. Des cargaisons destinées presque exclusivement à la Chine. La situation isolée de l'île, à environ 25 kilomètres au large des côtes – les eaux bordant le littoral iranien sont trop peu profondes pour accueillir des supertankers –, en fait une cible d'une grande vulnérabilité.

Les bombardements de vendredi ont épargné les installations pétrolières. Le président américain, Donald Trump, a d'ailleurs confirmé avoir « *choisi de ne pas les détruire* » dans ce raid aérien concentré sur des cibles militaires. Mais de nouvelles frappes ne sont pas à exclure, « *juste pour le plaisir* », a cru bon de préciser le locataire de la Maison Blanche dans une interview téléphonique accordée samedi à la chaîne NBC.

Coût intolérable pour les pays du Golfe

Sous la pression, Téhéran choisira-t-il de [desserrer son étau sur le détroit d'Ormuz](#) comme l'y exhortent les Etats-Unis ? Certes, deux navires battant pavillon indien et chargés de gaz de pétrole li-

quéfié, ont franchi, samedi, le goulet maritime, avant de poursuivre leur route vers des ports de l'ouest de l'Inde. Mais, malgré cette exception, négociée lors d'intenses échanges diplomatiques avec New Delhi, le gouvernement iranien s'est dit de nouveau prêt, dimanche, à se défendre « *aussi longtemps qu'il le faudra* ».

Le blocage de la circulation de l'or noir est au cœur de la stratégie iranienne. Celle-ci pourrait finir par imposer un coût économique intolérable aux pays du Golfe alliés des Etats-Unis. A Donald Trump également, si les prix du carburant continuent de s'envoler. Ces derniers jours, Téhéran a même semblé s'adresser directement aux marchés, leur suggérant de se préparer à voir le baril « *atteindre les 200 dollars* ».

Sur son réseau, Truth Social, Donald Trump a appelé, samedi, plusieurs pays à envoyer des navires afin de sécuriser le détroit. Parmi eux, la France, le Japon et le Royaume-Uni... mais aussi la Chine, pourtant indirectement visée par cette guerre menée contre l'Iran, pays ami et l'un de ses gros fournisseurs de pétrole.

Dans une interview au *Financial Times*, dimanche, Trump a accentué la pression, prédisant des « *conséquences très mauvaises pour l'avenir de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique Nord]* »

si les pays de l'Alliance refusaient d'obtempérer, et a menacé de reporter un voyage en Chine, prévu du 31 mars au 2 avril.

« Capacités de stockage saturées »

En attendant une hypothétique réouverture du passage maritime, l'offre d'hydrocarbures se raréfie de jour en jour. A combien de barils le monde va-t-il devoir renoncer d'ici à la fin de la semaine du lundi 16 mars, et au cours de celles à venir ? Frénétiquement, tradeurs et analystes font leurs calculs. Alors que la guerre est désormais entrée dans sa troisième semaine, l'Irak a déjà vu sa production diminuer de plus de moitié. Tous les pays du Golfe ont commencé à réduire la cadence.

Selon le cabinet norvégien Rystad Energy, dans le pire des cas, le nombre de barils produits dans la région pourrait chuter de 70 % par rapport au niveau précédant le conflit. « *Les capacités de stockage sont saturées, les infrastructures de contournement approchent de leurs limites et le conflit ne montre aucun signe de résolution à court terme* », résume Aditya Saraswat, l'auteur de cette note publiée vendredi.

Avant le début des hostilités, environ 20 millions de barils de brut et de produits pétroliers transitaient chaque jour par le détroit. Selon les spé-

cialistes des matières premières de la banque J.P. Morgan, 12 millions de barils par jour pourraient être perdus d'ici au dimanche 22 mars si celui-ci reste fermé. Et même 16 millions en cas de perturbation sur l'île de Kharg.

Si le terminal était mis hors service, l'Iran se verrait contraint de réduire drastiquement sa production. La Chine serait forcée d'aller se fournir ailleurs, au risque d'accentuer la tension sur les

approvisionnements. Surtout, Téhéran a promis une riposte sans merci si Kharg était sévèrement bombardée. Des représailles, a-t-il menacé, qui cibleraient les installations énergétiques des pays de la région liés aux Etats-Unis. Déjà, samedi, le hub pétrolier de Foujeyra, situé dans le golfe d'Oman, aux Emirats arabes unis, a été visé par une attaque de drones qui a provoqué un incendie. Ce point d'arrivée de l'un des rares oléoducs terrestres per-

mettant de contourner le détroit a dû brièvement interrompre ses opérations.

Pour pallier le risque de rupture d'approvisionnements, du pétrole provenant des réserves stratégiques va être « immédiatement » débloqué en Asie et en Océanie, a annoncé, dimanche, l'Agence internationale de l'énergie (AIE). L'opération se poursuivra en Amérique et en Europe fin mars, suivant la décision des pays membres

de l'AIE de libérer 400 millions de barils issus de ces stocks pour stabiliser les marchés. Une action collective qui constitue un « rempart bienvenu », a insisté l'agence. Même si seule la reprise du transit via le détroit permettra de « garantir un retour à des flux stables », a-t-elle reconnu.

Le Monde

Soren Seelow
16 mars 2026

Ouverture du procès du djihadiste français Sabri Essid : pour la première fois, la justice française se penche sur le génocide des yézidis

Le demi-frère par alliance de Mohammed Merah est jugé à partir de lundi pour « génocide » devant la cour d'assises de Paris, une première en France. Deux femmes yézidies raconteront à l'audience comment elles ont été réduites en esclavage.

Douze ans après l'attaque des monts Sinjar en Irak, en août 2014, qui marquait la phase initiale d'un vaste plan d'éradication de la communauté yézidie, la justice française se penche, pour la première fois, sur les crimes perpétrés à l'encontre de cette minorité par l'organisation Etat islamique (EI) à l'occasion du procès d'un djihadiste français, Sabri Essid, jugé à partir de lundi 16 mars, devant la cour d'assises de Paris, pour génocide et crimes contre l'humanité. Ce Toulousain deviendra le premier Français au moment des faits à être jugé pour « génocide », Maurice Papon ayant été condamné, en 1997, pour crimes contre l'humanité.

Si d'autres pays européens, comme l'Allemagne et la Suède, ont déjà condamné des membres de l'EI pour des crimes in-

ternationaux, la France jugeait jusqu'ici ses combattants djihadistes sous une même qualification : l'association de malfaiteurs terroriste.

Le procès de Sabri Essid, qui devrait être suivi par au moins trois autres procès de ressortissants français pour « génocide » à l'encontre des yézidis, permettra donc d'ouvrir le regard de la justice et de la société sur les exactions commises par le groupe djihadiste à l'encontre des populations civiles syriennes et irakiennes.

Sabri Essid est le demi-frère par alliance du terroriste Mohammed Merah, l'auteur des attentats de Toulouse et Montauban de mars 2012. Radicalisé dans la région toulousaine au début des années 2000 au contact des frères Fabien et Jean-Michel Clain, qui ont revendiqué les at-

tentats du 13 novembre 2015, il avait rejoint en 2014 l'EI, dont il est devenu un cadre de la sécurité intérieure. Donné pour mort en Syrie, il sera jugé par défaut devant la cour d'assises de Paris.

Esclaves sexuelles

Mais cette audience dépassera très largement son cas personnel. Elle plongera, durant cinq jours, au cœur de la fabrique génocidaire dont ont été victimes les yézidis, une minorité kurdophone qui pratique une religion syncrétique vieille de plus de quatre mille ans.

Sur les quatre femmes qui ont identifié Sabri Essid comme l'un de leurs geôliers, deux viendront expliquer à la barre le cauchemar indicible qu'elles ont vécu pendant deux ans, achetées, séparées de leur famille, battues,

violées, réduites à l'état de marchandise et d'esclave sexuelle.

La première à avoir identifié son violeur, Faiza A., l'a reconnu sur une vidéo de propagande dans laquelle Sabri Essid demandait au fils de sa compagne, âgé de 12 ans, d'exécuter d'une balle dans la tête un prisonnier arabe israélien. Le calvaire de cette mère de famille a commencé dès le premier jour du programme d'éradication de son peuple. Elle vivait à Kocho, un village des monts Sinjar, lorsque les troupes de l'EI ont pris d'assaut la montagne, berceau de la communauté yézidie.

Le 15 août 2014, les combattants de l'EI avaient procédé à l'exécution de masse de l'ensemble des hommes et des garçons pubères de son village, un carnage de 442 personnes. Fuyant l'offensive, des dizaines de mil-

liers de yézidis qui s'étaient réfugiés sur les hauts plateaux se sont retrouvés pris au piège, encerclés, privés d'eau et de nourriture. Plus de 1 700 d'entre eux, dont 90 % d'enfants, y sont morts de soif ou de faim, selon un rapport de l'équipe d'enquête spéciale des Nations unies chargée de concourir à amener l'EI à répondre de ses crimes (Unitad).

« Restreindre les naissances »

Cette attaque coordonnée est considérée comme la phase initiale d'un programme d'éradication de la communauté yézidie reposant sur l'asservissement des femmes au rang d'esclaves sexuelles et domestiques et l'élimination des adolescents et des hommes qui refusaient de se convertir à l'islam. En 2018, un rapport des Nations unies a établi l'existence de 95 fosses communes dans la seule région des monts Sinjar.

Les hommes et les garçons de plus de 12 ans qui étaient épargnés étaient le plus souvent séparés de leur famille, convertis et enrôlés de force, une séparation « sur la base de leur genre » qui peut s'interpréter comme une façon de « restreindre les naissances yézidiées » et établit l'intention génocidaire, explique l'ordonnance de mise en accusation.

Cette distinction par genre s'est prolongée, concernant les femmes, par une séparation par âge, selon qu'elles étaient ou non vierges et la perception de leur « attractivité ». « Le but de ces séparations était de les catégoriser et ainsi de faciliter les violences sexuelles à leur encontre » après les avoir « distribuées » à des membres de l'EI, expliquent les magistrats instructeurs.

Faiza A., qui était enceinte de quatre mois lors de l'attaque des monts Sinjar, a ainsi été séparée de son mari et de son fils de 14 ans et faite prisonnière avec ses deux filles, âgées de 4 et 10 ans. Elle a d'abord été

vendue à un émir saoudien, qui a formulé dès le premier jour sa volonté d'épouser sa fille de 10 ans. La nuit suivante, Faiza A. a été emmenée avec sa plus jeune fille pour être offerte à un Libyen, et a appris par la suite que sa fille aînée avait été violée par l'émir saoudien pendant près d'un an avant de parvenir à s'enfuir.

Des viols de mineurs théorisés par l'EI

Cette séparation de la mère et de sa fille visait à rendre licite le viol de l'enfant au regard des règles édictées par l'EI. Un document trouvé par les forces spéciales américaines en mai 2015 répertoriait en effet quinze commandements tendant à calquer la pratique de ces viols sur les principes de la charia. L'un de ces commandements stipulait : « Si le propriétaire d'une femme esclave qui a une fille apte à avoir des rapports sexuels a eu des rapports avec cette dernière, il ne doit pas toucher à la mère. S'il a eu des rapports avec la mère, la fille lui est interdite. »

Le comportement de cet émir saoudien illustre la rationalisation des crimes sexuels commis par le groupe djihadiste. Dans une publication, en décembre 2014, l'EI avait en effet théorisé le viol des mineurs, en encourageant ses hommes à avoir des rapports sexuels avec les filles vierges dès leur capture, tandis que les autres captives devaient d'abord être « nettoyées de leur impureté ». Selon Unitad, les vierges étaient les esclaves sexuelles les plus recherchées, et ce dès l'âge de 9 ans.

Entre son enlèvement, en août 2014, et sa libération, en octobre 2016, en échange d'une importante rançon payée par sa famille, Faiza A. est passée entre les mains de dix-huit djihadistes, qui se la revendaient sur les marchés aux esclaves, chaque nouveau propriétaire se voyant remettre des « preuves de propriété » par les tribunaux islamiques. Parmi ses geôliers

figurait un Français : Sabri Essid.

« Restituer leur place aux victimes »

« Il partait au combat, et au retour, il voulait avoir des relations sexuelles, et donc on était là pour ça. C'était comme tous les autres combattants qui m'ont violée », a-t-elle raconté aux enquêteurs, précisant que ce geôlier français, un « homme au cœur dur », les nourrissait à peine, elle, sa fille cadette et son dernier enfant, né en captivité.

Faiza A., qui a été relocalisée en Australie, a finalement renoncé à se constituer partie civile à ce procès. Deux autres femmes, achetées à un moment de leur parcours d'esclave par Sabri Essid, viendront raconter leur calvaire à la barre. Elles seront accompagnées à l'audience par la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et l'ONG irakienne Kinyat, qui ont permis aux enquêteurs d'identifier Sabri Essid et d'autres geôliers français en leur apportant des témoignages de victimes.

Clémence Bectarte, l'avocate de la FIDH, se félicite de la tenue de ce premier procès en France, résultat d'un « long plaidoyer » mené par l'organisation pour convaincre la justice française d'élargir le prisme des charges retenues contre les djihadistes au-delà des seules infractions terroristes. « Pour les yézidis, ces procès devant les juridictions nationales sont les seuls espaces de justice disponible, puisque aucune enquête n'a été ouverte devant la Cour pénale internationale, explique-t-elle. Il est important de qualifier ces crimes pour restituer leur place aux victimes. »

Le génocide des yézidis par le groupe Etat islamique, au nom d'une fatwa émise en 2014

Les yézidis constituent l'une des plus anciennes communautés religieuses monothéistes, née

dans l'Iran antique et dont les croyances sont enracinées dans le christianisme, l'islam et le zoroastrisme. La vénération par les yézidis d'un ange déchu, l'ange-paon, et du serpent qui aurait aidé l'humanité à survivre au Déluge, leur a valu la réputation, fausse, d'être des adorateurs du diable et d'être persécutés en Irak.

Le groupe Etat islamique (EI), qui considérait les yézidis comme des hérétiques et une « secte idolâtre » de polythéistes, a émis une fatwa (avis religieux), en août 2014, statuant que cette minorité ne pouvait bénéficier de la *dhimma*, une protection assortie d'un statut juridique inférieur théoriquement accordée aux religions abrahamiques par la loi musulmane, en échange du paiement d'une taxe, et que ses hommes pouvaient donc être éliminés et ses femmes réduites en esclavage.

En 2021, la population yézidie, disséminée entre l'Irak, la Syrie, la Turquie, l'Arménie et la Géorgie, était estimée à moins de 1 million d'individus, dont près de la moitié vivaient autour des monts Sinjar, dans le nord de l'Irak, où a commencé leur génocide par l'EI, en août 2014. Selon la démographe Valeria Cetorelli, qui a mené une enquête de terrain à la fin de l'année 2015, 2,5 % des quelque 400 000 yézidis vivant dans cette région ont été tués ou enlevés dans les jours qui ont suivi l'attaque des monts Sinjar.

Selon cette enquête, citée par l'Organisation des Nations unies, entre 2 100 et 4 400 yézidis sont morts lors de cet assaut : la moitié d'entre eux ont été exécutés par balles, décapités ou brûlés vifs, l'autre moitié est morte de faim, de soif ou des suites de blessures pendant le siège de la montagne. Le nombre d'enlèvements de femmes, de filles et de jeunes garçons est estimé à environ 7 000, dont un tiers étaient toujours portés disparus fin 2015.



Sami Zaïbi
16 mars 2026

En Irak, les Kurdes font monter les enchères du pétrole face à Bagdad

Pour contourner la fermeture du détroit d'Ormuz, Bagdad cherche à exporter son brut par la Méditerranée. Mais il se heurte aux exigences du gouvernement kurde autonome, qui profite de sa position stratégique pour obtenir des contreparties.

En temps normal, plus de 90 % du budget de l'Etat irakien provient des exportations de pétrole, dont 95 % transitent par le détroit d'Ormuz, seule voie maritime directement accessible depuis les côtes irakiennes. C'est dire combien la fermeture partielle de ce passage imposée par l'Iran depuis le début de la guerre contre Israël et les Etats-Unis, gêne Bagdad. Cinquième plus grand exportateur de pétrole au monde, l'Irak subit un manque à gagner estimé à 220 millions de dollars par jour. De 3,5 millions de barils, les exportations ont chuté à environ 200 000 barils quotidiens, lesquels sont envoyés par camion vers la Jordanie, la Syrie et la Turquie.

Pour remédier à cette situation, Bagdad envisage d'utiliser un pipeline reliant la ville de Kirkouk, dans le nord-est du pays, à Ceyhan, sur la côte méditerranéenne turque. Mais cet oléoduc, long de 970 km et construit dans les années 1970, traverse le Kurdistan irakien, et les autorités kurdes, qui bénéficient d'une large autonomie, ne comptent pas laisser échapper une si belle occasion de faire pression sur Bagdad, avec qui les relations sont tendues. Il y a quelques jours, le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) basé à Erbil a donc refusé de laisser passer les 100 000 barils par jour demandés par Bagdad «sans un accord et sans conditions».

Différend financier

Pour pleinement saisir les négociations en cours, il est nécessaire d'effectuer un petit détour par le passé. En 2014, à la faveur de la guerre contre l'Etat islamique, les combattants kurdes prennent le contrôle de Kirkouk et les forces irakiennes se retirent. Cette ville stratégique, où se trouvent les plus grandes réserves de pétrole du nord irakien, est alors intégrée au GRK. Erbil exporte dès lors seul son pétrole, suscitant l'ire de Bagdad, qui estime qu'en vertu de la constitution irakienne, l'exportation du pétrole est une compétence fédérale. Un accord est trouvé : Erbil s'engage à livrer 250 000 barils par jour à Bagdad, en échange de quoi Bagdad reverse au GRK 17 % du budget fédéral, permettant de payer les salaires de fonctionnaires et des peshmergas.

Puis, en 2017, la situation s'inverse. Dans l'euphorie de sa victoire contre l'Etat islamique, le GRK organise un référendum d'indépendance. Le vote est remporté avec 92 % des voix, mais il est rejeté par Bagdad et critiqué par l'Iran, la Turquie et les Etats-Unis, qui voient d'un mauvais œil les velléités indépendantistes kurdes. En réaction, les forces irakiennes reprennent le contrôle de plusieurs zones disputées, dont Kirkouk. Dès lors, le point de départ du pipeline ainsi que la majorité du volume de brut se trouvent en mains irakiennes, tandis

que le robinet reste du côté kurde, devenant un outil de pression politique et budgétaire.

En 2023, la Chambre internationale de commerce de Paris, saisie par Bagdad, donne raison aux autorités fédérales et estime que l'exportation kurde via la Turquie était illégale. Condamnée à verser une compensation de 1,5 milliard de dollars à Bagdad, la Turquie refuse de s'acquitter de la somme et suspend ses importations. Ce n'est que deux ans plus tard, en septembre 2025, qu'un accord est trouvé pour reprendre l'exploitation du pipeline, à raison de 200 000 barils par jour. On est toujours loin de la capacité maximale, estimée à un million de barils quotidiens à la suite de travaux de réfection.

Après négociations

Cela faisait donc moins de six mois que le pipeline était à nouveau en service quand la guerre a éclaté et que le GRK a décidé de fermer à nouveau le robinet. Tenant le couteau par le manche, Erbil profite de la situation pour réclamer plusieurs contreparties de Bagdad. «Il est naturel pour la région de chercher à résoudre plusieurs questions en suspens avec Bagdad dans un cadre qui prend en compte les intérêts des deux parties et renforce la stabilité dans le dossier énergétique», a déclaré un officiel kurde anonyme au média émirati

The National. Toutefois, le GRK ne communique rien officiellement du contenu des négociations sont en cours.

Mais un expert du secteur, rencontré à Erbil, explique à *Libération* les enjeux des pourparlers : «Il y a trois principales revendications. La première, c'est le paiement des arriérés budgétaires que Bagdad doit à Erbil, dans le cadre de la péréquation financière réévaluée à 12 % en 2023, mais que les autorités irakiennes n'ont pas intégralement versés, selon Erbil. La deuxième, c'est l'augmentation des exportations kurdes de pétrole, via des embranchements au pipeline vers la Turquie. La troisième, c'est l'abolition du nouveau système douanier unifié qui pénalise le Kurdistan, par où passent les importations turques.»

«Un manque de stratégie»

Bénéfique pour le Kurdistan, la situation est éminemment problématique pour l'Irak fédéral, qui voit là son scénario catastrophe se réaliser. Or contrairement à certains pays du Golfe, qui peuvent compter sur des alternatives (notamment l'oléoduc Petrolina en Arabie saoudite) certes moins efficaces, Bagdad se retrouve totalement coincé. «Depuis longtemps, l'Irak aurait dû construire une alternative fiable, mais il ne l'a pas fait. Il se retrouve donc avec des options qui toutes présentent des difficultés, d'ordre logistique, politique ou sécuritaire,

que ce soit par la Jordanie, la Syrie ou la Turquie. Il y a un manque de stratégie et un manque d'infrastructures», juge Mahmoud Baban, chercheur associé au Rudaw Research Center, un institut de recherche basé à Erbil.

Pour ce spécialiste des énergies, les dégâts risquent d'être irréversibles, même si la guerre et le blocage du détroit d'Ormuz se terminent bientôt: «Depuis le début de la guerre, les infrastructures pétrolières irakiennes sont fragilisées trois

fois. Elles sont visées directement par les missiles des milices chiites opérant depuis l'Irak. Elles doivent réduire leur production en raison du manque de débouchés. Enfin, vu la situation sécuritaire, les employés étrangers ont été

évacués. Pour toutes ces raisons, le secteur pétrolier irakien a montré sa fragilité, et il sera difficile d'attirer de nouveaux investissements pétroliers dans les mois et les années à venir».



Gilles Dhers, Ludovic Séré, Service
16 mars 2026

Guerre au Moyen-Orient : Israël annonce mener de nouvelles frappes en Iran sur Téhéran, Chiraz et Tabriz

Au 17e jour de conflit, Tsahal a annoncé avoir lancé une «vague de frappes à grande échelle» sur Téhéran. Donald Trump fait pression sur ses alliés et sur la Chine pour qu'ils sécurisent le trafic d'hydrocarbures dans le détroit d'Ormuz verrouillé par l'Iran.

Une attaque de drone a provoqué un incendie dans l'importante zone industrielle pétrolière de Fajārah, sur la côte orientale des Emirats arabes unis, ont rapporté les autorités, au 17e jour des représailles iraniennes dans le Golfe à l'offensive américano-israélienne.

Le conflit s'est concentré ce week-end autour de l'île de Kharg, qui abrite le plus grand terminal d'exportation de pétrole brut iranien, après que les Etats-Unis ont annoncé y avoir bombardé plusieurs cibles militaires.

Dans les ruines d'un centre médical détruit par une frappe israélienne, à Borj Qalaouiya, dans le sud du Liban, dimanche 15 mars 2026.

Donald Trump fait pression sur ses alliés et sur la Chine pour qu'ils sécurisent le trafic d'hydrocarbures dans le détroit d'Ormuz verrouillé par l'Iran,

au moment où le Japon devient la première grande économie mondiale à puiser dans ses réserves stratégiques pour prévenir un choc pétrolier dans le cadre d'un effort concerté.

Des embouteillages devant une station-service, avant l'expiration lundi du gel des prix du diesel en Thaïlande, dans la province de Nakhon Pathom, en périphérie de Bangkok, en Thaïlande, le 16 mars 2026.

Israël a annoncé lundi mener de nouvelles frappes en Iran sur Téhéran, Chiraz, dans le sud du pays, et Tabriz dans le nord-ouest, au 17e jour de son offensive menée conjointement avec les Etats-Unis contre la République islamique. L'armée israélienne «vient de lancer une vaste vague de frappes visant les infrastructures du régime terroriste iranien à Téhéran, Chiraz et Tabriz», selon un communiqué militaire.

Des chars de combat principaux Merkava de l'armée israélienne manœuvrent le long de la frontière avec le Liban, vus depuis la Haute Galilée, dans le nord d'Israël, le 15 mars 2026.

Des explosions ont retenti lundi dans la capitale iranienne, a constaté un journa-

liste de l'AFP, quelques heures après qu'Israël a annoncé avoir mené des frappes de grande ampleur dans la nuit. Les déflagrations ont été entendues dans le centre de Téhéran où les systèmes de défense aérienne étaient activés. On ignorait dans l'immédiat ce qui avait été visé. La ville avait déjà été secouée par de fortes explosions durant la nuit.

Le pétrolier «Shenlong», chargé de pétrole brut saoudien, arrive au port de Mumbai, en Inde, le 12 mars.

Environ 90 % des exportations iraniennes de brut sont assurées par les infrastructures de l'immense hub pétrolier. Dans la nuit de vendredi à samedi, des installations militaires sur l'île ont été prises pour cible par les Américains, qui ont menacé d'aller plus loin. Lire notre décryptage.

Christiane Amanpour à la 62e Conférence de Munich sur la sécurité, en février.

L'armée israélienne a déclaré lundi avoir détruit dans la nuit un avion utilisé par le défunt Guide suprême iranien Ali Khamenei à l'aéroport Mehrabad de Téhéran. Elle a précisé que cet appareil avait été utilisé par de hauts res-

ponsables iraniens et des personnalités militaires pour effectuer des déplacements nationaux et internationaux et pour assurer la coordination avec les pays alliés.

Une attaque de drone a provoqué un incendie dans l'importante zone industrielle pétrolière de Fajārah, sur la côte orientale des Emirats arabes unis, ont rapporté les autorités, au 17e jour des représailles iraniennes dans le Golfe à l'offensive américano-israélienne. «Un incendie s'est déclaré dans la zone industrielle pétrolière [...] à la suite d'une attaque par drone, sans faire de blessés», a indiqué le bureau de presse de Fajārah dans un communiqué, précisant que les efforts «se poursuivaient» pour maîtriser le feu. Le site se trouve sur la côte émirat du golfe d'Oman, au-delà du détroit d'Ormuz, qui a été de facto fermé par l'Iran.

Le chef du pouvoir judiciaire iranien a appelé lundi à l'application rapide et sans «clémence» des peines prononcées contre des personnes accusées d'être affiliées à Israël et aux Etats-Unis. «Nous ne devons ni retarder ni faire preuve de clémence dans l'exécution des verdicts définitifs contre ceux qui, en temps

de guerre et de troubles, ont commis des crimes et étaient affiliés à l'ennemi agresseur», a déclaré Gholam Hossein Mohseni Ejei, cité par l'agence de presse Tasnim.

Il a aussi jugé «nécessaire d'accélérer l'examen et le traitement des affaires impliquant des personnes accusées de menacer la sécurité publique». Ces dernières semaines, les autorités ont mené de vastes opérations à travers l'Iran, arrêtant des centaines de personnes soupçonnées de coopérer avec Israël et les Etats-Unis, les deux ennemis jurés de la République islamique, selon la presse locale.

La Chine et les Etats-Unis «restent en communication» sur une visite de Donald Trump, ont dit lundi les Affaires étrangères chinoises après des propos du président américain déclarant qu'il pourrait reporter un prochain voyage à Pékin en raison de la guerre au Moyen-Orient. «La Chine et les Etats-Unis restent en communication au sujet de la visite du président Trump en Chine», a dit un porte-parole des Affaires étrangères, Lin Jian. Il s'est gardé de s'exprimer sur les pressions exercées par Trump pour que la Chine aide, avec d'autres, à

débloquer le détroit d'Ormuz.

Les bombardements par Israël de dépôts de carburant à Téhéran «violente la loi internationale et constituent un écoside», a dénoncé lundi le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi. Selon lui, «les habitants risquent de subir des effets néfastes à long terme sur leur santé» et «la contamination des sols et des nappes phréatiques pourrait avoir des répercussions sur plusieurs générations».

Un civil palestinien a été tué en périphérie de la capitale émiratie Abou Dhabi lorsqu'un missile a frappé sa voiture lundi, ont indiqué les autorités, alors que l'Iran poursuit ses frappes dans le Golfe en représailles aux attaques américano-israéliennes sur son sol. Les autorités «sont intervenues à la suite d'un incident survenu dans la zone d'Al Bahia impliquant une frappe de missile sur un véhicule civil, qui a entraîné la mort d'un ressortissant palestinien», a déclaré le bureau de presse d'Abou Dhabi dans un communiqué.

Décapité, le régime des mollahs «ne voit aucune raison de négocier» pendant que l'offensive américano-israé-

lienne contre l'Iran continue de se régionaliser et que la fermeture du détroit d'Ormuz provoque une crise pétrolière mondiale. Lire notre décryptage.

Les prix du pétrole s'affichent en petite hausse lundi, les investisseurs guettant le conflit au Moyen-Orient, le Brent progressant toujours au-delà des 100 dollars le baril, tandis que les Bourses d'Asie évoluaient en ordre dispersé au gré d'échanges volatils.

Le trafic a partiellement repris lundi à l'aéroport international de Dubaï, a annoncé son opérateur, après une suspension de plusieurs heures provoquée par l'incendie d'un réservoir de carburant à la suite d'un «incident» impliquant un drone. «Les vols à destination et en provenance de DXB reprennent progressivement vers certaines destinations, à la suite de la suspension temporaire mise en place à titre de mesure de précaution», a indiqué l'aéroport de Dubaï sur X.

Donald Trump fait pression sur ses alliés et sur la Chine pour qu'ils sécurisent le trafic d'hydrocarbures dans le détroit d'Ormuz verrouillé par l'Iran, au moment où le Japon de-

vient la première grande économie mondiale à puiser dans ses réserves stratégiques pour prévenir un choc pétrolier dans le cadre d'un effort concerté. Le Japon et l'Australie ont fait savoir lundi qu'ils n'envisageaient pas pour l'instant d'envoyer des navires de guerre dans la zone.

L'armée israélienne dit avoir lancé des «opérations terrestres limitées et ciblées» contre le Hezbollah dans le sud du Liban. Par ailleurs, Tsahal a annoncé lundi à l'aube mener une «vague de frappes à grande échelle visant les infrastructures du régime terroriste iranien à Téhéran».

Chercheuse associée au Center on Global Energy Policy, la spécialiste des marchés pétroliers mondiaux Tatiana Mitrova met en perspective le conflit actuel dans le Golfe, et évalue ses possibles leçons et impacts à long terme sur l'architecture énergétique globale.

La présentatrice irano-britannique de CNN, Christiane Amanpour, analyse pour *Libération* les deux semaines de guerre en Iran et évoque la résonance particulière de couvrir un conflit se déroulant dans son pays d'origine.



March .16, 2026

President Barzani, EU chief discuss regional war, stress need for peace

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and European Commission President Ursula von der Leyen on Monday discussed regional developments and the implications of the ongoing war during a phone call, stressing

the need to maintain stability and pursue peaceful solutions to the conflict.

"Their discussions focused on recent developments in the region and the implications of the ongoing war," read a statement from the

Kurdistan Region Presidency. "Both sides expressed their commitment to continued collaboration in tackling challenges and emphasized the necessity of upholding stability and seeking peaceful resolutions to conflicts."

According to the statement, President Nechirvan Barzani expressed gratitude to the European Union "for its unwavering support to Iraq and the Kurdistan Region" and emphasized that the Kurdistan Region "is not part of the conflict and will consistently

serve as a pillar of peace and stability.”

The Kurdistan Region has endured around 300 drone and missile attacks since the start of Iran’s war with the US-Israel coalition on February 28, many of which were carried out by pro-Iran armed groups operating inside Iraq. Despite this, Kurdish leaders have repeatedly stressed over the past two weeks that

the Kurdistan Region and its security forces are not a party to the Iran-Israel-US war.

Von der Leyen said in a post on X regarding her call with President Nechirvan Barzani that the Region’s “role as a stabilising force is more critical than ever.”

“The EU is determined to work alongside you to ensure safety and protect the hard-

earned progress in rebuilding. We will continue supporting the Republic of Iraq and the Kurdistan Region,” she said.

Iran said last week it launched more than 2,000 drones and over 600 missiles targeting US and Israeli positions in the region. Iraqi armed groups aligned with the Iran-led ‘Axis of Resistance’ have also been carry-

ing out attacks against alleged US assets in Iraq and the Kurdistan Region.

Earlier this month, President Nechirvan Barzani held a phone call with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani, reaffirming that the Region will not allow its territory to be used for attacks against neighboring states, while urging Baghdad to take responsibility and rein in outlaw armed groups.



17 mars 2026

Guerre en Iran et au Moyen-Orient: qui était Ali Larijani, haut dignitaire iranien tué par Tsahal dans une frappe ?

L'homme était considéré comme l'architecte de la sécurité du régime et garant des institutions politiques depuis la mort de l'ayatollah Ali Khamenei. Il est mort, ce mardi matin, dans une frappe sur Téhéran de l'armée israélienne.

C'est une nouvelle figure du gouvernement iranien qui vient d'être éliminée par l'armée israélienne. Ce mardi matin, le ministre de la Défense de l'État hébreu, Israel Katz, a affirmé que ses troupes avaient tué [Ali Larijani](#), l'homme fort de l'Iran depuis la mort de l'ayatollah [Ali Khamenei](#).

"Je viens d'être informé par le chef d'état-major que le secrétaire du Conseil national de sécurité, Ali Larijani, et le chef du Bassidj, Gholamréza Soleimani, ont été éliminés ce soir et ont rejoint le chef du plan de destruction, Ali Khamenei, dans les profondeurs de l'enfer", a-t-il déclaré lors d'une prise de parole.

"Le Premier ministre (Benjamin Netanyahu) et moi-même avons donné pour instruction à l'armée israélienne de poursuivre sans relâche les dirigeants du régime de terreur et d'oppression en Iran", a ajouté le ministre.

Vendredi encore, Ali Larijani était bien vivant et participait, au côté du président [Masoud Pezeshkian](#), à un rassemblement à Téhéran à l'occasion d'une journée annuelle de soutien aux Palestiniens. Des images de la télévision d'État iranienne les montraient [en tête de cortège](#), alors que des frappes israéliennes touchaient la capitale "à une courte distance" de l'événement.

L'architecte de la sécurité du régime

Ali Larijani, le chef du Conseil suprême de sécurité nationale, le plus haut organe de sécurité en Iran, était considéré comme le numéro 2 du régime des mollahs. Il est

crédité d'avoir bénéficié de la confiance du guide suprême après sa longue carrière au sein des forces armées, des médias et du Parlement.

Né à Najaf, en Irak, en 1957, il est le fils d'un éminent dignitaire chiite proche de l'ayatollah [Rouhollah Khomeini](#), fondateur de la République islamique. Il commence sa carrière dans le Corps des gardiens de la révolution, durant la guerre avec l'Irak (1980-1988), avant d'être nommé vice-ministre du Travail et des Affaires sociales.

En 1992, il devient ministre de la Culture et de l'Orientation islamique, sous la présidence d'Ali Akbar Hachemi Rafsandjani. Puis, de 1994 à 2004, il est le directeur de la Radio-télévision de la République islamique, aussi connue aujourd'hui sous le nom d'IRIB.

Sa carrière politique se relance en 2005, lorsqu'il est fait secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale.

Sa mission fait de lui l'un des deux représentants du guide suprême Ali Khamenei.

Déjà très haut placé dans la hiérarchie du régime, il est le principal négociateur sur le nucléaire face à Londres, Paris, Berlin et Moscou entre 2005 et 2007. Après avoir été président de l'Assemblée consultative islamique pendant 12 ans, il se présente à deux reprises à l'élection présidentielle de 2021 et 2024, mais sa candidature n'est pas retenue par le Conseil des gardiens de la Constitution.

Confiance absolue du guide suprême

Toutefois, le guide suprême le nomme secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale en août 2025, lui octroyant des pouvoirs quasi illimités pour assurer l'ordre et la diplomatie. Ainsi, il est chargé de réprimer dans le sang [les manifestations de janvier 2026](#), tout en s'occupant des négociations sur le nucléaire en traitant directe-

ment avec Washington. "Le guide suprême a une confiance absolue envers Ali Larijani", soutenait ainsi Nasser Imani, un analyste conservateur proche du gouvernement, auprès du [New York Times](#), en février dernier.

"Il estime qu'il est l'homme de la situation en cette période délicate, en raison de son

parcours politique, de son esprit vif et de ses connaissances. Le rôle d'Ali Larijani sera très important en cas de guerre", poursuit-il.

Le début du conflit, acté [le 28 février dernier](#) avec les bombardements israélo-américains, le propulse automatiquement à la tête des opérations. Le dimanche

1er mars, au lendemain de l'assassinat d'Ali Khamenei, c'est lui qui a présenté les plans de transition du régime, jurant de frapper Israël et les États-Unis "avec une force qu'ils n'ont jamais connue".

Il "est le dirigeant de facto du régime iranien, surtout depuis deux semaines, mais même avant cela, il était considéré

comme celui qui prenait les décisions et tirait les ficelles", a commenté un responsable militaire israélien après l'annonce de sa mort. La même source soutient qu'Ali Larijani "a orienté les attaques vers la région" et a ordonné des frappes contre Israël et les pays du Golfe.

Le Monde

Soren Seelow
17 mars 2026

« A vendre, enfant de 5 ans, docile et calme » : au procès du génocide des yézidis, plongée dans les ténèbres de l'EI

La cour d'assises de Paris a examiné, lundi 16 et mardi 17 mars, l'abjecte réalité de l'asservissement d'un peuple au nom de la religion : meurtres de masse, ventes d'enfants, viols de petites filles... Rarement un procès terroriste avait été aussi loin dans le dévoilement de l'ignominie djihadiste.

Au fil des procès terroristes qui se sont multipliés ces dernières années devant la cour d'assises de Paris, on pensait avoir tout vu, tout entendu, des atrocités perpétrées par l'organisation Etat islamique (EI). On avait tort. La justice française n'avait jusqu'ici traité que la partie émergée de [l'entreprise de terreur mise en place par le groupe terroriste](#), celle des attentats perpétrés sur le territoire national.

Le procès des otages français détenus et torturés en Syrie, qui s'est conclu, le 21 mars 2025, [par la condamnation à la perpétuité de Mehdi Nemmouche](#), avait ouvert une première fenêtre, sidérante, sur la réalité des exactions commises par l'EI dans son pseudo-califat irako-syrien. Le procès du djihadiste français Sabri Essid, jugé par défaut à Paris, depuis le lundi 16 mars, pour sa participation au génocide des yézidis,

plonge plus profondément encore au cœur des ténèbres de l'organisation.

Le procès avait commencé depuis quelques heures, un enquêteur de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) était en train d'expliquer comment l'EI avait mis en place un vaste plan d'éradication de cette minorité religieuse, fondé sur le meurtre ou la conversion forcée des hommes et des garçons pubères et l'esclavage des femmes, des filles et des plus jeunes enfants, quand le président de la cour, Marc Sommerer, a choisi de l'interrompre pour procéder à la lecture d'un document.

Cette pièce restitue des conversations extraites d'un groupe Telegram comptant 51 participants et baptisé « marché réservé aux soldats du califat ». Le premier échange s'ouvre par la photo d'un petit garçon yézidi âgé

d'environ 6 ans, publiée par un certain Abou Asmae : « *Enfant à vendre. Tarif le plus élevé*, écrit-il. – *Tu vends l'enfant à 150 dollars [environ 130 euros] ?*, répond un autre djihadiste. – *Qu'Allah te rétribue, attends qu'on vo[ie] le prix stable*, lui répond le vendeur avant de relancer : *Quelqu'un veut donner plus ?* »

Entre décembre 2015 et septembre 2016, ce type d'annonce ou de conversation s'est répandu dans ce groupe de discussion : « *A vendre, enfant de 5 ans, docile et calme* » ; « *Femme esclave, âge 20 ans, enfant : néant* » ; « *Esclave âgée de 10 ans, prix 7 000, photo disponible sur contact privé* » ; « *Recherche enfant de 7 à 10 ans* » ; « *Y a-t-il un adolescent à vendre ?* » ; « *Jeune esclave de 10 ans environ, vierge, parle arabe, qui veut me proposer un prix ?* » ; « *Poils pubiens ayant*

commencé à pousser, très jolie », etc.

En quelques phrases, la réalité de l'asservissement infligé à un peuple telle qu'elle a été vécue par les tortionnaires se révélait dans son obscène monstruosité. L'agent de la DGSI avait déjà raconté le massacre des monts Sinjar, point de départ du génocide des yézidis, qui a fait plusieurs milliers de morts en août 2014 ; on avait vu cette vidéo de propagande montrant des combattants exécuter par balle des hommes et des garçons allongés dans une fosse commune, et cette autre sur laquelle des prisonniers terrorisés étaient contraints de se convertir à l'islam.

Ce qu'on n'avait pas vu venir, c'est la façon dont cette entreprise de déshumanisation à grande échelle, orchestrée par la hiérarchie de l'EI, avait désinhibé les plus bas instincts de ses troupes venues de

tous les continents, encouragé les viols d'enfants, la réification d'un peuple réduit au rang de marchandise. Un avilissement absolu, pensé au nom du Coran et de la charia, assumé et théorisé par l'organisation terroriste. Rarement un procès avait été aussi loin dans le dévoilement de l'ignominie djihadiste.

Crimes « religieusement acceptables »

Ces échanges sur Telegram ont été fournis à la justice par un homme, Bahzad Farhan, un yézidi irakien qui a fondé une ONG, Kinyat, afin de documenter le génocide de son peuple. Pour « comprendre le mécanisme » mis en place par l'EI pour la vente des esclaves, a-t-il expliqué, mardi, à la barre, il a infiltré trois groupes de discussion Telegram. « Toutes les filles de plus de 10 ans et les garçons de plus de 12 ans étaient arrachés à leur mère, les filles pour devenir des objets sexuels, les garçons des combattants », a-t-il résumé.

« Les petites filles étaient les plus chères, entre 9 000 et 14 000 dollars, un prix élevé, car en lien avec l'agression sexuelle qui les attendait. Des filles de 9 ans étaient souvent considérées comme aptes aux relations sexuelles. Entre 6 et 7 ans, elles valaient environ 4 000 dollars, car certains revendeurs préféraient les garder quelques années chez eux jusqu'à ce qu'elles soient aptes sexuellement pour les revendre plus cher sur Telegram », a-t-il développé, faisant écho à un document projeté la veille, établissant une liste de prix des « marchandises », selon les tranches d'âge.

« On est donc dans une logique idéologique, mais aussi commerciale et de spéculation ? On investit dans une petite fille qui va prendre de la valeur sexuellement ? », tente de comprendre le président. « Tout à fait, un objet sexuel. Mais ils se basent sur des textes reli-



Des yézidies devant les photos des membres de leur famille tués par l'organisation Etat islamique, dans une école transformée en mémorial, à Kocho (Irak), le 3 août 2021. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

gieux », explique le témoin, citant en guise d'exemple un texte remontant à l'époque du Prophète, dans lequel un homme avait échangé une sabaya, une esclave sexuelle, contre une paire de chaussures. Dans un des groupes Telegram, un djihadiste avait écrit : « Quelqu'un veut m'échanger une sabaya contre une paire d'Adidas ? » Un autre lui avait répondu : « Quelle pointure ? »

Un manuel, publié à l'automne 2014 par un comité de savants religieux de l'EI, sous forme de 32 questions-réponses, illustre à quel point l'organisation avait rationalisé ces crimes pour les rendre « religieusement acceptables », selon la formule de Bahzad Farhan. « Peut-on chevaucher la captive immédiatement dès qu'on la possède ? Si elle est vierge, l'homme peut la chevaucher immédiatement dès qu'il en est maître. Si elle n'est pas vierge, il faut auparavant s'assurer que la matrice est vide » ; « Est-il possible de chevaucher l'esclave impubère ? Il est possible de chevaucher l'esclave impubère si elle est anatomiquement valable. Si elle n'est pas valable, il peut se contenter de jouir d'elle sans la chevaucher » ; « Est-il permis de

frapper son esclave ? Il est permis de frapper son esclave [sauf si cela] provoque une fracture », etc.

L'EI voyait « d'un bon œil » l'exploitation sexuelle des esclaves pour plusieurs raisons, a expliqué l'agent de la DGSi. Elle permettait de casser la descendance des yézidis – un yézidi doit avoir deux parents issus de la communauté –, d'assurer la pérennité démographique du « califat », de motiver les candidats désireux de rejoindre ses rangs et, sur un plan religieux, d'éviter aux hommes d'être « assiégés par la tentation du péché » que constituerait l'adultère, puisque le viol qu'ils commettaient était « licite ».

Cette surenchère de règles, cautionnées par les textes, s'est inévitablement accompagnée d'une immense « hypocrisie », poursuit l'enquêteur de la DGSi. Des esclaves étaient parfois vendues pour quelques heures, violées, puis revendues. Et ce sentiment de « pleine propriété » sur des êtres chosifiés a donné lieu à un déchaînement de cruauté à peine imaginable : « Certains djihadistes menaçaient de tuer les enfants esclaves si leur mère se refusait

à eux. En 2016, 19 femmes yézidies ont été transportées dans une cage et brûlées vives à Mossoul, parce qu'elles avaient résisté à leur tortionnaire. »

« On peut parler de déshumanisation totale », a lâché, lundi, à la barre, l'enquêtrice de l'Office central pour la répression des violences aux personnes, qui a recueilli les témoignages des victimes de Sabri Essid. L'une d'elles a été violée devant sa petite fille. La fille d'une autre, âgée de 10 ans, a été violée par un émir saoudien pendant près d'un an, avant de parvenir à s'enfuir. « Malgré ma longue carrière au contact de victimes d'agressions sexuelles, je n'avais jamais vu ça, a tenu à préciser l'enquêtrice, encore ébranlée par ces auditions. Jamais je n'avais été soumise à tant d'atrocités. »

Après les ténèbres, un rai de lumière. Grâce au réseau qu'il avait mis en place, Bahzad Farhan a réussi à libérer 56 esclaves. Une goutte d'eau sur les quelque 6 000 yézidis réduits en esclavage par l'EI, dont 2 000 sont toujours portés disparus.

L'Iran coupe progressivement les dernières voies d'accès à l'internet

Vague d'arrestations de vendeurs de terminaux Starlink, perturbations de l'Intranet national, surveillance accrue à l'approche de la Fête du feu : les autorités durcissent encore leur contrôle de l'information.

En Iran, le contrôle d'Internet se resserre. Depuis le 15 mars, les rares canaux qui permettaient encore d'accéder au réseau mondial se referment les uns après les autres. Déjà limité à environ 1 % depuis l'attaque américano-israélienne du 28 février, l'accès à l'Internet est désormais quasi impossible.

Lundi 16 mars, presque aucune image ni vidéo de l'effet des bombardements n'a circulé sur Internet. Ce jour-là pourtant, Téhéran aurait été la cible de frappes particulièrement massives, selon les très rares témoignages à être sortis du pays, provenant notamment de personnes équipées de terminaux Starlink. Les quelques utilisateurs qui parvenaient encore, il y a deux jours, à se connecter grâce à des VPN performants (de plus en plus chers) ont pour la plupart cessé de publier sur les réseaux sociaux. Les autorités iraniennes justifient la coupure d'Internet comme une mesure visant à maintenir la sécurité en période de crise.

Parallèlement à ces restrictions sur l'Internet mondial, « le réseau national de l'information », l'intranet iranien, est lui aussi confronté à de graves perturbations. L'organisation non gouver-

nementale NetBlocks, qui surveille l'état d'Internet dans le monde, a rapporté, le 15 mars, des coupures et de fortes lenteurs affectant l'accès aux administrations, aux banques, aux services publics en ligne et aux messageries nationales. Mis en place depuis 2012, l'intranet iranien permet aux autorités de couper l'accès des Iraniens à l'Internet mondial tout en maintenant un écosystème numérique interne.

Isoler le pays

Selon l'analyste Amir Rashidi, expert pour l'ONG Mian, une organisation de défense des droits humains et des droits numériques, les perturbations actuelles en Iran rappellent « *ce qui s'était produit lors du "janvier sanglant"* », une référence à la répression d'une violence extrême qui s'était abattue sur les manifestations en Iran, notamment les 8 et 9 janvier, faisant au moins 7 000 victimes civiles. L'accès à l'Internet mondial avait été totalement coupé pendant deux semaines, avant d'être progressivement rétabli à environ 50 % de son niveau antérieur aux manifestations.

Ces dernières années, les autorités iraniennes avaient accordé à certains utilisateurs, proches du pouvoir, un accès non filtré à Inter-

net, dans un pays où les réseaux sociaux comme X, Instagram ou Facebook sont habituellement bloqués. Mais depuis le 14 mars, même ces privilégiés, des acteurs de l'économie ou des propagandistes en ligne, appelés « *détenteurs de cartes SIM blanches* », ont commencé à perdre leur accès au réseau. L'évolution témoigne de la volonté des autorités de restreindre davantage l'espace informationnel et d'isoler le pays du reste du monde.

Parallèlement à ces mesures, les autorités iraniennes ont lancé une nouvelle vague d'arrestations liées à l'utilisation et à la vente d'équipements Starlink. Le 15 mars, la police de Téhéran a annoncé l'arrestation d'une personne accusée d'utiliser ce réseau et de vendre des VPN, soupçonnée également de contacts avec des médias étrangers. La veille, les gardiens de la révolution de Qom avaient arrêté 13 personnes et saisi trois terminaux Starlink pour des activités jugées contraires à la sécurité.

Selon des informations recueillies par *Le Monde*, ces arrestations auraient été rendues possibles en raison de l'identification des adresses IP de certains utilisateurs. Ceux-ci auraient

consulté des sites ou utilisé des applications iraniennes via le réseau Starlink, permettant ainsi aux autorités de remonter jusqu'à eux.

Cette répression intervient à l'approche de la Fête du feu, célébrée le mardi 17 mars, dernier mardi de l'année iranienne selon la tradition zoroastrienne. A cette occasion, les Iraniens allument des feux et tirent des feux d'artifice, des pratiques qui peuvent parfois donner lieu à de grands rassemblements et des débordements. Les autorités multiplient actuellement les mises en garde contre ces célébrations.

Sans appeler explicitement à manifester, Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran et figure de l'opposition en exil, a invité les Iraniens sur X à célébrer la Fête du feu « *en mémoire des courageux qui ont sacrifié leur vie pour reprendre l'Iran et notre identité nationale* ». Il a également appelé les Etats-Unis et Israël à surveiller la situation afin d'éviter toute violence contre la population de la part du régime. Le 8 janvier, son appel à manifester avait contribué à relancer la vague de contestation déclenchée le 28 décembre 2025 contre la cherté de la vie, la transformant en un mouvement réclamant la chute du régime.

The New York Times March 17, 2026

Ali Larijani, Iran's De Facto Political Leader, Killed by Israel

The killing, which Iran confirmed, could embolden Iranian hard-liners, as the U.S.-Israeli bombing campaign continues.

The Israeli military killed the man who was both Iran's top national security official and its de facto ruler during the war, Iran and Israel said on Tuesday, dealing another severe blow to a regime that has been hammered by nearly three weeks of punishing U.S.-Israeli strikes.

The killing of the official, Ali Larijani, removes one of Iran's most prominent voices of defiance and underscores Israel's ability to target Iran's most senior military and political figures. The Israeli military also killed the head of the Basij, a powerful Iranian paramilitary force, Israel and Iran said.

Israel announced their deaths on the same day that Joe Kent, the director of the National Counterterrorism Center, became the first senior member of the Trump administration to quit over the war with Iran.

In a letter to President Trump, which he posted on social media, Mr. Kent argued that Israeli officials and the American news media had deployed a "misinformation campaign" that had undermined Mr. Trump's "America First platform and sowed pro-war sentiments to encourage a war with Iran." His resignation widened a growing rift within Mr. Trump's political movement over the war and, more broadly, over Israel and its role in American foreign policy.

"I cannot in good conscience support the ongoing war in

Iran," Mr. Kent wrote. "Iran posed no imminent threat to our nation, and it is clear that we started this war due to pressure from Israel and its powerful American lobby."

Mr. Larijani, 67, a former speaker of the Iranian Parliament and the head of the country's Supreme National Security Council, had helped Iran prepare for war and was a close confidant of Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader who was killed in an Israeli airstrike at the start of the bombing campaign on Feb. 28.

Despite his stature within the regime, he was seen as an influential pragmatist with the clout to negotiate with the United States. His death could embolden Iranian hard-liners who believe that the Islamic republic can survive only by reinforcing its repressive rule.

The Israeli military said on Tuesday that it had also killed Brig. Gen. Gholamreza Soleimani, the commander of the Basij, a large paramilitary force deployed by the Iranian authorities to enforce security and violently suppress dissent.

Fars, an Iranian news agency, later posted a statement from the Islamic Revolutionary Guards confirming that General Soleimani had been killed. Iranian state media also confirmed that Mr. Larijani had been killed and called him a martyr. A funeral procession for Mr. Larijani will be held on Wednesday, Fars reported,

along with a funeral for Iranian naval officers who were killed when their frigate was torpedoed by an American submarine off Sri Lanka.

Mr. Larijani's death immediately heightened anxiety within Iran about the direction of the war and the country's future, according to two Iranian officials. He was among a group of officials whom Ayatollah Khamenei had asked to devise a plan to ensure the Islamic republic would survive if he were assassinated, according to senior Iranian officials.

Mr. Larijani was in charge of putting down the recent protests that had called for the end of Islamic rule, deploying lethal force to crush the demonstrations. And he was a key liaison with Russia and other Iranian allies, as well as with other countries in the region, including Qatar and Oman.

Recently, he had been moving frequently between hide-outs, according to two Israeli military officials, who spoke on condition of anonymity to discuss sensitive details.

Shortly after Israel's intelligence services pinpointed Mr. Larijani's latest hide-out, the Israeli military's chief of staff, Lt. Gen. Eyal Zamir, ordered Israeli Air Force pilots to take off for Iran, the officials said. Roughly two and a half hours later, the location in Tehran was in flames, they said.

A senior Iranian official described the mood among officials as one of shock and

anxiety that Israel would not stop until all of Iran's leaders were dead and the Islamic republic toppled.

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel expressed hope that Mr. Larijani's death could help Iranians overthrow their government. "It will not happen all at once, and it will not be easy," he said in a statement. "But if we persist, we will give them the chance to take their fate into their own hands."

Ellie Geranmayeh, an Iran expert at the European Council on Foreign Relations, said the killing of Mr. Larijani suggested that Mr. Netanyahu may be trying to block Mr. Trump's ability to find a negotiated settlement to end the war with Iran.

"Larijani would have been the man to get that job done," Ms. Geranmayeh said. "Larijani has long been the bridge builder between the military and political establishment. Israel seems to be turning its attention to targeting those that could push for a political solution to the current crisis."

In Washington, Mr. Trump responded to Mr. Kent's resignation by sharply criticizing him, saying, "I always thought he was weak on security," even though Mr. Trump nominated him last year to lead the National Counterterrorism Center.

The Senate had confirmed Mr. Kent to the post, despite concerns among Democrats that he had promoted Mr.

Trump's false claim that the 2020 presidential election [was stolen](#) and the conspiracy theory that the F.B.I. played [a role in the attack](#) on the Capitol on Jan. 6, 2021.

Mr. Trump also rejected Mr. Kent's claim that Israel had pushed the United States into war with Iran. He called Israel "a partner" and added, "I was against Iran long before I even thought about Israel being against Iran."

On Tuesday, Israeli and U.S. forces launched more attacks on Iran, which has responded by firing missiles and drones at countries across the Middle East and by blocking the flow

of most oil shipped through the Strait of Hormuz.

Emergency workers at the site of a strike on a residential building in Tehran on Monday. Getty Images

On Tuesday, a tanker anchored near a port in the United Arab Emirates sustained minor damage when it was [hit by a projectile](#). There were no reports of injuries, but it was the first strike on a ship in and around the Strait of Hormuz in five days, according to the United Kingdom Maritime Trade Operations, a monitoring agency. At least 17 vessels have been attacked in the region since the

start of the war.

The United Arab Emirates said debris from an intercepted missile had killed a Pakistani citizen. Qatar and Saudi Arabia reported that missiles and drones had been intercepted in their countries. And Kuwait's health ministry said two emergency workers were injured after debris fell on an ambulance center.

In southern Lebanon, Israel has been expanding military operations against Hezbollah, an Iran-backed militia. An Israeli airstrike killed a Lebanese soldier and wounded four others, the Lebanese Army said on Tuesday. The Israeli

military said that it was reviewing the episode, and that it was targeting Hezbollah and not Lebanese forces or civilians.

More than 900 people have been killed in Lebanon and more than 830,000 have been displaced, according to officials there.

At least 1,348 civilians in Iran have been killed since the start of the war, Iran's U.N. representative has told the Security Council. At least 12 people have been killed in Israel, the authorities there said. Thirteen American service members have been killed, according to the Pentagon.



18 mars 2026

Les Kurdes : la nouvelle stratégie dans la guerre américano-israélienne contre l'Iran

La guerre autour de l'Iran semble entrer dans une phase nouvelle et bien plus dangereuse. Après une première vague de frappes aériennes américaines et israéliennes, Washington paraît désormais s'orienter discrètement vers un instrument géopolitique familier : l'activation de forces locales au sol. Dans ce scénario, les Kurdes pourraient devenir les nouveaux acteurs par procuration.

Du point de vue de Donald Trump, le calcul paraît relativement simple. Une victoire militaire rapide contre l'Iran par la seule puissance aérienne paraît improbable. L'infrastructure militaire iranienne est profondément

dispersée et le système politique de Téhéran a déjà démontré sa capacité de résilience face aux pressions extérieures. Dans ce contexte, l'hypothèse d'une "balkanisation" de l'Iran commence à être évoquée. Le modèle n'est pas nouveau : il rappelle le précédent syrien, où le soutien et l'armement de groupes locaux par la CIA ont contribué à transformer des troubles internes en une guerre civile longue et destructrice.

Cette logique n'est d'ailleurs pas entièrement nouvelle en Iran. Dans le passé récent, des groupes militants baloutches opérant dans la région du Baloutchistan — à cheval entre l'Iran et

le Pakistan — ont bénéficié de soutiens extérieurs attribués à la CIA. Les troubles dans cette région et plusieurs attaques visant des intérêts chinois liés aux projets d'infrastructures de l'initiative Belt and Road au Baloutchistan pakistanais ont souvent été interprétés dans le cadre plus large de la compétition géopolitique autour de l'expansion de la présence chinoise en Eurasie.

Dans ce contexte, l'attention semble désormais se porter sur le Kurdistan iranien. Comme d'autres minorités ethniques du pays, les populations kurdes sont largement concentrées dans des régions périphériques où

les tensions avec le pouvoir central ont régulièrement ressurgi au fil de l'histoire. Certaines milices kurdes ont, par le passé, revendiqué l'autonomie, voire la sécession. Pour des stratèges à la recherche de points de pression au sein de la structure territoriale iranienne, ces mouvements peuvent apparaître comme des leviers potentiels.

Mais les implications d'une telle stratégie sont considérables. L'Iran est un pays de plus de quatre-vingt-dix millions d'habitants, composé non seulement de Perses, mais aussi d'Azéris, de Kurdes, d'Arabes, de Baloutches et d'autres minorités. Beaucoup de ces

communautés vivent dans des régions frontalières qui connaissent déjà une marginalisation socio-économique. Encourager de l'extérieur des dynamiques séparatistes pourrait transformer des tensions locales en un conflit beaucoup plus vaste.

Les signaux récents laissent penser que cette option est au moins explorée à Washington. Un jour seulement après le lancement de l'opération *Epic Fury*, Donald Trump aurait, *selon Axios*, eu des entretiens téléphoniques avec Masoud Barzani, figure influente du Parti démocratique du Kurdistan, et Bafel Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan. Les discussions auraient été facilitées par Benjamin Netanyahu, ce qui suggère que la dimension kurde du conflit est désormais activement discutée entre Washington et Tel-Aviv.

Le corridor kurde : comment l'Irak devient l'arrière-base logistique de la guerre

Le centre géographique de cette dynamique se trouve à Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien. La ville abrite une importante installation militaire américaine à l'aéroport international d'Erbil, déjà devenu un point de tension régional.

Peu après le début du conflit, plusieurs drones ont été interceptés au-dessus de la base, attaques revendiquées par la "Résistance islamique en Irak", groupe proche de l'Iran. Ces incidents illustrent la fragilité stratégique de toute tentative de transformer le Kurdis-

tan irakien en plateforme logistique pour des opérations contre l'Iran.

Pour l'Irak, la situation présente un dilemme politique profond. Le Premier ministre Mohammed Shia al-Sudani a rappelé que seul l'État irakien peut décider des questions de guerre et de paix, mettant en garde contre le risque de voir le pays entraîné dans une confrontation plus large. Pourtant, la réalité est plus complexe. Sans le territoire irakien comme ligne d'approvisionnement et zone de déploiement, une opération kurde contre l'Iran serait extrêmement difficile. En pratique, l'Irak risque de devenir l'arrière-base d'un conflit qu'il ne contrôle pas.

L'effet domino régional : la Syrie et la Turquie au bord de l'engrenage

La question kurde ne se limite pas à l'Irak. Elle résonne dans l'ensemble de la région. À l'ouest, l'équilibre politique fragile en Syrie pourrait rapidement se fissurer. Au début de l'année 2026, le gouvernement intérimaire syrien dirigé par Ahmad al-Sharaa avait conclu un accord d'intégration avec les Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes. Cet arrangement constituait un pas modeste mais significatif vers la stabilisation du nord-est syrien après des années de guerre. Mais si les États-Unis décidaient de mobiliser à nouveau ces forces kurdes dans une campagne plus large contre l'Iran, Damas pourrait abandonner cet accord, risquant de rouvrir un nouveau front syrien.

Une autre variable explo-

sive est la Turquie. Ankara lutte depuis des décennies contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'elle considère comme une organisation terroriste. Toute tentative occidentale de renforcer les groupes armés kurdes dans la région pourrait fragiliser les efforts de paix déjà précaires à l'intérieur du pays. Même Abdullah Öcalan, le chef emprisonné du PKK, a récemment appelé à relancer un processus de réconciliation. Une militarisation soudaine des forces kurdes dans le cadre de la stratégie américaine pourrait faire voler ce processus en éclats.

Washington a déjà emprunté ce chemin par le passé. Les forces kurdes ont été des alliées essentielles lors de l'invasion de l'Irak en 2003, puis dans la lutte contre le régime de Bachar al-Assad en Syrie. Mais chaque fois, ces alliances se sont révélées temporaires : des partenaires locaux adoptés lorsque cela servait les intérêts stratégiques américains, puis abandonnés lorsque les priorités géopolitiques changeaient.

La carte kurde : opportunité stratégique ou piège géopolitique ?

Certains dirigeants kurdes semblent d'ailleurs parfaitement conscients de ce schéma. Des figures de l'opposition kurde iranienne ont déjà exprimé leur réticence à devenir les instruments d'une guerre menée par Washington et Tel-Aviv. Khalil Nadiri, porte-parole du Parti pour la liberté du Kurdistan iranien, a ainsi déclaré publiquement que les groupes kurdes

n'avaient pas l'intention de mener une guerre contre Téhéran à la demande d'une puissance étrangère.

Cette prudence reflète une réalité plus large : la question kurde touche simultanément à la stabilité interne de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie et de la Turquie. Toute tentative de l'instrumentaliser pourrait déclencher une réaction en chaîne dans toute la région, élargissant encore l'ampleur du conflit.

Du point de vue israélien, le calcul pourrait être que la supériorité aérienne, combinée à une fragmentation interne de l'Iran, affaiblirait durablement Téhéran et permettrait à Israël de consolider sa position dominante au Moyen-Orient. Pourtant, l'histoire suggère souvent l'inverse : la pression militaire extérieure tend à renforcer la mobilisation nationaliste au sein des États ciblés.

Le paradoxe de la stratégie actuelle est donc frappant. Une campagne destinée à affaiblir l'Iran pourrait au contraire consolider sa cohésion interne, déstabiliser les pays voisins et ouvrir de nouveaux cycles de conflit régional.

Le Moyen-Orient répond rarement aux expérimentations géopolitiques contrôlées. Ce qui commence comme une pression calibrée se transforme souvent en cascade de conséquences imprévues. Dans un tel contexte, la carte kurde pourrait se révéler bien plus explosive que ceux qui la jouent aujourd'hui ne l'imaginent.

Iran : des milliers d'Iraniens se rassemblent autour des cercueils des responsables tués dans des frappes américano-israéliennes

Plusieurs milliers de personnes se sont regroupées ce mercredi à Téhéran, autour des cercueils des responsables tués lors d'une frappe aérienne israélienne, mais également pour rendre hommage aux 84 marins de la frégate iranienne, torpillée par les forces américaines le 4 mars dernier.

Sur les rues de Téhéran, ce mercredi, pour les funérailles d'Ali Larijani, conseiller principal du défunt Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, ainsi que d'autres personnalités comme le chef de la force paramilitaire Basidj, Gholamreza Soleimani, tués lors de frappes conjointes des États-Unis et d'Israël.

devant les cercueils des commandants et des membres de la marine iraniens.

La foule agite des drapeaux iraniens et porte des portraits des responsables assassinés tandis qu'un orateur chante : « Les martyrs ouvrent la voie, ils sont plus vivants que jamais, consumés par l'amour ».

iranienne IRIS Dena, coulée après avoir été torpillée par les forces américaines au large du Sri Lanka le 4 mars.

En réaction à ces frappes, l'Iran a riposté en tirant des missiles à ogives multiples sur Israël, des attaques qui, selon les autorités israéliennes, ont fait deux morts près de Tel-Aviv.

Des milliers de personnes sont descendues dans les

Sur ces images, les personnes en deuil s'étreignent

D'autres personnes pleurent les 84 marins de la frégate

Le Monde

Claire Gatinois
18 mars 2026

Après l'assassinat d'Ali Larijani, la peur d'une fuite en avant et d'une radicalisation du régime en Iran

Selon des analystes étrangers, plutôt que de signer le crépuscule du régime, l'assassinat de cette figure-clé, principal canal de communication avec l'étranger, pourrait transformer le pouvoir iranien en une boîte noire indéchiffrable.

L'histoire ne pleure jamais ses bourreaux, avait rappelé, début mars, Emmanuel Macron. Trois semaines après la mort du Guide suprême iranien, Ali Khamenei, éliminé le 28 février par les premières frappes américano-israéliennes sur l'Iran, la disparition d'Ali Larijani, chef du Conseil suprême de sécurité nationale, tué mardi 17 mars par l'armée israélienne, n'a guère ému la communauté internationale. L'homme, présenté par Israël comme le dirigeant de facto de l'Iran depuis le début de la guerre,

auréolé d'une réputation de pragmatique, ne s'est en fait jamais dissocié des pages les plus sombres de l'histoire de la République islamique, comme la répression ultra-brutale des manifestations de janvier, qui a fait au moins 7 000 morts.

Mais nombre d'analystes européens doutent que l'élimination de ce personnage central du régime théocratique signe son crépuscule, comme l'avance le gouvernement israélien. « Nous démantelons le régime dans l'espoir de donner au peuple

une chance de le renverser », a argué, mardi 17 mars, le premier ministre de l'Etat hébreu, Benyamin Netanyahu.

La mort d'Ali Larijani, comme celle de Gholamreza Soleimani, le chef des basidj, force paramilitaire du régime, tué le même jour, peut contribuer à désarticuler l'architecture politico-sécuritaire du régime pour le faire vaciller sur ses bases, observe David Khalfa, codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, à la Fondation Jean Jaures. Mais elle ne suffira sans doute pas

à précipiter l'effondrement du pouvoir. La mort de caciques iraniens, à l'instar de Larijani, apparaît même, pour les experts, comme une manœuvre vaine, si ce n'est contre-productive.

« Au-delà de la question de principe, il est illusoire de penser que les assassinats ciblés puissent remplacer une stratégie politique. On confond la destruction d'un obstacle avec la construction d'une solution. On peut espérer que des mauvaises méthodes aboutissent à de bons résultats, que le régime fi-

nisse par s'effondrer, en faisant sienne la maxime d'Attila, "Là où Attila est passé, l'herbe ne repousse plus". Mais c'est un pari, pas une stratégie », dénonce l'ancien ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin, redoutant que ces pratiques mènent le régime « à plus de clandestinité, plus de vengeance, plus de terrorisme et plus d'asymétrie dans sa réponse ».

La France observe déjà une fuite en avant du régime, replié sur son aile la plus radicale, depuis le début du conflit. La désignation de Mojtaba Khamenei, fils d'Ali Khamenei comme nouveau Guide suprême « constitue, à la fois, un signe du renforcement de la domination des plus durs au sein du régime iranien » et une « mise en

scène de la stabilité et de la continuité politique, idéologique, même familiale du régime alors qu'il fait face à un conflit existentiel », analyse une source diplomatique, rappelant que « dans l'idéologie chiite islamique qui irrigue le régime, la résistance à la première puissance militaire mondiale doublée de l'aura du martyr, sont en soi des signes de victoire ».

Scénario noir

Les spécialistes de l'Iran pensent que le régime est plus résilient qu'il n'en a l'air. Couper une tête de l'hydre n'empêchera pas deux autres de repousser. « L'Iran dispose d'une élite politique de quelque 2 800 personnes », calcule Mehrzad Boroujerdi, politologue spécialiste de l'Iran et professeur à l'univer-

sité des sciences et technologies du Missouri, aux Etats-Unis, qui a recensé à ce stade la mort de seulement six ou sept membres de cette élite par l'armée israélienne. « Les Iraniens ne se soulèveront pas simplement parce que quelques responsables ont été éliminés. Ils savent qu'ils ont affaire à un régime anxieux qui n'hésitera pas à les tuer pour rester au pouvoir, comme il l'a fait en janvier », présage l'universitaire.

Le scénario noir que dessinent les observateurs est celui d'un régime fragilisé, qui se maintiendrait debout malgré tout, en devenant opaque et illisible aux yeux de l'Occident afin d'échapper à la traque américano-israélienne. Cette crainte est partagée au sein des pays du Golfe, qui voyaient en Larijani

non pas un modéré, mais un interlocuteur, une figure ouverte à la discussion.

L'homme a occupé divers postes-clé au sein de l'appareil iranien tout au long de sa carrière. En 2015, il avait soutenu l'accord de Vienne sur le programme nucléaire iranien. « Ali Larijani avait des liens étroits avec certains pays de la région comme Oman et l'Arabie saoudite », souligne Jean-Paul Ghoneim, chercheur spécialiste des pays du Golfe associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques. « Sa mort prive les pays du Golfe de canaux diplomatiques. Ils sont plongés dans le noir », analyse Camille Lons, directrice adjointe du bureau de Paris au sein du Conseil européen des relations internationales.

Le Monde

Soren Seelow
18 mars 2026

Au procès du génocide des yézidis, Sabri Essid, le « monstre » conjugal devenu propriétaire d'esclaves

L'ex-épouse de l'accusé a raconté, mercredi, l'homme qu'il avait été avant le djihad. Elle est la première femme à avoir subi, en France, sa violence et sa perversion. Mais c'est en Syrie que le terroriste a trouvé l'environnement idéal pour exprimer pleinement sa volonté de domination.

Sabri Essid n'a pas attendu d'être en Syrie pour considérer les femmes et les enfants comme des objets. Sa volonté de domination, sa

violence, sa perversion s'étaient exprimées bien avant qu'il ne rejoigne les rangs de l'organisation Etat islamique (EI). Ce djihadiste français est jugé par défaut, depuis lundi 16 mars, pour « génocide » et « crimes contre l'humanité » à l'encontre du peuple yézidi, pour avoir acheté et violé plusieurs esclaves sexuelles dans le cadre du vaste plan d'éradication de cette minorité religieuse mis en place par le groupe terroriste.

Mais Sabri Essid a eu une vie avant le djihad, qui apporte un éclairage édifiant sur le tortionnaire qu'il est devenu. Cette vie, c'est son ex-épouse, Samia (le prénom a été modifié), qui l'a racontée, mercredi 18 mars, devant la cour d'assises de Paris. Dès qu'elle est apparue à l'écran, on a compris que cette mère de 39 ans au visage torturé, qui déposait par visioconférence depuis une maison d'arrêt de l'est de la France où elle est détenue dans l'attente de son procès pour son séjour

en Syrie, était une femme détruite. Et que l'agent de sa destruction était Sabri Essid.

Originaire de la région toulousaine, Samia a eu un premier enfant, Ryan, à l'âge de 15 ans. Neuf ans plus tard, après autant d'années d'errance, son frère la propose en mariage à un de ses amis pour la « remettre sur le droit chemin ». Cet inconnu, c'est Sabri Essid, le beau-frère par alliance de Mohammed Merah, l'auteur des attentats de Toulouse et

Montauban de mars 2012. Elle l'épouse religieusement une semaine après l'avoir rencontré, en janvier 2012.

Imbibé de rigorisme religieux, son mari lui impose aussitôt un contrôle coercitif total : « *Je n'avais plus le droit d'avoir des amis, de regarder la télé, d'écouter de la musique. Je ne pouvais sortir que pour mes rendez-vous de santé ou pour faire les courses.* » Deux ans avant la proclamation du pseudo-califat de l'EI en 2014, Samia, séquestrée, gantée et voilée de la tête aux pieds, est déjà soumise, à Toulouse, aux règles qui seront bientôt en vigueur à Rakka, capitale syrienne du proto-Etat djihadiste.

Volonté de contrôle

Comme il l'a fait avec chacune des femmes qui ont croisé sa route, celle qu'il a épousée, battue et voilée en France, puis les esclaves qu'il a achetées, battues et violées en Syrie, le djihadiste invoque la « sunna », la voie du Prophète, pour justifier sa volonté de contrôle. Chaque contrainte, chaque abus trouve selon lui sa source dans les textes anciens : les femmes sont ses propriétés.

Samia accouche de jumeaux en décembre 2012. Trois mois plus tard, elle tombe de nouveau enceinte. Elle n'est plus qu'un ventre, sur lequel Sabri Essid cogne quand l'envie lui prend. Et plus elle a d'enfants, plus il cogne. Un mois à peine après la naissance

de leur dernier, il s'envole, seul, pour la Syrie, où Samia finira par le rejoindre avec ses quatre enfants, dupée, selon elle, par ses mensonges.

Sur le territoire de l'EI, elle découvre bien vite que le contrôle coercitif imposé par son mari fait désormais loi. Son enfer conjugal est devenu celui d'un pays tout entier. Sabri Essid a trouvé l'environnement idéal pour laisser libre cours à sa volonté de domination. Il rejoint les services de sécurité, torture et exécute des prisonniers.

« *Vous avez entendu parler du système d'esclavage des yézidis ?*, demande à la témoin le président, Marc Sommerer.

— *Je savais qu'ils avaient tué des hommes et capturé des femmes et des enfants pour les réduire en esclavage. Ils se justifiaient avec des haddith [traditions prophétiques] disant que tel ou tel compagnon du prophète avait eu des esclaves.*

— *Vous saviez que votre mari avait acheté des femmes et leurs enfants ?*

— *Je ne voulais pas y croire. Je savais qu'il aimait tuer et torturer, mais je l'imaginais pas inhumain à ce point. Jusqu'à ce que je lise le témoignage de ces femmes. Et là, vous vous dites que vous avez fait des enfants avec un monstre... »*

Se mettre à distance du « monstre »

Sabri Essid séquestrait ses esclaves sexuelles dans une autre ville, loin du domicile familial, où il partait parfois plusieurs jours les violer. Et quand il rentrait, les viols se poursuivaient avec son épouse : « *Je n'avais pas mon mot à dire, il fallait le satisfaire, que je le veuille ou non. C'était violent et brutal.* »

En mars 2015, Sabri Essid a emmené Ryan, le premier enfant de Samia né d'un autre père, à la prison de Rakka avec d'autres djihadistes toulousains, dont les frères Clain, qui prêteront quelques mois plus tard leurs voix à la revendication des attentats du 13 novembre 2015. Ils ont choisi un prisonnier, l'ont installé dans une voiture à côté de l'enfant de 12 ans. « *Ryan m'a dit qu'ils avaient sympathisé pendant le trajet, qu'il s'appelait Youcef et qu'ils avaient parlé de leurs marques de chaussures* », se souvient Samia.

Arrivé à destination, Sabri Essid a demandé à Ryan de tirer une balle dans la tête de Youcef. La scène a été [immortalisée dans une vidéo de propagande](#). « *Le petit pensait que c'était une mise en scène, jusqu'à ce qu'on lui dise de tirer*, raconte Samia. *Sur le trajet du retour, les hommes blaguaient dans la voiture, ils disaient : "Il manque quelqu'un". Je n'avais jamais vu mon fils dans état pareil quand il est rentré.* »

Pour se mettre à distance du « monstre », Samia appelle désormais son ex-époux par son patronyme :

« *On espérait tous les jours qu'on vienne nous dire qu'Essid était mort pour pouvoir rentrer...*

— *Mais c'est autre chose qui est arrivé*, intervient le président. *On vous a dit que votre fils était mort.* » Le décès de Ryan lui a été annoncé en 2018, trois ans après le tournage de la vidéo d'exécution du prisonnier.

La témoin est prise d'une vague de sanglots, elle se prend le visage dans les mains. « *Oui... Essid m'a dit ça froidement. Je n'avais pas le droit de pleurer.* » A cette atroce nouvelle s'est aussitôt greffé un autre sentiment, plus insidieux : le doute. Samia n'a jamais vu la photo du corps de son enfant. Plus étrange encore, la mort de Sabri Essid lui a été annoncée le lendemain, le 4 février 2018. Là encore, pas de corps, pas de photo. Et là encore circulent plusieurs versions sur l'origine de son décès.

Mardi, un témoin yézidi avait déclaré à la barre qu'une de ses sources lui avait affirmé que Sabri Essid serait parti en Turquie. Se pourrait-il que l'EI ait organisé sa fuite et qu'il ait emmené Ryan avec lui ? « *C'est fortement possible*, souffle Samia. *Je n'ai jamais cru à sa mort. Quelques jours avant sa disparition, il m'a dit que son émir avait proposé de le faire sortir [de Syrie]. Je ne sais même pas si je dois espérer que mon fils est vivant, car s'il est vivant c'est qu'il a passé huit ans avec un monstre...* »

Avec l'assassinat d'Ali Larijani, la République islamique d'Iran perd un maillon-clé du pouvoir

Le chef du Conseil suprême de sécurité nationale, figure politique la plus importante depuis la mort d'Ali Khamenei, a été tué dans le bombardement par l'aviation israélienne de la maison où il s'était réfugié en compagnie de son fils, à Téhéran.

La dernière fois qu'il a été vu en public, vendredi 13 mars, Ali Larijani ouvrait le cortège de la Journée de Jérusalem, à Téhéran, une marche organisée chaque année en signe d'opposition à Israël. Les images diffusées ce jour-là montraient le chef du Conseil suprême de sécurité nationale, âgé de 68 ans, en blouson et lunettes noires, saluant de la main et échangeant quelques mots avec les manifestants. Cette apparition en pleine rue, malgré le risque d'être pris pour cible par Israël et les Etats-Unis, ressemblait à un défi lancé à ses adversaires.

Ceux-ci n'ont pas tardé à le relever. L'ancien président du Parlement iranien a péri, dans la nuit de lundi 16 à mardi 17, dans le bombardement par l'aviation israélienne de la maison de la capitale iranienne où il s'était réfugié en compagnie de son fils. Sa mort a d'abord été annoncée par le ministre de la défense israélien, Israel Katz, en milieu de matinée, avant d'être confirmée par les autorités iraniennes, peu après minuit, heure de Téhéran.

Avec cet assassinat, Israël élimine un maillon-clé du pouvoir iranien, la figure politique la plus importante, mise en avant par le pouvoir depuis [la mort du Guide suprême, Ali Khamenei](#), tué au premier jour de la guerre lancée par Israël et les Etats-Unis contre l'Iran, le 28 février. [Le nouveau Guide, Mojtaba Khamenei](#), nommé le 8 mars, n'est toujours pas apparu en public et

n'a publié aucun message vidéo ou audio, alimentant les doutes sur son état de santé, voire sur le fait qu'il soit encore en vie. La mort d'Ali Larijani inflige à la République islamique une nouvelle humiliation, et elle démontre, une fois de plus, combien les services de renseignement israéliens ont infiltré ce régime.

En même temps que sa mort, [Israël a annoncé celle du général Gholamreza Soleimani, le chef des bassidji](#), la milice paramilitaire liée au corps des gardiens de la révolution islamique, qui avait été sanctionné en 2019 par les Etats-Unis pour son rôle dans la répression des manifestations en Iran. Les deux hommes rejoignent la liste déjà longue des responsables militaires et politiques tués depuis le début des frappes américano-israéliennes.

Mêlant loyauté idéologique et pragmatisme, conservateur en matière de mœurs, mais habile manœuvrier dans les négociations sur le nucléaire auxquelles il a participé, Ali Larijani a été l'un des politiques iraniens les plus influents des vingt dernières années. Sa famille constitue encore aujourd'hui l'une des dynasties politiques les plus puissantes du pays. Son frère, Sadegh Amoli Larijani, a été chef du pouvoir judiciaire pendant dix ans (2009-2019) et membre influent du Conseil des gardiens de la Constitution, l'organe qui filtre les candidats selon des critères idéologiques stricts.

Un « véritable homme du sérail »

Ali Larijani voit le jour en 1957, à Nadjaf, en Irak, dans un foyer religieux, avant de grandir en Iran. Son père est un éminent dignitaire chiite, qui sera proche de l'ayatollah Ruhollah Khomeyni (1902-1989), fondateur de la République islamique en 1979. Combatant du corps des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du nouveau régime, Ali Larijani participe, dans les années 1980, à la guerre contre l'Irak. Titulaire d'un doctorat en philosophie de l'université de Téhéran, ce spécialiste de Kant officie comme ministre de la culture et de l'orientation islamique (1992-1994), puis comme directeur de la radio-télévision d'Etat (1994-2004).

Sous sa direction, des émissions dénoncent les intellectuels et des dissidents comme des agents de puissances étrangères. La mise en scène prépare le terrain à des poursuites judiciaires contre ces opposants. En 2005, Ali Larijani est récompensé pour sa loyauté et son expérience : après avoir été désigné représentant de l'ayatollah Khamenei au sein du Conseil suprême de sécurité nationale, il prend la tête, une première fois, pendant deux ans, de cet organe chargé de coordonner la politique de sécurité, de défense et la diplomatie du pays.

Pendant cette période, il est le négociateur en chef sur le programme nucléaire iranien

face aux représentants des puissances occidentales. A partir de 2008, et pendant douze ans, Ali Larijani préside le Parlement iranien, où il s'efforce de maintenir un équilibre entre les différentes factions du régime. C'est également durant ces années qu'il se rapproche de figures plus modérées, comme l'ancien président Hassan Rohani (2013-2021), architecte de [l'accord nucléaire de 2015](#). Ses positions, jugées par les conservateurs les plus durs comme trop conciliantes à l'égard de l'Occident, notamment son soutien au « deal » nucléaire, lui valent, pendant un temps, d'être tenu à l'écart du premier cercle du pouvoir. A l'élection présidentielle de 2021, sa candidature est rejetée par le Conseil des gardiens de la Constitution.

Après des mois de tensions avec le Conseil, la publication d'une lettre confidentielle révèle qu'Ali Larijani n'a pas été jugé « éligible » pour des « [raisons politiques et familiales](#) ». Le document cite son soutien à des candidats recalés et les voyages ou résidences à l'étranger de ses proches, en particulier aux Etats-Unis et en Europe, comme motifs principaux de refus. Ali Larijani est de nouveau écarté du scrutin de 2024, consécutif à [la mort dans un accident d'hélicoptère du président Ebrahim Raïssi](#). Malgré ces revers personnels, il reste fidèle au régime.

Après la « guerre de douze jours » entre l'Iran et Israël, en juin 2025, Ali Larijani est

renommé à la tête du Conseil suprême de sécurité nationale. A ce poste, l'homme s'affirme comme le principal coordinateur des relations extérieures de Téhéran. Il multiplie les déplacements en Irak, au Liban, en Arabie saoudite, au Pakistan, à Oman et au Qatar, sonde les positions de ses voisins, supervise les négociations nucléaires reprises entre Téhéran et Washington. Il joue « *un rôle plus important que la plupart de ses prédécesseurs* », avançait, en février, Ali Vaez, expert de l'Iran pour International Crisis Group, qui décrivait un « *véritable homme du sérail, fin tacticien, familier du fonctionnement du système et des inclinations du Guide suprême* ».

Possible raidissement du régime

Son ascension se poursuit après la mort d'Ali Khamenei. Il multiplie alors les déclarations martiales en direction des Etats-Unis et d'Israël, en avertissant que son pays se battra « *quel que soit le prix* » et en accusant Donald Trump d'avoir entraîné le « *peuple américain dans une guerre injuste* ». Il apparaît alors comme le dirigeant de facto de l'Iran, conjointement avec

le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf.

Il est peu probable que sa disparition ait une incidence immédiate sur les frappes iraniennes visant Israël et les monarchies du Golfe. Elle ne devrait pas paralyser le commandement militaire iranien, « *car le système est conçu pour absorber ce type de pertes et de chocs* », analyse Hamidreza Azizi, chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. Les précédents assassinats de commandants militaires et de responsables politiques, en juin 2025 et depuis le 28 février, n'ont pas eu d'effet visible sur la riposte de Téhéran.

Sur le plan politique, en revanche, la mort d'Ali Larijani pourrait mener à un raidissement supplémentaire du régime, en renforçant le récit officiel selon lequel la guerre constitue un enjeu existentiel pour la République islamique. « *Larijani contribuait à gérer la dimension politique et stratégique de la guerre en cours. Au-delà de la campagne militaire elle-même, il faut quelqu'un pour façonner le discours, envoyer des signaux sur les intentions et communiquer avec les acteurs exté-*

rieurs. Larijani faisait partie de ceux capables d'assumer ce rôle, tout en restant digne de confiance aux yeux du système », poursuit Hamidreza Azizi.

Le risque existe que le cercle des politiques expérimentés, dont Larijani faisait partie, perde en importance, au profit des militaires et des gardiens de la révolution. Une évolution déjà en germe par la nomination de Mojtaba Khamenei, proche des cercles sécuritaires.

« *Larijani faisait partie de ces initiés susceptibles de jouer un rôle dans un éventuel règlement politique* », commente M. Azizi. « *Les voix les plus intransigeantes pourraient prendre davantage de poids* », opine le chercheur indépendant Babak Vahdad, spécialiste de l'Iran et du chiisme. Avant la disparition d'Ali Larijani, les perspectives d'une issue négociée étaient déjà faibles ; sa mort risque de les rendre encore plus improbables.

Pourquoi les journalistes du « Monde » ne peuvent pas être en Iran

La couverture éditoriale des événements en cours en Iran,

depuis les premières frappes américano-israéliennes du 28 février, est particulièrement difficile. Comme lors des précédents conflits survenus ces derniers mois entre le régime iranien d'un côté et Israël et les Etats-Unis de l'autre, *Le Monde* ne peut être présent sur place. Depuis juin 2021, date des derniers reportages réalisés en Iran par l'un des journalistes du service International à l'occasion de l'élection présidentielle, nos demandes de visas ont été refusées ou n'ont pas été prises en compte par les autorités de Téhéran. Les entretiens et témoignages sont donc recueillis de Paris par téléphone ou en visio, et les informations en sources ouvertes vérifiées et validées par nos journalistes spécialisés. Nous documentons aussi la situation par le biais d'images satellites et la vérification des vidéos amateurs tournées sur place. Depuis les manifestations antigouvernementales de janvier et la répression massive à laquelle elles ont donné lieu, ce travail est rendu encore plus complexe par la coupure, totale ou très large, d'Internet et des communications sur place, décidée par les autorités iraniennes.

Le Monde

Hélène Sallon
18 mars 2026

En Syrie, la consommation d'alcool interdite dans les bars et les restaurants de Damas

La décision marque un tournant conservateur dans le pays dirigé par le président de transition Ahmed Al-Charaa. Elle va à l'encontre des promesses faites aux Syriens de protéger leurs droits et libertés fondamentales.

Signe du virage conservateur imposé à la société par les islamistes au pouvoir en Syrie, les autorités ont interdit la consommation d'alcool dans les res-

taurants, les cafés et les bars de la capitale. Un décret, publié lundi 16 mars par le gouvernorat de Damas, exige que les licences des boîtes de nuit et des

débits de boissons soient converties en licences de café. Il limite la vente d'alcool aux bouteilles scellées vendues dans des commerces de détail, uniquement dans

les quartiers en majorité chrétiens de Bab Touma, Bab Charki et Qassaa, et destinées à une consommation à domicile.

Tout établissement distribuant de l'alcool doit être situé à au moins 75 mètres d'un lieu de culte ou d'une école, ainsi qu'à au moins 20 mètres des postes de police et institutions gouvernementales, précise le décret. Il accorde aux propriétaires de bar un délai de trois mois pour se conformer aux nouvelles dispositions.

La décision émane du gouverneur de Damas, Maher Marwan, ancien cadre de Hayat Tahrir Al-Cham, le groupe rebelle que dirigeait le président de transition Ahmed Al-Charaa. Les autorités disent avoir agi en réponse aux plaintes d'habitants et pour empêcher des pratiques contraires à la « moralité publique ».

De nombreux restaurants damascènes ont déjà retiré l'alcool de leur carte, ou ne le servent plus que discrètement, de crainte d'être la cible de campagnes de moralité menées par des prédicateurs islamistes. Cette nouvelle mesure pourrait obliger les bars de la capitale à mettre la clé sous la porte. « Il ne s'agit pas que d'une question de divertissement, c'est un problème fondamentalement économique, déplore le propriétaire d'un bar à Damas, qui a requis l'anonymat. De nombreuses familles et personnes dépendent du tourisme et de l'hôtellerie pour vivre. Des personnes de tous horizons et de toutes communautés dépendent de ce travail. C'est une source de revenus et un moyen de survie, non un simple loisir. »

« On a déjà perdu beaucoup de clients [depuis la chute du régime Al-Assad]. J'avais des parts dans trois bars, l'un d'eux a fermé. Beaucoup

d'autres bars vont fermer avec cette décision », dit un propriétaire de restaurant qui a requis l'anonymat. La plupart de ses clients sont étrangers – touristes et journalistes, humanitaires et diplomates. Il a choisi de ne pas participer au rassemblement que d'autres commerçants prévoient d'organiser pour contester la décision.

« Ma façon de lutter, c'est de rester ouvert mais c'est une cause perdue », dit-il, résigné. En 2025, les autorités avaient déjà essayé de mettre en œuvre cette décision mais avaient renoncé sous la pression des chancelleries occidentales. « Même si ils revenaient sur cette décision, elle a déjà créé des tensions. Les gens se bagarrent entre eux sur les réseaux sociaux et cela nous expose. Je préfère qu'on nous oublie et ne pas leur donner de prétexte pour nous attaquer », poursuit le restaurateur.

« Ségrégation entre musulmans et chrétiens »

La décision du gouvernorat de Damas va à l'encontre des promesses faites aux Syriens par le président de transition, Ahmed Al-Charaa, de protéger leurs droits et libertés fondamentales. L'ex-djihadiste repent, présenté dans son entourage comme le tenant d'une ligne islamique modérée, a multiplié les messages rassurants en direction de la communauté internationale afin de polir son image. Dans son discours à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2025, il a assuré que la Syrie était désormais en train de « construire les institutions d'un Etat de droit, garantissant les droits et libertés ».

Or, aux yeux des défenseurs des droits humains et des militants de la société civile, ce décret bafoue les principes de liberté individuelle et d'égalité entre citoyens, garantis par la déclaration constitutionnelle, qu'a approuvée M. Al-Charaa en mars 2025. Mohammad Al Abdallah, directeur du Centre syrien pour la justice et la responsabilité, basé à Washington, conteste, en outre, le fondement juridique de l'interdiction de la vente d'alcool, affirmant que la législation syrienne en vigueur n'interdit ni la consommation ni la vente de boissons alcoolisées. Il ajoute que cette décision contrevient à l'article 12 de la déclaration constitutionnelle, qui intègre tous les traités relatifs aux droits humains signés par la Syrie, dont plusieurs protègent le droit de consommer de l'alcool.

« Concrètement, cela signifie que les nouveaux dirigeants syriens, à l'instar de ceux de la plupart des pays à majorité musulmane, estiment devoir dicter à leurs citoyens musulmans leur conduite, ce qu'ils peuvent boire ou non, ce qu'ils peuvent manger ou non, et, finalement, comment ils doivent s'habiller », a estimé, sur le réseau social X, Jihad Yazigi, le rédacteur en chef de la lettre économique Syria Report. « Plus grave encore, cette décision instaure de facto une ségrégation entre musulmans et chrétiens. Elle sous-entend que les chrétiens doivent rester dans leurs quartiers et les musulmans dans les leurs. Même à la fin de la période ottomane, ce type de ségrégation commençait à disparaître », ajoute-t-il.

Descentes de police

Les nouvelles autorités, issues des factions islamistes qui ont renversé le dictateur Bachar Al-Assad, en décembre 2024, imposent progressivement leur vision conservatrice de la société à la Syrie. La ligne jusque-là modérée promue par le président Al-Charaa ne fait pas l'unanimité au sein de sa base même, qui réclame l'application d'une version rigoriste de la charia (loi islamique).

Le respect du jeûne du mois de ramadan a ainsi été plus strictement appliqué cette année. A Hama, dans le centre du pays, une femme a été arrêtée pour avoir « porté atteinte à la moralité publique » en rompant le jeûne prématurément, tandis qu'à Damas, des employés d'une boulangerie ont été licenciés pour la même raison.

Des descentes de police ont été menées, en février, dans des restaurants qui servaient de l'alcool durant le mois de ramadan, à Lattaquié. La ville côtière avait déjà été au cœur d'une polémique, fin janvier, après la décision du gouverneur de la province d'interdire aux fonctionnaires d'être maquillées au travail.

Des directives concernant les vêtements que les femmes peuvent porter à la plage avaient été introduites, au nom de la décence, par le ministre du tourisme, Mazen Al-Salahani. En juin 2025, il a signé un décret préconisant aux femmes de revêtir « le burkini ou des vêtements de bain qui couvrent davantage le corps » pour se baigner, à l'exception faite des hôtels de luxe, ainsi que des plages et des clubs privés.

Guerre en Iran : « La Turquie s'efforce de maintenir un équilibre entre rivalité régionale et pragmatisme diplomatique »

Dans une tribune au « Monde », le chercheur Bayram Balci décrypte la stratégie de prudente neutralité adoptée par Ankara face au pouvoir iranien, et considère que la stratégie turque repose essentiellement sur l'idée que « la désescalade et la résolution diplomatique du conflit servent davantage ses intérêts que toute participation à son expansion ».

Située à proximité immédiate du théâtre des opérations et membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Ankara se trouve confrontée à un dilemme stratégique complexe. D'une part, son appartenance à l'alliance occidentale l'inscrit dans un réseau de solidarités politiques et militaires ; d'autre part, sa position géographique et ses intérêts régionaux l'incitent à éviter toute implication directe dans le conflit. Dans cette perspective, les autorités turques privilégient une stratégie visant à contenir les risques sécuritaires, économiques et politiques qu'une extension de la guerre pourrait engendrer.

Les expériences des conflits qui ont marqué le Moyen-Orient au cours des dernières décennies ont profondément influencé la perception turque de la sécurité régionale et ont contribué à façonner une doctrine politique selon laquelle les alliances internationales demeurent importantes, mais ne sauraient l'emporter sur la défense des intérêts nationaux.

La guerre du Golfe de 1991 constitue un précédent

significatif. La Turquie avait choisi de soutenir la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis contre l'Irak après l'invasion du Koweït. Elle avait notamment fermé l'oléoduc irakien traversant son territoire et autorisé l'utilisation de la base aérienne américaine d'Incirlik pour les opérations militaires. Si cette décision avait renforcé la position d'Ankara au sein du camp occidental, elle avait également révélé les coûts élevés d'une implication dans les conflits régionaux. L'économie turque avait subi des pertes importantes en raison de la contraction des échanges commerciaux et de l'interruption de certaines routes énergétiques. Par ailleurs, le pays avait dû faire face à l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés irakiens, principalement kurdes, ce qui a participé à internationaliser la question kurde, source d'inquiétude pour Ankara.

Equation stratégique délicate

Par la suite, la mise en place d'une entité kurde autonome dans le nord de l'Irak avait également eu des conséquences sécuritaires durables pour la Turquie. Elle avait permis au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de disposer de bases arrière à partir desquelles il avait intensifié sa guérilla contre l'Etat turc. Ces développements ont profondément marqué la mémoire politique du pays et expliquent en partie la décision prise en 2003 par le Parlement turc de refuser l'accès de son territoire aux forces américaines lors de l'invasion de l'Irak. Malgré les tensions suscitées

par cette décision, elle avait établi un principe durable : la solidarité ne doit pas se faire au prix de la sécurité nationale. Ce principe a également influencé la position d'Ankara dans le contexte de la guerre civile syrienne, où la Turquie et plusieurs de ses partenaires occidentaux ont adopté des stratégies divergentes, après que le conflit a pris une tournure critique.

Aujourd'hui, la Turquie se retrouve une nouvelle fois confrontée à une équation stratégique délicate. Dès les premières frappes et ripostes militaires, les autorités turques ont appelé à une désescalade et à un retour à la voie diplomatique. Le président Erdogan a condamné les frappes américaines et israéliennes contre l'Iran en les qualifiant de violation du droit international, tout en critiquant les attaques iraniennes visant des bases américaines et certains Etats du Golfe. Cette rhétorique traduit la volonté d'Ankara d'éviter tout alignement explicite sur l'un ou l'autre des camps. Cette position bénéficie d'un relatif consensus au sein de la classe politique turque comme au sein de l'opinion publique turque, réticente à toute nouvelle implication militaire dans un conflit régional.

La prudence d'Ankara s'explique aussi par la crainte d'une extension du conflit. L'interception récente d'un troisième missile iranien se dirigeant vers le territoire turc a ravivé les inquiétudes quant à une possible implication indirecte du pays dans la guerre. En tant que membre de

l'OTAN, la Turquie pourrait théoriquement invoquer l'article 4 du traité de l'Alliance afin de demander des consultations urgentes en cas de menace contre sa sécurité, voire l'article 5 en cas d'attaque directe. Toutefois, l'absence d'une telle démarche jusqu'à présent témoigne de la volonté des autorités turques d'éviter toute dramatisation de ces incidents, d'autant plus que l'Iran ne les a pas revendiqués.

Au-delà des considérations diplomatiques, des préoccupations sécuritaires et économiques expliquent cette posture de retenue. Une déstabilisation de l'Iran pourrait ouvrir un nouveau foyer d'instabilité aux frontières orientales de la Turquie, alors que celle-ci demeure confrontée aux crises persistantes en Syrie et en Irak. Ankara redoute notamment que des organisations kurdes armées liées au PKK profitent d'un vide sécuritaire en Iran pour intensifier leurs activités transfrontalières. Une telle évolution risquerait de compromettre le processus, encore fragile, de règlement de la question kurde.

Equilibre entre rivalité et pragmatisme

Les implications humanitaires et économiques sont aussi des facteurs déterminants. L'effondrement de l'Etat iranien pourrait provoquer un afflux massif de réfugiés vers la Turquie, qui accueille déjà plusieurs millions de déplacés originaires de Syrie et d'Afghanistan. Une telle situation pourrait accentuer les tensions sociales et politiques internes.

Sur le plan énergétique, l'Iran demeure un partenaire commercial significatif pour Ankara et fournit une part importante du gaz naturel consommé dans le pays. Une guerre prolongée ou des attaques contre les infrastructures énergétiques fragiliseraient l'approvisionnement turc.

Dans ce contexte, Ankara considère qu'un Iran stable et territorialement intact correspond davantage à ses in-

térêts stratégiques qu'un scénario de fragmentation ou de changement de régime imposé par la force. Cela ne signifie pas pour autant un soutien aux politiques de Téhéran : la Turquie s'efforce plutôt de maintenir un équilibre entre rivalité régionale et pragmatisme diplomatique. Cette posture s'inscrit dans un réseau de relations internationales complexe, dans lequel la Turquie demeure un allié des Etats-Unis au sein de l'OTAN tout en entretenant des rela-

tions fluctuantes avec Israël et un dialogue pragmatique avec l'Iran. Ankara cherche à se positionner comme un acteur susceptible de jouer un rôle de médiation et avait multiplié, avant même le début des hostilités, les initiatives diplomatiques favorables à un retour aux négociations.

Toutefois, les autorités turques ont défini une ligne rouge : toute menace directe contre l'intégrité territoriale ou les intérêts vitaux du pays. Dans

une telle hypothèse, Ankara pourrait être contrainte de réviser sa stratégie, au risque d'entraîner l'OTAN dans une confrontation beaucoup plus large. Pour l'heure, la Turquie cherche à se tenir à l'écart d'un conflit. La viabilité de cette posture demeure pourtant incertaine, notamment dans l'hypothèse où l'Iran sombrerait dans une dynamique d'effondrement étatique ou de guerre civile qui déstabiliserait l'ensemble de la région.

Le Monde

Perrine Mouterde
18 mars 2026

Guerre en Iran : « Le potentiel de dégâts environnementaux dans le golfe Persique est très élevé »

Le directeur de l'Observatoire des conflits et de l'environnement, Doug Weir, décrit les risques pour les populations et les écosystèmes liés à l'attaque de l'Iran par Israël et les Etats-Unis et à ses conséquences.

Frappes sur des infrastructures pétrolières et gazières, sur des installations militaires, sur des navires... Depuis l'attaque de l'Iran par Israël et les Etats-Unis, le 28 février, [plus de 300 incidents comportant des risques environnementaux](#) ont été recensés par l'Observatoire des conflits et de l'environnement. Le directeur de cette organisation non gouvernementale britannique, Doug Weir, décrit les principales menaces pour les populations et les écosystèmes.

Quels ont été, jusqu'à présent, les incidents les plus graves ?

En matière de risques pour la santé publique, le bom-

bardement par Israël de sites de production, de stockage et de raffinage de pétrole à Téhéran *[dans la nuit du 7 au 8 mars]* est particulièrement choquant. Nous observons ce type d'attaques sur des infrastructures pétrolières dans tous les conflits, mais il est très rare qu'elles aient lieu dans des zones aussi densément peuplées. Téhéran compte environ 9 millions d'habitants potentiellement exposés. [La ville est aussi particulièrement sujette à des épisodes de mauvaise qualité de l'air](#), du fait des montagnes environnantes et parce que, pendant la nuit, l'atmosphère tend à rabattre la pollution vers la ville. Ces éléments étaient connus des militaires israéliens et pourtant ces

sites ont été attaqués, de nuit.

Quels types de polluants ont été disséminés ?

Les polluants générés par ces incendies comprennent le monoxyde de carbone, le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote, les composés organiques volatils, les particules fines, comme la suie, ainsi que des métaux tels que le vanadium. Nous pensons aussi que certains sites stockaient du mazout, un combustible riche en soufre et particulièrement polluant.

Cela soulève de nombreuses préoccupations sanitaires, des habitants se sont plaints de sensations de brûlure sur la peau...

Une partie de ces polluants se déposent ensuite dans les sols et peuvent contaminer les cours d'eau, alors que l'Iran connaît déjà de graves problèmes en matière de sécurité et de disponibilité de la ressource.

L'Iran a qualifié ces frappes d'« écocide ». Utiliseriez-vous ce terme ?

L'écocide n'est pas un crime reconnu au niveau international. Il y a un décalage entre la perception du public, qui tend à considérer l'écocide comme un crime établi, et les efforts en cours pour en faire un crime international, mais qui n'ont pas encore abouti.

Le champ gazier de Shah,

aux Emirats arabes unis, a été frappé, dans la nuit du 16 au 17 mars, par l'Iran. Les conséquences sont-elles moindres que lorsqu'il s'agit d'infrastructures pétrolières ?

Concernant le champ de Shah, il s'agit d'un gaz à très forte teneur en soufre, et du soufre y est également traité, voire stocké. Nous avons déjà observé, en 2016, des incidents très graves en Irak, notamment sur le site d'Al-Mishraq, où Daech [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] a incendié un immense stock de soufre. Cela a été extrêmement dommageable pour l'environnement, en générant d'énormes panaches de dioxyde de soufre [gaz particulièrement toxique]. Il ne faut pas supposer que les sites gaziers sont intrinsèquement moins dangereux que les sites pétroliers.

De nombreuses installations militaires ont également été touchées. Avec quelles conséquences ?

Cela varie énormément en fonction de ce qui est stocké sur les sites. Souvent, on y voit des dépôts de carburant, des zones de stockage de munitions conventionnelles. Lorsque des explosions ont lieu, elles laissent généralement de nombreux résidus issus de matériaux énergétiques, d'explosifs et de métaux, qui sont souvent toxiques dans une certaine mesure.

Un autre aspect concerne la pollution maritime. Y



De la fumée s'élève après une frappe sur des réservoirs de carburant d'une raffinerie de pétrole, à Téhéran, dans le conflit entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran, le 8 mars 2026. MAJID ASGARIPPOUR/VIA REUTERS

a-t-il des marées noires en cours ?

L'une des marées noires que nous observons provient de la [frégate iranienne Dena, coulée par les Etats-Unis](#) au large du Sri Lanka, qui provoque une pollution sur les plages de ce pays. Dans le golfe Persique, les navires de la marine iranienne qui ont été attaqués étaient généralement à quai et peuvent donner lieu à des pollutions côtières. Nous surveillons aussi de près les navires-citernes ; jusqu'à présent, beaucoup des navires qui ont été touchés n'étaient pas chargés de pétrole, il s'agissait plutôt de vraquiers.

Le potentiel en matière de dégâts reste toutefois très élevé. A la fin des années 1980, pendant la guerre Iran-Irak, de nombreuses attaques contre des pétroliers et des installations pétrolières ont provoqué d'importantes

pollutions. [En 1991, lors de la guerre du Golfe, la région a aussi connu la plus grande marée noire de son histoire.](#)

Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que si un tel événement se produisait, les capacités de réponse seraient limitées en raison du conflit. Le golfe Persique est par ailleurs une mer semi-fermée avec peu de renouvellements d'eau, ce qui signifie que la pollution y persiste. On y trouve des zones écologiquement sensibles, telles que des récifs coralliens et des herbiers marins, ainsi que des espèces vulnérables comme les dugongs. Enfin, il y a aussi des préoccupations concernant les usines de dessalement côtières, qui ne peuvent pas fonctionner en cas de pollution pétrolière. Cela pourrait affecter des millions de personnes dans la région du Golfe.

Est-il possible de limiter l'impact environnemental de cette guerre ?

La capacité des pays à traiter les problèmes environnementaux après les conflits est très limitée. La dépollution est extrêmement coûteuse, les capacités techniques et les ressources financières peuvent manquer et les Etats qui se reconstruisent ont d'autres priorités.

Historiquement, l'environnement a souvent été la victime silencieuse des conflits armés. Mais, depuis la guerre en Ukraine, on observe une attention accrue à ce sujet, ce qui est un élément positif. Il est essentiel de mettre l'accent sur la question environnementale dès le départ si l'on veut que des actions soient mises en œuvre lorsque la guerre sera terminée.

The New York Times

Abdi Latif Dahir, Christina Goldbaum,
Michael Levenson
March 18, 2026

Strikes Deliver Another Blow to Iran's Domestic Energy Sites

The attacks could worsen the severe electricity shortages that Iranians already face.

Iran's domestic energy sector came under heavy attack on Wednesday after airstrikes hit critical infrastructure used to generate electricity for its industries and homes, just hours after Israel killed Iran's intelligence minister in another blow to the battered regime in Tehran.

Iran said that airstrikes had damaged a number of facilities connected to the South Pars gas field, a vast natural gas reservoir in the Persian Gulf, and had also hit oil and petrochemical facilities in the southern city of Asaluyeh, where gas from the South Pars field is pumped for processing.

Although it was not clear how much damage had been done, the strikes could worsen Iran's already severe domestic energy shortages. Iran and Qatar, which owns part of the gas field, blamed Israel for the attacks. Israel did not immediately comment.

After the strikes, oil and natural gas prices spiked, with the global benchmark for crude oil soaring to more than \$109 a barrel as investors worried that Iran would retaliate by striking oil and gas sites in the region, putting further pressure on crude supplies.

Gasoline prices in the United States have been rising since the start of the war, reaching \$3.84 a gallon on Wednesday. The Trump administration, in an effort to lower prices, said on Wednesday that it would temporarily relax a law that restricts the way oil is shipped

within the United States.

Relaxing the law, known as the Jones Act, could reduce the cost of transporting fuel and agricultural products by ship between American ports, but analysts and some shipping executives expect the move to have only a marginal impact on gas prices.

Karoline Leavitt, the White House press secretary, said the 60-day waiver would allow "vital resources like oil, natural gas, fertilizer and coal to flow freely to U.S. ports."

Most of the energy Iran takes from South Pars is used domestically, so any significant disruption would intensify the strain that the U.S. and Israeli bombing campaign is putting on Iran's economy and daily life in the country. Natural gas is used to generate electricity, and for household heat, hot water and cooking for most Iranians.

A senior Irani oil ministry official, speaking on the condition of anonymity to discuss delicate issues, said initial reports indicated that the country's energy infrastructure had been seriously damaged and that significant amounts of gas had been taken off the grid.

Qatar warned that targeting energy infrastructure was a "dangerous and irresponsible step" that could put global energy security at risk.

Iran vowed to retaliate for the attack on the South Pars field. The Islamic Revolutionary

Guards Corps on Wednesday warned people in Saudi Arabia, the United Arab Emirates and Qatar, which hosts a sprawling U.S. military base, to stay away from major oil and gas facilities.

Not long after, QatarEnergy, a state-owned oil and gas company, said that its Ras Laffan energy hub had sustained "extensive damage" from missile attacks. No one was injured, it said, and crews were working to put out fires. Qatar's Foreign Ministry called the strike "a dangerous escalation" and accused Iran of "pushing the region toward the brink."

Saudi Arabia said it had intercepted a drone approaching one of its gas plants, and loud explosions rocked the capital, Riyadh, as its air defenses shot down incoming missiles. It said there were no indications of damage or injuries.

The attacks came as Israel continued to systematically target high-ranking Iranian officials with the killing of Esmail Khatib, the intelligence minister.

The Israeli military said in a statement that Mr. Khatib's ministry had overseen "surveillance, espionage and the execution of covert operations worldwide, particularly against the state of Israel and Iranian citizens."

His death came a day after Israeli airstrikes killed Ali Larjani, Iran's top national security official and its de facto political leader, and Brig. Gen.

Gholamreza Soleimani, the commander of the Basij, a large Iranian paramilitary force used to enforce security and suppress dissent.

"We will continue chasing all of the regime's senior officials," Brig. Gen. Effie Defrin, an Israeli military spokesman, said in a news briefing on Wednesday. "The series of assassinations will not stop."

Israel has said it hopes that its strikes on Iran's leaders will encourage Iranians to overthrow the government, a goal President Trump also expressed when he announced the start of the bombing campaign on Feb. 28.

But at a Senate Intelligence Committee hearing in Washington on Wednesday, Tulsi Gabbard, the director of national intelligence, said that although the Iranian leadership had been "largely degraded" by U.S. and Israeli attacks, the government still "appears to be intact."

In a statement on Wednesday, Iran's new supreme leader, Mojtaba Khamenei, who succeeded his father Ayatollah Ali Khamenei after his death in an Israeli airstrike, expressed sorrow over the killing of Mr. Larjani. He said that such bloodshed would only strengthen the Islamic republic and promised that those responsible would pay a price.

At Mr. Larjani's funeral in Tehran on Wednesday, huge crowds of people waved Iranian flags, and the state news media

showed Mr. Larijani's coffin surrounded by mourners who chanted, "Death to America" and "Death to Israel."

The funeral for Ali Larijani, as well as Gholamreza Soleimani and others, in Tehran on Wednesday. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

Even as Israel has been pounding targets in Iran, its forces have also been intensifying attacks in Lebanon, raising fears of a full-scale invasion.

On Wednesday, the Israeli military said that it had struck two bridges over the Litani River, a key boundary line in southern Lebanon, in the latest sign that Israel is widening its operations there.

The Israeli military accused Hezbollah, the Iranian-backed militia, of using the bridges to

move fighters and weapons into southern Lebanon, where Israeli forces have been expanding a ground invasion and ordering residents to evacuate.

Israel's defense minister, Israel Katz, said the strikes were aimed not only at disrupting Hezbollah's movements but also at sending a "clear message to the Lebanese government" that Lebanese infrastructure could not be used by Hezbollah.

Earlier Wednesday, the Israeli military struck Beirut, the Lebanese capital, and other Lebanese cities, towns and villages, after Hezbollah fired a barrage of rockets, drones and artillery shells into Israel overnight. Several Israeli strikes hit central Beirut, away from Hezbollah's stronghold in the southern outskirts of the city, fueling anxiety that areas of the capital once considered safe are in danger.

Israel's strikes came at times without warning. An unannounced Israeli attack on the central Zuqaq al-Blat and Basta areas of Beirut early Wednesday killed at least 10 people and wounded 27 others, according to the Lebanese Ministry of Public Health. Another building in Zuqaq al-Blat was struck later without a warning, igniting a fire on its upper floors.

More than 960 people have been killed in Lebanon and more than 2,400 others wounded in the nearly three weeks since fighting erupted between Israel and Hezbollah, according to Lebanon's health ministry. More than 110 children are among the dead, the ministry said.

The Norwegian Refugee Council, a humanitarian organization, said on Wednesday that one million people had been displaced by

the fighting in Lebanon, a sixth of the population.

In Israel, the authorities said that a couple in suburban Tel Aviv was killed by an exploding cluster bomb from the warhead of an Iranian missile. Yaron and Ilana Moshe died in their apartment building in Ramat Gan. A local police chief said it seemed that they had not made it into their apartment's safe room as sirens, warning of an incoming attack, blared around the city. Iran had said it had launched a ballistic missile assault on Tel Aviv in retaliation for the killing of Mr. Larijani.

Reporting was contributed by Rebecca F. Elliott, Ravi Mattu, Isabel Kershner, Johnatan Reiss, Sanam Mahoozi, Julian E. Barnes, Peter Eavis, Euan Ward, Farnaz Fassihi and Rawan Sheikh Ahmad.



March.18,2026

European lawmaker says Europe 'owes a debt' to the Kurds

ERBIL, Kurdistan Region - A special ceremony was held inside the European Parliament this week to celebrate the Kurdish New Year (Newroz), with European lawmakers highlighting their support for Kurdish rights.

Villy Sovndal, a Member of the European Parliament and former Foreign Minister of Denmark, spoke to Rudaw's Alla Shally, reaffirming Europe's recognition of the Kurdish people and their sacrifices. He said Europe owes a debt to the Kurds for their role in the fight against ISIS.

"I believe we owe you because of the time when ISIS [Islamic

State] existed; you helped us fight them, and nearly 7,000 of your people lost their lives," Sovndal said.

He also emphasized the cultural significance of the ceremony, stating that acknowledging Kurds and celebrating Newroz in the European Parliament sends an important message.

"Like any other people, it is very important for the Kurds to have their own culture, traditions, and festivals. I have participated in Newroz celebrations in most major Danish cities, and my best friends are Kurdish," he said.

He added that Kurds in all four parts of Greater Kurdistan - western Iran, the Kurdistan Region, northeast Syria, and southeast Turkey - must have the right to their mother tongue, their culture, and their own schools.

Sovndal also praised the Kurdistan Region as a rare example of democracy in the Middle East, while criticizing the oppression of Kurds elsewhere. "Mayors should not be in prison," he said regarding Turkey, and in areas of western Iran, known as Rojhelat for the Kurds, he commented: "We are very hopeful that the Kurdish people in northern [western]

Iran will have more rights to decide their own destiny."

Addressing the ongoing challenges facing the Kurdistan Region, Sovndal called on Europe to use all diplomatic channels in Brussels and Copenhagen to support Kurdish communities.

"More economic assistance must be offered to Kurdish communities, and every effort should be made to support the daily lives of the Kurdish people" to protect them from the dangers of war, he said.



March.18, 2026

Explosions rock Erbil as air defenses systems intercept drones

ERBIL, Kurdistan Region - Several explosions were heard across Erbil on Wednesday morning as air defense systems intercepted and destroyed multiple drones over the city, according to information obtained by Rudaw.

The blasts occurred between 9 am and 11 am, with a Rudaw reporter confirming that the sounds were the result of drones being shot down by anti-missile systems before reaching their targets.

Data collected by Rudaw indicates a significant escalation in aerial attacks over the past 24 hours, with more than 10 drones launched toward Erbil province and over five

toward Sulaimani province.

In the Kurdistan Region's capital Erbil, two drones were reported to have been directed toward the Koya district on Tuesday evening, while the remaining drones targeted the city, with all being intercepted and destroyed by defense systems.

The wave of drone and missile attacks on the Region comes amid a broader conflict that began on February 28 when the United States and Israel launched a joint military campaign against Iran.

According to Rudaw's tracking, most attacks targeting Iranian Kurdish opposition

political parties were carried out by Iran, while Iran-backed armed groups in Iraq have claimed responsibility for many of the strikes on the Region which they claim to have targeted the US diplomatic missions and military bases, as air defense systems have intercepted most of the attacks.

Rudaw's tracking shows that since the start of the conflict, the Region has come under 352 drones and missile attacks.

Of these, 290 targeted Erbil and its surrounding areas, 55 were aimed at Sulaimani, five struck or fell within Duhok province, and two were directed toward the Halabja

province's border areas.

At least eight people have been killed and 45 others wounded in the attacks.

The fatalities include a security member (Asayish) at Erbil International Airport, and six Peshmerga fighters from Iranian Kurdish parties.

Among the wounded are security personnel, Peshmerga fighters, foreign troops, and civilians. Thirteen civilians are reported to be among the injured, including a delivery rider in Erbil, a nurse in Koya's Azadi camp, and a child in Sulaimani.

Le Monde

Soren Seelow
19 mars 2026

Au procès de Sabri Essid pour le génocide des yézidis, la douleur indicible d'une ancienne esclave sexuelle de l'Etat islamique

Pour la première fois, jeudi, une femme yézidie a témoigné devant la justice française des exactions dont son peuple a été victime de la part du groupe djihadiste. Un moment suspendu entre l'indescriptible horreur de son histoire et la nécessaire oralité des débats.

Pour la première fois, une

femme yézidie a témoigné devant la justice française des crimes dont son peuple a été victime de la part de l'organisation Etat islamique (EI). Il n'est pas toujours besoin de beaucoup de mots pour écrire l'histoire judiciaire. Durant les trois heures qu'a duré sa déposition, jeudi 19 mars au procès de Sabri Essid pour « génocide » et « crimes contre

l'humanité » à l'encontre des yézidis, le premier du genre en France, Aveen (le prénom a été modifié) en a prononcé fort peu.

Conscient des traumatismes et des freins culturels de cette mère de 32 ans, le président de la cour d'assises de Paris, Marc Sommerer, avait anticipé la difficulté qu'il y avait à lui

faire répéter publiquement, dans cette grande salle d'audience, les sévices innombrables qu'elle a endurés voilà plus d'une décennie. A l'âge de 21 ans, Aveen a été réduite à l'état d'esclave sexuelle, achetée et violée par huit djihadistes pendant les deux ans et trois mois de sa captivité, entre 2014 et 2016.

Son traumatisme est multiple.

Il est celui d'une femme chosifiée, agressée, soumise au bon vouloir de ses « propriétaires » ; celui d'une veuve qui a perdu son mari ; celui d'une sœur qui a perdu la sienne ; celui de sa fille, achetée avec elle et témoin de ses souffrances ; celui de tout un peuple, enfin, asservi, massacré ou converti de force à l'islam. Il est aussi celui de la honte qu'ont vécue ces femmes quand elles ont pu rentrer dans leur communauté, parfois rejetées, le plus souvent contraintes d'abandonner les enfants du viol qu'elles ramenaient avec elles.

Dire l'indicible

Aveen, qui est partie civile à ce procès, a demandé que la presse ne dévoile ni son nom ni le pays occidental où elle a été relocalisée avec sa fille. Ses fantômes, on le devine, marchent juste derrière elle. Pour tenter d'amadouer sa honte et de déjouer ses peurs, le président a choisi, pour la guider dans sa déposition, de lire les déclarations qu'elle avait faites durant l'instruction à une enquêtrice de l'Office central pour la répression des violences aux personnes.

Cette dernière avait raconté, lundi à la barre, à quel point il avait été délicat de la mettre en confiance, et comment le choix de la faire interroger par une femme avait été réfléchi : « *Le maître mot était "confiance". On a décidé que les enquêteurs seraient des enquêteuses pendant les auditions des victimes. Il a fallu trouver l'équilibre entre le recueil d'informations efficace et le souci de ne pas surtraumatiser les victimes.* »

Après chaque lecture des déclarations qu'elle avait faites à cette enquêtrice, le président a invité Aveen à s'exprimer. En dehors de quelques phrases, sa déposition s'est résumée à une succession de « oui » peudiques et pétrifiés, qui devenaient des hochements de tête silencieux lorsque l'émotion était trop forte. Un moment suspendu entre l'indicible horreur de son

histoire et la nécessaire oralité des débats.

Marché humain

Aveen avait 21 ans. Elle vivait heureuse avec son mari, maçon, et leur fille âgée d'à peine 2 ans dans un village des monts Sinjar en Irak, berceau de la communauté yézidie, lorsque l'EI a lancé un assaut contre la montagne, le 3 août 2014, point de départ d'un vaste plan d'éradication de cette minorité religieuse. Elle se souvient de sa fuite dans la montagne : « *L'EI nous tirait dessus, certains parents ont même abandonné leurs enfants pour échapper aux balles.* » En quelques jours, plusieurs milliers de yézidis sont morts sur les hauts plateaux où ils s'étaient réfugiés.

Aveen, elle, a regagné son village avec son mari et sa fille. Cinq jours plus tard, elle a vu les véhicules de l'EI avec leurs drapeaux noirs revenir encercler son village. Elle a vu la rafle : les djihadistes qui frappent aux portes des maisons, tirent en l'air, rassemblent les villageois devant des camionnettes, les trient en fonction de l'âge et du sexe avant de les embarquer. Elle se souvient de cette école dans laquelle ils ont été entreposés, de ces hommes en noir qui disaient aux femmes d'ôter leur foulard en leur demandant si elles étaient vierges : « *Ils ont emmené quatre cousines de mon mari, elles avaient entre 14 et 20 ans. Je ne les ai jamais revues.* »

Aveen a été séparée de son mari, puis ce fut au tour de sa sœur de disparaître. Elle ne les reverra jamais. Elle a ensuite été emmenée avec sa fille de 2 ans dans une prison de Rakka, en Syrie, où des hommes sont venus faire leur marché. « *Ils ont pris des filles âgées entre 7 et 10 ans, mais ils les ont ramenées parce qu'elles pleuraient et qu'elles étaient impropres au mariage car trop jeunes. Je savais que mon tour allait arriver...* », lit le président. Aveen dit : « *Oui.* » Dans un autre lieu de détention, une captive s'était jetée du

deuxième étage pour échapper à l'homme qui venait la chercher. Elle a survécu, handicapée, précise le magistrat.

Un enfer quotidien

Un an après sa capture, en août 2015, Aveen a été vendue aux enchères avec une vingtaine d'autres captives. Des djihadistes leur ont demandé de mettre de « *beaux vêtements* », de se maquiller, puis ils les ont alignées pour les faire défiler devant une vingtaine d'hommes. Elle raconte : « *Les combattants nous choisissaient, le plus offrant emmenait une femme et ensuite ils nous disaient : "Voilà, vous êtes vendues."* »

Son propriétaire, un certain Abou Atoun, qui ne parvenait pas à avoir d'enfant avec sa femme, lui a précisé : « *Je t'ai achetée pour ta petite fille. J'ai vendu mon arme et une voiture pour pouvoir vous acheter.* » Le président poursuit son récit. Au fur et à mesure qu'il égraine ses souffrances, Aveen baisse la tête, ses « *oui* » sont de moins en moins audibles, jusqu'à ne plus opposer à la cour qu'un silence douloureux.

« *Parfois, Abou Atoun emmenait votre fille, et quand vous refusiez, il vous battait*, dit le magistrat en l'invitant à développer.

— *Oui.*

— *Il venait aussi vous voir dans la chambre et vous violait vaginalement.*

— *Oui.*

— *Quand vous refusiez d'avoir un rapport sexuel, il disait qu'il avait tous les droits sur vous et qu'il vous prendrait votre fille...*

— *Oui.*

— *Ces viols se sont produits tous les deux jours ?* »

Aveen hoche la tête, sans un mot. L'interprète qui l'assiste depuis le début de sa déposition traduit : « *Oui.* »

Deux ans et trois mois d'esclavage

La jeune femme a ensuite été revendue à Sabri Essid, un émir français. Le magistrat lui rappelle que, selon ses déclarations, le djihadiste lui avait dit qu'il était « *ici par la volonté de Dieu* », qu'il fallait que « *tout le monde devienne musulman* », que les yézidis étaient des mécréants et que « *c'est pour ça qu'il était là* ». Elle avait aussi précisé qu'il prenait une « *pilule* » pour « *avoir plus de force* » pendant les viols. « *Il savait qu'il me faisait mal, il me voyait pleurer, mais il me disait que c'était indépendant de sa volonté* », lit le président. Aveen baisse la tête et murmure : « *C'était très douloureux, il prenait ma fille et la mettait dehors jusqu'à ce qu'il ait fini.* »

Mais les djihadistes se lassaient vite de leurs jouets humains. Sabri Essid a fini par revendre Aveen à un certain Abou Ous-sama, un émir de l'EI, qui l'a ensuite revendue à un Irakien qui, lui, prenait plaisir à la violer en présence de sa fille. Aveen baisse la tête : « *Il me frappait, car je lui demandais de ne pas faire ça devant ma fille.* »

Et puis, un jour, en novembre 2016, alors qu'elle avait été revendue à son huitième propriétaire, Aveen a retrouvé la liberté. Profitant du fait que leur geôlier était parti au combat, une autre esclave détenue avec elle est parvenue à contacter un homme de confiance. Ce dernier est venu les chercher toutes les trois en taxi. La fin de deux ans et trois mois d'une souffrance au-delà des mots.

Aveen vit aujourd'hui dans un pays occidental avec sa fille. « *C'est très difficile pour moi, mais je n'avais pas le choix*, dit-elle. *C'est difficile, car mes proches ont disparu. C'est très difficile, car son papa n'est pas là. Et, moi aussi, je suis séparée de ma famille restée en Irak. Je l'ai fait pour l'avenir de ma fille. Elle a 13 ans. Elle va à l'école.* »

En Irak, l'oléoduc du Kurdistan, alternative imparfaite au détroit d'Ormuz pour les exportations de pétrole

Bagdad et Erbil vont reprendre les exportations de pétrole par le pipeline qui relie le territoire kurde au port turc de Ceyhan. Un quart de million de barils pourraient être écoulés par cette voie terrestre chaque jour, contre plus de 3 millions par la voie maritime avant la guerre.

L'annonce est tombée tard dans la soirée, mardi 17 mars, après de longues discussions, sous l'œil d'émissaires américains, entre les autorités irakiennes de Bagdad et les dirigeants du pouvoir régional du Kurdistan autonome, dans le nord de l'Irak. Pour la première fois depuis le début de la guerre entre l'Iran, les Etats-Unis et Israël, le gouvernement kurde d'Erbil donne son feu vert à la reprise des exportations de pétrole, produit à Kirkouk, par l'oléoduc qui traverse son territoire vers le port turc méditerranéen de Ceyhan.

Cette décision constitue une mesure d'apaisement inespérée, tant la question pétrolière est génératrice de tensions entre Erbil et Bagdad. Les exportations d'or noir par le nord avaient été interrompues ces deux dernières semaines, après que des milices irakiennes pro-iraniennes, solidement installées dans l'appareil d'Etat irakien, ont pris pour cible des raffineries dans la région autonome, poussant les entreprises étrangères à suspendre leurs activités.

« Compte tenu des circonstances exceptionnelles auxquelles le pays est confronté, nous avons décidé d'autoriser la circulation du pétrole par l'oléoduc de la région du Kurdistan dès que possible, une étape importante vers la stabilité économique et la ga-

rantie des droits de toutes les parties », a déclaré Masrour Barzani, le premier ministre de la région autonome, dans un communiqué publié dans la nuit de mardi à mercredi. La décision a été immédiatement saluée, sur X, par Tom Barrack, envoyé spécial des Etats-Unis en Syrie et ambassadeur en Turquie, qualifiant la reprise des flux pétroliers de « développement positif, qui permet de renforcer la coopération économique et d'améliorer la stabilité dans la région ».

Arrêt de plusieurs champs pétroliers

Le pétrole représente 90 % des recettes gouvernementales de l'Irak, dont l'essentiel – entre 3 à 3,5 millions de barils par jour – est exporté par le détroit d'Ormuz. Seule une portion de ce pétrole passait, avant la guerre, par le pipeline du Kurdistan, une voie secondaire et politiquement conflictuelle (déjà fermée entre 2023 et 2025) en raison des tensions récurrentes entre Bagdad et Erbil.

Avec l'arrêt de plusieurs champs pétroliers touchés par des frappes et la fermeture du détroit par l'Iran, les exportations ont cessé. Les pertes de revenus pour les autorités irakiennes se sont rapidement chiffrées en milliards de dollars, plaçant non seulement Bagdad dans une situation financière délicate, au point d'envisager de ne

pas verser les salaires des fonctionnaires, mais rendant aussi sa production dépendante de l'oléoduc kurde, redevenu stratégique pour contourner le Golfe.

Dès la semaine dernière, comme l'a révélé le site d'information *Al-Monitor*, le premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, avait lancé un appel à Masrour Barzani pour qu'il autorise l'exportation de 250 000 barils par jour de pétrole brut irakien. Erbil avait alors posé ses conditions, rappelant que la production pétrolière au Kurdistan avait été arrêtée après des attaques de milices irakiennes, financées et armées depuis Bagdad. Les autorités kurdes ont aussi demandé à conserver le contrôle des recettes issues du commerce extérieur effectué via ses frontières terrestres et ses aéroports. Une exigence rejetée par Bagdad, arguant de son droit d'appliquer à l'échelle nationale son système tarifaire et ses contrôles.

Devant ce blocage, le pouvoir central irakien a tenté de trouver à la hâte d'autres solutions. L'acheminement de 200 000 barils de pétrole par jour, par camions-citernes, par la Jordanie et la Syrie a été envisagé. Des négociations ont été lancées, selon le gouvernement de Bagdad, avec « les autorités compétentes » à Téhéran « afin

d'autoriser le passage de quelques pétroliers par le détroit d'Ormuz, pour que [l'Irak puisse] reprendre [se]s exportations ».

Remise en service d'un vieil oléoduc

Les dirigeants irakiens ont également annoncé la réhabilitation d'un vieil oléoduc, à l'arrêt depuis une douzaine d'années, reliant les champs pétroliers de Kirkouk au port de Ceyhan. Ce pipeline, fortement endommagé par les djihadistes du groupe Etat islamique en 2014, suit un tracé qui évite le Kurdistan en contournant par l'est la région autonome.

Sur cet oléoduc, « tous les travaux de réhabilitation sont terminés, mais il y a une portion, sur 100 kilomètres, qui a besoin d'être examinée », a indiqué le ministre du pétrole irakien, Hayan Abdel Ghani, dans une vidéo postée dimanche sur les réseaux sociaux. Le responsable avait alors tenu à préciser que des tests allaient être menés sous « une semaine », pour que puissent démarrer les exportations de 250 000 barils quotidiens. Une perspective jugée par trop optimiste et ambitieuse par de nombreux spécialistes du secteur, au vu de la vétusté et de la détérioration des installations. D'autant que les autorités d'Ankara n'ont émis aucun commentaire sur une telle réouverture.

« Bagdad a peut-être sur-estimé ses forces, ces derniers mois, en traînant les pieds pour rouvrir l'oléoduc de Ceyhan, tout en retardant les allocations financières au gouvernement autonome kurde », avance le journaliste émirati et spécialiste des marchés énergétiques Ba-

char El-Halabi, soulignant à quel point l'Irak paie là « le coût économique d'une guerre qu'il n'a pas commencée et ne peut pas contrôler ».

Devant ces blocages, ce sont les Etats-Unis qui ont décidé d'imposer une réunion entre

les deux parties. Soucieux d'éviter une nouvelle escalade et de diversifier au plus vite les sources d'approvisionnement en pétrole afin d'atténuer la flambée des prix, ses émissaires ont organisé une rencontre virtuelle mardi, rassemblant des responsables irakiens et kurdes.

Un membre du département d'Etat de l'ambassade américaine à Bagdad était présent à titre d'observateur. Les deux gouvernements ont fini par trouver un terrain d'entente après des heures de négociations, sans que l'on sache la nature des concessions faites de part et d'autre.



Zoé Vezyroglou
19 mars 2025

«Les forces continuent à se battre même sans ordre supérieur» : la «défense mosaïque», une stratégie qui permet à l'Iran de tenir dans la guerre

Thierry Coville, chercheur à l'Iris, spécialiste de l'Iran, revient sur ce système consistant à décentraliser le pouvoir et à l'organiser en unités autonomes indépendantes des grands responsables politiques et militaires.

«Nous avons eu deux décennies pour étudier les défaites de l'armée américaine dans la région. Nous en avons tiré des leçons». Trois jours après l'attaque américano-israélienne sur l'Iran, le 28 février, le ministre des Affaires étrangères iranien Abbas Araghchi promettait sur X que le pays avait appris à tenir tête à l'ennemi, affirmant que les frappes sur Téhéran n'avaient «pas d'impact» sur les capacités militaires du pays.

Pourtant, depuis le début de la guerre, les Etats-Unis et Israël prennent pour cible les dirigeants iraniens dans le but de faire tomber le régime des mollahs, visant même désormais les responsables politiques et non plus seulement militaires – à l'image d'Ali Larijani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, tué dans la nuit de lundi 16 à mardi 17 mars dans un bombardement mené par l'armée israélienne.

Côté iranien, pourtant, le régime semble tenir et rester en capacité de riposter après dix-neuf jours de guerre. «Nous pouvons décider quand et comment la guerre prendra fin», s'avançait même Abbas Araghchi, grâce à une «défense mosaïque décentralisée». Thierry Coville, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) et spécialiste de l'Iran, revient sur cette stratégie de «défense mosaïque» qui, loin du simple coup de bluff, éclaire sur les raisons de la durée du conflit.

Quel est le mode de fonctionnement de cette stratégie face aux attaques américano-israéliennes ?

Du côté de Washington et de Tel-Aviv, l'objectif majeur est le changement de régime en Iran. Ils pensent donc qu'en assassinant les dirigeants du régime des mollahs, ils vont désorganiser le système politique iranien et permettre à la population de prendre le pouvoir. Mais penser que tuer les dirigeants va tuer le régime est une vision très simpliste. Car la république islamique d'Iran, c'est d'abord une idéologie, un système politique qui existe depuis quarante-sept ans, avec une base

populaire composée de millions de personnes. C'est un véritable système politique, organisé autour de cette stratégie de «mosaïque». Qui, globalement, permet que même si des personnalités clés comme le Guide suprême [Ali Khamenei, tué dans un bombardement au premier jour de la guerre, *ndlr*] sont éliminés, ils sont automatiquement remplacés. Du côté militaire, les pasdaran ont également multiplié leurs remplaçants potentiels, en formant les jeunes volontaires et en faisant entrer de plus en plus de personnes dans leurs rangs. Ainsi, grâce à la forte base idéologique qui constitue le régime, le système reste en place et continue à fonctionner tant que des gens sont prêts à se battre pour défendre leurs convictions.

Comment s'organise donc concrètement le pouvoir selon cette «mosaïque» ?

C'est une organisation très réfléchie, surtout chez les Gardiens de la révolution. Ils sont brutaux, sanguinaires, mais loin d'être ignorants, et travaillent sur l'idée de guerre asymétrique depuis la chute du chah, en 1979. Tout vient en réalité des enseignements de la période prérévolutionnaire : du temps

du chah, toute la ligne de commandement dépendait de lui, selon un mode de fonctionnement très vertical. Ainsi, quand il a été renversé, toute l'armée iranienne et toutes les forces de sécurité se sont effondrées avec lui. Les Iraniens ont alors réfléchi à un mode de fonctionnement nouveau qui permette d'éviter l'effondrement global du système politique.

Ils ont donc organisé un pouvoir beaucoup plus décentralisé, tant sur le plan politique que militaire, en créant des unités combattantes divisées par provinces. Il existe désormais les pasdaran, les milices bassidji, les forces spéciales al-Qods... Chacune des forces est autonome, a son propre matériel militaire, et n'a donc pas besoin d'ordre supérieur pour se battre pour l'idéologie du régime. Grâce à cette organisation horizontale, le système en est rendu plus résilient, même s'il est peut-être plus difficile à commander, puisque même si la chaîne de commandement s'interrompt, ils continuent à se battre. Ainsi, contrairement au fonctionnement à l'époque du chah, s'ils ne sont sans doute pas capables de gagner, ils sont tout de même capables de résister longtemps.

Quelles sont ses limites ? Peut-elle vraiment faire tenir durablement le système po- litique iranien face aux at- taques des Etats-Unis et Is- raël ?

Ils ne peuvent pas durer éternellement en reposant sur cette stratégie, et savent qu'ils ne font pas le poids sur le plan militaire. Mais le calcul iranien est que le coût va devenir trop

élevé pour les Etats-Unis, et éventuellement pour les Européens, s'ils tiennent longtemps. A un moment, ils espèrent que le coût deviendra insupportable, et que l'adversaire sera prêt à négocier avec eux pour un cessez-le-feu. Cette stratégie de défense leur permet ainsi de tenir sur la durée pour finalement faire regretter les Américains et les Israéliens de s'être engagés dans cette guerre.

Mais déclarer ouvertement, comme l'a fait Abbas Araghchi, l'utilisation d'une telle stratégie permet de faire passer un message. D'un point de vue interne, il montre aux soutiens du régime que des plans concrets pour lutter sont instaurés. Alors que beaucoup de critiques en Iran se concentrent sur le fait que le gouvernement n'est pas capable de protéger sa population, sur le manque d'infrastructures

pour protéger la population des frappes et sur leur manque de moyens comparé à l'aviation américaine et israélienne, cette «*défense mosaïque*» permet également de rassurer les troupes sur leur capacité de résistance, et de garder le soutien d'une partie de la population.

The New York Times March 19, 2026

Why Iran's Attack on an Energy Hub in Qatar Spooked Investors

Lasting damage to Ras Laffan Industrial City, the world's largest liquefied natural gas export plant, would have big consequences for the global energy market.

The attack on Qatar's Ras Laffan Industrial City, the world's largest liquefied natural gas facility, caused global oil and gas prices to soar on Thursday, and stoked concerns that the war in the Middle East is set to deepen a global energy crisis.

Officials in Qatar, a major energy supplier, blamed Iran for the [attack](#), which came after an Israeli strike on Iran's South Pars offshore gas field.

The extent of the damage was not clear but the attack has spooked investors, and analysts warned that it could take months to repair.

Here is what to know about Ras Laffan and why the threat to Qatar's energy infrastructure is having a global impact.

How important is Ras Laffan?

The Ras Laffan complex is the heart of Qatar's natural gas processing operations.

The facility is approximately a third of the size of New York City and was built 30 years ago

about 50 miles from the capital, Doha. It accounts for roughly a fifth of the global supply of liquefied natural gas.

Qatar is the world's third-largest exporter of L.N.G., and has made hundreds of billions of dollars from the industry over decades, helping to turn itself into a global energy superpower.

Most of Qatar's natural gas comes from the North Dome field, which is part of the world's largest offshore natural gas reservoir. Qatar shares the field with Iran.

How will the damage hit the global energy market?

Qatar is a major supplier to Europe and Asia, and the attack sent European natural gas prices surging by as much as 30 percent on Thursday.

Saad al-Kaabi, Qatar's energy minister and chief executive of QatarEnergy, the state-owned company that operates Ras Laffan, told Reuters that the Iranian strikes have [damaged 17 percent of the country's L.N.G. export capacity](#) and

caused about \$20 billion in lost annual revenues. He added that it could take three to five years to repair the damage.

Qatar had stopped exporting L.N.G. earlier in the war, which was sparked by Israeli and U.S. attacks on Iran, and some analysts worry that the disruption to Ras Laffan mean resuming the trade could take months once the conflict ends.

"The issue of taking out an L.N.G. terminal is they take a while to repair," said Sarah Emerson, an energy analyst with the Center for Strategic and International Studies, a think tank. "This is not a simple facility to replace."

"This is potentially a really significant disruption to the global natural gas market," she added. "There's a lot of countries that export a little, there aren't that many countries that export a lot."

The United States is the world's biggest L.N.G. exporter, but it has maxed out its capacity on what it can sell overseas, Ms. Emerson said.

Is this a new front?

In a joint statement, the foreign ministers for several Arab and Muslim countries condemned the "deliberate" Iranian attacks on civilian infrastructure, including "oil facilities, desalination plants, airports, residential buildings, and diplomatic premises."

Iran is following through on its threats to strike the energy infrastructure of American allies in the Persian Gulf if its energy sites are targeted, said Justin Dargin, a nonresident senior fellow at the Middle East Council of Global Affairs, a Doha-based think tank.

More of these types of attacks are part of Iran's strategy to inflict pain on the Gulf countries and persuade them to pressure the U.S. and Israel to "wrap this war up," he said.

If more of Iran's energy infrastructure is attacked, Mr. Dargin added, "Iran will start to target more of the backbone of energy facilities in the Gulf region."

Avec la condamnation du djihadiste Sabri Essid, la justice française reconnaît pour la première fois le génocide des yézidis

En le condamnant à la perpétuité pour « génocide », vendredi, la justice française a suivi l'exemple de l'Allemagne, de la Suède et de la Belgique. Le plan de « destruction » de cette minorité par l'organisation Etat islamique, qui n'a jamais fait l'objet d'une enquête internationale, est aujourd'hui reconnu par plusieurs juridictions européennes.

De la Shoah au massacre de Srebrenica, en ex-Yougoslavie, en passant par les atrocités du régime khmer rouge au Cambodge ou les tueries de masse visant les Tutsi au Rwanda, le XX^e siècle a connu son lot de génocides, reconnus comme tels par la justice internationale. Les persécutions inimaginables infligées au peuple yézidi en Irak et en Syrie, au milieu des années 2010, par l'organisation Etat islamique (EI) n'ont, elles, jamais fait l'objet d'une enquête pénale internationale.

Ce génocide un peu vite oublié, la justice française l'a reconnu pour la première fois, vendredi 20 mars, [en condamnant par défaut un djihadiste français, Sabri Essid, à la réclusion à perpétuité pour « génocide » et « crimes contre l'humanité »](#). Le président de la cour d'assises de Paris, Marc Sommerer, a considéré que le plan d'extermination des yézidis, élaboré dans un but de « purification religieuse », avait constitué « l'une des expressions les plus extrêmes de l'idéologie de l'EI » et que Sabri Essid s'était « inscrit dans cette chaîne criminelle » en pleine « connaissance du projet génocidaire ».

Dans son réquisitoire, vendredi matin, le Parquet national antiterroriste avait demandé un verdict « pour l'histoire » afin que la justice nomme ce « crime sans nom », le « premier génocide du XXI^e siècle » reconnu comme tel par une instance ju-

diciaire. « Vous avez été confrontés au dévoilement de la barbarie de l'EI à l'égard de ce peuple méconnu. Le génocide des yézidis est l'un des plus douloureusement non résolus », avait lancé la procureure Sophie Havard, cheffe du pôle crimes contre l'humanité et crimes de guerre du Parquet national antiterroriste.

« Une première étape »

La Cour pénale internationale (CPI) s'est, en effet, déclarée incompétente à juger les exactions endurées par les yézidis, ni l'Irak ni la Syrie n'étant parties au statut de Rome, qui a fondé cette juridiction pénale internationale, a-t-elle rappelé. La CPI aurait pu exercer sa compétence à l'égard de membres de l'EI originaires d'autres pays, mais elle avait estimé que l'organisation terroriste était principalement dirigée par des Irakiens et des Syriens et qu'il appartenait en premier lieu aux autorités nationales de poursuivre les crimes internationaux perpétrés par leurs ressortissants.

Avant la France, les justices de plusieurs pays européens ont déjà reconnu le génocide des yézidis. L'Allemagne a prononcé trois condamnations, la Suède une, confirmée en appel en 2025, et, pour la première fois, un djihadiste belge a été condamné, en novembre 2025, en Belgique. « Dans un contexte où la reconnaissance des crimes contre les yézidis repose

sur les juridictions nationales, ce procès s'inscrit dans l'histoire et revêt de nombreux enjeux de réparation et de mémoire. Il marque une première étape », a insisté la magistrate, alors que, selon les informations du Monde, 11 enquêtes similaires sont ouvertes à Paris, dont cinq à l'instruction.

Le génocide est défini comme un « plan concerté » visant à la « destruction totale ou partielle » d'un groupe, a rappelé la procureure. Celui des yézidis avait été, « comme au Rwanda », préparé par la propagande de l'EI décrivant les yézidis comme des « hérétiques ». Il a commencé concrètement le 3 août 2014 par l'attaque des monts Sinjar, berceau historique de cette minorité religieuse. Lors de l'assaut, les djihadistes avaient prévu des pelleteuses pour creuser les fosses communes et des camionnettes pour embarquer les captifs, préalablement triés selon leur sexe et leur âge. Autant d'éléments caractérisant l'aspect « concerté » de ce plan d'éradication.

Recours massif à l'esclavage

Près de la moitié de la population des yézidis, estimée à 1 million d'individus, vivaient à l'époque dans la région des monts Sinjar. Et peu importe que quelques milliers de yézidis aient été tués dans ce massacre, que 6 000 femmes et enfants aient été enlevés et réduits en esclavage, que plu-

sieurs dizaines de milliers de survivants aient pris les chemins de l'exode pour fuir les exécutions de masse, « le génocide n'est pas affaire de nombre, mais d'intention », a relevé la magistrate.

« Le meurtre, l'élimination physique, n'est pas son seul outil. Le viol, l'esclavage, l'emprisonnement arbitraire sont autant de moyens pour parvenir à cette fin, celle de la disparition progressive d'un peuple, physiquement ou par la disparition de sa culture. » A l'échelle d'une génération, si le pseudo-califat de l'EI avait prospéré, la culture yézidie aurait probablement disparu sur son territoire. Sous la férule djihadiste, les hommes pubères étaient exécutés ou convertis de force, les femmes et les filles réduites en esclavage et converties, les petits garçons islamisés et embrigadés.

Car l'un des aspects les plus notables de ce génocide, c'est le recours massif à l'esclavage, un esclavage particulier, fondé sur le sexe et l'âge des victimes. C'est pour ces crimes qu'était renvoyé Sabri Essid : avoir réduit à l'état d'esclaves sexuelles au moins quatre femmes identifiées par l'enquête, dont il avait également acheté les enfants, faisant en tout 15 victimes, dans le cadre d'un plan orchestré par l'EI. « C'est un homme particulièrement violent, déterminé à briser l'humanité de ses victimes, a tranché la procureure. C'est un homme qui incarne le génocide. »

« Les êtres humains deviennent des objets »

« Le califat était devenu un vaste marché d'êtres humains, a-t-elle poursuivi. Dans cette destruction programmée d'un peuple, le meurtre n'a pas été la principale méthode. Les yézidis sont devenus la propriété de l'EI. On a assisté au rétablissement des personnes-choses, les êtres humains deviennent des objets. » En séparant méthodiquement les hommes et les adolescents des

femmes et des fillettes, l'EI a, par ailleurs, entravé les naissances des yézidis, dans une « forme non létale de l'éradication d'un peuple ».

Plusieurs milliers d'enfants yézidis sont aujourd'hui toujours portés disparus, morts ou transformés en enfants-soldats. La plupart ont oublié leur identité et jusqu'à leur langue. Et, pour les femmes qui sont revenues de cet enfer, achetées, violées, battues, réifiées, les traumatismes sont incommensurables.

« La violence déchaînée devient extrême, car elle tend vers l'extrême. L'extraordinaire est banalisé et l'impunité des auteurs est assurée, a expliqué la procureure. C'est la mécanique d'un génocide. »

Cette audience a été marquée par la douleur infinie de deux anciennes esclaves sexuelles de Sabri ESSID qui sont venues témoigner à la barre, jeudi, accompagnées dans la salle par leurs enfants. **Leur souffrance était telle qu'elle est devenue**

silencieuse, impossible à mettre en mots. Après avoir prononcé son verdict, le président a tenu à dire quelques mots sur l'émotion qui a saisi les observateurs de ce procès : « Les crimes contre l'humanité sont les crimes les plus graves, les crimes des crimes. Ils atteignent les victimes, mais également l'humanité tout entière, comme cela a pu se ressentir dans cette salle d'audience. »

Le Monde 20 mars 2026

Procès du génocide des yézidis : Sabri ESSID, djihadiste français, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Pour la première fois en France, la justice s'intéressait à la reconnaissance du génocide des yézidis dans les années 2010 et sur le rôle central de ce djihadiste français dans l'horreur des crimes commis en Irak et en Syrie.

Le djihadiste français Sabri ESSID, **jugé par défaut pour sa participation au génocide de la minorité religieuse des yézidis en zone irako-syrienne** au milieu des années 2010, a été condamné vendredi 20 mars à la réclusion criminelle à perpétuité. Il a été condamné pour génocide et crime contre l'humanité. La peine est conforme aux réquisitions du parquet.

Sabri ESSID, présumé mort en Syrie où il avait rejoint les rangs de l'organisation Etat islamique (EI), a été un « maillon incontournable de la chaîne criminelle » qui a mis en œuvre la politique d'extermination des yézidis, avait déclaré plus tôt l'avocate générale Sophie Havard, demandant à la cour d'assises

de Paris de le reconnaître coupable de génocide, crimes contre l'humanité et complicité de ces crimes.

Cet homme, né à Toulouse en 1984 et connu en Syrie sous le nom d'Abou Dojanah Al-Faransi, est une figure centrale du djihadisme français, proche notamment des frères Clain, les voix de la revendication des attentats du 13-Novembre 2015 en France.

Il est accusé d'avoir participé à la « politique d'asservissement » des yézidis menée par l'EI, qui considérait les membres de cette communauté kurdophone adepte d'une religion préislamique comme des hérétiques, notamment en achetant plusieurs captives de cette communauté sur des marchés et en les soumettant à de l'esclavage sexuel, entre 2014 et 2016.

« Un homme déterminé à briser l'humanité de ses victimes »

Pendant le procès, deux femmes yézidies, dont une

victime de ses sévices sexuels, ont témoigné à la barre, racontant avec beaucoup de dignité les horreurs qui leur ont été infligées : capturées en août 2014 lors de l'attaque sur le mont Sinjar, fief des yézidis en Irak, elles ont été séparées de leur mari dont elles n'ont plus jamais eu de nouvelles – la plupart ont été tuées – et vendues sur des marchés, avec leurs enfants.

Passant de geôliers en geôliers, elles servaient d'esclaves domestiques mais aussi sexuelles, en étant violées quotidiennement. « Les violences sexuelles ont constitué une étape majeure dans la politique de destruction des yézidis », a observé la représentante du ministère public dans ses réquisitions.

S'il n'est pas reproché à Sabri ESSID « d'avoir été une tête pensante de la politique d'extermination de cette communauté », il y a « activement participé », a souligné la magistrate, estimant que cet « homme profondément vio-

lent, déterminé à briser l'humanité de ses victimes » était « un homme qui incarne le génocide ».

Le djihadiste s'était rendu début 2014 en zone irako-syrienne, où il avait été rejoint par sa femme, leurs trois enfants et le fils de cette dernière, né d'une précédente union. Il est présumé mort en 2018. Mais « des zones d'ombre persistent » sur son décès, a remarqué Sophie Havard. Lors des débats, son épouse, entendue comme témoin, a en effet émis des doutes sur sa mort.

Premier procès du genre en France

L'avocate générale a observé que la cour d'assises de Paris se prononcerait pour la première fois en France sur « l'existence de ce génocide », et qu'elle devrait faire émerger « une vérité judiciaire pour les victimes, pour la conscience universelle et pour l'histoire ». « Dans ce génocide, le meurtre n'a pas été la principale méthode », a-t-

elle expliqué. « *Plusieurs politiques se sont imbriquées* », dont « *la politique d'extermination et la politique de réduction en esclavage, qui doit aussi mener in fine à la mort* », a-t-elle détaillé.

Jeudi, M^e Clémence Bectarte, avocate des parties civiles,

avait fait part de sa « *conviction profonde* » que cette justice était « *nécessaire* », même si elle était « *imparfaite* », le procès se déroulant en l'absence de l'accusé. Pour ses clientes et pour les victimes yézidiennes en général, il était important de raconter leur histoire, « *quel que soit*

le prix, dont celui très lourd de la retraumatisation », car « *il est essentiel que les auteurs de ces crimes soient traduits en justice* », avait-elle plaidé.

Il s'agit du premier procès du genre en France. Mais plusieurs condamnations de

membres de l'Ei pour le génocide des yézidis ont été prononcées en Europe ces dernières années, la première en Allemagne en 2021, puis l'an dernier en Suède et en Belgique.

Le Monde

Ghazal Golshiri, Anne-Françoise Hivert
20 mars 2026

Iran : quatre exécutions politiques à la veille du Nouvel An iranien

En moins de deux jours, quatre hommes ont été exécutés à Téhéran par les autorités iraniennes. Trois d'entre eux étaient des personnes arrêtées lors des manifestations de janvier, tandis que le quatrième, Kourosh Keyvani, irano-suédois, a été exécuté pour « espionnage » au profit d'Israël.

A la veille de Norouz, le Nouvel An iranien, célébré vendredi 20 mars, et alors que les bombardements se poursuivent sur Téhéran et plusieurs grandes villes iraniennes, la République islamique a annoncé, jeudi, l'exécution de trois personnes arrêtées lors des manifestations de janvier et accusées du meurtre de « *deux agents de la police* ». Mehdi Ghasemi – dont l'âge reste inconnu –, Saleh Mohammadi, lutteur professionnel de 19 ans, plusieurs fois médaillé en Iran et à l'étranger, et Saeed Davoudi, 21 ans, ont été condamnés pour « *guerre contre Dieu* » (*moharebeh*) et « *actions opérationnelles en faveur du régime sioniste et des Etats-Unis* ». Il s'agit des premières exécutions liées à la dernière vague de protestations déclenchée le 28 décembre 2025 contre la vie chère, et qui s'est vite muée en contestation du régime.

Le 20 février, Amnesty International avait annoncé avoir recueilli des informations sur

au moins 30 personnes, dont deux adolescents de 17 ans, jugées après la répression de la dernière vague de contestation et risquant la peine de mort. Parmi elles figurait Saleh Mohammadi, âgé de 18 ans au moment de son arrestation, exécuté mercredi. Dès cette date, sa condamnation avait suscité de nombreuses réactions et des appels à suspendre l'exécution, y compris de la part des Etats-Unis. En vain.

« *Ces trois exécutions, en plein mois du ramadan, et alors que tout le système judiciaire est d'habitude en congés pour les festivités du Nouvel An iranien après la Fête du feu (17 mars), est très étrange*, explique, de Téhéran, un avocat iranien. *De manière générale, le message est d'instaurer la peur et la terreur. Les familles dont les enfants sont sous le coup d'une condamnation à mort sont très inquiètes* », poursuit ce fin connaisseur du système judiciaire du pays et du traitement des affaires politiques, qui réussit, quelques minutes par jour et grâce à un

VPN performant, à se connecter à Internet, malgré sa coupure depuis le début de la guerre.

La veille de ces trois exécutions, le pouvoir judiciaire iranien avait également annoncé l'exécution de l'irano-suédois Kourosh Keyvani pour « *espionnage* » en faveur d'Israël. Arrêté en juin 2025 pendant la « *guerre de douze jours* », lancée par Israël et à laquelle se sont joints les Etats-Unis, l'homme n'a jamais pu bénéficier d'un accès consulaire. A Stockholm, le 18 mars, la ministre des affaires étrangères, Maria Malmer Stenergard, a dénoncé « *une procédure [qui] n'a pas respecté les garanties juridiques* », et annoncé avoir convoqué l'ambassadeur d'Iran en poste dans la capitale suédoise. Elle a indiqué avoir appris, la veille, que l'exécution était imminente et tenté de joindre son homologue iranien, qui « *ne s'est pas montré disponible* ». Les services consulaires suédois n'ont pas été autorisés à rencontrer Kourosh Keyvani après son

arrestation. L'Iran ne reconnaît pas la double nationalité de ses ressortissants.

Situation préoccupante dans les prisons

Les militants des droits humains et les avocats contestent régulièrement les procédures judiciaires visant les personnes arrêtées lors des manifestations en Iran, dénonçant des verdicts reposant sur des aveux obtenus dans des conditions opaques, sans accès à un avocat choisi librement. La coupure d'Internet depuis le début des frappes américano-israéliennes en Iran, le 28 février, rend encore plus difficile l'accès à l'information sur les arrestations et les exécutions.

Le 19 mars, l'Organisation des droits humains en Iran a déclaré, dans un communiqué, être « *extrêmement préoccupée par les exécutions massives de manifestants et de prisonniers politiques dans le contexte de la guerre* ». Selon elle, « *ces exécutions visent à semer la*

peur et la terreur, car la République islamique sait que sa principale menace vient du peuple iranien, qui réclame des changements fondamentaux ».

Depuis le début du conflit, les agences de presse officielles rapportent presque quotidiennement l'arrestation de dizaines, voire de centaines, de citoyens, accusés notam-

ment de « collaboration avec l'ennemi » ou d'« envoi d'images et d'informations à des médias hostiles liés à Israël ».

Dans les prisons, la situation est particulièrement préoccupante, notamment pour les détenus condamnés à mort, comme le médecin irano-suédois Ahmadreza Djalali, incarcéré depuis 2016 et

condamné pour « espionnage », ce que sa famille conteste. Son épouse, Vida Mehrannia, contactée par *Le Monde*, a pu lui parler brièvement au téléphone, le 13 mars : « La situation est très difficile pour les Iraniens, mais elle l'est encore plus en prison, où la nourriture manque et où de nombreux gardiens sont partis », explique-t-elle. Les détenus en-

tendent les explosions au loin. Très critique envers les autorités suédoises, elle estime que leur réaction est insuffisante : « Convoquer l'ambassadeur et condamner l'exécution ne suffit pas. C'est ce que la Suède avait déjà fait en 2023, sans aucun effet sur les autorités iraniennes, qui ont recommencé. »

The New York Times

Ben Hubbard and Safak Timur
Visuals by Rena Effendi
March 21, 2026

With Fire and Song, Kurds in Turkey Hail the Start of Spring

The Newroz holiday comes at a critical time, as Kurds in Turkey push for peace while their brethren in Syria and Iran fear further conflict

Flames from a giant bonfire rose toward the sky. The ground rumbled underfoot as men pounded drums and women and men clasped hands and line danced to the beat.

Surrounded by tens of thousands of people who had braved rain, mud and multiple police pat-downs to celebrate the Kurdish holiday of Newroz in the city of Diyarbakir in south-eastern Turkey on Saturday, a former teacher waxed poetic about the day's importance.

"Just as the heart pumps blood to the body to keep humans alive, Newroz pumps blood — freedom, peace and national unity — into the hearts of the Kurds," said the teacher, Mehmet Sahin, 58.

Newroz is the Kurdish version of an ancient holiday that is celebrated in different ways across parts of Asia, the Caucasus and the Balkans, and by diaspora communities from the region in Europe and the United States.

Known as [Nowruz](#) in [Persian](#) and [Nevruz](#) in [Turkish](#), it marks the start of spring in

the northern hemisphere.

For the Kurds, who form a sizable ethnic minority in Turkey and the neighboring Middle Eastern countries, it is the year's most important holiday, its celebration intertwined with cultural identity and politics.

Kurds celebrating Newroz donned traditional clothes or wore red, yellow and green, the colors of the Kurdish flag.

Many in the crowd on Saturday sported traditional Kurdish clothes not often seen in Turkish cities. Men donned army-green jumpsuits with baggy pants and wide, embroidered belts. Women wore flowing dresses with bright, flowery patterns. Seemingly ever-present were scarves and braided headbands in red, yellow and green — the colors of the Kurdish flag.

As Kurdish politicians gave speeches amid the music and dancing, a huge tepee of logs was set alight, a key Newroz tradition. From the stage, a woman read a message from prison from [Abdullah Ocalan](#), the founder of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which

for four decades fought a bloody insurgency against the Turkish state.

Turkey, the United States and the European Union consider the P.K.K. a terrorist organization, largely because of attacks that killed Turkish security forces and civilians. The group announced last year that it was disbanding as part of a new peace process.

Traces of the Turkey-P.K.K. conflict dotted the celebration. Reaching the heavily guarded park where the festivities took place required passing through two security checks, and police officers filmed everyone who entered.

Inside, people waved flags bearing Mr. Ocalan's face and carried posters of male and female militants killed in the conflict. Also common were photos of [Selahattin Demirtas](#), a prominent Kurdish politician who has been detained since 2016 on numerous charges, including terrorism and insulting President Recep Tayyip Erdogan. Rights groups have called his detention [politically motivated](#).

Kurds danced, waved flags and held up pictures of imprisoned political leaders during a Newroz celebration.

"Newroz means more than just the arrival of spring," said Bahar Yildirim, 38, who was leading her mother toward the celebration on Saturday. "It means life and the struggle of the Kurdish people."

Her brother, a militant, had been killed in 2006 at age 21, she said, adding that the holiday also commemorated people like him.

"Kurds gave their lives just to say 'I exist, with my country and my language,'" she said.

This year's holiday came as Kurds in different countries found themselves once again embroiled in the region's conflicts.

As the United States and Israel wage war on Iran, the United States is considering backing Kurdish militants to [fight the Iranian government](#). In Syria, the United States [recently abandoned](#) a Kurdish-led militia that had been its closest ally during

the fight against the jihadists of the Islamic State.

In Turkey, Kurds are waiting to see how they might benefit from the government's peace process with the P.K.K. The Turkish government has long held that the country's Kurds have the same rights as all Turkish citizens. But it has refused to recognize them as a separate ethnic group and to deem Kurdish an official language.

In a video message on Saturday, Mr. Erdogan said he hoped that the holiday and the spring weather to follow would "carry hope to our hearts, calm to our societies and peace to our world."

Some women wore traditional, brightly colored dresses for the Newroz celebration.

He sent holiday greetings to people in 10 different countries and territories, naming them one by one. He did not mention the Kurds.

The Kurds' complicated place in the region is a product of history. In the early 20th century, world powers promised them a state in the Middle East, but left them out when new national borders were drawn after World War I.

Now estimated at 40 million people, the Kurds are one of the world's largest contiguous ethnic groups without their own country. They mostly live in the border regions of Iran, Iraq, Syria and Turkey. Over the decades, they have suffered discrimination and government efforts to suppress their culture, language and traditions. Various Kurdish groups have also launched efforts — armed or otherwise — to achieve independence or greater autonomy.

Flames from a giant bonfire during a celebration of the Kurdish holiday of Newroz on Saturday.

That past gives Kurds in differ-



Kurds celebrating Newroz, an ancient holiday that marks the start of spring in the northern hemisphere, in Diyarbakir, Turkey.

ent countries a sense of shared destiny.

Kurds in Turkey "feel directly" what happens to their brethren in Iran and Syria, Tuncer Bakirhan, the co-chairman of Turkey's largest pro-Kurdish political party, said in an interview.

"The Kurdish issue has been left without a solution for the last 100 years," he said. "Now, in each country, Kurds should embrace their democratic rights and freedoms."

More than 40,000 people, most of them civilians, have been killed since the start of the Turkey-P.K.K. conflict in the mid-1980s. Mr. Ocalan, the P.K.K.'s founder, initially sought to achieve an independent Kurdish state but later shifted his focus toward expanding Kurdish rights inside the countries where Kurds live.

Participants waved flags and hung banners showing Abdullah Ocalan, the imprisoned founder of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K.

A rally organized by a pro-Kur-

dish political party on the eve of Newroz in Diyarbakir, Turkey.

The new peace process began last year. In February, Mr. Ocalan, who has been held in an island prison in the Sea of Marmara south of Istanbul for more than two decades, [called on the P.K.K. to disarm](#), saying that its armed struggle had outlived its purpose. In May, the group announced that it would [disband](#).

The process has moved slowly since.

Mr. Erdogan and his allies have emphasized the importance of the group's dissolution in order to free Turkey from terrorism and strengthen it against regional turmoil.

The Kurds say that the government must make concessions too, including recognizing Kurdish culture, permitting Kurdish-language education and releasing people detained during the conflict.

A woman walking near the ancient city walls of Diyarbakir, Turkey.

Mr. Bakirhan, the pro-Kurdish party co-chairman, said his constituents often ask when their detained relatives will be released and when Kurds who went into exile to avoid prosecution will be able to return.

"The answers to those questions don't belong to us," he said. "The government should answer them."

Many people at Saturday's celebration expressed cautious optimism that the peace process would move forward this year.

"The Kurdish side did what they have to do, but we haven't seen anything from the other side yet," said Enver Yildirim, a municipal worker who had come to celebrate with his wife and their two daughters, ages 12 and 14.

"They have to have the consciousness," he said of why he had brought his daughters. "They need to know their history so that they can build their future."

Les Kurdes fêtent Norouz en rêvant de liberté et d'unité

À l'occasion du Nouvel An perse, de nombreux kurdes ont convergé vers le village d'Aqra (nord de l'Irak), malgré la guerre qui fait rage dans la région.

Dans l'une des rues abruptes qui courent entre les maisons habillant le flanc de montagne, une poignée de gamins tirent des feux d'artifice, hilares. Leurs munitions épuisées, ils redescendent sur la place principale d'Aqra afin de refaire leurs stocks auprès de vendeurs accroupis derrière une caisse en plastique retournée faisant office de stand.

Des hommes vêtus de salwar, la tenue traditionnelle des hommes kurdes, entament un dabke sur la chaussée trempée, finissant d'obstruer la circulation des centaines de voitures qui affluent vers Aqra à l'occasion de Norouz, le Nouvel An perse. Ce village du nord de l'Irak en est devenu la « capitale » car des célébrations ont continué à y être organisées sous l'ère de Saddam Hussein, malgré l'interdiction du régime.

Barfin Hajje Mustafa a revêtu pour l'occasion une robe couleur de feu. « Norouz est très importante, c'est la fête des Kurdes », entame-t-elle pour justifier son déplacement depuis la ville turque de Diyarbakir. Les Kurdes, qui composent une minorité ayant ses propres traditions, sont répartis entre la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie. « C'est plus facile de venir à Aqra car chez nous, nous pourrions avoir des problèmes si on célébrait comme ça », souffle la trentenaire.

Un peu plus haut, Jîhad Farho observe le flot continu de keffieh et de chevelures décorées de bijoux dorés qui



Des milliers de Kurdes originaires de Turquie, d'Iran, de Syrie et d'Irak se sont rassemblés dans le village d'Aqra, au Kurdistan irakien, pour célébrer Norouz, le Nouvel An perse. Cette année, la principale fête kurde s'est déroulée en comité réduit à cause de la guerre et les festivités ont été limitées pour des raisons sécuritaires (Aqra, le 20 mars 2026). Pauline Gauer

convergent vers le sommet de la montagne. « Nous sommes opprimés en Turquie, en Syrie, en Iran. Norouz est un jour spécial pendant lequel nous pouvons enfin revendiquer nos droits et nous montrer », se félicite l'homme de 24 ans, originaire d'Erbil. À ses côtés, son ami Mohammed Samad acquiesce. « Ils nous séparent, mais dans notre cœur, nous ne sommes qu'un peuple », scande-t-il. Dans la foule, un homme brandit un drapeau sur lequel est inscrit « 2 + 2 = 1 », référence à l'unité dont rêvent les Kurdes.

Ce vendredi 20 mars, les rues d'Aqra sont beaucoup moins bondées qu'à l'accoutumée. Beaucoup n'ont pas fait le déplacement en raison de la guerre qui oppose l'Irak à Israël et aux États-Unis et du risque d'attaques par Téhéran dans la région. Mais les Kurdes présents évacuent la question de la peur. Ils préfèrent répéter qu'ils voient dans

cette nouvelle année l'aube de changements historiques.

En fin d'après-midi, les milliers d'entre eux s'égrenent le long du sentier en attendant le passage de la traditionnelle procession de torches, chargée d'allumer un brasier au sommet de la montagne qui domine Aqra. C'est pour eux le symbole de la victoire de la liberté sur la tyrannie. « Ce Norouz, ça va fonctionner, prophétise Saria Sharifi, en attendant l'arrivée du feu. Nous sommes persuadés que les Kurdes du Rojhelat (nom de la région kurde d'Irak, NDLR) vont être libérés avec cette guerre. Vous voyez ce qu'il s'est passé en Syrie ? Les Kurdes vont mettre en place exactement la même chose (référence à l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie, mise en place en 2016, NDLR). »

La Kurde est originaire de Sanandadj, en Iran, où vivent encore ses parents et ses

frères et sœurs. « J'ai peur pour eux en raison des bombardements quotidiens sur la ville », confie-t-elle malgré son enthousiasme premier. En Iran, les civils ne célèbrent pas Norouz alors que les frappes américaines et la répression du régime se poursuivent – 1 500 civils ont été tués depuis le début de la guerre, selon la Human Rights Activists News Agency.

Dans l'obscurité naissante, les torches illuminent les collines environnantes telles des lucioles. La procession s'élance vers le sommet tandis que les feux d'artifice inondent le ciel. Au même moment, le tonnerre qui résonne fait sursauter un groupe de jeunes hommes. Ils lèvent les yeux vers le ciel afin de vérifier l'origine du bruit, réflexe acquis au fil des trois dernières semaines de bombardements. Sur leur visage, leur inquiétude éphémère rappelle que la guerre n'est pas loin.

Guerre en Iran : « La Royal Navy britannique est très démunie, plus que la marine française »

Le chercheur spécialiste des questions de défense britannique Jack Watling revient, dans un entretien au « Monde », sur les premiers enseignements du conflit au Moyen-Orient, qui met en lumière les faiblesses des forces armées du Royaume-Uni.

Jack Watling est directeur de recherche au Royal United Services Institute (RUSI), le plus ancien des groupes de réflexion britanniques spécialisés dans les questions de défense. Il est l'auteur d'un ouvrage paru le 19 mars (*Statecraft : The New Rules of Power in a Divided World*, éditions Pan Macmillan, non traduit), qui analyse les nouvelles règles de la guerre à l'heure de l'intelligence artificielle et des drones.

Quelles sont les options pour rouvrir le détroit d'Ormuz ?

Il y en a trois. La première consiste à imposer aux Iraniens un coût [*militaire et civil*] tel qu'ils jugent inutile de poursuivre leurs attaques contre la marine marchande, en détruisant une partie de leurs infrastructures pétrolières et gazières. Cette stratégie a fonctionné avec les houthistes, en 2025, quand les Etats-Unis ont concentré leurs attaques contre leur commandement. Ils conservaient la capacité d'attaquer les navires, mais ils ont estimé que le jeu n'en valait plus la chandelle. Le problème est que l'Iran souhaite rétablir sa capacité de dissuasion et est donc prêt à encaisser de lourdes pertes.



Le destroyer « HMS Dragon » de la Royal Navy, le jour de son départ pour la Méditerranée orientale. Il doit renforcer les défenses britanniques dans la région. A Portsmouth (Grande-Bretagne), le 10 mars 2026. CHRIS SELLARS/UK MOD CROWN VIA REUTERS

La deuxième option, ce sont des opérations terrestres pour s'emparer des îles bordant le détroit d'Ormuz, mais aussi de certains points le surplombant. Cela nécessite une campagne de frappes de grande envergure, avec des pertes américaines à la clé. Cela paraît politiquement inacceptable aux Etats-Unis. La troisième option consiste à poursuivre la campagne aérienne contre l'Iran pour réduire suffisamment la menace qu'il représente et que l'US Navy puisse escorter les navires commerciaux dans le détroit. Mais ce dernier ne pourra pas

rouvrir complètement, faute de moyens pour escorter suffisamment de navires, et la navigation restera menacée.

Qu'en est-il de l'option diplomatique ?

La désescalade est possible, à condition que les Etats-Unis estiment pouvoir crier victoire, en disant par exemple avoir détruit toute la capacité de production de missiles balistiques et de lanceurs iraniens, et que les Iraniens pensent avoir réinstallé assez de pouvoir de dissuasion pour prévenir une autre attaque

américaine. Dans tous les cas, on parle d'une guerre durant encore plusieurs semaines, voire plusieurs mois. L'impact économique mondial sera donc considérable, les dommages causés aux infrastructures énergétiques dans le Golfe risquant d'être permanents.

Pensez-vous que les Européens peuvent rester à l'écart de cette guerre, compte tenu des enjeux économiques ?

Les Européens compliqueraient les opérations de commande et de contrôle s'ils envoyaient des navires

pour aider à la réouverture du détroit d'Ormuz, sans compter qu'ils ne disposent pas de capacités navales plus grandes que l'US Navy. Les Etats-Unis réclament une aide navale européenne pour une seule raison : limiter leurs propres pertes. Nous nous efforçons de protéger nos partenaires du Golfe et nos infrastructures militaires *[les bases britanniques de Chypre]*. Le Royaume-Uni va aussi collaborer avec les Etats du Golfe pour renforcer leur défense aérienne. Je suis sûr que la France et l'Allemagne souhaiteront aussi s'engager dans cette voie. Quant à la proposition du président Macron d'offrir une escorte aux navires commerciaux une fois un cessez-le-feu signé, je ne vois pas son intérêt. A qui cela sert-il de protéger les convois quand ils n'en ont plus besoin ?

Quel est l'état de la Royal Navy britannique, alors qu'il lui a fallu dix jours pour préparer un destroyer, le HMS « Dragon », et l'envoyer en Méditerranée, après l'attaque de drone iranienne contre la base britannique d'Akrotiri, à Chypre ?

Envoyer le HMS *Dragon* sur place n'a pas de sens, c'est un gâchis de ressources militaires, surtout quand la Royal Navy en manque tant. C'est un geste politique, surtout destiné à dire aux Britanniques que le gouvernement agit. La Royal Navy est très démunie, plus que la marine française. Pour faire des économies à court terme, les gouvernements britanniques successifs ont réduit l'importance des commandes *[de renou-*

vellement de la flotte] et ont prolongé les délais de livraison : le coût unitaire *[par nouveau navire]* n'a pas cessé d'augmenter, car il faut maintenir les ingénieurs et les chaînes de production.

Par ailleurs, la durée de service de la flotte a été prolongée, mais, avec des bateaux de plus en plus coûteux à maintenir en état, nous en arrivons à un point où de nombreux navires ne sont pas opérationnels. Nous n'avons pas suffisamment d'avions pour que des groupes aéronavals puissent opérer, nous n'avons pas la capacité d'escortes nécessaires pour assurer leur sécurité. Le *Charles-de-Gaulle* est un porte-avions performant : la France n'a pas commis nos erreurs. Elle n'a pas été meilleure sur le plan opérationnel, mais, en matière de politique militaro-industrielle, elle a fait preuve de plus de prudence et de rigueur que le Royaume-Uni.

Peut-on déjà tirer des leçons de cette guerre ?

Honnêtement, bien des leçons auraient pu être tirées avant. Les Etats du Golfe sont très préoccupés par les drones. Nous savons depuis des années comment les contrer. Les Ukrainiens en neutralisent des centaines par jour. Il y a le précédent des attaques de drones, en 2019 *[revendiquées par les houthis]*, contre les sites énergétiques de Abqaiq et Khurais *[en Arabie saoudite]*. Nous aurions pu mettre en place l'infrastructure nécessaire au Moyen-Orient. Il s'agit de déployer les capteurs, le système de commandement et de

contrôle, ainsi que les intercepteurs indispensables. **Pour le conflit en Ukraine, quelles sont les conséquences à redouter de la guerre en Iran ?**

Les Etats européens risquent d'avoir à subventionner les hausses des prix de l'énergie, ce qui limitera potentiellement leurs aides à l'Ukraine. Celle-ci pourrait avoir des difficultés à se procurer certains types d'armements, comme les intercepteurs Patriot, en raison de la menace persistante dans le Golfe. Mais, en parallèle, ce nouveau conflit offre des opportunités à Kiev : jusqu'à présent, sans se montrer délibérément hostiles, les Etats du Golfe ont facilité le contournement des sanctions par la Russie et n'ont pas aidé financièrement l'Ukraine.

Si les Russes fournissent des drones aux Iraniens, les Etats du Golfe pourraient accepter l'aide ukrainienne pour s'en protéger. A court terme, les capacités ukrainiennes seront détournées de leur propre défense, mais, à moyen terme, c'est un soutien venu du Golfe qui aiderait considérablement les Ukrainiens.

Où en est le Royaume-Uni de sa réflexion sur la nécessité d'être moins dépendant des Etats-Unis, notamment pour sa dissuasion nucléaire ?

Le risque, si nous nous lançons dans le développement d'une dissuasion autonome, c'est que cela irrite les Américains et précipite la rupture de la « relation spéciale » entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Sans parler du fait

que la dissuasion nucléaire britannique absorbe déjà 20 % des budgets militaires : pour la rendre plus indépendante, il faudrait passer à 30 % du budget, à un moment où nous devons investir dans bien d'autres aspects de notre défense, et alors que les impôts sont déjà historiquement hauts, tout comme la dette publique. On verra dans le plan d'investissement pour la défense *[qui doit être publié au printemps]* si le gouvernement britannique entend vraiment aller vers plus d'autonomie.

Ce plan d'investissement devait être publié avant Noël 2025 : pourquoi a-t-il pris tant de retard ?

C'est très simple : il est coincé tant que Downing Street et le Trésor n'ont pas trouvé d'accord. Le gouvernement assigne des missions aux forces de défense et de sécurité qui nécessitent bien davantage de moyens que ceux dont elles disposent – *[le budget de la défense reste à environ 2,3 % du produit intérieur brut et, selon les médias britanniques, il manque 28 milliards de livres sterling (32 milliards d'euros) d'ici à 2030 pour financer tous les programmes militaires]*. Le Trésor dit que les fonds nécessaires ne peuvent venir que de deux sources : il faut soit réduire les aides sociales, soit en finir avec le *triple lock* *[garantissant que les retraites progressent d'au moins 2,5 % par an ou autant que l'inflation]*. Pour le gouvernement Starmer, le choix est difficile et demande du leadership politique.

L'Iran prêt à poursuivre l'escalade militaire après trois semaines de guerre

Téhéran a franchi un nouveau palier, samedi, en visant la base américaine de Diego Garcia, à plus de 4 000 kilomètres de ses côtes, puis en tirant un missile sur la ville israélienne de Dimona, proche d'un réacteur nucléaire et d'un important centre de recherche.

Le régime de Téhéran a démontré, samedi 21 et dimanche 22 mars, sa volonté de poursuivre l'escalade, alors que la guerre lancée par les Etats-Unis et Israël en Iran est entrée dans sa quatrième semaine. Malgré plus de 1 500 frappes menées sur son territoire depuis le début de l'opération « Fureur épique », et des dommages chaque jour plus colossaux sur son arsenal de missiles et son industrie militaire, le week-end a été marqué par l'affichage de sa capacité de nuisance.

Samedi, l'Iran a ainsi osé franchir un nouveau palier, en tirant pour la première fois deux missiles balistiques à plus de 4 000 kilomètres de ses côtes. Ils visaient [Diego Garcia](#), une île située au milieu de l'océan Indien et l'une des principales bases arrière des Etats-Unis pour leurs opérations au Moyen-Orient et dans l'Indo-Pacifique. Selon des sources officielles américaines, l'un de ces missiles a perdu sa trajectoire en vol et le second a été intercepté.

Si la frappe iranienne ne représentait qu'une menace fort hypothétique, elle constitue toutefois une surprise stratégique, Téhéran ayant toujours affirmé que son programme balistique ne comportait pas de vecteurs d'une portée de plus de 3 000 kilomètres. Des dénégations auxquelles les Occidentaux accordaient peu de crédit, mais qui n'avaient jamais été contredites jusqu'à

présent par des tirs opérationnels. Cette limite de portée avait été édictée par le [Guide suprême, Ali Khamenei, tué dans une frappe israélienne le 28 février](#). Ces missiles pourraient être de type Khorramshahr-4, des vecteurs que l'Iran avait dévoilés en 2023 mais qui n'étaient pas considérés comme opérationnels jusqu'ici.

« Il s'agit d'une démonstration de force, d'un signal politique montrant que l'Iran a encore des capacités "secrètes" – pour le grand public, en tout cas. Mais l'intérêt militaire à proprement parler est assez limité », selon Etienne Marcuz, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique et spécialiste de ce type d'armement. Pour atteindre une telle distance, les missiles iraniens ont sans doute dû être « allégés », avec une charge explosive moindre, ce qui a réduit d'autant leur précision, estime-t-il. *« Ils ne constituent pas une véritable menace autre que psychologique »,* a-t-il précisé sur le réseau social X.

La confirmation de l'existence de ces missiles est indirectement un coup de pression sur les Européens. Même s'il n'est pas partie prenante au conflit à ce stade, l'ensemble du Vieux Continent est désormais officiellement à portée de l'arsenal iranien, alors que les capacités de défense antimissiles européennes sont inégales et très dépendantes de celles des Américains, cer-

taines sous commandement de l'OTAN.

Détermination du régime iranien

Durant le week-end, l'Iran a aussi, à plusieurs reprises, cherché à jouer avec la dialectique nucléaire. D'abord en annonçant, samedi, que l'un de ses principaux sites d'enrichissement d'uranium, Natanz, avait été touché par une frappe – ce que n'ont pas confirmé les Israéliens et les Américains. Ensuite, en « [ri-postant](#) » contre la ville israélienne de Dimona, proche d'un réacteur nucléaire et d'un important centre de recherche. Le missile iranien est tombé à environ 13 kilomètres du site, sur des immeubles d'habitation. On dénombre une dizaine de blessés sérieux. A Arad, à une trentaine de kilomètres de Dimona, une autre frappe iranienne a blessé une centaine de personnes, samedi soir.

Cette démonstration iranienne semble avoir visé à contrecarrer la volonté affichée, le 20 mars, par le président américain, Donald Trump, de « [réduire la voilure](#) ». Elle souligne aussi la détermination du régime, qui perçoit autant cette guerre comme un risque existentiel que comme une occasion de se fortifier. La République islamique serre ainsi les rangs à l'intérieur. Elle cherche également à imposer un nouveau rapport de force régional, en s'arrogeant les clés du [détroit d'Ormuz](#), nœud

du commerce maritime mondial, maintenu en bonne partie à l'arrêt.

Dès samedi, [Donald Trump a répliqué en posant un nouvel ultimatum à Téhéran](#). Il a menacé d'« [anéantir](#) » les centrales énergétiques du pays si l'Iran ne rouvrait pas pleinement le détroit avant lundi 23 mars au soir. L'ambassadeur américain à l'ONU, Mike Waltz, a précisé, dimanche, sur la chaîne Fox News, que Washington ne permettrait pas à l'Iran « [de tenir l'approvisionnement énergétique ou l'économie mondiale en otage](#) ».

Téhéran s'est empressé de rappeler que de telles frappes sur des infrastructures civiles essentielles constitueraient, de son point de vue, un « [crime de guerre](#) ». « [Attaquer les infrastructures vitales d'une nation, c'est menacer directement son peuple, et cela représente une violation claire des principes humanitaires et du droit international](#), a affirmé le vice-président iranien, Mohammad Reza Aref, qui a survécu à un bombardement israélien, début mars. [Une telle attaque contre les infrastructures de l'Iran créera de vastes panses de courant dans la région.](#) »

« Etat de menace permanente »

Un communiqué des forces armées iraniennes a détaillé ce message, dimanche, en promettant une riposte contre

des installations énergétiques et de télécommunication en Israël, et en menaçant de frappes similaires les monarchies du Golfe, dont les centrales électriques alimentent des bases américaines. Téhéran a menacé, au passage, de « fermer » complètement le détroit d'Ormuz au trafic maritime, sans toutefois préciser les moyens auxquels il aurait recours pour y parvenir.

Les Emirats arabes unis ont pris la mesure de cette annonce, en prévenant que Téhéran ne pouvait sortir de la guerre en s'arrogeant durablement les clés de leurs exportations pétrolières. Dès samedi, le principal conseiller diplomatique de l'Etat émirati, Anwar Gargash, a ainsi jugé « inconcevable » que l'Iran établisse « un état de menace permanente » sur le Golfe. Il a exclu que ce conflit puisse se résoudre « par un simple cessez-le-feu », décrété par

Donald Trump, lorsque l'administration américaine jugerait le moment venu.

Depuis le début de la guerre, l'Iran a autorisé le passage de certains pétroliers de pays clients, dont la Chine, l'Inde et le Pakistan. Le Trésor américain s'est, pour sa part, trouvé contraint, samedi, de lever ses sanctions sur quelque 140 millions de barils de pétrole iranien déjà en mer, en cours de livraison. Cette mesure, censée atténuer les effets de la guerre sur les cours du brut, permet à l'Iran d'augmenter le prix de ses ventes, selon Richard Nephew, expert des sanctions américaines à l'université Columbia – et, pourquoi pas, d'exiger d'être payé pour une fois par des canaux légaux.

En poursuivant l'escalade, Téhéran cherche à dessiner un après-guerre un peu moins à son désavantage, tout en espérant limiter le risque d'une

nouvelle opération israélienne à moyenne échéance. Selon Hamidreza Azizi, chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin, l'Iran observe ainsi avec attention l'envoi, à bord de groupes amphibies, de quelque 4 000 marines américains qui pourraient s'en prendre à ses îles dans le golfe Persique et à ses capacités militaires discrètement disséminées sur sa côte sud, capables de menacer encore le trafic maritime.

Pourquoi les journalistes du « Monde » ne peuvent pas être en Iran

La couverture éditoriale des événements en cours en Iran, depuis les premières frappes américano-israéliennes du 28 février, est particulièrement difficile. Comme lors des précédents conflits survenus ces derniers mois entre le régime iranien d'un côté et Israël et les Etats-Unis de l'autre, *Le Monde* ne peut être présent

sur place. Depuis juin 2021, date des derniers reportages réalisés en Iran par l'un des journalistes du service International à l'occasion de l'élection présidentielle, nos demandes de visas ont été refusées ou n'ont pas été prises en compte par les autorités de Téhéran. Les entretiens et témoignages sont donc recueillis de Paris par téléphone ou en visio, et les informations en sources ouvertes vérifiées et validées par nos journalistes spécialisés. Nous documentons aussi la situation par le biais d'images satellites et la vérification des vidéos amateurs tournées sur place. Depuis les manifestations antigouvernementales de janvier et la répression massive à laquelle elles ont donné lieu, ce travail est rendu encore plus complexe par la coupure, totale ou très large, d'Internet et des communications sur place, décidée par les autorités iraniennes.



23 mars 2026

Iran : de Khamenei à Larijani, les assassinats ciblés pour décapiter le régime des mollahs

Alors que la guerre est entrée dans sa troisième semaine, onze dignitaires, dont le Guide suprême Ali Khamenei, ont été éliminés par la coalition américano-israélienne. Bilan de l'état du pouvoir iranien en infographie.

L'assassinat le plus spectaculaire sera intervenu au premier jour de la guerre lancée par les Américains et les Israéliens. En frappant et tuant, le samedi 28 février, le Guide

suprême iranien Ali Khamenei, au pouvoir depuis trente-sept ans, Washington et Tel-Aviv espéraient décapiter le régime islamique iranien et entraîner sa chute rapide. Cela n'a pas été le cas. Alors que la guerre est entrée dans sa troisième semaine, l'Iran continue à rendre coup pour coup. Dans une volte-face inattendue, le président américain a annoncé ce lundi de « très bonnes et productives discussions » avec le régime iranien pour mettre fin à la guerre.

Pourtant, depuis le 28 février et Ali Khamenei, les frappes ciblées israélo-palestiniennes ont tué pas moins de dix autres personnalités du régime, dont certaines qui opéraient à des postes clés, comme Mohammad Pakpour, commandant en chef des Gardiens de la révolution ou Ali Larijani, chef du Conseil suprême de sécurité. Mais le régime est conçu de telle sorte que chaque poste est remplacé immédiatement ou presque. Même si, depuis l'as-

sassinat d'Ali Larijani, une certaine fébrilité flotte autour de la question de qui dirige vraiment le pays aujourd'hui. Mojtaba Khamenei, fils d'Ali, a bien été désigné Guide suprême comme remplaçant de son père, mais il n'est pas apparu en public depuis le début de la guerre. Des rumeurs le disent grièvement blessé, voire mort.

The New York Times March 23, 2026

Trump Says U.S. Is Negotiating End to War, but Iranians Push Back

“Very, very strong talks,” President Trump claimed. Fake news, replied an Iranian parliamentary leader.

President Trump said on Monday that the United States and Iran were negotiating a “total resolution of our hostilities in the Middle East,” backing away from his threats over the weekend to attack Iranian power plants.

Mr. Trump said Jared Kushner, his son-in-law, and Steve Witkoff, one of his most senior advisers, were leading the talks.

“We have had very, very strong talks,” Mr. Trump told reporters on Monday. “We’ll see where they lead. We have major points of agreement.”

The prospect of negotiations to end the war launched by the United States and Israel on Feb. 28 sharply reversed some of the steep declines in global financial markets. But Iran publicly denied that negotiations were taking place, with the speaker of Iran’s Parliament taking to social media to call it fake news.

Still, according to four Iranian officials and an Iranian diplomat, Tehran and Washington have been exchanging messages through intermediaries about de-escalating the conflict, though the messages appeared to be short of negotiations. The talks aimed to avert attacks on critical energy infrastructure. Three officials said Iran’s foreign minister, Abbas Araghchi, and Mr. Witkoff had spoken on the phone in recent days in what were described as preliminary discussions.

Mr. Trump’s dizzying fluctu-

ations in recent days have raised many questions about whether an end to the war might truly be at hand and if the blockage of oil shipments that have [rocked the global economy](#) will be resolved.

With the war now in its fourth week, Iran’s main leverage in the conflict remains oil. Its price has risen more than 50 percent since late February, amid a de facto Iranian stranglehold on the critical Strait of Hormuz in the Persian Gulf. The International Energy Agency, which was created by industrialized economies in the 1970s to confront disruptions to the supply of oil, said on Monday that the oil shock had led to greater daily losses of oil supply than in 1973 and 1979 combined.

Iran’s Fars news agency reported late on Monday that shipping through the Strait of Hormuz, the choke point for oil, gas and fertilizer exports, remained very limited, with only a small number of vessels, mainly from China and India, transiting.

On the ground in the Iranian capital, Tehran, there was no letup in the war, with Iranians who were able to connect to the internet reporting intense and terrifying strikes. “If you knew how it hit just now,” posted one resident, Mitra Shahsavand, adding that “the earth and sky shook.”

Israel reported that its fighter jets had carried out a “wide-scale wave” of attacks in the “heart of Tehran.”

On Monday night, Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel said that he had spoken with Mr. Trump and that the American president believed it was possible to “leverage” the allies’ military gains to “realize the objectives of the war in an agreement.”

Mr. Netanyahu said that Israel was continuing its campaign of targeted killings in Iran, which had already hit some of the country’s most senior leaders. “Just a few days ago, we eliminated two more nuclear scientists — and we are still active,” he said.

Mr. Trump declined to disclose whom the United States was communicating with in Iran, except to say that it was not the newly anointed supreme leader, Ayatollah Mojtaba Khamenei. Mr. Trump said he was demanding an end to Iranian nuclear enrichment and to the country’s uranium stockpiles that could be used to one day make a bomb.

Multiple officials from Iran denied that the country had held direct talks with the United States, although some conceded or left open the possibility that it had been passing messages through intermediaries.

The spokesman for Iran’s foreign ministry, Esmail Baghaei, said Iran had held no direct talks with the United States during the entire conflict. The speaker of the Iranian Parliament, Mohammad Bagher Ghalibaf, said on X

that claims of negotiations were being used to “manipulate the financial and oil markets and escape the quagmire in which the US and Israel are trapped.”

But Iran’s state-run Mizan news agency said there had been regional initiatives aimed at reducing tensions. And the foreign minister of Oman, which has frequently mediated between the United States and Iran, [said on social media](#) shortly before Mr. Trump’s announcement that Oman was working to establish “safe passage arrangements for the Strait of Hormuz.”

It was unclear whether Israel was involved in the negotiations or would be bound by any agreement. Mr. Trump said that Israel was going to be “very happy with what we have,” adding that U.S. officials had just discussed the talks with Israeli counterparts.

Prime Minister Keir Starmer of Britain told senior lawmakers on Monday that his government was aware of talks between the United States and Iran. The priority, he said, is to achieve “a negotiated agreement which puts tight conditions on Iran particularly in relation to nuclear weapons.”

Mr. Starmer said that he hoped for a swift end to hostilities but that Britain had “to plan on the basis there may not be.”

Mr. Trump threatened on Saturday to bomb Iranian power plants in 48 hours unless

Tehran agreed to fully reopen the Strait of Hormuz. On Monday, he promised a five-day moratorium on any U.S. attacks on Iranian energy sites, but did not promise a broader cease-fire.

By the end of Mr. Trump's ex-

tended deadline, 2,200 Marines will have arrived in the region. That will give Mr. Trump more options for the blockaded strait — but also raise the risk of further escalation. Marine Expeditionary Units are capable of rapidly putting detachments

of troops and vehicles on the ground, conducting counter-drone operations and escorting tankers and other commercial ships, according to experts.

An additional 2,500 Marines aboard three warships are

also heading to the Middle East from the 11th Marine Expeditionary Unit based at Camp Pendleton, Calif. They will join more than 50,000 American troops in the region.



23 mars 2026

Guerre au Moyen-Orient: en Iran, le difficile décompte des victimes civiles

La population iranienne est prise en étau entre répression et bombardements israélo-américains. Selon les enquêteurs mandatés par l'ONU des hôpitaux, des écoles et des zones résidentielles auraient été touchées. Mais comment documenter les faits face à la répression et à la coupure d'internet ? L'ONG Human Rights Activist in Iran comptabilise au moins 1 400 victimes civiles, dont 214 enfants. Mais là encore émettre un chiffre précis est compliqué, comme l'explique la directrice adjointe de l'ONG, Skylar Thompson.

RFI : Aujourd'hui internet est coupé en Iran et la répression rend difficile le partage d'informations et de preuves depuis l'Iran vers l'étranger. Comment arrivez-vous à présenter un bilan de l'agression américano-israélienne en Iran ?

Skylar Thompson : Nous faisons ce type de travail depuis plus de 20 ans. Nous avons donc une équipe solide formée à la documentation des droits humains, et des spécialistes du droit humanitaire ou du droit des conflits armés. Faire cela ensemble nous aide à avoir une base solide. Nous

avons vécu quelque chose de similaire l'année dernière lors de la guerre de 12 jours en juin 2025, même si c'était à une échelle bien plus réduite. Nous avons donc déjà l'infrastructure au sein de notre base de données et de nos équipes pour documenter les conflits.

À lire aussi Guerre au Moyen-Orient: le monde pourrait connaître sa pire crise énergétique depuis des décennies, selon l'AIE

En ce qui concerne la collecte spécifique d'informations à ce stade, nous avons deux types d'informations. Tout d'abord il y a celles en « open source ». Que ce soient les médias d'État ou les chaînes Telegram, X... Nous croisons ces sources avec notre réseau à l'intérieur du pays. C'est grâce à ce vaste réseau à l'intérieur de l'Iran, une société civile informelle qui couvre toutes les zones géographiques, que notre travail peut exister. Nous pouvons ainsi recouper les chiffres officiels donnés par les médias d'État avec les informations que nous obtenons sur le terrain et avec ces réseaux informels que nous avons établis au cours des 20 dernières années.

Qu'est-ce qui a changé ces dernières semaines dans l'exercice de votre mission ?

Il y a de plus en plus d'obstacles sécuritaires. Nous voyons chaque jour un nombre plus élevé d'individus arrêtés pour avoir documenté des scènes d'attaques et pour d'autres activités liées à cela. Il y a donc une peur accrue et une prudence accrue autour de ce type de travail, et à juste titre, car l'Iran est tristement célèbre pour ces accusations liées à la sécurité qui entraînent des peines très sévères. Le public en est donc conscient, tout comme notre réseau.

À lire aussi Le site nucléaire de Natanz visé par des bombardements, l'Iran réplique en frappant Dimona en Israël

Et cela s'accompagne aussi de la coupure d'Internet, qui rend constamment la documentation plus difficile. Mais comme je l'ai dit, nous faisons cela depuis de nombreuses années, et les autorités iraniennes ont recours à des technologies de plus en plus sophistiquées pour la couper d'Internet et empêcher les communications. Nous avons

donc du apprendre à contourner cela au fil des années et à grandir avec leur répression constante. Nous avons aujourd'hui de nombreux outils de contournement, afin de rester aussi connectés que possible à nos réseaux, et c'est ce que nous faisons aussi actuellement.

On pourrait penser qu'il est contradictoire pour le régime iranien d'empêcher la population de documenter les victimes civiles des bombardements israéliens et américains.

Bien sûr, mais je pense que c'est un peu plus complexe que ça. Les coupures d'internet ont plusieurs objectifs. Premièrement, cela permet à l'Iran lui-même de contrôler le récit à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Et deuxièmement, cela empêche les gens de s'organiser, ce qui est sans aucun doute la peur du régime car ils ont proféré des menaces assez sévères contre les personnes qui descendraient dans les rues. Le régime a affirmé qu'elles seraient traitées en ennemies. Enfin, même si nous ne devons pas prendre les chiffres du régime comme une source sûre, les autorités font tout

de même un gros effort pour montrer l'ampleur des dégâts, mais elles le font d'une manière qui leur permet de contrôler le récit.

Au regard des informations que vous avez récoltées, comment décririez-vous les attaques israélo-américaines ? Washington et Tel Aviv parlent d'attaques ciblées contre des personnalités du régime. Mais il ne semble pas que ce soit le cas sur le terrain.

Ce que nous voyons, c'est une interprétation agressive de la notion de cible militaire. Les États-Unis et Israël ne disent pas qu'ils visent des infrastructures civiles, pourtant ils frappent des hôpitaux et des écoles. Le problème c'est que le coût pour les civils ira-

niens est peu pris en compte. Si un État est déterminé à viser des « checkpoints » en Iran par exemple, il doit peser le préjudice civil par rapport à l'avantage militaire de cibler ce point de contrôle. Et en ce moment, nous voyons des vidéos diffusées par l'armée israélienne elle-même de ces « checkpoints » au moment où ils sont ciblés. Les frappes se produisent en plein jour. On voit des voitures passer dans toutes les directions au moment du bombardement.

Nous avons également constaté ce faible poids des civils iraniens lors d'attaques contre des endroits comme des raffineries de pétrole à Téhéran, une ville de la taille de New York. C'est un endroit incroyablement vaste et densément peuplé. Les types de

dommages environnementaux que nous avons documentés après cette attaque étaient incroyablement alarmants. C'est un préjudice qui sera observé pendant des décennies dans la santé des gens.

L'autre problème est qu'il y a une interprétation de la notion de cible militaire qui inclut des lieux comme les commissariats de police. À Téhéran, nous avons assisté à la destruction totale du Commissariat 148. Nous savons que des militants y sont régulièrement détenus. Aujourd'hui ce commissariat est en ruine. Vous ne pouvez pas cibler un poste de police selon les lois de la guerre. Ce n'est pas une cible militaire. Le secrétaire à la Guerre américain a lui-même dit que les règles d'engagement étaient stu-

pides. Mais toute armée se doit de respecter le droit de la guerre. En ce qui concerne l'armée israélienne, les méthodes utilisées en Iran sont très similaires à celles utilisées à Gaza et au Liban.

La situation est aggravée par l'incapacité de l'Iran à protéger les civils. Selon les lois de la guerre, il est aussi de l'obligation de l'Iran de protéger sa population contre des dommages excessifs. Sachant que les commissariats sont ciblés, l'Iran a l'obligation de libérer ces militants de prison afin de garantir que leur sécurité soit la priorité absolue. En coupant internet et en arrêtant des personnes, le régime augmente les risques.



March 23, 2026

US, Israel resume strikes in Rojhelat, target multiple locations

ERBIL, Kurdistan Region - US and Israeli forces resumed attacks on Iranian military and security facilities in Rojhelat, the Kurdish areas of western Iran, on Monday after a pause of more than a week, striking several locations in West Azerbaijan and Lorestan provinces.

Monday marks the 24th day since the start of the US-Israeli military campaign against Iran, with the latest wave of strikes carried out from Sunday night to Monday afternoon.

Rojhelat

US and Israeli forces bombarded one site in Khorramabad, the capital of Lorestan province, and two locations on its outskirts on Monday morning, with US sources identifying one

of the targets as a missile base.

Regarding the target inside the city, Lorestan officials stated that a building in a residential neighborhood was struck, causing damage to several surrounding houses. The attack resulted in casualties; the governor of Lorestan announced that as of Monday afternoon, nine people had died and more than 40 others were wounded as a result of the strike.

Additionally, a building was targeted in the city of Urmia, West Azerbaijan province, on Monday morning. Following the attack, electricity was cut off in several neighborhoods of the city. However, the director of electricity for Urmia stated that the power outage issues were resolved by Monday before noon.

Tehran and other provinces

Dozens of sites were also struck across Tehran, Isfahan, Alborz, Kerman, West Azerbaijan, Fars, Hormozgan, Bushehr, and Khuzestan on Monday.

The bulk of the attacks were concentrated in Tehran and its outskirts. Since Sunday night, strikes have targeted multiple areas across north, southeast, west, and central Tehran, including the neighborhoods of Niavaran, Andarzgu, Farmanieh, Nobonyad, Chizar, Yousef Abad, and Tehranpars, the streets of Mokran, Pirouzi, Heravi, South Kargar, and Pasteur, as well as the areas around Azadi, Namaz, and Enqelab squares.

One of the sites hit in Tehran was an electronic industry facility linked to the Iranian ministry of defense, and Iranian media reported that a school in southeastern Tehran was also struck in Monday's attacks.

In addition to the city center, several locations were targeted on the road from Tehran to Damavand, as well as in the Kheirabad area of Varamin.

A spokesperson for the Tehran Municipality announced on Monday that 468 locations in the Iranian capital have been targeted since the start of the war. He added, "24,000 residential units have been damaged."

On Monday morning, an Islamic Revolutionary Guard Corps

(IRGC) Air Force base in the southern city of Bushehr was struck again. The headquarters of the Bushehr provincial meteorology department was also targeted.

Several locations were also bombed within the city of Tabriz, East Azerbaijan province. One of the targets was a residential building in the Shahrak-e Nasr neighborhood. Additionally, a target inside a city park in Tabriz was hit. Iranian media reported that six people lost their lives as a result of the two attacks.

At approximately 1 am Monday (Iran time), three locations in and around the city of Isfahan province were bombed. A military base was also attacked outside the city of Shahin Shahr in the province.

Late Sunday night, two locations were targeted in the city of Shiraz in Fars province. Furthermore, near the city of Talish in Gilan province, on the coast of the Caspian Sea, an IRGC base and a military airport were bombed.

Several targets in southern Iran's Hormozgan and Bushehr provinces were struck throughout Sunday and Sunday night. Residents of Bushehr reported that five locations in the city were hit between 10 and 10:30 pm.

In Hormozgan province, several locations in the cities of Bandar Abbas and Bandar Lengeh were attacked from Sunday evening until Monday morning. In Bandar Abbas, a missile launch site was struck.

The governor of Bandar Lengeh told the media that a civil defense vehicle was targeted on the outskirts of the city, injuring one employee. He noted that the vehicle was en route to extinguish a fire caused by an earlier bombardment.

Attacks continue on a missile base in the heights behind Kuestan Park on the outskirts of Yazd province. In the past 24 hours, the location was hit by



Iranian firefighters clear rubble from a destroyed residential building in northern Tehran on March 23, 2026. Photo: AFP

airstrikes four times and has been targeted continuously since the early days of the conflict.

Objectives of the attacks

The Iranian government and officials do not officially release names and details regarding the locations struck by the US and Israel. However, according to information released so far by the US Central Command (CENTCOM) and the Israeli military, the targets include: senior political officials, military and security commanders, missile bases, missile and drone production sites, air defense systems, IRGC and Army (Artesh) barracks, some government institutions, police and border guard stations, and Basij and police checkpoints.

However, Iranian officials claim that in addition to military targets, the US and Israel are attacking civilian residential areas and non-military sites.

Pir-Hossein Koulivand, head of the Iranian Red Crescent Society, told the Iranian media on Sunday, "So far, 81,000 non-military locations, such as health centers, schools, and ambulances, have been targeted."

Since the start of the war, internet access in Iran and Rojhe-

lat has been heavily restricted, leaving only a small number of people online. Some of those with access have been reporting the timing and locations of US and Israeli strikes or sharing the information with media outlets.

Press TV, the official English-language channel of the Iranian government, quoted a security source claiming that US and Israeli airstrikes in central Iran have decreased after they managed to damage a US F-35 aircraft.

The war after Trump's remarks

US and Israeli attacks on Iran continue, even as US President Donald Trump announced on Monday, "We have had very, very strong talks. We'll see where they lead. We have major points of agreement." For this reason, he ordered the US military to postpone attacks on Iran's power stations and energy infrastructure for five days.

Early Sunday morning, Trump gave Iran a 48-hour deadline, stating that if Tehran does not open the Strait of Hormuz within that period, they would attack the country's power plants.

However, the Mehr and Fars news agencies of the Islamic

Republic denied that any negotiations were taking place between Tehran and Washington, stating that his remarks are intended to buy time to implement military plans.

Additionally, after Israel's Channel 12 and the American website Axios quoted a senior Israeli official saying that Washington is negotiating with Mohammad Bagher Ghalibaf, the Speaker of the Iranian Parliament, Ghalibaf posted on X: "No negotiations have been held with the US, and fake news is used to manipulate the financial and oil markets and escape the quagmire in which the US and Israel are trapped." He also wrote, "Iranian people demand complete and remorseful punishment of the aggressors."

In a press conference today, Trump said they are negotiating with "an Iranian top respected leader," and that person is not the Leader of the Islamic Republic, Mojtaba Khamenei. However, he didn't mention the name of the Iranian official saying, "I don't want him to get killed."

On the other hand, the Israeli military announced on Monday afternoon, immediately following Trump's remarks, that they are beginning another wave of attacks on Iran.

En Iran, la désescalade dans la confusion de Donald Trump

Le président américain a repoussé l'ultimatum posé à Téhéran pour obtenir la réouverture du détroit d'Ormuz, en assurant que des discussions étaient en cours avec le régime – une affirmation démentie par les responsables iraniens.

Donald Trump a pris l'habitude de renoncer à ses propres ultimatums. Il en a apporté une nouvelle fois la preuve, lundi 23 mars. Quelques instants avant l'ouverture, aux Etats-Unis, de marchés rendus fébriles par la guerre qu'il a déclenchée, le 28 février, contre l'Iran avec le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, il est en effet revenu sur sa menace d'« *anéantir* » le même jour les centrales électriques iraniennes si le régime de Téhéran ne levait pas immédiatement son [blocage du détroit d'Ormuz](#). Plus de 20 % de la production mondiale de pétrole transite par ce goulet stratégique. Cette menace a été repoussée de cinq jours, au 27 mars.

Par ce revirement annoncé sur son réseau social, le président américain a pris acte de la résilience du régime iranien qui avait promis de répondre à ce qui aurait constitué des crimes de guerre en s'en prenant aux infrastructures civiles de la rive arabe du Golfe. Le locataire de la Maison Blanche a également reconnu la capacité de Téhéran à faire du détroit d'Ormuz un enjeu de la guerre en cours. Donald Trump a dit qu'il entendait profiter de ce répit pour trouver la voie d'une désescalade. Elle permettrait de sortir d'un engrenage dont les conséquences pourraient être dévastatrices pour l'économie mondiale.

Interrogé alors qu'il se rendait dans le Tennessee, il a ainsi assuré que des « *discussions*

productives » avaient repris les jours précédents avec le régime iranien, après plus de trois semaines de bombardements d'une intensité inédite. Ces frappes massives ont décapité une partie de la direction iranienne et porté des coups particulièrement sévères à son programme balistique, ainsi qu'à sa marine. Répondant à une question relative à la réouverture du détroit d'Ormuz, Donald Trump a annoncé qu'il pourrait en assurer ultérieurement une partie du contrôle. « *Peut-être moi et l'ayatollah, quel qu'il soit* », a-t-il dit. « *Il y aura aussi une forme très radicale de changement de régime* », a poursuivi le président, notant que sa décapitation l'avait produite « *automatiquement* ».

Les affirmations du président des Etats-Unis, qui a évoqué des discussions sur une quinzaine de « *points* », ont aussitôt été contredites par les autorités iraniennes. Ces dernières ont estimé que le report de l'ultimatum constituait un aveu de faiblesse. Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a ainsi assuré sur le réseau social X qu'« *aucune négociation n'a eu lieu avec les Etats-Unis* », ajoutant que ces « *fausses informations* [étaient] *utilisées pour manipuler les marchés financiers et pétroliers* ».

« *Il n'y a pas de pourparlers* »

Ces divergences ont nourri le scepticisme de nombreux observateurs. Ali Vaez, expert

de l'Iran pour l'International Crisis Group, a ainsi douté, lundi, de la réalité du rétablissement de discussions directes entre Américains et Iraniens. « *Il n'y a pas de pourparlers* », a-t-il estimé.

La crainte d'une escalade incontrôlable, alimentée par l'ultimatum lancé le 21 mars par Donald Trump, a précipité des efforts de médiations, conduites notamment par le Pakistan et la Turquie, assure Camille Lons, directrice adjointe du bureau de Paris du Conseil européen pour les relations internationales et chercheuse spécialiste des pays du Golfe. Le chef des forces armées pakistanaises, Asim Munir, aurait échangé avec Donald Trump alors que le premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, s'entretenait, lui, avec le président iranien, Massoud Pezeshkian.

En parallèle, le ministre des affaires étrangères de Turquie, Hakan Fidan, aurait fait de même avec Steve Witkoff, l'émissaire américain. Le ministre des affaires étrangères iranien aurait également participé à ces pourparlers à distance avec son homologue turc. L'Egypte se serait également mobilisée, selon une source iranienne, tout comme le Royaume-Uni, le premier ministre, Keir Starmer, assurant, lundi, avoir été informé de ces démarches.

La réouverture d'une voie diplomatique s'annonce cependant particulièrement ardue. Elle a été compliquée par la stratégie de décapitation du

régime poursuivie principalement par Israël. Ces assassinats ont fait du président du Parlement iranien un interlocuteur potentiel, en plus du ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi.

Les états de service de Mohammad Bagher Ghalibaf expliquent pourquoi il est aujourd'hui « *une personne très influente au sein de l'appareil de sécurité et de coercition iranien* », selon Arman Mahmoudian, chercheur au Global and National Security Institute de l'université de Floride. Le président du Parlement a été en effet commandant de la force aérienne du corps des gardiens de la révolution de 1997 à 2000, puis responsable des forces de maintien de l'ordre iraniennes entre 2000 et 2005. Depuis les assassinats du Guide suprême, Ali Khamenei, et du responsable de la sécurité nationale, Ali Larijani, Mohammad Bagher Ghalibaf « *est devenu l'une des figures les plus expérimentées encore en position de responsabilité au sein des institutions de l'Etat* », ajoute Arman Mahmoudian.

Fossé béant

Le rétablissement de contacts n'est qu'un préalable. « *Les Iraniens peuvent-ils encore se fier à la parole américaine ?* », s'interroge ainsi Camille Lons, faisant référence aux frappes américaines et israéliennes de juin 2025, comme à celles qui ont débuté le 28 février. Elles sont intervenues dans les deux cas

alors que des discussions diplomatiques avec les Etats-Unis étaient en cours. Avant la guerre, [le rétablissement, fin septembre 2025, de sanctions internationales](#) (le mécanisme du « *snapback* » pour non-respect par l'Iran de ses obligations concernant son programme nucléaire) avait aussi alimenté la défiance, notamment envers l'émissaire spécial américain, Steve Witkoff. « *Les Iraniens avaient topé avec Witkoff, il est retourné voir son boss et ça n'a pas fonctionné. Comment peut-on naviguer dans cette administration américaine ?* », s'était alors interrogée une source iranienne.

Le fossé est encore plus béant entre les positions des deux parties sur la question du programme nucléaire iranien. Les Etats-Unis exigent toujours que l'Iran renonce à enrichir de l'uranium – ce que Donald

Trump a présenté comme pratiquement acquis, lundi – et entendent récupérer un stock stratégique d'uranium enrichi probablement enseveli lors des bombardements de juin. Le régime iranien s'y refuse et exige de son côté un allègement des sanctions internationales, le versement de dommages de guerre ainsi que la garantie des Etats-Unis à ne pas attaquer de nouveau l'Iran.

Alors que la résistance opposée par le régime iranien et le blocage du détroit d'Ormuz font craindre une prolongation de la guerre, Donald Trump ne semble pas payer, pour l'instant, auprès de sa base sa décision de la déclencher. Cet interventionnisme, tout particulièrement au Moyen-Orient, contredit pourtant ses promesses de campagne passées.

Le président « *conserve la confiance de la base MAGA [Make America Great Again]. Elle lui accorde, pour l'instant, le bénéfice du doute* », estime John Fortier, expert électoral de l'American Enterprise Institute, un cercle de réflexion conservateur de Washington. Les effets de la [démission du directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme, Joe Kent](#), le 17 mars, pour protester contre une guerre que rien ne justifiait, selon lui, ont d'ailleurs été limités.

« *Plus cette affaire durera, plus elle risquera de constituer un problème pour Donald Trump*, ajoute cependant John Fortier. *Soit parce que la guerre débouchera sur un chaos tel que les Etats-Unis seront obligés d'intervenir régulièrement en Iran, soit parce que ses électeurs seront durablement affectés par ses conséquences économiques, et notamment*

par la hausse les prix de l'essence. Mais ce n'est pas encore le cas », précise-t-il.

L'hypothèse de la réouverture de négociations entre les Etats-Unis et l'Iran a laissé de marbre le premier ministre israélien, lundi. Il en a pris note en affirmant poursuivre « *[les] frappes, tant en Iran qu'au Liban* ». « *Nous démantelons le programme de missiles et le programme nucléaire, et nous continuons à porter des coups sévères au Hezbollah* », a ajouté Benjamin Nétanyahou. Les Etats-Unis continuent par ailleurs d'acheminer des renforts dans la région, y compris dans la perspective de déploiements au sol. « *On verra comment ça se passe, et si ça se passe bien, on finira par trouver un accord. Sinon, on continuera tout simplement à bombarder à tout-va* », a assuré Donald Trump, lundi.

Le Monde

Nicolas Bourcier
24 mars 2026

A Erbil, le souvenir de la République de Mahabad hante les Kurdes iraniens

Exilé au Kurdistan irakien depuis 2019, le petit-fils de l'un des dirigeants de l'éphémère république, créée et disparue en 1946, attend de pouvoir retourner dans sa ville natale, en Iran, où, espère-t-il, « *sous les cendres de la répression, la braise est toujours là* ».

Sur les murs, Mohammad Raza Seif Qazi a accroché les portraits des hommes illustres de sa famille morts d'une répression iranienne dont le souvenir hante depuis des décennies l'imaginaire collectif kurde. Uniformes, visages, vêtements occidentaux et turbans sur la tête, les images ont jauni. Elles datent toutes de 1946, l'année qui a vu naître et disparaître l'unique république du Kurdistan,

aussi appelée République de Mahabad, du nom de cette ville du nord-ouest de l'Iran, distante à peine de 200 kilomètres à vol d'oiseau d'Erbil, en Irak, où il vit aujourd'hui en exil.

Dans son petit bureau situé au premier étage d'une maison moderne, fraîchement construite dans une des cités pavillonnaires ultrasécurisées de la ville irakienne, le petit-fils de Seif Qazi, ancien mi-

nistre de la défense de l'éphémère république, cousin de son président, Qazi Mohammad, s'assied avec un léger sourire.

A 55 ans, poursuivi à maintes reprises par la police iranienne, cet intellectuel et écrivain kurde engagé, au patronyme si évocateur dans la région, observe, non sans une certaine satisfaction, ce qu'il qualifie de « *lent et inexorable affaiblissement* »

du régime de Téhéran. « *Voir un pays et sa ville natale sous les bombes est douloureux, mais force est de constater que depuis le début des frappes et la mort du Guide suprême, Ali Khamenei, tué le 28 février, l'appareil des mollahs est atteint, les cerveaux du régime ont disparu.* »

Alliance de factions

Observateur scrupuleux du

système répressif iranien, lui-même poursuivi pendant des années avant son départ pour l'Irak voisin, il sait que la chute des mollahs prendra du temps, mais il est confiant. Pour lui, le fait que six des sept factions kurdes iraniennes, toutes marquées par une longue histoire de conflits, soient parvenues à former une alliance, ces dernières semaines, constitue une étape irréversible dans le processus en cours. Certes, précise-t-il, la minorité kurde ne représente que 10 % à 12 % de la population iranienne, « *mais, [ils sont] les seuls acteurs susceptibles de constituer une force structurée et cohérente* ». Laquelle, ajoute-t-il, a su nouer des liens étroits avec les autres minorités d'Iran telles que les Azéris (16 %) ou encore les Baloutches (3 %).

Le refus de céder aux pressions américaines de lancer une offensive kurde au sol a été la bonne décision, selon lui. « *Nos dirigeants ont eu raison, cela aurait mobilisé les forces terrestres iraniennes sans modifier l'équilibre militaire, entraîné un massacre de nos unités et obscurci la perspective d'un changement de régime.* » Les Kurdes ne doivent pas devenir à nouveau une force d'appoint ou un acteur sacrificiel de telle ou telle puissance, « *comme cela a été le cas tant de fois dans le passé* », insiste-t-il. L'œil posé sur les figures mythiques de ses ancêtres posés aux murs, il ajoute : « *Il nous faut un plan, maintenir notre cohésion et ne pas compter sur nos alliés ni dépendre d'eux.* »

Mohammad Raza Seif Qazi affirme ne pas avoir d'ambition nationale. Mais s'il vit à l'écart de la lumière des projecteurs, il compte bien jouer un rôle dans son fief de Mahabad une fois le régime éliminé. Il en est convaincu : « *Là-bas, sous les cendres*



Mohammad Raza Seif Qazi, petit-fils de Seif Qazi, dans son bureau à Erbil (Irak), le 14 mars 2026. Sur le mur, des photos de Qazi Mohammad, son grand-oncle, fondateur du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran et président de la république de Mahabad en Iran, en 1946 (tout à gauche), de Seif Qazi, son grand-père (troisième à gauche), et de Mustafa Barzani (tout à droite), principal chef du mouvement national kurde d'Irak au XX^e siècle et président-fondateur du Parti démocratique du Kurdistan. PAULINE GAUER POUR « LE MONDE »

de la répression, la braise est toujours là, prête à s'enflammer au moindre souffle. » Encore début mars, juste après que des bombardements ont visé une installation militaire proche de la prison de la ville, de vives tensions ont opposé les habitants aux policiers. En novembre, des attaques contre les forces de sécurité avaient déchaîné une énième vague de répression avec des chars en plein centre-ville et des tirs à l'arme lourde. Comme en 1979, lorsque l'armée iranienne était venue réprimer le soulèvement kurde, et en 1967 et 1968, après une insurrection armée. Et surtout après 1946, rappelle le petit-fils, lorsque Mahabad est devenue ce mythe fondateur, cette soudaine capitale du mouvement kurde moderne.

L'écouter, c'est toucher du doigt le malheur de toute une région, plonger dans les mémoires des guerres et des trahisons qui ont fait des 40 millions de Kurdes environ la nation la plus importante du monde à ne pas posséder son propre Etat. C'est ici, et

particulièrement dans ce Kurdistan iranien tout proche, que s'est installé le foyer d'un nationalisme pankurde qui a su se maintenir comme facteur de contestation tout au long des décennies, en s'adaptant au gré des contingences. « *L'environnement joue un rôle essentiel dans la définition de nos objectifs, souligne-t-il. Lorsque vous vous trouvez face à un régime qui veut vous supprimer, il est évident qu'il faut lutter pour un Etat indépendant. En revanche, aujourd'hui, si les autres composantes de la population iranienne nous reconnaissent, avec les mêmes droits, les mêmes libertés politiques et culturelles, dans un système de type fédéral, alors notre futur sera fixé à l'intérieur de la frontière iranienne.* »

Un vent de liberté

Lui connaît sur le bout des doigts les circonstances qui ont fait de Mahabad cet exemple incarnant, jusqu'à aujourd'hui, le renouveau du nationalisme kurde.

Comment à l'époque, cette première république, soutenue à ses débuts par l'Union des républiques socialistes soviétiques avant d'être lâchée par Moscou, s'est installée en étant dirigée par une nouvelle génération d'intellectuels progressistes née en dehors des dynamiques tribales.

A sa tête, le fameux Qazi Mohammad, alors magistrat et pilier de la prestigieuse communauté des juges religieux. Membre de la première organisation politique kurde, le Komala, il est le fondateur, en 1945, du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (le PDK, qui deviendra le PDKI pour le différencier des autres formations kurdes de la région), toujours actif à ce jour.

A Mahabad, c'est lui qui proclame la république, devant une foule immense, le 22 janvier 1946, aux côtés de son frère Sadr Qazi et son cousin Seif Qazi. Dans toute la région se lève un vent de li-

berté. On peut aller et venir à sa guise, écouter librement les émissions de radio étrangères. Le kurde est déclaré langue officielle et les femmes participent pour la première fois à la vie politique par le biais de la toute nouvelle section féminine du parti.

C'est durant cette période que le poème *Ey Reqîb !* (« ô ennemi ! »), écrit par le poète kurde Dildar (1918-1948) dans les geôles iraniennes

en 1938, devient l'hymne national kurde. Que le drapeau tricolore (rouge, blanc et vert orné d'un soleil au centre) est adopté par la république. Et que le mot « peshmergas », signifiant « ceux qui vont au-devant de la mort », est utilisé pour la première fois pour désigner les forces armées kurdes.

Mais l'état de grâce n'a qu'un temps. Précarité économique, conséquence de décennies d'un sous-développement pla-

nifié par Téhéran, clivages sociaux et retrait soviétique dans le nord du pays finissent par livrer Mahabad à la vengeance du chah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi (1919-1980), soutenu par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Les trois dirigeants sont pendus à l'aube du 31 mars 1947, sur la place centrale de la ville, à l'endroit même où fut proclamée la république. Mohammad Raza Seif Qazi a gardé dans un de ses livres une dernière photo de son

grand-père sur l'échafaud. L'histoire veut que ses bourreaux aient dû s'y reprendre à trois fois pour l'exécuter.

Arrivé à Erbil avec sa famille en 2019, le petit-fils attend désormais l'heure du retour. « *Ils sont nombreux aujourd'hui à être rebelles et forts comme mes aïeux.* » Le reste, assure-t-il avec la même évidence, n'est qu'une question de temps.



Frédéric Autran
24 mars 2026

Iran : Donald Trump entre menaces de destruction et négociations

A la surprise générale, le président américain a annoncé lundi de «très bonnes et productives discussions» avec le régime iranien pour mettre fin à la guerre.

Il était un peu plus de 12 h 20, heure de Paris, quand les marchés ont basculé, lundi. En quelques minutes, le pétrole a dégringolé de plus de 10 %, les Bourses européennes ont viré au vert, et les investisseurs ont respiré. La cause de ce brusque retournement ? Un message en majuscules posté par Donald Trump sur Truth Social, annonçant de «très bonnes et productives discussions» avec l'Iran en vue d'une «résolution totale et complète» des hostilités au Moyen-Orient, ainsi qu'un report de cinq jours de toute frappe sur les infrastructures énergétiques iraniennes.

La surprise est totale. Ni Washington ni Téhéran n'avaient, ces derniers jours, laissé entrevoir la moindre ouverture diplomatique. Bien au contraire : samedi, Trump avait fixé un ultimatum de quarante-huit heures, mena-

çant d'«anéantir» le réseau électrique iranien si le détroit d'Ormuz - passage stratégique par lequel transite un cinquième des hydrocarbures mondiaux - n'était pas rouvert. Paralysé depuis le début du conflit le 28 février, il se trouve au cœur de la crise énergétique qui secoue le monde depuis trois semaines. A peine le message publié, Téhéran l'a aussitôt démenti. Le ministère iranien des Affaires étrangères a nié toute négociation directe ou indirecte avec les Etats-Unis, dénonçant une manœuvre de Trump visant à «faire baisser les prix de l'énergie et à gagner du temps pour mettre en œuvre ses plans militaires». Un responsable sécuritaire a assuré à l'agence Tasnim qu'«aucune négociation» n'était en cours, attribuant le recul américain aux «menaces crédibles» de l'Iran, qui promet de cibler les infrastructures énergétiques et de dessalement d'eau de la région en cas d'attaque sur son système électrique.

Qui dit vrai ? Selon une source américaine relayée par le média Axios, la Turquie, l'Egypte et le Pakistan auraient servi

d'intermédiaire ces derniers jours, transmettant des messages entre Steve Witkoff, émissaire de Trump, et le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi. Trump a lui-même évoqué sur Fox Business des échanges récents impliquant Witkoff et son gendre, Jared Kushner. Oman, médiateur de longue date sur le dossier nucléaire, affirme pour sa part «travailler d'arche-pied» à sécuriser Ormuz, sans préciser son rôle éventuel dans ces discussions.

Sceptique. Selon une source iranienne relayée par Reuters, Washington aurait sollicité samedi une rencontre avec le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf. Agé de 64 ans, cet ancien pilote, général des Gardiens de la révolution puis maire de Téhéran, est considéré comme l'un des hommes forts du régime, dont de nombreux dirigeants ont été éliminés. «Aucune négociation n'a eu lieu avec les Etats-Unis, de fausses informations sont utilisées pour manipuler les marchés financiers et pétroliers et sortir du borbier

dans lequel les Etats-Unis et Israël sont enlisés», a-t-il réagi dans un message publié sur X. Pour les analystes, le revirement de Trump - loin d'être inédit - mérite d'être décortiqué avec prudence. Danny Citrinowicz, chercheur à l'Institute for National Security Studies de Tel-Aviv, y voit d'abord un calcul politique : «Trump a cédé le premier - conscient que frapper les infrastructures énergétiques iraniennes entraînerait des représailles directes et importantes», écrit-il sur le réseau social X. Sur le fond des négociations, il reste sceptique : «Des messages ont clairement été échangés, mais il y a de bonnes raisons de douter que l'Iran ait réellement fait des concessions. Il est peu probable que le régime ouvre le détroit sans concessions significatives de la part des Etats-Unis.»

De fait, la lecture iranienne de cet épisode est radicalement inverse. Pour Téhéran, c'est Washington qui a reculé sous la pression, et non l'inverse. «Du point de vue de Téhéran, il s'agit là d'un succès notable : ils n'ont pas

cédé, n'ont pas reculé et ont peut-être contraint Washington à revoir ses objectifs», ajoute Citrinowicz. L'objectif américain semble d'ailleurs infléchi : il ne s'agit plus de renverser le régime islamique - ambition proclamée en début de conflit - mais de rouvrir le détroit d'Ormuz, dont le blocus prive le marché mondial de «11 millions de barils par jour, soit plus que les deux crises pétrolières majeures réunies» des années 70, a estimé lundi le directeur de l'Agence internationale de l'énergie, Fatih Birol. Lors d'un échange avec les journalistes en Floride, lundi, Trump a assuré que les

Etats-Unis et l'Iran avaient trouvé «des points d'accord majeurs» lors de négociations menées, selon lui, avec un «haut dirigeant» qui n'est pas le nouveau guide suprême, Mojtaba Khamenei. Il a évoqué une «réelle possibilité» d'accord, tout en précisant ne rien pouvoir «garantir», et en menaçant de «continuer à bombarder allègrement» l'Iran.

Escalade. Ce qui frappe en définitive, une fois encore, est l'absence de cap lisible. James Acton, codirecteur du programme sur la politique nucléaire de la Fondation Carnegie, à Washington, le ré-

sume ainsi sur X : «Les gens devraient moins s'inquiéter des tentatives de Trump de manipuler les marchés (dont les effets sont passagers et risquent de s'estomper à mesure que sa crédibilité s'érode) et davantage de son manque flagrant d'idées pour sortir les Etats-Unis d'un conflit qui se retourne gravement contre eux.» Une inquiétude partagée par les alliés de Washington, tandis qu'Israël indiquait dimanche se préparer à «encore plusieurs semaines de combats» contre l'Iran et le Hezbollah au Liban.

En deux jours, Trump est

passé de la menace de destruction massive à l'annonce de négociations aussitôt contestées par Téhéran. Entre pression maximale et quête d'une porte de sortie, Washington avance sans ligne claire, laissant planer un doute central : s'agit-il d'une véritable inflexion ou d'une simple pause avant une nouvelle escalade aux conséquences encore plus incontrôlables ? Le président américain dispose désormais de cinq jours, probablement renouvelables, pour transformer le répit annoncé en percée diplomatique tangible.



24 mars 2026

Iran : une guerre jusqu'aux aspirateurs et climatiseurs

Regardez les gros titres : c'est un KO. Enfin, ça pourrait l'être si l'on pouvait convaincre ces fous d'Iraniens de comprendre qu'ils ont perdu. Dans un texte à «Libération», l'écrivain israélien dénonce l'absurdité du conflit en cours depuis trois semaines au Moyen-Orient.

Plus la guerre entre Israël et l'Iran s'éternise, moins je la comprends. Les informations m'arrivent en un flux ininterrompu de reportages, de commentaires et d'images du lieu de la frappe... enfin, du bombardement... ou était-ce une interception ? Si vous faites partie du groupe Telegram «les Infos Avant Tout le Monde», vous recevez absolument tout.

Et cela peut être déroutant. Je repasse en boucle la même vidéo, encore et encore, en essayant de déterminer si le bâtiment ravagé à côté de la voiture en feu se

trouve à Ness Ziona en Israël, ou à Téhéran. Cette image, est-ce une base des bassidji [miliciens iraniens pro régime, ndlr] bombardée, des fragments de missile traversant le toit d'une synagogue, ou un feu de camp lors d'une retraite des porte-paroles de Tsahal ?

difficile à suivre, tous ces noms persans

Après trois semaines de guerre, le brouillard n'a fait que s'épaissir. Ecoutez les gros titres du soir : on a lâché un nombre incalculable de bombes sur eux, on a détruit une multitude de leurs bâtiments, et on a coulé une tonne de leurs bateaux ; ils ont aussi endommagé certaines de nos affaires, mais bien moins, et ils ont tué un nombre beaucoup moins important de nos concitoyens, ce qui signifie que, sur le papier du moins, on a gagné.

Et pas seulement gagné :

c'est un KO ou ça pourrait l'être, si l'on pouvait convaincre ces fous de se réveiller et de comprendre qu'ils ont perdu, ou, à l'inverse, si l'on pouvait mettre la main sur l'uranium enrichi que ces salauds planquent sous terre, dans des barils ou dans la rate de Jared Kushner. Autrement dit, il est trop tôt pour savoir s'ils possèdent encore l'uranium qu'on a bombardé, mais on est à peu près sûrs que oui, et leur nouveau chef d'état-major, qui a remplacé l'ancien que l'on a tué, est lui aussi mort. Bien qu'il soit peut-être simplement en train de se la couler douce sur un porte-avions américain dans les Caraïbes. C'est difficile à suivre, tous ces noms persans, ça embrouille. Mais regardez ! Voici une nouvelle vidéo de voitures qui s'embrasent !

Et là, un expert israélien en insurrection tape du poing sur la table d'un plateau télé en criant : «C'est le moment cri-

tique, et ces Iraniens gâtés devraient descendre dans la rue même si ça leur coûte la vie !» Mais un autre expert sur une autre chaîne explique que ce sont, en réalité, les Israéliens qui sont gâtés, parce qu'ils n'arrêtent pas de se plaindre des roquettes qu'on leur tire dessus et qu'ils refusent de voir le bon côté des choses, qui - on l'a déjà dit - est que nous les tuons et les détruisons bien plus qu'ils ne nous tuent et ne nous détruisent.

Je dois dire que je ne sais pas exactement ce qu'on est en train de détruire là-bas, mais apparemment on le fait de façon irrémédiable. Le régime iranien ne s'effondrera peut-être pas, mais même s'il s'accroche, ces Perses vont vivre une période difficile. On leur a tout foutu en l'air - et je dis bien tout - y compris les usines d'aspirateurs et de climatiseurs. On ne leur veut aucun mal, bien sûr, c'est juste que ces usines fabri-

quent aussi des pièces pour les missiles qu'on est en train de détruire ailleurs.

vol de rapatriement gratuit en bonus

Donc oui, les ayatollahs survivront peut-être, mais cet été, ils transpireront comme des hippos dans un jacuzzi. L'été n'est pas non plus une

partie de plaisir en Israël, et notre régime despotique est tout aussi inflexible, mais au moins on a la clim et des robots aspirateurs, et on peut partir en vacances dans des clubs tout compris avec un vol de rapatriement gratuit en bonus.

En plus, Trump est plutôt déçu par les Iraniens en ce

moment, mais absolument ravi de nous, les Israéliens. Bref, on se porte à merveille. On est en pleine forme. Dans une forme Gaza Riviera. On vous encourage néanmoins à suivre les consignes du Commandement du Front intérieur et à vous préparer pour la prochaine phase de la guerre éternelle. Car il ne faut pas oublier que malgré toutes

les belles choses dont nous sommes choyés, on vit tout de même dans l'endroit le plus cruel et le plus violent du monde. Pas le plus cruel, le plus violent d'Asie, ni d'Europe, mais du monde entier ! Alors applaudissez-vous bien fort : on n'en serait pas là sans vous.

The New York Times

Yeganeh Torbati
March 24, 2026

Iran's New Security Chief Is a Hard-Line Former Guards Commander

Mohammad Bagher Zolghadr replaces Ali Larijani, who was killed last week in an Israeli strike. He has a history of expanding the Guards' reach into Iran's politics.

The man chosen to replace Ali Larijani, Iran's top national security adviser who was killed in an Israeli strike last week, is a hard-line former deputy commander in the Islamic Revolutionary Guards who is little-known to most Iranians but has a long history of helping the organization expand its reach into Iran's politics.

The appointment of the former commander, Mohammad Bagher Zolghadr, was announced on Tuesday by a senior aide to Iran's president.

Mr. Zolghadr's appointment provided more evidence that hard-line military figures had consolidated their power in Iran, said Behnam Ben Taleblu, an expert on Iran at the Foundation for Defense of Democracies, a Washington, D.C.-based think tank that is hawkish on Iran.

Though the increase in the Guards' power has been decades in the making, Mr. Taleblu said in a [post](#) on X, "there can also be no doubt that the war expedited and accelerated the ongoing trend of increasing I.R.G.C. control of the country."

The [Revolutionary Guards are the military spine](#) of the Islamic republic and are ideologically committed to maintaining Iran's system of clerical rule. The Guards control the development and deployment of ballistic missiles and drones, protect the country's nuclear development facilities, supervise proxy militias across the Middle East and control a sizable portion of the economy.

After Mr. Larijani's killing last week, some analysts [expressed](#) worry that Iran's military would tighten its control over the country, dimming the pro-

spects for a quick end to the war.

Mr. Larijani oversaw a brutal crackdown that killed thousands of antigovernment protesters in January, but he was still seen as a relative pragmatist who served as a bridge between the military and more moderate political factions.

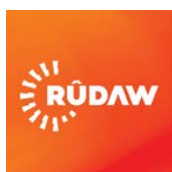
Mr. Zolghadr helped the hard-line president, Mahmoud Ahmadinejad, come to power in 2005, and he later acknowledged that Iran's hard-line conservative forces had carried out a "multilayered plan" to help Mr. Ahmadinejad win. Mr. Zolghadr went on to serve as a deputy interior minister during Mr. Ahmadinejad's first term.

When tensions building between Iran and the United States during the presidency of George W. Bush, Mr. Zolghadr, as a deputy interior min-

ister, [said](#) that if the United States were to attack Iran, Iran would fire "tens of thousands of missiles at American targets every day" in response.

In 2010, Mr. Zolghadr became a senior aide to Iran's judiciary chief at the time, Sadeh Larijani, the brother of Ali Larijani. Since 2021, Mr. Zolghadr has led Iran's Expediency Discernment Council, a body that advises Iran's supreme leader.

Before Iran's 1979 revolution, which deposed the Shah and established the Islamic state, Mr. Zolghadr was active in an armed group that carried out attacks against the monarchy. During the eight-year Iran-Iraq War in the 1980s, he led a unit that carried out cross-border operations.



March .24,2026

Six Peshmerga fighters killed, over 20 injured in missile strikes on Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - Six Kurdistan Region Peshmerga fighters were killed, and more than 20 others were wounded in missile strikes targeting a base in Erbil province early Tuesday, as pro-Iran armed groups continue to target the Region amid ongoing regional war.

An informed source told Rudaw, speaking on condition of anonymity, that Division 7 of the Peshmerga forces in Erbil's Soran administration was hit, killing six fighters and injuring over 20 others. A number of the wounded were transferred to hospitals in the area and in Erbil.

The Kurdistan Region has faced a wave of drone and missile attacks since the conflict that began on February 28, when the United States and Israel launched a joint military campaign against Iran. Iraqi armed groups aligned with Iran have claimed responsibility



Photos of Kurdistan Region Peshmerga fighters who were killed following missile attacks on a Peshmerga base in Erbil on March 24, 2026

for some of the attacks.

In a statement, the Peshmerga Command Area One said the headquarters of Division 7 was struck twice, first at 1:50 am with five missiles, causing no casualties, and again at 2:50 am with one missile, without specifying casualties.

On Wednesday, three Peshmerga fighters were wounded in two separate drone attacks on bases in Sulaimani and Erbil, according to a ministry statement.

Rudaw understands that these outlawed terrorist groups have carried out more than ten attacks on Kurdistan Regional Government

(KRG) Peshmerga forces over the past three weeks.

The Kurdistan Region's Peshmerga Ministry on Sunday called on the federal government in Baghdad to rein in outlawed armed groups that have launched attacks on its forces.

L'Iran annonce « laisser les navires non hostiles » emprunter le détroit d'Ormuz

Cette reprise potentielle du trafic maritime dans ce passage stratégique intervient alors que Donald Trump assure que les Etats-Unis négocient avec l'Iran afin d'obtenir un cessez-le-feu.

Sur fond de négociations non officielles avec les Etats-Unis, l'Iran a fait savoir, mardi 25 mars, que les « navires non hostiles » pouvaient emprunter le détroit d'Ormuz. Selon un communiqué transmis par l'Iran à l'Organisation maritime internationale (OMI), « tout actif appartenant aux agresseurs – à savoir les Etats-Unis et le régime israélien – ainsi qu'aux autres participants à l'agression ne peut prétendre à un passage pacifique ou non hostile ».

L'OMI a précisé que ce document, daté de dimanche, avait été émis par le ministère des affaires étrangères iranien, avec la demande qu'il soit diffusé par l'organisation internationale. Donald Trump avait évoqué, plus tôt mardi, « un très gros cadeau » lié aux hydrocarbures, sans donner de précisions. Près de 20 % de la production mondiale d'hydrocarbures transite par le détroit d'Ormuz, dont le blocage par Téhéran, ces dernières semaines, a fait flamber les prix du pétrole. Mercredi matin, le baril de brent voyait son prix reculer.

L'Iran et les Etats-Unis négocient pour tenter de mettre un terme au conflit, a de nouveau affirmé, mardi, le président américain, tout en soutenant que les opérations militaires américaines contre la République islamique se poursuivaient « sans relâche ». La presse américaine évoque l'envoi en renfort de 3 000 soldats parachutistes américains au Moyen-Orient.

De son côté, l'Iran a tiré de nouvelles salves de missiles sur

Israël dans la nuit de mardi à mercredi, tandis que l'armée israélienne a annoncé, dans la nuit, bombarder « les infrastructures du régime terroriste » à Téhéran.

Un plan de paix américain en 15 points

Toutefois, plusieurs médias, dont *The New York Times* et la chaîne de télévision israélienne Canal 12, avancent que l'administration Trump a fait passer un plan de paix en 15 points à l'Iran par l'entremise du Pakistan, qui entretient de bonnes relations avec les deux parties.

Selon trois sources non identifiées citées par Canal 12, les Etats-Unis proposent un cessez-le-feu d'un mois, le temps que les autorités iraniennes étudient leurs demandes. Parmi ces 15 points, cinq concernent le programme nucléaire iranien, d'autres imposent l'abandon du soutien aux « proxys » dans la région, comme le Hezbollah ou le Hamas, et un point insiste pour que le détroit d'Ormuz reste ouvert à la navigation maritime.

En contrepartie, l'Iran obtiendrait une levée des sanctions internationales et un soutien pour son programme nucléaire civil. Il n'est pas question d'un changement de régime.

Donald Trump a réaffirmé, mardi, que des négociations se tenaient « en ce moment » avec Téhéran. « Ce que j'ai dit hier [lundi] était juste », a insisté le président américain, précisant que son

émissaire Steve Witkoff, son gendre Jared Kushner, le vice-président, J. D. Vance, et le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, y participaient.

En faisant état de ces pourparlers, le président américain avait retardé « de cinq jours » sa menace de frapper le réseau électrique de l'Iran, rassurant provisoirement les marchés. Il s'était ensuite félicité que Washington et Téhéran aient trouvé des « points d'accord majeurs », dans le cadre de ces négociations tenues avec un « haut dirigeant » iranien.

De qui s'agit-il ? Seule certitude, ce n'est pas le nouveau Guide suprême, Mojtaba Khamenei, invisible depuis sa désignation par les instances iraniennes après la mort de son père au premier jour de la guerre, le 28 février.

Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, présenté par le site d'informations *Axios* comme l'interlocuteur des Etats-Unis, a démenti. La diplomatie iranienne a juste reconnu avoir reçu, via des « pays amis », des « messages transmettant une demande américaine de négociations ».

La centrale nucléaire de Bouchehr visée par une frappe

Quelle que soit leur forme, ces pourparlers n'empêchent pas la guerre de se poursuivre. Une frappe israélo-américaine a touché la centrale nucléaire de Bouchehr, dans le sud de l'Iran, sans faire de dégâts, a affirmé, mardi dans la soirée, l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a appelé à la « retenue maximale afin d'éviter tout risque pour la sûreté nucléaire en période de conflit ».

En Israël, 12 personnes ont été blessées, mardi soir près de Tel-Aviv, par un ou plusieurs missiles venus d'Iran, selon les secours israéliens. Et les risques d'une nouvelle escalade touchent toute la région.

Au Liban, où Israël veut s'emparer d'une large zone du sud du pays pour assurer sa sécurité, les autorités libanaises ont pris la décision sans précédent de lancer une procédure d'expulsion à l'encontre de l'ambassadeur d'Iran, pour ingérence. Mais elles se sont aussitôt attiré les foudres du Hezbollah pro-iranien.

Sur le terrain, au moins neuf personnes ont été tuées, dans la nuit de mardi à mercredi, lors de trois raids israéliens contre des localités du sud du Liban, région considérée comme un bastion du Hezbollah, selon l'agence de presse officielle libanaise NNA.

Mardi matin, le ministre israélien de la défense, Israel Katz, avait déclaré que les forces israéliennes « manœuvraient à l'intérieur du territoire libanais pour s'emparer d'une ligne de défense avancée » jusqu'au fleuve Litani, à une trentaine de kilomètres de la frontière.

Dans le Golfe, Bahreïn, l'Arabie saoudite et le Koweït ont rapporté, mardi, des attaques de drones et de missiles iraniens.



avec AFP
25 mars 2026

EN DIRECT - Guerre au Moyen-Orient : l'Iran suggère que le Pakistan ou la Turquie pourraient accueillir des négociations

Au 26e jour du conflit, les bombardements israéliens se poursuivent en Iran et au Liban. Washington annonce échanger avec Téhéran afin de trouver une issue à la guerre.

Alors que le monde est en passe de connaître «un nouveau choc pétrolier», selon le ministre de l'Economie Roland Lescure, Donald Trump a semblé optimiste mardi, assurant que les deux belligérants «négociaient», et que l'Iran avait offert «un très gros cadeau» lié aux hydrocarbures, sans donner de précisions.

Selon plusieurs médias américains, les Etats-Unis ont également fait passer à l'Iran un plan en 15 points pour tenter de mettre fin au conflit. Ce document aurait été envoyé à Téhéran par l'entremise du Pakistan, qui entretient de bonnes relations avec les deux parties.

Des flammes s'élèvent d'un bâtiment à la suite d'une attaque à Erbil, en Irak. Capture d'écran tirée d'une vidéo publiée sur les réseaux sociaux le 25 mars 2026.

Dans le plan de paix proposé par Washington, cinq points concernent le programme nucléaire iranien, d'autres imposent l'abandon du soutien aux «proxys» dans la région, comme le Hezbollah ou le Hamas, et un point insiste pour que le détroit d'Ormuz reste ouvert à la navigation maritime.

Selon les déclarations d'un haut responsable iranien auprès de l'agence Reuters, le Pakistan ou la Turquie pour-

raient être des lieux de discussions pour trouver une issue à la guerre dans le Golfe. Ces commentaires, formulés sous couvert d'anonymat, figurent parmi les rares signes indiquant que Téhéran serait disposé à examiner des propositions diplomatiques, malgré ses démentis publics quant à toute négociation avec l'administration du président Donald Trump. Selon cette même source, le Pakistan aurait transmis à Washington une proposition, dont les détails demeurent inconnus.

L'Irak va saisir le Conseil de sécurité des Nations unies au sujet de frappes sur son territoire, à la suite d'un bombardement ayant tué ce mercredi matin sept membres des forces de sécurité dans l'ouest. Aspiré dans la guerre au Moyen-Orient, le pays avait annoncé mardi son intention de convoquer le chargé d'affaires des Etats-Unis et l'ambassadeur d'Iran au sujet de ces frappes, imputées à ces deux pays. «Une plainte officielle, étayée par des preuves et une documentation détaillée, sera déposée [...] afin de faire valoir les droits de l'Irak et ceux de son peuple face à ces violations», indique le communiqué du bureau du Premier ministre.

La marine iranienne a indiqué ce mercredi avoir tiré des missiles de croisière en direction du porte-avions américain Abraham Lincoln. Selon le communiqué militaire, les missiles ont contraint le navire déployé dans la région du Golfe «à changer de position». Les mouvements du

porte-avions «sont constamment surveillés [...] et dès que cette flotte hostile entrera dans le rayon d'action de nos systèmes de missiles, elle sera la cible de puissantes frappes de la marine iranienne», a prévenu le commandant de la marine, l'amiral Shahram Irani.

«Nous suivons de très près tous les mouvements américains dans la région, en particulier les déploiements de troupes. Ne testez pas notre résolution à défendre notre pays», intime sur les réseaux sociaux à l'attention des Etats-Unis, ce mercredi, Mohammad Bagher Ghalibaf, influent président du Parlement iranien. Des médias états-unis ont fait état de l'envoi de soldats supplémentaires au Moyen-Orient par Washington.

Le Conseil des droits de l'homme tiendra vendredi une nouvelle réunion d'urgence sur la sécurité des enfants dans la guerre au Moyen-Orient, après le bombardement mortel d'une école en Iran le 28 février, qui a coûté la vie à plus de 150 personnes selon Téhéran. Ce débat, demandé par l'Iran, la Chine et Cuba, doit porter sur la «protection des enfants et des établissements d'enseignement dans les conflits armés internationaux», selon un communiqué publié par l'instance ce mercredi.

Coincé, comme 20 000 navigateurs, près du détroit d'Ormuz, un jeune officier de navigation indien a raconté son épreuve à Libération depuis son tanker. A lire ici.

Les frappes qui ciblent les zones proches de sites nucléaires en Iran et en Israël font courir le risque d'une «catastrophe absolue», estime ce mercredi le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, Volker Türk. Dans un message vidéo diffusé à l'ouverture d'une réunion d'urgence du Conseil des droits de l'homme sur les frappes iraniennes dans le Golfe, il a alerté sur «l'immense danger d'une nouvelle escalade». Au cours du week-end, l'Iran a visé un centre de recherche nucléaire à Dimona, dans le sud d'Israël, en riposte à une frappe contre un de ses complexes à Natanz (centre). Mardi, une frappe israélo-américaine a touché la centrale nucléaire de Bouchehr, en Iran, sans faire de dégâts, selon l'organisation iranienne de l'énergie atomique.

Face au Congrès des députés, ce mercredi, le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, a qualifié la guerre qui se déroule au Moyen-Orient de «scénario [...] bien pire» que l'intervention menée par les Etats-Unis en Irak en 2003. «Nous ne sommes pas du tout dans le même scénario que lors de la guerre illégale en Irak. Nous sommes face à quelque chose de bien pire. Bien pire. Avec un potentiel de conséquences bien plus importantes et bien plus profondes», a déclaré le dirigeant socialiste, qui a exprimé à de nombreuses reprises son opposition à la guerre en Iran, une «intervention illégale» en dehors du cadre international à ses yeux.

«Les récentes frappes de missiles à proximité de sites nucléaires en Israël et en Iran soulignent l'immense danger d'une nouvelle escalade ; les États flirtent avec une catastrophe absolue», a estimé ce mercredi le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, Volker Türk. Une prise de parole effectuée à l'ouverture d'une réunion d'urgence du Conseil des droits de l'homme sur les frappes iraniennes dans le Golfe.

Après plusieurs prises de paroles de dirigeants iraniens réfutant toute discussion avec Washington, l'ambassadeur iranien au Pakistan – pays qui entretient de bonnes relations avec les deux parties – abonde lui aussi dans ce sens : il n'y a eu aucune discussion entre les États-Unis et l'Iran, «*ni directement ni indirectement*».

Le géant chinois du transport maritime Cosco a annoncé ce mercredi reprendre les réservations de conteneurs de fret à destination de la plupart des pays du Golfe. Cette reprise «*avec effet immédiat*» s'applique aux conteneurs de fret «*général*» à destination des Emirats Arabes Unis, de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Qatar, du Koweït et de l'Irak, dit Cosco dans un communiqué. La liste ne comprend donc pas l'Iran.

Des négociations sont-elles réellement en cours entre Téhéran et Washington ? Alors que Trump affirme que les États-Unis négocient «*en ce moment*» avec l'Iran – son émissaire Steve Witkoff, son gendre Jared Kushner, le vice-président, J. D. Vance, et le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, participeraient à ces discussions – un porte-parole de l'armée iranienne cité par Reuters affirme au contraire que «*les États-Unis négocient avec eux-mêmes*». «*Nous ne pourrions jamais nous entendre avec des gens comme vous*», a ajouté Ebrahim Zolfaqari, porte-

parole du commandement central de l'armée iranienne. Dans la foulée, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères Esmail Baghei a lui aussi démenti auprès d'India Today toutes négociations.

Les Gardiens de la Révolution iraniens ont annoncé ce mercredi avoir tiré des missiles et des drones vers deux bases militaires utilisées par les États-Unis au Koweït, ainsi qu'une au Bahreïn et une autre en Jordanie. Un réservoir de carburant de l'aéroport international du Koweït a ainsi pris feu après avoir été visé par des drones, selon les autorités, qui n'ont pas fait état de blessés.

A chaque phrase prononcée par le président américain, il peut varier de quelques dollars en seulement quelques heures. Tandis que, selon plusieurs médias américains, les États-Unis de Trump ont fait passer à l'Iran un plan en 15 points pour tenter de mettre fin au conflit, le prix du pétrole a reculé ce mercredi, après des jours de hausse continue. Le Brent de la mer du Nord, référence du marché pétrolier mondial, a ainsi baissé de 3,8 % à 100,54 dollars le baril. La référence américaine - le baril de West Texas Intermediate (WTI) - a lui perdu 3,1 %, pour s'établir à 89,46 dollars.

Une nouvelle frappe aérienne a visé ce mercredi une position du Hachd al-Chaabi – alliance d'anciens paramilitaires englobant des groupes pro-iraniens – dans l'ouest de l'Irak, a rapporté un responsable de sécurité. La veille, un bombardement similaire avait fait 15 morts dans les rangs de ce groupe. En réponse, le gouvernement irakien avait accordé un «*droit de riposte et d'autodéfense*» au Hachd et aux forces de sécurité pour répondre à toute attaque les ciblant.

L'Iran, jusqu'à présent, n'a

confirmé aucune négociation, ni aucun plan de paix. Les médias américains, de leur côté, assurent que les États-Unis ont fait passer à l'Iran un plan en 15 points pour tenter de mettre fin au conflit. Ce document aurait été envoyé à Téhéran par l'entremise du Pakistan, qui entretient de bonnes relations avec les deux parties. Parmi ces 15 points, cinq concernent le programme nucléaire iranien, d'autres imposent l'abandon du soutien aux «proxys» dans la région, comme le Hezbollah ou le Hamas, et un point insiste pour que le détroit d'Ormuz reste ouvert à la navigation maritime.

Environ 2 000 soldats parachutistes américains seront envoyés prochainement en renfort au Moyen-Orient, rapporte la presse américaine, dont le New York Times. D'après le média américain, qui cite deux responsables du département de la défense, ces soldats sont issus de la «*force de réaction immédiate*» de la 82e division aéroportée de l'armée de terre, une brigade d'environ 3 000 soldats. Ces derniers sont capables de se déployer partout dans le monde en moins de dix-huit heures, détaille *Le Monde*.

La première ministre japonaise, Sanae Takaichi, a demandé ce mercredi au directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Fatih Birol, de se «*préparer à mettre en œuvre*» un nouveau déstockage de pétrole si le blocage du détroit d'Ormuz devait perdurer. Le dirigeant de l'AIE a répondu être «*prêt*» à ce déstockage, «*si et quand ce sera nécessaire*». Tout en ajoutant : «*j'espère vraiment que ce ne sera pas nécessaire*». L'institution avait annoncé plus tôt ce mois-ci que ses pays membres débloqueraient 400 millions de barils de pétrole tirés de leurs réserves pour atténuer l'impact de la guerre au Moyen-Orient, la plus importante opération jamais

réalisée par l'institution.

Un mois presque après le début de la guerre en Iran, les conséquences se font sentir dans tous les États de la région qui doivent envisager une nouvelle architecture de défense et des relations repensées avec Téhéran et Washington, analyse la chercheuse Dalia Ghanem.

Les Gardiens de la Révolution iraniens ont annoncé mercredi avoir tiré des missiles et des drones vers le nord et le centre d'Israël, dont Tel-Aviv, ainsi que vers deux bases militaires utilisées par les États-Unis au Koweït, une au Bahreïn et une autre en Jordanie. Un réservoir de carburant de l'aéroport international du Koweït a pris feu après avoir été visé par des drones, selon les autorités qui n'ont pas fait état de blessés. L'armée israélienne a annoncé pour sa part bombardier à nouveau Téhéran.

Au moins neuf personnes, selon les médias officiels libanais, ont été tuées dans la nuit de mardi à mercredi dans trois raids israéliens contre des localités du sud du Liban, qu'Israël considère comme un bastion du Hezbollah. L'armée israélienne a ordonné aux habitants de sept quartiers de la banlieue sud de Beyrouth, autre fief du mouvement pro-iranien, d'évacuer en prévision d'actions militaires. Elle a aussi annoncé avoir, au cours de son opération terrestre dans le sud du Liban, avoir «*démantelé des centres de commandement du Hezbollah*» ainsi qu'un dépôt d'armes, et avoir tué plusieurs combattants du mouvement, sans en préciser le nombre. L'armée israélienne assure avoir «*démantelé des centres de commandement du Hezbollah*» et un dépôt d'armes dans le sud du Liban, et avoir tué plusieurs combattants du mouvement pro-iranien.

Iran et États-Unis négocient «*en ce moment*» pour tenter

de mettre un terme au conflit, a affirmé mardi Donald Trump, ajoutant que son émissaire Steve Witkoff, son gendre Jared Kushner, le vice-président JD Vance et le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio partici-

pent au processus. Plusieurs médias, dont le *New York Times* et la chaîne de télévision israélienne Channel 12, avancent que l'administration Trump a proposé un plan de paix en 15 points à l'Iran par l'entremise du Pakistan, qui

entretient de bonnes relations avec les deux parties. Selon trois sources non identifiées citées par Channel 12, les Etats-Unis proposent un cessez-le-feu d'un mois, le temps que les autorités iraniennes étudient leurs de-

mandes. L'Iran annonce pour sa part que les bateaux «non hostiles» peuvent circuler librement sur le détroit d'Ormuz.



Sami Zaïbi
25 mars 2026

Guerre au Moyen-Orient : les Kurdes irakiens, victimes collatérales de Téhéran

Une attaque balistique iranienne a fait au moins 7 morts et une trentaine de blessés dans une base de l'armée ce mercredi matin. Le gouvernement autonome du Kurdistan irakien appelle pourtant à la désescalade du conflit.

Une attaque «*hostile et totalement injustifiée*». C'est ainsi que décrit Massoud Barzani, homme fort du gouvernement régional du Kurdistan (GRK, l'entité autonome kurde au nord de l'Irak), l'attaque iranienne qui a touché ce mercredi matin la base militaire de Soran, à une centaine de kilomètres au nord-est d'Erbil. Les six missiles balistiques ont fait au moins sept morts parmi les forces de sécurité et une trentaine de blessés, selon le ministère des peshmergas (les combattants kurdes) du GRK. Qui dénonce une «*attaque terroriste*» ainsi qu'un «*acte hostile et une trahison, en totale contradiction avec tout comportement humanitaire et de bon voisinage*».

C'est pourtant loin d'être la première attaque visant la région depuis le début de la guerre américano-israélienne contre l'Iran, le 28 février. Mais jusque-là, les 300 frappes enregistrées, qui ont fait 8 morts et 45 blessés, n'avaient touché

que les camps de peshmergas iraniens. Depuis une trentaine d'années et la création du GRK, une demi-douzaine de factions kurdes iraniennes, qui se battent pour leurs droits et contre la République islamique, ont trouvé refuge au Kurdistan irakien. A la faveur des opérations contre Téhéran, elles préparent une éventuelle offensive en territoire iranien, avec un possible soutien américain. Une menace que prend au sérieux le régime des mollahs, en faisant pleuvoir des drones et des missiles sur leurs camps plus ou moins clandestins, forçant les peshmergas exilés à se diviser en petites unités mobiles et à désertir leurs camps les plus exposés.

Position ambiguë du GRK

«*Nous ne nous attendions pas à une réponse aussi lâche face à [notre] position pacifique*», a insisté le GRK mardi. De fait, les autorités d'Erbil appellent publiquement à une désescalade du conflit depuis le début des hostilités. Quand, selon des révélations de presse, Donald Trump jugeait un soutien américain des factions kurdes iraniennes exilées début mars, les dirigeants kurdes irakiens avaient même participé à calmer ses ardeurs. Ce qui a fonctionné : quelques jours plus tard, le président

américain disait ne plus vouloir envoyer les Kurdes en Iran. «*Les dirigeants du GRK savent qu'à la seconde où le premier peshmerga passera la frontière, les Gardiens de la révolution transformeront le Kurdistan irakien en enfer. Ils ont donc voulu calmer un peu Téhéran et exiger des garanties américaines de protection*», explique Adel Bakawan, directeur de l'Institut européen d'études sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (Eismena) et fin connaisseur du dossier.

En d'autres termes, le GRK n'est pas contre une offensive qui pourrait déboucher sur un Kurdistan iranien autonome mais il veut s'assurer de maintenir ses acquis : son autonomie et la sécurité pour ses habitants. Depuis le revirement trumpien, les factions iraniennes, réunies pour la première fois derrière une bannière commune (la Coalition des forces politiques du Kurdistan iranien), rongent leur frein mais respectent la décision, sachant ce qu'elles doivent à un GRK qui non seulement les tolère depuis plus de trente ans mais les soutient financièrement sous la table.

La possibilité d'une attaque n'est toutefois pas écartée. Une délégation kurde se

trouve d'ailleurs toujours à Washington pour en discuter avec les autorités américaines. Avec moins de 10 000 combattants cumulés, les factions iraniennes ont besoin non seulement d'un soutien extérieur mais aussi d'une diversion. «*Imaginons que Trump ordonne une opération sur l'île de Kharg [site hautement stratégique au sud de l'Iran par où transite 90 % de son pétrole, ndlr], alors les Gardiens de la révolution concentreront leurs forces à cet endroit et une fenêtre de tir s'ouvrira dans le Kurdistan*», esquisse Adel Bakawan.

Les milices chiites frappées

Si la frappe de mardi provenait directement d'Iran, la plupart des missiles et drones de ces dernières semaines ont été tirés par les milices chiites irakiennes, soutenues financièrement et politiquement par la coalition chiite au pouvoir à Bagdad, voire directement par Téhéran. Elles visent les camps de peshmergas mais aussi les bases internationales, notamment à Mala Qara, où un sous-officier français est mort le 12 mars, ainsi que la base américaine qui doit actionner tous les jours son système de défense Patriot.

Réunies derrière la bannière

des Popular Mobilization Forces (PMF), ces milices ont également été visées mardi par des attaques américaines contre leurs bases, qui ont fait 15 morts dont un comman-

dant, dans la province d'Anbar, dans l'ouest du pays. Mercredi matin, une autre frappe a visé une clinique militaire des PMF à Habbaniya, près de Bagdad, faisant au moins 7 morts et

13 blessés. « Cette attaque est considérée comme une violation flagrante et dangereuse de toutes les lois et normes internationales inter-

disant de cibler les installations médicales et le personnel qui y travaille », a dénoncé le ministère irakien de la défense, auquel sont affiliées les milices.

The New York Times

Michael D. Shear
March 24, 2026

'What if Donald Shouts at Me?' Trump Sours on British Leader Over Iran War

President Trump once called Prime Minister Keir Starmer a friend. But Britain's decision not to join the attacks on Iran has led to merciless mocking by the president.

It's now crystal clear what President Trump thinks of Prime Minister Keir Starmer of Britain.

Over the weekend, Mr. Trump shared on social media a [brutal skit](#) from Britain's new version of the "Saturday Night Live" show, portraying the prime minister as overly eager to please the president and terrified of him. "Golly," the actor portraying Mr. Starmer says, "what if Donald shouts at me?"

Mr. Trump's decision to distribute the skit to millions of his followers is the latest presidential disparagement of his British counterpart. In recent weeks, the president has mercilessly mocked Mr. Starmer as cowardly and spineless because of his unwillingness to fully join the fight against Iran. Mr. Trump has repeatedly said that Mr. Starmer is "[No Winston Churchill](#)" and chided him for not clearing the way for U.S. jets to use British bases for the initial strikes.

"We don't need people that join Wars after we've already won!" the president wrote on March 7.

For Mr. Starmer, who has spent more than a year trying

to be Europe's Trump whisperer, the very public crumbling of their relationship comes at an already difficult time. Ukraine still needs American support to defend itself against Russia, a key priority for the British government. Mr. Starmer is fighting the perception that he refuses to take firm stands on policy. And now, the conflict with Iran is further [damaging](#) the already wobbly British economy.

George Fouracres portrayed Prime Minister Keir Starmer of Britain and Hammed Animashaun played Deputy Prime Minister David Lammy in "Saturday Night Live U.K." Sky TV

The prime minister continues to talk privately with the president — including a 20-minute call on Sunday evening not long after the president circulated the "S.N.L." skit online — but it's unclear how much sway he has. What started early in 2025 with Mr. Trump praising Mr. Starmer for doing "[a very good job](#)," has now reached the stage where the prime minister is repeatedly insisting that the "special relationship" between Britain and the United States still exists. (In the S.N.L. U.K. skit, it

is referred to as the "special situationship.")

A spokesman for Mr. Starmer declined on Monday to say whether the prime minister had seen the "S.N.L." skit or had discussed it with Mr. Trump. The spokesman said only that the prime minister is focused on responding to the president's demands in a way that is in the British national interest without letting his country be dragged into the war.

Claire Ainsley, the director of the Center-Left Renewal Project at the Progressive Policy Institute, a Washington D.C.-based think tank, said Mr. Starmer is facing the same challenges with Mr. Trump that his counterparts have.

"All leaders had to grapple with how to deal with Trump," said Ms. Ainsley, who served as Mr. Starmer's political director from 2020 to 2022, before the Labour Party won the 2024 general election. "The U.K. dealt with the situation pretty well, establishing a personal relationship with the president that has allowed them to have a more candid dialogue even when they disagree."

Mr. Starmer's disagreement with Mr. Trump about Iran has driven a wedge between them for weeks. He initially denied Mr. Trump permission to attack Iran from two British bases, but later agreed to allow what he calls defensive missions aimed at protecting residents of the region, including British citizens. Mr. Starmer has since said the U.S. military can also conduct attacks against Iranian sites that are launching attacks on the Strait of Hormuz.

British politicians and the public remain scarred by the country's experience supporting the United States in its war with Iraq in 2003, a decision which an official government inquiry later determined had been [based on faulty intelligence](#). That has made Mr. Starmer especially wary of getting dragged into another war of America's choosing.

The prime minister, a former lawyer, has also questioned the legal basis for the U.S.-Israeli attacks against Iran.

On Friday, Iran launched two missiles at Diego Garcia, a joint U.S.-British military base in the Indian Ocean, 2,500 miles away, John Healey, the British defense secretary, con-

firmed on Monday. Neither of the missiles made it to the targets — one failed mid-flight and the other was shot down by an American warship. But the range of the Iranian missiles was a cause for surprise in Britain and the United States.

Speaking to a parliamentary committee on Monday, Mr. Starmer responded to a lawmaker's comment about Mr. Trump being "quite rude" by insisting that he remains focused on what is in the best interests of Britain.

"Notwithstanding the pressure that comes from elsewhere, I will remain laser-focused on what is in the British national interest," he said. "A lot of what is said or done is undoubtedly said or done to put pressure on me. I have no doubt about that. I understand exactly what is going on."

Those kinds of comments have clearly annoyed Mr. Trump, who has tried to goad the prime minister into becoming more involved. But it was Mr. Starmer's initial refu-

sal that appears to have riled Mr. Trump.

The resulting iciness couldn't be more different than what Mr. Starmer encountered at the beginning of their relationship.

The prime minister's aides at No. 10 Downing Street decided early on that he should try to avoid antagonizing the new president. When they met in person, Mr. Starmer found ways to cater to Mr. Trump's ego, including by hand-delivering an invitation from King Charles for a rare, second state visit to Windsor Castle. Mr. Trump seemed to respond well to Mr. Starmer's efforts, saying he considered them "friends."

Mr. Starmer and Mr. Trump in the Oval Office, where the British leader hand-delivered an invitation from King Charles for Mr. Trump to make a rare, second state visit to Windsor Castle last year. Doug Mills/The New York Times

The idea was that Britain would get more with carrots

than with sticks. By May, Mr. Starmer crowed about having negotiated the first trade deal with the president. At a time when other leaders, like Mark Carney, the prime minister of Canada, were taking flack from Mr. Trump, Mr. Starmer's approach seemed to be succeeding.

During discussions about the fate of Ukraine and Mr. Trump's threats against Greenland, it was Mr. Starmer who often conveyed the views of his European counterparts to the president.

That all changed this year.

Apparently angry about the prime minister's refusal to let him use British bases for strikes on Iran, Mr. Trump lashed out about [an arrangement](#) for the British government to relinquish control over the Chagos Islands — where Diego Garcia, the joint U.S.-British base, is located — to Mauritius, and to lease back the base for an initial period of 99 years. It was a deal to which Mr. Trump had already given his blessing. But he

made clear on social media that he was not happy after all.

"Shockingly, our 'brilliant' NATO Ally, the United Kingdom, is currently planning to give away the Island of Diego Garcia, the site of a vital U.S. Military Base, to Mauritius, and to do so FOR NO REASON WHATSOEVER," Mr. Trump wrote on social media. He added that the decision was an "act of GREAT STUPIDITY."

That began the downward slide between the two men, though Mr. Starmer has tried to put the best spin possible on it. At a recent news conference, he said the "special relationship" between Britain and the United States is about the two governments working together — not a friendship between two leaders.

"We're working with the Americans at the deployment from our bases," he said. "That is the special relationship. That is the special relationship in operation."

The New York Times

By Amelia Nierenberg and Farnaz Fassihi
March 25, 2026

Who Is Mohammad Bagher Ghalibaf?

A brigadier general and speaker of Parliament, Mr. Ghalibaf, one of the leaders of Iran's war effort, has emerged as a potential contact point in any peace talks.

Mohammad Bagher Ghalibaf, a former Islamic Revolutionary Guards Corps commander who is one of the key figures overseeing Iran's war with Israel and the United States, has been a defiant voice for the regime. On Wednesday, he said on social media that Iran was closely monitoring American troop deployments, warning, "Do not test our resolve to defend our land."

Yet as the Trump administra-

tion pursues talks to end the fighting, Mr. Ghalibaf, a brigadier general who is also the speaker of Iran's Parliament, has emerged as a potential contact point.

Pakistan's army chief, Field Marshal Syed Asim Munir, [recently reached out to him](#) with a proposal that Pakistan serve as host for negotiations between the United States and Iran, according to an Iranian official and a Pakistani official, both of whom

spoke on condition of anonymity to discuss the sensitive communications. Field Marshal Munir is believed to have close ties to the Revolutionary Guards.

Mr. Ghalibaf, 64, is [one of the highest-ranking officials](#) left in Iran, having survived the wave of killings of the country's top leaders since the start of the war. Before Israel and the United States attacked the country on Feb. 28, Ayatollah Ali Khamenei, the supreme

leader killed in the initial strikes, had designated Mr. Ghalibaf as his de facto deputy, tasked with [leading the armed forces](#) during war.

Mr. Ghalibaf is also close to the slain supreme leader's son, Ayatollah Mojtaba Khamenei, who succeeded his father.

Mr. Ghalibaf, who became the speaker of Parliament in 2020, is [one of Iran's most prominent conservatives](#). A former pilot

who served as mayor of Tehran, he ran for president several times, always unsuccessfully, though he was seen as a top contender for the job in both 2017 and 2024. His appeal was based more on his management skills than his ideology. He has long been seen as a leader of the conservative wing of Iran's establishment, but he is not considered one of its most hard-line figures.

He faced accusations of financial corruption during his tenure as mayor, and of moral hypocrisy for his family's lavish

spending abroad. He has denied the allegations.

In 2015, as mayor, he made headlines for ordering that all of Tehran's 1,500 billboards be fitted out with copies of famous works of art, including ones by Western artists. The initiative delighted and astonished residents, some of whom also saw it as a savvy move. At the time, it appeared that relations with the United States might be warming, and some wondered if Mr. Ghalibaf was trying to position himself as a cosmopolitan moderate, to show he was the right man for the times.

But Mr. Ghalibaf has taken a hard line against dissent. He was known for his role in Iran's violent repression of protesting students in 1999 and then in 2003, when he served as the country's chief of police and was reported to have told the authorities to use live ammunition against students.

He labeled the most recent wave of protests, which the government brutally repressed in January, as "sedition."

Since the war began, Mr. Ghalibaf has joined other top

officials in speaking out defiantly against the United States and Israel.

Earlier this month, he wrote on social media that Iran was not seeking a cease-fire, vowing to fight on. "We believe we must strike the aggressor in the mouth so that it learns a lesson and never again even thinks of aggressing against our dear Iran," he said. And on Monday, he dismissed as "fake news" President Trump's assertion that talks with the United States were underway.



March.25, 2026

Kurdish leaders condemn Iranian ballistic missile attack on Peshmerga in Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish leaders in Kurdistan Region, Syria and Turkey on Tuesday condemned a ballistic missile attack on Erbil that killed several Peshmerga fighters and injured dozens, despite the Region reiterating its neutral position amid the ongoing war in the Middle East.

"I strongly condemn the Iranian missile attack on the headquarters of the Kurdistan Peshmerga Forces this morning," said President Masoud Barzani, calling the attack "hostile and utterly unjustified."

An Iranian ballistic missile strike on a Peshmerga base in Erbil province's Soran administration killed six fighters and injured 30 others early Tuesday, the Region's Peshmerga Ministry said in a statement. "This is the umpteenth time



Burial ceremony of two Peshmerga fighters who were killed in an Iranian ballistic missile attack on a Peshmerga base in Erbil's Soran district on March 24, 2026. Photo: Screenshot / Submitted

that such attacks have been carried out against the Kurdistan Region without regard to the principles of neighborliness and international law,"

President Barzani said. The Kurdistan Region has faced a wave of drone and missile attacks since the conflict began on February 28,

when the United States and Israel launched a joint military campaign against Iran. Iraqi armed groups aligned with Iran have claimed responsi-

bility for some of the attacks.

No party had claimed responsibility for the Tuesday attack at the time of writing.

"The Kurdistan Region has not been part of the current war in the region and has never been a threat to its neighbors," he added.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has adopted a policy of strict neutrality, positioning itself as a "factor of peace," with its leaders repeatedly calling for dialogue and insisting that it will not allow its territory to be used to threaten its neighbors.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani also strongly condemned "the Iranian missile attack that targeted the headquarters of the Peshmerga forces."

"We extend our deepest condolences to the families of the martyrs and wish a speedy

recovery to the injured," he said.

He reiterated that the Region "has always been a factor of peace and stability" and is "committed to a policy of non-involvement and conflict avoidance," adding that it poses "no threat to the security of neighboring countries," and therefore "this attack is a direct hostile aggression against the sovereignty of the country and has no justification and is completely contrary to the principles of good neighborliness."

"We call on the Iraqi federal government and the international community to intensify their efforts to prevent the repetition of these violations and protect the sovereignty of Iraq and the Kurdistan Region," he added.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani also condemned what he described as a "hostile and traitorous" attack, saying, "We will take

all measures to counter this hostility on the Kurdistan Region," and called on Baghdad and the international community "to put an end to these attacks."

Deputy Prime Minister Qubad Talabani extended condolences to the families of the victims and strongly condemned "the targeting of the Kurdistan Peshmerga forces," saying "we consider this attack as a violation of the sovereignty of Iraq and the Kurdistan Region."

Mazloun Abdi, commander-in-chief of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), also expressed condolences.

"We also extend our condolences to President Masoud Barzani, the leaders in the region, and the families of the martyrs in their affliction, and we wish a speedy recovery to the wounded," he said.

"I share the grief with our Kurdish people in the Kurdistan Region and the Peshmerga forces over the martyrdom of their heroes," he added.

Tuncer Bakirhan, co-chair of Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party), also condemned the attack in a post on X and extended condolences to the people of the Kurdistan Region and the families of the victims.

"This attack is part of a broader plan aimed at dragging the geography of Kurdistan into a regional war," he said. "Raising our voice against these dirty attacks is both a humanitarian and political necessity."

"We will not accept Kurds becoming a part of regional wars. Against these attacks, we will stand together and continue our common struggle with determination," he added.

Le Monde

Louri Chrétienne de Penanros
26 mars 2026

En Iran, la place paradoxale de la littérature étrangère

Compte-rendu d'une instructive matinée d'échanges, à l'Inalco, sur le thème « Traduction et pouvoir » en Iran.

Le 20 mars, à la Maison de la recherche de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), avait lieu une journée d'étude intitulée « Traduction et pouvoir ». La matinée, consacrée à l'Iran, était organisée par la spécialiste de la langue et de la littérature persanes Julie Duvigneau. Dans ce pays isolé, où la production littéraire est encadrée par la censure, les questions de traduction, synonyme d'échanges, se révèlent déterminantes.

La journée s'est ouverte sur un constat et un paradoxe : bien que les éditeurs iraniens traduisent depuis le XX^e siècle des textes vers le persan, le pays n'a jamais rejoint les traités internationaux sur les droits d'auteur, raconte la spécialiste de littérature persane contemporaine Laetitia Nanquette. D'une part, ne pas verser de droits permet de baisser les prix et d'accéder à des savoirs variés. D'autre part, dans la tradition iranienne, les écrits sont considérés comme un « héritage

collectif », et non comme la propriété d'une personne. L'universitaire ajoute que cette non-ratification a desservi la création iranienne. La concurrence avec les textes traduits depuis d'autres langues était trop rude. De plus, l'absence de copyright dissuade les éditeurs internationaux de publier les œuvres iraniennes.

S'ajoute à cela le problème majeur de la censure, qui existe depuis des siècles en Iran. Laetitia Nanquette estime que « près de 45 % des textes

occidentaux traduits sont soumis à une forme ou une autre de censure », et encore davantage s'agissant des livres écrits directement en persan. Julie Duvigneau s'est intéressée à la manière dont la traduction a pu servir comme stratégie de contournement de la censure. Ainsi, certaines figures de la scène éditoriale et littéraire iranienne semblent avoir traduit des textes non seulement dans une perspective de dialogue culturel, mais aussi pour faire écho à leur propre situation politique.

En résonance

C'est le cas de l'écrivaine Simin Daneshvar (1921-2012), qui côtoya les milieux socialistes et participa notamment aux « Dix nuits de la poésie » (1977), rencontres littéraires marquant le début des protestations qui aboutirent à la révolution de 1979. En effet, sa traduction de *La Cerisaie*, d'Anton Tchekhov (1904), qui met en scène l'avènement d'un monde nouveau, entre

en résonance avec les espoirs de son courant intellectuel. Julie Duvigneau soutient que l'écrivaine a retrouvé dans *La Lettre écarlate*, de Nathaniel Hawthorne (1850), qu'elle a également traduit, des thématiques ancrées dans la littérature persane ; aussi se serait-elle nourrie de ces textes pour renouveler la tradition littéraire, avec son roman *Savushun* (1969).

Figure de proue du mouve-

ment des écrivains contre la censure de 1994, Mohammad Mokhtari a quant à lui réutilisé dans ses poèmes certaines images tirées de textes européens qu'il avait traduits, note le chercheur américano-iranien Samad Alavi. *Bi Khab* (1995) décrit ainsi, dans un langage crypté, son expérience de la prison. En 1998, Mokhtari a été l'une des victimes d'assassinats visant diverses figures contestatrices du régime iranien.

Au cours de cette matinée, on aura donc évoqué les noms de maints écrivains et traducteurs iraniens du passé. Mais on aura peu entendu de voix iraniennes vivantes, et surtout aucune provenant de l'intérieur du pays. Grands absents de cette journée organisée en l'honneur de leur littérature, les auteurs iraniens occupaient néanmoins les pensées inquiètes de chaque intervenant.

The New York Times

Yeganeh Torbati
March 26, 2026

Commander Targeted by Israel Led Iran's Blockade of Strait of Hormuz

Israel said it killed the naval commander, Alireza Tangsiri, in an airstrike on Thursday morning. Iran has not commented.

Alireza Tangsiri, the commander of the naval forces of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps, is the latest senior Iranian military figure targeted by Israel in its monthlong bombardment of Iran.

Mr. Tangsiri had been leading Iran's successful effort to close the Strait of Hormuz to almost all shipping traffic, causing serious economic disruption worldwide and raising the cost of the Iran campaign for the United States, Israel's partner in the war. Israel said it had killed Mr. Tangsiri in a strike on Thursday; Iran has not commented.

It was not immediately clear what effect Mr. Tangsiri's death would have on Iran's Strait of Hormuz strategy. Iran [said](#) earlier this week that



Alireza Tangsiri in a photo released by the Islamic Revolutionary Guards Corps last month. Sepahnews, via Zuma Press Wire, via Reuters

it would allow "non-hostile" ship traffic through the narrow waterway.

Mr. Tangsiri oversaw the navy's testing of drones and cruise missiles, according to the U.S. Treasury, which imposed sanctions on him in

2019 and again in 2023. He also chaired the board of a company that manufactured and tested drones for the navy, the Treasury [said](#). Iran's ability to control passage through the strait has been made [possible](#), in part, by its use of attack drones.

Mr. Tangsiri had become a vocal presence on social media in recent weeks. He used his account on X to give [updates](#) on ships that Iran had refused to allow through the strait; to [threaten](#) U.S.-linked oil facilities; and [warn](#) the United States not to attack Kharg Island, Iran's main oil export hub.

Mr. Tangsiri was chosen to head the Revolutionary Guards' naval force by Iran's former supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, in 2018, and he was [known](#) for his aggressive statements asserting Iranian dominance over the Strait of Hormuz. Ayatollah Khamenei was killed in an airstrike at the outset of the U.S.-Israeli campaign against Iran last month.



Sara Saidi
26 mar 2026

En Iran, une chape de plomb numérique recouvre un quotidien marqué par les bombes et la répression

Depuis le début de la guerre, le 28 février, l'Iran est plongé dans un huis clos numérique. Cette coupure des communications vers l'extérieur et la limitation des contacts internes intensifient l'incertitude de la population qui ne peut ni s'informer de la réelle situation du pays, ni faire entendre sa voix.

Selon l'ONG pour les droits humains Human Rights Activists News Agency (HRANA), plus de 1 400 civils ont été tués depuis le début de la guerre en Iran, le 28 février 2026, dont 214 enfants. Des chiffres d'autant plus **difficiles** à obtenir que le conflit se fait dans un silence assourdissant.

La population iranienne fait en effet face à un black-out numérique parmi les plus sévères au monde, selon l'organisation de surveillance en cybersécurité et gouvernance d'internet **NetBlocks**, et les images des frappes aériennes qui parviennent au compte-gouttes du pays ne suffisent pas à faire état des réelles conditions de vie des Iraniens.

Leurs témoignages manquent désespérément. Leurs voix, leurs doutes et leurs espoirs peinent à nous parvenir : « Je ne

pense plus à ma belle maison [...]. Tout ce qui me définissait, tout ce qui donnait sens à ma vie est devenu vain », témoigne Mina* dans un rare message sur Telegram.

Ces bribes de réflexion, elle les partage lorsque la connexion le lui permet. « Frérot, tu as de la chance de réussir à dormir. Le sol tremble sous l'intensité des explosions ! Le bruit du passage des missiles juste au-dessus de nos têtes était terrifiant », peut-on également lire dans un autre message partagé sur l'application.

Les images du bazar de Tajrish à Téhéran, presque vide, rappellent également que les Iraniens ont passé **Norouz**, le Nouvel An iranien, le 20 mars dernier, sans nouvelles de leurs proches à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La coupure d'Internet « ne fait qu'aggraver la détresse des millions de civils qui, déjà en temps de guerre, n'ont pas accès à des sources d'informations et d'alertes indépendantes », dénonce Netblocks. Dans un pays déjà en crise économique depuis plus d'une décennie, cette mesure vient s'ajouter au coût économique de la guerre. L'ONG **estimait** en effet le coût économique du black-out de janvier à 37 millions de

dollars par jour pour les Iraniens.

À lire aussi Une répression à huis clos: comment le régime iranien organise un «black-out» numérique sans précédent

Une répression croissante

Les défenseurs des droits de l'Homme alertent aussi sur le risque accru de **répression** du régime. À la veille du Nouvel An iranien, la République islamique a ainsi exécuté quatre hommes, dont trois jeunes arrêtés lors des manifestations de janvier 2026. Le centre Abderrahman Boruman pour les droits humains en Iran a également dû arrêter fin février son décompte des personnes **exécutées** en 2026 par le régime. Celui-ci avait déjà atteint 587 personnes pour les deux premiers mois. Enfin, les organisations pour la défense des droits humains s'inquiètent du sort des prisonniers politiques isolés et dont les conditions de détention se détériorent.

À Téhéran, les contrôles semblent être systématiques au niveau des check-points. Selon les informations qui nous parviennent, les forces de sécurité inspectent les téléphones des civils : « Ils

fouillent les voitures et les téléphones portables, attaquent avec des armes et menacent de tuer à la moindre protestation », écrivait Mehdi* depuis Téhéran le 11 mars dernier.

Dans un **article publié par le centre interdisciplinaire de recherche DelCenter** dont elle la fondatrice, Afsaneh Rigot constate que la République islamique fait un travail de ciblage. « Un téléphone n'est pas qu'un simple objet personnel, c'est une véritable carte. Photos, historiques de conversations, contacts et réseaux sociaux peuvent tous servir à constituer pour les autorités une liste de personnes à arrêter », écrit-elle.

Pour Kavé Salamatian, professeur en informatique à l'université Savoie Mont Blanc et spécialiste de l'Iran ainsi que des réseaux d'internet, la guerre a permis aux plus radicaux de prendre le contrôle de l'État. « Après les événements de janvier, il y a eu un changement de gouvernance des communications et de l'inter-connexion iranienne qui est passé complètement aux mains des Gardiens de la Révolution, avec des techniciens nouvellement formés qui font partie du sérail », explique le chercheur.

À lire aussi Guerre au Moyen-Orient: en Iran, le difficile décompte des victimes civiles

Un instrument politique

Une **enquête** menée par Filter Watch, le 15 janvier dernier, va encore plus loin en affirmant que le régime iranien est entré dans une « nouvelle ère » où la connectivité n'est plus un droit mais « un privilège accordé ou non par le gouvernement ». Une information confirmée par Netblocks : « Les utilisateurs sélectionnés bénéficient d'un accès privilégié, tandis que les autres se retrouvent avec un intranet national limité et soumis à un contrôle de plus en plus strict. »

Le 10 mars, la porte-parole du gouvernement iranien, Fatemeh Mohajerani, a d'ailleurs officiellement admis l'existence d'un internet à plusieurs vitesses. « À propos d'internet, des mesures ont été mises en place pour donner plus de moyens aux personnes qui peuvent faire entendre davantage notre voix », a-t-elle affirmé. Cartes Sim blanches, accès privilégié à l'internet pour certaines personnes... Le régime s'octroie donc la possibilité de choisir qui parle.

Interrogé sur ce point par Margaret Brennan sur **CBS News**, le ministre des Affaires étrangères iranien Abbas Araghchi l'a d'ailleurs affirmé : « J'ai accès à internet parce que je suis la voix des Iraniens. »

« Le régime a en réalité décidé qu'il n'avait plus besoin de gagner la guerre de l'information à l'intérieur de l'Iran. Il lui suffit de la gagner à l'extérieur », traduit ainsi Mahsa Alimardani, directrice adjointe du programme « technologies, menaces et opportunités » chez **WITNESS**.

À travers des comptes gérés par l'État qui se font passer pour des voix d'opposition crédibles, et par le biais de créateurs de contenus voire d'influenceurs occidentaux comme la militante américaine pro-palestinienne **Calla Walsh** ou encore la britannique Bushra Shaikh, la République islamique cherche à se faire passer pour la victime de l'impérialisme occidental tout en réduisant en silence sa population, véritable victime de la guerre et de l'oppression. Pour ce faire, elle sème le doute : « Tous les jours ils répandent des fausses informations par SMS et menacent les gens, l'absence d'internet a vraiment permis au régime de profiter du manque d'information des gens. Ils augmentent les menaces chaque jour », s'indigne également Mehdi*.

« Le régime sait qu'il a perdu le soutien de son peuple. Mais la légitimité lui importe peu s'il dispose de la violence et du contrôle de l'information. Ce dont il a besoin, c'est d'un soutien international suffisant, et s'il survit à cette guerre, tout cela constituera le cadre et la stratégie de sa nouvelle

identité, tant intérieure qu'extérieure », estime Mahsa Alimardani.

Une connexion de plus en plus risquée

Jusqu'à présent, l'usage des VPN performants permettait aux Iraniens de contourner la censure par mots-clés, mais ceux-ci deviennent de plus en plus chers et sont **sabotés** par le régime. À cela s'ajoute le risque qu'ils représentent pour les usagers : « Non seulement leur utilisation est criminalisée, mais nombre d'entre eux sont contrôlés et surveillés par le gouvernement. Ainsi, les utilisateurs pensent contourner la censure alors qu'ils sont en réalité surveillés par les outils mêmes qu'ils croient les protéger », analyse Mahsa Alimardani.

De même, être en possession d'une antenne **Starlink**, seule méthode de contact avec l'extérieur pendant le black-out de janvier, est source d'inquiétude. « L'antenne émet des ondes, donc on peut, par triangulation, en connaître la location », affirme Kavé Salamati. Les autorités ont en effet menacé tout détenteur d'antennes paraboliques d'emprisonnement.

Parallèlement, la communauté internationale se mobilise. Une campagne « Laissez parler l'Iran » (#lettranspeak) a été lancée sur les réseaux et, dimanche 15 mars, un appel à action incitait à se prendre en photo avec une pancarte sur laquelle était écrit

: « End internet black-out, let Iranians be heard » (Mettez fin au black-out d'internet, laissez les Iraniens être entendus) et de la publier sur **Instagram** à 18h. L'objectif : rappeler que l'accès à internet est un droit fondamental.

direct2cell

Iranian Women's Coalition for Internet Freedom,

Pour éviter le contrôle de la connectivité par l'État, les coalitions et l'ainsi que les organisations **WITNESS** et **Access Now** appellent à une gouvernance démocratique internationale par satellite ainsi qu'à une connexion satellite directement reliée aux portables (Direct to cell) permettant ainsi aux Iraniens de se connecter sans équipement particulier et à moindre coût.

En attendant, la population iranienne, championne de la désobéissance civile, utilise les moyens du bord pour se relier au monde : rotation de VPN, application de messagerie décentralisée Bitchat ou encore passage physique de l'autre côté de la frontière. Une méthode risquée qui a néanmoins permis en janvier 2026 de diffuser les premières images du centre médico-légal de Kahrizak et de montrer ainsi au monde l'ampleur de la répression du régime qui a fait des dizaines de milliers de morts en deux jours.

* Les prénoms ont été modifiés.

Le Monde

Chloé Hoorman, Elsa Conesa
27 mars 2026

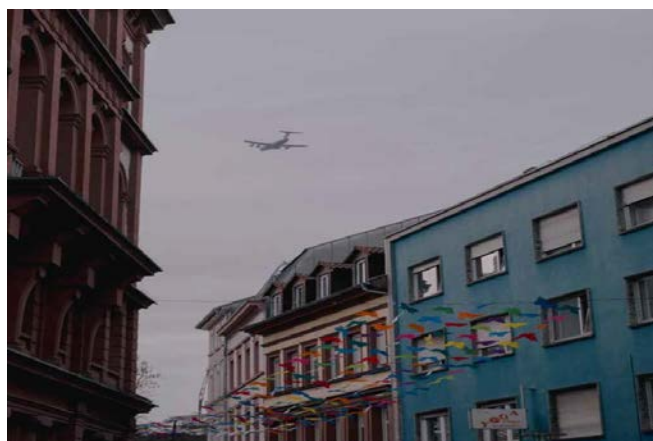
Guerre en Iran : l'Europe base arrière des opérations américaines

Les Etats-Unis s'appuient sur leur vaste réseau de bases aériennes alliées pour mener son offensive. Malgré quelques réticences européennes.

Lorsque les Etats-Unis ont lancé l'opération d'intervention en Iran, ils n'ont pas prévenu leurs alliés. Mais, dans la petite ville de Ramstein-Miesenbach, qui jouxte la base aérienne américaine du même nom, réputée l'une des plus grandes hors des Etats-Unis, les quelque 8 000 habitants savaient déjà que quelque chose se tramait. Trois semaines avant l'opération, l'activité autour de la base américaine s'était accrue. Avec un signe qui ne trompe pas : la fréquence des survols de la ville par des avions de l'US Air Force : deux bombardiers B1, des avions de ravitaillement KC-135 et des avions-cargos, les fameux C-17 que tout le monde connaît ici.

D'ordinaire, ces gros appareils noirs ne survolent la commune que pendant la journée, entre 6 heures du matin et 22 heures. Mais ils avaient commencé à voler la nuit, et à bien plus grande fréquence pendant la journée. Ces jours-ci, impossible de les ignorer : deux à trois fois par heure, ils rasant la ville de Ramstein et la cité voisine de Kaiserslautern, qui abrite elle aussi une base américaine de l'armée de terre. Les habitants semblent ne même plus remarquer le bourdonnement qui annonce leur passage.

Un autre indicateur a révélé la recrudescence d'activité militaire : en quelques jours, tous les hôtels du coin, presque entièrement tournés vers l'accueil des troupes, ont affiché complet. Et le restent : d'après l'un d'eux, la base américaine a encore fait savoir en début de semaine qu'elle « cherchait immédiatement 300 à 400 chambres ». Dans les rues de Ramstein et de Kaiserslautern, difficile de ne pas croiser des soldats de l'US Air Force appelés en renfort.



Un avion américain survole le centre-ville de Kaiserslautern (Allemagne) en direction de la base aérienne de Ramstein, le 25 mars 2026 FABIAN RITTER POUR « M LE MAGAZINE DU MONDE »

Nombre d'entre eux sont fraîchement arrivés de la base de McChord dans l'Etat de Washington, de Caroline du Nord ou de Californie. Comme ces trois militaires qui profitent d'une bière en terrasse, à Kaiserslautern, facilement identifiables à leurs lunettes de sport et leur casquette. Ils sont arrivés « depuis trois semaines », dit l'un d'eux, et ne savent pas jusqu'à quand. Certains ont laissé leur famille derrière eux, contrairement à ceux qui sont stationnés ici de façon permanente.

Le hangar à munitions des Etats-Unis

Depuis le début des frappes aériennes sur l'Iran, l'Europe apparaît comme le premier porte-avions américain, et son hangar à munitions. « Les distances sont plus courtes, cela coûte moins cher et il est beaucoup plus facile de projeter notre puissance grâce à notre réseau de bases et d'alliés », déclarait ainsi, le 16 mars, le général Alexis Grynkewich, commandant des forces américaines en Europe (appelées « Eurocom » dans le jargon américain).

Dès l'automne 2025, le ballet des avions de guerre ne s'est pas seulement accéléré au-dessus de la base de Ramstein, ou de celle de Spangdahlem, qui abrite la 52nd Fighter Wing, composée de chasseurs F-16. Il a pu être observé dans le ciel du Royaume-Uni, de l'Italie ou encore de l'Espagne, où les Américains disposent historiquement de grandes bases aériennes.

Discrètement, Washington a ainsi étoffé sa flotte d'avions de chasse (des F-35 et des F-15) sur la base de Lakenheath, dans le Suffolk. A Mildenhall, siège de la 100th Air Refueling Wing (l'unité de ravitaillement de l'US Air Force), les Boeing KC-135 Stratotanker tournent non-stop. Enfin, la base de Fairford est devenue le principal hub pour les bombardiers américains B-1 et B-52 qui frappent l'Iran.

Embarrassant pour les dirigeants européens

En Italie, les Américains peuvent s'appuyer sur deux bases aériennes. La première est Sigonella, en Sicile, qui abrite des drones

spécialisés dans les missions dites « ISR » dans le jargon (intelligence, surveillance, reconnaissance), dont le RQ-4 Global Hawk. Elle fonctionne aussi comme une base arrière pour les opérations, comme point d'escale par exemple pour des avions de transport (transit de personnel, munitions, équipements).

La seconde est Aviano, qui abrite la 31st Fighter Wing avec ses F-16 et ses ravitailleurs, qui permettent d'allonger la durée des missions. Enfin, l'US Air Force avait aussi positionné de nombreux ravitailleurs à Moron de la Frontera, ainsi qu'à Rota, en Espagne, avant le début de la guerre.

Ces allées et venues incessantes entre l'Europe et le Moyen-Orient apparaissent bien embarrassantes pour les dirigeants européens, qui ne cessent de clamer : « Ce n'est pas notre guerre. » Le 5 mars, le gouvernement espagnol a refusé que sa base soit utilisée pour des frappes contre l'Iran, ce qui a entraîné le retrait d'une quinzaine d'avions américains vers d'autres bases (comme Ramstein, en Allemagne).

Après avoir refusé de voir les bases situées sur son territoire impliquées dans les opérations, le Royaume-Uni a fini par céder aux demandes américaines, le 20 mars. A condition que les appareils concernés ne frappent que les sites de tirs iraniens menaçant le trafic maritime dans le Golfe. Discret, la France a autorisé à titre temporaire l'atterrissage de ravitailleurs américains à Istres (Bouches-du-Rhône), là aussi à condition que cela ne participe pas à la réalisation de missions offensives.

Syrie : l'ONU alerte sur de possibles crimes de guerre à Souweïda après des violences meurtrières dans la ville druze en juillet

Dans son dernier rapport, la Commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie affirme avoir documenté des « exécutions, des actes de torture, des violences sexistes et des incendies de maisons à grande échelle », commises par les forces gouvernementales.

Des « crimes de guerre » et des crimes contre l'humanité pourraient avoir été commis lors des violences qui ont secoué la province druze syrienne de Souweïda en juillet dernier, faisant plus de 1 700 morts, ont affirmé vendredi 27 mars des enquêteurs de l'ONU.

« Les graves violations commises par les forces gouvernementales et les groupes armés druzes pourraient constituer des crimes de guerre », a déclaré Fionnuala Ni Aolain, membre de la Commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie, dans un communiqué.

La province à majorité druze de Souweïda, dans le sud de la Syrie, avait été le théâtre d'affrontements meurtriers en juillet entre combattants druzes et Bédouins sunnites, qui s'étaient étendus avec l'intervention des forces gouvernementales et des tribus venues d'autres régions.

Dans son dernier rapport, la Commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie affirme avoir documenté des « exécutions, des actes de torture, des violences sexistes et des incendies de maisons à grande échelle », lors des violences qui ont secoué le cœur de ce territoire contrôlé par les Druzes, qui pratiquent une religion ésotérique issue de la branche ismaélienne du chiisme.

1 700 morts



Des membres du Croissant-rouge syrien transportent un cadavre dans un sac mortuaire vers leur camion, à l'hôpital de Souweïda, en Syrie, le 23 juillet 2025. PHILÉMON BARBIER/ COLLECTIF HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

La commission, qui enquête sur les violations du droit international commises en Syrie depuis le début de la longue guerre civile, en 2011, a détaillé « trois vagues de violences simultanées » à Souweïda entre le 14 et le 19 juillet 2025, faisant plus de 1 700 morts et près de 200 000 déplacés.

Le rapport, s'appuyant sur 409 témoignages de survivants et de témoins, ainsi que sur des visites de terrain, précise que la première vague de violences, du 14 au 16 juillet, avait été la plus meurtrière.

Les forces gouvernementales, accompagnées de combattants tribaux, ont commis des « violations généralisées du droit international humanitaire et des droits de l'homme à l'encontre des civils druzes », avec notamment des « meurtres, tortures, détentions arbitraires et pil-

lages », selon la commission.

Israël accusé d'avoir contribué à l'instabilité

Lors d'une deuxième vague, qui a débuté le 17 juillet alors que les forces gouvernementales se retiraient à la suite de frappes aériennes israéliennes, des groupes armés druzes ont attaqué des civils bédouins, avec là aussi des meurtres et actes de torture.

Et puis, du 17 au 19 juillet, des combattants tribaux ont pris pour cible des civils druzes en représailles, a précisé la commission, soulignant que des membres des forces gouvernementales avaient alors ôté leurs uniformes pour participer aux violences.

La commission a également rappelé que les frappes israéliennes avaient non seulement tué et mutilé des civils, mais

aussi contribué à l'instabilité, « alimentant les accusations de trahison contre les dirigeants de la communauté druze et provoquant des représailles contre l'ensemble de la communauté ».

Le rapport a aussi averti que la province demeurerait profondément divisée et que la quasi-totalité des quelque 200 000 personnes déplacées en juillet restaient dans l'impossibilité de rentrer chez elles.

« Il est urgent de déployer des efforts accrus pour que tous les auteurs de ces actes rendent des comptes, quels que soient leur affiliation ou leur rang, afin de rétablir la confiance au sein des communautés victimes, parallèlement à un véritable dialogue pour s'attaquer aux causes profondes du conflit », a déclaré Paulo Pinheiro, président de la commission.



27 mars 2026

Guerre au Moyen-Orient : «En Iran, les gens vivent chaque jour dans une double peur»

Après les menaces et le revirement de Donald Trump lundi, «Libé» a pu constater que les Iraniens oscillent entre confusion et désillusion. La population est prise entre l'escalade militaire, la répression du régime et le black-out numérique qui accentue encore l'isolement et l'angoisse.

Donald Trump parle et, comme le reste du monde, les Iraniens peinent à comprendre la stratégie du président américain. Incertitude, anxiété et flou sont les trois mots qui résument l'état d'esprit de la société iranienne après quatre semaines de guerre et près de 1 500 civils tués. L'annonce d'un ultimatum américain de quarante-huit heures avant des frappes massives sur les centrales électriques du pays si Téhéran ne rouvrirait pas le détroit d'Ormuz a provoqué un vent de panique dans le pays en début de semaine.

La peur de coupures de courant prolongées, qui s'ajouteraient au black-out numérique quasi-total depuis le 28 février, a poussé de nombreux Iraniens à faire des provisions de piles, de batteries, d'eau et de produits de première nécessité. Et puis Donald Trump a fait volte-face, prolongeant l'ultimatum de cinq jours, annonçant des négociations avec la république islamique et men-

tionnant une énigmatique personnalité «très respectée» parmi les dirigeants qui serait disposée à discuter avec les Etats-Unis.

Via les médias d'Etat, les messages officiels suggèrent le contraire depuis lundi, les autorités insistant sur le fait qu'aucune négociation, directe ou indirecte, n'est en cours même si elles reconnaissent avoir pris connaissance du «plan en quinze points» soumis par les Américains. Les Iraniens, eux, manient l'ironie : pour eux, personne ne correspond à la fiche de poste déroulée par Trump, aucun dirigeant n'étant universellement «respecté» dans le pays après quarante-sept ans d'autoritarisme et une campagne d'assassinats ciblés depuis le début de l'offensive américano-israélienne.

Fatalisme

Mais rapidement après les déclarations du président américain, toutes les spéculations pointaient vers un nom, celui de l'actuel président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, l'une des figures les plus influentes au sein des Gardiens de la révolution. Ancien maire de Téhéran et ex-chef de la police nationale, son nom est surtout largement associé à la corruption et à la répression qui sévissent en Iran.

«Pour beaucoup, c'est à

ce moment-là que l'illusion s'est évanouie, lâche Shirin, une docteure de 42 ans. Dès que le nom de Ghalibaf a été évoqué comme celui de l'interlocuteur iranien probable, l'idée que cette guerre pourrait déboucher sur un changement significatif a commencé à perdre de la consistance» parmi les Iraniens. «*Il est profondément impopulaire. Même parmi les candidats conservateurs, il a toujours recueilli un faible soutien lors des élections*», poursuit la jeune femme.

«*Ceux qui soutiennent le système le soutiendront, car ils font passer la survie du régime avant tout le reste*», analyse, avec fatalisme, Nima. Le trentenaire, qui se décrit comme politiquement neutre, assure que même de nombreux partisans du régime des mollahs ont des sentiments mitigés à l'égard de Ghalibaf. «*Son nom est associé à des affaires de corruption, à une ambition de longue date pour la présidence et à une soif évidente de pouvoir. Tout ça a fait de lui une figure plutôt impopulaire, même au sein de la base même du système*», poursuit Nima.

Seuil de tolérance de plus en plus bas

Setayesh, lui, croit à un coup de bluff du président américain, pour gagner du temps avant de franchir un

nouveau cran sur le terrain, notamment via des opérations terrestres. «*Je ne pense pas qu'il y aura de véritable accord*, explique le jeune homme de 26 ans. *Si l'Iran ne rouvre pas le détroit d'Ormuz, les Etats-Unis frapperont, peut-être en ciblant l'île de Kharg* [d'où partent 90 % des exportations de pétrole iranien, ndlr] *ou en augmentant la pression par une action militaire directe.*»

La vie sous les missiles depuis quatre semaines, la peur, l'effondrement économique, la répression, les coupures d'Internet : tout nourrit un sentiment de tensions. Même au sein de familles qui semblaient encore unies il y a peu, des lignes de fracture apparaissent. Qu'est-ce qui est pire : la répression d'un régime aux abois ou cette attaque militaire massive ? Faut-il soutenir la guerre ou défendre la souveraineté nationale ? Pour certains, la destruction promise des infrastructures civiles plongera l'Iran dans une crise encore plus profonde quand d'autres assurent que la véritable infrastructure du pays, c'est sa jeunesse aujourd'hui écrasée sous le joug du régime théocratique.

Dans les conversations, le seuil de tolérance est de plus en plus bas. Une société façonnée par la guerre et la répression n'a plus guère de réserve émo-

tionnelle et la moindre remarque peut déclencher la colère, aggraver la méfiance et pousser les Iraniens vers des positions extrêmes.

Vu les déclarations contradictoires qui s'accumulent cette semaine, de Téhéran à Washington en passant par Islamabad ou Oman, Reza en vient à douter qu'un réel effort diplomatique soit en cours. *«Trump n'a jamais été du genre à parler franchement. Il a souvent tenu des propos qui étaient en totale contradiction avec la réalité. Je pense qu'il complique délibérément la situation pour semer la confusion chez son adversaire»*, analyse ce Téhéranais pour qui le régime iranien n'a aucune intention ni aucun intérêt à négocier non plus : *«Si l'on regarde ça de manière rationnelle, la république islamique est toujours debout. Aucune des deux parties n'a obtenu ce qu'elle voulait. L'idéologie du régime est toujours intacte. Même si la guerre s'arrête, tout est en place pour qu'elle reprenne probablement plus tard.»*

«Des défilés bruyants et intimidants»

Cette analyse est partagée par Sadra, 28 ans : *«J'ai un très mauvais pressentiment à propos de ces négociations. Je crains que cela ne permette à la république islamique de survivre. S'ils restent au pouvoir, ils seront affaiblis. Ils renforceront leur emprise et réprimeront la population iranienne encore plus violemment pour consolider leur pouvoir.»* Sadra résume sa position sans détour : *«Je ne veux pas qu'ils restent. Peu m'im-*

porte que la guerre s'éternise. Ce que je redoute le plus, c'est leur survie.» Javad, 23 ans, lui aussi originaire de Téhéran, se dit favorable à toute mesure susceptible de retarder ou d'empêcher les attaques contre les infrastructures : *«La fin de cette situation coûtera cher au peuple iranien, que la république islamique survive ou qu'elle prenne conscience qu'elle touche à sa fin.»*

Car depuis le 28 février et le début de l'offensive américano-israélienne, la répression s'est intensifiée. Le régime maintient le pays dans le noir numérique, la coupure d'internet dépassant désormais les six cents heures. Les autorités ont adopté une approche de plus en plus radicale à l'égard de la dissidence. Les biens des opposants en exil ont été confisqués. Ceux qui se trouvent encore en Iran font l'objet d'arrestations violentes. Plusieurs exécutions capitales ont été annoncées, notamment des jeunes arrêtés lors des manifestations de début janvier.

Toute personne soupçonnée d'avoir envoyé des images ou des informations à des médias indépendants à l'étranger est en danger. Les autorités localisent les vidéos tournées en Iran et placent en détention ceux qui les ont tournées ou partagées. Même ceux qui parviennent à contourner le black-out, grâce à Starlink ou à des VPN coûteux, sont parfois identifiés et convoqués ou arrêtés.

L'Etat s'efforce également de maintenir un contrôle total sur l'espace public, notamment en faisant patrouiller chaque nuit dans

les rues des grandes villes des partisans du régime. *«Des défilés bruyants et intimidants, raconte Abolfazl, 25 ans. Par groupes de plusieurs dizaines, munis de haut-parleurs et de drapeaux de la république islamique, du Hezbollah et des Gardiens de la révolution, ils parcourent les quartiers en scandant "Mort à Israël" et "Mort à l'Amérique".»*

«Nous vivons dans une anxiété constante»

Les postes de contrôle sur les principaux axes routiers se sont multipliés par centaines. Des hommes armés, souvent le visage dissimulé, interpellent automobilistes et piétons et les fouillent parfois. *«Ils se couvrent le visage pour paraître plus effrayants, pour semer la peur, analyse calmement Monir, 48 ans. Mais ce qui me trouble le plus, c'est que bon nombre de ceux qui portent des armes lourdes à ces postes de contrôle sont très jeunes, presque des adolescents.»*

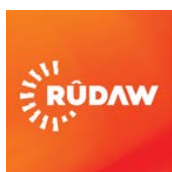
Les frappes quotidiennes touchent non seulement des cibles militaires mais aussi des zones urbaines densément peuplées et bon nombre de ces victimes sont des Iraniens critiques à l'égard du régime. *«Les gens vivent chaque jour dans une double peur, raconte Alireza, 44 ans, qui vit à Téhéran. D'un côté, il y a la répression interne. De l'autre, la menace d'attaques militaires. Mais le plus douloureux, c'est que les morts parmi les civils sont ignorés.»*

«C'est troublant, ajoute Leila, la sœur d'Alireza, que les deux camps pas-

sent sous silence le coût humain. L'un veut faire croire qu'il ne vise que des objectifs militaires et ne commet aucun crime. L'autre nie la noirceur de la guerre afin de maintenir un conflit qui sert sa propre survie.» Malgré tout, passant à travers l'écran de fumée de la guerre, le black-out médiatique et les multiples couches de censure, quelques noms de victimes commencent à émerger.

Comme celui de Brivan Molani, tuée dans son lit dans l'effondrement de son immeuble à Téhéran, où la jeune femme venait de se réinstaller avec sa famille. La frappe aurait visé un bâtiment où se cachait le ministre iranien du Renseignement, Esmail Khatib, ce que tout le monde ignorait dans le voisinage. A 26 ans, Brivan tenait une boutique de vêtements en ligne et était l'unique enfant de sa famille. Sur les images du sauvetage, on voit les secouristes tendre la main vers sa mère, ensevelie sous les décombres qui s'écrie : *«Ma fille... Où est ma fille ? Sauvez-la en premier.»*

Beaucoup d'histoires semblables ne seront probablement jamais racontées. *«La vie des Iraniens n'a aucune valeur pour aucune des parties et leur mort n'entraîne aucune conséquence, se désole Nader, 48 ans. A Téhéran, nous vivons tous dans une anxiété constante. On ne sait jamais si, quelque part à proximité, un bâtiment ou une personne est utilisé comme cible militaire. Et puis, on perd la vie en tant que "dommage collatéral".»*



March, 27, 2026

US condemns Iran-linked attacks on citizens, energy infrastructure in Kurdistan, Iraq

ERBIL, Kurdistan Region -

The US on Thursday condemned the “continued attacks” by Iran and its aligned armed groups against alleged American targets and energy infrastructure in Kurdistan and Iraq, US Secretary of State Marco Rubio said in a phone call with Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani, also offering condolences for the recent killing and injury of Kurdish Peshmerga fighters in one such attack.

In a statement, the Kurdistan Regional Government (KRG) reported that Prime Minister Barzani and Rubio held a call on Thursday, during which the US top diplomat “expressed his condolences over the recent loss of the six Peshmerga [fighters],” reaffirming Washington’s “support for the Kurdistan Region and the Peshmerga forces.”

The Kurdish premier “expressed appreciation” for Rubio’s call and the continued US support “during this critical time.” The two officials also “exchanged views on the relationship between the Kurdistan Region and the federal government [in Baghdad], as well as on economic challenges.”

Six Kurdish Peshmerga fighters were killed and more than 20 others wounded in missile strikes targeting a base in Erbil province early Tuesday. The attack came as pro-Iran armed groups have carried out more than 450 strikes on alleged targets in the Re-



US Secretary of State Marco Rubio (left) and Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani (right).
Graphic: Rudaw

gion since the onset of the Iran-Israel-US war on February 28, according to Rudaw tracking.

In a statement on Thursday, the State Department’s Principal Deputy Spokesperson Tommy Pigott quoted Rubio as “strongly condemning the continued attacks by Iran and Iran-aligned Iraqi terrorist militias against U.S. citizens and energy infrastructure across Iraq.”

Pigott added that Rubio “expressed his gratitude” to the KRG for “enabling oil from Iraq,” including the Kurdistan Region, “to reach global markets.”

Erbil in mid-March approved a request by Baghdad to resume Iraqi oil exports via the

Kurdistan Region’s pipeline to Turkey.

In a post on X, the Prime Minister Barzani then stated that “in light of the extraordinary circumstances facing the country and the responsibility that falls upon all of us to work toward overcoming this difficult situation, we have decided to allow oil to flow through the Kurdistan Region pipeline as soon as possible.”

He also thanked the United States for its role in the process, saying, “I express my gratitude and appreciation to our American partners for their role and support in this process.”

The Iraqi request came as Baghdad’s exports have largely been halted after Iran

effectively closed the strategic Strait of Hormuz in late February.

The KRG’s approval came despite its previous criticism of Baghdad for enforcing a “suffocating embargo” on the Region by restricting access to official-rate US dollars for traders and failing to “confront” attacks by Iran-aligned armed groups targeting the Region’s energy infrastructure.

Oil exports from the Kurdistan Region have largely been halted following repeated drone and missile attacks on energy infrastructure largely blamed on pro-Iran armed groups in Iraq.

Guerre en Iran : ce qu'il faut retenir d'un mois de conflit

Les frappes israélo-américaines et la riposte de l'Iran ont plongé le Moyen-Orient dans une crise aux répercussions militaires, diplomatiques et économiques multiples. Les Décodeurs font le point sur la situation.

L'effet de souffle est à la hauteur de l'effet de surprise. Depuis le 28 février, les bombardements menés par les Etats-Unis et Israël ont, non seulement réduit les capacités militaires de leur principal ennemi au Moyen-Orient, mais ont également mis en branle une vaste machinerie guerrière impliquant le Liban, les monarchies du Golfe, et les alliés de l'Iran. Les frappes ont aussi bouleversé l'économie mondiale, avec la fermeture du détroit d'Ormuz, passage maritime essentiel au commerce mondial d'hydrocarbures.

Un mois plus tard, que sait-on du bilan humain et matériel du conflit ? Quels sont les motivations réelles des belligérants et leurs objectifs ? Quel impact sur l'économie mondiale et la sécurité énergétique ? Et surtout, quelles sont les perspectives de paix dans une région constamment au bord de l'escalade ? Les Décodeurs vous aident à comprendre les enjeux de cette crise.

1. Que s'est-il passé en un mois ?

Une campagne intense de frappes américaines et israéliennes contre l'Iran

La guerre a commencé le 28 février par une attaque conjointe des Etats-Unis et d'Israël sur l'Iran, baptisée « Fureur épique ». En un mois, les deux pays ont mené [plus de 1 500 frappes aériennes](#) contre le territoire iranien, en visant notamment :

L'appareil militaire (centres de commandement, dépôts de munitions, lanceurs de missiles, entreprises liées à l'armée, etc.) ;

Des bâtiments civils stratégiques (bâtiments gouvernementaux, aéroports, sièges de médias d'Etat, etc.) ;

Des infrastructures énergétiques (comme [le terminal d'exportation de pétrole de l'île de Kharg](#) ou le champ gazier de South Pars) ;

Des installations nucléaires.

Les Etats-Unis sont, par ailleurs, [accusés d'avoir bombardé une école à Téhéran](#), tuant [175 personnes](#), selon l'Iran.

Les dégâts matériels infligés par cette campagne de bombardements sont difficiles à évaluer. Si l'administration Trump s'est vantée, dès la mi-mars, d'avoir « *dévasté* » l'armée iranienne, ses capacités ne sont manifestement pas anéanties, puisqu'elle continue de riposter.

L'opération a, en tout cas, permis aux Etats-Unis et à Israël d'éliminer un grand nombre de hauts dignitaires du régime iranien, dont le guide suprême Ali Khamenei, ainsi que plusieurs scientifiques accusés de participer à des recherches balistiques ou nucléaires.

A ce stade, ni Israël ni les Etats-Unis n'ont engagé de troupes au sol en Iran. Le déploiement par Washington de

5 000 marines dans le golfe Persique, qui pourraient bientôt être rejoints par 10 000 hommes supplémentaires, laisse toutefois planer la menace d'une intervention terrestre.

Une riposte tous azimuts de l'Iran dans la région

Dès le 28 février, l'Iran a immédiatement répliqué avec des frappes soutenues sur plusieurs de ses voisins – plus de 1 100 depuis le début des hostilités, [selon le décompte de l'ONG spécialisée Armed Conflict Location & Event Data](#).

Téhéran a d'abord ciblé Israël, où des salves de drones et de missiles ont visé à la fois des infrastructures militaires et des zones urbaines, comme à Tel-Aviv.

L'Iran a aussi visé plusieurs monarchies du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Oman, Emirats arabes unis, Qatar, Koweït), frappant des bases américaines, [des sites énergétiques et industriels](#) (raffineries, installations de gaz naturel liquéfié, etc.), des aéroports (Koweït, Dubaï), des bâtiments civils ou encore des complexes hôteliers.

Ces frappes dépassent la simple riposte militaire : elles visent à démontrer la résilience du régime et à régionaliser le conflit en impliquant les alliés des Etats-Unis. En élargissant le théâtre des opérations, l'Iran complique toute réponse coordonnée. En ciblant des lieux symboliques du tourisme ré-

gional, comme Dubaï, il cherche à dégrader l'attractivité du Golfe. En frappant des infrastructures énergétiques et en bloquant le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, point de passage clé du commerce mondial, il secoue l'économie mondiale.

L'Iran a, par ailleurs, reçu le soutien du Hezbollah, son allié au Liban, qui a engagé des représailles militaires contre Israël.

Quel bilan humain ?

Le nombre de morts et de blessés est difficile à établir avec précision. Les autorités iraniennes ont affirmé que les frappes israélo-américaines avaient fait au moins 1 937 morts et 24 800 blessés au 26 mars.

Par ailleurs, d'après un décompte de l'Agence France-Presse :

- du côté israélien, les autorités ont fait état de 17 civils tués depuis le début des hostilités, et les secouristes ont dénombré plus de 400 blessés ;

- du côté américain, l'armée a rapporté la mort de 13 soldats ;

- au Liban, le conflit a fait 1 142 morts et plus de 3 300 blessés à la date du vendredi 27 mars, selon le ministère de la santé ;

- les Etats du Golfe ont dénombré au total 19 morts civils dans les frappes iraniennes ;

en Irak, des groupes pro-iraniens ont évoqué la mort de 96 de leurs membres dans des frappes ;

- en Cisjordanie, quatre femmes ont été tuées par des débris de missiles.

La guerre a aussi des conséquences humanitaires. Selon le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le conflit avait déjà fait **jusqu'à 3,2 millions de déplacés** à l'intérieur de l'Iran à la date du 12 mars. L'agence de l'ONU a également alerté sur la particulière vulnérabilité des 1,65 million de réfugiés – principalement afghans – qui vivaient en Iran avant le déclenchement de la guerre. **L'Organisation internationale des migrations** a, par ailleurs, établi que 70 000 Iraniens s'étaient réfugiés en Afghanistan au cours de la première moitié du mois de mars.

Au Liban, la reprise du conflit avec Israël a provoqué le déplacement de près de 20 % de la population, **selon le dernier bilan des Nations unies**.

2. Qui sont les acteurs du conflit et quels sont leurs intérêts ?

La guerre a très vite dépassé le trio de belligérants impliqués au premier chef, en raison de la stratégie de riposte tous azimuts de l'Iran dans la région. Au total, une dizaine de pays sont concernés directement par les frappes, sans compter l'Europe, touchée à la marge avec une **attaque de drones sur une base britannique à Chypre**. Voici un résumé de leur implication et de leur position :

3. Au-delà des aspects militaires, quelles sont les conséquences de la guerre ?

Le commerce mondial sévèrement perturbé

En attaquant les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite à coups de missiles, l'Iran a échaudé de nombreuses entreprises de transport qui ont

cessé d'emprunter le détroit d'Ormuz, un goulet maritime d'une cinquantaine de kilomètres qui relie le golfe Persique au golfe d'Oman. Ce passage ne représente que 2 % du trafic mondial de conteneurs, mais sa fermeture de fait a **désorganisé la logistique mondiale**. Elle a notamment compliqué la fourniture de pétrole et de gaz naturel liquéfié, dont elle concentre 20 à 25 % du trafic mondial, **principalement à destination de l'Asie**.

D'après les **Nations unies**, le trafic dans le détroit est tombé à moins de dix bateaux par jour dans la semaine qui a suivi le début de la guerre en Iran, contre 129 en moyenne en février. Si Téhéran a fait savoir, le 22 mars, que les « navires non hostiles » pourraient passer par le détroit, l'incertitude pèse toujours sur l'horizon de retour à la normale de cet axe commercial stratégique.

Une flambée mondiale du prix des carburants

En provoquant de vives tensions d'approvisionnement, le blocage du détroit d'Ormuz a fait exploser le prix des carburants, en particulier celui qu'utilise le transport maritime. Malgré un effort historique de l'Agence internationale de l'énergie pour débloquer des réserves stratégiques, le baril de pétrole Brent (la référence mondiale) a atteint environ 110 dollars (environ 95,55 euros) autour du 20 mars. Pour exporter leur production, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite peuvent compter sur deux pipelines, mais ces infrastructures **ne pallient que très partiellement** le blocage du détroit d'Ormuz. En définitive, pour les consommateurs, le prix des carburants à la pompe a beaucoup augmenté, en France comme ailleurs.

Un risque sanitaire et environnemental

La guerre constitue une menace importante pour l'environnement et la santé. D'après l'Observatoire des conflits et

de l'environnement, les frappes israéliennes sur des sites pétroliers de Téhéran ont exposé neuf millions d'habitants à une pollution importante, sans même compter le risque de marées noires. Les attaques **contre des sites de dessalement d'eau de mer** mettent, en outre, en danger l'approvisionnement en eau potable des populations. Les frappes contre les sites nucléaires iraniens n'ont, en revanche, eu à ce stade « aucune conséquence radiologique », selon l'Agence internationale de l'énergie atomique.

4. Et maintenant ?

Des négociations incertaines entre Washington et Téhéran...

Il est d'autant plus difficile d'imaginer comment le conflit pourrait prendre fin que Donald Trump demeure ambivalent dans ses déclarations, alternant entre mains tendues et menaces à l'égard de l'Iran. Washington a fait de la réouverture du détroit d'Ormuz une priorité, mais le président américain a repoussé deux fois l'ultimatum qu'il a donné à Téhéran, désormais fixé au 6 avril à 20 heures, heure américaine.

L'administration américaine fait grand cas d'un plan de paix en 15 points, dont le contenu exact reste inconnu, qu'elle a transmis aux autorités iraniennes avec la médiation du Pakistan. Jeudi 26 mars, une source anonyme citée par l'agence iranienne Tasnim a déclaré que Téhéran a répondu à ce plan et attend des nouvelles des Etats-Unis. Les pays arabes, eux, craignent que Donald Trump **déclare hâtivement la fin des hostilités**, sans que le détroit d'Ormuz soit débloquent et sans véritables garanties de sécurité.

... fragilisées par les divergences entre Trump et Netanyahu...

Les divergences de vues entre Israël et les Etats-Unis constituent un facteur d'incertitude. A la différence de son allié, Israël ne considère aucune op-

tion diplomatique et ambitionne plutôt de tuer les cadres de la République islamique. Israël a aussi contrarié le camp américain en attaquant des sites énergétiques iraniens.

Donald Trump et Benjamin Netanyahu sont aussi dans des situations différentes vis-à-vis de l'opinion publique : l'intervention armée est très soutenue en Israël, mais pas aux Etats-Unis. Or, chacun des deux dirigeants se prépare à une échéance électorale à l'automne (élections de mi-mandat aux Etats-Unis et législatives en Israël), ce qui pourrait augmenter leurs dissonances quant à la poursuite de la guerre.

... tandis que l'invasion israélienne au Liban et la menace houthiste rendent incertaine l'issue du conflit

Même si l'on devait observer une désescalade en Iran, le retour au calme dans la région n'est pas garanti. Israël ne cache en effet pas sa volonté de poursuivre et intensifier son invasion militaire **du sud-Liban**. « La question du démantèlement de Hezbollah reste centrale » et « nous sommes déterminés à changer fondamentalement la situation au Liban », a assuré le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, mercredi. Pour mettre en œuvre cet objectif, l'Etat hébreu compte notamment s'emparer d'une zone dans le sud du pays allant de la frontière israélienne jusqu'au fleuve Litani. La France a exhorté Israël à renoncer à cette opération.

Dans ce contexte déjà tendu, la menace des **Houthistes** pèse également sur la région. Après s'être tenu à l'écart des hostilités pendant un mois, le mouvement rebelle yéménite allié à l'Iran **a revendiqué samedi 28 mars une première frappe de missiles contre Israël**. Leur intervention dans le conflit pourrait encore accroître l'instabilité de la région.

The New York Times

Dina Esfandiary and Ziad Daoud
March 28, 2026

Iran Thinks It Can Win a Long War

Iran didn't want this war, but now it has reasons to prolong it. That's a problem for President Trump, who appears unable to reopen the Strait of Hormuz despite his threats. It's a problem for the global economy, which is buckling under a surge in energy costs. It's a problem for Gulf leaders hemorrhaging oil revenue. And it'll haunt future American presidents: Hormuz has been closed once; it can be closed again.

Despite the climbing death toll and destroyed infrastructure, surging oil prices are cushioning Iran's economy against the war's costs. Iran has met virtually every strike with a counterstrike, every threat with a matching threat. Its leaders' logic is cold but calculated: make this war so costly for everyone that no one wants to start another. For Tehran, the goals are simple. The Islamic Republic must survive this moment and ensure it is not attacked by the United States and Israel again. To achieve this, Iran believes it must impose a cost — to the United States and Israel, to the Gulf states' image of stability and to the global economy. So far, it's succeeding: Iran has learned how easy and comparatively cheap it is to hold the global economy hostage.

For Tehran, the moment is existential. It faced years of economic hardship as sanctions and mismanagement resulted in high inflation and a weaker currency. It also faced political and legitimacy

crises — both worsened by the brutal repression of protests, as well as social and environmental pressures so severe that dire water shortages prompted the country's president to warn Tehran might have to be evacuated. Then came the American and Israeli onslaught in which officials from both countries talked openly about regime change in Tehran.

That situation led to Iran's response: ruthless, step-by-step escalation. Unlike the short war in June, the escalation wasn't symbolic. Iran continues to hit the Arab Gulf states where it hurts, from energy to tourism. Tehran now holds the global economy hostage by choking off the Strait of Hormuz — a move it long threatened but never before executed.

Some saw these moves as unjustified; Tehran saw them as carefully calibrated. At the beginning of the war, the Iranian military hit regional energy infrastructure to sabotage production, taking some of the region's production temporarily offline. But it was only when Israel conducted an attack against Iran's South Pars gas field on March 18 that Iran went for the jugular. After the Israeli attack, Iran targeted energy infrastructure in Qatar, the United Arab Emirates and Saudi Arabia, seemingly aiming to cause longer-lasting damage. The hit on the world's largest liquefied natural gas export facility was so significant that it is likely to

cause an estimated \$20 billion of lost revenue and five years of repair. Iran demonstrated it was willing and able to retaliate in kind.

Iran is doing all this on the cheap. It uses a mix of relatively low-cost drones and missiles to overwhelm its adversaries' defenses. Those defenses are more expensive: Iran is deploying drones worth \$20,000 to \$50,000 against interceptors worth more than \$4 million. It's also using mines, drones and explosive-rigged boats to scare off shipping in the Strait of Hormuz. Put simply, Tehran is on the right side of the cost curve. And while Iranian munitions aren't unlimited, the country's military is getting better at striking targets as the war goes on. They might be shooting less, but they're shooting better.

This dynamic has created two advantages for Iran. First, high oil prices are hurting the United States but strengthening Iran's hand. This led to the Trump administration's paradoxical policy of relaxing sanctions on Iranian oil. Second, the closure of the strait is less damaging to Iran than to its neighbors. Iranian oil exports have fallen only modestly since the war began, while its neighbors' exports have tumbled. With the jump in crude prices, Iran is probably earning more from its oil today than it did before the war. Even the country's long-troubled currency has gained ground.

All this comes at a cost. Iran continues to sustain heavy bombardment, affecting residential areas and its energy grid. Tehran has antagonized its neighbors, several of whom are now calling for Trump to finish the job. While Iran's strategy initially surprised its adversaries, over time, everyone will adjust. The Gulf may find alternatives to the strait, investing in diversion routes and pipelines. The United States and regional powers will most likely prepare plans to prevent future closures of the strait. None of this will help Iran's new rulers stay in power. Once the war is over, they will still have to contend with their internal economic, political, social and environmental crises — as well as the deaths of many of their fellow leaders.

Iran didn't want this war, but it has learned how to use it. The Strait of Hormuz is a major vulnerability to the global economy. Tehran will remember the value of being able to close it. That leverage won't fix its deep domestic problems. But it will anchor the United States more firmly in the Middle East, despite years of talk about pivoting away from the region.

Dr. Esfandiary researches the Middle East and Dr. Daoud researches emerging markets at Bloomberg Economics.

The New York Times

Erika Solomon
Visuals by Daniel Berehulak
March 28, 2026

On Iran's Rugged Frontier, Kurds Yearn to Join the Fight

Hidden among craggy mountaintops, and burrowed in tunnels deep underground, the forces of a would-be Kurdish insurgency lie in wait.

For decades, the rugged frontier dividing the Zagros Mountains between Iran and Iraq has been the refuge of these exiled Iranian militants, who have set up camps in Iraq's semiautonomous Kurdistan region — on the condition they do not stir too much trouble.

IRAQI KURDISTAN

Now, American jets and Iranian drones streak overhead so frequently that the fighters have learned to discern their models just by sound. As they listen to the United States and Israel wage war on Iran, they yearn to join the fight.

"We just have to put our boots on, and we're ready," said Rebaz Sharifi, a commander of forces under the Kurdistan Freedom Party. His party is one of several Iranian Kurdish groups driven from their homes throughout four decades of insurgent efforts against Iran.

These groups' dream has long been to establish federal autonomy, akin to that of their fellow Kurds in Iraq. With Iran's leaders battered and degraded, they hope their moment has come.

Kurdish fighters this month at their base hidden among the mountains near Erbil, Iraq.

A building at a Kurdish base near



Erbil, with damage said to have been inflicted by an Iranian drone.

A camouflaged site near the Iraq-Iran border.

The Kurds argue that with Western military support, they could enter embattled Iran and spark insurgency in their ethnic homeland in its west. That would in turn, they argue, encourage other oppressed Iranian minorities and opposition groups to rise up, and eventually topple the government.

"Iran won't fall with missiles and drones," Mr. Sharifi said. "Iran needs a force to enter its territory, give hope to the people, and support them in overthrowing the regime at this time. That force should be the Kurds."

But the Kurds' desire to fight has hit a diplomatic roadblock. When the war on Iran began last month, U.S. and Israeli

officials briefly considered backing Kurdish forces to enter the country — a move that would have transformed the air war into a riskier campaign. President Trump even called Iraqi Kurdish leaders shortly after the war began, according to four Iraqi officials, to ask them to facilitate the militants' crossing into Iran.

Then, U.S. officials [abruptly paused the idea](#). Iraqi and regional leaders had pushed back fiercely, arguing that one small Kurdish force could not face down a government showing no signs of crumbling — and that the move would almost certainly drag Iraq into the war.

Without American and Iraqi support for their involvement, however, the Kurds are left to wait and train for a fight that may never come. At one mountain camp, as a commander barked orders to hide, the guerrillas melted into the

landscape like human chameleons, silently slipping around boulders in traditional baggy Kurdish salwar pants and battered sneakers.

Tehran remains so unnerved by the possibility of a Kurdish attack that it is already battering the region.

A fighter jetting over Kurdish areas in Iraq after flying over Iran.

The thud of missiles hitting Iraqi Kurdistan's airports, consulates and military bases, or being intercepted over them, is now the soundtrack of daily life. Mr. Sharifi's base, hidden among rolling hills, is marred with massive craters from drone strikes.

Hoping to evade nighttime attacks, Mr. Sharifi and his fighters move to the edge of their camp, listening to jackals cackling in the distance as they study the engines they



Iranian Kurdish fighters train in the mountains of neighboring Iraq, waiting to go into battle against Iran.

have pulled from mangled drones, eager to learn more about the enemy they hope to soon confront.

Covert Operations

The Kurds are one of the world's largest ethnic groups without a country. An estimated 40 million live in the border regions of Iran, Iraq, Syria and Turkey. For decades, those governments have frequently discriminated against Kurds, suppressed their culture and banned their language and traditions.

Kurdish groups in all four countries have waged efforts — armed or otherwise — to achieve independence or greater autonomy. Because of that, the Kurds have often made common cause with American forces in the region, most notably in the 2003 U.S. invasion of Iraq that toppled Saddam Hussein and enabled Iraqi Kurds to gain some autonomy.

Now, in the current war, Kurdish leaders say that they are again aligned with the United States, and that their talks with American officials con-

tinue — and include discussions over their possible involvement. They are undeterred by current cease-fire efforts, with some viewing the talks as a feint ahead of the next U.S. military escalation.

Iraqi intelligence officials say Iranian Kurds do not have the numbers to seize territory in Iran, estimating their forces at around 6,000. But some of them assess the militants to be capable of stoking regional insurgency. Whether it could succeed, or would simply cause more deadly chaos, was an open question.

Yet the debate over the viability of Kurdish forces, these officials say, misses the far more significant role that Iranian Kurds have played for months in U.S. and Israeli intelligence operations.

After Israel launched attacks on Iran last June, briefly joined by U.S. warplanes, commanders from Iran's powerful Revolutionary Guards traveled to Baghdad, according to the three senior Iraqi officials. They came with pictures and videos that showed Kurdish militants training with

weapons, meeting with suspected American and Israeli operatives, and smuggling people and sophisticated surveillance equipment into Iran.

The Iranians said the evidence backed their monthslong suspicions that the Kurds were preparing to stoke a rebellion, and that those ragtag rebels were facilitating covert U.S. and Israeli operations against Iran.

Some Kurdish leaders in the mountain bases quietly acknowledge ties with foreign agents. Two said their forces had received cash infusions over the past few months from intelligence figures identified as American or from "America's little brother," an indirect reference to Israel. That money, according to Iraqi security officials, was used to buy four-by-four vehicles and Kalashnikov rifles in Iraq's black market.

Karoline Leavitt, the White House press secretary, has said reports that Mr. Trump had supported a plan for the Kurds to launch an insurgency in Iran were "completely false." But U.S. intelligence officials

were involved in earlier efforts to arm Kurdish groups, according to people familiar with the plan.

Israel's secret service, the Mossad, has fostered long-standing ties with, and supplied arms to, Iran's Kurdish group. Israeli officials have said part of their secret plans to spur uprisings in Iran included supporting an invasion by Iranian Kurdish militia groups.

Some Kurdish commanders described how they run networks of informants inside the country — including from within Iran's state security — who track movements of Iranian forces and military equipment. They also ferret out the sites of bridges, or tunnels dug into the mountains, where Iranian rockets and drones are hidden.

Other commanders say they are sneaking in satellite internet devices like Starlink, to circumvent Iran's communication blackout, or geolocation tools, to pinpoint locations for strikes. They use a secret web of dirt roads that weave through the rocky ravines and foggy peaks along the border.

Cattle smugglers along a mountain road. These days, Kurds say they covertly transport electronic surveillance equipment into Iran.

A Kurdish fighter cleaning a gun in a tent. Without American approval to join the fight, much of these fighters' time is spent waiting.

The fighters shelter in a maze of tunnels reinforced with corrugated metal roofs, and fitted with bathrooms and kitchens.

A more direct military alliance with Washington is not without risks for the Kurds.

It could raise fears of separatism among Iran's Persian ethnic majority, potentially fracturing opposition to the gov-

ernment instead of emboldening it. And if the state is not toppled, its leaders could take brutal revenge on its Kurdish population.

"This is the most uncertain moment in our history," said Kako Aliyar, a senior political leader of the Komala party, a social democratic grouping of Iranian Kurds. "We did not start this war, but it must be finished."

Those fears are not so far-fetched, given the bloody crackdown on antigovernment protests that killed thousands in Iran in the months before the war. And the country's Kurds feel particularly vulnerable. Iran's Kurdish minority has long been one of the Islamic Republic's most organized opponents. Kurds have often faced the brunt of state repression. Rights groups say Kurdish detainees face a much higher chance of execution.

"If the regime survives," Mr. Aliyar added, "they will not forget what happened."

Disposable Allies?

From their mountain hide-outs, many Kurdish fighters say this

is the best chance they will get in their lifetime to gain some autonomy.

"We Kurds have a saying: Where the water runs deepest, that is the best place to swim," said Ali Bekas, 31, a fighter from the Komala party at a mountain camp. "We don't care, we're ready to swim."

Mr. Bekas is so wedded to the cause, he persuaded his wife to join him right after their marriage. They slip across the borders to fight wherever the battle rages, whether in Turkey, Syria or Iraq.

From a rocky perch nearby, Shaho Beluri, 57, a commander, teaches newer recruits mountain camouflage techniques passed down through more than five decades of Kurdish insurgencies.

"It's our history," Mr. Beluri said. "We have all learned from each other."

Kurdish fighters singing a folk song celebrating nature and mountains.

They are learning from recent history, too — in particular, the erstwhile alliance Syria's Kurds had with U.S. forces in

the yearslong fight against the Islamic State. Washington abruptly ended the alliance last year in favor of Syria's new central government.

The decision offered a bitter reminder: As a stateless group, the Kurds are also an ally easily discarded.

Iran's Kurds are nonetheless benefiting now from the training some fighters received from U.S. forces in Syria.

Dozens of miles from Mr. Beluri's camp, deep beneath a mountain near the border, battle-hardened fighters are returning from Syria to their commanders with the Kurdistan Free Life Party.

The fighters shelter in a maze of tunnels reinforced with corrugated metal roofs and fitted with bathrooms and kitchens. Surveillance cameras show what is happening above ground.

With no imminent prospects of joining the fight, bored militants have taken to painting tunnel walls with giant red roses.

Ali Bekas, 31, is so wedded to the cause, he persuaded

his wife to join him in the mountains right after their marriage.

A vehicle that was destroyed by an Iranian drone at a Kurdish military camp.

Laying flowers over the graves of two Kurdish fighters.

Fouad Beritan, their commander, said talks with their American counterparts had left Kurdish leaders wary of how little they understand about the U.S. endgame.

The burning desire to fight, he said, should not cloud their calculations around the realpolitik between powerful nations.

"If the U.S. and Iran somehow reach an agreement," he said, "What happens to us?"

Erika Solomon has reported on the Middle East for more than a decade, and Daniel Berehulak has been covering the region for 20 years. They reported from the mountains along the Iraq-Iran border.

Le Monde

Jean-Pierre Filiu
29 mars 2026

« Et si Trump et Nétanyahou avaient sauvé la République islamique d'Iran en prétendant la renverser ? »

Non seulement un mois de bombardements israélo-américains n'a pas conduit à l'effondrement du régime des ayatollahs, mais une nouvelle génération, aussi radicale que déterminée, est désormais aux commandes, observe l'historien Jean-Pierre Filiu dans sa chronique.

Le 11 février fut un bien sombre anniversaire pour l'ayatollah Ali Khamenei. Cela faisait quarante-sept ans que la révolution islamique avait renversé en Iran le régime du chah, mais l'heure n'était pas à la célébration. Guide suprême de la République islamique d'Iran depuis 1989,

l'ayatollah Khamenei avait ordonné, un mois plus tôt, l'implacable répression d'une vague de contestation sans précédent, au cours de laquelle au moins 7 000 personnes avaient été tuées. Le discrédit qui en résultait pour le régime des ayatollahs était d'autant plus profond que Kha-

menei était tenté de désigner son fils, Mojtaba, comme successeur, sur fond de luttes de factions entre les gardiens de la révolution.

En ce même 11 février, le président des États-Unis, Donald Trump, recevait le premier ministre israélien, Be-

nyamin Nétanyahou, pour la sixième fois depuis son retour à la Maison Blanche, en janvier 2025. Les deux dirigeants se sont accordés sur un plan de campagne contre l'Iran, tout en laissant les émissaires de M. Trump entretenir l'illusion des négociations avec Téhéran.

C'est la possibilité d'éliminer l'ayatollah Khamenei et une partie de ses proches, au matin du samedi 28 février, qui a précipité le déclenchement de l'offensive israélo-américaine. Le régime a beau avoir été ainsi décapité, tout en encaissant des coups terribles depuis un mois, il semble d'une certaine manière régénéré par l'affrontement en cours. Et si Trump et Nétanyahou avaient sauvé la République islamique en prétendant la renverser ?

Le précédent de 1980

Un résultat aussi déroutant aurait pu être anticipé par l'étude du précédent de l'invasion de l'Irak par l'Irak, en septembre 1980. Saddam Hussein, alors maître absolu de Bagdad, était persuadé que la République islamique, minée par les luttes de factions, le terrorisme intérieur et la guérilla kurde, allait rapidement s'effondrer. Les institutions du nouveau régime, mises en place dans un climat de crise permanente au fil des mois précédents, étaient encore fragiles.

C'est pourtant un sursaut d'unité nationale qui sauva le régime de l'ayatollah Khomeyni. Des pilotes de chasse, formés à l'ère du chah par des instructeurs américains, menèrent une audacieuse contre-offensive aérienne en territoire irakien, tandis que des volontaires galvanisés par la propagande islamiste se présentèrent en masse aux bureaux de recrutement. Une telle ferveur patriotique servit le bras armé du régime, les gardiens de la révolution,



Un portrait du défunt Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, tué dans un bombardement israélo-américain, au cimetière Behesht Zahra, dans le sud de Téhéran, le 26 mars 2026. AFP

dont la mobilisation idéologique éclipsa bientôt les prouesses de l'armée régulière. Les Nations unies refusant de condamner l'agression irakienne, la République islamique put mettre en scène son duel avec l'« impiété » internationale, tout en recevant d'Israël un soutien aussi discret que substantiel.

La victoire éclair dont rêvait Saddam Hussein laissa la place à une épuisante guerre de positions, marquée par l'entrée des troupes iraniennes en Irak, en juillet 1982. Ce retournement au profit de Téhéran ne fut pas plus décisif que l'offensive initiale de l'Irak, même s'il fallut encore six années de combat pour acter le retour au statu quo. Khomeyni put, avant sa mort, en juin 1989, préparer sa propre succession en la personne d'Ali Khamenei. Il a ainsi garanti la pérennité du régime qu'il avait fondé en préférant la loyauté politique au charisme religieux.

Union autour de Mojtaba Khamenei

Les mirages d'un militarisme

expéditif auraient également dû être dissipés à Gaza. J'avais ici même mis en garde, dès octobre 2023, contre les risques d'une campagne israélienne qui, en l'absence de toute perspective politique, permettrait au Hamas de « l'emporter à Gaza, même sur un champ de ruines ». Deux ans et demi plus tard, le bilan humain et matériel d'une telle guerre d'anéantissement est effroyable.

L'armée israélienne a beau occuper plus de la moitié de l'enclave palestinienne, le Hamas reste fermement aux commandes de la portion restante, où s'entassent près de 2 millions de femmes, d'hommes et d'enfants, dans des conditions dantesques. Des dizaines de dirigeants du Hamas et des centaines de ses cadres ont été assassinés par Israël, sans pour autant entraver la capacité du mouvement islamiste à reconstituer ses forces. Nétanyahou, en effet, campe sur son refus d'une alternative palestinienne crédible au Hamas, laissant à celui-ci le champ libre.

Si le Hamas n'a pas pu être

éliminé d'une bande de Gaza de 365 kilomètres carrés, assiégée et pilonnée de toutes parts, on voit mal comment la campagne israélo-américaine parviendrait à liquider la République islamique dans un Iran trois fois plus grand que la France. Après les exigences initiales d'une capitulation inconditionnelle, Trump semble désormais miser en Iran sur un scénario de type vénézuélien et espérer un « deal » en position de force avec un régime décapité et affaibli.

Cependant, les factions des gardiens de la révolution se sont unies autour de l'ayatollah Mojtaba Khamenei, cautionnant ainsi une succession dynastique au nom du « martyre » du Guide suprême. A Gaza comme en Iran, le temps de la guerre et du deuil joue en faveur du pouvoir islamiste, la soif de vengeance assurant un flux continu de nouvelles recrues. Et, en Iran comme en Palestine, c'est la population civile qui paie le plus lourd tribut à l'aveuglement des Etats-Unis et d'Israël.

The New York Times

Julian E. Barnes Adam Goldman and
Ronen Bergman
March 30, 2026

Iran's Fractured Leadership Is Struggling to Coordinate, Officials Say

As leaders are killed and replaced, Iranian negotiators may not know what their government is willing to concede in any negotiations.

The U.S.-Israeli war against Iran has fractured the Iranian government, complicating its ability to make decisions and coordinate larger retaliatory attacks, according to officials familiar with U.S. and Western intelligence assessments.

Several dozen Iranian leaders and their deputies have been killed since the war began four weeks ago. Those who survive have had difficulty communicating and are unable to meet in person, for fear of having their calls intercepted by the United States or Israel and being targeted in an airstrike.

While Iran's security and military agencies continue to function, the government's ability to plan new strategies or policies has been weakened.

The Trump administration has said a new government is in charge in Iran and has pressed it to make a quick deal. But the more degraded Iranian government decision making becomes, the more difficult it will be for it to negotiate with American envoys or make significant concessions.

President Trump and his administration have said a new government is in charge in Iran and pressed it to make a quick deal. Tierney L. Cross/The New York Times

With different leaders in place, Iranian negotiators may have little knowledge

about what their government is willing to concede, or even whom precisely to ask.

What is more, American officials say hard-liners within the Islamic Revolutionary Guards Corps have become more influential in Iran, exerting more power than the religious leadership nominally in charge.

But whether someone emerges to make a deal, and whether that person can persuade other officials to agree to it, is far from clear. Former American officials say Iran will make a deal when it suffers enough economic pain from the war. While the damage has been severe, Iran may not yet feel as though it is losing, according to current and former officials.

On Monday, President Trump threatened to expand the war if a deal was not quickly reached, suggesting that U.S. forces might try to take Kharg Island, Iran's main hub for oil exports.

Iran's compromised communications have caused confusion and paranoia among the surviving government leaders, who fear that their calls and messages are being intercepted by Israeli intelligence, officials say. As a result, they have been reluctant to make calls, according to officials briefed on Western intelligence assessments.

Israel began the war with a strike on the leadership compound that killed Iran's supreme leader, Ali Khamenei,

and much of the national security leadership. A number of lower-level officials seen by the United States as more pragmatic were also killed in the strike, U.S. officials said. Mr. Trump himself made reference in interviews that potential candidates to lead Iran had been killed.

The attack severed many connections between security, military and civilian policymakers, according to Western officials and others briefed on government assessments.

It is unclear how much control the new supreme leader, Mojtaba Khamenei, is exerting over the government. He has not been seen in public, and U.S. and Israeli intelligence agencies believe he was wounded during the war.

The aftermath of Israeli-U.S. airstrikes in Tehran on Monday. Arash Khamooshi for The New York Times

Some intelligence officials believe that Mr. Khamenei may be more of a figurehead, and that the surviving leadership of the Revolutionary Guards is making the decisions.

A senior U.S. military official said Iranian command and control has been badly degraded by American and Israeli strikes. Still, the official and a senior intelligence official said, before the war Iran built a decentralized control system that allows local commanders in different regions of the country to make their own strike decisions,

even in the absence of direct day-to-day orders from Tehran.

The United States is targeting those local commanders, the senior military official said. Nevertheless, Iran has proved it can still launch substantial offensive strikes like the missile and drone attack at Prince Sultan Air Base in Saudi Arabia last week.

But the retaliatory attacks have not been as large, or as effective, as they might have been because of the problems in the Iranian government. Given the decimation of its leadership, former U.S. officials say, Iran has been unable to launch larger barrages of missiles that could more easily overwhelm defenses. Instead, regional commands have had to muster counterattacks without coordinating with one another.

Mr. Trump has expressed frustration with what he has portrayed as mixed messaging from the Iranian leadership.

"The Iranian negotiators are very different and 'strange,'" Mr. Trump [wrote on social media on Thursday](#). "They are 'begging' us to make a deal, which they should be doing since they have been militarily obliterated, with zero chance of a comeback, and yet they publicly state that they are only 'looking at our proposal.'"

Over the weekend, Mr. Trump said the campaign of air-

trikes had resulted in new leadership in Iran and again claimed progress in talks.

"It's a whole different group of people," Mr. Trump said on Sunday. "So I would consider that regime change, and frankly, they've been very reasonable."

In a social media post on Monday, Mr. Trump offered optimistic assessments of the current government but also threatened to expand the war by targeting energy and civi-

lian infrastructure. He said that if a deal was not reached shortly, and if the Strait of Hormuz remained closed, he would attack Iran's electrical generation plants, oil wells and desalination plants.

People briefed on intelligence assessments said Mr. Trump's frustration reflected the inability of the current Iranian government to coordinate a response and make a decision about the American peace proposals.

Israeli officials have said the communication problems in Iran are not dissimilar to the problems with hostage negotiations during the Gaza war. In Gaza, offers from the United States and Israel went to Hamas leaders in Qatar, and then were conveyed in written notes to leaders in Gaza, a time-consuming process that introduced confusion.

Eric Schmitt contributed reporting.

Julian E. Barnes covers the U.S. intelligence agencies and international security matters for The Times. He has written about security issues for more than two decades.

Adam Goldman is a London-based reporter for The Times who writes about global security.

Ronen Bergman is a staff writer for The New York Times Magazine, based in Tel Aviv.

Le Monde

Hélène Sallon
31 mars 2026

La Syrie, fragilisée, tente de se tenir à l'écart de la guerre contre l'Iran

Les bases américaines présentes sur le territoire syrien ont été visées par les milices chiites irakiennes affiliées à l'Iran et la guerre s'étend à ses frontières, mais Damas s'efforce de conserver une position prudente pour se tenir à l'écart du conflit régional.

Une nuée de drones en provenance d'Irak s'est avancée, lundi 30 mars, à l'aube, vers plusieurs bases situées dans l'est de la Syrie. Cette « vaste attaque », que l'armée syrienne dit avoir déjouée, est le dernier acte d'un harcèlement devenu quasi quotidien par les milices chiites irakiennes affiliées à l'Iran. Parmi leurs cibles, il y a eu la base américaine de Qasrak, dans le Nord-Est syrien, ou encore celle d'Al-Tanf, dans le sud-est du pays, que les soldats américains avaient évacuée et remise aux forces gouvernementales syriennes, en février.

Le vice-ministre de la défense syrien, Sepan Hamo, récemment nommé à ce poste dans le cadre de l'accord d'intégration des Forces démocratiques syriennes (FDS, à dominante kurde) à l'Etat syrien, avait appelé, le 23 mars, les autorités irakiennes à la « res-

ponsabilité » pour « empêcher la répétition d'attaques qui menacent [la] stabilité [du pays] ». Ces dernières, sous la pression américaine, avaient procédé à l'arrestation de quatre personnes.

La politique d'équilibre que le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, tente de maintenir dans le conflit qui oppose l'Iran et ses alliés – le Hezbollah libanais et les milices chiites irakiennes – à Israël et aux Etats-Unis est mise à rude épreuve alors que la guerre s'installe dans la durée. De Berlin, où il a rencontré, lundi 30 mars, le chancelier allemand, Friedrich Merz, le président syrien a de nouveau dit « rejeter fermement toute tentative pour tourner [la] région en un terrain de bataille afin de marquer des points ».

Pression d'Israël

Depuis qu'Israël et les Etats-Unis ont attaqué l'Iran, le 28 février, Ahmed Al-Charaa adopte une approche prudente pour tenir son pays, fragilisé par quatorze ans de guerre civile, à l'écart de toute confrontation. Le défi est de taille alors que la guerre s'est étendue aux frontières de la Syrie – au Liban, entre le Hezbollah et Israël, et en Irak, entre les milices chiites et les forces américaines – et qu'aucun des belligérants ne semble vouloir la ménager.

Israël a fait de l'espace aérien syrien un instrument de sa campagne contre l'Iran. L'Etat hébreu, défiant à l'égard d'Achmed Al-Charaa, un djihadiste repent, s'y est arrogé une liberté d'action depuis la chute du régime d'Al-Assad, en décembre 2024, en bombardant l'arsenal de l'ancienne armée. Cette domination du ciel syrien lui permet aujourd'hui d'y faire voler ses avions en route vers

l'Iran et d'y intercepter les missiles iraniens. Dimanche, l'armée israélienne a aussi annoncé sa première mission de reconnaissance au Liban à partir du sol syrien. Une unité d'alpinistes a dévalé les pistes du mont Hermon, qu'Israël s'est approprié dans le Sud syrien à la chute d'Al-Assad, vers les « fermes de Chebaa ».

Bien qu'engagé sur de multiples fronts, Israël veille à maintenir Damas sous pression. Ses troupes continuent de grignoter des territoires dans la zone démilitarisée, au pied du Golan syrien. Dans la nuit du 19 au 20 mars, son aviation a dit avoir visé, en « riposte » à des attaques des forces gouvernementales syriennes contre la population druze, un quartier général et « des armes dans des camps militaires du régime syrien », dans le sud de la Syrie. Les autorités de Damas s'en sont

tenues à dénoncer la « *politique d'escalade de l'occupant israélien et sa politique d'ingérence dans les affaires nationales* ».

L'Iran et ses alliés cherchent, eux aussi, à déstabiliser le nouveau pouvoir syrien, qui les a privés d'une profondeur stratégique. L'arrivée au pouvoir de l'ancien chef rebelle sunnite, qui les a combattus durant la guerre civile jusqu'à faire chuter le dictateur Bachar Al-Assad, a sorti la Syrie du croissant chiite et de l'« [axe de la résistance](#) » établi par l'Iran du Liban au Yémen. La République islamique a perdu non seulement sa liberté d'action en Syrie, notamment dans le Sud, à la frontière avec Israël, mais aussi le pont terrestre à travers l'Irak et la Syrie qui lui permettait d'approvisionner le Hezbollah en armes et en combattants.

Le Hezbollah et les milices chiites irakiennes cherchent à maintenir ces lignes d'approvisionnement le long des frontières poreuses, malgré la présence renforcée des forces gouvernementales syriennes. « *Téhéran et ses alliés souhaitent désespérément que Damas s'implique, car ils voient en cela un moyen de*

déstabiliser la Syrie et de la rouvrir comme corridor pour le transport de personnes et d'armes entre l'Irak et le Liban », estime Aaron Y. Zelin, expert de la Syrie au Washington Institute for Near East Policy (Winsep).

Mi-mars, Washington a été accusé d'exercer, pour sa part, des pressions sur Damas pour le pousser à désarmer le Hezbollah – ce qu'a démenti l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack. « *La Syrie d'Ahmed Al-Charaa semble prête à être un partenaire pour contenir l'Iran et stabiliser la région, mais pas une force expéditionnaire pour affronter et désarmer les groupes soutenus par l'Iran à l'extérieur de ses frontières, qu'il s'agisse du Hezbollah au Liban ou des milices chiites en Irak* », observait alors Andrew J. Tabler, du Winsep.

Politique du « zéro problème »

Si M. Al-Charaa, aligné sur les pays du Golfe et la Turquie, courtise le président américain, Donald Trump, il privilégie une politique du « zéro problème » avec les pays voisins, afin de préserver la stabilité de la Syrie. Il s'est em-

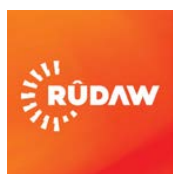
pressé de condamner les attaques iraniennes qui ont visé ses parrains du Golfe, tout en veillant à ne pas s'aligner avec Israël, dont il dénonce les violations répétées de son territoire. Il a exprimé au président libanais, Joseph Aoun, le soutien de la Syrie à ses efforts pour désarmer le Hezbollah, mais l'a assuré que le déploiement, le 3 mars, de milliers de troupes syriennes, de véhicules blindés et de roquettes aux frontières avec le Liban et l'Irak était purement « *défensif* ».

Samedi, les autorités de Damas ont d'ailleurs annoncé avoir trouvé et scellé deux tunnels entre la Syrie et le Liban, dans la province de Homs, utilisés par des « *milices libanaises* » pour la contrebande. Des rumeurs persistent néanmoins, au Liban, quant à la volonté du pouvoir syrien d'attaquer le Hezbollah, irréaliste au vu des moyens limités dont dispose Damas. Ses forces militaires et de sécurité intérieure sont fragmentées, après des années de guerre civile. [La résurgence de l'organisation Etat islamique](#) dans l'est de la Syrie constitue une menace accrue depuis la reconquête des territoires aux mains des

FDS, en janvier, et ce, alors que les troupes américaines ont presque achevé leur retrait de Syrie.

La Syrie subit de plein fouet les répercussions économiques de la guerre en Iran. Ses approvisionnements énergétiques ont été perturbés. Et, alors que l'afflux de plus de 125 000 réfugiés syriens depuis le Liban accentue déjà la pression sur les ressources locales, le chancelier allemand, Friedrich Merz, a annoncé, lundi, vouloir rapatrier, en trois ans, 80 % du million de Syriens réfugiés en Allemagne. Les projets de reconstruction du pays sont, par ailleurs, suspendus. La question se pose désormais de savoir si les pétromonarchies du Golfe, piliers du redressement économique de la Syrie, confirmeront leurs promesses d'investissements massifs dans l'énergie et les infrastructures, au regard des dégâts causés par la guerre à leurs propres infrastructures civiles, énergétiques et militaires.

Hélène Sallon (Beyrouth, correspondante)



March.31, 2026

Nearly half of attacks on Kurdistan Region since start of war carried out by Iran's IRGC

ERBIL, Kurdistan Region - Nearly half of the drone and missile attacks launched on the Kurdistan Region since the start of the Middle East war over a month ago have been carried out by the Islamic Republic of Iran, the ruling Kurdistan Democratic Party

(KDP) said late Monday. "During the 30 days of the war, Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) carried out 179 attacks, while affiliated militia groups operating inside Iraq and funded by the Iraqi government launched 295 attacks against the Kur-

distan Region," the KDP's Foreign Relations office said in a post on X.

The KDP said Erbil province bore the brunt of the strikes with 370 attacks, followed by Sulaimani with 90, Duhok with 11, and Halabja with three.

"The attacks employed a range of weapons and tactics: suicide drones/UAVs - 359 incidents (75.74%), missiles - 104 incidents (21.94%), artillery shelling - 10 incidents (2.11%), and small-arms fire - 1 incident (0.21%)," the statement detailed.

The report also said that around 228 of the attacks - representing «60.76% of all drone and missile threats - were intercepted, neutralized, or failed to reach their intended targets.»

Latest figures published by the human rights organization Community Peacemaker Teams (CPT) show that 14 people were killed and 93 others injured between February 28 and Monday due to the war and related attacks.

The US and Israel launched a coordinated military campaign against Iran on February 28, with the US Central Command (CENTCOM) reporting on Saturday that more than 11,000 targets have been struck across Iran so far.

In response, Tehran has carried out thousands of drone and missile strikes across the Middle East, targeting alleged US assets in the region - particularly in Gulf Arab states - as well as launching retaliatory attacks against Israel.

Iran's response has also in-



Iranian Kurdish Peshmerga of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) inspect damage at Azadi Camp after an Iranian drone cross-border attack in Koya, east of Erbil, on March 3, 2026. File photo: AFP

involved Iraqi armed groups aligned with the Tehran-led "Axis of Resistance," with several factions claiming responsibility for attacks on purported US targets in Iraq and the Kurdistan Region. The latest incident included a drone attack targeting the Duhok residence of Kurdistan Region President Nechirvan Barzani.

In a sharply worded statement, KDP leader Masoud Barzani said that while the Kurdistan Region "has never been part" of regional conflicts, there are "some groups" that "unjustly and repeatedly attack the Region and its Peshmerga forces," posing a threat to the lives and stability of its people.

"They have attacked our headquarters five times, yet we have remained silent to prevent fear and anger among the public," the Kurdish leader added, while strongly condemning the latest drone strike targeting President Nechirvan Barzani's residence in Duhok.

Les dépêches de l'afp de mars 2026

1 mars 2026

L'Irak dénonce les frappes contre l'Iran, au moins deux morts dans une attaque sur son sol

Bagdad, 28 fév 2026 (AFP) — L'Irak a dénoncé les frappes américano-israéliennes contre l'Iran voisin et mis en garde contre toute tentative de l'impliquer dans le conflit, après la mort de deux personnes dans des frappes visant des combattants pro-iraniens dans le sud du pays.

L'Irak «condamne l'agression injustifiée» contre l'Iran, a déclaré Sabah Al-Numan, porte-parole militaire du Premier ministre, mettant en garde contre toute utilisation de l'espace aérien et du territoire irakiens pour «une agression contre l'Iran».

Des avions militaires et des missiles ont été aperçus samedi traversant l'espace aérien du pays, ont déclaré des témoins et une source militaire à l'AFP.

Citant une «source haut placée», l'agence de presse irakienne INA a affirmé que les Etats-Unis avaient fait savoir à Bagdad qu'ils souhaitaient maintenir l'Irak hors du conflit.

En soirée, plusieurs centaines de personnes ont protesté près de l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad contre l'attaque

américano-israélienne, ont constaté des journalistes de l'AFP.

- «Agression» -

Deux séries de frappes, dont la première a tué deux combattants, ont touché une base militaire irakienne abritant le puissant groupe armé pro-iranien Kataëb Hezbollah.

Cette base de Jurf al-Sakher - également connue sous le nom de Jurf al-Nasr - appartient à Hachd al-Chaabî, un réseau d'anciens paramilitaires intégrés aux troupes régulières.

«Il y a deux martyrs de Kataëb», a précisé une source proche de ce groupe.

Bien que les autorités irakiennes n'aient mis en cause aucun camp, Kataëb Hezbollah a annoncé après les premières frappes des attaques imminentes contre des bases des Etats-Unis «en réponse à leur agression».

Peu après, selon les forces de sécurité kurdes, des forces de la coalition antijihadiste dirigée par les Etats-Unis ont abattu plusieurs missiles et drones au-dessus d'Erbil, capitale de la région autonome du

Kurdistan, dans le nord.

Des explosions ont été entendues près du consulat américain de cette ville, selon des journalistes de l'AFP.

Tard samedi, la cellule média du gouvernement irakien a affirmé que la défense aérienne avait abattu neuf drones au-dessus d'une base et d'autres positions militaires dans le sud du pays. Mais le motif de ces attaques restait inconnu.

L'ambassade des Etats-Unis en Irak a appelé ses ressortissants à limiter leurs déplacements et à se tenir prêts à s'abriter.

La Résistance islamique en Irak, dont fait partie Kataëb Hezbollah, a affirmé samedi avoir lancé des dizaines de drones contre «les bases ennemies en Irak et dans la région», sans fournir plus de détails.

D'autres groupes se sont également joints à l'appel à soutenir la République islamique.

- Gaz -

Les autorités du Kurdistan ont annoncé, au vu «des événements en cours», la suspension des exporta-

tions de gaz du champ de Khor Mor, qui fournit la plupart des centrales électriques du Kurdistan et est exploité par la société émiratie Dana Gas.

La mesure devrait entraîner une baisse de la production d'électricité pouvant atteindre 3.000 mégawatts.

Le complexe a été frappé à plusieurs reprises ces dernières années lors d'attaques imputées à des groupes irakiens pro-iraniens.

Sanctionnées par Washington, les factions irakiennes soutenues par Téhéran n'étaient pas intervenues dans la guerre déclenchée par Israël en juin 2025 contre l'Iran.

Au début de la guerre à Gaza, ces groupes ont mené des attaques contre les troupes américaines dans la région, et ciblé plusieurs fois Israël, avant de mettre fin à ces opérations sous la pression croissante des Etats-Unis et de l'opinion irakienne.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 mars 2026

Une roquette tirée sur des combattants kurdes iraniens en Irak fait un mort, selon une source du groupe en exil

Erbil (Irak), 4 mars 2026

(AFP) — Un combattant kurde iranien a été tué mercredi dans une attaque à la roquette contre le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK) en exil dans le nord de l'Irak, a déclaré à l'AFP un porte-parole du parti.

La région du Kurdistan irakien - située dans les montagnes du nord du pays près de la frontière iranienne - sert depuis longtemps de refuge à plusieurs factions armées de l'opposition kurde iranienne, régulièrement visées par des frappes de l'Iran.

Mercredi matin, l'Iran «a tiré trois roquettes sur un camp du PAK qui abrite nos familles», près d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien, a affirmé Khalil Sanani, porte-parole du PAK. «Un garde a été tué et trois autres blessés», a-t-il ajouté.

Les Gardiens de la Révolution - armée idéologique de l'Iran - ont confirmé mercredi avoir ciblé au Kurdistan irakien des groupes d'opposition kurdes armés.

«Des bases et quartiers généraux des groupes Komala et anti-révolutionnaires ont été touchés avec succès par trois missiles» tirés à 11H00 (07H30 GMT), ont dit dans un communiqué les Gardiens de la Révolution.

La veille, des frappes de drones attribuées à l'Iran avaient touché le camp d'Azadi, qui dépend du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) - l'un des plus importants mouvements d'opposition kurdes iraniens - faisant un blessé.

L'Iran qualifie les groupes

d'opposition kurdes d'organisations terroristes, les accusant d'avoir servi les intérêts occidentaux ou ceux d'Israël.

Nombre d'entre eux ont combattu par le passé les forces de sécurité iraniennes dans les régions à majorité kurde, limitrophes de l'Iran.

Ces dernières années, ils se sont toutefois largement abstenus d'actions armées, tout en poursuivant depuis l'exil leur campagne contre la République islamique.

Ils ont récemment intensifié leur lobbying après les manifestations de masse en Iran en janvier, dont la répression a fait des milliers de morts.

En février, le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) et quatre autres groupes en exil avaient annoncé la for-

mation d'une coalition politique visant à renverser la République islamique d'Iran et, à terme, obtenir l'autodétermination.

Le plus haut dignitaire chiite d'Irak, le Grand ayatollah Ali Sistani, né en Iran, a pour sa part dénoncé mercredi la «guerre injuste» contre l'Iran, menée depuis samedi par les Etats-Unis et Israël.

Il a exhorté «tous les pays, en particulier les nations islamiques, à déployer tous les efforts possibles pour y mettre fin immédiatement et parvenir à un règlement juste et pacifique de la question du nucléaire iranien».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

06 mars 2026

Irak: l'exploitation d'un champ pétrolier par une société américaine arrêtée après une «attaque»

Erbil (Irak), 6 mars 2026

(AFP) — Les autorités kurdes irakiennes ont annoncé vendredi que la production d'un champ pétrolier exploité par une société américaine avait été interrompue après une attaque, tandis qu'une explosion a retenti près de l'aéroport d'Erbil, selon des journalistes de l'AFP.

Une source sécuritaire a indiqué à l'AFP que l'attaque visant le champ pétrolier avait été perpétrée jeudi par deux drones.

Un «groupe interdit en Irak a lancé une attaque terroriste contre le champ pétrolier de (la société américaine, ndlr) HKN dans le district de Sarsang», dans la province de Dohuk, endommageant le champ et «interrompant la production», a déclaré le ministère des Ressources naturelles de la région du Kurdistan irakien dans un communiqué.

Près d'Erbil, la capitale de cette région qui accueille des troupes de la coalition dirigée

par les Etats-Unis, une explosion a retenti vendredi selon un journaliste de l'AFP qui a vu de la fumée grise s'élever à proximité de la zone de l'aéroport.

La région autonome du Kurdistan est entraînée dans la guerre qui ravage le Moyen-Orient et subit les conséquences des attaques de drones contre les bases et les intérêts américains implantés localement.

Plusieurs groupes armés sou-

tenus par l'Iran - réunis sous le nom de Résistance islamique en Irak - revendiquent des attaques quotidiennes de drones contre des bases américaines.

Des drones ont été interceptés à plusieurs reprises au-dessus d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan, qui abrite des troupes de la coalition dirigée par les Etats-Unis et un important complexe consulaire américain.

Mardi, une source au sein

d'une compagnie pétrolière du Kurdistan a indiqué à l'AFP que la plupart des compagnies pétrolières étrangères avaient temporairement interrompu leur production par mesure

de précaution.

L'Irak, champ de bataille par procuration depuis des décennies entre Washington et Téhéran, a récemment re-

trouvé une certaine stabilité. Bagdad avait averti, en vain, qu'il ne souhaitait pas être entraîné dans le conflit entre les deux pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 mars 2026

Netanyahu jure de poursuivre la guerre contre l'Iran et d'«éradiquer le régime»

Jérusalem, 7 mars 2026 (AFP) — Israël va poursuivre «de toute sa force» la guerre contre l'Iran, entrée dans sa deuxième semaine, et déploie un «plan méthodique» pour «éradiquer le régime», a affirmé samedi Benjamin Netanyahu, tandis que Téhéran affirmait qu'il ne capitulerait pas.

Des explosions ont encore secoué toute la journée la région, d'Israël à l'Iran, en passant par l'Irak mais aussi le Golfe, où Téhéran a lancé des vagues d'attaques de missiles et de drones contre ses voisins abritant des forces américaines

Samedi, les raids israéliens sur l'Iran ont été parmi les plus massifs depuis le début du conflit le 28 février, visant notamment une académie militaire, un centre de commandement souterrain et un site de stockage de missiles.

«Nous avons un plan méthodique, avec de nombreuses surprises, pour éradiquer le régime et permettre le changement», a affirmé dans la soirée le Premier ministre israélien.

L'armée israélienne a dit avoir mené «3.400» frappes en une semaine, et Washington «3.000», selon l'armée américaine, tuant notamment le guide suprême iranien Ali Khamenei au premier jour du conflit.

Samedi, des photos de l'AFP ont montré des flammes et de

la fumée s'élever de l'aéroport international Mehrabad de Téhéran, l'un des deux desservant la capitale, où l'armée israélienne assure avoir frappé 16 avions de l'unité d'élite des Gardiens de la Révolution.

«Nous avons obtenu le contrôle quasi total de l'espace aérien au dessus de Téhéran», s'est aussi prévalu M. Netanyahu.

Les Etats-Unis et Israël cherchent la «désintégration» de l'Iran, a fustigé Ali Larijani, du Conseil suprême de sécurité nationale iranien.

- «Dans leurs tombes» -

Au début de la guerre, qui a embrasé la région et fait s'envoler les cours du pétrole, Donald Trump avait appelé le peuple iranien à renverser la République islamique, instaurée en 1979.

Mais si Washington souhaite la chute du pouvoir, l'objectif déclaré est de détruire les capacités balistiques de l'Iran et de l'empêcher de se doter de la bombe atomique - intention que Téhéran dément avoir.

Dans les rues de Téhéran, des habitants joints par téléphone ont dit à l'AFP que des barrages de contrôle avaient été instaurés. Selon un habitant de 40 ans ayant requis l'anonymat, les magasins sont ouverts et des marchandises «disponibles», même si «tout est devenu un peu plus cher».

Les autorités iraniennes ont recensé environ un millier de personnes tuées depuis le début de la guerre, dont 30% sont des enfants, des affirmations que l'AFP n'a pas pu vérifier.

L'Iran riposte en visant Israël et les pays du Golfe voisin abritant bases et intérêts américains.

Le président Massoud Pezeshkian -membre du triumvirat assurant la transition après la mort d'Ali Khamenei- a affirmé que l'Iran ne se rendrait pas, dans un discours diffusé samedi à la télévision d'Etat, en réponse à l'exigence de Donald Trump d'une «capitulation inconditionnelle».

«Les ennemis (Israël et les Etats-Unis) peuvent emporter dans leurs tombes leur souhait de voir le peuple iranien se rendre», a-t-il lancé.

- Pétroliers ciblés -

Invokant des «preuves» que certains Etats de la région s'étaient «mis à la disposition de l'ennemi», le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, a lui affirmé que Téhéran poursuivait ses attaques contre des sites utilisés contre lui dans ces pays.

L'Iran a ainsi dit avoir frappé à Bahreïn la base américaine de Juffair, utilisée selon lui pour lancer une attaque contre l'une de ses usines de désalinisation.

Les pays du Golfe assurent que leurs territoires ne sont pas utilisés pour mener des attaques contre l'Iran.

Samedi encore, ces riches monarchies ont vécu au rythme des alertes, et un conducteur pakistanais a été tué à Dubaï par la chute de débris d'un projectile intercepté.

D'autres attaques ont visé le Koweït, où la compagnie pétrolière nationale a annoncé avoir baissé sa production de manière «préventive», mais aussi l'Arabie saoudite.

Riyad a annoncé avoir détruit trois missiles balistiques se dirigeant vers la base aérienne du prince Sultan, qui abrite des militaires américains, ainsi que 17 drones sur le gisement de pétrole de Shaybah (sud-est).

Les forces iraniennes ont dit avoir ciblé deux pétroliers, le Prima, qui tentait de traverser le détroit d'Ormuz - passage névralgique pour le transport maritime mondial du pétrole et gaz fermé par Téhéran - et un autre battant pavillon des Iles Marshall dans le Golfe.

- «Opérations défensives» -

La guerre s'est étendue jusqu'à Chypre où une base aérienne britannique a été frappée lundi par un drone de fabrication iranienne.

Les forces armées américaines ont commencé à utiliser des bases britanniques pour des «opérations défen-

sives», a annoncé Londres samedi. Des bombardiers B-1 de l'US Air Force ont notamment atterri sur la base RAF de Fairford, dans le sud-ouest de l'Angleterre, a constaté l'AFP.

Une attaque de drones iraniens contre l'Azerbaïdjan, allié d'Israël, a soulevé en fin de semaine la crainte d'une extension du conflit au Caucase.

La confrontation a aussi gagné l'Irak. Des roquettes ont été interceptées au-dessus de l'ambassade américaine à Bagdad, selon des sources de sécurité, et des explosions entendues au Kurdistan irakien, où sont basées des factions kurdes iraniennes en exil.

Les Gardiens de la Révolution, armée idéologique iranienne, disent y avoir visé

des «groupes séparatistes».

Au Liban, un «désastre humanitaire» se profile, a averti le Premier ministre, Nawaf Salam, avec le déplacement massif d'habitants de zones pilonnées par l'armée israélienne, dont le banlieue sud de Beyrouth, bastion du mouvement pro-iranien.

Plus de 450.000 personnes ont fui, et 300 ont été tuées,

selon les autorités libanaises, depuis que le pays a été aspiré lundi dans le conflit, quand le Hezbollah pro-iranien a attaqué Israël pour «venger» la mort de l'ayatollah Khamenei.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 mars 2026

La Turquie met en garde contre les tentatives de déclencher une guerre civile en Iran

Istanbul, 7 mars 2026 (AFP)

— Le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan a mis en garde samedi contre les tentatives de déclencher une guerre civile en Iran, tout en appelant Téhéran à la prudence après la destruction mercredi d'un missile tiré depuis l'Iran et qui se dirigeait vers l'espace aérien turc.

«Nous nous opposons à tous les scénarios visant à déclencher une guerre civile en Iran, en instrumentalisant les clivages ethniques ou religieux. Il s'agit d'un scénario extrêmement dangereux. Nous mettons ouvertement en garde tout le monde, Occidentaux comme Orientaux, contre ce scénario», a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à Istanbul.

M. Fidan a évoqué des infor-

mations de plusieurs médias américains selon lesquelles Washington envisagerait d'armer les guérillas kurdes pour infiltrer l'Iran.

«J'ai abordé cette question avec le secrétaire d'État américain Marco Rubio lors de notre entretien téléphonique. (...) Ils ont affirmé ne pas être impliqués dans une telle entreprise et n'avoir aucune intention de le faire», a déclaré le chef de la diplomatie turque.

Le président Donald Trump, qui s'était déclaré jeudi «tout à fait pour» un soulèvement des milices kurdes iraniennes contre le pouvoir, a finalement dit samedi qu'il était contre une telle éventualité.

«Je ne veux pas que les Kurdes y aillent», a déclaré le président américain. «Nous

n'envisageons pas que les Kurdes y aillent. Nous avons une relation très amicale avec les Kurdes, vous le savez, mais nous ne voulons pas rendre cette guerre plus compliquée qu'elle ne l'est déjà», a-t-il ajouté.

«Nous espérons que les leaders d'opinion kurdes de la région ne commettront pas l'erreur d'endosser une telle responsabilité historique. Nous sommes en contact permanent avec Barzani, Talabani et d'autres acteurs. Une telle erreur serait irréparable», a déclaré le chef de la diplomatie turque, en référence aux leaders du Kurdistan irakien.

M. Fidan a mis en garde samedi l'Iran et l'a appelé à la «prudence» après la destruction mercredi d'un missile tiré depuis l'Iran et qui se dirigeait

vers l'espace aérien turc.

«Nous avons parlé avec nos amis en Iran et leur avons dit que s'il s'agit d'un missile égaré, c'est une autre histoire. Il pourrait s'agir d'un incident isolé, mais si cela se reproduit, nous vous conseillons la plus grande prudence, personne en Iran ne devrait se lancer dans une telle aventure», a-t-il affirmé.

Le missile intercepté mercredi dernier visait bien la Turquie, a confirmé jeudi à l'AFP un responsable de l'Otan.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 mars 2026

Trump dit qu'il ne «veut pas» que les Kurdes lancent une offensive contre l'Iran

A bord d'Air Force One, 7 mars 2026 (AFP) — Donald Trump a dit samedi ne «pas vouloir» que les Kurdes lancent une offensive contre l'Iran, dans un échange avec

la presse à bord de son avion.

«Je ne veux pas que les Kurdes y aillent», a déclaré le président américain. «Nous

n'envisageons pas que les Kurdes y aillent. Nous avons une relation très amicale avec les Kurdes, vous le savez, mais nous ne voulons pas rendre cette guerre plus

compliquée qu'elle ne l'est déjà.»

Plus tôt dans la journée, la Turquie a mis en garde contre toute tentative de «dé-

clencher une guerre civile en Iran en instrumentalisant les clivages ethniques ou religieux.»

«Il s'agit d'un scénario extrêmement dangereux. Nous mettons ouvertement en garde tout le monde, Occidentaux comme Orientaux, contre ce scénario», a insisté le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, en conférence de presse à Istanbul, en disant avoir abordé la question avec le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, au cours d'un entretien téléphonique.

Dans une interview jeudi avec l'agence Reuters, Donald Trump s'était à l'inverse dit «tout à fait pour» une offensive des milices kurdes iraniennes contre le pouvoir en place à Téhéran.

La veille, la Maison Blanche, par le biais de sa porte-parole Karoline Leavitt, avait démenti les informations de plusieurs médias américains selon lesquelles les Etats-Unis comptaient armer des milices kurdes contre l'Iran.

Elle avait en revanche confirmé que le président américain avait «parlé avec

des dirigeants kurdes» à propos de la base militaire dont disposent les Etats-Unis dans le nord de l'Irak.

Le Kurdistan irakien, situé dans les montagnes du nord du pays, près de la frontière iranienne, sert depuis longtemps de refuge à plusieurs factions armées de l'opposition kurde iranienne, régulièrement visées par des frappes de Téhéran.

Les Kurdes, un peuple sans Etat principalement réparti entre Turquie, Irak, Syrie et Iran, sont alliés aux Etats-Unis depuis de longues an-

nées, avec des fortunes diverses.

Le soutien américain a ainsi permis aux Kurdes d'Irak et de Syrie de se forger une forme d'autonomie, mais Washington vient juste de laisser tomber la faction syrienne qui l'avait aidé à combattre le groupe jihadiste Etat islamique.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 mars 2026

Téhéran frappe des groupes d'opposition iraniens dans le Kurdistan irakien

Erbil (Irak), 7 mars 2026 (AFP) — Des frappes ont visé samedi des militants kurdes iraniens en Irak, dans la région autonome du Kurdistan, ont indiqué des responsables de ces groupes en exil à l'AFP.

Les Gardiens de la Révolution iraniens ont déclaré samedi matin avoir ciblé des «groupes séparatistes» dans le Kurdistan irakien, alors que la guerre contre Israël et les États-Unis entrait dans sa deuxième semaine.

La région autonome abrite des camps et des bases arrières tenues par plusieurs groupes de militants kurdes iraniens qui ont été à plusieurs reprises frappés par l'Iran depuis le début de la guerre.

Samedi matin, un respon-

sable d'un groupe d'opposition en exil a déclaré à l'AFP que des drones avaient frappé des positions appartenant à trois partis kurdes iraniens dans la région d'Erbil, dont le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) et le parti Komala, sans faire de victimes.

Dans la nuit, des attaques ont touché des positions du parti Komala, tuant un combattant et en blessant trois autres, dans la région de Souleimaniye (est), a indiqué un responsable du groupe.

Après minuit, un correspondant de l'AFP a rapporté avoir entendu une explosion et vu de la fumée s'élever d'une zone où se trouvent les bureaux de l'ONU à Souleimaniye. Des drones étaient en

train de survoler la ville, a ajouté le correspondant de l'AFP.

Plus tôt, les Gardiens de la Révolution ont déclaré dans un communiqué publié par l'agence de presse iranienne Tasnim que «trois sites de groupes séparatistes dans la région irakienne (du Kurdistan) ont été frappés ce matin.»

«Si les groupes séparatistes dans la région font le moindre mouvement contre l'intégrité territoriale de l'Iran, nous les écrasons», ont ajouté les Gardiens.

Téhéran a menacé de cibler «toutes les installations» du Kurdistan si des militants tentaient d'entrer sur le territoire de la République islamique.

Le gouvernement irakien et la région autonome ont déclaré vendredi que l'Irak ne devait pas être une rampe de lancement pour des attaques contre les pays voisins, après des informations selon lesquelles des militants pourraient tenter de traverser en Iran.

Le commandant des garde-frontières irakiens, Mohammed Sukar, a déclaré samedi que la frontière irako-iranienne était sécurisée et qu'il n'y avait pas eu de tentative d'infiltration en Iran, selon l'agence de presse irakienne (INA).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 mars 2026

En Irak, des combattants kurdes attendent dans un bunker le soulèvement en Iran

Penjwen (Irak), 9 mars 2026 (AFP) — Dans un repli des montagnes du nord de l'Irak, l'entrée du tunnel est à peine visible. Sous terre, un groupe de rebelles kurdes, nourri de gauchisme et de féminisme, attend un soulèvement en Iran pour bouger, avec ou sans soutien américain.

Après s'être déclaré «tout à fait favorable» à une offensive kurde contre l'Iran, le président américain Donald Trump a affirmé samedi ne plus souhaiter une telle opération.

«S'il y a une attaque contre le peuple kurde (...) alors oui, par tous les moyens, nous sommes prêts à résister», assure à l'AFP la commandante Rôken Nerada, 39 ans, dont dix-sept au sein du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK).

«Je pense que nous pouvons faire valoir nos droits sans l'aide des Etats-Unis» insiste-t-elle, posant à côté du portrait du chef kurde emprisonné Abdullah Öcalan.

Le PJAK est affilié au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), fondé par «Apo» (oncle) Öcalan, interdit en Turquie et considéré comme organisation terroriste par Ankara et

ses alliés occidentaux.

Une trentaine de combattants, hommes et femmes en sarouel et treillis, se retrouvent autour d'une table richement garnie qui attire deux chats. Sous les portraits des «martyrs» tombés au combat et d'un écran plat qui diffuse les images de Téhéran et Beyrouth en feu.

Le groupe assure disposer de quelque 200 caches comme celle-ci, sous les crêtes qui séparent l'Iran et la région du Kurdistan autonome d'Irak, à plus de 2.000 m d'altitude.

Mais derrière la rhétorique guerrière, ces dernières années le poids des groupes kurdes iraniens s'est considérablement affaibli, alors qu'ils ont longtemps mené des attaques contre les forces de sécurité iraniennes à la frontière. Et si cette lutte est plus discrète, c'est notamment du fait des pressions de l'hôte irakien.

- Lénine et Socrate -

Depuis le début de l'offensive israélo-américaine contre l'Iran, Téhéran frappe régulièrement les positions des rebelles kurdes en Irak et a menacé de viser «toutes les infrastructures» du Kurdistan irakien, si des combat-

tants franchissent la frontière.

Rôken Nerada assure toutefois qu'aucun de ses combattants clandestins n'a récemment traversé côté iranien.

Dans son bunker, le couloir étroit qui s'enfonce sous terre dessert plusieurs pièces - chambres, cuisine et sanitaires, salles de réunion et bibliothèque moquetée d'ouvrages en kurde, persan, arabe et turc.

«Politique, féminisme, histoire, philosophie, Nietzsche, Lénine, Socrate» énumère Shwan (nom d'emprunt), trentenaire élané originaire de Sannandj, capitale du Kurdistan iranien, qui après avoir embrassé l'anarchisme puis le marxisme «et avoir beaucoup lu et étudié» a rejoint le PJAK à 26 ans.

«On est tous prêts au combat, surtout après ce qu'ils ont fait au peuple», dit-il, évoquant la répression impitoyable de Téhéran contre les manifestations en janvier.

Mais faisant marche arrière, Donald Trump a affirmé samedi «ne pas compter sur les Kurdes» pour éviter une guerre encore «plus complexe», a-t-il justifié.

«Une attaque terrestre n'est pas à l'ordre du jour à ce stade», reconnaissait la semaine dernière le co-commandant du PJAK, Amir Karimi.

«Le principal, c'est que la population elle-même devienne une force motrice. Il faut un soulèvement populaire» disait-il à l'AFP, assurant qu'à ce moment-là, son groupe pourrait alors apporter un «soutien extérieur.»

«Nous n'attendons pas que l'Iran ou les États-Unis nous donnent le feu vert», insistait-il, tout en évoquant un «dialogue», un «échange politique» -et non sécuritaire- entamé avec les Américains.

«Les Kurdes auront besoin de garanties pour assurer l'avènement d'un Iran démocratique» soulignait-il. «Qui peut garantir que, demain, (les Etats-Unis) ne soutiendront pas un autre dictateur?».

«Nous ne voulons pas juste remplacer un dirigeant par un autre», confirme la commandante Nerada.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 mars 2026

Cinq jeunes, emmenés de France par leurs parents en Syrie sous l'EI, transférés en prison en Irak

Paris (France), 9 mars 2026 (AFP) — Cinq jeunes, ayant été emmenés enfants de France en Syrie par leurs parents ayant rejoint l'Etat islamique (EI), ont été déplacés de Syrie vers une prison irakienne, des transferts «ignobles» qui les condamnent d'avance, fustigent leurs avocats à Paris.

Ces cinq jeunes adultes font partie des 5.700 détenus de 61 nationalités qui ont été transférés de Syrie en Irak dans les dernières semaines.

Ils sont détenus à la prison al-Karkh en Irak, un ancien centre de détention de l'armée américaine connu sous le nom de camp Cropper, a précisé l'une des sources proches du dossier.

Sur place se trouve un sixième jeune majeur, qui avait été transféré fin juillet 2025.

Ces transferts, en vue de probables procès en Irak, sont «ignobles», ont réagi auprès de l'AFP Marie Dosé et Matthieu Bagard, avocats de cinq d'entre eux, qui ne cessent de demander leur rapatriement en France. «Nous rappelons que ces jeunes majeurs n'ont rien choisi et qu'ils ont été emmenés de force par leurs parents en Syrie, alors qu'ils étaient enfants», insistent les conseils.

Leurs demandes de rapatriement avaient été rejetées en 2024 par le ministère des Affaires étrangères français, invoquant des «opérations de rapatriement extrêmement difficiles à mener».

Mais en décembre dernier, la justice française avait sommé l'Etat de revoir sa copie. Interrogé sur les transferts, le Quai d'Orsay a indiqué à l'AFP ne «pas faire de commentaire sur les situations individuelles».

Ces six jeunes, Français ou qui ont grandi en France, font l'objet, à Paris, d'investigations «ouvertes des chefs d'infraction de nature terroriste», a précisé à l'AFP une source judiciaire. Et pour trois d'entre eux, «la période de prévention couvre des faits commis mineurs».

Au moins deux de ces jeunes appartiennent à des familles de jihadistes français hauts placés de l'Etat islamique (EI), tandis que deux autres ont été vus, enfants et armés, dans des vidéos de propagande de Daech.

A la chute de l'EI, ils ont été placés dans des centres tenus par les forces kurdes, où ils sont devenus majeurs, a expliqué l'une des sources proches du dossier. Deux ont ensuite été détenus en prison en Syrie.

En juin 2025, Me Dosé a

visité l'un de ses clients à la prison d'Alaya et pu constater que ce dernier était «blessé et profondément traumatisé par les maltraitements subies».

- «Il ne survivra pas» -

Un autre, grièvement blessé après un bombardement, est aujourd'hui «paralysé» et «épileptique au dernier degré», raconte l'avocate. «Sa mère et toute sa fratrie ont été rapatriés sans lui en 2024. La France l'a oublié et se rend aujourd'hui complice de son transfert en Irak», dont «il ne survivra pas», dénonce-t-elle.

Les avocats se sont aussi rendus en Irak, en janvier dernier.

Me Dosé a notamment pu y voir le premier de ces six jeunes transférés, celui déplacé en juillet. Elle a échangé avec lui lors d'un entretien non confidentiel, d'après un rapport qu'elle a rédigé et qui a été consulté par l'AFP.

Ce jeune a expliqué avoir été sommé par les forces kurdes «de préparer (ses) affaires en vue de (son) rapatriement immédiat vers la France» et qu'il en était «fou de joie». La réalité fut autre: il a été transféré le 21 juillet 2025 dans une prison irakienne, avec 46 autres Français. Il décrit des «conditions de déten-

tion encore plus difficiles qu'à Orkesh», un centre détenu par les forces kurdes en Syrie.

Ces prisonniers ont reçu, depuis leur transfert en juillet, «une visite consulaire et une visite de la Croix Rouge». Mais aussi deux visites de «cinq minutes» d'avocats irakiens, signe d'une judiciarisation de leurs cas en Irak.

Pour être compétente à juger les suspects français, la justice irakienne doit pouvoir prouver leur présence sur son territoire sous l'EI.

Ces transferts rappellent ceux de onze Français, condamnés à mort en Irak en 2019, puis à la prison à vie.

Ces 11 jihadistes présumés demandent actuellement à purger leur peine en France, où ils font l'objet d'investigations antiterroristes. Une juge d'instruction enquête aussi, depuis décembre 2023, sur leurs conditions d'emprisonnement en Irak, notamment pour tortures et détention arbitraire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 mars 2026

Au Kurdistan irakien: «Cette guerre n'est pas la mienne»

Soran (Irak), 10 mars 2026 (AFP) — Des combattants kurdes, il a gardé le sarouel kaki, la vareuse cintrée et le foulard noué à la taille. Bien que récemment retraits, Satar Barsirini ne renonce pas à l'uniforme des peshmergas pour bêcher son lopin.

Pioche en main sur une route pratiquement désertée du Kurdistan autonome, dans le nord de l'Irak, à une vingtaine de km de la frontière avec l'Iran, il pointe le ciel régulièrement traversé d'avions et de drones depuis le début de la guerre lancée par Israël et les Etats-Unis sur le pays voisin.

«Ils arrivent de partout. Surtout la nuit», relate-t-il samedi à l'AFP dans le hameau de Barsirini dont il porte le nom, à 50 km de la frontière. Les drones aussi: «ça crée comme une vibration autour, quand ça touche» le sol.

«Je plains les gens, parce que nous avons payé cher de notre sang pour libérer le Kurdistan. Nous voulons juste vivre».

La capitale du gouvernement autonome du Kurdistan irakien, Erbil, et les vallées qui la séparent de la frontière sont régulièrement ciblées par Téhéran et ses affidés qui visent des bases américaines ou des positions de partis kurdes iraniens.

Jeudi, le président américain Donald Trump a déclaré être «tout à fait favorable» à une offensive des combattants kurdes iraniens en Iran - sans préciser si Washington leur fournirait une couverture aérienne.

Washington a par le passé abandonné les Kurdes dans la région, mais les kurdes iraniens pourraient vouloir s'allier avec les Américains et profiter d'un affaiblissement du pouvoir iranien, espère-t-il.

En réponse, l'Iran a menacé vendredi de prendre pour cible «toutes les installations» de la région si des combattants kurdes entraient sur son territoire.

«Cette guerre n'est pas la mienne», répond l'ancien peshmerga irakien de 58 ans qui se souvient de la terrible répression et de l'exode dans les montagnes enneigées après le soulèvement kurde de 1991 en Irak, à l'issue de la première Guerre du Golfe.

- «Des gens dangereux» -

L'armée irakienne avait alors repris la région en mains avec la bénédiction de la Maison Blanche.

Depuis, Satar Barsirini se méfie des Américains: «je ne leur fais pas confiance. Ce sont des gens dangereux qui ont laissé Saddam (Husseïn) et l'armée irakienne nous écraser».

«Quand nous avons dû fuir pour sauver nos vies, l'Iran nous a accueillis et nourris. C'est impossible de nous retourner contre eux aujourd'hui» assure-t-il.

Les Kurdes, considérés comme l'un des plus importants peuples sans Etat au monde, forment en Iran l'une des principales minorités non persanes, persécutés sous l'ancien pouvoir du Shah et en lutte contre la République islamique.

Après une semaine, l'impact de la guerre se fait sentir sur la vie de la région, témoignent les habitants désespérés.

«Les gens sont inquiets» reconnaît Nasr al-Din, policier de 42 ans qui a vécu, enfant, l'exode de 1991 «jeté sur le dos d'un âne avec ma soeur».

«Ils ont peur. Cette génération est différente des anciens qui ont fait la guerre» et elle «est inquiète, car tu es chez toi, sans rien à voir avec quoique ce soit et, d'un coup, un drone frappe ta maison ou tout près».

«Il faudra peut-être qu'on parte en ville, ou ailleurs se mettre en sécurité», confirme Issa Diayri, un chauffeur routier de 31 ans, jeune père de famille, qui patiente dans un garage en bord de route, son camion à l'arrêt faute de livraisons en provenance d'Iran.

- «Tristesse» -

A Soran, petite ville de 3.000 habitants à 64 km de la frontière, touchée jeudi par un drone tombé en pleine rue, le boulanger Yussef Ramazan, 42 ans, et ses trois mitrons se hâtent de cuire les pains avant l'iftar, repas de rupture du jeûne du mois de ramadan.

«Même pour des nourritures simples, les gens ont peur de venir» regrette-t-il. «Nous voulons que tout ça se termine vite. Ce n'est pas bon pour la région de s'impliquer dans cette guerre. Nous ne sommes même pas encore un pays indépendant. Pour l'instant nous ne sommes rien, donc nous ne devrions pas nous en mêler», conclut-il.

En face, «Hajji» regarde la rue se vider depuis sa teinturerie déserte. «Avant, le soir, c'était vivant ici après l'iftar», constate-t-il en refusant de s'identifier.

«Mais après l'explosion du drone, en cinq minutes, tout le monde a quitté la rue», dit-il l'oeil triste en soulignant «la tristesse, plus que la colère» de ses riverains.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 mars 2026

Irak: cinq combattants de factions pro-Iran tués dans des frappes imputées à Washington

Bagdad, 10 mars 2026 (AFP) — Cinq combattants de deux factions armées pro-Iran en Irak ont été tués mardi dans deux frappes imputées à l'aviation américaine visant leurs positions en Irak, ont annoncé ces groupes.

Tôt mardi avant l'aube, dans le nord de l'Irak, quatre combattants des Brigades de l'Imam Ali ont été tués dans une «agression américaine» sur la région de Dibs, située dans la province de Kirkouk, selon un communiqué du groupe armé.

La frappe a visé une position de la coalition du Hachd al-Chaabî, d'après la même source. Cette alliance d'anciens groupes paramilitaires, désormais intégrée aux forces régulières de l'Etat irakien, englobe en son sein des factions armées pro-iraniennes, qui pour certaines ont la réputation d'agir en électron libre.

Mardi soir, une frappe imputée à l'aviation américaine sur une position des Brigades du Hezbollah a tué un combat-

tant dans la région d'Al-Qaïm, à la frontière avec la Syrie, d'après un responsable de ce groupe armé s'exprimant sous anonymat à l'AFP. Le génie militaire du Hachd al-Chaabî a confirmé dans un communiqué la décès d'un de ses hommes.

Ces derniers jours, des factions pro-iraniennes en Irak ont été régulièrement visées par des frappes imputées à Washington ou à son allié israélien, en réponse à des tirs de drones de ces groupes contre des troupes américaines dans la région.

Parmi les cibles, l'aéroport international de Bagdad, où se trouvent un centre diplomatique américain, une base militaire adjacente, ainsi que des installations pétrolières.

Mardi soir, au moins cinq attaques de drone ont tenté d'atteindre cette base militaire à l'aéroport de Bagdad - certains appareils chutant sur des locaux voisins des services antiterroristes irakiens, selon une source sécuritaire. Un drone a également provo-

qué un incendie dans un entrepôt du secteur, d'après cette source.

- Le Kurdistan sous attaque -

Dans le nord du pays, la région du Kurdistan autonome et sa capitale Erbil ont également essuyé des attaques imputées aux factions pro-iraniennes, pour la plupart neutralisées par la défense anti-aérienne.

Mardi soir, un drone a été abattu à Erbil par la défense anti-aérienne de la coalition internationale antijihadistes, dans un périmètre situé entre le consulat américain et l'aéroport —où sont stationnés des conseillers militaires occidentaux de la coalition— d'après une source sécuritaire locale, qui n'était pas en mesure de dévoiler quelle était la cible de cette attaque.

Lundi déjà, les forces d'une coalition internationale antijihadiste emmenée par Washington ont détruit «trois drones explosifs» à Erbil, d'après un communiqué des services de sécurité kurdes.

L'un d'eux est tombé près du consulat des Emirats arabes unis, les autorités locales du Kurdistan dénonçant une attaque «injustifiée».

Le ministère des Affaires étrangères saoudien a aussi fustigé cette attaque «visant le consulat émirati». Des condamnations reprises par le Qatar et la Jordanie.

Un responsable sécuritaire kurde a dit à l'AFP que cette attaque visait vraisemblablement le consulat américain, mais que le drone avait été abattu avant d'atteindre sa cible.

De leur côté, les Gardiens de la Révolution iraniens ont annoncé mardi avoir tiré cinq missiles sur le quartier général de l'armée américaine, situé sur la base aérienne de Harir, dans cette même région du Kurdistan irakien.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 mars 2026

Décès de Salih Muslim, figure de l'autonomie des Kurdes en Syrie

Erbil (Irak), 11 mars 2026 (AFP) — Le dirigeant kurde syrien Salih Muslim, figure de l'autonomie politique acquise par la minorité kurde en Syrie, est décédé mercredi au Kurdistan d'Irak, au terme d'un long combat contre la maladie, a annoncé son parti dans un communiqué.

Il a longtemps co-présidé le

Parti de l'Union démocratique (PYD), principale formation politique kurde de Syrie qui a joué un rôle central dans l'avènement d'une région autonome avec ses forces de sécurité et ses propres institutions dans le nord-est du pays.

Les Kurdes syriens ont toutefois été contraints en janvier

de signer un accord douchant leurs espoirs d'autonomie, après avoir été attaqués par les forces du président syrien Ahmad al-Chareh, déterminé à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire syrien.

Le parti de Salih Muslim a salué dans un communiqué un homme qui «a consacré

sa vie à la cause de son peuple, et à la défense de leurs droits légitimes.»

Il est décédé à Erbil, capitale du Kurdistan autonome d'Irak, «au terme d'un long combat contre la maladie», a précisé le communiqué du PYD.

Des amis et membres du

parti se sont rassemblés devant un hôpital de la périphérie d'Erbil après avoir appris la nouvelle de son décès, a constaté un journaliste de l'AFP.

Son corps sera transféré jeudi en Syrie pour y être enterré.

Né en 1951 en Syrie, M. Muslim est originaire de la ville de

Kobané, symbole de la première victoire des forces kurdes contre les jihadistes du groupe Etat islamique en 2015.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 mars 2026

Irak: deux drones abattus à Erbil près d'un palais des congrès et un hôtel de luxe

Erbil (Irak), 11 mars 2026 (AFP) — Deux drones ont été abattus tard mercredi près d'un palais des congrès et d'un hôtel de luxe dans un quartier prisé d'Erbil, capitale du Kurdistan autonome d'Irak, a indiqué une source de sécurité locale à l'AFP, en pleine guerre au Moyen-Orient.

Un des drones a heurté la façade du palais des congrès Saad Abdallah —qui accueille commémorations et réunions importantes des décideurs et autorités du Kurdistan—, provoquant des dégâts matériels et des bris de verre, d'après une source de la défense civile interrogée par l'AFP.

Ce palais des congrès, dans un quartier huppé d'Erbil, se trouve directement en face de la tour d'un grand hôtel de luxe.

«Deux drones ont été abattus et ils sont tombés près du palais des congrès sans faire de victimes», a précisé à l'AFP la source de sécurité s'exprimant sous couvert d'anonymat, sans être en mesure d'identifier la cible de cette attaque.

Les projectiles, d'après cette source, ont été neutralisés par la défense antiaérienne de la coalition internationale antijihadistes emmenée par Washington, et dont les conseillers militaires sont stationnés à Erbil sur une base à l'aéroport.

Ailleurs à Erbil, de fortes explosions ont d'ailleurs retenti près de l'aéroport où la défense antiaérienne ciblait des drones, a rapporté un correspondant de l'AFP.

Et dans le secteur de Harir, au nord-est d'Erbil, deux

drones ont été abattus, a indiqué un responsable local à l'AFP. Le secteur abrite une base militaire déjà prise pour cible par Téhéran — qui a dit viser un QG des troupes américaines.

Depuis le 28 février et le début de la guerre lancée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, l'Irak n'a pas été épargné par le conflit qui a embrasé le Moyen-Orient.

Quotidiennement, la région du Kurdistan autonome et sa capitale Erbil (nord) ont essuyé des attaques imputées à des factions pro-iraniennes, pour la plupart neutralisées par la défense antiaérienne. Les autorités locales ont recensé plus de 200 attaques à ce jour.

En représailles, des frappes aériennes imputées à l'aviation américaine visent des

positions de ces groupes armés en Irak.

L'attaque de mercredi soir intervient quelques heures seulement après un nouvel avertissement de l'ambassade américaine à Bagdad, mettant en garde contre de possibles attaques planifiées par l'Iran ou ses alliés contre «des infrastructures pétrolières et énergétiques appartenant aux Etats-Unis en Irak».

L'ambassade indiquait que les «milices terroristes» alliées à Téhéran «ont aussi visé des hôtels fréquentés par des Américains en Irak et au Kurdistan».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 mars 2026

Kurdistan d'Irak: un mort dans une attaque de drones sur une faction de l'opposition iranienne

Souleimaniyeh (Irak), 11 mars 2026 (AFP) — Un combattant d'une faction armée de l'opposition kurde iranienne, implantée au Kurdistan d'Irak, a été tué mercredi dans une attaque de drones ayant visé sa position dans les montagnes du nord du pays, a annoncé le parti Komala.

Dans cette attaque imputée à l'Iran, huit drones, lancés en deux vagues, ont pris pour cible la position du Komala dans la région de Zrgwezala, à environ cinq kilomètres au sud-est de Souleimaniyeh, a indiqué un haut responsable du mouvement, Ali Ranjder.

L'attaque a également fait deux blessés, dont un trans-

porté à l'hôpital à Souleimaniyeh, a-t-il précisé.

«Il s'agit de l'attaque la plus violente contre nos bases depuis le début de la guerre», a indiqué à l'AFP un autre responsable s'exprimant sous couvert d'anonymat, en référence au conflit déclenché le 28 février avec l'offensive d'Israël et des Etats-Unis

contre l'Iran, ayant embrasé le Moyen-Orient.

«Des drones circulent encore dans le ciel du secteur», a-t-il précisé.

Avec le conflit en cours, l'Iran a mené plusieurs fois des frappes contre ces factions de l'opposition kurde iranienne, qualifiées par Téhé-

ran de groupes «terroristes» et «séparatistes» et accusés de mener des attaques contre les forces de sécurité iraniennes.

Ces derniers jours, un combattant du Komala avait été tué dans une attaque sur la région de Souleimaniyeh.

Dans les faits, après des décennies d'insurrection armée, ces mouvements, très à gauche politiquement et nourris de nationalisme kurde, limitent drastiquement leurs activités militaires, même s'ils disposent de combattants qui s'entraînent au maniement des armes sur leurs bases dans les mon-

tagnes du Kurdistan irakien.

Et si leur lutte est désormais plus discrète, c'est notamment du fait des pressions de l'hôte irakien, qui s'est engagé auprès de Téhéran à empêcher toute attaque vers le territoire iranien.

L'historique Parti Komala du

Kurdistan d'Iran avait été fondé à l'automne 1969 par des étudiants et des intellectuels à Téhéran et dans des villes kurdes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 mars 2026

Depuis l'Iran en guerre, le long périple des routiers vers l'Irak

Penjwen (Irak), 12 mars 2026 (AFP) — Il saute de son camion en se frottant les mains pour les réchauffer. Reza peste contre ce long trajet qui l'a contraint à plus de 300 km de détour pour franchir un des rares postes-frontières ouvert entre l'Iran en guerre et le Kurdistan irakien.

Originaire de la petite ville de Piranshahr, dans le nord-ouest de l'Iran, il roule d'ordinaire une vingtaine de minutes pour atteindre le point de passage de Haji Omeran, fermé depuis le début des frappes israélo-américaines sur l'Iran, le 28 février.

«J'ai attendu cinq nuits, il n'a jamais ouvert», confie-t-il à l'AFP mercredi sur le parking, côté irakien, d'un autre poste-frontière plus au sud, Bashmakh, qui relie le territoire iranien au Kurdistan autonome d'Irak.

Comme ses pairs, Reza a choisi un prénom d'emprunt pour répondre aux questions.

«Même entre eux ils se méfient», souffle le gérant du vaste parking.

Ici patientent une vingtaine de camions seulement, contre des centaines en temps normal. Même si «la route est tout à fait calme», rapporte Reza.

Il n'a pris aucune disposition

particulière pour protéger son domicile, pas même ses vitres. Ses deux épouses et les trois fils sont d'ailleurs à la maison, l'aîné de 22 ans au chômage.

D'après lui, ce sont surtout les «installations militaires» qui sont ciblées.

L'eau, l'électricité, le gaz fonctionnent et le téléphone aussi, mais «uniquement pour les connexions locales», comme l'intranet, souligne Reza.

Depuis le début des frappes israélo-américaines, plus de 1.200 personnes ont été tuées en Iran, dont environ 200 femmes et 200 enfants de moins de 12 ans, selon le ministère de la Santé.

Dans un pays à l'économie déjà asphyxiée depuis des années par des sanctions internationales, la guerre a mis un stop aux exportations: les camions qui partaient du nord ne descendent plus vers Téhéran ou Bandar Abbas, grand port iranien du sud, constate Reza.

Les prix ont baissé, «sauf pour le poulet», dit Akbar Jafari, 37 ans, qui vient de Kermanshah, à cinq heures de route.

Il a préféré envoyer sa femme et son fils de sept ans chez son beau-père à la campagne dès les premières frappes: «les problèmes sont au centre-ville».

- «Sérieux ennuis» -

D'ailleurs, enchaîne-t-il, «les bassidji (milice) ont abandonné les barrages routiers qu'ils avaient installés en ville après les manifestations pour Mahsa Amini», dit-il, en référence à la jeune femme Kurde décédée en 2022 après son arrestation pour un voile mal ajusté.

«Et le soir, ils quittent leurs postes par peur des bombardements», renchérit-il.

C'est une vie au ralenti qui s'est instaurée peu à peu avec les écoles fermées depuis le début des frappes, qui ne rouvriront qu'après les vacances à l'occasion de Norouz, le Nouvel An persan célébré à partir du 21 mars.

Akbar et Reza ont déjà renoncé à célébrer cette importante fête: après la mort du guide suprême de la République islamique Ali Khamenei, tué au premier jour de la guerre, le pouvoir a décrété 40 jours de deuil.

«Celui qui fêterait Norouz aurait de sérieux ennuis», affirme Reza.

Le routier fait signe néanmoins que la mort du guide «ne change rien» à sa vie. «Nous ce qu'on veut, c'est quelqu'un qui serve vraiment le peuple».

Et même s'il voudrait «que la

guerre s'arrête, il n'y a que les Américains pour changer le régime» estime-t-il, évoquant la sanglante répression des manifestations de janvier qui a fait plusieurs milliers de morts, selon des ONG.

«Pour être honnête, les premiers jours, les gens avaient très peur des bombardements mais on s'habitue: les jets passent tout le temps, de jour comme de nuit, mais c'est comme voir un oiseau traverser le ciel», estime Zaheed.

Sa ville de Mariwan, à 30 km du poste-frontière de Bashmakh, a été bombardée et plusieurs civils ont été touchés. Quatre sont morts, relate ce gaillard de 37 ans.

«Au début beaucoup de gens sont partis, mais depuis ils sont revenus», relativise-t-il.

Sa femme continue pourtant de partir chez son père au village avec leurs enfants de cinq et dix ans dès qu'il prend la route: «Elle a peur quand je pars».

Malgré tout, tient-il à souligner en remontant dans sa cabine, «on vivait bien dans notre ville, avant».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 mars 2026

Une base italienne «attaquée» à Erbil, au Kurdistan irakien, pas de blessé, selon Rome

Rome, 12 mars 2026 (AFP)

— Une base militaire italienne a été attaquée à Erbil, capitale du Kurdistan autonome d'Irak, sans faire de blessé, a annoncé le ministre italien des Affaires étrangères Antonio Tajani, qui n'a pas donné d'autres détails.

«Je condamne fermement l'attaque d'une base italienne à Erbil. Je viens juste de m'entretenir avec notre ambassadeur en Irak, et heureusement tous nos militaires sont sains et saufs dans leur bunker», a-t-il déclaré sur X.

Dans le cadre d'une coalition internationale antijihadistes dirigée par Washington, des militaires italiens entraînent au

Kurdistan irakien des membres de forces de sécurité kurdes.

La base italienne «se situe au sein d'une enceinte qui accueille d'autres bases d'autres pays, particulièrement des Américains», a souligné M. Tajani à la télévision et «nous ne savons pas» si l'attaque «visait la base italienne ou l'enceinte en général».

On «n'a pas encore déterminé s'il s'agissait d'un drone ou d'un missile», a déclaré de son côté à la chaîne SKYTG24 Stefano Pizzotti, chef de cette base, appelée Camp Singara.

Cela «a touché la base ita-

lienne et a causé des dégâts aux infrastructures et aux équipements», a-t-il ajouté, précisant qu'une alerte aérienne avait auparavant retenti et que tout le personnel était à ce moment-là déjà dans les abris prévus.

Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, la région du Kurdistan autonome et Erbil (nord) ont essuyé de multiples attaques imputées à des factions pro-iraniennes et pour la plupart neutralisées par la défense antiaérienne.

Il n'était pas clair dans l'immédiat quand la base a été touchée. Le ministère italien de la Défense n'a pas répondu aux sollicitations de l'AFP.

Mercredi toutefois, des drones ont été abattus au-dessus d'Erbil par la coalition internationale, basée à l'aéroport d'Erbil, selon une source sécuritaire kurde. Aucun blessé n'a été déploré, a assuré cette source.

Des journalistes de l'AFP ont entendu mercredi soir de fortes explosions près de l'aéroport d'Erbil, causées par la défense aérienne ciblant des drones.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 mars 2026

Hommage national mardi au militaire français tué au Kurdistan irakien

Paris (France), 16 mars 2026 (AFP)

— Une cérémonie d'hommage national à Arnaud Frion, un militaire français tué jeudi au Kurdistan irakien, se tiendra mardi matin au 7^e bataillon de chasseurs alpins à Varcès (Isère) où il servait, a annoncé lundi le ministère des Armées.

La cérémonie sera présidée par la ministre Catherine Vautrin, en présence du chef d'état-major de l'armée de Terre, le général Pierre Schill.

De son côté, le président Emmanuel Macron de son côté s'entretiendra avec la veuve de l'adjudant-chef Arnaud Frion, qui a été promu au grade de major, et «ira auprès de ses frères d'arme blessés», a indiqué l'Elysée.

L'adjudant-chef Frion 42 ans, a été tué jeudi soir dans une frappe de drone qui a également blessé six militaires français, depuis rapatriés et hospitalisés en France.

Les militaires ont été frappés alors qu'ils se trouvaient dans l'enceinte du «camp Black Tiger», une base placée sous l'autorité des combattants kurdes peshmergas, située au sud-ouest d'Erbil, à Mala Qara. Ils y étaient déployés dans le cadre de la coalition internationale mise en place en 2014 contre le groupe jihadiste Etat islamique.

Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, le Kurdistan irakien et

Erbil ont essuyé de multiples attaques de drones Shahed imputées à des factions pro-iraniennes, visant notamment les dispositifs militaires américains dans la région. Ces attaques ont été pour la plupart neutralisées par la défense antiaérienne.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 mars 2026

L'Irak veut relancer une fraction de ses exportations pétrolières via la Turquie

Bagdad, 16 mars 2026 (AFP) — L'Irak, ultra-dépendant de sa manne pétrolière, cherche à relancer via la Turquie une fraction de ses exportations pétrolières, actuellement à l'arrêt à cause de la guerre au Moyen-Orient.

L'objectif est d'acheminer jusqu'à 250.000 barils de pétrole par jour (bpj) via la Turquie. Il s'agit d'une fraction des quelque 3,5 millions bpj qu'exportait avant le conflit ce membre fondateur de l'Opep.

Avant la guerre, l'Irak exportait son pétrole depuis ses infrastructures portuaires de Bassora dans l'extrême sud du pays, unique accès sur la mer du Golfe et le reste du monde via le stratégique détroit d'Ormuz.

Mais l'Iran a quasiment paralysé la circulation dans cette

voie maritime, en représailles à l'attaque israélo-américaine lancée le 28 février.

Les exportations pétrolières «ont été stoppées deux ou trois jours après le début de la guerre», a précisé le ministre du Pétrole, Hayan Abdel Ghani, dans une vidéo postée tard dimanche sur les réseaux sociaux.

Les alternatives sont limitées. Les autorités irakiennes réhabilitent un vieil oléoduc à l'arrêt depuis de longues années, reliant les champs pétroliers de Kirkouk (nord) au port turc de Ceyhan.

Sur cet oléoduc, «tous les travaux de réhabilitation sont terminés, mais il y a une portion, sur 100 kilomètres, qui a besoin d'être examinée», a indiqué le ministre.

Il a dit espérer que tous les

tests nécessaires seront menés «d'ici une semaine», pour que puissent démarrer les exportations des 250.000 bpj.

L'oléoduc avait été endommagé par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) en 2014.

Son usage nécessite toutefois «des contacts avec la partie turque et un accord sur des questions logistiques et techniques», nuance l'expert pétrolier Assem Jihad.

Initialement Bagdad souhaitait effectuer ces exportations jusqu'à Ceyhan via un autre oléoduc passant par le Kurdistan autonome d'Irak.

Mais «jusqu'à maintenant aucun accord n'a été trouvé», a admis le ministre, les relations entre Bagdad et les autorités kurdes s'étant

dégradées ces derniers jours.

L'Irak étudie aussi un possible acheminement de 200.000 bpj par jour par camions-citernes via la Jordanie et la Syrie notamment.

Des experts mettent en garde contre les difficultés financières pesant sur le pays de plus de 46 millions d'habitants, qui tire plus de 90% de ses revenus du pétrole.

Sans cet argent, l'Etat, premier employeur du pays, ne pourra pas payer les salaires des fonctionnaires, et risque une pénurie de devises étrangères.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 mars 2026

Le procès par défaut d'un jihadiste pour le génocide des Yazidis, inédit en France, s'est ouvert à Paris

Paris (France), 16 mars 2026 (AFP) — Le procès par défaut du jihadiste français Sabri ESSID, soupçonné d'avoir participé au génocide de la minorité religieuse yazidie en Syrie, s'est ouvert lundi devant la cour d'assises de Paris, une première pour la justice française.

Cet homme, né en 1984 à Toulouse et présumé mort, sera jugé jusqu'à vendredi pour génocide, crimes contre l'humanité et complicité de ces crimes, commis entre 2014 et 2016. Trois femmes yazidies seront parties civiles

au procès et deux d'entre elles témoigneront à la barre.

Figure centrale du jihadisme, proche des frères Clain - les voix de la revendication des attentats du 13-Novembre 2015 -, et de Mohamed Merah - auteur de tueries dans le sud-ouest de la France en 2012 -, Sabri ESSID a rejoint les rangs de l'Etat islamique (EI) en Syrie en 2014 et y aurait été tué en 2018, dans des circonstances inconnues.

Mais en l'absence de preuves formelles de son décès, il est

considéré comme étant en fuite et donc jugé à ce titre, mais par une cour d'assises composée de trois juges professionnels, sans jury populaire.

Pour Clémence Bectarte, avocate des trois parties civiles et de leurs huit enfants, le procès doit permettre «d'apporter une autre lecture des crimes commis par l'Etat islamique», ordinairement jugé pour des infractions terroristes.

«Il est essentiel qu'il mette en lumière les exactions d'une

particulière gravité commises contre les populations civiles, et notamment la politique génocidaire mise en oeuvre contre la population yazidie», estime Me Bectarte.

Cette minorité kurdophone adepte d'une religion pré-islamique, présente dans le nord de l'Irak et de la Syrie, a été victime de viols, d'enlèvements, d'esclavage et autres traitements inhumains dans les zones contrôlées par les jihadistes de l'EI, qui les considèrent comme des hérétiques.

Le 3 août 2014, les combattants de l'EI avaient lancé une attaque coordonnée sur la région du Sinjar, en Irak, où vivaient 400.000 membres de cette minorité, tous tués, capturés ou déplacés. Ils procédaient notamment à la déportation en Syrie de femmes et d'enfants.

- Esclavage sexuel -

Selon les juges d'instruction chargées des investigations, Sabri Essid, connu en Syrie sous le nom de Abou Dojanah al-Faransi, s'est «entièrement associé à la politique d'asservissement» de cette communauté par l'EI, «la mettant en oeuvre personnellement».

Il a ainsi acheté plusieurs captives yazidies sur des

marchés, les a soumises à de l'«esclavage sexuel» en commettant sur elles des «viols répétés et réguliers», et leur a infligé des «mauvais traitements» en les privant d'eau et de nourriture, ont souligné les magistrates.

Le jihadiste français, condamné en France en 2009 à cinq ans de prison, dont un avec sursis, pour association de malfaiteurs terroriste, était le fils d'un compagnon de la mère de Mohamed Merah. Ce dernier avait tué en 2012 trois militaires ainsi que trois enfants et un enseignant dans une école juive dans son périple meurtrier dans le sud-ouest de la France, entre Toulouse et Montauban.

Sabri Essid s'était rendu

début 2014 en zone irako-syrienne, où il avait été rejoint par sa femme, leurs trois enfants et le fils de cette dernière, né d'une précédente union.

Il figure dans une vidéo de propagande de l'EI diffusée le 10 mars 2015, dans laquelle il poussait son beau-fils, alors âgé de 12 ans, à exécuter un otage palestinien d'une balle dans la tête.

Son épouse, incarcérée depuis son retour dans l'Hexagone, doit être entendue comme témoin au procès.

Il s'agit du premier procès du genre en France. Mais plusieurs condamnations de membres de l'EI pour le génocide des Yazidis ont été prononcées en Europe ces

dernières années, la première en Allemagne en 2021, puis l'an dernier en Suède et en Belgique.

Un autre procès lié à ce génocide devrait suivre à Paris en 2027, celui d'Abdelnasser Benyoucef, émir de l'EI aussi présumé mort, et de son ex-compagne Sonia Mejri, revenue en France.

Au total, le parquet national antiterroriste (Pnat), compétent en matière de crimes contre l'humanité, a 11 procédures liées à ce contentieux, a indiqué lundi sur RFI son chef, Olivier Christen.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 mars 2026

A Varcès, hommage national rendu au militaire français tué au Kurdistan irakien

Varcès-Allières-et-Risset (France), 17 mars 2026 — Dans un silence solennel, la ministre des Armées Catherine Vautrin a rendu mardi matin un hommage national au major Arnaud Frion, tué au Kurdistan irakien, lors d'une cérémonie au 7e bataillon de chasseurs alpins de Varcès (Isère) où il servait.

«La France n'oubliera pas le prix de la vie d'Arnaud Frion, (...) ce prix douloureux, c'est celui de notre sécurité, de notre souveraineté, de notre liberté», a affirmé Catherine Vautrin.

Face à elle, le cercueil du major est recouvert du dra-

peau bleu blanc rouge et de trois coussins sur lesquels reposent ses décorations, la croix de chevalier de la Légion d'honneur reçue à titre posthume et la tarte, béret distinctif des chasseurs alpins.

«Le parcours d'Arnaud Frion raconte un homme qui était devenu par le travail, par la valeur, par l'exemple, l'une des plus belles figures du soldat français», a salué la ministre au côté du chef d'état-major de l'armée de Terre, le général Pierre Schill.

L'adjudant-chef Frion, 42 ans, a été promu au grade de major à titre posthume. Il avait rejoint les chas-

seurs alpins de Haute-Savoie en 2004 et avait par la suite été projeté au Tchad, en Côte d'Ivoire, en Afghanistan, au Mali, au Niger et en Estonie. Marié et père d'un enfant, il avait reçu la médaille militaire le 31 décembre 2021.

Il a été tué jeudi soir dans une frappe de drone qui a également blessé six militaires français, depuis rapatriés et hospitalisés en France.

Les militaires ont été frappés alors qu'ils se trouvaient dans une base placée sous l'autorité des combattants kurdes peshmergas, située au sud-ouest d'Erbil, à Mala

Qara. Ils y étaient déployés dans le cadre de la coalition internationale mise en place en 2014 contre le groupe jihadiste Etat islamique.

Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, le Kurdistan irakien et Erbil ont essuyé de multiples attaques de drones Shahed imputées à des factions pro-iraniennes, visant notamment les dispositifs militaires américains dans la région. Ces attaques ont été pour la plupart neutralisées par la défense antiaérienne.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 mars 2026

Au Kurdistan irakien, bergers de père en fils et d'une guerre à l'autre

Rawanduz (Irak), 18 mars 2026 (AFP) — Ajar Moustafa laisse son troupeau s'égailler sur les talus malgré les camions qui traversent son village à vive allure. «On ne peut plus aller et venir dans les montagnes», explique-t-il en pointant le ciel.

Depuis le début de la guerre israélo-américaine contre l'Iran, les crêtes et les replis des Monts Zagros qui séparent le Kurdistan autonome irakien de son voisin iranien, à une cinquantaine de km, sont régulièrement visées par des frappes de drones et de missiles.

Des bombardements qui visent des positions de combattants de l'opposition kurde iranienne, dont Téhéran craint qu'ils tentent de traverser la frontière à la faveur du conflit.

«J'ai vu un drone il y a une heure» reprend le berger, qui assure en «compter chaque jour trois à quatre. Les jets je les entends mais je ne les vois pas».

Il a donc changé ses habitudes et ne court plus les pentes verdies par les pluies récentes, confinant ses 150 chèvres et moutons aux bas-côtés de son village de 500

habitants, proche de la ville de Rawanduz, au pied des Monts Zagros.

A 50 ans, Ajar Moustafa a connu quatre conflits: entre l'Iran et l'Irak dans les années 1980, la première Guerre du Golfe en 1990-91 - et la répression par Bagdad du soulèvement kurde-, l'invasion américaine de l'Irak en 2003 et la «guerre de Daech», lancée en 2014 contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Sans compter les combats passés entre mouvements kurdes rivaux.

«On a toujours été en guerre. Chaque fois, nous les Kurdes nous nous retrouvons au milieu, même quand on n'avait rien à voir», déplore-t-il.

- Bêtes nerveuses -

Selon une ONG implantée au Kurdistan, Community Peacemakers Teams (CPT), depuis le début du conflit au Moyen-Orient, la région a enregistré plus de 300 frappes. Des attaques imputées à l'Iran et à ses affidés - les autorités kurdes elles ne communiquent plus aucun chiffre.

«J'ai peur de perdre des

bêtes, qu'elles soient touchées ou qu'elles paniquent et s'enfuient», confie M. Moustafa. «Le bruit les rend nerveuses».

Déjà, ses 50 vaches donnent moins de lait, jure-t-il.

Shwan Nabi a quand même pris le risque de pousser ses chèvres sur les versants herbeux à proximité du village d'Akoyan, où le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) a une base.

Il a vu un drone se diriger droit et taper le Mont Korek, face à lui.

«C'est inquiétant, on est dehors toute la journée. Mais on n'a pas le choix: il faut faire pâturer les bêtes» indique-t-il en sommant son adolescent de 13 ans de lâcher son téléphone pour courir après les égarées.

- «Passionné» -

Berger comme son père avant lui et comme son fils, - déjà «passionné» par le métier - Shwan Nabi, 34 ans, a rejoint les peshmergas, les combattants kurdes, pour lutter avec l'appui d'une coalition internationale contre les jihadistes de l'Ei au Sinjar, foyer de la minorité yazidie

victime des pires exactions dans le nord-ouest irakien.

«Cette guerre est moins dangereuse, pour le moment. Il n'y a pas de bataille au sol» confie-t-il.

Calé sur un rocher, au bord d'un bras de rivière gonflé par la fonte des neiges, Saman Abdoulsaman vient «tuer le temps» auprès de ses bêtes, en attendant la rupture du jeûne du ramadan au coucher du soleil.

«C'est si tranquille» sourit-il. Boucher de père en fils depuis son arrière grand-père, il confie habituellement ses chèvres et moutons à son neveu Yahyah.

«Moi, peur?» Né en 1979 il en a vu d'autres, rit-il. De la pointe de son parapluie noir il désigne les crêtes et la vallée: «le PDKI a des forces par là».

«Depuis que je suis né, je connais la guerre», ajoute-t-il en indiquant son domicile au loin. En 1996, une roquette était tombée sur la maisonnée.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 mars 2026

Le pétrole rebondit après une frappe contre des installations iraniennes

Londres, 18 mars 2026 (AFP) — Les prix du pétrole sont repartis à la hausse mercredi, le baril de Brent grimant même de plus de 5% après une frappe contre des infrastructures énergétiques

critiques iraniennes.

Le baril de Brent, la référence internationale du pétrole, progressait de 4,86% à 108,45 dollars vers 13H45 GMT, peu après

avoir bondi de plus de 5%. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate gagnait 2,46% à 98,58 dollars. Une frappe menée mercredi par Israël et les Etats-Unis a touché

l'immense champ gazier de South Pars/North Dome, la plus grande réserve de gaz connue au monde, que l'Iran partage avec le Qatar, selon la télévision d'Etat.

L'Irak a annoncé dans la foulée vouloir cibler des installations énergétiques dans le Golfe.

Les cours du pétrole étaient pourtant en légère baisse plus tôt mercredi, avec la reprise d'une fraction des exportations de l'Irak via la Turquie, même si le marché restait très prudent face aux ruptures d'approvisionnement provoquées par la guerre au Moyen-Orient.

L'Irak a annoncé mercredi la reprise d'une part de ses exportations pétrolières, soit 250.000 barils de pétrole par jour (bpj) acheminés par oléoduc jusqu'à un port turc, après un accord avec

les autorités du Kurdistan autonome irakien.

«Cela ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux volumes actuellement bloqués dans le détroit d'Ormuz», soulignait Arne Lohmann Rasmussen de Global Risk Management.

Le marché montrait aussi initialement un «certain optimisme lié au fait qu'un nombre limité de navires semblent avoir été autorisés par l'Irak à traverser le détroit d'Ormuz», selon l'analyste.

Mais «les infrastructures éner-

gétiques dans l'ensemble du golfe Persique continuent d'être prises pour cible par l'Irak» et «parallèlement, la production en amont continue de reculer, les producteurs essayant de gérer les contraintes de stockage», rappelaient de leur côté les analystes d'ING.

Selon eux «les réductions de production de pétrole aux Émirats arabes unis et au Koweït atteignent désormais environ 1,5 million bpj et 1,3 million bpj, respectivement. Cela s'ajoute aux réductions d'offre d'environ 2,9 millions bpj et 2 à 2,5 millions bpj signalées en Irak et en Arabie saoudite».

Le prix du gaz européen, qui évoluait dans le rouge mercredi matin, est lui aussi reparti à la hausse.

Le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, affichait vers 13H45 GMT une progression de 7,70%, à 55,53 euros le mégawattheure.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 mars 2026

Irak: trois frappes contre un groupe armé pro-Irak au sud de Bagdad

Bagdad, 22 mars 2026 (AFP) — Trois frappes ont visé dimanche soir en Irak un influent groupe armé pro-Irak dans son bastion au sud de Bagdad, tandis qu'une attaque a pris pour cible un centre diplomatique et logistique américain à l'aéroport international de la capitale irakienne.

Depuis le début de l'offensive israélo-américaine contre l'Irak, le 28 février, l'Irak a été aspiré dans un conflit qu'il voulait éviter à tout prix.

Des groupes irakiens pro-iraniens revendiquent quotidiennement des attaques contre des militaires américains ou des sites pétroliers, tandis que ces factions sont visées par des frappes imputées aux États-Unis ou à Israël.

Dimanche soir, des frappes ont visé les influentes Brigades du Hezbollah (Kata'ib Hezbollah), groupe armé pro-iranien dans la région de Jurf al-Sakhr, a indiqué à l'AFP un responsable de cette faction.

Ce secteur bouclé et ultra-sécurisé où se concentrent les activités des factions, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Bagdad, a été surnommé par leurs partisans «Jurf al-Nasr» (falaise de la victoire).

«Des unités du Hachd al-Chaabi à Jurf al-Nasr ont été la cible d'attaques de drones et de raids aériens, avec trois frappes à différents endroits», d'après un communiqué d'une cellule de crise mise en place par les autorités locales, qui précise que les positions visées étaient désertes et qu'aucun blessé n'est à déplorer.

Coalition d'anciens paramilitaires intégrée aux forces régulières de l'État irakien, le Hachd englobe aussi des factions armées pro-iraniennes qui ont pour réputation d'agir en électron libre, à l'instar des Brigades du Hezbollah.

Toujours dimanche soir, un responsable sécuritaire irakien a fait état d'une attaque contre le centre diplomatique et logistique américain à l'aéroport de

Bagdad, rapportant quatre explosions entendues aux abords du site.

Selon la même source, ce centre diplomatique américain, rattaché au ministère américain des Affaires étrangères, avait déjà été pris pour cible à huit reprises par des drones et des roquettes dans la nuit de samedi à dimanche.

Un second haut responsable de sécurité irakien avait indiqué à l'AFP samedi que plusieurs vagues d'évacuations du personnel américain de cette base avaient déjà eu lieu.

- «Sécurité du personnel américain» -

Ciblée à plusieurs reprises en mars, l'ambassade américaine à Bagdad n'a toutefois pas été touchée ces derniers jours. Les Brigades du Hezbollah s'étaient engagées jeudi à cesser leurs attaques pendant cinq jours.

Interrogé par l'AFP sur de nouvelles évacuations, vendredi,

du personnel encore présent à l'ambassade de Bagdad et au consulat d'Erbil au Kurdistan autonome, un porte-parole du ministère américain des Affaires étrangères a assuré que la mission diplomatique restait «ouverte pour assister les citoyens américains en Irak et faire avancer les priorités de la politique étrangère».

«Notre équipe en Irak continue de passer en revue toutes les actions nécessaires pour garantir la sécurité du personnel et des installations du gouvernement américain», a assuré ce porte-parole.

Washington avait émis au début du conflit un ordre de départ du personnel diplomatique «non-essentiel».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 mars 2026

L'Irak maintient son calendrier de fin de mission pour la coalition antijihadiste

Bagdad, 23 mars 2026 (AFP)

— La mission de la coalition internationale antijihadiste dirigée par Washington et dont les conseillers militaires sont stationnés dans le nord de l'Irak prendra fin comme prévu en septembre 2026, a indiqué le Premier ministre irakien dans une entretien publié lundi par un quotidien italien.

Dans une première version de cet entretien mise en ligne sur le site Internet du Corriere della sera, le Premier ministre Mohamed Chiari al-Soudani était cité annonçant que la date de cette fin de mission allait être avancée. La publication en ligne a ensuite été actualisée.

L'Irak est entraîné dans le conflit qui secoue le Moyen-Orient: des factions armées irakiennes pro-iraniennes revendiquent quotidiennement des tirs de drones et de roquettes sur des militaires américains en territoire irakien et

ailleurs dans la région.

Amorcée dès 2024, la fin de mission de la coalition est prévue en Irak en septembre 2026 avec un départ du Kurdistan autonome (nord). Elle doit ouvrir la voie à des partenariats sécuritaires bilatéraux avec les pays membres de l'alliance, formée en 2014 pour lutter contre le groupe Etat islamique (EI).

«Avec les alliés, nous avons décidé maintenant de confirmer la fin de la coalition internationale, qui interviendra en septembre 2026», a indiqué le Premier ministre au Corriere della sera.

«Une fois qu'il n'y aura plus de contingents militaires étrangers sur le sol irakien, il sera plus facile de démanteler les factions armées des groupes chiites», a-t-il dit.

Avec la guerre au Moyen-Orient et les attaques contre des bases

au Kurdistan, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne ont annoncé un retrait ou une relocalisation de leur personnel militaire, des mesures de précaution présentées parfois comme «temporaires». Un militaire français a été tué le 12 mars dans une attaque de drone.

La présence des troupes étrangères — américaines en particulier — en territoire irakien est un sujet de discorde entre le gouvernement et les factions armées irakiennes. Le gouvernement exige d'avoir le monopole des armes et demande un démantèlement de l'arsenal des factions, qui justifient leur refus par la présence de militaires étrangers.

Bagdad comme les pays membres de la coalition insistent sur le fait que cette alliance déploie des conseillers militaires à l'invitation des autorités irakiennes. Ils apportent leur expertise et as-

sistent les forces de sécurité irakiennes dans la lutte antijihadiste, pour empêcher une résurgence de l'EI.

En janvier, une première phase de l'accord de fin de mission de la coalition avait été achevée, le personnel quittant les bases militaires irakiennes où il stationnait en Irak fédéral, pour se replier uniquement sur les bases au Kurdistan.

La coalition antijihadiste, également déployée en Syrie voisine, doit aussi s'en retirer, après avoir récemment remis ses bases aux forces gouvernementales syriennes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 mars 2026

Conflit au Moyen-Orient: en Irak, des frappes meurtrières imputées à Washington et Téhéran

Bagdad, 24 mars 2026

(AFP) — Quinze combattants du Hachd al-Chaabi, dont un haut commandant, ont été tués mardi dans une frappe aérienne sur l'ouest de l'Irak, le bombardement le plus meurtrier contre cette alliance d'ex-paramilitaires qui a dénoncé une «attaque américaine» en pleine guerre au Moyen-Orient.

Illustrant la spirale dans laquelle l'Irak est aspiré avec le conflit régional, le Kurdistan autonome, dans le nord du pays, a lui accusé l'Iran voisin d'avoir tiré des missiles balis-

tiques contre ses forces armées, tuant six soldats des Peshmerga.

Dans les deux cas, il s'agit des attaques les plus meurtrières depuis le début de la guerre le 28 février.

Ni Washington, ni Téhéran n'ont réagi dans l'immédiat aux accusations.

Quasi-quotidiennement depuis le début du conflit, des frappes imputées aux Etats-Unis ou à Israël visent en Irak des factions armées pro-iraniennes ou des combattants

du Hachd al-Chaabi, coalition intégrée aux forces régulières de l'Etat mais qui englobe des groupes alliés à Téhéran.

Mardi avant l'aube dans la province d'Al-Anbar (ouest de l'Irak), 15 combattants du Hachd ont été tués dans une «attaque américaine», d'après un communiqué.

Le Hachd avait dans un premier temps fustigé une «frappe aérienne américaine ciblant le quartier général» de son commandement d'Al-Anbar. Parmi les victimes figure «le commandant des

opérations d'Al-Anbar pour le Hachd al-Chaabi, Saad Dawai».

Cette frappe dans le secteur de Habbaniya est intervenue lors d'une réunion du commandement, selon un responsable de l'alliance interrogé par l'AFP.

Cette source avait fait état de 13 blessés, indiquant alors que plusieurs personnes étaient «piégées sous les décombres».

Al-Anbar, région majoritairement sunnite, est la plus

grande province irakienne en terme de superficie. Elle jouxte les stratégiques frontières syrienne, saoudienne et jordanienne.

Son vaste désert est régulièrement le théâtre d'opérations visant des cellules jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Le Hachd avait d'ailleurs été formé en 2014 pour participer à la lutte contre l'EI. Après la mise en déroute des jihadistes trois ans plus tard en Irak, il a progressivement gagné en influence au sein de l'appareil sécuritaire, ses factions armées développant aussi un rôle politique avec des députés au Parlement, mais aussi des intérêts économiques.

Certaines de ces factions armées proches de Téhéran revendiquent quotidiennement des dizaines d'attaques de drones ou de roquettes contre des militaires ou des intérêts américains sur fond de guerre au Moyen-Orient.

Bagdad dénonce les attaques contre le Hachd, qu'il considère comme partie intégrante de ses forces de sécurité. Le Pentagone avait reconnu la semaine dernière pour la première fois recourir à des hélicoptères de combat pour frapper des groupes armés pro-iraniens en Irak.

- Attaque imputée à Téhéran -

Les hostilités ont aussi entraîné le Kurdistan autonome, dans le nord de l'Irak.

Six soldats des forces armées du Kurdistan ont été tués et 30 autres blessés par «six missiles balistiques iraniens», d'après un communiqué du ministère des Peshmerga.

Menées à l'aube, ce sont «deux attaques distinctes» qui ont visé la cinquième et septième divisions d'infanterie, près de Soran, région frontalière de l'Iran, d'après le communiqué.

Le Kurdistan entretient des liens étroits et bénéficie d'un soutien américain solide.

Par le passé, l'Iran a tiré des missiles balistiques contre la région autonome, mais ces dernières années les relations s'étaient réchauffées.

Avec la guerre, les dirigeants du Kurdistan se montrent prudents et tentent de préserver une certaine neutralité.

Dans son communiqué, le ministère des Peshmerga dénonce «un acte d'agression (...) loin de tout principe de bon voisinage».

«Nous réitérons notre droit souverain et légitime de riposter à toute agression contre notre peuple et notre territoire», a-t-il dit.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 mars 2026

Nouvelles attaques au Moyen-Orient, les négociations Washington-Téhéran restent à confirmer

Téhéran, 25 mars 2026 (AFP) — L'Iran a tiré mercredi des salves de missiles et de drones contre ses voisins du Golfe et Israël, et celui-ci continue de bombarder Téhéran et le Liban, malgré les déclarations américaines évoquant un plan de paix, qui ont calmé les marchés.

Iran et Etats-Unis négocient «en ce moment» pour tenter de mettre un terme au conflit, a affirmé Donald Trump, ajoutant que son émissaire Steve Witkoff, son gendre Jared Kushner, le vice-président JD Vance et le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio participaient au processus.

Si les cours du pétrole retombent mercredi et que les Bourses d'Asie sont revenues dans le vert, l'Iran, pour l'heure, dément l'existence de discussions destinées à mettre fin à la guerre déclenchée le 28 février. Plusieurs médias, dont le New York Times et la chaîne de télévision israélienne Channel 12, avancent que l'administration Trump a proposé un plan de

paix en 15 points à l'Iran par l'entremise du Pakistan, qui entretient de bonnes relations avec les deux parties.

Selon trois sources non identifiées citées par Channel 12, les Etats-Unis proposent un cessez-le-feu d'un mois, le temps que les autorités iraniennes étudient leurs demandes.

Toujours selon cette source, parmi les 15 points, cinq concernent le programme nucléaire iranien, d'autres imposent l'abandon du soutien aux alliés de l'Iran dans la région, comme le Hezbollah libanais ou le Hamas palestinien, et un point insiste pour que le détroit d'Ormuz reste ouvert à la navigation maritime.

En contrepartie l'Iran obtiendrait une levée des sanctions internationales à son encontre et un soutien pour son programme nucléaire civil.

- L'Iran desserre l'étreinte sur Ormuz -

L'Iran a justement affirmé que les «navires non hostiles» pouvaient désormais «bénéficier d'un passage sûr par le détroit d'Ormuz en coordination avec les autorités compétentes», selon l'Organisation maritime internationale (OMI).

Près de 20% de la production mondiale d'hydrocarbures transite par ce détroit stratégique, dont le blocage quasi total par Téhéran ces dernières semaines a fait flamber les prix du pétrole.

Pour atténuer l'impact de la guerre, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a affirmé qu'il était «prêt» à un nouveau déstockage de pétrole «si et quand ce sera nécessaire», après une demande du Japon.

Donald Trump a évoqué mardi «un très gros cadeau» lié aux hydrocarbures, sans donner de précisions, qui pourrait justement être lié à cette réouverture partielle du détroit.

Washington n'a pas précisé si

Israël était impliqué dans les discussions.

Côté iranien, on dément en bloc négocier avec l'ennemi américain.

Mercredi matin, la presse locale évoque des «mensonges» du président américain, le quotidien conservateur Javan publiant en une sa caricature avec un nez de Pinocchio.

Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement iranien - présenté par le site d'informations Axios comme l'interlocuteur de Washington - a parlé lundi «de fausses informations» utilisées «pour manipuler les marchés financiers et pétroliers».

La diplomatie iranienne a juste reconnu avoir reçu, via des «pays amis», des «messages transmettant une demande américaine de négociations».

- Incendie à l'aéroport de Koïteï -

La presse américaine évoque l'envoi de 3.000 soldats parachutistes en renfort au Moyen-Orient, théâtre de nouvelles attaques dans la nuit.

Les Gardiens de la Révolution, armée idéologique iranienne, ont annoncé mercredi avoir lancé des attaques contre le nord et le centre d'Israël, dont la région de Tel-Aviv, ainsi que contre deux bases militaires américaines au Koweït, une en Jordanie et une à Bahreïn.

Selon les secours israéliens, 12 personnes ont été blessées mardi soir près de Tel-Aviv par un ou plusieurs missiles iraniens.

Au Koweït, une attaque de drones a mis le feu à un réservoir

de carburant à l'aéroport international de l'émirat, selon l'Autorité de l'aviation civile, qui n'a pas fait état de victime.

L'Iran dit viser des intérêts américains dans le Golfe.

- «Les missiles, notre vie quotidienne» -

De son côté, comme au cours des nuits précédentes, l'armée israélienne a annoncé avoir «lancé une série de frappes visant les infrastructures du régime terroriste iranien à Téhéran».

Elle a notamment visé deux infrastructures de production de missiles de croisière navals.

«Les bruits, les explosions et les

missiles font désormais partie de notre vie quotidienne», a confié à l'AFP par téléphone une femme de 35 ans, originaire du Kurdistan iranien et résidant à Téhéran.

Israël poursuit également son offensive au Liban, où au moins neuf personnes ont été tuées dans la nuit dans trois raids sur le sud, région considérée par Israël comme un bastion du mouvement pro-iranien Hezbollah, selon l'agence de presse officielle libanaise ANI.

L'armée israélienne a ordonné aux habitants de sept quartiers de la banlieue sud de Beyrouth, autre fief du Hezbollah déjà massivement déserté après de lourdes frappes, d'évacuer en

prévision d'actions militaires.

Depuis que le Liban a été entraîné dans la guerre régionale le 2 mars en raison d'attaques du Hezbollah contre Israël, les frappes israéliennes y ont tué plus de mille personnes et fait plus d'un million de déplacés, selon les autorités.

Israël a dit vouloir s'emparer d'une zone jusqu'au fleuve Litani, à environ 30 kilomètres de la frontière, pour assurer sa sécurité.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 mars 2026

Irak: sept soldats tués dans une nouvelle frappe sur l'Ouest

Bagdad, 25 mars 2026 (AFP) — Au moins sept soldats ont été tués mercredi en Irak dans une frappe aérienne visant une base dans l'ouest du pays, déjà visée la veille par un bombardement meurtrier contre le Hachd al-Chaabi, alliance d'ex-paramilitaires englobant des groupes pro-iraniens.

Depuis le début de l'offensive israélo-américaine contre l'Iran le 28 février, l'Irak a été aspiré dans un conflit qu'il voulait éviter à tout prix.

Des groupes armés irakiens pro-iraniens revendiquent quotidiennement des attaques contre des militaires ou des intérêts américains, tandis que ces factions sont visées par des frappes imputées aux Etats-Unis ou à Israël.

La mort mercredi de sept soldats de l'armée irakienne illustre le défi qui se pose aux autorités pour éloigner le pays du conflit régional, alors même que la coalition du Hachd al-Chaabi, totalement intégrée dans l'appareil sécuritaire de l'Etat, abrite en son sein des factions armées qui

agissent aussi en leur nom propre, hors de tout cadre officiel.

C'est dans la région de Habbaniya (province d'Al-Anbar) qu'une frappe aérienne a visé une base où stationnent des effectifs de l'armée, de la police et du Hachd al-Chaabi, d'après un responsable de sécurité.

Après le bombardement, «des tirs effectués depuis l'avion de combat» ont visé le site, notamment une clinique militaire, a précisé le ministère de la Défense dans un communiqué, faisant état de sept morts et 13 blessés parmi ses «combattants».

L'attaque «constitue une violation flagrante et dangereuse du droit international, qui interdit de prendre pour cible les installations médicales et leur personnel», a dénoncé le ministère.

Le responsable sécuritaire interrogé par l'AFP a confirmé la mort d'au moins un officier de la médecine militaire, tout en évoquant six blessés parmi les forces du Hachd al-Chaabi.

L'Irak va saisir le Conseil de sécurité des Nations unies au sujet de ces frappes sur son territoire,

a déclaré mercredi le bureau du Premier ministre.

- «Erreur» -

Mardi, la même base dans l'ouest avait été visée par une «frappe aérienne américaine» qui avait tué 15 combattants du Hachd al-Chaabi, d'après un communiqué de l'alliance.

L'attaque avait poussé les autorités à accorder un «droit de riposte et d'autodéfense» pour contrer les attaques qui ciblent «les positions et les unités étatiques du Hachd al-Chaabi et des autres forces armées».

Le Cadre de coordination, influente coalition chiite qui détient la majorité parlementaire, a indiqué que ce «droit d'autodéfense» se faisait «selon les ordres et instructions» du commandement conjoint des forces irakiennes.

Tout comme elle a souligné «le droit exclusif de l'Etat pour les décisions de guerre».

Bagdad dénonce aussi bien les frappes sur des positions du Hachd al-Chaabi que les attaques visant les soldats étrangers et

les représentations diplomatiques.

Le Pentagone a reconnu recourir à des hélicoptères de combat pour frapper des groupes armés pro-iraniens en Irak.

Tant mardi soir que mercredi matin, le bruit des avions militaires survolant la capitale irakienne, Bagdad, était particulièrement intense, ont rapporté des journalistes de l'AFP.

Les hostilités se sont aussi propagées au nord du pays, où six membres des forces armées du Kurdistan autonome, les Peshmerga, avaient été tués mardi.

Les autorités iraniennes ont reconnu que les tirs de missiles balistiques étaient «une erreur» et qu'une enquête était en cours, selon le président du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani.

Le ministère des Affaires étrangères irakien a dit qu'il allait convoquer le chargé d'affaires américain et l'ambassadeur iranien au sujet de ces bombardements.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 mars 2026

Avec la guerre au Moyen-Orient, l'Irak pris entre deux feux

Bagdad, 26 mars 2026 (AFP) — L'Irak, habitué à un exercice d'équilibriste pour préserver ses alliances avec Washington et Téhéran, n'arrive plus, en pleine guerre au Moyen-Orient, à s'épargner une escalade meurtrière.

Après des frappes imputées à Washington, Bagdad a durci le ton et accordé un «droit de riposte et de défense» aux anciens paramilitaires du Hachd al-Chaabi, une alliance intégrée aux forces étatiques mais qui englobe des factions armées pro-iraniennes.

Ces mêmes factions revendiquent ouvertement des attaques de drones et de roquettes contre «l'ennemi» américain, ciblant plusieurs fois l'ambassade américaine à Bagdad depuis le début de la guerre au Moyen-Orient le 28 février. Là encore, les autorités veulent faire preuve de fermeté, promettant de poursuivre les auteurs.

- Un équilibre diplomatique vacillant?

Même en temps de guerre, l'Irak affiche un certain équilibre entre son partenaire américain et l'allié iranien: mardi, les autorités ont annoncé la convocation du chargé d'affaires américain, après une frappe meurtrière visant le Hachd al-Chaabi, et l'ambassadeur iranien, pour des tirs de missiles balistiques ayant tué six soldats du Kurdistan autonome. Le gouvernement irakien

est confronté à «une situation précaire: il ne peut pas entrer en conflit avec les Etats-Unis mais il ne peut pas empêcher les groupes de la «résistance», soutenus par l'Iran, de lancer des attaques dans le pays» et au-delà, résume Tamer Badawi, du centre de réflexion Royal United Services Institute (RUSI).

S'ensuit alors «un classique exercice d'équilibriste»: le gouvernement «dit aux ex-paramilitaires de riposter pour leur autodéfense, tout en sachant probablement qu'ils n'ont pas les moyens de le faire», ajoute-t-il.

Chercheur du groupe de réflexion Chatham House, Hayder Al-Shakeri reconnaît que l'équilibre est «plus fragile de jour en jour. C'est un véritable défi» pour le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani.

Car tandis que les groupes armés pro-iraniens ne montrent aucun signe de retenue, les frappes américaines sont en pleine «expansion à travers le territoire irakien», avertit-il.

- Pourquoi les Etats-Unis frappent-ils?

Ces derniers jours, les bombardements visant en Irak les groupes pro-iraniens sont montés en puissance.

Le Hachd al-Chaabi a dénoncé des «frappes aériennes américaines» contre une base militaire dans l'ouest de l'Irak, dans la région de Habbaniya, où

ses effectifs côtoient l'armée.

Mardi, une frappe a tué 15 combattants du Hachd, selon le groupe. Et mercredi, sept militaires ont péri quand une clinique de l'armée a été visée.

Pour des observateurs, l'objectif des frappes menées par Washington ou Israël est d'entraver les attaques des factions qui ciblent des sites américains à Bagdad, le Kurdistan autonome, mais aussi des sites d'hydrocarbures ou la présence de troupes étrangères, dans des pays du Golfe comme le Koweït ou en Jordanie.

Les bombardements contre les factions se concentrent sur la province d'Al-Anbar (ouest), limitrophe de la Jordanie et de l'Arabie saoudite, au nord dans la plaine de Ninive, dans la région de Kirkouk, aux portes du Kurdistan. Mais aussi à Jurf al-Sakhr, secteur bouclé et ultra-sécurisé tenu par les factions, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Bagdad.

La stratégie? «Décapitation et fragmentation des réseaux» explique M. Shakeri. «Les Etats-Unis ont une liste de cibles, il semblerait qu'ils frappent les directions et les noeuds de commandement.»

-Les factions, résistance ou chaos?

Sur la soixantaine de factions formant le Hachd, une poignée a la réputation

d'agir en électrons libres.

Certains groupes, classés organisation «terroriste» par Washington, font partie de la «Résistance islamique en Irak», nébuleuse pro-Iran engagée dans les attaques contre la présence militaire américaine au Moyen-Orient.

Si les Brigades du Hezbollah ont annoncé une suspension temporaire des attaques contre l'ambassade américaine, elles ont réclamé le départ des militaires américains déployés avec une coalition internationale antijihadistes.

Les frappes contre les factions «pourraient les affaiblir, mais sans une stratégie politique, cela ne produira qu'une fragmentation et du chaos», avertit M. Chakeri.

Même si ces groupes ne peuvent pas «rivaliser avec la puissance aérienne américaine», selon lui, elles conservent une capacité de nuisance avec les drones et les roquettes.

Et pour M. Badawi, «le gouvernement irakien ne dispose pas, à ce stade, des moyens coercitifs nécessaires pour les désarmer, sans risquer de déclencher quelque chose qui s'apparenterait à une guerre civile.»

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 mars 2026

La Turquie bloque le compte X du correspondant de l'AFP dans le sud-est à majorité kurde

Istanbul, 27 mars 2026 (AFP) — Le compte X du correspondant de l'Agence France-Presse dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie est bloqué dans le pays depuis jeudi soir sur demande des autorités, ont constaté les journalistes de l'AFP en Turquie.

Selon la plateforme de surveillance des sites internet et des médias sociaux Engelli-Web, «le compte du journaliste Mahmut Bozarslan (@mahmutbozarslan) a été bloqué en vertu de l'article 8/A de la loi n°5651, au nom de la protection de la sécurité nationale et de l'ordre public».

«Je n'ai aucune idée des raisons qui ont conduit à ce blo-

cage», a assuré le journaliste, basé à Diyarbakir, principale ville à majorité kurde de Turquie, dont le compte était toujours bloqué vendredi.

Les derniers reportages de M. Bozarslan portaient sur les célébrations le 21 mars de Norouz, la fête du Nouvel an pour les Kurdes.

L'organisation Reporters sans Frontières (RSF) a dénoncé cette mesure, intervenue sans avertissement préalable, qu'elle qualifie de «censure» et de «violation» des droits du journaliste.

«La censure du compte X (52.500 abonnés) visant le journaliste Mahmut Bozarslan ne porte pas seulement

atteinte à ses activités datant de 2009 sur cette plateforme, mais constitue une grave violation visant 30 ans de carrière», écrit Erol Önderoglu, représentant de RSF en Turquie, dans une déclaration à l'AFP.

«Nous exhortons les autorités à renoncer à cette intervention qui semble notamment contraire à l'esprit de négociation que le pouvoir prétend mener avec la classe politique kurde», ajoute-t-il.

Ankara est engagé depuis octobre 2024 dans un processus de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement armé interdit.

En mars 2025, au plus fort de

la contestation déclenchée par l'arrestation du maire d'opposition d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, la plateforme X avait dénoncé les «multiples décisions demandant le blocage de plus de 700 comptes d'organismes de presse, de journalistes, de personnalités politiques, d'étudiants et d'autres personnes en Turquie».

Les opérateurs de X s'étaient toutefois pliés aux requêtes des autorités turques en rendant ces comptes inaccessibles depuis la Turquie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 mars 2026

Langue menacée, l'arménien de Turquie se réinvente par les arts

Istanbul, 27 mars 2026 (AFP) — Malgré la baisse du nombre de locuteurs, l'arménien occidental, parlé essentiellement par les Arméniens de Turquie, continue de se transmettre par la littérature et les arts, constatent des défenseurs de la langue réunis à Istanbul.

«L'arménien occidental est certes menacé, mais il est loin d'être une pièce de musée. Il reste vivant, porté par la musique, le théâtre ainsi que la publication de journaux et d'ouvrages», affirme Vahakn Keshishian, de l'association culturelle Yeseyan qui organise jusqu'à fin mars sur les rives du Bosphore le festival Hantibum

(«Face à Face», en arménien) dédié à l'arménien de Turquie.

Autrefois pratiqué par près de 2 millions d'Arméniens dans l'Empire ottoman, l'arménien occidental, qui diffère par sa grammaire et sa prononciation de l'arménien d'Arménie, est classé aujourd'hui comme langue en danger par l'Unesco.

Il n'est plus parlé aujourd'hui que par les moins de 100.000 Arméniens de Turquie — sur une population de 86 millions d'habitants — et des descendants des Arméniens ottomans, éparpillés dans le monde après le génocide de 1915.

La Turquie, issue du démantèlement de l'Empire ottoman en 1920, récuse le terme de génocide et évoque des «massacres» doublés d'une famine.

- «Invisibles» -

Avec des concerts, ateliers et projections de films, le festival Hantibum d'Istanbul veut témoigner que l'arménien occidental continue d'être une langue de production culturelle.

«Nous vivons au sein de cette langue, notre existence même y est intimement liée. La culture se transmet par ce biais», souligne M. Keshishian.

Cette transmission est cependant entravée par la baisse du nombre de personnes qui parlent et apprennent l'arménien occidental, devenue une langue ultra minoritaire en Turquie.

«L'arménien occidental est de moins en moins parlé à la maison car ce n'est plus la langue de la vie quotidienne. Pour briser cette tendance, nous organisons des ateliers à destination des jeunes», explique Betül Bakirci des Editions Aras qui publient des livres en turc et en arménien occidental.

«Les livres en arménien oriental sont bien plus diffusés et disponibles. En re-

vanche, pour accéder à un livre en arménien occidental, il faut faire des efforts. Notre maison d'édition remplit cette mission», ajoute-t-elle.

Une quinzaine d'écoles accueillant près de 3.000 élèves enseignent en arménien occidental à Istanbul, mais leurs effectifs baissent depuis plusieurs années.

«La situation politique et économique en Turquie pousse les jeunes à envisager leur avenir ailleurs. Beaucoup de familles préfèrent aussi inscrire leurs enfants dans des écoles qui enseignent les

langues occidentales plutôt que l'arménien», précise Pakrat Estukyan, de l'hebdomadaire bilingue arménien et turc Agos.

«Les Arméniens préfèrent devenir invisibles lorsque le climat politique se tend. Par exemple, les cours d'arménien occidental qui avaient vu le jour il y a quelques années à Diyarbakir (sud-est à majorité kurde, ndr) n'existent plus», regrette M. Estukyan.

- Regain d'intérêt -

Malgré ce tableau, ce dernier note un regain d'intérêt des

jeunes lecteurs pour les pages en arménien occidental du journal, tiré à 5.000 exemplaires.

Pour Vahakn Keshishian, les outils numériques aussi donnent un nouvel élan à l'arménien de Turquie.

«Les possibilités offertes par les nouvelles technologies ont été extrêmement bénéfiques. Les cours en ligne et l'intelligence artificielle ont permis de démocratiser l'accès à la langue», précise-t-il.

Les Arméniens occidentaux, «une communauté fluide et

en perpétuelle évolution», ont toujours su se réinventer lors des périodes de crise, fait-il valoir, soulignant le rôle important de la diaspora.

«Les guerres au Moyen-Orient ont provoqué la dispersion des Arméniens de cette région, mais elles ont aussi donné naissance à de nouvelles communautés arméniophones à travers le monde», relève-t-il.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 mars 2026

Selon le Kurdistan d'Irak, les Etats-Unis n'arment pas l'opposition iranienne en exil

Souleimaniyeh (Irak), 27 mars 2026 (AFP) — «Aucune tentative»: un haut responsable du Kurdistan d'Irak assure, dans un entretien à l'AFP, que Washington n'arme pas les groupes kurdes iraniens exilés dans la région, qui s'oppose à toute intervention de ces mouvements dans le conflit.

Alors que l'influent voisin iranien est au cœur d'une guerre lancée par Israël et les Etats-Unis, l'Irak et son Kurdistan autonome, qui partagent une longue frontière avec l'Iran, subissent de plein fouet les répercussions.

Le président américain Donald Trump s'était initialement prononcé en faveur d'une offensive des factions kurdes, avant de revenir sur ses déclarations.

«Nous n'avons vu aucune tentative des Etats-Unis, d'une quelconque branche des Etats-Unis, d'armer les groupes de l'opposition iranienne au Kurdistan, absolument pas», a déclaré jeudi Qubad Talabani, Premier mi-

nistre adjoint du Kurdistan autonome.

Partenaire de Washington et des Occidentaux, le Kurdistan d'Irak ménage aussi ses relations avec Téhéran.

«Je peux seulement parler des discussions en cours entre nous et ces groupes, l'Iran et nous, nous et les Américains. Il n'y a actuellement aucun plan prévoyant d'utiliser ces groupes à l'intérieur de l'Iran», dit-il dans ses bureaux à Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan dans le nord de l'Irak.

- «Très imprudent» -

Fils du défunt Jalal Talabani, figure de la scène politique kurde, le responsable de 48 ans souligne l'opposition de son gouvernement à toute entrée en guerre de ces mouvements.

Le Kurdistan autonome s'est montré «très clair avec tous les groupes d'opposition: il serait très imprudent pour eux d'être à l'avant-garde, de prendre part à un conflit depuis

ici».

«Nous ne le permettrons pas», a-t-il ajouté, assurant que ces mouvements, exilés depuis des décennies en Irak, «avaient dans l'ensemble agi de manière responsable».

Par le passé, l'Iran les avait accusés de franchir sa frontière pour attaquer ses forces ou attiser un soulèvement dans ses régions kurdes. Un accord de sécurité entre Téhéran et ses voisins irakiens avait permis une accalmie.

Mais la guerre a ravivé les tensions.

Les opposants kurdes iraniens ont de nouveau été bombardés par Téhéran. Et des organisations en exil ont formé une alliance visant à renverser le pouvoir iranien et, à terme, à parvenir à l'autodétermination kurde.

Derrière la rhétorique guerrière, le poids de ces groupes, disposant déjà de combattants qui s'entraînent au maniement des armes dans les montagnes reculées du Kurdistan

irakien, s'est toutefois considérablement affaibli au fil des ans.

- «Milices marginales» -

Le Kurdistan autonome et sa capitale Erbil sont aussi la cible d'attaques de drone de groupes armés irakiens pro-Iran, qui tentent d'atteindre le consulat américain ou des militaires américains engagés avec la coalition internationale antijihadiste.

M. Talabani dénonce des frappes «persistantes», pointant le rôle de «plusieurs milices marginales» opérant depuis l'Irak fédéral.

«Nous avons évoqué cette question à maintes reprises avec le gouvernement fédéral et lui avons demandé d'intervenir pour empêcher ces groupes d'attaquer le Kurdistan», relate-t-il.

Certains «malheureusement» comptent des membres qui perçoivent un salaire de l'Etat, déplore le Premier ministre adjoint. Une allusion aux factions qui, tout en faisant partie

d'une coalition d'ex-paramilitaires intégrée aux forces régulières, agissent en leur nom propre, hors de tout cadre étatique.

Le gouvernement irakien, ajoute-t-il, «s'est engagé à faire cesser» les attaques.

Même si Bagdad est pour l'heure tout autant embarrassé qu'impuissant, face à ces groupes armés qui revendi-

quent des frappes contre la présence militaire américaine au Moyen-Orient. Et qui sont eux-mêmes régulièrement visés par des raids aériens imputés à Washington ou à Israël.

Les attaques de ces factions ont aussi visé des infrastructures pétrolières, poussant la majorité des compagnies étrangères présentes en Irak à suspendre leurs opérations

par mesure de sûreté.

Dans un pays ultra-dépendant de la rente pétrolière, la production et les exportations se sont effondrées.

«Le Kurdistan n'a pas de défense aérienne. Nous n'avons pas la capacité de défendre les champs (d'hydrocarbures) des attaques menées par différentes milices», regrette Qubad Talabani.

«Même si nous encourageons une reprise des exportations, il nous faut être réalistes et savoir que (...) si un champ en activité devait être frappé, l'impact pourrait être catastrophique».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 mars 2026

Irak: trois combattants du Hachd al-Chaabi tués dans des frappes aériennes

Bagdad, 28 mars 2026 (AFP) — Trois combattants ont été tués samedi en Irak dans des frappes aériennes visant le Hachd al-Chaabi, coalition d'anciens paramilitaires englobant des groupes armés pro-Iran, qui a dénoncé une attaque «israélo-américaine» en plein conflit au Moyen-Orient.

Ces dernières semaines, des raids similaires imputés aux Etats-Unis et à Israël ont visé des groupes armés pro-Iran et des unités du Hachd al-Chaabi, coalition intégrée aux forces de sécurité étatiques irakiennes.

Ces frappes, jamais revendiquées, qui visent des forces que Bagdad considère comme partie intégrante de son appareil sécuritaire, ont provoqué des tensions entre l'Irak et les Etats-Unis.

Samedi après-midi, «trois frappes aériennes» ont touché le commandement des opérations du Hachd al-Chaabi à Kirkouk, dans le nord de l'Irak, selon un communiqué de cette alliance, qui dénonce «une attaque israélo-américaine».

Trois combattants ont péri et quatre autres ont été blessés,

d'après cette source.

Le QG du Hachd se trouve près de l'aéroport de Kirkouk, d'une base de l'armée de l'air et d'une autre abritant des forces spéciales, selon un responsable de sécurité, faisant également état de six blessés parmi des soldats.

Depuis le lancement d'une offensive israélo-américaine contre l'Iran le 28 février, l'Irak a été aspiré dans un conflit régional qu'il tente d'éviter.

Outre les frappes contre les groupes pro-Iran, ces factions revendiquent quotidiennement des dizaines d'attaques de drone et tirs de roquettes contre la présence militaire américaine, en Irak et ailleurs au Moyen-Orient.

Ces attaques ont notamment pris pour cible l'ambassade américaine à Bagdad, mais aussi les effectifs d'une coalition internationale antijihadiste déployée en Irak.

Samedi, une «attaque» de drone dans l'extrême nord du pays a aussi visé une résidence secondaire du président du Kurdistan autonome, Nechirvan Barzani. Les autorités à Bagdad ont annoncé l'ou-

verture d'une enquête pour traduire en justice les auteurs.

Une attaque «inacceptable» selon le président Emmanuel Macron, qui a appelé à «tout faire» pour «éviter que l'Irak ne soit entraîné dans l'escalade en cours.»

Les Gardiens de la Révolution en Iran ont également dénoncé cette attaque de drone qualifiée d'«acte de terrorisme».

- «Renforcer la coopération» -

Pour juguler la violence en Irak, Washington et Bagdad ont annoncé vendredi soir un renforcement de leur coopération afin d'«empêcher les attaques» contre le personnel américain, les missions diplomatiques et les effectifs de la coalition internationale.

L'annonce intervient après une poussée de fièvre entre Washington et Bagdad, qui est aussi allié de Téhéran.

Des frappes aériennes ont visé une base et un hôpital militaire à l'ouest de Bagdad dans la région de Habbaniya, tuant mardi 15 combattants du Hachd al-Chaabi et mercredi sept soldats de l'armée.

Le gouvernement n'a pas nommément accusé les Etats-Unis, mais il avait annoncé convoquer le chargé d'affaires américain après la frappe visant le Hachd, qui déjà avait dénoncé des «frappes aériennes américaines».

Après les frappes meurtrières contre l'armée, un porte-parole de la diplomatie américaine avait nié «catégoriquement» toutes les «allégations selon lesquelles les Etats-Unis ont pris pour cible les forces de sécurité irakiennes.»

Le Pentagone avait reconnu frapper les groupes pro-iraniens, alors que la diplomatie américaine n'a de cesse de fustiger «des attaques généralisées» menées par «des milices soutenues par l'Iran» contre des cibles américaines.

Samedi soir, deux puissantes explosions ont retenti aux abords de l'aéroport d'Erbil, selon un journaliste de l'AFP, qui a entendu les alarmes de la défense antiaérienne interceptant des projectiles visant la coalition antijihadiste.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 mars 2026

Washington condamne l'attaque contre la résidence du président du Kurdistan irakien Barzani

Washington (États-Unis), 28 mars 2026 (AFP) — Les États-Unis ont condamné samedi «avec la plus grande fermeté» les attaques «perpétrées en Irak par les milices terroristes agissant pour le compte de l'Iran», et notamment celle «contre la résidence privée du président de la région du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani», selon un communiqué du département d'État.

«Ces actes commis par l'Iran

et ses proxys constituent une atteinte directe à la souveraineté, à la stabilité et à l'unité de l'Irak», ajoute le département d'État. «Nous rejetons catégoriquement les actes terroristes aveugles et lâches que l'Iran et ses proxys terroristes ont perpétrés dans la région du Kurdistan irakien et dans tout l'Irak.»

Depuis le lancement de l'offensive israélo-américaine contre l'Iran le 28 février, l'Irak a été aspiré dans un

conflit régional qu'il tente d'éviter. Des groupes pro-Iran en Irak revendiquent quotidiennement des dizaines d'attaques de drone et tirs de roquettes contre la présence militaire américaine, en Irak et ailleurs au Moyen-Orient.

Ces attaques ont notamment pris pour cible l'ambassade américaine à Bagdad, mais aussi les effectifs d'une coalition internationale antijihadiste déployée en Irak.

Samedi, une «attaque» de drone dans l'extrême nord du pays a aussi visé une résidence secondaire du président du Kurdistan autonome, Nechirvan Barzani. Les autorités à Bagdad ont annoncé l'ouverture d'une enquête pour traduire en justice les auteurs.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 mars 2026

Le président syrien en visite à Berlin pour parler reconstruction et retour des réfugiés

Berlin, 30 mars 2026 (AFP) — Le président syrien Ahmed al-Chareh se trouve à Berlin lundi pour des discussions sur la reconstruction de son pays, les efforts de Berlin pour organiser le retour des réfugiés syriens, mais aussi la guerre au Moyen-Orient.

Pour son premier voyage à Berlin, le dirigeant a été reçu par le président fédéral Frank-Walter Steinmeier et a participé à un forum économique germano-syrien au ministère des Affaires étrangères.

Il rencontrera à la mi-journée le chancelier Friedrich Merz avant une conférence de presse commune.

Puis il verra le ministre allemand de l'Intérieur Alexander Dobrindt pour aborder la question du rapatriement volontaire de Syriens et les expulsions «en priorité» de «délinquants», a indiqué lundi une porte-parole alle-

mande, précisant que la rencontre sera fermée à la presse.

Cet ancien chef rebelle islamiste de 43 ans, qui a renversé l'ancien dirigeant syrien Bachar el-Assad en décembre 2024, est parvenu à nouer des relations avec les gouvernements occidentaux et a effectué plusieurs voyages à l'étranger, notamment aux États-Unis, en France et en Russie.

Il a négocié la levée de nombreuses sanctions internationales contre la Syrie afin de l'aider à se reconstruire après une guerre civile sanglante qui a duré 14 ans.

Plusieurs manifestations sont organisées dans la capitale contre sa visite, sur fond de craintes pour les droits humains en Syrie soulevées par des associations kurdes et des ONG.

- Rapatriement de Syriens -

La Syrie est un «refuge pour les chaînes d'approvisionnement», a insisté Ahmed al-Chareh, et facilite le transport d'énergie et de marchandises vers l'Europe sans passer par le détroit d'Ormuz, paralysé par la guerre au Moyen-Orient.

«Poursuivez sur la voie de l'apaisement, du travail de mémoire et de la réconciliation», lui a conseillé le chef de la diplomatie allemande Johann Wadepuhl.

La condition pour cela est «une économie qui fonctionne» et l'Allemagne a «un rôle important à jouer dans le développement économique de la Syrie», a-t-il ajouté.

Ahmed Al-Chareh a également appelé les Syriens ayant étudié et travaillé en Allemagne à «apporter ces compétences» au pays. Près d'un million d'entre eux ont fui leur pays déchiré par la guerre pour se réfugier

dans la première économie européenne, la plupart d'entre eux lors de la crise migratoire en 2015.

Friedrich Merz a déclaré l'année dernière qu'avec la fin de la guerre civile en Syrie, «il n'y a désormais absolument aucun motif d'asile en Allemagne». «Nous pouvons donc commencer les expulsions», avait-il dit.

Le ministère allemand de l'Intérieur a signé un accord avec la Syrie fin 2025 permettant l'expulsion régulière des criminels et des personnes jugées dangereuses.

M. Merz a aussi durci la politique d'immigration allemande, dans un contexte d'essor de l'AfD, parti d'extrême droite devenu première force d'opposition et qui dans les sondages fait jeu égal avec la CDU du chancelier.

Beaucoup d'ONG ont critiqué ce revirement du chancelier,

invoquant l'instabilité persistante et les violations des droits humains en Syrie.

- Manifestations à Berlin -

La visite d'Al-Chareh, initialement prévue en janvier, avait été reportée en raison d'affrontements entre ses troupes et les combattants kurdes.

Pour soutenir sa venue ou protester contre, des mani-

festations ont lieu lundi à Berlin.

Devant le ministère des Affaires étrangères, des manifestants ont brandi des drapeaux kurdes et des pancartes critiquant le rapprochement entre les deux dirigeants, ainsi que le passé djihadiste du Syrien.

Une association kurde en Allemagne, la KGD, a jugé vendredi par communiqué que l'ancien chef rebelle ne devait

bénéficier «d'aucune reconnaissance officielle».

Friedrich Merz a pour l'instant «réduit sa politique syrienne à la question des expulsions et ignoré la situation réelle sur le terrain», a déclaré à l'AFP Luise Amtsberg, députée des Verts en charge des affaires étrangères, mettant en garde contre une «normalisation précipitée» des relations.

La Syrie est loin d'être stabilisée ou pacifiée. Les tensions confessionnelles et le groupe Etat islamique ont provoqué des effusions de sang répétées et Israël a mené des centaines de frappes dans le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mardi 31 mars 2026

Des experts de l'ONU appellent la Turquie à cesser «la criminalisation» des défenseurs des droits humains

Genève, 31 mars 2026 (AFP) — La «criminalisation persistante» des défenseurs des droits humains et des avocats qui s'appuie sur les lois antiterroristes en Turquie doit prendre fin, ont exhorté mardi des experts de l'ONU.

La législation antiterroriste turque, régulièrement dénoncée par les défenseurs des droits humains «ne doit pas servir à restreindre arbitrairement les droits à la liberté d'expression, d'opinion, de réunion pacifique et d'association, ni à autoriser ou justifier une détention arbitraire», ont déclaré ces cinq experts indépendants mandatés par l'ONU.

Dans un communiqué, ces

derniers appellent Ankara à «cesser la criminalisation persistante des défenseurs des droits humains et des avocats» à l'aide de ces lois.

Parmi ces derniers «clairement pris pour cible», les experts mentionnent en particulier des membres de l'Association des droits de l'homme tels que Hatice Onaran, condamnée en 2024 pour «violation de la loi sur le financement du terrorisme» pour avoir fourni de petites sommes d'argent à des détenus malades et démunis.

Condamnée à quatre ans et deux mois de prison, elle a été libérée en février pour une durée de six mois pour raisons médicales, mais son avocate,

Suna Bilgin, a été condamnée en décembre à six ans et trois mois de prison pour sa défense d'anciens membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation classée comme terroriste, indiquent les experts.

«Nous sommes préoccupés par le fait que la condamnation de Mme Bilgin soit liée à son activité d'avocate», notent ces derniers, évoquant aussi le cas de deux autres militants de l'association, Tugba Kahraman et Mehmet Acettin, inculpés en février dans des affaires identiques.

Les experts, qui ne s'expriment pas au nom de l'ONU, rappellent que

«l'utilisation abusive des lois antiterroristes» et le cas de l'Association des droits de l'homme ont fait l'objet de plusieurs lettres adressées au gouvernement turc.

Ils indiquent également être en contact avec les autorités, qu'ils appellent «à respecter pleinement le droit international des droits de l'homme et à veiller à ce que sa législation antiterroriste contienne une définition précise et ciblée du terrorisme, conforme aux principes de légalité, de nécessité, de proportionnalité et de non-discrimination».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 mars 2026

Turquie: le chef de la guérilla kurde veut pouvoir s'adresser au pays

Istanbul, 31 mars 2026 (AFP) — Le chef de la guérilla kurde en Turquie Abdullah Öcalan, détenu à l'isolement sur une île au large d'Istanbul, souhaite pouvoir s'adresser librement au pays, indique-t-il dans un message publié mardi.

Dans un message transmis par une délégation d'élus du parti prokurde DEM, autorisés vendredi 27 mars à lui rendre visite, précisent-ils, M. Öcalan, fondateur du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) confirme son engagement en faveur du processus de paix initié fin 2024 par et avec Ankara.

«Comme je l'ai exprimé dans mon appel du 27 février (2025), la période de lutte armée est terminée. Il n'est plus

possible de revenir en arrière».

«Les développements en Iran ont une nouvelle fois mis en lumière la justesse et l'importance du processus mené en Turquie», ajoute le leader kurde en référence à la guerre déclenchée le 28 février par les Etats-Unis et Israël.

«À ce stade, je considère comme important, pour que mes idées concernant le processus soient correctement comprises, de pouvoir atteindre l'ensemble de l'opinion publique par des moyens appropriés», souligne-t-il.

«Le processus que nous vivons est un processus de transition vers la paix avec la République démocratique»,

poursuit le leader kurde de 76 ans, dont 27 ans en détention.

Se tournant vers la commission parlementaire mise en place pour définir le futur statut du PKK et de ses anciens combattants, il la presse de parvenir «sans tarder à un cadre juridique global et inclusif».

M. Öcalan, que ses partisans continuent d'appeler «Apo», (oncle, en kurde), plaide pour une «conception social et de la citoyenneté qui organise de manière positive la relation des Kurdes avec l'État» turc.

«L'État doit également constater qu'aucune activité destructrice n'est conduite, ni menace

pour la sécurité» du pays, note-t-il.

Après l'appel de son chef, le congrès du PKK avait confirmé sa dissolution et commencé en juillet à déposer les armes, lors d'une cérémonie symbolique dans le nord de l'Irak où sont retranchés la plupart de ses combattants.

Ce processus entamé en octobre 2024 à l'initiative du parti nationaliste MHP, allié du gouvernement, vise à mettre un terme à plus de quatre décennies de combats qui ont fait au moins 50.000 morts.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 mars 2026

Une explosion entendue près de l'aéroport d'Erbil, au Kurdistan irakien

Erbil (Irak), 31 mars 2026 (AFP) — Une explosion a été entendue mardi matin près de l'aéroport international d'Erbil, dans la région autonome du Kurdistan d'Irak, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Erbil abrite un important complexe consulaire américain et son aéroport accueille des conseillers militaires rattachés à la coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis.

L'Irak a été entraîné dans la guerre au Moyen-Orient déclenchée le 28 février par l'offensive américano-israélienne contre l'Iran, malgré ses efforts pour l'éviter.

Des groupes armés pro-Iran re-

vendiquent régulièrement des attaques de drones contre des intérêts américains en Irak et dans l'ensemble de la région, tandis que des frappes ont également visé ces groupes.

Les attaques menées par les groupes pro-Iran, généralement interceptées par la défense anti-aérienne, prennent pour cible notamment les effectifs de la coalition internationale déployée en Irak ou l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad.

Un deuxième journaliste de l'AFP a indiqué que des débris provenant de l'interception de l'attaque étaient tombés sur des voitures et des habitations près de l'aéroport, dont certaines ont été endommagées, et a rapporté avoir

vu de la fumée s'élever au-dessus de la ville.

Une base de la province de Souleimaniyé, également dans le nord de l'Irak, qui héberge les forces armées de la région autonome du Kurdistan irakien, a aussi été visée dans la nuit par des tirs de missiles et de roquettes qui n'ont pas fait de victimes, ont indiqué ces forces.

Dans le sud de l'Irak, des responsables de la sécurité ont annoncé qu'un drone était tombé dans un champ pétrolier, sans qu'aucune explosion ou blessé ait été signalé.

De nombreuses installations pétrolières en Irak sont à l'arrêt depuis le début de la guerre.

Dans la nuit, les ex-paramilitaires des Forces de mobilisation populaire, désormais intégrées à l'armée régulière mais comprenant des groupes pro-Iran, ont déclaré que leurs positions avaient été visées par trois frappes israélo-américaines qui n'ont pas fait de victimes.

Ces frappes ont visé la base de Jurf al-Sakher, aussi connue sous le nom de Jurf al-Nasr, qui constitue l'un des bastions du groupe Kata'ib Hezbollah, ou Brigades du Hezbollah, soutenu par Téhéran.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 mars 2026

Une frappe tue trois combattants en Irak, selon une coalition d'ex-paramilitaires

Bagdad, 31 mars 2026 (AFP) — Une frappe dans l'ouest de l'Irak a tué mardi trois combattants de l'ancienne coalition paramilitaire du Hachd al-Chaabi, a annoncé dans un nouveau bilan cette alliance qui comprend des factions pro-iraniennes, en accusant les Etats-Unis et Israël.

L'Irak a été entraîné dans la guerre au Moyen-Orient déclenchée le 28 février par l'offensive américano-israélienne contre l'Iran, malgré ses efforts pour l'éviter.

Des groupes armés pro-Iran revendiquent régulièrement des attaques de drones contre des intérêts américains en Irak et dans l'ensemble de la région, tandis que des frappes ont également visé ces groupes.

«Cette attaque ignoble a entraîné le martyre de deux combattants et blessé quatre autres», indique un communiqué du Hachd al-Chaabi au sujet de la frappe qui a visé un point de contrôle dans la province d'Al-Anbar, avant de faire état d'un troisième mort.

Cette coalition, également connue sous le nom de Forces de mobilisation populaire, fait désormais partie des forces armées régulières irakiennes.

Plus tôt mardi matin, une explosion a été entendue près de l'aéroport international d'Erbil, dans la région autonome du Kurdistan d'Irak, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Erbil abrite un important complexe consulaire américain et son aéroport accueille des conseillers militaires rattachés à la coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis.

Les attaques menées par les groupes pro-Iran, généralement interceptées par la défense antiaérienne, prennent pour cible notamment les effectifs de la coalition internationale déployée en Irak ou l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad.

Un deuxième journaliste de l'AFP a indiqué que des débris provenant de l'interception de l'attaque étaient tombés sur des voitures et des habitations près de l'aéroport, dont certaines ont été endommagées, et a rapporté

avoir vu de la fumée s'élever au-dessus de la ville.

Dans la nuit, le Hachd al-Chaabi avait déclaré que ses positions avaient été visées par trois frappes israélo-américaines qui n'ont pas fait de victimes.

Ces frappes ont visé la base de Jurf al-Sakher, aussi connue sous le nom de Jurf al-Nasr, qui constitue l'un des bastions du groupe Kataëb Hezbollah, ou Brigades du Hezbollah, soutenu par Téhéran.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

